

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

VOL. XVI.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC,

DEPUIS LE 8 MARS JUSQU'AU 27 MAI, 1882.

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT.

DANS LA QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DU CINQUIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1882.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :
IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

—
1882.

VOL. XVI.



PROCLAMATIONS.

CANADA, }
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le dix-HUITIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le dix-HUITIÈME jour du mois de d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec ; SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MERCREDI, le DOUZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TROISIÈME jour d'Aout, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et de Notre règne la quarante-cinquième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le douzième jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

AT TENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*; se trouve convoquée pour le douzième jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets. Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le QUINZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce ONZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et de Notre règne la quarante-cinquième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }

TPÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Quebec*, et à nos citoyens et bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner :—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que, dans et par Notre proclamation datée le ONZIÈME jour du mois d'OCTOBRE dernier, il nous a plu convoquer la Législature de Notre Province de *Québec* pour le QUINZIÈME jour du mois de NOVEMBRE courant. ET ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Quebec*, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ; A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exemptons, en conséquence, les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présents le dit QUINZIÈME jour du mois de NOVEMBRE courant.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et de Notre règne la quarante-cinquième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de Québec et d'avoir son avis en Parlement ; A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre bonne volonté et plaisir royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de Nos Brefs d'élection, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'élection seront en date du HUITIÈME jour de NOVEMBRE courant, et rapportables le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, les présentations des candidats aux différentes élections, dans tous les districts électoraux de la Province, auront lieu et se feront le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE courant, à l'exception cependant de Nos Brefs d'élection pour le District Electoral de Chicoutimi et Saguenay, lesquels Brefs d'élection seront rapportables le VINGT-SIXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain.

En FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et de Notre règne la quarante-cinquième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA, }
Province de Québec. } THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

SACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE, pour là et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec:

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et de Notre Règne la quarante-cinquième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

PROCLAMATIONS.

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil huit cent quatre-vingt-un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de Québec JEUDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur, de Notre dite province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-un, et de Notre Règne la quarante-cinquième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

- VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMAEION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec; SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets. Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, MARDI, le VINGT-UNIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIÈME jour de JANVIER dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et de Notre règne la quarante-cinquième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de FÉVRIER courant—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au VINGT-UNIÈME jour du mois de FÉVRIER courant. Néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MERCREDI, le HUITIÈME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec, le dit VINGT-UNIÈME jour de FÉVRIER courant, et Nous voulons EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MERCREDI, le HUITIÈME jour de MARS prochain, pour la DÉPÊCHES DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce ONZIÈME jour de FÉVRIER dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et de Notre Règne la quarante-cinquième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

LISTE des noms des Députés élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, conformément aux Brefs d'Élection émis par Son Honneur l'Honorable Théodore ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en date du huitième jour de Novembre, mil huit cent quatre-vingt-un.

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	OFFICIERS-RAPORTEURS.	DÉPUTÉS ÉLUS.	REMARQUES.
Argenteuil.....	Thomas Barron.....	William Owens.....	
Bagot.....	J. C. Bachand.....	Antoine Cassavant.....	
Beauharnois.....	P. Laberge.....	Célestin Bergevin.....	
Beauce.....	J. E. Proulx.....	Jean Blanchet.....	Acclamation.
Bellechasse.....	L. S. Forgues.....	N. H. E. Faucher de St Maurice.....	
Berthier.....	B. E. Pelland.....	Joseph Robillard.....	
Bonaventure.....	H. J. Martin.....	Louis Joseph Riopel.....	
Brome.....	Th. Brassard.....	Hon. W. W. Lynch.....	
Chambly.....	P. E. Hurteau.....	M. D. Stanislas Martel.....	
Champlain.....	G. H. Dufresne.....	Robert Trudel.....	Acclamation.
Charlevoix.....	Ch. DuBerger.....	Onésime Gauthier.....	
Châteauguay.....	A. M. Gagnier.....	Edouard Laberge.....	
Chicoutimi et Saguenay.....	Ovide Bossé.....	Elie Saint Hilaire.....	
Compton.....	Samuel Orr.....	William Sawyer.....	
Deux-Montagnes.....	D. Dupras.....	Charles L. Champagne.....	
Dorchester.....	J. E. Rouleau.....	Nicodème Audet.....	
Drummond et Arthabaska.....	M. J. A. Poisson.....	William John Watts.....	

LISTE des noms des Députés élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, conformément aux Brefs d'Election émis par Son Honneur l'Honorable THÉODORE ROSTAILLE, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 1^{er} mai en date du huitième jour de Novembre, mil huit cent quatre-vingt-un.—*Suite.*

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	OFFICIERS-RAPPORTEURS.	DÉPUTÉS ÉLUS.	REMARQUES.
Gaspé.....	J. X. Lavoie.....	Hon. E. J. Flynn.....	Acclamation.
Hechelaga.....	L. W. Sicotte.....	Hon. Louis Beaubien.....	Acclamation.
Huntingdon.....	A. Somerville.....	Alexander Cameron.....	Acclamation.
Iberville.....	M. A. Bessette.....	Alexis Louis Demers.....	
Jacques-Cartier.....	F. Filiatreault.....	Narcisse M. LeCavalier.....	Acclamation.
Joliette.....	C. A. Beaudoin.....	Vincent Paul Lavallée.....	
Kamouraska.....	Henri Garon.....	Charles A. Ernest Gagnon.....	
Lepralrie.....	J. B. Varin.....	Léon Benoit Alfred Charlebois.....	
L'Assomption.....	B. Rocher.....	Joseph Marion.....	Acclamation.
Laval.....	A. E. Léonard.....	Hon. L. O. Loranger.....	38 Vict., chap. 7, 122 et 123.
Lévis.....	L. N. Carrier.....	Hon. E. T. Pâquet.....	
L'Islet.....	A. Michaud.....	Charles Marcotte.....	
Lotbinière.....	L. E. Lemay.....	Hon. H. G. Joly.....	Acclamation.
Maskinongé.....	J. E. Pichette.....	Edouard Caron.....	
Mégantic.....	W. H. Lamblay.....	Hon. George Irvine.....	
Missisquoi.....	R. Dickenson.....	E. Edmund Spencer.....	
Montcalm.....	A. E. Thibault.....	J. B. T. Tremblé Richard.....	

Montmagny	J. D. Lépine	Louis Napoléon Fortin	
Montmorency	B. Pelletier	Louis George Desjardins	
Montréal-Est	J. C. Auger	Louis Olivier Taillon	
Montréal-Centre	T. de Lorimier	George W. Stephens	Officier-Rapporteur Commissionné.
Montréal-Ouest	G. H. Ryland	James McShane	
Napierville	E. Bouchard	François-Xavier Paradis	
Nicolet	J. A. Blonfin	Charles Edouard Houde	
Ottawa (comté d')	W. Washburn	Louis Duhamel	Décédé depuis.
Pontiac	W. Rimer	Thomas Bryson	
Portneuf	H. Q. de St George	Jean Docile Brousseau	
Québec (comté de)	J. Marcoux	Hon. P. Garneau	Acclamation, missionné.
Québec-Est	J. P. Rhéaume	Joseph Shehyn	Acclamation.
Québec-Centre	C. N. Montizambert	R. F. Rinfret dit Malouin	
Québec-Ouest	Hon. C. Alleyne	Félix Carbray	
Richelieu	Jules Chevalier	Léon Leduc	
Richmond et Wolfe	C. P. Cleveland	Jacques Picard	
Rimouski	C. F. Lapointe	Louis Napoléon Asselin	
Rouville	Eugène Poulin	Etienne Poulin	
St Hyacinthe	H. St Germain	Hon. Honoré Mercier	Acclamation.
St Jean	G. A. Marchand	Hon. F. G. Marchand	
St Maurice	R. Kiernan	F. S. L. Desaulniers	
Shefford	J. Lefebvre	Isidore Frégeau	

LISTE des noms des Députés élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, conformément aux Brefs d'Election émis par Son Honneur l'Honorable THÉODORE ROBTAILE, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en date du huitième jour de Novembre, mil huit cent quatre-vingt-un.—*Suite.*

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	OFFICIERS-RAPPORTEURS.	DÉPUTÉS ÉLUS.	REMARQUES.
Sherbrooke	G. F. Bowen	Hon. Joseph Gibb Robertson.....	Acclamation.
Soulanges.....	J. Stevens.....	William Duckett.....	
Stanstead	Otis Shurtleff.....	John Thornton.....	
Témiscouata.....	Elle Mailloux.....	George Honoré Deschênes.....	Acclamation.
Terrebonne	L. G. Lachaine.....	Hon. J. A. Chapleau.....	Acclamation.
Trois-Rivières	Edmond Gervais	Sévère Dumoulin.....	Officier-Rapporteur Commissionné.
Vaudreuil.....	F. C. Bastien.....	Emery Lalonde.....	Acclamation.
Verchères	Aimé Geoffron	Abraham Bernard.....	
Yamaska	L. M. Blondin.....	J. S. C. Würtele	

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 23 janvier 1882.

A L. DELORME, ECR.,
Greffier de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1882.

Mercredi, 8 Mars, 1882.

A la première session du cinquième Parlement de la Législature de la Province de Québec, commencée et tenue en la cité de Québec, le huitième jour de mars, dans la quarante-cinquième année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux.

Lequel jour, étant le premier de la réunion de cette Législature pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée) de Son Honneur l'Honorable *Théodore Robitaille*, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, *Louis Delorme*, *Etienne Simard* et *Paul Ernest Smith*, écuyers, commissaires nommés en vertu d'un *Dedimus potestatem* pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée Législative, se sont rendus, à dix heures de l'avant-midi, dans la salle destinée aux séances de l'Assemblée Législative, où *Louis Delorme*, écuyer, Greffier de l'Assemblée Législative, s'est trouvé, conformément à son devoir, et *Louis Honoré Huot*, écuyer, Greffier de la Couronne en Chancellerie, ayant remis au dit M. *Delorme* un rôle, accompagné d'un certificat contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport, et comme devant servir dans cette Législature Provinciale, les commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés, ce qui étant fait, les membres ayant signé le rôle contenant le serment, ils ont pris leurs sièges dans l'Assemblée.

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme, Huissier de la Verge Noire :—

MESSIEURS,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette Honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif :

En conséquence, les membres se sont rendus auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, où étant,

L'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs et Messieurs de l'Assemblée Législative :

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ne croit pas à propos de faire connaître les motifs qui l'ont engagé à convoquer la Législature Provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée Législative ait été choisi suivant la loi ; mais que, demain, à trois heures de l'après-midi, Son Honneur fera connaître les motifs pour lesquels il a assemblé ce Parlement.

Et les députés étant de retour,

L'honorable *J. A. Chapleau*, député du district électoral du comté de *Terrebonne*, s'adressant au Greffier (lequel se trouvant debout, se tourne de son côté et ensuite s'assied) propose à la chambre pour son Orateur, l'honorable *Louis Olivier Taillon*, écuyer, dans laquelle motion il est secondé par l'honorable *W. W. Lynch*, député du district électoral de *Brome*.

Et la question étant posée " Que l'honorable *Louis Olivier Taillon* prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur, " elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est

Résolu, *nemine contradicente*, que *Louis Olivier Taillon*, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré *Louis Olivier Taillon* dûment élu, il est conduit au fauteuil par l'honorable *M. Chapleau* et l'honorable *M. Lynch*, et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant à l'unanimité pour son Orateur.

Alors il s'assied dans le fauteuil ; et la masse (qui auparavant était sous la table) est placée sur la table.

Alors l'honorable *M. Chapleau* propose, secondé par l'honorable *M. Lynch*, que cette Chambre s'ajourne maintenant, jusqu'à demain à trois heures P. M.

Et la Chambre s'ajourne en conséquence.

Jendredi, 9 Mars 1882.

La Chambre étant assemblée et l'Orateur élu ayant pris le fauteuil,
Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme, Huissier de la Verge Noire :

M. l'Orateur,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, l'Orateur élu s'est rendu, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et là, M. l'Orateur a parlé comme suit, savoir :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

L'Assemblée Législative m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive, en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers sa Souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de votre Honneur, en tout temps convenable, et, de la part de votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :—

M. l'ORATEUR,

J'ai ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée Législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, modération et prudence, elle accorde, et, en toutes occasions, elle reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions.

La Chambre étant de retour ;

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil Législatif et qu'il a informé Son Honneur que le choix de l'Orateur était tombé sur lui ; et, aussi qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Honneur, tous ses droits et privilèges, qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats et avoir accès auprès de la personne de Son Honneur, lorsque l'occasion le requerra, et que toutes ses délibérations puissent recevoir de Son Honneur l'interprétation la plus favorable ; et que, sur ce, Son Honneur a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, elle lui allouait et accordait tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de Son Honneur, en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprétera toujours, de la manière la plus favorable, ses délibérations, ainsi que ses paroles et ses actions.

Ordonné, Que l'honorable M. Chapleau ait la permission d'introduire un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, et elle est comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

En inaugurant ce cinquième Parlement de notre Législature, j'ai à constater avec le plus profond regret, l'odieux attentat qui a été commis sur la personne de Sa Majesté la Reine, et qui a créé au milieu de nos populations autant de douleur que d'étonnement.

Mon premier devoir est de remercier la Providence, qui a conservé à l'affection de ses sujets, une Souveraine aussi aimée et aussi respectée, et que ses hautes qualités semblaient devoir soustraire aux criminels complots qui se trament si fréquemment de nos jours contre les chefs de nations.

Nous saisissons l'occasion de la réunion de cette Législature pour offrir à notre Souveraine l'expression de notre affection, de notre loyauté et de notre reconnaissance, pour les bienfaits dont elle a comblé ce pays.

La République voisine a été moins heureuse, et je dois exprimer, à l'occasion du crime qui a fait disparaître de ce monde un grand citoyen, le Président des Etats-Unis, des condoléances d'autant plus vives que nos relations avec ce pays ont été plus amicales.

Mon gouvernement s'est occupé activement du projet d'attirer sur son chemin de fer le trafic de l'Intercolonial, et les négociations qu'il a ouvertes avec celui de la Puissance, engageront, j'ai toute raison de le croire, le gouvernement d'Ottawa à faire une demande au Parlement pour l'établissement d'un service de transport des trains, par bateaux à vapeur, de Québec à Lévis, de nature à nous assurer une communication directe avec l'Intercolonial. Cette perspective a ajouté à notre propriété provinciale, une valeur dont mon gouvernement a cru devoir profiter. En conséquence, il sera soumis à votre considération et à votre approbation, une mesure dans le but de réaliser l'idée qui a dominé dans la politique de la province, depuis l'inauguration de nos entreprises de chemin de fer.

Je suis heureux d'annoncer que la voie ferrée entre Québec et Ottawa construite à force de sacrifices, comme le premier chaînon de la grande route du Pacifique, va enfin entrer dans la solution que le pays prévoyait et désirait, en utilisant la position géographique de notre province pour y déverser l'immense commerce de l'Ouest, et nous osons l'espérer, plus tard celui de l'Orient, et faire de nos grands ports de mer, les centres de l'échange du trafic entre Victoria, Winnipeg, Chicago et Halifax.

Vous serez priés de vous occuper incessamment des arrangements qui sont intervenus pour laisser ce chemin de fer, et les ressources qu'il peut développer, à l'initiative de l'industrie privée, si votre approbation leur est accordée.

Ces mesures auront pour effet de dégrèver la province d'engagements onéreux, de lui permettre au moyen d'un revenu fixe, de maintenir l'équilibre dans ses finances, et de nous autoriser à poursuivre la politique d'améliorations et de progrès que le succès a déjà tant de fois couronnée.

J'ose espérer qu'en s'occupant de cette grave matière, la Législature la considérera comme une de ces questions nationales, intéressant toute notre province, et s'élevant au-dessus des considérations ordinaires de la politique.

Je suis heureux d'annoncer que les mesures adoptées par le gouvernement pour l'administration du domaine public, ont produit d'excellents résultats, et les rapports qui vous seront soumis, vous feront connaître l'augmentation considérable des revenus qui en découlent.

Mon gouvernement s'est appliqué à développer les ressources de la province au moyen des capitaux et l'esprit d'entreprise qui nous viennent des pays étrangers ; et cette politique a eu pour effet d'attirer chez nous de grandes combinaisons financières et industrielles, dont les opérations ne pourront manquer de modifier avantageusement l'économie agricole de la province.

Les hommes d'affaires de la *Grande-Bretagne* et de la *France*, ont déjà répondu favorablement à ces efforts, et mon gouvernement se propose de continuer cette œuvre, en établissant des relations plus régulières avec ces pays.

C'est dans ce but que mon gouvernement a pris part à l'exposition géographique de Vénise, et l'attention que la province a reçue des savants, et des spécialistes de l'Europe entière, a été aussi flatteuse qu'elle sera féconde en bons résultats.

L'industrie des mines, des bois, des phosphates, des sucres, des beurres et fromages, subit en ce moment, une transformation qui a déjà produit des résultats considérables, et mon gouvernement se propose de donner un nouvel élan à ce mouvement, par d'autres mesures d'encouragement, lesquelles tendront à assurer la prospérité générale, et à stimuler la colonisation de nos terres incultes.

Parmi ces encouragements, se trouve d'abord l'institution d'une école des mines, sous la direction de professeurs recommandés, puis celle d'écoles spéciales pour l'utilisation des produits de la ferme.

L'administration de la justice nécessite des réformes. L'Assemblée législative a, pendant la dernière session, chargé la commission de la révision et de la codification des statuts, de préparer un projet de réorganisation des tribunaux, et de refonte des lois de procédure. Le rapport de la commission sera soumis à votre considération accompagné d'un projet de loi qui vous mettra en mesure de vous prononcer sur le mérite des améliorations qu'il suggère.

L'œuvre de la révision des statuts a été continuée. La compilation des lois en force dans la province est terminée, et vous sera soumise avec le second rapport de la commission.

Des lois concernant les terres publiques, la protection des colons, la profession des arpenteurs, et d'autres projets de loi en rapport avec le Département des Terres, seront également soumis à votre considération.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Les comptes publics vous seront soumis et des subsides vous seront demandés pour la prochaine année fiscale. Vous serez, je crois, satisfaits des opérations des derniers douze mois, et plus encore du prochain exercice financier, basé sur une politique prévoyante, et sur une exploitation raisonnée de nos ressources.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je remercie la Providence de l'abondante moisson et des bienfaits qu'elle nous a accordés dans le cours de l'année. J'espère qu'elle vous inspirera dans vos travaux, pour qu'une sage législation seconde sa sollicitude.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, Ordonné, Que le Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération, demain.

Sur motion de l'honorable M. *Chapleau*, secondé par l'honorable Trésorier *Wurtele*,

Ordonné, Que les Votes et Délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et que M. l'Orateur nommera la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne se permette de les imprimer.

Résolu, Que, lorsqu'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un membre, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'en suivent ; et, si deux membres sont élus pour le même collège électoral, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que, s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être, par corruption, et au moyen d'intrigue ou de menée, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'une ou l'autre Chambre, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend du Parlement ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Résolu, Que des Comités Permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :—1. Privilèges et Elections. 2. Ordres Permanents. 3. Chemins de Fer, Canaux, Télégraphes, Mines et Corporations Manufacturières. 4. Divers Bills Privés. 5. Législation. 6. Impressions. 7. Comptes publics. 8. Agriculture, Immigration et Colonisation. 9. Différentes branches d'industrie en cette province ; lesquels dits Comités, seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de *George A. Drummond* et autres.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—La Pétition de *G. F. Bowen* et autres,—La Pétition de *E. C. Bowen* et autres,—et la Pétition de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des Comtés de *Stanstead* et *Sherbrooke*.

Par l'Honorable M. *Marchand*,—Deux Pétitions des Sœurs de la Charité de la Ville de *St Jean*.

Par M. *Blanchet*,—La Pétition du Révérend *N. M. Huot* et autres, de la Paroisse de *St Vital* de *Lambton*,—La Pétition du Révérend *P. Brassard* et autres de *St Romain* de *Winslow*, comté de *Compton*,—La Pétition du Révérend *J. E. Rheault* et autres, des Cantons de *Garthby d'Israëli* et *Stratford*,—La Pétition du Révérend *Jos. O. Soucy* et autres, de *St Ephrem*, Comté de *Beauce*,—et la Pétition du Révérend *Samuel Garant* et autres, de la Paroisse de *St Sébastien*, Comté de *Beauce*.

Par l'Honorable M. *Wurtele*,—La Pétition de "*The Liverpool and London and Globe Insurance Company*."

Par M. *Stephens*,—La Pétition de "*The Protestant Home for Friendless Women*," de la Cité de *Montréal*.

Par M. *LeCavalier*,—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Lachine*.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 10 Mars 1882.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Picard*,—La Pétition de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Comtés de *Richmond*, *Drummond* et *Arthabaska*.

Par M. *Poulin*,—La Pétition du Révérend *F. X. Jeannotte* et autres, de *Ste Marie de Monnoir*.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—La Pétition du Révérend *L. Z. Lambert* et autres, de la Paroisse de *Ste Anastasie de Milton*.

Par M. *Dumoulin*,—La Pétition de *A. Baptist* et autres.

Par M. *Houde*,—La Pétition du Révérend *P. G. Brunel* et autres, de la paroisse de *Ste Marie de Blandford*, Comté de *Nicolet*.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition de l'Hospice de la Paroisse de *Ste Elizabeth*,—et la Pétition de *Antoine Guérard* et autres, de la Paroisse de *Ste Emmélie*, Comté de *Joliette*.

Par M. *Martel*,—La Pétition du Révérend *P. D. Lesage* et autres, du *Bassin de Chambly*,—et la Pétition des Sœurs de la Charité de la Ville de *Longueuil*.

Par M. *Robillard*,—La Pétition du Couvent de *Ste Marie de la Providence*, de *St Joseph de Lanoraie*.

Par M. *Caron*,—La Pétition des Sœurs de *L'Assomption* de la Vierge de *St Paulin*, Comté de *Maskinongé*.

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*,—La Pétition de l'Institut Canadien Français, de *Lévis*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition du Dispensaire de *Montréal*; la Pétition des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*; et la Pétition de l'Asile de *Saint Joseph* du Bon Pasteur, rue *Fullum*, *Montréal*.

Par l'Honorable Procureur-Général *Loranger*,—La Pétition des Sœurs de la Providence, de la Paroisse de *St Vincent de Paul*, Comté de *Laval*.

Par l'Honorable Trésorier *Würtele*,—La Pétition de la compagnie d'abattoirs de *Montréal*; et la Pétition des Sœurs de la Charité de *St François du Lac*, Comté de *Yamaska*.

M. l'Orateur met devant la chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir : De l'hospice de *Rimouski*; de la Providence, *St Joseph*, *Lanoraie*; de l'asile de la Providence, *Ste Elisabeth*; du monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*; de l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*; de l'Asile de la Providence, *Montréal*; de l'Asile de *St Joseph* du Bon Pasteur, rue *Fullum*, *Montréal*; du Refuge Sainte Brigitte, *Montréal*; de l'Hospice du Sacré-Cœur, *Sherbrooke*; de l'Hôpital des Ursulines *Trois-Rivières*; de l'Hospice de la Providence, *L'Assomption*; de l'Hospice Saint Joseph, *Ste Anne de Lapocatière*; de l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*; de l'Hospice de la Maternité, *Québec*; de l'Hospice *St Charles* (école de réforme), *Québec*; de l'Asile des Orphelins, *Québec*; de la Congrégation des Sœurs des petites écoles; de l'Asile de la Providence, *St Vincent de Paul*, *Ile Jésus*; et de l'Hôpital des femmes, *Montréal*, tous pour l'année 1881. (Documents, de la session No 6).

M. l'Orateur informe la chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

CANADA, }
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

A. L. Delorme, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en date à Québec, du 28 janvier dernier, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la dite Province de Québec, pour le district électoral d'Yamaska, en remplacement de l'honorable Jonathan Sexton Campbell Würtele, qui depuis son élection dans le dit district électoral a accepté une charge à la nomination de la Couronne à laquelle est attaché un salaire ou allocation annuelle, savoir : la charge de Trésorier de la Province de Québec, le dit honorable Jonathan Sexton Campbell Würtele a de nouveau le six février dernier été élu député à l'Assemblée Législative pour représenter le district électoral d'Yamaska, ainsi qu'il appert par le rapport fait sur le dit bref d'élection maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, le premier jour de mars mil huit cent quatre-vingt-deux.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

M. l'Orateur communique à la Chambre le Rapport du Bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la Bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

A l'honorable Assemblée Législative
de la Province de Québec.

Le conservateur de la bibliothèque de la Législature de Québec a l'honneur de présenter le rapport suivant :

Depuis le commencement de la dernière session, c'est-à-dire depuis environ dix mois, la bibliothèque de la Législature s'est augmentée de 1032 ouvrages de toutes sortes, ce qui porte le nombre total des livres et brochures à 28,777. Ce n'est pas une augmentation bien considérable, mais il a fallu chercher à combler un déficit de quelques centaines de dollars, que les achats et les autres dépenses nécessaires des années précédentes avaient causé.

Une allocation annuelle de \$3000, ne saurait suffire aux besoins d'une bibliothèque Provinciale, et je ne doute pas que cette allocation ne soit portée à un chiffre plus élevé quand la situation financière le permettra.

La bibliothèque du parlement est devenue en quelque sorte une bibliothèque publique, je ne m'en plains nullement, au contraire. Il m'est agréable de voir se développer le goût de la lecture et des études.

Près de mille personnes, je crois, sont admises à prendre des livres.

Les volumes sont rendus fidèlement et en bon état d'ordinaire.

L'on a bien quelque fois à regretter la disparition de quelque ouvrage, même important, mais c'est un mal inévitable. Il faut nécessairement se fier un peu à l'honnêteté des gens.

Parmi les ouvrages reçus dans les dix derniers mois, 400 environ sont reliés, le reste se compose de brochures de toutes espèces, les unes n'ayant que deux ou trois pages, les autres plus, jusqu'à une centaine.

Les rapports officiels de la province ne figurent pas dans ce chiffre.

Quelques volumes nous ont été envoyés en don ; un grand nombre ont été reçus en échange. Parmi ces derniers se trouvent 163 publications officielles du *Brésil*. De plus le *Brésil* nous a aussi donné 48 plans et cartes géographiques et hydrauliques. En retour nous lui avons envoyé une superbe collection des documents de la Législature et des ouvrages littéraires canadiens dont nous pouvions disposer.

La liste des dons faits à votre bibliothèque se trouve annexée au présent rapport.

Le tout respectueusement soumis

L. PAMPHILE LEMAY,
C. de la B. de la L.

(Pour la liste des livres et des dons mentionnés dans le rapport précédent, voir Documents déposés dans le Bureau des archives.)

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial de onze Membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les Listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau, l'Honorable Procureur Général Loranger, l'Honorable M. Irvine, l'Honorable M. Joly, l'Honorable M. Mercier, M. Sawyer, M. Champagne, M. Gauthier, M. Laberge, M. Faucher de St Maurice, et M. McShane composent le dit Comité.

L'Ordre du Jour pour prendre en considération le Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Discours en considération.

M. Blanchet propose, secondé par M. Owens, qu'il soit résolu :

1. Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première Session du cinquième Parlement de la Province de *Québec* et de plus pour assurer Son Honneur :

2. Que nous avons à constater avec Son Honneur, à l'inauguration de ce cinquième Parlement de notre Législature, avec le plus profond regret, l'odieux attentat qui a été commis sur la personne de Sa Majesté la Reine, et qui a créé au milieu de nos populations autant de douleur que d'étonnement.

3. Qu'il est de notre devoir de remercier avec Son Honneur, la Providence, qui a conservé à l'affection de ses sujets, une Souveraine aussi aimée et aussi respectée, et que ses hautes qualités semblaient devoir soustraire aux criminels complots qui se trament si fréquemment de nos jours contre les chefs des nations.

4. Que nous saisissons avec Son Honneur, l'occasion de la réunion de cette Législature, pour offrir à notre Souveraine, l'expression de notre affection, de notre loyauté et de notre reconnaissance, pour les bienfaits dont elle a comblé ce pays.

5. Que nous constatons avec Son Honneur que la République voisine a été moins heureuse, et nous nous faisons un devoir d'exprimer, à l'occasion du crime qui a fait disparaître de ce monde un grand citoyen, le Président des Etats-Unis, des condoléances d'autant plus vives que nos relations avec ce pays ont été plus amicales.

6. Que nous apprenons avec plaisir que le gouvernement s'est occupé activement du projet d'attirer sur son chemin de fer, le trafic de l'Intercolonial ; et que nous avons avec Son Honneur, toute raison de croire que les négociations qu'il a ouvertes avec celui de la Puissance, engageront, le gouvernement d'*Ottawa*

à faire une demande au Parlement pour l'établissement d'un service de transport des trains, par bateaux à vapeur de *Québec* à *Lévis*, de nature à nous assurer une communication directe avec l'Intercolonial. Que nous admettons que cette perspective a ajouté de la valeur à notre propriété provinciale, et que nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement a cru devoir en profiter.

7. Que la mesure qui sera soumise à notre considération et à notre approbation dans le but de réaliser l'idée qui a dominé dans la politique de la province, depuis l'inauguration de nos entreprises de chemin de fer, recevra toute notre attention.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que la voie ferrée entre *Québec* et *Ottawa*, construite à force de sacrifices, comme le premier chaînon de la grande route du Pacifique, va enfin entrer dans la solution que le pays prévoyait et désirait, en utilisant la position géographique de notre province pour y déverser l'immense commerce de l'Ouest, et nous osons l'espérer avec Son Honneur, plus tard celui de l'Orient, et faire de nos grands ports de mer, les centres de l'échange du trafic entre *Victoria*, *Winnipeg*, *Chicago* et *Halifax*.

9. Que, selon le désir de Son Honneur, nous nous occuperons incessamment des arrangements qui sont intervenus pour laisser ce chemin de fer, et les ressources qu'il peut développer, à l'initiative de l'industrie privée, et qui seront soumis à notre approbation.

10. Que nous admettons avec Son Honneur, que ces mesures auront pour effet de dégrever la province d'engagements onéreux, de lui permettre au moyen d'un revenu fixe, de maintenir l'équilibre dans ses finances, et de nous autoriser à poursuivre la politique d'améliorations et de progrès que le succès a déjà tant de fois couronnée.

11. Que nous osons espérer avec Son Honneur, qu'en s'occupant de cette grave matière, la Législature la considérera comme une de ces questions nationales, intéressant toute notre province, et s'élevant au-dessus des considérations ordinaires de la politique.

12. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que les mesures adoptées par le gouvernement pour l'administration du domaine public, ont produit d'excellents résultats, et que les rapports qui nous seront soumis nous feront connaître l'augmentation considérable des revenus qui en découlent.

13. Que c'est avec un grand plaisir que nous apprenons de Son Honneur, que le gouvernement s'est appliqué à développer les ressources de la province au moyen des capitaux et l'esprit d'entreprise, qui nous viennent des pays étrangers ; et nous reconnaissons que cette politique a eu pour effet d'attirer chez nous de grandes combinaisons financières et industrielles, dont les opérations ne pourront manquer de modifier avantageusement l'économie agricole de la province.

14. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que les hommes d'affaires de la *Grande-Bretagne* et de la *France*, ont déjà répondu favorablement à ces efforts, et que le gouvernement se propose de continuer cette œuvre, en établissant des relations plus régulières avec ces pays.

15. Que nous sommes fiers d'apprendre que le gouvernement a pris part dans ce but à l'exposition géographique de Venise, et que l'attention que la province a reçue des savants et des spécialistes de l'Europe entière, a été aussi flatteuse qu'elle sera féconde en bons résultats.

16. Que nous sommes heureux de voir avec Son Honneur, que l'industrie des mines, des bois, des phosphates, des sucres, des beurres et fromages, subit en ce moment, une transformation qui a déjà produit des résultats considérables, et que le gouvernement se propose de donner un nouvel élan à ce mouvement, par d'autres mesures d'encouragement, qui tendront à assurer la prospérité générale et à stimuler la colonisation de nos terres incultes.

17. Que nous sommes heureux de voir que, parmi ces encouragements, se trouvent d'abord l'institution d'une école des mines, sous la direction de professeurs recommandés, puis celle d'écoles spéciales, pour l'utilisation des produits de la ferme.

18. Que nous admettons avec Son Honneur, que l'administration de la justice nécessite des réformes. Que nous donnerons notre considération au rapport de la commission de révision et de codification des statuts qui a reçu mission de l'Assemblée Législative, durant la dernière session, de préparer un projet de réorganisation des tribunaux et de refonte des lois de procédure, ainsi qu'au projet de loi qui devra nous mettre en mesure de nous prononcer sur le mérite des améliorations que suggère ce rapport.

19. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que l'œuvre de la révision des statuts a été continuée ; que la compilation des lois en force dans la province est terminée, et nous sera soumise avec le second rapport de la Commission.

20. Que nous prendrons sérieusement en considération les lois concernant les terres publiques, la protection des colons, la profession des arpenteurs, et les autres projets de loi en rapport avec le Département des Terres, qui seront soumis à notre considération.

21. Que nous donnerons toute notre attention aux Comptes Publics qui nous seront soumis et aux Subsidés qui nous seront demandés pour la prochaine année fiscale. Que nous croyons avec Son Honneur, que nous serons satisfaits des opérations des derniers douze mois, et plus encore du prochain exercice financier, basé sur une politique prévoyante, et sur une exploitation raisonnée de nos ressources.

22. Que nous remercions avec Son Honneur, la Providence de l'abondante moisson et des bienfaits qu'elle nous a accordés dans le cours de l'année, et nous espérons qu'elle nous inspirera dans nos travaux pour qu'une sage législation seconde sa sollicitude.

Et le premier paragraphe et les suivants de la dite Résolution, étant lu une seconde fois, sont adoptés ; et la motion est résolue en conséquence.

Résolu, Que la dite Résolution soit renvoyée à un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable Trésorier *Wartle*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable Secrétaire Provincial *Paquet*, l'Honorable M. *Beaubien*, et M. *Thornton*, M. *Champagne*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, pour préparer et rapporter le projet d'une Adresse en réponse au Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite Résolution.

L'Honorable M. *Chapleau*, du Comité Spécial nommé pour préparer le projet d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le Comité a préparé cette Adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur *Théodore Robitaille*, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

Nous, fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de *Québec*, réunie en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours, à l'ouverture de la première session du cinquième Parlement de la province de *Québec*.

Nous avons à constater avec Votre Honneur, à l'inauguration de ce cinquième Parlement de notre Législature, avec le plus profond regret, l'odieux attentat qui a été commis sur la vie de Sa Majesté la Reine, et qui a créé au milieu de nos populations autant de douleur que d'étonnement.

Il est de notre premier devoir de remercier avec Votre Honneur, la Providence, qui a conservé à l'affection de ses sujets, une Souveraine aussi aimée et aussi respectée, et que ses hautes qualités semblaient devoir soustraire aux

criminels complots qui se trament si fréquemment de nos jours contre les chefs de nations.

Nous saisissons avec Votre Honneur, l'occasion de la réunion de cette Législature pour offrir à notre Souveraine l'expression de notre affection, de notre loyauté et de notre reconnaissance, pour les bienfaits dont elle a comblé ce pays.

Nous constatons avec Votre Honneur, que la République voisine a été moins heureuse, et nous nous faisons un devoir d'exprimer, à l'occasion du crime qui a fait disparaître de ce monde un grand citoyen, le Président des Etats-Unis, des condoléances d'autant plus vives que nos relations avec ce pays ont été plus amicales.

Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement s'est occupé activement du projet d'attirer sur son chemin de fer le trafic de l'Intercolonial, et nous avons avec Votre Honneur, toute raison de croire, que les négociations qu'il a ouvertes avec celui de la Puissance, engageront, le gouvernement d'Ottawa à faire une demande au Parlement pour l'établissement d'un service de transport des trains, par bateaux à vapeur, de Québec à Lévis, de nature à nous assurer une communication directe avec l'Intercolonial. Nous admettons que cette perspective a ajouté de la valeur à notre propriété provinciale, et nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement a cru devoir en profiter. La mesure qui sera soumise à notre considération et à notre approbation, dans le but de réaliser l'idée qui a dominé dans la politique de la province, depuis l'inauguration de nos entreprises de chemin de fer recevra toute notre attention.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que la voie ferrée entre Québec et Ottawa, construite à force de sacrifices, comme le premier chaînon de la grande route du Pacifique, va enfin entrer dans la solution que le pays prévoyait et désirait, en utilisant la position géographique de notre province pour y déverser l'immense commerce de l'Ouest, et osons l'espérer, avec Votre Honneur, plus tard celui de l'Orient, et faire de nos grands ports de mer, les centres de l'échange du trafic entre *Victoria, Winnipeg, Chicago et Halifax*.

Selon le désir de Votre Honneur, nous nous occuperons incessamment des arrangements qui sont intervenus pour laisser ce chemin de fer, et les ressources qu'il peut développer, à l'initiative de l'industrie privée, et qui seront soumis à notre approbation.

Nous admettons avec Votre Honneur, que ces mesures auront pour effet de dégrever la province d'engagements onéreux, de lui permettre au moyen d'un revenu fixe, de maintenir l'équilibre dans ses finances, et de nous autoriser à poursuivre la politique d'améliorations et de progrès que le succès a déjà tant de fois couronnée,

Nous osons espérer avec Votre Honneur, qu'en s'occupant de cette grave matière, la Législature la considérera comme une de ces questions nationales, intéressant toute notre province, et s'élevant au-dessus des considérations ordinaires de la politique.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que les mesures adoptées par le gouvernement pour l'administration du domaine public, ont produit d'excellents résultats, et les rapports qui nous seront soumis, nous feront connaître l'augmentation considérable des revenus qui en découlent.

C'est avec un grand plaisir que nous apprenons de Votre Honneur, que le gouvernement s'est appliqué à développer les ressources de la province au moyen des capitaux et l'esprit d'entreprise qui nous viennent des pays étrangers; et nous reconnaissons que cette politique a eu pour effet d'attirer chez nous de grandes combinaisons financières et industrielles, dont les opérations ne pourront manquer de modifier avantageusement l'économie agricole de la province.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que les hommes d'affaires de la *Grande-Bretagne* et de la *France*, ont déjà répondu favorablement à ces efforts, et que le gouvernement se propose de continuer cette œuvre, en établissant des relations plus régulières avec ces pays.

Nous sommes fiers d'apprendre que le gouvernement a pris part dans ce but à l'exposition géographique de *Vénise*, et l'attention que la province a reçue des savants, et des spécialistes de l'*Europe* entière, a été aussi flatteuse qu'elle sera féconde en bons résultats.

Nous sommes heureux de voir avec Votre Honneur, que l'industrie des mines, des bois, des phosphates, des sucres, des beurres et fromages, subit en ce moment, une transformation qui a déjà produit des résultats considérables, et que le gouvernement se propose de donner un nouvel élan à ce mouvement, par d'autres mesures d'encouragement, qui tendront à assurer la prospérité générale, et à stimuler la colonisation de nos terres incultes.

Nous sommes heureux de voir que parmi ces encouragements, se trouvent d'abord l'institution d'une école des mines, sous la direction de professeurs recommandés, puis celle d'écoles spéciales pour l'utilisation des produits de la ferme.

Nous admettons avec Votre Honneur, que l'administration de la justice nécessite des réformes. Nous donnerons notre considération au rapport de la commission de révision et de la codification des statuts qui a reçu mission de l'Assemblée Législative, durant la dernière session, de préparer un projet de réorganisation des tribunaux, et de refonte des lois de procédure, ainsi qu'au projet de loi qui devra nous mettre en mesure de nous prononcer sur le mérite des améliorations que suggère ce rapport.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que l'œuvre de la révision des statuts a été continuée ; que la compilation des lois en force dans la province est terminée, et nous sera soumise avec le second rapport de la Commission.

Nous prendrons sérieusement en considération les lois concernant les terres publiques, la protection des colons, la profession des arpenteurs, et les autres projets de loi en rapport avec le département des Terres, qui seront soumis à notre considération.

Nous donnerons toute notre attention aux Comptes Publics qui nous seront soumis et aux Subsidés qui nous seront demandés pour la prochaine année fiscale. Nous croyons avec Votre Honneur, que nous serons satisfaits des opérations des derniers douze mois, et plus encore du prochain exercice financier, basé sur une politique prévoyante, et sur une exploitation raisonnée de nos ressources.

Nous remercions avec Son Honneur, la Providence de l'abondante moisson et des bienfaits qu'elle nous a accordés dans le cours de l'année, et nous espérons qu'elle nous inspirera dans nos travaux, pour qu'une sage législation seconde sa sollicitude.

La dite Adresse étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

CONSEIL LÉGISLATIF.

Vendredi, 10 mars, 1882.

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

Très Gracieuse Souveraine,—Nous, fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, le Conseil Législatif de la province de *Québec*, assemblés en parlement, désirons très vivement renouveler en notre propre nom l'expres-

sion de notre loyauté et de notre dévouement envers votre personne et le gouvernement de Votre Majesté.

Nous avons été profondément émus de la nouvelle qu'un attentat avait été commis sur la vie très honorée et très précieuse de Votre Majesté.

Nous saisissons la première occasion d'ajouter nos félicitations à celles qui ont déjà été adressées à Votre Majesté par nos co-sujets de toutes les parties de votre empire, sur ce qu'elle a échappé si providentiellement à ce grand danger.

Nous sommes profondément reconnaissants à l'Auteur de tous biens d'avoir détourné du peuple de Votre Majesté un affreux malheur et nous lui rendons grâce d'avoir permis que la vie de Votre Majesté puisse encore être comptée au nombre des biens les plus précieux de ses dévoués sujets.

Nous faisons des vœux pour que les bienfaits du règne de Votre Majesté continuent pendant longtemps.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable M. Joly,

Résolu, Que le message du Conseil Législatif qui vient d'être lu, soit pris immédiatement en considération.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans l'adresse du Conseil Législatif, félicitant Sa Très Gracieuse Majesté d'avoir échappé providentiellement à la tentative faite le deux mars courant, contre sa vie, en remplissant le blanc avec les mots " et l'Assemblée Législative.

Résolu, Qu'un message soit envoyé au Conseil Législatif, l'informant que l'Assemblée Législative a donné unanimement son concours à l'adresse adoptée par le Conseil Législatif, félicitant Sa Majesté d'avoir échappé à l'attentat qui a été commis sur sa personne.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau porte le dit message au Conseil Législatif.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable M. Joly,

Résolu, Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :

A Son Honneur l'Honorable Théodore Robitaille, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la Province de Québec, réunis en Législature Provinciale, prions Votre Honneur de nous permettre d'approcher pour lui présenter notre requête respectueuse demandant qu'il plaise à Votre Honneur de transmettre à Son Excellence le Très Honorable Sir John Douglas Sutherland Campbell (communément appelé le Marquis de Lorne) chevalier du très ancien et très noble ordre du Chardon, chevalier grand croix de l'ordre très distingué de St-Michel et St-Georges, Gouverneur-Général du Canada et vice-amiral du Canada, etc., notre adresse conjointe à Sa Très Gracieuse Majesté, la félicitant d'avoir échappé providentiellement et sans aucune blessure à l'attentat commis le deux mars courant, contre la vie de Sa Majesté, avec toute la promptitude possible soit par dépêche du câble ou de toute autre manière que Son Excellence le Gouverneur Général jugera convenable, afin qu'elle soit déposée au pied du trône.

Ordonné, Que la dite Adresse soit grossoyée.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif informant Leurs Honneurs que cette chambre a passé l'adresse précédente à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général l'adresse conjointe des deux

chambres, et de le prier de la transmettre à Sa Majesté afin qu'elle soit déposée aux pieds du Trône et demandant leur concours.

Ordonné, Que l'honorable M. Chapleau porte le dit message au Conseil Législatif.

Sur motion de l'honorable Trésorier *Würtele*, secondé par l'honorable M. Chapleau,

Résolu, Que, mardi prochain, cette chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, mardi prochain, cette chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Et alors la chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 Mars 1882.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Stephens*.—La Pétition de "La Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*."

Par M. *Thornton*.—La Pétition de J. J. *Webster* et autres, du Canton de *Magog*.

Par l'honorable Trésorier *Würtele*.—La Pétition du Révérend L. *Trahan* et autres, du Comté de *Yamaska*.

Par M. *Désaulniers*.—La Pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence de *Ste Anne* d'*Yamachiche*, Comté de *St Maurice*.

Par M. *Leduc*.—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Sorel*; et la Pétition de l'honorable J. B. *Guévremont* et autres, du Comté de *Richelieu*.

Par M. *Audet*.—La Pétition du Révérend F. L. *Pelletier* et autres de la Paroisse de *Ste Germaine du Lac Etchemin*, Comté de *Dorchester*.

Par M. *Houde*.—La Pétition du Révérend C. A. *Barolet* et autres, de la Paroisse de *Ste Eulalie*; et la Pétition du Révérend A. *Smith* et autres de la Paroisse de *Ste Brigitte des Saults*, Comté de *Nicolet*.

Par l'honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*.—Deux Pétitions des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la cité de *Montréal*; la Pétition des Sœurs de la Providence, de la Paroisse de *Laprairie*; la Pétition de l'Hospice *St Julien*, de *St Ferdinand d'Halifax*; et deux Pétitions du Surintendant de l'Instruction Publique.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *Georgé A. Drummond* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The West End Free Dispensary."

De G. F. *Bowen* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Sherbrooke Mining and Smelling Company," avec pouvoir d'acquérir et exploiter la propriété minière et faire des opérations de fonte en la Province de *Québec*, avec bureau principal à *Sherbrooke, P. Q.*

De E. C. *Bowen* et autres; demandant la passation d'un acte afin d'incorporer une compagnie dans le but d'acquérir et exploiter les carrières de pierre, d'ardoise, de chaux, de marbre ou de phosphate, dans les limites de cette province, sous le nom de "The Canada Lime and Phosphate Company."

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, des comtés de *Stanstead* et de *Sherbrooke* ; demandant un acte spécial d'incorporation, et pour avoir le pouvoir de continuer à transiger des affaires dans toute cette partie de la province de *Québec* et de la rive sud du *Saint-Laurent*.

De "*The Liverpool and London and Globe Insurance Company*" ; demandant la passation d'un acte afin d'autoriser la dite compagnie à contracter et à poursuivre et à être poursuivie en la province de *Québec*, au nom de la compagnie, et pour d'autres fins.

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de *Richmond*, *Drummond* et *Arthabaska* ; demandant la passation d'un acte à l'effet d'enlever tout doute quant à la légalité des procédés préliminaires ayant trait à l'incorporation de la dite compagnie et aussi pour obtenir des pouvoirs plus spéciaux en son acte d'incorporation spécial, et plus particulièrement pour qu'il lui soit permis de continuer l'exploitation de ses affaires dans toutes les parties de cette province.

Du Révérend *F. X. Jeannotte* et autres, de *Ste Marie de Monnoir* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'Orphelinat de Marieville*."

De *A. Baptist* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Compagnie du flottage et du cageage du Saint-Maurice*."

Du Conseil de Ville de la Ville de *Lachine* ; demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la dite ville, aux fins d'obtenir le pouvoir d'accorder une exemption de taxes et d'offrir une prime d'encouragement (bonus) à toute personne ou compagnie se proposant d'y établir quelque industrie ou exploitation manufacturière, et pour d'autres fins.

De la Compagnie des Abattoirs de *Montréal* ; demandant des amendements à sa charte concernant la régie de la compagnie, ainsi que le pouvoir d'augmenter son capital et d'émettre des débentures.

Du Révérend *L. Z. Lambert* et autres, de la paroisse de *Ste Anastasie de Nelson* ; demandant à être érigés en municipalité séparée.

Du Révérend *P. D. Lesage* et autres, du Bassin de *Chambly* ; demandant de l'aide pour terminer le monument de *Salaberry*.

De l'Institut Canadien Français de *Lévis* ; demandant une allocation annuelle.

De "*The Protestant Home for Friendless Women, Montréal*,"—des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de *St Paulin*, comté de *Maskinongé*,—et des Sœurs de la Charité de *St François du Lac*, comté de *Yamaska* ; demandant respectivement de l'aide.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *Longueuil* ; demandant de l'aide pour un asile dans la dite ville.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *St Jean* ; demandant de l'aide pour l'Hôpital de la ville de *St Jean*.

Des Sœurs de la Charité de la Ville de *St Jean* ; demandant de l'aide pour la salle d'Asile de la Ville de *St Jean*.

Du Dispensaire de *Montréal*,—des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, de *Montréal*,—de l'Asile de *St Joseph* du Bon Pasteur, rue Fullum, *Montréal*,—du couvent de *Ste Marie* de la Providence de *St Joseph de Lanoraie*,—et de l'Hospice de la paroisse de *St Elizabeth*, comté de *Joliette* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de la Providence, de la paroisse de *St Vinct de Paul*, comté de *Laval* ; demandant que leur allocation annuelle soit augmentée.

De *Antoine Guérard* et autres, de la paroisse de *Ste Emmélie*, comté de *Joliette* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Noire*.

Du Révérend *Jos. O. Soucy* et autres, de *St Ephrem de Tring*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour la construction de deux ponts sur les rivières appelées "*Dupuis*" et "*des Vallées*," sur un chemin conduisant au *Québec Central*.

Du Révérend *P. G. Brunel* et autres, de la paroisse de *Ste Marie de Blanford* ; demandant de l'aide pour un chemin de colonisation de *Ste Marie à Ste Gertrude*.

Du Révérend *N. M. Huot* et autres, de la paroisse de *St Vital de Lambton* ; du Révérend *Samuel Garon* et autres, de la paroisse *St Sébastien d'Aylmer*, tous du comté de *Beauce* ; du Révérend *P. Brassard* et autres, de *St Romain de Winslow*, comté de *Compton*, et du Révérend *J. O. Rhéault* et autres, des cantons de *Garthby*, d'*Israëli* et *Stratford* ; demandant respectivement de l'aide pour un chemin de colonisation conduisant au *Québec Central*.

L'Honorable Procureur-Général *Loranger*, du Comité Spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé des listes des Membres en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.—L'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Chapleau*, l'Honorable *M. Flynn*, l'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Lynch*, l'Honorable *M. Mercier*, l'Honorable *M. Würtele* et *M. Faucher de St-Maurice*, *M. Poulin*, *M. Riopel*, *M. Spencer* et *M. Watts*.—13.

2. ORDRES PERMANENTS.—L'Honorable *M. Pâquet*, et *M. Asselin*, *M. Bernard*, *M. Champagne*, *M. Charlebois*, *M. Demers*, *M. Duckett*, *M. Gauthier*, *M. Houde*, *M. Laberge*, *M. LeCavalier*, *M. Leduc*, *M. McShane*, *M. Owens* et *M. Paradis*.—15.

3. CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC.—L'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Chapleau*, l'Honorable *M. Garneau*, l'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Lynch*, l'Honorable *M. Marchand*, l'Honorable *M. Pâquet*, l'Honorable *M. Robertson*, et *M. Bernard*, *M. Cameron*, *M. Caron*, *M. Carbray*, *M. Demers*, *M. Désaulniers*, *M. Desjardins*, *M. Duhamel*, *M. Frégeau*, *M. Gauthier*, *M. Leduc*, *M. McShane*, *M. Owens*, *M. Poulin*, *M. Sawyer*, *M. Shehyn*, *M. Spencer*, *M. St-Hilaire* et *M. Trudel*.—27.

4. BILLS PRIVÉS.—L'Honorables *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Lynch*, l'Honorable *M. Loranger*, l'Honorable *M. Marchand*, l'Honorable *M. Mercier*, l'Honorable *M. Robertson*, l'Honorable *M. Würtele* et *M. Asselin*, *M. Blanchet*, *M. Champagne*, *M. Cameron*, *M. Dumoulin*, *M. Faucher de Saint-Maurice*, *M. Fortin*, *M. Gagnon*, *M. LeCavalier*, *M. Marion*, *M. Martel*, *M. Rinfret*, *M. Riopel*, *M. Shehyn*, *M. Stephens*, *M. Thornton*, et *M. Watts*.—25. ●

5. LÉGISLATION.—L'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Loranger*, l'Honorable *M. Marchand*, l'Honorable *M. Mercier*, et *M. Asselin*, *M. Blanchet*, *M. Champagne*, *M. Desaulniers*, *M. Desjardins*, *M. Dumoulin*, *M. Gagnon* et *M. Watts*.—12.

6. COMPTES PUBLICS.—L'Honorable *M. Flynn*, l'Honorable *M. Garneau*, l'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Mercier*, l'Honorable *M. Robertson*, l'Honorable *M. Würtele* et *M. Audet*, *M. Brousseau*, *M. Carbray*, *M. Champagne*, *M. Deschênes*, *M. Duckett*, *M. Lavallée*, *M. McShane*, *M. Marcotte*, *M. Picard*, *M. Shehyn*, *M. Spencer*, *M. Stephens* et *M. Thornton*.—21.

7. AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION.—L'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Joly* et *M. Audet*, *M. Bergevin*, *M. Bernard*, *M. Caron*, *M. Casavant*, *M. Demers*, *M. Deschênes*, *M. Duhamel*, *M. Frégeau*, *M. Gauthier*, *M. Gagnon*, *M. Houde*, *M. Laberge*, *M. Lalonde*, *M. Martel*, *M. Paradis*, *M. Picard*, *M. Poulin*, *M. Richard*, *M. Sawyer*, *M. St-Hilaire*, *M. Spencer*, *M. Thornton* et *M. Trudel*.—26.

8. INDUSTRIES.—*M. Audet*, *M. Bergevin*, *M. Bernard*, *M. Casavant*, *M. Carbray*, *M. Champagne*, *M. Charlebois*, *M. Demers*, *M. Deschênes*, *M. Desjardins*, *M. Frégeau*, *M. Lalonde*, *M. Lavallée*, *M. Marion*, *M. Marcotte*, *M. Owens*, *M. Paradis*, *M. Poulin*, *M. Richard*, *M. Rinfret*, *M. Robillard*, *M. Sawyer*, *M. St-Hilaire* et *M. Spencer*.—24.

9. IMPRESSIONS.—L'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Flynn*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Mercier*, et M. *Brousseau*, M. *Desaulniers*, M. *Dumoulin* et M. *Faucher de St-Maurice*.—8.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine*, ait la permission d'introduire un Bill pour rappeler l'acte passé dans la 43-44ème année du règne de Sa Majesté, chapitre cinq.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la loi concernant les témoins dans les causes civiles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un Bill pour pourvoir à de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des Impressions de la Législature, et pour informer Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des Impressions, l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Mercier*, M. *Desaulniers*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Brousseau* et M. *Dumoulin*, agiront comme membres du dit comité conjoint des Impressions.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable Solliciteur *Lynch*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Shehyn*, M. *Desaulniers*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Desjardins* et M. *Blanchet*, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la Bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'honorable Conseil Législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* porte le dit Message au Conseil Législatif.

L'Honorable Trésorier *Wärtele* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—État des Opinions légales, Rapports de Conseils et Mandats spéciaux préparé par l'auditeur, tel que requis par la clause 47, 31 *Victoria*, chap. 9, lequel est lu comme suit :

ÉTAT des rapports de conseil et des mandats spéciaux, sous l'autorité de la 31 Vict., chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la Province, tel que requis.

SERVICE.	DÉTAILS.	RAPPORTS DE CONSEIL.				MONTANT DES MANDATS SPÉCIAUX.		MONTANT DÉPENSÉ.		BALANCES NON DÉPENSÉES.	
		Nos	Dates.	Montant.		\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
* Impression, reliure et distribution des lois	Pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation	443	1880 Nov. 29	\$	1,482 00	*1,482	00	1,482	00		
Service d'enregistrement	Montant dépensé en plus, durant l'année fiscale finissant au 30 juin 1879, voté dans la 43-44 Vict. chap. 1, mais non retiré avant le 30 juin 1880, pour rembourser la banque de Montréal.	460	Nov. 30	7,289	46	7,289	46	7,289	46		
* Dépenses contingentes des Départements	Pour sup. à l'insuffisance de l'appropriation	502	Déc. 27 1881	10,100	00	*10,100	00	1,100	00		72
* Inspection des Bureaux Publiques	do do do	84	Mars 12	2,000	00	*2,000	00	1,772	28	227	72
* Manufactures de Beurre et de Fromage	do à l'absence	118	Avril 7	400	00	*400	00	383	33	16	67
* Spencer Wood, appareil de chauffage	do do do	120	Avril 14	4,475	00	*4,475	00	3,300	00	1,175	00
Loyers, assurances, réparations des édifices publics	do insuffisance	122	Avril 19	4,000	00	*4,000	00	3,921	99	78	01
* Dépenses contingentes des Départements	do do do	123	Avril 19	6,950	00	*6,950	00	6,875	00	75	00
				\$36,696	46	36,696	46	35,124	06	1,572	40

Ce qui précède est la liste complète des mandats spéciaux émis durant l'année financière finissant le 30 juin dernier.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 10 mars 1882.

GASPARD DROLET,

Auditeur de la Province.

* Tous les items marqués de ce signe, ont été votés en 44-45 V., c. 1, article A.

Et aussi, ÉTAT des cautionnements donnés par les Officiers Publics du gouvernement de la Province de Québec, du 1er mai 1881, au 10 mars 1882, en vertu de la 32e Vic., chap. 9, sect. 17.

NOMS.	BUREAU.	RÉSIDENCE.	NOMS DES CAUTIONS.	Montant du cautionnement.	Descriptions du cautionnement.	REMARQUES.
Charland & Marchand.	Protonotaires	St-Jean.....	Cit. Company of Canada...	\$ 2,000	Cautionnement	
Hall & Leonard	do	Sweetsburg.....	.....	2,000	Dépôt.....	Remplacé par un cautionnement.
Beaudry, P. J. U.	do	Beauharnois.....	Canada Guarantee Co.....	2,000	Cautionnement	
Désilets, A.	do	Trois-Rivières.....	Citizens Insurance Co.....	2,000	do	Pour remplacer le dépôt ci-dessus.
Hall & Leonard	do	Sweetsburg.....	Guar. Co. of N. America...	2,000	do	
Charland & Marchand.	Gref. de la Cour de Circuit.	St-Jean.....	Cit. Ins. Co. of Canada.....	600	do	
Hall & Leonard	do	Sweetsburg.....	.....	600	Dépôt.....	Remplacé par le cautionnement ci-dessous.
Beaudry, P. J. U.	do	Beauharnois.....	Guar. Co. of N. America...	600	Cautionnement	
Désilets, A.	do	Trois-Rivières.....	do	600	do	
Hall & Leonard	do	Sweetsburg.....	do	600	do	Pour remplacer le dépôt ci-dessus.
Thibodeau, A. E.	Régistrateur.....	St-Julienne.....	Cit. Insurance of Canada ..	4,000	do	
Casault, L. G.	do	Rimouski.....	London Guar. & Act. Co...	4,800	do	
Auger, J. C.	do	Montréal.....	Citizens Insurance Co.....	4,000	do	
Cleveland, C. P.	do	Richmond.....	Canada Guarantee Co.....	4,000	do	
Duprat, D.	do	St-Scholastique.....	do	4,000	do	
Pichette, J. E.	do	Louiseville.....	Hypothèque.....	4,000	do	
Pelletier, H. B.	do	St-Laurent, Île d'Orl.....	Canada Guarantee Co	4,000	do	
Dinkinson, R.	do	Bedford.....	Guar. Co. of N. America...	4,000	do	
Cayouette, J. E.	Agent, T. de la Couronne.	St-Claire.....	Cit. Ins. Co. of Canada.....	1,000	do	
St-Aubin, D. F.	Inspecteur des licences.	Rimouski.....	do	1,000	do	
Symmes, T. W.	do	Aylmer.....	Guar. Co. of N. America...	2,000	do	
Côté Théophile	do	Arthabaska.....	do	750	do	
Pelletier, E.	do	Fraserville.....	Cit. Ins. Co. of Canada.....	1,000	do	
Carter, A. T.	do	Gaspé Bassin.....	do	500	do	
Roy, Aimé.....	do	Sorel.....	do	3,000	do	
Coutlée, D. A.	Distrib. d'estampilles. }	Montréal	do	4,000	do	
	Bur. du Protonotaire... }					

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

H. T. MACHIN,

Québec, 11 Mars 1882.

Assistant-Trésorier, P. Q.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* met devant la chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—rapport des médecins, propriétaires de l'Asile des Aliénés de *Québec* pour l'année 1879-80. (Documents de la session No 7.)

Ordonné, que le dit rapport soit imprimé dans les deux langues pour la distribution ordinaire.

Et aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat financier du Surintendant de l'Instruction Publique de la province de *Québec*, donnant un état des mandats de paiement reçus et des dépenses faites pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1881. (Documents de la session No 5.)

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé dans les deux langues pour la distribution ordinaire.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Garneau*.—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans les estimés une somme pour commencer la construction de la Chambre d'Assemblée.

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a maintenant sous considération cette question dont la solution dépendra des ressources qui seront mises à sa disposition.

Par l'Honorable M. *Garneau*.—Est-ce l'intention du gouvernement de demander une appropriation pour la construction d'un palais de justice à *Québec* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Même réponse qu'à la précédente.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, pendant cette session, une mesure à l'effet de pourvoir à la répartition des biens des débiteurs insolvables d'une manière plus prompte et plus économique que celle décrite par le code de procédure civile ?

Réponse de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*.—Cette question sera traitée dans le projet de refonte des lois de procédure que le gouvernement entend soumettre à la considération de cette Chambre durant la présente session.

Par M. *Gagnon*.—Quelle somme L. A. *Sénécal*, écuyer, a-t-il reçu ou perçue, sous forme de salaire ou commission, dans chaque année fiscale, depuis sa nomination au poste de gérant du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à venir à ce jour ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Dans les rapports détaillés de l'administration du chemin de fer qui seront soumis, la Chambre aura toutes les informations nécessaires à ce sujet.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette chambre :

1o Copie de l'ordre en conseil en date du 1er avril et approuvé le neuf avril 1881, concernant la requête de la compagnie de colonisation et des terres de la Puissance pour l'achat de certaines terres du domaine public en cette province.

2o Copie de toute correspondance entre les promoteurs et les officiers de la dite compagnie et le Commissaire des Terres de la Couronne et autres officiers du gouvernement, relativement à cet octroi.

3o Copie de toute décision ou ordre émis par le Commissaire des Terres de la Couronne concernant le dit octroi.

4o Copie de toute réclamation contre le gouvernement pour compensations, et aussi, copie de la correspondance à ce sujet, de la part de la compagnie de colonisation et des terres du Canada concernant le bois de construction sur les dites terres.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Dumoulin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de la correspondance qui a pu être échangée entre le Secrétaire d'Etat de la Puissance du Canada et l'Honorable Secrétaire Provincial de Québec au sujet de certaines maladies épidémiques dont seraient atteints quelques habitants de cette province séjournant sur le territoire des Etats voisins.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Rapport de toutes les décisions judiciaires déclarant inconstitutionnels tous actes ou parties d'actes, de cette Législature; avec indication des tribunaux et des noms des juges qui ont rendu ces jugements, des appels intervenus; avec, en outre, une mention ou analyse sommaire de tels jugements, tant en première instance qu'en appel.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette chambre :

Rapport de toutes décisions du Conseil Privé Fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes de cette Législature, depuis l'existence de la Confédération canadienne, avec indication de la date de chaque désaveu, copies des ordres en Conseil et de toutes correspondances intervenues entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province relativement à ces désaveux; aussi copies de toutes correspondances entre les deux gouvernements se rattachant à la législation de cette province.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 14 Mars 1882.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — Les rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1881. (Document de la Session No 8).

Aussi, état des affaires de l'Hospice Sainte-Anne d'*Yamachiche*; et de *The Women's Christian Association of Quebec*, tous deux pour l'année 1881. (Documents de la Session No 6).

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Picard*,—La Pétition de *The St-Francis Bridge Company*.

Par M. *Bernard*,—La Pétition du Révérend J. S. *Théberge* et autres, de *Varennas*.

Par l'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet*,—La Pétition des Sœurs de la Charité de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*, comté de *Lévis*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de la Municipalité du Village de la *Côte St-Antoine*.

Par M. *Faucher de St-Maurice*,—La Pétition de *Eusébe Couture*, préfet du Comté de *Bellechasse* et autres, des Cantons de *Buckland* et *Mailloux*, Comté de *Bellechasse*.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—La Pétition de l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—La Pétition du Révérend F. X. *Sauriol* et autres; et la Pétition de H. B. *Laflleur* et autres, tous de la Paroisse de *Ste-Adèle*, Comté de *Terrebonne*.

L'Honorable M. *Chapleau*, du Comité Permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre, le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Chapleau*, pour son Président.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre, le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité après avoir élu N. M. *LeCavalier*, Ecuier, pour son Président, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que son Quorum soit réduit à cinq Membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité, soit réduit à cinq Membres.

M. *Dumoulin*, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Dumoulin* pour son Président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à cinq membres.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Beaubien* pour son Président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept Membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à sept Membres.

Résolu, Que M. *Riopel* et M. *Watts* soient ajoutés au Comité Permanent des Chemins de fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant le recours civil dans les cas de libelle.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 42-43 Vict., chap. 37, concernant la profession médicale et la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* met devant la Chambre, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des Comptes Publics, de la province de *Québec*, pour l'année financière expirée le 30 Juin 1881. (Documents de la session No 3).

Ordonné, Que le dit Etat soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains ; avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Appendice No 1.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 13 Mars 1882.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet*, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* soumet à l'Assemblée Législative copie de deux Ordres en Conseil datés respectivement du 20 janvier

et du 10 février, mil huit cent quatre vingt-deux, nommant les commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de l'Acte trente-neuf Victoria, Chapitre douze.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 13 Mars, 1882.

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 20 Janvier, 1882, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 20 janvier, 1882.

No. 6.

PRÉSENTS :

L'Hon. M. CHAPLEAU, au fauteuil
" " ROSS,
" " LORANGER,
" " LYNCH,
" " FLYNN,
" " PAQUET.

Sur la nomination des Commissaires de l'économie intérieure de l'Assemblée Législative,—En Conseil.

L'Honorable Commissaire des Chemins de Fer, dans un mémoire en date du seize Janvier courant, (1882), recommande que l'Honorable *William Warren Lynch*, Solliciteur-Général, l'Honorable *Louis Onésime Loranger*, Procureur-Général, et l'Honorable *Edmund James Flynn*, Commissaire des Terres de la Couronne, soient nommés commissaires aux fins de mettre à exécution l'acte 39 Vict., chap. 12, concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative, et pour d'autres fins.

Le Comité concourt dans cette recommandation, et la soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

[Certifié],

FÉLIX FORTIER,
Greff. Cons. Ex.

A l'Honorable etc., etc., etc.

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 8 Février 1882, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 10 février, 1882.

No. 27.

PRÉSENTS :

L'Hon. M. CHAPLEAU, au fauteuil ;
" " ROSS,
" " LYNCH,
" " FLYNN,
" " PAQUET,
" " WÜRTELE,

Sur la modification de l'ordre en conseil No 6, du vingt Janvier 1882.—En conseil.

L'Honorable Commissaire des Chemins de Fer, dans un mémoire en date du huit février courant (1882), recommande que l'ordre en conseil No six, du vingt janvier dernier, soit modifié en substituant le nom de l'Honorable *J. S. C. Würtele*, Trésorier de la Province, à celui de l'Honorable *W. W. Lynch*, Solliciteur-Général comme membre de la commission de l'économie intérieure de l'Assemblée Législative. Le comité concourt dans cette recommandation, et la soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur."

Certifié,

(Signé) **FÉLIX FORTIER,**
Greff. Cons. Ex.

A l'Honorable etc., etc., etc.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, met devant la Chambre,—Etat montrant toutes les nominations et promotions faites dans le Service Civil depuis la dernière Session ; ainsi que copie des Ordres en Conseil concernant telles promotions, conformément à l'acte 40 Vict., chap. 9. (Appendice No 2.)

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Joly*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes correspondances et documents échangés et négociations quelconques intervenues depuis le 1er novembre 1879, entre le gouvernement de cette province et les gouvernements d'*Ottawa* et d'*Ontario*, relativement aux comptes de l'ancienne province du *Canada* et à leurs réclamations respectives à cet égard.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Joly*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : un état des recettes et des dépenses de la province pour la présente année fiscale jusqu'au 4 de mars courant.

L'Honorable Trésorier *Würtele*, présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, de ce jour, pour un état des recettes et des dépenses de la province de *Québec*, provenant de toutes sources, du 1er Juillet 1881 au 4 mars 1882, ces deux jours y inclus. (Documents de la session No 9.)

Ordonné, Que le dit Etat soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Joly*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des recettes et des dépenses de l'administration du chemin de fer provincial depuis le commencement de la présente année fiscale jusqu'au 15 mars courant.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des montants payés à *L. A. Sénécal*, écuyer, à compte de son indemnité comme surintendant du chemin de fer provincial, depuis sa nomination jusqu'au 15 mars courant.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant, avec ordre de dates, les sommes tirées du Trésor Provincial, par l'administration du chemin

de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour dépenses générales, depuis le 1er Novembre jusqu'au 15 Mars courant.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copies des contrats d'acquisition, par le gouvernement, des embranchements de *Berthier* et de *Joliette*, et copies de toutes correspondances intervenues à ce sujet entre le gouvernement et les propriétaires des dits embranchements ou toutes autres personnes intermédiaires.

Sur motion de *M. Lalonde*, secondé par *M. Duckett*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des recettes et des dépenses à compte du fonds de bâtisses et des jurés, en vertu du chapitre 109 des Statuts Refondus du Bas-Canada pour le district de *Montréal*, au 31 décembre 1882.

L'Honorable Trésorier *Wartele* présente,—Réponse à un ordre de la Chambre de ce jour, pour un état des recettes et des dépenses, imputables au fonds de bâtisses et de jurés, en vertu du chapitre 109 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, pour le district de *Montréal* jusqu'au 1er Mars 1882. (Documents de la Session No 10).

Ordonné, Que le dit Etat soit imprimé.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 Mars, 1882.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

CONSEIL LÉGISLATIF.

Mardi, 14 Mars 1882.

Résolu, Qu'un Message soit envoyé à l'Assemblée Législative informant cette Chambre que le Conseil Législatif concoure dans l'Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en date du dix mars courant, en remplissant le blanc par les mots : " Le Conseil Législatif, et "

Attesté,

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,
G. C. L.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par *M. Deschênes*.—La Pétition du Révérend *L. C. Lavoie* et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame des Sept Douleurs* ; la Pétition du Révérend *D. Vézina* et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame des Neiges, des Trois-Pistoles* ; la Pétition du Révérend *P. Chs Alph. Winter* et autres, de la Paroisse de *St Jean-Baptiste, de l'Isle Verte* ; la Pétition du Révérend *F. M. Fournier* et autres, de la Paroisse de *St Arsène* ; la Pétition du Révérend *J. Amiot* et autres de la Paroisse de *St François*.

Xavier et de la mission de *St Hubert*, comté de *Témiscouata*; et la Pétition de *Paul Etienne Grandbois* et autres, de *Fraserville*.

Par *M. Faucher de Saint-Maurice*.—La Pétition de *P. Forgues* et autres, du premier rang de *St Michel de Bellechasse*.

Par *M. Thornton*.—La Pétition de *The Pioneer Beet Root Sugar Company*.

Par l'honorable *M. Garneau*.—La Pétition de la municipalité de la Paroisse de *St Sauveur de Québec*.

Par *M. Marion*.—La Pétition de la municipalité de la Paroisse de l'*Assomption*, et la Pétition d'*Honoré Bonenfant* et autres.

Par l'honorable *M. Chapleau*.—La Pétition du Révérend *A. Jodoin* et autres, de la Paroisse de *St Sauveur*, comté de *Terrebonne*.

Par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,—la Pétition du Révérend *E. Picard*, de *Montréal*.

Par *M. Stephens*,—la Pétition de la Faculté Médicale de l'Université du Collège *Bishop*; la Pétition de *Henry Lyman* et autres, de *Montréal*; et la Pétition de la corporation de la cité de *Montréal*.

Par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—la Pétition de *G. C. Dessaulles* et autres.

Par l'Honorable Commissaire *Flynn*,—la Pétition du Révérend *J. O. Normandin* et autres, de la Paroisse de la *Grande Rivière*; la Pétition du Révérend *T. Van de Moortel* et autres, de la Paroisse du Bassin de *Gaspé*; la Pétition du Révérend *N. Gagnon* et autres, de la Paroisse du *Mont Louis*; la Pétition du Révérend *Josué Paradis* et autres, de la Paroisse de *Ste Adélaïde de Pabos*; la Pétition du Révérend *M. F. X. Delâge* et autres, de la Paroisse de *St Alban du Cap Rosier*; la Pétition du Révérend *Jos. St Laurent* et autres, de la Paroisse de *St Dominique de New-Port*; la Pétition du Révérend *O. Moreault* et autres, de la Paroisse de *St Norbert du Cap Chatte*; la Pétition du Révérend *F. X. Bossé* et autres, de la Paroisse de *St Patrice de Douglstown*; la Pétition du Révérend *H. Duret* et autres, de la Paroisse de *St Martin de la Rivière aux Renards*, et la Pétition du Révérend *Jos. St Laurent* et autres, du canton de *Newport*, tous du comté de *Gaspé*.

Par *M. Robillard*,—la Pétition du Révérend *V. Clément* et autres, de la Paroisse de *St Norbert*, comté de *Berthier*.

Par l'Honorable *M. Irvine*,—la Pétition de "*The Women's Christian Association*," *Québec*.

Par *M. Bernard*,—la Pétition du Révérend *J. S. Thérberge* et autres, de *Varenes*, comté de *Verchères*.

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*,—la Pétition du Révérend *E. Fafard* et autres, de la paroisse de *St Joseph de Lévis*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Conseil de Ville de la Ville de *Sorel*; demandant des amendements aux divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la dite ville, permettant à la corporation de favoriser l'établissement de manufactures dans la localité par l'octroi de *bonus*, aide ou exemption de taxes et pour d'autres fins.

De *J. J. Webster* et autres, du canton de *Magog*; demandant la passation d'un acte afin de légaliser les résolutions passées par les commissaires et syndics d'école de la municipalité du canton de *Magog*, limitant la responsabilité de la compagnie ou compagnies à fonds social à être créées par taxes scolaires.

Du Révérend *L. Trahan* et autres, du comté de *Yamaska*,—et de l'Honorable *J. B. Guevremont* et autres, du comté de *Richelieu*; demandant respectivement que la chasse du printemps ne soit pas abolie.

Du Surintendant de l'Education ; demandant de l'aide pour le Séminaire de *St Germain de Rimouski*.

Du Surintendant de l'Education ; demandant de l'aide pour le Séminaire de *Ste Thérèse*.

Des Sœurs de la Providence de *Ste Anne d'Yamachiche*, comté de *St Maurice* ; demandant de l'aide pour un asile dans la dite paroisse.

Des Sœurs de la Providence de la paroisse de *Laprairie* ; demandant de l'aide en faveur de l'Hospice, l'Orphelinat et la Salle d'Asile à *Laprairie*.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal* ; demandant de l'aide pour la Salle d'Asile de *St Vincent de Paul* dans la dite ville.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence de la Cité de *Montréal*,—et de l'Hospice *St Julien de St Ferdinand d'Halifax* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *C. A. Barolet* et autres, de la paroisse de *Ste Eulalie* ; demandant de l'aide pour égoûter une savane afin de faciliter la colonisation.

Du Révérend *A. Smith* et autres, de la paroisse de *Ste Brigitte des Saults*, comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le canton de *Wendover*.

Du Révérend *F. L. Pelletier* et autres, de la paroisse de *Ste Germaine du Lac Etchemin*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le canton de *Cranbourne*.

M. Gauthier, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et de la Colonisation, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi *M. Gauthier*, pour son Président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept Membres.
Ordonné, Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à sept Membres.

L'Honorable *M. Garneau*, du Comité Permanent des Comptes Publics, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable *M. Garneau* pour son Président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept Membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à sept Membres.

M. Champagne, du Comité Permanent des Industries, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *M. Champagne*, pour son Président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.
Ordonné, Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender certains acticles du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte de cette Province, 37 *Vict.*, chap. 33, concernant le Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

Ordonné Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un Bill pour abolir la qualification foncière des Députés à l'Assemblée Législative de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un Bill concernant la légalisation et la garde des registres de sépultures tenus par la Congrégation *Notre-Dame*, à *Villa-Maria*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Loranger* ait la permission d'introduire un Bill concernant l'indépendance des Juges des Sessions de la Paix à *Montréal* et à *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Marion* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables MM. *Archambault*, *De Boucherville*, *Lacoste*, *Ross*, *Rémillard* et *Webb* pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme Membres d'un Comité collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Et aussi le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *de Boucherville*, *Beaudry*, *Couture*, *Dionne*, *Ferrier*, *Lavolette*, *Prud'homme*, *Roy* et *Webb*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le Comité de l'Assemblée Législative, comme Membres d'un Comité Conjoint des Impressions, tel que demandé par le message de l'Assemblée Législative, en date du 13 courant.

L'Honorable Trésorier *Wurtele*, présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 22 juin 1881, demandant un état de la dette consolidée de la Province de *Québec*, depuis 1867. (Documents de la session, No 11.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet*, présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 13 mars 1882, demandant :

Copie de la correspondance qui a pu être échangée entre le Secrétaire d'Etat de la Puissance du *Canada* et l'Honorable Secrétaire Provincial de *Québec*, au sujet de certaines maladies épidémiques dont seraient atteints quelques habitants de cette Province séjournant sur le territoire des Etats voisins. (Documents de la session, No 12.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Picard.—Le gouvernement a-t-il, depuis la dernière session, pris les moyens d'assurer aux colons du Canton de *Whitton* et de certains autres Cantons environnants, la possession paisible des terres qu'ils occupent de bonne foi, comme *squatters* ou autrement, lesquelles terres se trouvent comprises dans les limites des terrains vendus par le gouvernement à la Compagnie des Terres et de Colonisation de la Puissance du *Canada*, vers le mois d'avril 1881 ? Si, oui, comment le gouvernement a-t-il réglé cette question ? Si, non, le gouvernement est-il décidé à régler de suite cette question, et de manière à ce qu'il soit donné aux colons intéressés des garanties qu'ils ne seront ni troublés ni évincés par la susdite compagnie ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Flynn*.—Le gouvernement a eu pour ces colons, (*squatters*), toute la sollicitude possible, ainsi qu'on pourra le constater par les papiers qui seront soumis à cette Chambre.

Par M. Marion.—Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer, à cette session, un comité spécial pour le Code Municipal ?

Réponse de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*.—C'est l'intention du gouvernement.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Trésorier *Würtele*,

Ordonné, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de M. Marion, M. Picard, M. Gagnon, M. Houde, M. St-Hilaire, M. Watts, M. Sawyer et M. Owens, aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. McShane,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes plaintes, correspondances, factums, enquêtes, reçus par le gouvernement ou aucuns de ses membres, au sujet de la révocation de *Thiburce Dessaint*, écuyer, comme l'un des protonotaires conjoints pour le district de *Kamouraska*, de la Cour Supérieure de la Province de *Québec*, avec copies du rapport de *J. A. Defoy*, écuyer, commissaire nommé pour s'enquérir des plaintes portées contre le dit *Thiburce Dessaint*, écuyer.

Sur motion de M. Laberge, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Résolu, Qu'il soit proposé une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes lettres, correspondances, requêtes, et tous certificats, documents échangés entre quelques personnes de la paroisse de *Ste Philomène* et le gouvernement, relatifs à l'admission de l'aliénée *Marie Primeau* dans l'Asile de *St Jean de Dieu* ; et aussi toutes correspondances échangées entre les particuliers et le gouvernement pour le paiement des frais d'entretien dans l'asile, de la susdite *Marie Primeau*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 16 Mars, 1882.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

CANADA, }
Province de Québec. }

Je soussigné, Greffier de la Couronne en Chancellerie, certifie par les présentes qu'en vertu d'un Bref d'Election émis le septième jour de Février dernier, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour l'Election d'un Député en remplacement de *Thomas Bryson*, écuyer, Député élu aux Elections Générales pour le District Electoral de *Pontiac* et qui est décédé depuis, *William J. Poupore*, Ecuier, a été déclaré élu pour représenter dans l'Assemblée Législative de la dite Province de Québec, le District Electoral de *Pontiac*, ainsi qu'il appert par le Rapport fait sur le dit Bref d'Election par l'Officier-Rapporteur, lequel Rapport est maintenant déposé dans les Archives de mon bureau.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. Delorme, Ecuier,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

William J. Poupore, Ecuier, Député pour le District Electoral de *Pontiac*, ayant préalablement prêté Serment, suivant la loi et signé, devant les Commissaires, le Rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Casavant*.—La Pétition de l'Hospice Ste Elizabeth de *Farnham*.

Par M. *Riopel*.—La Pétition du Comte *Dunmore* et autres.

Par M. *Lavallée*.—La Pétition de *Zéphirin Hammond* et autres, de la Paroisse de *Ste Emmélie de l'Energie*.

Par M. *Asselin*.—La Pétition de Monsignor *Chs. Guay* et autres ; la Pétition du Rév. *J. B. Blanchet* et autres, de la Paroisse de *Ste Luce* ; la Pétition de *P. L. Gauthreau* et autres, de *St Germain de Rimouski* ; la Pétition de la Corporation du Séminaire de *St Germain de Rimouski* ; et la Pétition du Rév. *L. Desjardins* de la Paroisse de *Ste Cécile du Bic*, tous du Comté de *Rimouski*.

Par M. *Champagne*.—La Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; la Pétition de *W. Weir* et autres de la cité de *Montréal* ; et la Pétition de *L. H. Massue* et autres de *Varenes*.

Par l'Honorable M. *Garneau*.—La Pétition du Révérend T. G. *Rouleau*.

Par l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—La Pétition de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*.—La Pétition du Rév. *D. A. Gravel* et autres, de la Paroisse de *St Janvier* ; la Pétition du Rév. *J. F. R. Arnault* et autres, de *Ste Marguerite de Wexford* ; la Pétition du Révérend *L. J. Piché* et autres, de la Paroisse de *Terrebonne* ; et la Pétition de la Corporation du Petit Séminaire de *Ste Thérèse*, tous du Comté de *Terrebonne*.

Par M. *Picard*.—La Pétition de *Jean Cyrille Bédard*, de *Richmond*.

Par M. *Shehyn*.—La Pétition de la Société Littéraire et Historique de *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *J. S. Thérberge* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Collège Commercial de Varennes ".

Des Sœurs de la Charité de la Paroisse de *Notre Dame de la Victoire*, Comté de *Lévis* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Hospice St Joseph de la Délivrance ".

De la Compagnie du Pont de Saint-François ; demandant la passation d'un acte pour étendre les pouvoirs et privilèges de la dite Compagnie.

De la Municipalité du Village de la Côte Saint-Antoine ; demandant un acte pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du dit Village.

De *Eusèbe Couture*, Préfet du Comté de *Bellechasse*, et autres, des Cantons de *Buckland* et *Mailloux* ; demandant de l'aide pour la colonisation en général et un octroi pour ouvrir des chemins dans le cinquième rang de *Buckland*, le premier rang de *Standon* et le cinquième rang de *Mailloux*.

De l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *F. X. Sauriol* et autres,—et de *H. B. Lafleur* et autres, tous de la Paroisse de *Sainte-Adèle*, Comté de *Terrebonne* ; demandant respectivement de l'aide pour la Compagnie de Chemin de Fer de Colonisation du Nord de *Montréal*.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De *George A. Drummond* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The West End Free Dispensary*" ;—de *E. C. Bowen* et autres, de la Cité de *Sherbrooke*, demandant à être incorporés sous le nom de " La Compagnie des Chaux et Phosphates du Canada " ;—de *G. F. Bowen* et autres, de la Cité de *Sherbrooke* ; demandant à être incorporés sous le nom de " La Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux de *Sherbrooke* " ;—de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, des Comtés de *Stanstead* et *Sherbrooke*, demandant un acte spécial d'incorporation ;—de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, des Comtés de *Richmond*, *Drummond* et *Yamaska* ; demandant la passation d'un acte à l'effet d'enlever tout doute quant à la légalité des procédés préliminaires ayant trait à l'incorporation de la dite Compagnie, et pour d'autres fins ;—du Conseil de Ville de la Ville de *Lachine* ; demandant des amendements à sa charte ;—et du Conseil de Ville de la Ville de *Sorel* ; demandant des amendements à sa charte.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de cette Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur transmet à l'Assemblée Législative un traité conclu pour la vente d'une partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, et le recommande à l'attention favorable de votre Honorable Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 16 Mars 1882.

LE PRÉSENT TRAITÉ, fait en double, ce quatrième jour de Mars mil huit cent quatre-vingt-deux, entre SA MAJESTÉ LA REINE, agissant pour et au mom de la Province de *Québec*, par l'Honorable JOSEPH A. CHAPLEAU, Premier Ministre et Commissaire des Chemins de Fer de la dite Province, ci-après désignée sous le nom de "le Gouvernement" et la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, corps politique et incorporé, duement incorporé par Lettres Patentes de la Puissance du *Canada*, agissant aux présentes par *Duncan McIntyre* et *Richard B. Angus*, Vice-Présidents d'icelle, duement autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau des directeurs de le dite Compagnie, ci-après appelée "la Compagnie."

ATTESTE :

1. Que le Gouvernement, sujet à la ratification de la Législature de la dite Province de *Québec*, ainsi qu'il est ci-après pourvu, a vendu, cédé et transporté et par les présentes vend, cède et transporte à la Compagnie, acceptant comme ci-dessus, cette partie du Chemin de Fer maintenant connu sous le nom du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, qui se trouve entre les Cités de *Montréal* et *Aylmer*, toutes deux inclusivement, avec l'embranchement de *St-Jérôme*, et tous les terrains, propriétés, droits et privilèges qui leur appartiennent ou qui sont tenus ou ont été acquis par le dit Gouvernement pour les fins de cette partie du Chemin de Fer susdit, ou qui sont accessoires, ou en rapport avec iceux, comprenant aussi tous les instruments, outils, machineries et biens-mobiliers de tous genres qui sont maintenant en usage sur la partie susdite du dit Chemin de Fer, et pour la maintenir en opération, à l'exception des magasins ; mais le Gouvernement réserve de la dite vente, les terrains et propriétés situés dans la Cité de *Montréal*, connus sous le nom de Propriété *Belle-Rive*, étant le numéro 1593 du cadastre du quartier *Ste-Marie*, de la Cité de *Montréal*, et la moitié nord-ouest de la propriété connue sous le nom de propriété *Macdonald* qui est désignée sous le numéro 615 des plan et livre de renvoi officiels du même quartier.

Dans la présente vente sont comprises la propriété connue et désignée sous le numéro 1581 des plan et livre de renvoi officiels du quartier *Ste-Marie* susdit, communément appelée la propriété de la Prison, et sur laquelle les boutiques du Chemin de Fer susdit sont maintenant en construction, bornée en front par la rue *Ste Catherine*, d'un côté par l'avenue Colborne, de l'autre côté par les numéros 1577, 1578 et 1579, du plan officiel susdit, et en arrière par le mur en pierre qui se trouve derrière la prison de *Montréal*, ainsi que la propriété située à Hochelaga connue sous le nom d'ancien Hôpital Militaire, désignée au cadastre du Village incorporé d'*Hochelaga*, sous les numéros 149 et 150.

Il est cependant stipulé que cette réserve de la propriété *Belle-Rive* n'a lieu seulement et exclusivement que pour les fins du reste du dit Chemin de Fer, et pour aucune autre fin quelconque ; que les hangards pour le fret de la Compagnie seront érigés sur cette partie de la propriété *Macdonald* qui lui est présentement vendue, et que la dite propriété servira exclusivement à des fins de Chemin de Fer, et ne pourra être utilisée pour aucune autre fin quelconque, ainsi que tous les droits, privilèges, et droits de propriété acquis ou tenus par le Gouvernement pour les fins de, ou en relation avec l'embranchement proposé du dit Chemin de Fer, à un point de jonction avec le chemin de fer du Grand Tronc, à l'ouest de la dite Cité de *Montréal*.

La description ci-dessus comprend sans le nommer ou désigner plus spécialement (sous la réserve susdite) toutes propriétés qui sont maintenant possédées par le Gouvernement comme accessoires ou relativement à la partie susdite du dit chemin de fer, depuis son terminus, sur la propriété connue sous le nom de Casernes de la Porte de *Québec*, dans la cité de *Montréal*, inclusivement, jusqu'à ses terminus, à *Aylmer*, *Ottawa* et *St. Jérôme*, tous inclusivement ainsi que l'embranchement proposé ci dessus mentionné.

2. Le Gouvernement a aussi vendu, cédé et transporté, et par les présentes, vend, cède et transporte à la compagnie, acceptant comme susdit, une partie du matériel roulant et de l'outillage qui se trouve maintenant sur le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, jusqu'à concurrence de la somme de \$450,000.00, d'après les prix mentionnés dans la cédule ci-annexée, ainsi que des approvisionnements de magasins, jusqu'à concurrence de la somme de \$80,000.00, au prix coûtant, l'outillage et le matériel roulant devant être pris à même ceux qui existent actuellement sur le dit Chemin de fer, en proportion équitable, quant à la qualité et aux quantités d'après le détail contenu dans la cédule ci-dessus mentionnée, et les approvisionnements de magasins seront pris dans des proportions semblables, et quant à la qualité, parmi les approvisionnements de magasins qui sont maintenant possédés par le Gouvernement pour les fins du chemin de fer susdit, et si les parties aux présentes ne peuvent s'entendre quant aux proportions dans lesquelles les dits outillage, matériel roulant et approvisionnements de magasins seront respectivement pris par elle ou quant à la qualité d'iceux, tout différend à ce sujet sera déterminé par les Surintendants du matériel de traction du Gouvernement et de la Compagnie qui, dans le cas de divergence, auront le pouvoir de nommer une troisième personne comme tiers-arbitre, et dans ce cas, la majorité d'entr'eux sera finale.

3. Il est de plus stipulé entre les parties aux présentes que les différents travaux de construction qu'on exécute maintenant dans et près de la cité de Montréal, pour les fins du chemin de fer susdit, comprenant une double voie, jusqu'à la gare des Casernes de la Porte de Québec, seront continués et complétés par le Gouvernement d'après les contrats qui sont maintenant en existence, et conformément à ces contrats, en autant qu'il existe des contrats à cette fin, et s'il n'en existe pas, alors d'une manière convenable ; le Gouvernement construira aussi sur la partie de la propriété Macdonald maintenant vendue, un hangard à fret pour l'usage de la Compagnie, de quarante pieds par quatre cents pieds, qui ne coûtera pas moins de dix mille piastres, le plan devant en être approuvé par la Compagnie. Et une station sera construite par la Compagnie sur la propriété susdite des Casernes de la porte de Québec, dans le délai d'un an de la date des présentes, au coût de pas moins de \$60,000.00, et la Compagnie paiera au Gouvernement à même le prix d'achat ci-dessous mentionné, la somme de \$240,000.00 en considération de son obligation de faire exécuter les contrats susdits et de faire construire le dit hangard à fret, et ces paiements seront faits au fur et à mesure que les travaux progresseront, et la dite Compagnie pourra se réserver, à même le prix d'achat, le dite somme de \$60,000 pour la station susdite.

4. Et il est de plus stipulé, entre les parties, aux présentes, qu'un embranchement du dit chemin de fer sera construit depuis un point sur sa ligne principale au nord de la Station du Mile-End, à un point de jonction avec le chemin de fer du Grand-Tronc entre la Station de Dorval et Montréal ; les points de jonction devant être choisis par la Compagnie. A même le prix d'achat une somme de \$100,000 sera dépensée sous la direction et la surveillance de la Compagnie pour la construction de cet embranchement, et en considération de la dite somme, la Compagnie s'engage par les présentes à faire et compléter la construction de cet embranchement de la même qualité que le reste du chemin de fer susdit, et ce dans le délai d'une année à compter des présentes.

5. Cette vente, cession et transport, ainsi que les conventions susdites sont ainsi faites pour et en considération de la somme de \$4,000,000 à même lesquelles la compagnie paiera la somme susdite de \$300,000 pour compléter les travaux de construction susdits dans et près de Montréal, dans les proportions ci-dessus mentionnées, et la somme de \$100,000 pour l'embranchement susdit jusqu'au chemin de fer du Grand-Tronc, suivant qu'elles seront requises de temps en temps pour exécuter les contrats susdits ainsi que les autres termes et conditions mentionnés aux présentes. La Compagnie paiera aussi au Gouvernement une autre somme de \$600,000 par échéances annuelles de \$100,000 payables à la fin chaque année, le premier jour de mars, le premier desquels deviendra dû le

premier de mars 1883, avec intérêt à raison de cinq par cent par an au même temps que l'intérêt sur la balance du prix de vente, ainsi qu'il est ci-après pourvu, et quant à la balance de \$3,000,000 la Compagnie s'engage à payer l'intérêt sur icelle au Gouvernement à raison de cinq pour cent par an, semi-annuellement, les premiers jours de mars et septembre de chaque année, à commencer le premier de septembre prochain, avec le droit en faveur de la Compagnie de payer le dit montant en capital de \$3,000,000 au Gouvernement en aucun temps, après avoir donné un avis de six mois de son intention de lui faire ce paiement, et le droit au Gouvernement de demander et exiger le paiement de la balance due sur le capital, en aucun temps après l'expiration de vingt années depuis la date des présentes, en donnant six mois d'avis préalable de cette demande.

Et la dite vente, cession, transport et conventions sont ainsi faites pour et moyennant les autres considérations suivantes, savoir :

6. Qu'en autant que la dite acquisition du dit chemin est constituée par les présentes une extension du chemin de fer du Pacifique Canadien, le terminus Est du dit chemin de fer du Pacifique, y compris le dépôt pour les passagers, sera fixé et restera perpétuellement à l'endroit connu sous le nom de Casernes de la porte de Québec, dans la cité de Montréal, à moins que plus tard, la compagnie n'étende son chemin de fer du Pacifique jusqu'à cité de Québec, dans lequel cas le terminus Est sera fixé dans la dite cité de Québec, la station de Montréal pour les passagers restant toujours aux dites Casernes de la porte de Québec.

7. Et attendu qu'il est d'une importance essentielle au Gouvernement et à la Compagnie, qu'il soit établi un service de bateaux sur le Saint-Laurent entre la cité de Québec et la Pointe-Lévis, et qu'une branche de l'Intercolonial soit construite à la Pointe-Lévis, vers l'Est, connue sous le nom d'embranchement de Saint-Charles, de manière à pouvoir transférer les chars d'une rive à l'autre, et faire passer les trains du dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et ceux de l'Intercolonial, d'une ligne à l'autre sans déchargement; en conséquence il est convenu que le Gouvernement fera tous ses efforts pour obtenir du Gouvernement de la Puissance, la construction des travaux nécessaires à cet effet, pour tel service de steamers sur le côté sud du St-Laurent, à la Pointe-Lévis, et pour tel embranchement, dans le plus court délai possible; et du moment que le Gouvernement aura obtenu le consentement du Gouvernement de la Puissance, il devra remplir sa part d'obligations sur le côté Nord pour compléter ses travaux.

8. Que le fret et les voyageurs à longue destination seront transportés sur l'un ou l'autre des dits chemins de fer ou sur aucune partie d'iceux, y compris les branches déjà bâties ou qui seront bâties, ou appartenant ou devant être acquises par les propriétaires respectifs des deux chemins, y compris les ponts et tunnels, aux taux pour fret et voyageurs qui seront établis par la Compagnie du chemin de fer du Pacifique pour tout trafic venant d'au-delà ou allant au-delà d'Ottawa, et pour tout trafic en deça d'Ottawa, dans aucune direction, à des taux à être fixés de temps à autre entre le Gouvernement ou ses représentants et la Compagnie. Et si les dites parties ne peuvent s'accorder, tels taux seront fixés par le Ministre des Chemins de Fer de la Puissance, à la demande d'aucune des parties, après en avoir donné avis à l'autre. Et tels taux seront divisés entre le Gouvernement ou ses représentants et la Compagnie, en proportion du nombre de milles que tel trafic aura parcouru sur chacun des chemins, sans rien charger pour les ponts et tunnels; le même taux par mille devant être chargé sur tels ponts et tunnels que sur les autres parties du chemin.

9. Que si aucune des parties fait des arrangements spéciaux avec aucune autre Compagnie du Chemin de Fer pour le fret et les voyageurs devant passer par aucune voie appartenant à cette autre Compagnie, l'autre partie ou ses représentants aura le droit de bénéficier de tels taux spéciaux pour son propre trafic, en autant que ces arrangements peuvent s'appliquer à tel trafic.

10. Que le Gouvernement et ses représentants expédieront avec une diligence égale à celle des trains express, tous les convois d'émigrants partant de la Cité de Québec pour l'Ouest, et tiendront ses trains comme trains spéciaux, à l'arrivée

des navires océaniques amenant tels émigrants, chaque fois que la Compagnie notifiera et requerra le Gouvernement ou ses représentants d'expédier tels trains spéciaux d'émigrants, et qu'elle sera prête elle-même à les expédier de cette manière. Et le Gouvernement et ses représentants fourniront aussi une prompte et rapide expédition à toutes malles étrangères que la Compagnie aura à transporter. Et le Gouvernement et ses représentants accorderont aussi à la Compagnie des taux spéciaux au rabais, n'excédant pas un demi centin la tonne, par mille, pour tout charbon expédié de *Québec* pour son chemin de fer, pour l'usage de la Compagnie, sans charger de *mileage* pour les chars; la Compagnie fournissant ses chars sans *mileage*, et payant tel *mileage* dû à aucune Compagnie de chemin de fer, pour l'usage de ses chars en transportant tel charbon sur le chemin de fer du Gouvernement; mais le Gouvernement ne chargera rien pour trainer tels chars sur son chemin quand ils seront vides.

11. Que la Compagnie accordera au Gouvernement ou ses représentants le droit de parcours pour toujours, depuis la jonction de Saint Martin jusqu'à la Cité de *Montréal* et les points intermédiaires sur le chemin maintenant vendu, mais sans avoir le droit de faire de trafic local sur telle portion de chemin, excepté en autant qu'il sera réglé à l'amiable entre les parties au présent contrat que le Gouvernement pourra transporter les voyageurs à la station ou de la station de Saint-Martin, à ou de *Montréal* au nom de la Compagnie, à des conditions qui seront déterminées dans cette entente. Et la Compagnie permettra aussi au Gouvernement ou à ses représentants pour les fins du dit chemin de fer, l'usage en commun des stations, plateformes, et de toutes gares, bâties ou qui seront bâties entre la dite jonction et *Montréal*, pour les voyageurs embarquant ou débarquant; aussi le droit pour le Gouvernement de construire des lignes d'évitement et des hangards à fret, de quarante pieds par deux cents pieds au Mile-End, avec le droit d'y arriver, et le droit d'accès à la station projetée des Casernes de la porte de *Québec* pour ses voyageurs et trains de voyageurs, avec l'usage exclusif, à cette station, d'un bureau pour les livres, d'un bureau pour les agents, d'une chambre pour le bagage et d'une chambre pour les officiers du chemin possédé par le Gouvernement ou ses représentants, avec l'usage en commun des salles d'attente et de tout ce qui se rapporte à la station, le tout à la condition que le Gouvernement et ses représentants paient un loyer de cinq mille piastres par année pour tel usage, contribuant au maintien et au bon ordre de la voie et des lignes d'évitement depuis la jonction de *Saint Martin* à la dite station de *Montréal*, dans la proportion de l'usage qu'en fera le Gouvernement et ses représentants calculé par le nombre de roues; et sans aucune autre charge quelconque pour le privilège accordé par les présentes. Et la Compagnie mettra aussi à part et donnera au Gouvernement à une place convenable à Hochelaga, pour les fins du dit chemin de fer, un espace de quatre acres de terre qui devra être appliqué à cet usage seulement; avec le droit d'accès à ce terrain, dont la location sera fixée par une entente entre les parties. Et si, en aucun temps, la Compagnie décide de construire une autre voie, pour faire une double voie depuis la jonction de *Saint Martin* ou depuis le pont de *Back River* au terminus dans la cité de *Montréal*, le Gouvernement et ses représentants paieront la proportion, calculée annuellement sur le nombre de roues, de l'intérêt sur le coût de cette voie à raison de cinq par cent par année.

12. Et il est convenu par les présentes que le gouvernement fait la dite vente, transport et cession avec garantie contre toutes réclamations, charges, hypothèques, obligations et servitudes sur la propriété vendue par les présentes. Mais la compagnie sera obligée de payer l'intérêt sur le montant d'achat stipulé dans les présentes, ainsi que les dits divers versements se montant à \$600,000, malgré la preuve qu'il y aura des obligations ou empêchements sur la portion du dit chemin de fer vendu par les présentes, tant que la Compagnie ne sera pas troublée par le créancier possesseur de ces réclamations.

13. Et comme garantie du paiement de la dite somme de \$3,600,000 et des intérêts susdits, la Compagnie engage et hypothèque la dite portion du dit

chemin de fer dont la vente est convenue par les présentes ; et tous les terrains, bâtisses et dépendances cédés par les présentes ; et tout l'outillage et le matériel roulant qu'il y a comme immeubles par destination ; et de plus engage et hypothèque les deux différentes branches du dit chemin de fer connues sous le nom de branche de *St Eustache* et branche de *St Lin* et tous les terrains, bâtisses et dépendances, outillage et matériel roulant appartenant aux deux dites branches, qui peuvent être décrites plus amplement comme suit, savoir :

La dite branche de *St Eustache* commençant à un point de jonction avec la portion du chemin de fer vendu par les présentes près du village de *Ste Thérèse* et s'étendant à la station de la dite branche dans le village de *St Eustache*, ayant à peu près $7\frac{1}{2}$ milles de long avec toutes les propriétés et dépendances qui s'y rattachent ;

Et la dite branche de *St Lin* autrement appelée et connue du nom de chemin de fer des *Laurentides*, commençant au point de jonction de cette ligne avec la branche de *St Jérôme* du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* près du dit village de *Ste Thérèse* et s'étendant à quinze mille au terminus du dit chemin dans le village de *St Lin*, avec toutes les propriétés, matériel roulant et dépendances qui s'y rattachent.

Mais il est convenu par les présentes que si le titre de la dite Compagnie à la dite branche de *St Eustache* et de la branche de *St Lin*, comme propriétaire de ces chemins ne sont pas confirmés et validés par la Législature de la province de *Québec* à la session qui doit avoir lieu bientôt, l'hypothèque précédente sur les dites branches et leur dépendances sera *ipso facto* cancellée et annullée ; et la compagnie donnera d'autres garanties pour le paiement de la dite somme de \$600,000, d'après un arrangement à l'amiable.

14. Que le but d'éviter aucun accident ou délai, et donner l'usage conjoint de la dite portion du dit chemin situé entre la jonction de *St Martin* et le terminus de *Montréal* inclusivement, sans confusion ou obstruction, l'expédition et la direction de tous les trains et engins sur la dite portion du dit chemin et la conduite de tous les employés engagés dans telle expédition et direction, seront sous la surintendance et le contrôle exclusif des officiers de la Compagnie. Et le Gouvernement sera responsable pour tous les dommages faits au chemin ou aux ponts, causés par aucune défectuosité dans son matériel roulant, ou son équipement, ou par la négligence ou la malice de ses employés. Et si, sur la plainte de la Compagnie, il est établi qu'aucun employé du Gouvernement a été coupable de désobéissance aux ordres ou d'insubordination dans telle expédition et direction des trains, tel employé sera, ou démis par le Gouvernement ou déplacé de telle manière qu'il n'ait plus la permission d'exercer ses fonctions sur le dit chemin sous le contrôle de la Compagnie. Et d'un autre côté la Compagnie sera responsable de tous délais et accidents causés par la négligence ou la malice de ses employés dans le règlement de cette direction et expédition.

15. Que, dans le but de relier le chemin de fer avec les hangards à fret sur la dite propriété *Macdonald* et avec les hangards de la Compagnie en arrière de la prison de *Montréal*, la Compagnie établira et construira une branche ou ligne d'évitement, depuis la ligne principale à *Hochelaga* jusqu'à la dite propriété avec double voie, l'une pour le hangard à fret du Gouvernement, et l'autre pour le hangard à fret de la Compagnie, avec ligne d'évitement dans les dites boutiques ; aux frais conjoints du Gouvernement et de la Compagnie, sur un plan qui sera adopté par les parties ici présentes, égal en qualité au restant du dit chemin ; les parties ici présentes devant faire les avances nécessaires pour telle construction dans la proportion d'un tiers par le Gouvernement ou ses représentants et deux tiers, par la Compagnie, au fur et à mesure que les travaux avanceront. Et la Compagnie permettra qu'il soit fait par le Gouvernement une ligne d'évitement convenable depuis la ligne principale, longeant le fleuve jusqu'à la dite propriété de *Belle-Rive*.

16. La Compagnie maintiendra le Chemin de fer vendu par les présentes en bon et efficace état de réparation, et devra l'exploiter efficacement au moyen

d'un nombre suffisant de trains par jour, pour transporter le trafic du fret et des voyageurs avec toute la régularité et l'expédition nécessaire entretenant au moins un train de voyageurs par jour dans chaque direction, et si, en aucun temps avant le paiement de la dite balance du dit prix, la Compagnie laisse le dit Chemin de fer ou le matériel se détériorer, elle sera obligée de le réparer ou de le remplacer par un matériel en aussi bon ordre et condition qu'il l'est à présent, dans trente jours après avoir reçu avis du Gouvernement de le faire. Et s'il s'élève quelque dispute relativement à telle réparation ou à l'insuffisance de telle réparation, telle dispute sera référée à l'arbitrage et à la décision de trois personnes désintéressées, dont l'une sera nommée par chacune des parties et la troisième par le ministre des Chemins de fer de la Puissance ; et si la Compagnie ne fait pas ces réparations dans la dite période ou, en cas de dispute, ne se conforme pas à la décision des arbitres, le délai accordé par les présentes pour le paiement de la dite somme de \$600,000, ou d'aucune portion de cette somme non encore due alors, sera *ipso facto* supprimé, et la Compagnie paiera immédiatement au Gouvernement tout le montant qui vient d'être mentionné ou aucune partie de ce montant non encore payé avec tous les intérêts dûs.

17. Si en aucun temps la Compagnie fait défaut pendant trente jours de payer l'intérêt dû en vertu des présentes conditions de vente, le délai accordé par les présentes pour le paiement du capital portant tel intérêt sera *ipso facto* supprimé et la Compagnie sera, dès lors, obligée de payer au Gouvernement tout le montant de tel capital avec les intérêts accrus.

18. La Compagnie maintiendra et exécutera tous contrats pour le trafic faits par le Gouvernement selon leurs dispositions, et tous les permis gratuits de circulation pour l'année courante donnés par le Gouvernement et encore en force, desquels contrats et permis de circulation une liste sera fournie par le Gouvernement à la Compagnie le jour ou avant que la présente convention devienne en force et en opération. Et la Compagnie devra s'abstenir, en autant que dans son opinion la chose sera compatible avec l'exploitation efficace du chemin, de troubler ou de renvoyer les employés du Gouvernement maintenant engagés sur la portion du dit chemin maintenant vendu sans un avis ou une indemnité raisonnables ; et les employés du Gouvernement qui ont été jusqu'à présent employés dans la direction et la conduite de toute la ligne seront l'objet d'une entente entre le Gouvernement et la Compagnie, leur position et leurs intérêts devant recevoir la considération voulue.

19. Sur la demande de la Compagnie et à ses dépens, le Gouvernement devra, de temps à autre, ultérieurement faire, exécuter et délivrer à la Compagnie tels actes bons et valides de la cession d'aucune propriété immobilière vendue, transférée et cédée, ou que c'est l'intention de vendre, transférer et céder par les présentes selon que l'on croira en avoir besoin, d'après l'avis d'un homme de loi pour rendre telle cession des propriétés de la Compagnie complète et valide.

20. Et il est finalement convenu que ce traité est ainsi fait sujet à l'approbation et à la confirmation de la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, et devra prendre effet lors de telle approbation ou confirmation ; et le Gouvernement convient, par les présentes, de le soumettre à la dite Législature au premier jour convenable, et de soumettre à la Législature telle mesure qui sera jugée nécessaire pour confirmer pleinement et d'une manière finale ce traité et pour le rendre valide et efficace en loi, dans tous ses détails.

En foi de quoi, les parties ont signé les présentes en double à Montréal, dans la Province de Québec, les jour et an sus-nommés.

En présence de

J. J. C. ABBOTT,	}	J. A. CHAPLEAU,
L. A. SÉNÉCAL,		D. McINTYRE,
		R. B. ANGUS.

(Sceau de la Comp.
du ch. de F. du P.)

C. DRINKWATER,
Secrétaire Co. Ch. F. du P.

Cédule mentionnée dans le traité ci-annexé.

ETAT du matériel roulant, tel que locomotives, chars de passagers et de fret, charrués à neige, flangers, etc., comparé au même état de Mars 1880 ; montrant si les additions à l'ancien stock ont été faites par achat ou par la fabrication dans nos boutiques.

DÉCEMBRE, 1881.

CLASSE DES CHARS.	Stock, Mars, 1880.	Construit dans les boutiques du ch. de f. Q. M. O. et O.	Acheté.	Nombre total 1881.	Valeur présente de cha- que.	Valeur totale.
<i>Chars à Voyageurs.</i>						
Char Officiel (neuf)		1	.....	1	\$12,000	\$12,000
Char du Paiemaitre	1	.....	.....	1	3,500	3,500
Chars Palais Dortoires		2	.....	2	13,225	26,450
Chars Dortoires		2	.....	2	9,000	18,000
Chars Palais	2	2	.....	4	7,000	28,000
Chars de 1ère Classe (Voir note I)	14	.....	.....	12	4,000	48,000
Chars de Seconde Classe	12	4	.....	16	2,225	35,600
Chars à Bagage	8	.....	.....	8	2,200	17,600
Chars à bagage et à fumer	7	.....	.....	7	600	4,200
Chars à bagage de transit et express		4	.....	4	650	2,600
Chars d'Excursion .....		.....	10	10	1,080	10,800
Chars à rue .....		.....	1	1	600	600
						<u>\$207,350</u>

NOTE.

NOTE No 1.—Les Chars de 1ère Classe Nos 13 et 14 consistent en Chars Dortoires nommés "Québec" et "Ottawa," ce qui fait deux de moins en 1881 qu'en 1880.

Cédule mentionnée dans le traité ci-annexé.

ÉTAT du matériel roulant, tel que locomotives, chars de passagers et de fret, charrues à neige, *flangers*, etc., comparé au même état de Mars 1880; montrant si les additions à l'ancien stock ont été faites par achat ou par la fabrication dans nos boutiques.

DÉCEMBRE, 1881.

CLASSE DES CHARS.	Stock Mars, 1880.	Construit dans les boutiques du ch. de f. Q. M. O. & O.	Acheté.	Nombre total 1881.	Valeur présente de cha- que.	Valeur totale.
<i>Chars à Fret.</i> (Voir Note 2.)						
Chars à Boite	151	92	228	466	650	\$302,900
Chars Plateforme	302	22	10	334	500	167,00
Chars à Foin (temporairement)			90	90	625	56,250
Chars à Bétail	19			19	500	9,500
Chars pour les tourne-freins	2	6		8	850	6,800
Chars pour l'outillage	1	2		3	550	1,650
Char réservoir à l'eau	1			1	700	700
Flangers	2	4		6	900	5,400
Charrues	8			8	1,500	12,000
Charrues en fer pour l'avant des locomotives				12	32	384
						<u>\$562,584</u>
Valeur totale des chars à voyageurs et à fret						<u>\$769,935</u>
Locomotives				36	7,700	\$277,200
Locomotives à Calumet				1	1,500	1,500
						<u>\$278,700</u>

Grand Total du Matériel Roulant..... \$1,048,634

(Signé,)

A. DAVIS.

NOTE No 2.—Char à boîte No 200 détruit par le feu, Octobre 1881, à Buckingham; No 212 détruit par le feu à la Jonction de St-Martin, Novembre 1881; Nos 215, 219 et 248, perdus, ce qui explique la différence de 5 dans le total.

La Cédule qui précède est celle à laquelle il est référé dans le traité ci-annexé.
Montréal, 4 Mars, 1882.

J. J. C. ABBOTT.
L. A. SÉNÉCAL,

J. A. CHAPLEAU.
D. McINTYRE.
R. B. ANGUS,
C. DRINKWATER.

L'Honorable M. *Chapleau*, met devant la Chambre,—Correspondances, soumissions et autres documents se rattachant à l'affectation et à la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. [Documents de la session No 13.]

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie des Chaux et Phosphates du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills Privés.

Ordonné, Que M. *Demers* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878, 41 *Victoria*, chap. 3, en soumettant les licences pour hôtels de tempérances aux formalités prescrites par la section 7 de la dite loi pour l'obtention des licences d'auberge.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon*, ait la permission d'introduire un Bill pour valider certains actes notariés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand*, ait la permission d'introduire un Bill pour régler certaines successions légitimes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien*, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer *The West End Free Dispensary*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Leduc*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender les divers actes relatifs à la corporation de la ville de *Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LeCavalier*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la ville de *Lachine*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills Privés.

Ordonné, Que M. *Houde*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Picard*, ait la permission d'introduire un Bill pour ratifier et confirmer certaines procédures de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, des Comtés de *Richmond, Drummond* et *Yamaska*; et pour conférer certains pouvoirs spéciaux à la dite compagnie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills Privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson*, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux à *Sherbrooke*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills Privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson*, ait la permission d'introduire un Bill concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, des Comtés de *Stanstead* et *Sherbrooke* et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills Privés.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de rappeler, pendant cette session, l'acte de la dernière session 44-45 *Victoria*, chap. 23, intitulé : "Acte pour changer le chef lieu du District Judiciaire de *Kamouraska* ?"

Réponse de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*.—Ce n'est pas son intention.

Sur motion de M. *Lavallée*, secondé par M. *Poulin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état indiquant le montant perçu par les fonctionnaires publics, en vertu de la 43-44 *Victoria*, chapitre 19. Cet état donnant le montant versé dans le trésor public par chaque district judiciaire de la Province avec les noms des fonctionnaires publics et le montant payé respectivement d'après le chiffre des honoraires perçus et fournis par eux et cela depuis la mise en opération de la loi jusqu'à ce jour.

Ordonne, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Gagnon* ayant appelé l'attention de M. l'Orateur, hier, sur le rapport du Comité Permanent des Lois Expirantes fait à cette Chambre, le 27 juin dernier, et adopté le jour suivant ; lequel rapport suggère, que tout projet de loi devrait être soumis après sa première lecture au Comité Permanent de Législation, ce qui ne s'accorde point avec les règles de pratique de cette Chambre.

Et M. l'Orateur étant appelé à prononcer son opinion sur la pratique à suivre, décide comme suit :

Hier l'Honorable Député pour *Kamouraska* a soumis son projet de loi intitulé : "Acte pour amender l'Acte de cette Province, 37 *Victoria*, chap. 33, concernant le Notariat."

Lorsqu'il s'est agit de fixer le jour auquel aurait lieu la deuxième lecture de ce projet de loi, l'Honorable Procureur-Général a attiré l'attention de la Chambre sur le second rapport qui fut soumis par le Comité des lois expirantes, le 27 juin dernier, recommandant l'institution d'un Comité Permanent de Législation, (page 277 des journaux de l'Assemblée Législative, 1881).

L'Honorable Procureur-Général a aussi rappelé, que la Chambre avait concouru dans ce rapport, à sa séance du 28 juin dernier, (page 285 des journaux de l'Assemblée Législative, 1881), et qu'au commencement de la présente session, un Comité Permanent de Législation a été nommé.

Et l'Honorable Procureur-Général a demandé que l'on agit conformément à ce rapport et à cette résolution de la Chambre.

L'Honorable Député de *Kamouraska* a objecté, que le rapport de l'Honorable T. J. J. *Horanger*, commissaire nommé pour la codification des statuts, ne pouvait pas s'interpréter comme devant recevoir son application, avant que la refonte ou codification des statuts fût terminée.

Il est vrai que la suggestion du commissaire chargé de la codification des statuts est faite à l'occasion du travail qu'il a entrepris.

Mais le Comité des lois expirantes paraît avoir pensé que le mal signalé se fait sentir maintenant aussi bien qu'auprès la codification des statuts, et qu'il ne fallait pas différer l'application du remède, et il a recommandé à la Chambre d'adopter immédiatement cette suggestion.

La Chambre l'a fait, dès le lendemain.

Depuis le commencement de la présente session, la Chambre a manifesté nos intention d'agir conformément à ce rapport : 1o En nommant un Comité Permanent de Législation ; 2o En adoptant un rapport de ce Comité.

Pour ces raisons, je suis d'opinion que l'objection de l'Honorable Député de *Kamouraska* doit être renvoyée.

On a aussi attiré l'attention de la Chambre sur le fait que les dispositions de ce rapport sont en contradiction avec la 45ème règle de cette Chambre.

Si j'avais à décider la question abstraite de savoir si, nonobstant cette contradiction, le rapport adopté l'an dernier devrait être suivi, je déciderais peut-être dans l'affirmative.

Mais vu la discussion qui s'est faite hier, en cette Chambre sur ce rapport ;

Vu que plusieurs députés en contestent la sagesse ;

Vu qu'il peut se faire que la Chambre prenne très prochainement une décision contraire ;

Vu aussi que, depuis le commencement de la présente session, plusieurs bills ont été inscrits pour deuxième lecture, sans égard à cette nouvelle règle ;

La Chambre me permettra, je l'espère, de suggérer qu'il vaudrait mieux suspendre l'application de cette règle nouvelle, jusqu'à ce que la Chambre ait eu l'occasion de la discuter de nouveau et de décider si elle la maintiendra en son entier, ou si elle la modifiera, ou bien encore si elle la rejettera entièrement.

Après que la Chambre aura prononcé : si elle maintient la règle avec ou sans modification elle devra ensuite prendre les moyens de faire insérer cette nouvelle règle dans ses règles de pratique, et faire disparaître toute contradiction entre celle-ci et celles qui sont plus anciennes.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Paque*, remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de cette Chambre étant découverts), et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir votre adresse, par laquelle vous me demandez de transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général, une adresse de félicitations à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine. Ce document sera transmis immédiatement à Son Excellence le Gouverneur-Général.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 16 Mars 1882. }

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de cette Chambre étant découverts), et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de l'adresse que vous m'avez présentée. Les sentiments de loyauté qu'elle contient me donnent l'assurance que vous vous devouerez entièrement aux intérêts de la Province.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 16 Mars 1882. }

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité spécial nommé pour recevoir et étudier les amendements à faire au Code Municipal :

Bill pour amender certains articles du Code Municipal.

Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Sur motion de l'Honorable Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à mardi prochain à trois heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre : Etat des affaires de la Société Historique et Littéraire de *Québec*, pour l'année 1881. (Documents de la session No 6.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 21 Mars 1882.

M. l'Orateur met devant la Chambre, —Etat des affaires de l'*Union St Joseph de Québec* et du Club de la Garnison de *Québec*, tous deux pour l'année 1881. (Documents de la session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Trésorier *Würtele*,—La Pétition de la Compagnie de chemin de fer à passagers de la Cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition de *G. F. Burnett* et autres, de la ville de *St Hyacinthe* ; et la Pétition de la Compagnie des chemins de péage de *l'Isle Jésus*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—La Pétition de l'Asile des Orphelins de *Québec* et la Pétition de l'Asile *Finlay* de *Québec*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *John Fraser*, de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Leduc*,—La Pétition de *James Sheppard* et autres, de la ville de *Sorel*.

Par M. *Marion*,—La Pétition du Révérend M. *Tassé* et autres, de *St Lin* ; la Pétition du Révérend *Louis Huot* et autres, de *St Paul l'Ermite* ; la Pétition du Révérend *F. J. Prud'homme* et autres, de la Paroisse de *l'Epiphanie* ; la Pétition du Révérend *J. A. Peladeau* et autres, de la Paroisse de *Repentigny* ; la Pétition du Révérend M. *Caisse* et autres, de la Paroisse de *St Sulpice* ; la Pétition du Révérend *T. Dagenais* et autres, de la Paroisse de *St Roch de l'Achigan* ; la Pétition du Révérend *E. Normandin* et autres, de la Paroisse de *Lachenaie* ; la Pétition du Révérend *Jos. Graton* et autres, de la Paroisse de *St Henri de Mascouche* ; et la Pétition du Révérend *Féréol Dorval* et autres, de la Paroisse de *L'Assomption*, tous du Comté de *L'Assomption*.

Par M. *Faucher* de *St. Maurice*,—La Pétition de *George Boulanger* et autres, du premier rang de la Paroisse de *St. Michel* ; la Pétition de *François Pouliot* et autres, de la Paroisse de *St. Michel* ; la Pétition de *Joseph Bonneau* et autres, du Canton d'*Armagh*, tous du Comté de *Bellechasse*, et la Pétition de la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique.

Par M. *Blanchet*,—La Pétition de l'Association de *Québec* et du Lac Supérieure pour l'exploitation des mines.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition de *Patrick O'Connor*, et autres de la Paroisse de *St. Alphonse*, Comté de *Joliette*.

Par M. *Riopel*,—La Pétition du Révérend *N. Levesque* et autres, de la Paroisse de *Port Daniel* ; la Pétition du Révérend *J. A. P. Fortier* et autres, de la Paroisse de *St. Godefroi* ; la Pétition de *W. Maguire* et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame de Paspébiac* ; la Pétition du Révérend *P. N. Thivierge* et autres, de la Paroisse de *St. Boaventure* ; la Pétition du Révérend *J. N. Chrétien* et autres, de la Paroisse de *St. Charles de Caplan* ; la Pétition du Révérend *J. F. Audet* et autres, de la Paroisse des *Sts. Anges de Cascapédia* ; la Pétition du Révérend *J. Gagné* et autres, de la Paroisse de *Ste. Brigitte de Maria* ; la Pétition du Révérend *F. A. Blouin* et autres, de la Paroisse de *St. Joseph de Carleton* ; la Pétition du Révérend *P. Moreau* et autres, de la Paroisse de *St. Jean l'Evangéliste* ; et la Pétition du Révérend *L. C. H. Tremblay* et autres, de la Paroisse de *St. Alexis de Matapédia*, tous du Comté de *Bonaventure*.

Par l'Honorable Procureur-Général *Loranger*,—La Pétition du Révérend *J. G. Watier* et autres, de la Paroisse de *St. François de Salles* ; la Pétition du Révérend *J. B. Lemonde* et autres, de la Paroisse de *St. Dorothée* ; la Pétition du Révérend *J. J. Desautels* et autres, de la Paroisse de *Ste. Rose*.

Par M. *Richard*,—La Pétition de *Noé Forget* et autres, du Canton de *Doncaster* Comté de *Montcalm*.

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition de *James Gibb Ross* et autres, de la cité de *Québec*,—et la Pétition de *L'Institut-Canadien* de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—La Pétition de la Société de l'Eglise du Diocèse de *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *Paul Etienne Grandbois* et autres, de *Freserville* ; demandant l'incorporation de la Compagnie Agricole et Manufacturière de *Témiscouata*."

De *G. C. Dessaulles* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de Macadam de *St Hyacinthe*."

Du Révérend *E. Fafard* et autres, de la Paroisse de *St Joseph de Lévis* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Académie des garçons de *St Joseph de Lévis*."

De *Henry Lyman* et autres, de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société pour la prévention des mauvais traitements aux femmes et aux enfants, de *Montréal*."

Du Comte de *Dunmore* et autres ; demandant un acte incorporant une Compagnie de chemin de fer, sous le nom de "La Compagnie de chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*," avec pouvoir de construire un chemin de fer depuis un point sur le chemin de fer Intercolonial, dans le voisinage de la rivière *Ristigouche*, jusqu'à *New Cartisle* et la *Baie de Paspébiac*, avec le droit de prolonger son chemin jusqu'au *Bassin de Gaspé*.

De "The Pioneer Beet Root Sugar Company" ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *P. Forgues* et autres, du premier rang de *St Michel de Bellechasse* ; demandant la passation d'un acte pour ériger le premier rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse* en municipalité séparée.

De *Honoré Bonenfant* et autres ; demandant un acte pour détacher de la municipalité de la paroisse de *Varennnes*, dans le Comté de *Verchères*, trois Isles situées dans le fleuve *St Laurent* et connues sous les noms de "Isle à l'Aigle, Isle au Cerfeuil et Isle au Bois Blanc," pour les annexer à la municipalité de la paroisse de *Repentigny*, dans le Comté de l'*Assomption*, pour toutes fins quelconques.

Du Révérend *J. S. Thérberge* et autres, du Comté de *Verchères* ; demandant que le Bill pour détacher du dit Comté trois Isles dans le fleuve *St Laurent*, ne devienne pas loi.

De *Jean Cyrille Bédard*, de *Richmond* ; demandant un acte l'autorisant à construire et à maintenir des estacades en travers de la rivière *Saint François*, près de "*Mahers Mill*," dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins.

Du Révérend *Jos. St Laurent* et autres, du canton de *Newport* ; demandant la passation d'un acte autorisant la construction d'une voie ferrée depuis *Métapédia* jusqu'au bassin de *Gaspé*.

De la municipalité de la Paroisse de *St Sauveur de Québec* ; demandant des amendements aux lois des licences.

De la Corporation de la Cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte 32 *Victoria*, chap. 16, concernant l'éducation en cette Province.

Du Révérend *Ls C. Lavoie* et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame des Sept Douleurs*,—du Révérend *D. Vézina* et autres, de la Paroisse de *Notre Dame des Neiges des Trois-Pistoles*,—du Révérend *P. Chas. Alph. Winter* et autres, de la Paroisse de *St Jean-Baptiste de l'Isle-Verte*,—du Révérend *F. M. Fournier* et autres, de la Paroisse de *St Arsène*,—du Révérend *J. Amiot* et autres, de la Paroisse de *St François-Xavier* et de la mission de *St Hubert*, tous du comté de *Témiscouata* ;—et du Révérend *J. O. Normandin* et autres, de la Paroisse de la *Grande Baie*,—du Révérend *Van de Moortel* et autres de la Paroisse du *Bassin de Gaspé*,—du Révérend *N. Gagnon* et autres, de la Paroisse de *Mont Louis*,—du Révérend *Josué Paradis* et autres, de la Paroisse de *Ste Adélaïde de Pabos*,—du Révérend *F. X. Delage* et autres, de la Paroisse de *St Alban du Cap des Rosiers*,—du Révérend *Jos. St Laurent* et autres, de la Paroisse de *St Dominique de New-Port*,—du Révérend *O. Moreault* et autres, de la Paroisse de *St Norbert du Cap Chatte*,—du Révérend *F. X. Bossé* et autres, de la Paroisse de *St Patrice de Douglastown*,—et du Révérend *H. Duret* et autres, de la Paroisse de *St Martin de la Rivière aux Renards*, tous du Comté de *Gaspé*,—de *Monsieur Charles Guay* et autres, de la Paroisse de *N.-D. du Sacré-Cœur*,—du Révérend *J. B. Blanchet* et autres, de la Paroisse de *Ste Luce*,—de

P. L. Gauvreau et autres, de la Paroisse de *St Germain de Rimouski*,—de la Corporation du Séminaire de *St Germain de Rimouski*,—et du Révérend *Ls. Desjardins* et autres, de la Paroisse de *Ste Cécile du Bic*, tous du comté de *Rimouski*; demandant respectivement un octroi en faveur du Séminaire de *Rimouski*.

De la Corporation du Petit Séminaire de *Ste Thérèse*,—du Révérend *D. A. Gravel* et autres, de la Paroisse de *St Janvier*,—du Révérend *J. F. A. Arsenault* et autres, de *Ste Marguerite de Wexford*;—et du Révérend *L. J. Piché* et autres, de la Paroisse de *Terrebonne*, tous du Comté de *Terrebonne*; demandant respectivement de l'aide pour le Collège *Ste Thérèse*.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres,—de *W. Weir* et autres, tous de *Montréal*,—et de *L. H. Massé* et autres, de *Varennes*; demandant respectivement de l'aide pour le Collège Commercial de *Varennes*.

Du Révérend *Thomas Grégoire Rouleau*; demandant de l'aide pour l'Asile destiné à recevoir les enfants des pauvres, à *Québec*.

De l'Asile des Orphelins Catholiques Romains de *Montréal*; demandant de l'aide.

Du Révérend *E. Picard*, de *Montréal*; demandant de l'aide pour l'Asile des Servantes Catholiques, *Montréal*.

De la Faculté Médicale du Collège *Bishop*, *Montréal*,—de la Société Littéraire et Historique de *Québec*,—et de l'Hospice de *Ste Elisabeth de Farnham*; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

De *The Women Christian Association*, de *Québec*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *A. Jodoin* et autres, de la Paroisse de *St Sauveur*, Comté de *Terrebonne*; demandant de l'aide pour le Chemin de Fer de Colonisation du Nord de *Montréal*.

De la municipalité de la Paroisse de *l'Assomption*; demandant l'exécution de certains travaux que la construction du chemin de fer a nécessités sur une certaine partie du chemin de front de cette Paroisse.

Du Révérend *V. Clément* et autres, de la Paroisse de *St Norbert*, Comté de *Berthier*,—et de *Zéphirin Hamond* et autres, de la Paroisse de *Ste Emmélie de l'Energie*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Ordonné, Que l'Honorable Solliciteur-Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le Feu.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Solliciteur-Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour pourvoir à l'Inspection des Compagnies d'Assurance dans la Province.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est en ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Thornton* ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau les lois scolaires de cette Province.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender et refondre les dispositions concernant la confection des Listes Electorales.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 2267 du Code Civil du *Bas-Canada*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission d'introduire un Bill pour abroger le chapitre 4 de l'Acte 37 *Vict.*, intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*."

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau le chapitre soixante et onze des Statuts Refondus du *Canada*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau l'Acte Electoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 32, concernant la liquidation des sociétés de construction.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 39, intitulé : "Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender certaines dispositions du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Commissaire *Flynn*, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de *Québec*, pour les douze mois finissant le 30 Juin 1881. (Documents de la session No 4.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre, et qu'il en soit imprimé deux cent cinquante copies additionnelles, dans les deux langues.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, met devant cette Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, pour l'année 1880-81. [Documents de la session No 5.]

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente,—Reponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 14 Mars 1882, demandant : Copie de toutes Correspondances et Documents échangés et négociations quelconques

intervenues depuis le 1^{er} Novembre 1879, entre le Gouvernement de cette Province et les Gouvernements d'*Ottawa* et d'*Ontario*, relativement aux comptes de l'ancienne Province du *Canada* et à leurs réclamations respectives à cet égard. [Documents de la session No 14.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative en date du 15 Mars 1882, demandant : Copie de toutes Lettres, Correspondances, Requêtes et tous Certificats, Documents échangés entre quelques personnes de la Paroisse de *Sainte Philomène* et le Gouvernement, relatifs à l'admission de l'aliénée *Marie Primeau*, dans l'Asile de *St Jean de Dieu* ; et aussi toutes Correspondances échangées entre les particuliers et le Gouvernement, pour le paiement des frais d'entretien dans l'Asile, de la susdite *Marie Primeau*. [Documents de la session No 15.]

Le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la profession médicale et la chirurgie, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, M. *Thornton*, M. *Laberge*, M. *Duhamel*, M. *Cameron*, M. *Lavallée*, M. *Rinfret dit Malouin*, M. *Martel*, M. *Spencer*, M. *Watts*, M. *Frégeau*, M. *Faucher de Saint Maurice*, M. *Gagnon*, M. *Fortin* et M. *Stephens*, avec instruction de le prendre en considération et de faire rapport à cette Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. *Laberge*.—Les entrepreneurs du chemin de fer du Nord ont-ils été payés de tous leurs travaux faits par eux sur le dit chemin, selon les conventions de leur contrat ?

Les dits entrepreneurs ont-ils fait des réclamations contre le Gouvernement pour travaux extra ou pour dommages éprouvés par eux, dans l'accomplissement de leurs travaux, sur le dit chemin ?

D'autres personnes ont-elles fait des réclamations contre le Gouvernement, au sujet de la confection du dit chemin ? Quel est le montant de ces sommes et quelles sont ces réclamations ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Les entrepreneurs du chemin de fer du Nord ont fait des réclamations qui ont été soumises à un arbitrage.

Par M. *Richard*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder cette année, pour la colonisation des Cantons de *Wexford* et de *Chertsey*, un octroi plus considérable que celui des années passées ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement, dans la distribution de cet octroi, aura égard à la richesse et à l'importance des Cantons de *Wexford* et de *Chertsey*, au point de vue de la colonisation.

Par M. *Laberge*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'affecter dans les estimés qui seront demandés durant cette session, une certaine somme pour encourager l'établissement d'une institution ou d'une maison (comme celle du Dr *Bessey* de *Montréal*), qui sera chargée, par le Gouvernement, de la conservation et de la régénération du vaccin, pour les besoins de la population de cette Province ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—Le Gouvernement, a reçu du Dr *Bessey*, de *Montréal*, une demande d'octroi à cet effet ; cette demande est actuellement sous considération.

Par M. *Gagnon*.—Les pourparlers, entre le Gouvernement et le député du Comté de *Lévis*, mentionnés dans la réponse, à une interpellation du 3 Mai 1881, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, à son embouchure, entre les Paroisses de *St Nicolas* et *St Romuald*, dans le Comté de *Lévis*, sont-ils terminés maintenant, et le Gouvernement contribuera-t-il, en tout ou en partie, à la construction de ce pont ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—Le Gouvernement n'a pris aucune décision à cet égard, et la question est sous considération.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement a-t-il nommé, ou se propose-t-il de nommer l'Honorable *Hector Fabre*, son agent, commissaire ou représentant en *France*. ou se propose-t-il de lui confier une mission quelconque en *France* ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—Le Gouvernement a nommé l'Honorable *Hector Fabre* représentant de la Province de *Québec*, en *France*.

Par M. *Faucher de Saint Maurice*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de faire remise aux colons de *St Magloire*, de certaines sommes qu'ils doivent sur les lots qu'ils occupent ? Dans le cas où la remise complète de ces sommes ne serait pas faite, le Gouvernement est-il disposé à remettre aux colons de *St Magloire* les intérêts dus ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Flynn*,—Le Gouvernement est prêt à considérer de la manière la plus favorable, toutes les demandes qui lui seront soumises dans ce sens.

Sur motion de M. *Houde*, secondé par M. *Dumoulin*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un État, indiquant les sommes d'argent payées à la Compagnie d'Imprimerie des *Trois-Rivières* pour Impressions, depuis le 1er mai 1881, jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Laberge*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—le tarif des honoraires exigés sur l'émission de lettres-patentes et de lettres-patentes supplémentaires, en vertu de la section 54 du chap. 25, 31 *Victoria*, intitulé : " Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social."

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies des Ordres en Conseil, correspondances et autres documents, se rattachant à la nomination de *Ernest Racicot*, Ecuyer, Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal, et à la résignation de l'Honorable *L. O. Taillon*, ci-devant Commissaire.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état, donnant par comtés, le détail de la somme de \$57,000 entrée, à la page 61, des comptes publics, pour

1880-81, comme ayant été dépensée, dans le cours de cette année fiscale, pour chemins de Colonisation.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes correspondances et de tous rapports ou Ordres en Conseil et autres documents, depuis le 1er Novembre 1879, au sujet de la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* au Gouvernement Fédéral.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des relations des faits recueillis par M. le Comte *Henry de Puyjalon*, pendant le cours de son exploration géologique officielle, le long de la Côte Nord du Golfe *Saint-Laurent*, pendant les années 1880 et 1881.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Blanchet*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des octrois de Colonisation donnés au Comté de *Bellechasse*, depuis 1878.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Laberge*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un détail de la somme de \$92.50 entrée à la page 77, des Comptes Publics, pour 1880-81, comme payée à *J. A. Defoy*, Ecuyer, pour services et déboursés, pour l'enquête, à *Kamouraska in re, Thiburce Dessaint*.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé des sommes payées annuellement par le Gouvernement, depuis la confédération jusqu'à ce jour, aux différentes Compagnies de chemin de fer subventionnées par le Gouvernement, ainsi que des sommes dépensées et payées par le Gouvernement, tant pour la confection du chemin de fer du Nord, que pour son matériel roulant.

Le Bill pour incorporer *The West End Free Dispensary*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 22 Mars 1882.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Fortin*,—La Pétition de *François Xavier Gendron* et autres.

Par M. *Faucher de Saint Maurice*,—La Pétition de *Arthur Lavigne* et autres ; et la Pétition de *O. E. Gauvreau* et autres, de la Cité de *Québec*.

Par M. *Charlebois*,—La Pétition du Révérend *F. Bourgeault* et autres, de *Laprairie*.

Par M. *Casavant*,—La Pétition de la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de Québec ; et la Pétition de *Antoine Laplante* et autres, de *St Dominique* et autres Paroisses.

Par M. *Duckett*,—La Pétition du Révérend J. O. *Rémillard* et autres, de la Paroisse de *St Polycarpe*, comté de *Soulanges*.

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition du Révérend J. E. *Lizotte* et autres, du *Lac St Jean*.

Par M. *Deschênes*,—La Pétition du Révérend J. E. *Cloutier* et autres, de la Paroisse de *Cacouna*,—la Pétition de *Paul Pelletier* et autres, de la Paroisse de *St Louis des Ha ! Ha !* ; la Pétition du Révérend L. N. *Bernier* et autres, de la Paroisse de l'*Epiphanie* ; et la Pétition de *Henri Langelier* et autres, de la Paroisse de *St Eloi*.

Par M. *Owens*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *St André* ; la Pétition de *Sam. J. Ouimet* et autres, de la Paroisse de *St Jovite* ; et la Pétition de *François Asselin* et autres, de la Paroisse de *St Faustin*, tous du Comté d'*Argenteuil*.

Par M. *Dumoulin*,—La Pétition de J. *Remington* et autres.

Par M. *Caron*,—La Pétition de la Compagnie d'Aqueduc de *Louiseville*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition du Révérend A. *Labelle* et autres, du Canton *Joly* ; et la Pétition de *Xavier Clément* et autres, du Canton de *Clyde*, tous du Comté d'*Ottawa*.

Par M. *Lalonde*,—La Pétition du Révérend C. *Martin* et autres, de la Paroisse de *Vaudreuil*.

Par M. *Asselin*,—La Pétition du Révérend D. *Morisset* et autres, de la Paroisse de N. D. de l'*Assomption* de *McNider* ; et la Pétition du Révérend A. *Duval* et autres, de la Paroisse de *Ste Blandine*.

Par M. *Picard*,—La municipalité du Village de *Richmond*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de *Stephen Coupérie* et autres ; la Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *St Henri* ; la Pétition de la municipalité du Village du Côteau *St Louis* ; la Pétition de l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; la Pétition du Révérend A. *Seguin* et autres, de la Paroisse de *Ste Cunégonde* ; et la Pétition de l'Institution Provinciale des Sourdes Muettes de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—La Pétition du Révérend Ed. *Demers* et autres, de *Ste Anne des Plaines* ; et la Pétition du Révérend A. *Jodoin* et autres, de la Paroisse de *St Sauveur*, tous du Comté de *Terrebonne*.

M. *Dumoulin*, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre, le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

L'attention de Votre Comité ayant été appelée sur le Rapport, fait durant la dernière Session et adopté, le vingt-sept juin mil huit cent quatre-vingt-un, par une remarque faite par l'Honorable Orateur de cette Chambre à l'effet que le dit Rapport pourrait soulever quelque doute sur l'étendue des pouvoirs qu'il confère à votre Comité, touchant l'initiative de la Législation qu'il pourrait enlever à cette Honorable Chambre.

Pour lever tout doute sur ce sujet, votre Comité suggère, que ce Rapport soit amendé de manière à ce que les mesures soumises à votre Honorable Chambre ne soient référées à votre Comité, qu'après avoir subi leur deuxième lecture.

Les pouvoirs de votre Comité restant les mêmes aux autres égards.

Votre Comité recommande donc que le dit Rapport soit amendé en conséquence.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la Ville de *Lachine*, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre Comité est convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que le délai pour recevoir les Pétitions des Bills Privés qui expire demain, soit prolongé au 1er Avril prochain, celui pour la présentation des Bills Privés au 8 Avril, et que celui pour présenter les Rapports des dits Bills soit prolongé jusqu'au 15 du mois d'Avril.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie des Chaux et Phosphates du *Canada*.

Bill pour incorporer la Compagnie pour l'Extraction et le Traitement des Métaux, de *Sherbrooke*.

Votre Comité prenant en considération l'ajournement de votre Honorable Chambre, désire recommander que le délai pour la réception des Pétitions pour Bills Privés soit prolongé jusqu'au premier Avril prochain, celui pour la présentation des Bills Privés au 8 Avril, et que celui pour la réception des rapports sur les dits Bills Privés soit aussi prolongé au 15 Avril prochain.

Votre Comité tout en recommandant la prolongation de ces délais, pour la raison ci-haut énoncée, est néanmoins d'opinion qu'ils ne doivent pas être étendus au-delà des époques actuellement fixées par votre Comité.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de *Saint-Antoine*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Thornton*, ait la permission d'introduire un Bill pour permettre à La Compagnie de sucre de betterave "*Pioneer*" d'augmenter son capital et d'emprunter sur débentures.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Poulin* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Orphelinat de *Mariville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le tarif des Médecins et Chirurgiens.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Spécial sur le Bill pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la profession médicale et la chirurgie.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comté, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas,—de la Compagnie d'Assurance "*Liverpool and London and Globe*" pour la passation d'un Acte afin d'autoriser la dite Compagnie à contracter et à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province de *Québec*, en son propre nom et pour d'autres fins,—du Révérend F. X. Jeannotte et autres, de *Ste Marie de Manoir* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de l'*Orphelinat de Marieville*,—de A. Baptist et autres ; demandant l'incorporation de la Compagnie du flottage et du cageage du *St Maurice*,—des Sœurs de la Charité de la Paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*, Comté de *Lévis* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de l'*Hospice St Joseph de la Délivrance*,—de la municipalité du Village de la *Côte St Antoine* ; demandant un Acte afin d'amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 43 et d'accorder de nouveaux pouvoirs à la corporation du dit Village,—de Paul Etienne Grandbois et autres, de *Fraserville* ; demandant l'incorporation de La Compagnie Agricole et Manufacturière de *Temiscouata*,—de G. C. Dessaulles et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie de Macadam de *St Hyacinthe*,—du Comté de *Dunmore* et autres ; demandant la passation d'un Acte pour incorporer La Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*,—de Honoré Bonenfant et autres ; demandant un Acte pour détacher de la Paroisse de *Varennnes*, trois Isles situées dans le fleuve *St Laurent*,—de la Pioneer Beet Root Sugar Company ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation,—du Révérend J. S. Théberge, et autres ; demandant l'incorporation du Collège commercial de *Varennnes*.

Votre Comité aussi examiné la Pétition du Révérend E. Fafard et autres, de la paroisse de *St Joseph de Lévis* ; demandant à être incorporés sous le nom de l'Académie des Garçons de *St Joseph de Lévis* et a trouvé qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

Ordonné, Que M. Dumoulin ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de Flottaison et de mise en Radeaux des Bois du *Saint Maurice*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Cdambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonné pour demain.

Ordonné, Que M. Riopel, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de Macadam de *St Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Hospice St Joseph de la Délivrance.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission d'introduire un Bill pour détacher de la Paroisse de *Varennnes*, dans le Comté de *Verchères*, trois Isles situées dans

le Fleuve *St Laurent* et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, dans le Comté de l'*Assomption*, pour les fins électorales, municipales, scolaires et autres fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Qu'il soit nommé Comité Spécial composé de l'Honorable Procureur Général *Loranger*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable *M. Irvine*, *M. Blanchet*, *M. Champagne*, *M. Gagnon*, *LeCavalier* et *M. Watts*, pour aider *M. l'Orateur* à réviser les Règlements et Ordres Permanents, pour la régie de cette Chambre et faire Rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que *M. Poupore* et *M. Bernard* soient ajoutés au Comité Permanent des Divers Bills Privés ; et que *M. Poupore* et *M. LaBerge* soient ajoutés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Résolu, Que *M. Martel* et *M. Deschênes*, soient ajoutés au Comité Spécial nommé aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Gauthier*.—Le Gouvernement doit-il, durant cette Session, faire amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 14, concernant les Asiles d'aliénés, de manière à exempter les Municipalités Locales de contribuer à l'entretien des aliénés admis dans les Asiles, depuis la passation du dit acte ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Cet acte n'est en force que depuis 18 mois et a produit des résultats satisfaisants, le Gouvernement ne croit pas qu'il soit à propos de le modifier maintenant dans le sens demandé.

Par l'Honorable *M. Marchand*.—Quand le Gouvernement doit-il commencer les travaux de réparation au Palais de Justice du District d'*Iberville*, conformément à la promesse qu'il a donnée durant la dernière Session ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement a actuellement sous considération, des plans qui ont été préparés pour ces réparations à faire, au Palais de Justice du District d'*Iberville*, et des demandes pour soumissions seront faites bientôt.

Sur motion de *M. Picard*, secondé par *M. Gauthier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute Lettres, Télégrammes et Correspondances quelconques échangés entre le Gouvernement et la Compagnie des Terres et de Colonisation de la Puissance du *Canada*, ou avec aucuns des agents ou procureurs de cette compagnie.

Aussi copie de tous Ordres en Conseil, Contrat et généralement tous Documents pouvant se rapporter à la vente de terrains situés dans les Cantons de l'*Est* faite par le Gouvernement à la susdite compagnie.

Aussi une liste de tous les terrains ainsi vendus, indiquant les lots ou parties de lots, le rang, le nom des cantons et celui du comté, où se trouvent situées ces terres et la quantité d'acres de terre comprise dans chaque canton ?

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un tableau indiquant tous les comtés et parties de comtés où le cadastre officiel pour fins d'enregistrement est en force ; avec mention, dans chaque cas, de la date du dépôt du cadastre, de la date de la proclamation le mettant en force, et de l'époque précise de sa mise en force.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies des Contrats d'acquisition, par la compagnie du Pacifique Canadien, des embranchements du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connus comme embranchement de *St Eustache* et embranchement de *St Lin*, et hypothéqués, par cette compagnie, en vertu du traité signé le quatre Mars courant, entre la dite compagnie et le Gouvernement de cette Province.

Le Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et référé au comité spécial nommé aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal.

Le Bill concernant la légalisation et la garde des Régistres de Sépulture tenus par la Congrégation de Notre-Dame à Villa Maria, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et référé au Comité Permanent de Législation.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'*Union St Joseph*, de la ville de *Lévis*, pour l'année 1881. [Documents de la session No 6.]

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 23 Mars 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Leduc*.—La Pétition de l'Hopital de *Sorel*.

Par M. *Paradis*.—La Pétition de *S. C. Stevenson* et autres.

Par M. *Dumoulin*.—La Pétition du maire, des échevins et citoyens de la Cité des *Trois-Rivières*.

Par M. *Watts*.—La Pétition du Révérend *E. Laflèche* et autres, des Cantons de *Bulstrode* et *Stanford*, Comté d'*Arthabaska*.

Par M. *Bergevin*.—La Pétition de l'Hopital de *St Jean de Beauharnois*,—et la Pétition du Révérend *J. Brissette* et autres, de la Paroisse de *St Thimothée*.

Par M. *Blanchet*.—La Pétition du Révérend *J. A. E. Chaperon*, de la Paroisse de *Ste Marie*, Comté de *Beauce*.

Par M. *Marion*.—La Pétition du Révérend *F. J. Prud'homme*, de la Paroisse de l'*Epiphanie*, et la Pétition du Révérend *Jos. Gratton*, et autres, de la Paroisse de *St Henri de Mascouche*.

Par M. *Stephens*.—La Pétition de la Compagnie Manufacturière *Lawlor*,—et la Pétition de l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—La Pétition du Révérend *J. F. R. Arnault* et autres, de la Paroisse de *Ste Marguerite* ; la Pétition du Révérend *T. Thibodeau*

et autres de la Paroisse de *Ste Agathe des Monts* ; la Pétition du Révérend *F. X. Sauriol* et autres, de la Paroisse de *Ste Adèle* ; et la Pétition du Révérend *A. G. Bérard* et autres, de la Paroisse de *Donat*, tous du Comté de *Terrebonne*.

Par *M. Casavant*.—La Pétition de *N. H. Dubois* et autres, de *Durham Sud.* Comté de *Drummond* et de *St André d'Acton*, Comté de *Bagot*.

Par l'Honorable *M. Beaubien*.—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Ste Cunégonde*.—la Pétition de la municipalité du Village de *St Gabriel*.—et la Pétition de *C. F. Vinet* et autres.

Par l'Honorable *M. Marchand*.—La Pétition du Révérend *F. Aubry* et autres, de la Paroisse de *St Jean*.

Par *M. LeCavalier*.—La Pétition du Révérend *K. Perreault* et autres, de la Paroisse de *Ste Geneviève*.—et la Pétition du Révérend *N. Piché* et autres, de la Paroisse de *Lachine*, tous du Comté de *Jacques-Cartier*.

Par *M. Picard*.—La Pétition de la corporation des Cantons de *Melbourne* et *Brompton*, Comté de *Richmond*.

Par *M. Brousseau*.—La Pétition du Maire, des Echevins et Citoyens de la Cité de *Québec*.

Par l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—La Pétition de *Jean-Baptiste Rolland* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *G. F. Burnett* et autres, de la Ville de *St Hyacinthe* ; demandant un Acte pour incorporer la Compagnie pour l'Eclairage au Gas de *St Hyacinthe*.

De *James Gibb Ross* et autres, de la Cité de *Québec* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "*Quebec Hotel Company*."

De la Compagnie du Chemin de Fer à Passagers de la Cité de *Montréal*.—de la Compagnie Canadienne-Française d'Eclairage Electrique. —et de l'Association de *Québec* et du *Lac Supérieur*, pour l'Exploitation des Mines ; demandant respectivement des amendements à son Acte d'incorporation.

De la Compagnie des Chemins de Péage de *l'Isle Jésus* ; demandant la passation d'un Acte lui accordant de nouveaux pouvoirs et l'autorisant à augmenter son capital.

De la Société de l'Eglise du Diocèse de *Québec* ; demandant un Acte amendant la loi concernant l'administration des dotations paroissiales.

De *George Boulanger* et autres, du premier rang de *St Michel*.—et de *François Pouliot* et autres, de la Paroisse de *St Michel* ; demandant respectivement que le Bill pour ériger le premier rang de *St Michel* en municipalité séparée ne devienne pas loi.

De *John Fraser*, de la Cité de *Montréal* ; demandant qu'une Commission Royale soit nommée pour examiner l'état des affaires de la succession de feu *Hugh Fraser*.

De *James Sheppard* et autres, de la Ville de *Sorel* ; demandant à être exemptés de payer une partie des taxes de la dite Ville de *Sorel*.

De *Noé Forget* et autres, du Canton de *Doncaster*, Comté de *Montcalm* ; demandant de l'aide pour la Compagnie du Chemin de Fer de colonisation du Nord de *Montréal*.

Du Révérend *Louis Huot* et autres, de la Paroisse de *St Paul l'Hermite*.—du Révérend *M. Tassé* et autres, de la Paroisse de *St Lin*.—du Révérend *F. J. Prud'homme* et autres, de la Paroisse de *l'Epiphanie*.—du Révérend *J. A. Péladeau* et autres, de la Paroisse de *Repentigny*.—du Révérend *M. Caisse* et autres, de la Paroisse de *St Sulpice*.—du Révérend *T. Dagenais* et autres, de la Paroisse de *St Roch de l'Achigan*.—du Révérend *Et. Normandin* et autres, de la Paroisse de *Lachine*.—du Révérend *Jos. Graton* et autres, de la Paroisse de *Mascouche*.—et du Révérend *Férol Dorval* et autres, de la Paroisse de *l'Assomption*, tous du Comté

de l'*Assomption* ; demandant respectivement la construction d'un embranchement de Chemin de Fer depuis le village de l'*Assomption* jusqu'au tracé du Chemin de Fer Provincial.

Du Révérend *N. Levesque* et autres, de la Paroisse de *Port Daniel*,—du Révérend *J. A. P. Fortier* et autres, de la Paroisse de *St Godefroi*,—de *W. Maguire* et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame de Paspébiac*,—du Révérend *P. N. Thivierge* et autres, de la Paroisse de *St Bonaventure*,—du Révérend *J. N. Chrétien* et autres, de la Paroisse de *St Charles de Caplan*,—du Révérend *J. F. Audet* et autres, de la Paroisse des *SS Anges de Cascapédiac*,—du Révérend *J. Gagné* et autres, de *Ste Brigitte*, de *Maria*,—du Révérend *F. A. Blouin* et autres, de la Paroisse de *St Joseph*, de *Carleton*,—du Révérend *P. Moreau* et autres, de la Paroisse de *St Jean l'Evangéliste*,—et du Révérend *L. C. H. Tremblay* et autres, de la Paroisse de *St Alexis de Matapédiac*, tous du Comté de *Bonaventure* ; demandant respectivement de l'aide pour le Séminaire de *St Germain de Rimouski*.

Du Révérend *J. G. Watier* et autres, de la Paroisse de *St François de Sales*,—et du Révérend *J. B. Lemonde* et autres, de la Paroisse de *Ste Dorothee* ; demandant respectivement de l'aide pour le collège de *Ste Thérèse*.

De l'Institut Canadien de *Québec* ; demandant de l'aide.

Du Révérend *J. J. Desautels* et autres, de la Paroisse de *Ste Rose* ; demandant une aide de \$10,000 pour la fondation d'une Académie dans la dite Paroisse.

De l'Asile des Orphelins de *Québec*,—et de l'Asile *Finlay*, de *Québec* ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

De *Joseph Bonneau* et autres, du Canton d'*Armagh*, Comté de *Bellechasse* ; demandant de l'aide pour ouvrir et réparer des chemins dans le dit Canton.

De *Patrick O'Connor* et autres, de la Paroisse de *St Alphonse*, Comté de *Joliette* ; demandant de l'aide pour des chemins.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés, dans chaque cas : de *P. Forgues* et autres, du premier rang de *St Michel de Bellechasse*, demandant la passation d'un Bill érigeant la municipalité de la *Durantage*,—de la Compagnie du Pont de la Rivière *St François* demandant la passation d'un Acte, lui permettant d'augmenter son capital et pour d'autres fins,—de *Jean Cyrille Bédard*, de *Richmond*, demandant l'autorisation pour construire et maintenir des escatades en travers de la Rivière *St François*, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond*, et pour d'autres fins.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de *Henry Lyman* et autres, de *Montréal*, demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de " Société pour la prévention des mauvais traitements aux femmes et aux enfants, de *Montréal* " et a trouvé qu'elle était de la nature de celles qui ne demandent pas d'avis.

M. Marion, du Comité Spécial nommé aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Joseph Marion*, Ecuier, pour son Président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à cinq membres.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre, le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de faire rapport, qu'il a pris en considération le Bill concernant la légalisation et la garde des Régistres de Sépultures tenus par la congrégation de *Notre-Dame*, de *Montréal*, à *Villa-Maria*, et qu'il y a fait des amendements.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Trudel* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Spécial nommé aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal.

Ordonné, Que M. *Martel* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte électoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Martel* ait la permission d'introduire un Bill pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Spécial nommé aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission d'introduire un Bill autorisant *Jean Cyrille Bédard* à construire et à maintenir des escatades en travers sur la Rivière *St François*, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission d'introduire un Bill pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du Pont *St. François*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le Bill concernant la légalisation et la garde des registres de sépulture tenus par la Congrégation de Notre Dame à *Villa Maria*, soit imprimé de nouveau, vu qu'il a été rapporté en manuscrit par le Comité de Législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

—Par M. *Picard*.—J'ai l'honneur de demander au gouvernement s'il a l'intention d'augmenter le subside accordé à la Compagnie du chemin de fer de la Vallée des *Rivières Noire et Missisquoi*, et d'en porter le montant à quatre mille piastres par mille de chemin ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Si les ressources de la Province le permettent, le gouvernement complètera, pour cette Compagnie, le subside de quatre mille piastres, accordé aux autres Compagnies, dans des conditions analogues ; mais dans tous les cas, cet aide ne serait accordé, que lorsque la Compagnie aura démontré, à la satisfaction du Gouvernement, qu'elle est en état de compléter la construction et l'équipement de sa ligne, en ajoutant cet aide aux autres ressources dont elle dispose.

Par M. *Watts*.—L'octroi à la Société d'Agriculture du Comté de *Drummond* pour l'année dernière a-t-il été payé ; et si non, pourquoi ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement a payé une moitié de cet octroi sur la recommandation du Conseil d'Agriculture, et attend l'action de ce Conseil pour payer l'autre moitié.

Par M. *Gauthier*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'introduire une mesure, durant cette Session, pour assurer la construction immédiate du chemin de fer du *Lac St Jean* ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement a déjà eu plusieurs fois l'accasion d'expliquer l'intérêt qu'il porte à la construction de cette importante voie ferrée ; et il n'a pas l'intention de retirer, ni de diminuer la valeur de ses promesses ; mais ce chemin étant la propriété d'une Compagnie Privée, c'est à cette dernière de déterminer le progrès des travaux qu'elle entend faire dans la construction de ce chemin.

Par M. *Robillard*.—Comme le Gouvernement n'a pas fait circuler, depuis plusieurs mois, les convois nécessaires sur le Chemin de Fer, depuis la Jonction de *Lanoraie* au Village de *Lanoraie*, le Gouvernement se propose-t-il de faire circuler ces convois régulièrement, à l'avenir ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement a l'intention de maintenir cette partie de chemin en bon état de réparation et donnera l'accommodation nécessaire pour les besoins du public.

Par M. *Thornton*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de soumettre, pendant la présente Session, un projet de loi concernant les biens de famille (*homestead*) en cette Province ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Flynn*.—C'est l'intention du Gouvernement.

Par M. *Poupore*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'octroyer, cette année, au Comté de *Pontiac*, pour les fins de la Colonisation, une plus forte somme que celle octroyée les années précédentes ?

Réponse de l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement, dans la distribution de l'octroi annuel, aura égard à l'importance et aux besoins du Comté de *Pontiac*, pour les fins de la Colonisation.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*,—remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la Signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative le Contrat entre la Province de *Québec* et le syndicat du chemin de fer du Nord, et le recommande à l'attention favorable de Votre Honorable Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 23 Mars 1882. }

CONTRAT ENTRE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET LE SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE LA RIVE NORD.

Le quatrième jour du mois de Mars mil huit cent quatre-vingt-deux, en la Cité de *Montréal*, par le présent document signé en double,—

Sa Majesté la Reine, agissant pour et au nom de la Province de *Québec* par l'Honorable *J. A. Chapleau*, Premier Ministre et Commissaire des Chemins de Fer de cet Province, désigné ci-après sous le nom de "Gouvernement," et l'Honorable *Thomas McGreevy*, de la Cité de *Québec*, *Alphonse Desjardins* de la Cité de *Montréal*, *Aldéric Ouimet*, de la Cité de *Montréal*, tous trois membres de la Chambre des Communes du Canada, et *Louis Adélard Sénécal*, de la Cité de *Montréal*, gentilhomme, désignées ci-après sous le nom de Syndicat, ont arrêté entr'eux les conventions suivantes, sujettes à ratification de la Législature de la Province de *Québec*, ainsi qu'il est ci-après pourvu :

1. Le gouvernement vend, avec garantie contre tous troubles, hypothèques, évictions et empêchements quelconques, aux Syndicat, ce acceptant :

Cette partie du Chemin de Fer maintenant connue comme la Section Est du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, depuis la Jonction, à *Saint Martin*, de cette Section Est avec la Section Ouest du même chemin, vendue par le Gouvernement à la Compagnie du Chemin du Pacifique Canadien, par contrat de ce jour (quatre Mars mil huit cent quatre-vingt-deux), jusqu'au terminus de cette Section Est dans la Cité de *Québec*.

Les embranchements de ce chemin, connus sous les noms d'embranchements des *Piles*, de *Joliette*, de *Berthier*, et de la ligne de Ceinture des *Trois-Rivières* ; le premier de ces embranchements, celui des *Piles*, s'étendant depuis sa jonction avec le chemin vendu, à environ deux milles de la Cité des *Trois-Rivières*, jusqu'à son terminus à l'endroit communément appelé les *Grandes Piles* ; le second celui de *Joliette*, depuis le Village de *Lanoraie*, dans le District de *Joliette*, jusqu'à son terminus, à *St Félix de Valois* ; le troisième celui de *Berthier*, depuis la Station du Chemin de Fer, à *Berthier*, District de *Richelieu*, jusqu'à son terminus dans la ville de *Berthier* ; le quatrième, savoir la ligne de Ceinture des *Trois-Rivières*, comprenant les deux lignes qui s'étendent depuis le Chemin de Fer jusqu'au port des *Trois-Rivières*.

2. Sont compris dans la présente vente :—

a. L'ancienne cour à bois du Gouvernement, à *Québec*, désignée au cadastre de sous le numéro ;

b. Le terrain qui appartient actuellement au Gouvernement dans l'emplacement connu sous le nom de "la *Pointe au Lièvre*," dans ou près de la Cité de *Québec*, désigné au cadastre sous le numéro ;

c. Le terrain situé dans la Cité de *Montréal*, connu sous le nom de "propriété *Belle Rive*," désigné au cadastre du Quartier *Ste Marie* de la Cité de *Montréal*, sous le numéro 1593 ;

d. La moitié sud de la propriété située dans la Cité de *Montréal*, connue sous le nom de "propriété *McDonald*," désignée au cadastre du Quartier *Ste Marie*, de la Cité de *Montréal*, sous le numéro 615 ;

e. Un terrain, situé à *Hochelaga*, de quatre arpents en superficie, que la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique-Canadien doit livrer au Gouvernement en vertu du contrat susdit ;

f. Tous les terrains, gares, bâtisses, quais, lignes télégraphiques, etc., etc., dépendants des Chemins de Fer vendus par les présentes ;

g. L'outillage actuellement en usage et le matériel roulant qui dépend du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* et de ses embranchements, déduction faite de cette partie de l'outillage et du matériel roulant qui doit être livrée à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, en vertu de la vente que lui a consentie le Gouvernement ;

h. Tous les biens et effets appartenant au Gouvernement qui se trouvent actuellement dans les magasins, sur la voie et sur les propriétés dépendantes du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, déduction faite de ce qui doit revenir à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, en vertu du susdit contrat de vente.

3. La description ci-dessus n'est pas limitative, l'intention des parties étant d'inclure dans ce contrat, tout ce qui dépend du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* et lui est accessoire, moins ce qui a été vendu à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien.

4. Le Gouvernement cède et transporte par la présente vente au Syndicat, tous les droits et privilèges se rattachant aux Chemins de Fer cédés et vendus par les présentes qui lui sont acquis en vertu de la loi et de ses autres titres, de quelque nature qu'ils soient, et notamment tous les droits et privilèges que le Gouvernement a acquis et qui lui sont réservés par le contrat de vente susdit, qu'il a consenti à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, le Gouvernement subrogeant le Syndicat dans tous tels droits et privilèges.

5. Le Gouvernement s'oblige en outre à faire tous ses efforts, afin d'obtenir pour le syndicat, du Gouvernement de la Puissance, un traité pour le transport des marchandises sur le Chemin de Fer Intercolonial, et aussi la construction d'un embranchement du dit Chemin de Fer Intercolonial, depuis la Paroisse de *St Charles* jusqu'à la *Pointe Lévis*, et la construction par le Gouvernement Fédéral, à *Lévis*, des quais, engins, machines et autres ouvrages nécessaires pour l'établissement d'une traverse par bateau à vapeur de *Québec*, (au terminus du Chemin de Fer vendu) jusqu'à *Lévis* (au terminus de l'embranchement susdit de *St Charles*,) pour le transport des chars sans déchargement (*without breaking bulk*,) et aussi sa contribution pour moitié dans le coût et les bateaux traversiers qui seront requis.

6. De son côté, le Syndicat s'oblige à remplir et à exécuter au lieu et place du Gouvernement, et à ses propres frais, chacune des obligations auxquelles est actuellement tenu le Gouvernement, en vertu du contrat qu'il a fait avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, et, notamment, celle de faire et exécuter les travaux et construction, dans la Cité de *Montréal* et ses environs, que le Gouvernement s'était obligé par le contrat susdit de faire exécuter, et le Syndicat paiera la part du Gouvernement dans l'embranchement d'*Hochelaga* à la propriété *MacDonald* et à la propriété de la Prison, et en considération de cet engagement de la part du Syndicat, le Gouvernement lui transporte par les présentes les deux cent quarante mille piastres que la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien doit lui payer pour la confection des travaux.

7. Le Syndicat s'oblige à faire et à compléter les travaux d'extension requis pour mettre les chemins qu'il acquiert en communication directe avec le Chemin de Fer Intercolonial, et à faire et à construire, au terminus, à *Québec*, les quais, engins, machines et autres ouvrages requis pour l'établissement de la traverse dont il est question plus haut, et, de plus, à contribuer pour moitié dans le coût et les frais des bateaux traversiers qui seront requis. Au nombre des ouvrages que le Syndicat s'oblige à faire, sont ceux décrits et énumérés dans la cédula A annexée aux présentes.

8. Le Syndicat prend les chemins qu'il acquiert dans l'état où il se trouvent actuellement ; il s'oblige, sous les conditions ci-après mentionnées, à faire tous les travaux mentionnés dans la cédula B, pour la réparation et la complétion des chemins, et il s'oblige en outre à tenir continuellement les dits chemins en bon ordre.

9. Le Syndicat s'oblige à circuler sur les Chemins de Fer vendus autant de convois qu'il sera nécessaire pour suffire aux besoins du trafic, et au moins un convoi à passagers sur tout le parcours des chemins, dans chaque direction, tous les jours, les dimanches exceptés.

10. Le Syndicat se charge de l'exécution de tous les contrats relatifs au trafic sur les chemins vendus, qui lient le Gouvernement, et les profits qui accroîtront sur iceux, à compter de la livraison des chemins vendus, iront au Syndicat.

11. Le Syndicat admettra les permis de circulation et billets de passage qui auront été donnés par le Gouvernement pour l'année courante.

12. Le département des mécaniciens, le bureau des ingénieurs et les ateliers de construction et de réparation du dit chemin seront dans la cité de *Québec*, et le Syndicat gardera à son service, autant que, dans son opinion, la chose sera compatible avec la bonne administration de son chemin, les employés actuellement au service du Gouvernement ; et le Syndicat ne congédiera sans cause, aucun des employés actuels, sans lui donner au moins un mois d'avis ou une compensation raisonnable.

13. Cette vente est faite pour le prix de \$4,000,000, en déduction duquel le Syndicat devra lors de la livraison, une somme de \$500,000, et sur la balance de \$3,500,000 le Gouvernement pourra, en donnant un avis préalable de six mois au Syndicat, exiger un autre paiement de \$300,000 après l'expiration de l'année qui suivra le premier paiement ; et à l'expiration de cinq ans à partir de la livraison, le Gouvernement aura, en tout temps, le droit, en donnant au Syndicat un an d'avis, d'exiger le paiement intégral de toute balance qui restera alors due sur le prix de vente susdit, et dans tous les cas, cette balance deviendra due et exigible à l'expiration de vingt ans.

14. Le Syndicat pourra en tout temps acquitter son prix de vente en donnant au Gouvernement un avis préalable de six mois.

15. L'intérêt courra sur la balance du prix de vente, à raison de cinq par cent par an du jour de la livraison, et sera payable le premier de mars et de septembre de chaque année, à commencer le 1^{er} septembre prochain.

16. Le Syndicat s'oblige à faire les travaux nécessaires pour compléter la ligne de ceinture des *Trois-Rivières*, ainsi qu'à remplacer par des rails d'acier ceux qui sont actuellement sur l'embranchement des Piles, au fur et à mesure qu'il deviendra nécessaire de les renouveler, et à établir une ligne de bateaux à vapeur entre les *Grandes-Piles* et la *Tuque* ; mais le Syndicat ne sera tenu de remplir aucune de ces trois obligations que dans le cas où il touchera les débiteures au montant de cent mille piastres, qui ont été votées pour la Cité des *Trois-Rivières*, le Gouvernement subrogeant le Syndicat dans tous ses droits contre la Cité des *Trois-Rivières* à cette fin.

17. Le Gouvernement cède et transporte au Syndicat, tous ses droits contre la corporation de la Cité de *Québec* relativement au Chemin de Fer de *Québec*,

Montréal, Ottawa et Occidental, et il s'oblige à lui remettre, lors de la livraison des chemins, les débentures que la corporation de la cité de *Québec* a données à compte de sa souscription au montant de \$400,000 (toute débenture qui ne pourra pas être livrée par le Gouvernement devra être payée au pair). En outre, le Gouvernement subroge le Syndicat dans tous les droits qu'il peut avoir et réclamer sur la propriété située à *Québec*, communément appelée : "Terrain du Palais," en face de la propriété connue sous le nom de : "Parc à bois du Gouvernement." En considération de ce transport, le Syndicat assume toutes les obligations du Gouvernement vis-à-vis de la corporation de la cité de *Québec*, et s'oblige en outre à payer au Gouvernement, lors de la livraison des chemins, une somme de \$500,000.

18. Dans le cas où le Syndicat ne tiendrait pas les dits chemins ou aucune partie d'iceux, ou leur matériel roulant, en bon ordre, il devra pourvoir à réparer ce défaut et à tout remettre en bon ordre, sous un délai de trente jours, après en avoir reçu avis du Gouvernement. Et s'il arrivait qu'il y eût divergence d'opinion sur le mauvais état de ou des dits chemins, ou du matériel roulant, ou sur les réparations à faire, ce différend sera soumis à l'arbitrage de trois personnes désintéressées, dont une sera nommée par chacune des parties à ce contrat, et la troisième par le ministre des Chemins de Fer de la Puissance du *Canada*. Et si le Syndicat refuse ou néglige pendant trente jours, après tel avis, ou dans le cas de divergence, après la signification de la sentence arbitrale, de faire les réparations requises ou ordonnées, alors le délai pour le paiement de la balance due sur le capital, cessera, et, nonobstant toute disposition contenue aux présentes, la dite balance deviendra exigible en totalité immédiatement.

19. Dans le cas où le Syndicat négligerait ou refuserait de faire aucun des paiements de capital ou d'intérêts stipulés aux présentes, lors de leur échéance, et que cette négligence ou ce refus durerait pendant trente jours, le montant entier du capital stipulé aux présentes, qui n'aura pas encore été payé, deviendra immédiatement dû et exigible.

20. Les chemins vendus et livrés, leurs dépendances et leur matériel roulant, ainsi que les propriétés ci-dessus décrites et qui sont comprises dans la présente vente, seront et demeureront hypothéqués pour la garantie du paiement du prix de vente en capital et intérêts, et de plus, jusqu'à concurrence d'une somme de \$500,000, pour la due exécution des travaux mentionnés dans les cédules A et B ; mais cette dernière hypothèque deviendra nulle du moment que des travaux à un montant de \$200,000 auront été faits à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, qui devra alors donner main levée de cette hypothèque.

21. Le Syndicat sera constitué en compagnie incorporée, à la prochaine session de la Législature de la Province de *Québec*, avec tous les pouvoirs requis pour lui permettre d'exécuter le présent contrat. Cette condition est de rigueur. Et, à dater de l'incorporation de la compagnie, tous les droits et privilèges conférés au Syndicat par les présentes passeront à la compagnie, qui sera dès lors assujétie à toutes les obligations assumées par le Syndicat, et, dès ce moment, la responsabilité individuelle des Membres du Syndicat cessera.

22. Le Gouvernement s'oblige à soumettre le présent contrat à la ratification de la Législature de *Québec*, à sa prochaine session.

Et les parties ont signé.

(Signé),

J. A. CHAPLEAU,
THOS MCGREEVY,
ALPHONSE DESJARDINS,
ALDÉRIC OUMET,
L. A. SÉNÉCAL.

En présence de

(Signé),

BEN. GLOBENSKI, } Témoins.
J. E. ROY, }

CÉDULE A.

(Estimés Approximatifs.)

Travaux requis pour raccorder le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, avec le Chemin de Fer *Intercolonial*, et le service des bateaux traversiers.

10. Acquisition, location, ou construction de quais (ceux en usage actuellement coûtent \$6,500 par année) soit un capital de.....	\$130,000
20. Travaux sur les quais, hangards, voies d'évitement, etc, etc.	30,000
30. La moitié du coût des bateaux traversiers et de leurs accessoires.....	90,000
	<u>\$250,000</u>

CÉDULE B.

(Estimés Approximatifs.)

TRAVAUX A MONTRÉAL.

Prolongement de la ligne et construction de bâtiments sur le terrain <i>Belle-Rive</i>	33,000
--	--------

TRAVAUX GÉNÉRAUX.

Ballast pour compléter la voie jusqu'à <i>Québec</i>	33,000
--	--------

TRAVAUX A TROIS-RIVIÈRES.

Comprenant les travaux sur le chemin de Ceinture,—la substitution des rails d'acier aux rails de fer sur le chemin de Ceinture et sur l'embranchement des <i>Piles</i> ,—travaux sur les quais,—navigation sur le <i>Saint-Maurice</i> depuis les <i>Grandes-Piles</i> jusqu'à la <i>Tuque</i>	\$140,000
--	-----------

TRAVAUX A QUÉBEC.

Ateliers,—achèvement de la rue <i>St André</i> ,—prolongement de la ligne jusqu'à eau profonde sur les quais du bassin " <i>Louise</i> " —déplacement de la voie sur la rue du <i>Prince-Edouard</i> , soit en expropriant un côté de la rue, ou en changeant complètement la voie, et en passant sur les terrains connus sous le nom de <i>Pointe-au Lièvre</i>	\$225,000
	<u>\$448,000</u>

(Ces derniers ouvrages sont compris dans les obligations entre le Gouvernement et la Cité de *Québec*, que le Syndicat offre d'assumer).

Les Cédules A et B ci-haut sont celles auxquelles il est référé dans le contrat ci-annexé.

Montréal, 4 Mars 1882.

(Signé),

J. A. CHAPLEAU,
THOS. MCGREEVY,
ALPH. DESJARDINS,
ALDÉRIC OUMET,
L. A. SÉNÉCAL.

En présence de

(Signé) BEN. GLOBENSKI, } Témoins.
J. E. ROY.

ANNEXE AU PRÉCÉDENT CONTRAT.

CONSTITUTION DE LA COMPAGNIE.

1. L'Hon. *Thomas McGreevy*, M. P., MM. *Pierre V. Valin*, M. P., *James Gibb Ross*, armateur, *Nazaire Turcotte*, importateur, *Wm. J. Withall*, négociant, *Guillaume Bresse*, manufacturier, *Charles Samson*, négociant, tous de la Cité de Québec; *William E. Carrier*, manufacturier, de la Ville de Lévis; *Télesphore E. Normand*, Ecr., de la Cité des Trois-Rivières; *Alphonse Desjardins*, M. P., *Aldéric Ouimet*, M. P., *Melanchton H. Gault*, M. P., *Louis Adélarde Sénécal*, entrepreneur de chemins de fer, *John McDougall*, manufacturier, *Victor Hudon*, manufacturier, *Wilfrid Provost*, avocat, *Jean-Baptiste A. Mongenais*, marchand, *J. Moïse Dufresne*, marchand, *Jean-Baptiste Renaud*, directeur de banque, *Guillaume Boivin*, manufacturier, *David Morrice*, marchand, *Robert Cowan*, manufacturier, tous de la Cité de Montréal; l'Hon. *Bradley Barlow*, sénateur de la Ville de *St Albans*, *Vermont*, *Etats-Unis*; et *R. J. Kimbal*, banquier, *Louis Belloni*, propriétaire de mines, de la Cité de *New-York*, *Etat de New-York*, *Etats-Unis*, et telles autres personnes et Corporations qui deviendront actionnaires de la Compagnie par le présent constituées seront et sont constitués corps politique et corporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de la rive Nord".

2. Le capital social de la Compagnie sera de un million de piastres, divisé en actions de cent piastres chacune, lesquelles seront transférables de telle manière et à telles conditions que pourront prescrire les statuts de la Compagnie; et ces actions, ou tout nombre de ces actions, pourront être accordées et émises comme actions libérées pour valeur reçue *bonâ fide* par la Compagnie, soit en argent et au pair ou à tels prix et conditions que le Conseil des Directeurs pourra établir, et comme partie de la considération de tout contrat passé par la Compagnie.

3. Dès que le capital social de la Compagnie sera souscrit, et cinquante pour cent de cette somme auront été versés, et qu'un dépôt de cinquante mille piastres aura été fait entre les mains du Trésorier de la Province de Québec, en argent, pour l'objet et conformément aux conditions stipulées dans le précédent contrat, le dit contrat deviendra et sera transféré à la Compagnie sans qu'il soit nécessaire d'exécuter aucun acte ou instrument à cet effet; et ces conditions, une fois remplies, la Compagnie sera investie de tous les droits des entrepreneurs nommés dans le dit contrat, et elle sera tenue à l'exécution et assujétie à la responsabilité résultant de tous leurs devoirs et obligations, dans la même mesure et de la même manière que si le dit contrat eût été consenti par elle et non par les dits entrepreneurs,—et dès lors, les entrepreneurs, comme particuliers, cesseront d'avoir aucun droit ou intérêt dans le dit contrat, et ils ne seront assujétis à aucune obligation ou responsabilité créée par le contrat autrement que comme membres de la Corporation par le présent constituée. Et les dites conditions relatives à la souscription du capital, à son versement partiel et au dépôt de cinq cent mille piastres étant remplies à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la publication par le Secrétaire Provincial, dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'un avis de transfert du contrat à la Compagnie sera une preuve probante de tel transfert.

4. Toutes les immunités et tous les pouvoirs nécessaires ou utiles à la Compagnie pour qu'elle remplisse, exécute, fasse exécuter et se prévale de chaque condition, stipulation, obligation, devoir, droit, recours, privilège et avantage convenus, mentionnés ou énoncés dans le dit contrat, sont par le présent conférés

à la Compagnie. Et les dispositions spéciales ci après établies ne seront pas censées porter atteinte ou déroger à la généralité des immunités et pouvoirs qui lui sont par le présent ainsi conférés.

DIRECTEURS.

5. L'Hon. *Thomas McGreevy*, M. P., MM. *Pierre Valin*, M. P., *James Gibb Ross*, armateur, *Nazaire Turcotte*, importateur, *Wm. J. Withall*, négociant, *Guillaume E. Bresse*, manufacturier, *Charles Samson*, négociant, tous de la Cité de Québec ; *William E. Carrier*, manufacturier, de la Ville de Lévis ; *Télesphore E. Normand*, Ecr., de la Cité des Trois-Rivières ; *Alphonse Desjardins*, M. P., *Aldéric Ouimet*, M. P., *Melanchton H. Gault*, M. P., *Louis Adélarde Sénécal*, entrepreneur de chemins de fer, *John McDougal*, manufacturier, *Victor Hudon*, manufacturier, *Wilfrid Prévost*, avocat, *Jean-Baptiste A. Mongenais*, marchand, *J. Moïse Dufresne*, marchand, *Jean-Baptiste Renaud*, directeur de banque, *Guillaume Boivin*, manufacturier, *David Morrice*, marchand, *Robert Cowan*, manufacturier, tous de la Cité de Montréal ; l'Hon. *Bradley Barlow*, sénateur, de la Ville de St Albans, Vermont, *Etats-Unis* ; *R. J. Kimball*, banquier, *Louis Belloni*, propriétaire de mines, de la Cité de New-York, Etat de New-York, *Etats-Unis*, sont par le présent constitués les premiers directeurs de la Compagnie ; et la majorité des directeurs, le président compris, devra être composée de sujets Britanniques. Le conseil des directeurs ainsi constitué aura tous les pouvoirs par le présent conférés aux directeurs de la Compagnie, et ils resteront en charge jusqu'à la première réunion annuelle des actionnaires de la Compagnie.

6. Chacun des Directeurs de la Compagnie par le présent nommés ou qui par la suite seront nommés ou élus, devra être porteur d'au moins cent actions du fonds social de la Compagnie. Mais le nombre des directeurs que les actionnaires éliront à l'avenir, et qui n'excédera pas neuf, sera déterminé par statut. Leur élection se fera au scrutin.

7. Le conseil de direction pourra choisir parmi ses membres un comité exécutif composé d'au moins trois Directeurs, pour la gestion ordinaire des affaires de la Compagnie, et auquel seront confiés tels pouvoirs et devoirs que détermineront les statuts. Le Président sera *ex-officio* membre de ce Comité.

8. Le siège principal des affaires de la Compagnie sera établi dans la ville de Québec ; mais la Compagnie pourra vaquer à ses affaires dans toute localité où il sera besoin, et où les Directeurs ou Actionnaires pourront se réunir lorsqu'ils y seront convoqués ainsi que le prescriront les statuts. La Compagnie ouvrira aussi, et tiendra ouvert à Montréal, constamment durant les heures d'affaires, un bureau où pourront lui être signifiées toutes procédures judiciaires, ou actes extra-judiciaires, pour toutes affaires émanant du District de Montréal.

ACTIONNAIRES.

9. La première assemblée annuelle des Actionnaires de la Compagnie, pour l'élection des Directeurs, aura lieu le premier mercredi de juin mil huit cent quatre vingt-deux, au bureau principal de la Compagnie à Québec ; et l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, pour l'élection des Directeurs et l'expédition des affaires en général, aura lieu à l'avenir le même jour de chaque année et au même lieu. Avis de chacune de ces assemblées sera publié pendant deux semaines dans la *Gazette Officielle de Québec* et par telle autre voie de publicité qui sera de temps à autre prescrite par les statuts.

10. Les assemblées générales spéciales des Actionnaires pourront être convoquées ainsi que le prescriront les statuts. Et avis de ces assemblées sera donné de la même manière que pour les assemblées générales annuelles, mention étant faite du motif de leur convention.

11. Le dit bureau des Directeurs pourra employer un ou plusieurs des directeurs comme directeur ou directeurs rémunérés, pourvu toujours qu'aucune personne ne sera Directeur, à moins qu'elle ne soit porteur ou propriétaire d'au moins cent actions dans le fonds de la Compagnie, ni à moins qu'elle ne soit pas arriérée dans aucun versement sur icelles. Et le dit bureau pourra également pourvoir à la rémunération de tout comité exécutif de tels directeurs, au transport du capital social et des actions, à l'enregistrement et l'inscription du capital des actions et des délibérations, et au transport des obligations enregistrées ; au paiement des dividendes et des intérêts et à toutes autres matières que le dit contrat ou le présent acte autorisent. Mais tels règlements n'auront aucune force ou vigueur après la prochaine assemblée générale des Actionnaires qui suivra l'adoption de ces règlements, à moins qu'ils ne soient approuvés par cette assemblée.

12. Tout Conseil Municipal d'une municipalité qui accordera, après la passation de cette Acte, un bonus en aide à l'un des dits chemins de fer ou ses embranchements contrôlé par la Compagnie pour un montant de pas moins de vingt mille dollars, aura droit de nommer une personne chaque année, pour être Directeur de la Compagnie, outre tous les autres Directeurs autorisés par le présent Acte, mais telle Municipalité n'encourra aucune responsabilité par la nomination de tel directeur et n'aura pas droit de voter sur son stock à l'élection des Directeurs.

13. Aux élections des Directeurs, en vertu du présent Acte, et dans la transaction de toutes affaires aux assemblées générales des Actionnaires, chaque actionnaire aura droit à autant de votes qu'il possédera d'actions sur lesquelles les versements demandés auront été payés, et à toute assemblée de tels actionnaires, il pourra voter par procuration, pourvu que telle procuration, soit donnée à un actionnaire de la Compagnie.

14. Après le premier versement auquel il est pourvu par le présent acte, nulle demande de versement sur les actions non libérées ne pourra excéder vingt pour cent de leur montant.

CHEMIN DE FER ET LIGNE DE TÉLÉGRAPHE.

15. La Compagnie pourra acquérir, entretenir et exploiter une ligne continue de Chemin de Fer, d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, lequel Chemin de Fer s'étendra depuis l'endroit connu sous le nom, de jonction de *St Martin*, jusque dans les limites de la Cité de *Québec*, ainsi que sur les branches connues sous le nom de branche de *Joliette*, branche de *Berthier*, branche des *Piles* et chemin de ceinture des *Trois-Rivières*, et sur tous autres embranchements qui seront par la suite construits par la dite Compagnie, lesquels seront de la largeur susdite et sur tout prolongement de la dite ligne principale de Chemin de Fer qui sera par la suite fait ou acquis par la Compagnie, lesquelles dites lignes et branches constitueront la ligne du Chemin de Fer ci-après appelée "le Chemin de Fer du Nord."

16. La Compagnie pourra construire, entretenir et exploiter une ligne continue de télégraphe et des lignes de téléphone sur tout le parcours du Chemin de Fer du Nord, ou sur une partie quelconque de ce chemin, et pourra aussi construire ou acquérir pas achat, bail ou autrement, toutes autre lignes de télégraphe en correspondance avec cette ligne sur le parcours du dit Chemin de Fer, et pourra entreprendre la transmission des dépêches pour le public par cette ligne ou ces lignes de télégraphe ou de téléphone, et recevoir des rétributions pour ce service ; ou elle pourra prendre à bail cette ou ces lignes de télégraphe ou de téléphone, ou toute partie de ces lignes ; et si elle juge à propos d'entreprendre la transmission des dépêches pour rétribution, elle sera assujétie aux dispositions des quatorzième et seizième sections du chapitre soixante-sept des Statuts Refondus du *Canada*. Et elle pourra utiliser tout perfectionnement qui pourra être inventé par la suite (sujet aux droits des brevetés) pour télégraphier ou téléphoner, et tous autres moyens de communication que la Compagnie pourra en tout temps par la suite juger utiles et avantageux.

POUVOIRS.

17. L'Acte *Refondu des Chemins de Fer, 1880*, " en tant que ses dispositions sont applicables à l'entreprise autorisée par cette charte, et en tant qu'elles ne sont pas incompatibles ou contradictoires avec les dispositions de celle-ci, et sauf et excepté tel que ci-après prescrit, sont incorporées dans le présent acte.

18. Les troisième et quatrième paragraphes de la section vingt-deux de l'Acte *Refondu des Chemins de Fer de Québec, 1880*, " seront subordonnés aux dispositions suivantes, savoir : que si avant l'achèvement du paiement pour le prix de l'achat du dit Chemin de Fer ou pour les constructions comprises dans le dit contrat, un transfert paraissait avoir été fait de quelque action ou part dans la Compagnie, ou si la transmission de quelque action est effectuée en vertu des dispositions du dit paragraphe quatre, à une autre personne qu'elle soit ou non actionnaire de la Compagnie, et si le conseil juge qu'il n'est pas à propos que la personne à laquelle ce transfert sera fait ou cette transmission effectuée, soit acceptée comme porteur de ces actions transférées, les directeurs pourront par résolution opposer leur veto à ce transfert ou à cette transmission ; et après cela, et jusqu'après l'achèvement du dit paiement pour le prix d'achat du dit Chemin de fer et pour les constructions comprises dans le dit contrat, cette personne ne sera pas reconnue comme porteur de telles actions ainsi transférées dans la Compagnie ; et l'actionnaire primitif ou sa succession, selon le cas, resteront assujétis à toutes les obligations d'un actionnaire de la Compagnie, et auront tous les droits conférés à un actionnaire en vertu du présent Acte, mais si le transfert de telles actions a été opéré du consentement du conseil de direction, alors toute responsabilité de l'actionnaire primitif cessera. Mais toute société possédant des actions libérées de la Compagnie, pourra transférer ces actions en tout ou en partie à tout membre de cette société ayant déjà un intérêt comme tel dans ces actions, sans être assujétie à tel veto. Et au cas où tel veto serait exercé, il sera pris note du transfert et de la transmission ainsi empêchée afin qu'il soit inscrit dans les livres de la Compagnie après l'achèvement du paiement pour le prix d'achat du Chemin de Fer et des travaux comme susdit ; mais jusqu'à tel achèvement, le transfert ou la transmission ainsi empêché ne confèrera aucuns droits et n'aura aucun effet quelconque en ce qui concerne la Compagnie.

19. La dite Compagnie devra fournir toutes les facilités raisonnables à la Compagnie du Chemin de Fer du *Lac St Jean*, à la Compagnie du Chemin de Fer Pacifique Canadien, ainsi qu'au Chemin de Fer Intercolonial et au *Québec Central*, pour la réception, l'expédition et la livraison du trafic des Chemins de Fer des dites Compagnies, respectivement, ainsi que pour le retour des voitures, plates-formes et autres véhicules.

20. La Compagnie, en vertu de l'autorisation d'une assemblée générale spéciale de ses actionnaires, et comme prolongement du chemin de fer qu'elle est par le présent autorisée à exploiter et à terminer, pourra acheter ou acquérir, par bail ou autrement, et posséder ou exploiter une ligne ou des lignes de chemin de fer prolongeant son chemin à l'Est de *Québec* sur la rive Nord du *St-Laurent* ou se raccordant par voies latérales au dit chemin sur la dite rive Nord du *St-Laurent* ou elle pourra acquérir des droits de circulation sur aucun de ces dits Chemins de Fer actuellement construits ou à construire et plus spécialement elle aura le pouvoir d'exercer sans autre législation les droits de circulation avec ses engins et ses trains et tous les privilèges qui lui sont conférés par le présent contrat sur cette partie du chemin de fer cédé à la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, depuis la Jonction de *St Martin* jusqu'à la station aux Casernes de la Porte de *Québec*, dans la Cité de *Montréal*, et tout les engagements et obligations pris par la compagnie du chemin de fer du Pacifique envers le Gouvernement de la Province de *Québec*, sont par le présent confirmés, ratifiés et transférés en ce qui concerne la partie du chemin de fer de *Québec* à *St Martin*, à la compagnie du chemin de fer du Nord qui pourra exercer sans restriction

tous les pouvoirs conférés par législation au Gouvernement de la Province de Québec en relation avec la dite ligne de chemin de fer depuis Québec jusqu'à Montréal, entr'autres le droit de prolonger le dit chemin directement depuis St Vincent de Paul jusqu'à Montréal. Et la compagnie possédera à l'égard de toutes lignes de chemins de fer ainsi achetées ou acquises, et devenant la propriété de la compagnie, les mêmes pouvoirs au sujet de l'émission d'obligations sur ces lignes, ou aucune d'entre elles, que ceux possédés par elle pour sa ligne principale, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres par mille. Mais cette émission d'obligation ne préjudiciera en rien au droits d'aucun détenteur d'hypothèque ou autre redevance déjà existante sur aucune ligne de chemin de fer ainsi achetée ou acquise ; et le montant des obligations dont l'émission est par le présent autorisée sur cette ligne de chemin de fer, sera réduit du montant des hypothèques ou redevances dont elle sera ainsi grevée.

21. La Compagnie aura, en autant que cette Législature peut le conférer, le pouvoir et l'autorisation de construire et entretenir des chantiers, élévateurs, quais, cales et jetées en tout endroit où elle acquerra de l'autorité compétente, l'usage ou la propriété des terrains ou travaux utilisés, sur le parcours du dit Chemin de Fer du Nord ou en correspondance avec lui, et à tous ses termini sur des eaux navigables, pour la commodité et le service des vapeurs et élévateurs ; et aussi d'acquérir et exploiter des élévateurs, prendre des arrangements avec tous navires à vapeur et autres pour le transport des cargaisons et voyageurs sur aucun point qui pourra se relier au Chemin de Fer du Nord, ainsi que de tenir des bateaux traversiers pour les voyageurs et le trafic dans la dite Province de Québec, et de faire tous contrats et arrangements avec toute personne ou Corporation quelconque qui sont par le présent acte, autorisés à cet effet, pour les objets mentionnés ou autrement pour l'avantage de la Compagnie.

OBLIGATIONS.

22. La compagnie, sur l'autorisation d'une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée à cet effet, pourra émettre des obligations hypothécaires jusqu'à concurrence de vingt-cinq mille piastres par mille du chemin de fer du Nord, pour les fins de l'entreprise autorisée par le présent acte, lesquelles constitueront après le privilège de bailleur de fonds et l'hypothèque spéciale créés par la clause vingt du dit contrat, une première hypothèque, et auront priorité sur le dit chemin de fer construit ou acquis, et qui sera construit ou acquis par la suite, et sur ses biens et propriétés meubles et immeubles acquis et à acquérir par la suite, y compris le matériel roulant et l'outillage, et sur ses péages et revenus (déduction faite sur tels péages et revenus des frais d'exploitation), et sur les immunités de la compagnie, le tout tel qu'il sera déclaré et décrit comme étant ainsi hypothéqué dans tout acte d'hypothèque tel que ci-après prescrit. Et telles hypothèque et priorité pourront être établies par un acte ou des actes d'hypothèque consentis par la compagnie, sur autorisation de ses actionnaires exprimée par une résolution adoptée à telle assemblée générale spéciale ; et tout tel acte pourra contenir telle description de la propriété hypothéquée par tel acte, et telles conditions au sujet du paiement des obligations garanties par l'hypothèque, et de l'intérêt qu'elle portera, et énoncer les recours dont jouiront les détenteurs de ces obligations ou leurs fidéicommissaires, à défaut de paiement, et la manière d'user de ces recours, et pourra prescrire telle déchéances et pénalités pécuniaires, à défaut de tel paiement qui pourront être approuvés par cette assemblée. Et tel acte d'hypothèque, ainsi que ses prescriptions faites en vertu du présent, et telles autres de ses stipulations qui auront pour but (avec la même approbation) de conférer tels plus amples et autres pouvoirs et privilèges, à tel ou tels fidéicommissaires et à tels porteurs d'obligations, qui ne seront pas contraires à la loi ou aux dispositions du présent acte, sesont valides et obligatoires.

23. L'expression " frais d'exploitation " signifiera et comprendra tous les frais d'entretien du Chemin de Fer et des stations, des bâtiments, ateliers et dépendances s'y rattachant, ainsi que du matériel roulant et autres effets et outillage

employés dans son exploitation ; et aussi tous tels péages, loyers ou montants annuels qui pourront être payés pour le louage des locomotives, des voitures ou wagons loués à la compagnie ; et aussi les rentes, redevances ou intérêts sur les terres appartenant à la Compagnie, qui les aura achetés sans les avoir payées ou sans les avoir payées en entier ; et aussi toutes les dépenses relatives à l'exploitation du Chemin de Fer et à son trafic, y compris les fournitures en magasin et les articles de consommation ; aussi les contributions, taxes, assurances et indemnités à payer par suites d'accidents ou de pertes ; aussi tous les salaires et gages des personnes employées dans et pour l'exploitation du Chemin de Fer et du trafic, et tous les frais du bureau et d'administration, y compris le traitement des directeurs, les frais d'agence, de justice et autres du même genre.

24. Les obligations dont l'émission est autorisée par le présent acte sur la garantie du Chemin pourront être émises en tout ou en partie sous les dénominations de piastres, livres sterling ou francs, ou sous toutes les dénominations ou aucune d'elles, et les coupons pourront être, pour le paiement, en dénominations semblables à celles de l'obligation à laquelle ils sont attachés. Et toutes ou chacune de ces obligations pourront être engagées, négociées ou vendues à telles conditions et à tel prix que le déterminera de temps à autres le conseil d'administration. Et les statuts de la Compagnie pourront prescrire qu'après l'émission de toute obligation, cette dernière pourra être remise à la Compagnie par le porteur, et la Compagnie pourra, en échange, émettre en faveur de tel porteur, des actions de la Compagnie, lesquels actions pourront être enregistrés ou inscrits au siège principal de la Compagnie ou ailleurs, de la manière, et avec tels droits, gages, privilèges ou priorité, à tel endroit, et à telles conditions que pourront le prescrire les Statuts de la Compagnie.

25. Il ne sera pas nécessaire, pour conserver la priorité, le gage, la charge, l'hypothèque ou le privilège censés attachés à ou être créés par aucune obligation émise ou aucun acte d'hypothèque exécuté en vertu des dispositions du présent Acte, que cette obligation ou cet Acte soit enregistré d'aucune manière ou dans aucun endroit quelconque. Mais tous tels actes d'hypothèque seront déposés au bureau du secrétaire provincial, et avis de ce dépôt sera donné dans la *Gazette Officielle de Québec*. Et de la même manière, toute convention conclue par la Compagnie, en vertu de la vingt-neuvième section du présent Acte, sera aussi déposée au même bureau. Et une copie de tout tel acte d'hypothèque ou convention, certifiée conforme par le Secrétaire-Provincial ou son député, sera reçue dans toutes cours de justice comme preuve *primâ facie* de l'original, sans preuve des signatures ou du sceau apposés sur tel original.

26. Si, en aucun temps, quelque convention est faite entre la Compagnie et quelques personnes se proposant de devenir porteurs d'obligations de la Compagnie, ou est contenue dans un acte d'hypothèque exécuté sous l'empire du présent Acte, restreignant l'émission d'obligations par la Compagnie en vertu des pouvoirs conférés par le présent Acte, ou définissant ou limitant l'exercice de ces pouvoirs, la Compagnie ne pourra, après qu'il en aura été fait dépôt au bureau du Secrétaire-Provincial, comme il est prescrit plus haut, agir en vertu de ces pouvoirs autrement que selon la définition, les restrictions ou les limites prescrites par la dite convention. Et dès ce moment nulle obligation émise par la Compagnie, et nul ordre donné, nulle résolution adoptée ou mesure prise par la Compagnie ou par le Conseil de Direction, contrairement aux termes de cette convention, ne sera valide ou n'aura effet.

EXÉCUTION DES ENGAGEMENTS.

27. Lieront la Compagnie, tout contrat, convention ou engagement, certificat d'action ou marché fait, et toute lettre de change tirée, acceptée ou endossée, et tout billet et chèque fait, souscrit ou endossé au nom de la Compagnie, par tout agent, officier ou employé de la Compagnie, en conformité générale de ses attributions d'après les statuts de la Compagnie ; et dans aucun cas il ne sera nécessaire que le sceau de la Compagnie soit apposé à aucune telle lettre de

change, billet, chèque, contrat, convention, engagement, marché ou certificat d'action, ou de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à quelque statut ou quelque vote ou ordre spécial ; et la personne agissant ainsi comme agent, officier ou employé de la Compagnie n'encourra individuellement pour cela, aucune responsabilité que ce soit envers les tiers ; pourvu toutefois que rien dans le présent acte ne puisse être interprété comme autorisant la Compagnie à émettre aucun effet payable au porteur ou aucun billet à ordre destiné à circuler comme valeur monétaire ou comme billet de banque, ou à faire des opérations de banque ou d'assurance.

28. Il sera loisible à la dite Compagnie dans le but de répondre aux tiers-saisies de nommer une ou plusieurs personnes, dont les noms seront déposés au bureau du protonotaire, qui seront autorisées à faire en cour la déclaration requise pour la procédure légale en ces cas. Telles déclarations devront être faites dans les bureaux du protonotaire de *Montréal* et de *Québec* seulement, et suffiront pour toutes les parties de la Province ; et chaque fois que cette déclaration sera en satisfaction d'un jugement émanant d'un autre district le protonotaire devra transmettre cette déclaration au greffier de la cour qui aura lancé la tiers-saisie, et la procédure sera considérée complète à toutes fins que de droit. Ces déclarations devront être faites au bureau du protonotaire de *Montréal* pour tous les districts couverts par la juridiction d'appels à *Montréal*, et au bureau du protonotaire à *Québec* pour tous les districts couverts par la juridiction d'appels à *Québec*.

29. Si le Gouvernement et la Compagnie ne pouvaient s'entendre quant à savoir si des travaux faits, ou des matériaux fournis en vertu du contrat précédent, sont raisonnablement conformes ou non aux dispositions du dit contrat, ou quant à toute autre question de fait, le sujet du désaccord sera de temps à autre soumis à la décision de trois experts, dont l'un sera choisi par le Gouvernement, un autre par la Compagnie et le troisième par les deux experts ainsi choisi ; et ces experts décideront laquelle des parties devra payer les frais de l'expertise. Et dans le cas où deux de ces experts ne pourraient s'entendre sur le choix d'un troisième, le dernier sera nommé sur la demande de l'une des parties, après avis donné de l'autre partie par un juge de la Cour Supérieure pour la Province de *Québec*. Et la décision rendue par les experts, ou par la majorité d'entr'eux, sera définitive. Pourvu toutefois qu'en aucun cas, où la Compagnie se verrait forcée par défaut d'exécution des dites conventions ou autrement, d'abandonner l'exploitation du dit Chemin de Fer, aucune remise ne pourra lui être faite, soit des sommes déjà payées par elle d'avance ou autrement, soit comme compensation des travaux qu'elle aurait pu exécuter suivant les cédules annexées au précédent contrat, soit pour autres travaux faits ou pour matériel acquis par elle, à moins que la demande de telle remise ne soit présentée régulièrement devant la législature et adoptée par un vote des deux tiers de la Chambre d'Assemblée et par la majorité du Conseil Législatif.

30. Tout acte de transport de terres à la Compagnie pourra être fait selon la formule ordinaire pour ces cas et pourra être enregistré complètement sur l'affidavit de l'un des témoins de son exécution, fait devant les officiers ordinairement autorisés à recevoir tel affidavit, et un acte en tel forme ou rédigé dans tel sens sera un transport légal et valide des terres et des immeubles y mentionnés pour toutes fins quelconques, et son enregistrement aura le même effet que si tel acte avait été passé devant notaire ; et afin que tous tels actes soient dûment enregistrés, tous les registrateurs dans leurs comtés respectifs seront pourvus par eux et aux frais de la dite Compagnie d'un livre contenant des copies de la formule, une devant être imprimée sur chaque page avec les blancs nécessaires pour chaque cas de transport, et sur la production des dits actes ils les entreront et enregistreront sous sommaire dans le dit livre et feront une entrée sur les dits actes ; et les registrateurs exigeront et recevront de la dite Compagnie pour tous frais de tel enregistrement, outre les timbres voulus, cinquante centins et pas plus, et le dit enregistrement sera considéré valide en loi nonobstant tout acte ou disposition à ce contraire.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 21 Mars 1882, demandant copies des Ordres en Conseil, Correspondances et autres Documents, se rattachant à la nomination de *Ernest Racicot*, écuyer, Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal, et à la résignation de l'Honorable *L. O. Taillon*, ci-devant Commissaire. [Documents de la session No 16.]

Réponse à un Ordre de la Chambre en date du 24 Mars 1882, demandant le tarif des honoraires exigés sur l'émission de Lettres-Patentes et de Lettres-Patentes supplémentaires, en vertu de la section 54 du chap. 25, 31 *Victoria*, intitulé : "Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social." [Documents de la session No 17.]

Sur motion de *M. Watts*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copies de toute Correspondances, Pétitions et Ordres en Conseil, concernant l'octroi d'une ou plusieurs licences à *Aimé René*, à *St Guillaume d'Upton*, dans le Comté d'*Yamaska*, depuis le 30 Octobre 1879.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copies de toutes Correspondances et Documents concernant la démission de l'agent de la station de *Berthierville*, sur le Chemin de *Québec, Montreal, Ottawa et Occidental*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état détaillé des montants payés aux diverses sociétés d'agriculture, depuis le 30 Juin 1881.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Joly*,
Résolu, Qu'il soit donné instruction au Comité Permanent d'Agriculture, d'Immigration et de Colonisation, de s'enquérir des moyens les plus efficaces de propager, dans la Province, la culture des betteraves à sucre.

M. Gagnon propose, secondé par *M. McShane*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de toutes les sommes payées par le gouvernement à *A. Côté & Cie.*, depuis le 1^{er} novembre 1879, pour impressions et papeterie, le dit état distinguant ce qui leur a été payé chaque année :

Par le Département de l'Instruction Publique ;

Par le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ;

Par les Shérifs et Protonotaires des différents Districts de cette Province ;

Par chacun des Départements Publics ;

Le dit Etat donnant en outre, le taux par 1000^m pour les impressions, le prix du papier, du brochage et de la reliure. Avec copie de tous les contrats passés avec les dits *A. Côté & Cie.*

M. Dumoulin propose comme amendement secondé par *M. Fortin*,

Que les mots "Avec un état des sommes payées sous le gouvernement *Joly*, aux propriétaires "*L'Eclaireur*," "*The Morning Chronicle*," "*The Quebec Mercury*,"

" *L'Événement*," " *The Quebec Telegraph*," de Québec " *La Concorde* " des Trois-Rivières, " *Le Franco-Canadien*," de St Jean d'Iberville, " *L'Union* " de St Hyacinthe, " *The Montreal Herald*," " *La Patrie*," et M. l'imprimeur Perreault, de Montréal ; et aussi l'état des sommes payées par le gouvernement actuel, aux journaux " *Le Canadien*," " *Le Courrier du Canada*," " *L'Événement*," " *The Morning Chronicle*," " *The Quebec Mercury*," " *The Quebec Daily Telegraph*," de Québec, " *La Concorde*," des Trois-Rivières, et " *La Montreal Gazette*," et tous autres journaux publiés dans la Province, pour travaux d'imprimerie et de reliure, fourniture de papeterie, etc., requis par les Chambres Législatives, les divers départements du Service Civil, et les Cours de Justice," soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes payées par le gouvernement à A. Côté & Cie, depuis le 1er novembre 1879, pour impressions et papeterie, le dit état distinguant ce qui leur a été payé chaque année :

Par le Département de l'Instruction Publique ;

Par le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;

Par les Shérifs et les Protonotaires des différents Districts de la Province ;

Par chacun des Départements Publics ;

Le dit Etat donnant en outre, le taux par 1000m pour les impressions, le prix du papier, du brochage et de la reliure. Avec copie de tous les contrats passés avec les dits A. Côté & Cie.

Avec un état des sommes payées sous le Gouvernement Joly, aux propriétaires " *L'Eclaireur*," " *The Morning Chronicle*," " *The Quebec Mercury*," " *L'Événement*," " *The Quebec Telegraph*," de Québec, " *La Concorde*," des Trois-Rivières, " *Le Franco-Canadien*," de Saint Jean d'Iberville, " *L'Union* " de Saint Hyacinthe, " *The Montreal Herald*," " *La Patrie*," et M. l'imprimeur Perreault, de Montréal ; et aussi l'Etat des sommes payées par le gouvernement actuel, aux journaux " *Le Canadien*," " *Le Courrier du Canada*," " *L'Événement*," " *The Morning Chronicle*," " *The Quebec Mercury*," " *The Quebec Daily Telegraph*," de Québec, " *La Concorde*," des Trois-Rivières, et " *La Montreal Gazette*," et tous autres journaux publiés dans la Province ; pour travaux d'imprimerie et de reliure, fourniture de papeterie, etc., requis par les Chambres Législatives, les divers départements du Service Civil, et les Cours de Justice.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. Richard,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie des ordres en Conseil et autres documents relatifs à l'octroi d'un subside de six mille piastres par mille, pour la Compagnie du Chemin de Fer d'embranchement de Pontiac et du Pacifique.

Sur motion de M. Shehyn, secondé par M. Cameron,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement de la Province et le Syndicat du Pacifique Canadien, au sujet, soit de l'affermage ou de la vente du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; aussi, la correspondance échangée avec cette Compagnie, au sujet de la vente et de l'achat de la partie Ouest.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* soit ajouté au Comité Permanent des Ordres Permanents, et que M. *Fortin* soit ajouté au Comité Permanent d'Agriculture, Immigration et Colonisation.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lu une seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour amender l'acte 42 43 *Victoria*, chapitre 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte St Antoine*.

Bill pour permettre à la Compagnie de sucre de betteraves "*Pioneer*" d'augmenter son capital et d'emprunter sur débentures.

Bill pour incorporer l'Orphelinat de *Marieville*.

Bill pour incorporer la Compagnie de flottaison et de mise en radeaux des bois du *Saint-Maurice*.

Bill pour incorporer la Compagnie de macadam de *Saint-Hyacinthe*.

Bill pour incorporer l'Hospice St Joseph de la Délivrance.

Bill pour détacher de la Paroisse de *Varennnes*, Comté de *Verchères*, trois îles situées dans le Fleuve *Saint-Laurent* et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, Comté de *L'Assomption*, pour les fins électorales, municipales, scolaires et autres fins quelconques.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission d'introduire un Bill pour ériger le premier rang de la Paroisse de *Saint-Michel de Bellechasse*, en municipalité séparée.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Fortin* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 1061 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Spécial nommé aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 24 Mars, 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Poulin*,—la pétition de *Victor Langelier* et autres, du Village de *St Césaire*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—la Pétition de l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*.

Par M. *Audet*,—la Pétition de *Thomas Fitzgerald* et autres, du Canton de *Frampton*,—la Pétition du Révérend *F. L. Pelletier* et autres, de la Paroisse de *Ste Germaine du Lac Elchemin*,—et la Pétition de la Société d'Agriculture No 2 du Comté de *Beauce*.

Par M. *Martel*,—la Pétition du Révérend *G. Thibault* et autres, de la Paroisse de *St Antoine*, Comté de *Chambly*,—et la Pétition du Conseil-de-Ville de la Ville de *Longueuil* et de la Municipalité du *Bassin de Chambly*.

Par M. *Duhamel*,—la Pétition de *William Heeney* et autres, du Canton d'*Aylwin*.

Par M. *Marion*,—la Pétition de l'Honorable *L. J. Beaudry* et autres.

Par M. *Watts*,—la Pétition de *Robert McDougall* et autres, du Village de *Drummondville*.

Par M. *Stephens*,—la Pétition de *F. Wolferstan Thomas* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Marchand*,—la Pétition de *Léonard Martineau* et autres, de la Paroisse de *St François* de la *Rivière du Sud*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *Stephen Couperie* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "Société Française des Phosphates du Canada."

De *O. E. Gauvreau* et autres, de la Cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Septuor Hadyn."

De *J. Remington* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du Chemin de Fer *Trois-Rivières* et *Nord-Ouest*."

De la Municipalité du Village de *Richmond* ; demandant que le dit Village soit incorporé en Ville.

Du Conseil de Ville de la Ville de *St Henri*,—et de la Municipalité du Village du *Coteau St Louis* ; demandant respectivement des amendements à l'acte 38 *Victoria*, chap. 73.

De la Corporation de la Cité de *Montréal* ; demandant des amendements à sa charte.

De la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *St André* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à émettre des débentures et pour d'autres fins.

De *François Xavier Gendron* et autres ; demandant l'autorisation de construire un pont de péage sur la *Rivière du Sud*, dans la Paroisse de *St François*, Comté de *Montmagny*.

De la Compagnie de l'Aqueduc de *Louiseville* ; demandant un acte pour confirmer le privilège de cinquante ans, accordé à la "Compagnie de l'Aqueduc de *Louiseville*" par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville*.

De la Compagnie de Sucre de *Betteraves* de la Province de *Québec* ; demandant un acte l'autorisant à augmenter son fonds social et pour d'autres fins.

De *Antoine Laplante* et autres, de *St Dominique* et autres Paroisses ; demandant que le Bill pour incorporer la Compagnie de *Macadam* de *St Hyacinthe*, ne devienne pas loi.

De *Arthur Lavigne* et autres, de *Québec* ; demandant de l'aide pour le Septuor *Haydn*.

Du Révérend *J. O. Rémillard* et autres, de la Paroisse de *St Polycarpe*, comté de *Soulanges*,—du Révérend *A. Séguin* et autres, de la Paroisse de *Ste Cunégonde*,—du Révérend *C. Martin* et autres, de la Paroisse de *Vaudreuil*,—du Révérend *Ed Demers* et autres, de la Paroisse de *Ste Anne des Plaines*,—du Révérend *A. Jodoin* et autres, de la Paroisse de *St Sauveur*, comté de *Terrebonne* ;—et du Révérend *F. Bourgeault* et autres, de la Paroisse de *Laprairie* ; demandant respectivement de l'aide pour le Collège de *Ste Thérèse*.

Du Révérend *D. Morisset* et autres, de *Notre-Dame de l'Assomption* de *McNider*,—du Révérend *A. Duval* et autres, de la Paroisse de *Ste Blandine*, tous du Comté de *Rimouski*,—du Révérend *J. C. Cloutier* et autres, de la Paroisse de *Cacana*,—de *Paul Pelletier* et autres, de la Paroisse de *St Louis des Ha! Ha!*,—du Révérend *L. N. Bernier* et autres, de la Paroisse de *Ste Epiphane*,—et de *Henri Langelier* et autres, de la Paroisse de *St Eloi*, tous du Comté de *Témiscouata* ; demandant respectivement de l'aide pour la construction du Séminaire de *Rimouski*.

De l'Institution Provinciale des Sourdes Muettes,—et de l'Hospice de la Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, tous de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit augmentée.

Du Révérend *J. E. Lizotte* et autres, du *Lac St Jean*; demandant la nomination d'un agent d'immigration pour la région du *Lac St Jean*.

De *François Asselin* et autres, de la Paroisse de *St Faustin*,—et de *Sam. J. Ouimet* et autres, de la Paroisse de *St Jovite*, tous du Comté d'*Argenteuil*,—du Révérend *A. Labelle* et autres, du Canton *Joly*,—et de *Xavier Clément* et autres, du Canton *Clyde*, tous du Comté d'*Ottawa*; demandant respectivement de l'aide pour le Chemin de Fer de Colonisation du Nord de *Montréal*.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Cinquième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés, dans chaque cas :

De *James Gibb Ross* et autres, de la Cité de *Québec*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Quebec Hotel Company*."

De l'Association Minière de *Québec* et du *Lac Supérieur*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Garneau* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer "*The Quebec Hotel Company*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Deschênes* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie Agricole et Manufacturière de *Témiscouata*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Blanchet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte incorporant "*l'Association de Québec et du Lac Supérieur* pour l'exploitation des mines."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, ait la permission d'introduire un Bill pour abroger l'article 480 du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Blanchet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Frégeau*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender la 12ème Section de l'Acte Electoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Procureur-Général *Loranger* met devant la Chambre,—le rapport de la Commission de codification des statuts sur les réformes judiciaires. [Documents de la session No 18.]

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé dans les deux langues, pour l'usage des Membres de cette Chambre, avec un nombre additionnel pour former la quantité de trois mille exemplaires.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Piquet* présente.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée du 16 Mars 1882, demandant un état indiquant le montant perçu par les fonctionnaires publics, en vertu de la 43-44 *Victoria*, chap. 19. Cet état donnant le montant versé dans le trésor public, par chaque district judiciaire de la Province, avec les noms des fonctionnaires publics et le montant payé respectivement, d'après le chiffre des honoraires perçus et fournis par eux, et cela, depuis la mise en opération de la loi jusqu'à ce jour. [Documents de la session No 19.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 23 Mars 1882, demandant : Copies de toutes Correspondances, Pétitions et Ordres en Conseil, concernant l'octroi d'une ou plusieurs licences à *Aimé René*, à *Saint Guillaume d'Upton*, dans le Comté d'*Yamaska*, depuis le 30 Octobre 1879. [Documents de la session No 20.]

L'Honorable M. *Marchand*, du Comité conjoint des Impressions, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi l'Honorable M. *Marchand*, pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à cinq membres.

L'Honorable M. *Chapleau*, propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wärtele*, que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution proposée suivante :

“ Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.”

Et des Débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable Solliciteur-Général *Lynch*, secondé par l'Honorable Commissaire *Flynn*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Le Bill pour rendre valides certains actes notariés, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *McShane*,—Est-ce l'intention du gouvernement de ne pas poursuivre les personnes, demeurant à *Montréal*, qui se sont portées cautions, pour certaines personnes qui ont abandonné la Province, depuis plusieurs années ?

Réponse de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*,—Le Gouvernement a donné instruction de faire la perception du montant des cautionnements forfaits.

Par M. McShane, — Est-ce l'intention du gouvernement de réduire le taux des licences, pour les épiciers et les hôteliers, au montant fixé par le gouvernement Joly.

Réponse de l'Honorable Trésorier Würtele, — Ce n'est pas l'intention du Gouvernement de réduire les taux qui sont maintenant payables pour les licences.

Sur motion de M. Gagnon secondé par M. McShane,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toute correspondance échangée, entre le gouvernement et l'exécutif du Canada et toute personne quelconque, au sujet de la construction de l'embranchement projeté de l'Intercolonial, de St Charles à Lévis, et de l'établissement entre Québec et Lévis, d'un système de bateaux traversiers, devant relier l'Intercolonial au Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Sur motion de M. Martel, secondé par M. Poulin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de l'ordre en Conseil et des correspondances échangées entre le gouvernement et les municipalités des Villages de Longueuil et de Chambly, concernant la vente du chemin de péage de Longueuil et Chambly.

Ordonne, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'Honorable M. Joly.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état de tous montants payés pour impressions et papeterie durant les années 1879, 1880 et 1881. A qui payés. Le dit état renfermant tous les montants payés pour impressions et papeterie pour le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. McShane,

Qu'il soit mis devant cette Chambre, — Un état détaillé de toutes les souscriptions municipales en faveur des divers chemins de fer formant maintenant le Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; donnant en regard, le montant des débentures et autres valeurs reçues en à compte, de chaque municipalité, le montant de ces débentures entre les mains du Trésorier de la Province et la balance due par chaque municipalité. Le dit état expliquant la différence, si différence il y a, entre le montant des débentures reçues et de celles en mains, en faisant connaître sous quelles conditions, et en faveur de quelles personnes ou sociétés il en a été disposé.

Sur motion de M. Deschênes, secondé par M. Lalonde,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — Une liste des noms et prénoms de tous les Employés Sessionnels nommés pour la présente Session, en faisant connaître leur résidence ainsi que le nom de leur Comté.

Sur motion de M. Laberge, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — Un Etat détaillé indiquant :

- 1o. Les sommes dues par le Gouvernement aux entrepreneurs du Chemin de Fer du Nord, pour travaux exécutés, par eux, sur le dit Chemin.

- 2o. Les réclamations et le montant de ces réclamations contre le Gouvernement de la part des dits entrepreneurs.

30. Les réclamations faites contre le Gouvernement, au sujet de la construction du dit chemin, par d'autres personnes et le montant de ces réclamations.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie des Chaux et Phosphates du Canada ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Sawyer fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie pour l'Extraction et le Traitement des Métaux de Sherbrooke ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Watts fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour incorporer *The Sherbrooke Mining and Smelting Company*, (La Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux de *Sherbrooke*.)

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Bills Privés :

Bill autorisant *Jean Cyrille Bédard* à construire et à maintenir des estacades en travers de la rivière *St François*, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins.

Bill pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de *St François*.

Bill pour ériger le premier rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse*, en Municipalité séparée.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital de *Sorel*, District de *Richelieu*, pour l'année 1881. [Documents de la session No 6.]

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 27 Mai 1882.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*,—La Pétition de l'*Hospice St Joseph de la Délivrance*, de la Paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—La Pétition de *Jean Godbout* et autres, de la Nouvelle Mission de *St Nérée*, du second rang de *St Lazare*, Comté de *Bellechasse*.

Par M. *Blanchet*,—La Pétition de *J. R. Woodward* et autres,—et la Pétition du Révérend *J. O. Soucy* et autres, de *St Ephrem de Tring*.

Par M. *Riopel*,—La Pétition de *W. McPherson* et autres ; la Pétition de *Jeremiah Jones* et autres, et la Pétition du Révérend *N. Levesque* et autres, tous du Canton de *Port Daniel* ; la Pétition de *Philip Acteson* et autres et la Pétition de *Ed Bein* et autres, tous de *l'Anse au Gascon* ; la Pétition de *L. Robitaille* et autres, de *New Carlisle* ; la Pétition de *Walter C. Ross* et autres, de *Hopetown* ; la Pétition du Révérend *Cyp. Larivée* et autres ; la Pétition de *LeBoutiller Brothers* et autres ; la Pétition de *Chs Robin* et autres, tous de *Paspébiac* ; la Pétition de *Ed Legallais* et autres ; et la Pétition de *Andrew S. Young* et autres, tous de *Shegawaki*.

Par M. *Champagne*,—La Pétition des Religieux Trappistes du *Lac des Deux-Montagnes* ; la Pétition du Révérend *M. Mireault* et autres, de la Paroisse de *St Hermas* ; la Pétition du Révérend *L. J. Guyon* et autres, de la Paroisse de *Saint Eustache*, et la Pétition du Révérend *M. Tassé* et autres de la Paroisse de *Sainte Scholastique*.

Par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—La Pétition du Révérend *J. J. Desautels* et autres, de la Paroisse de *St Rose*, Comté de *Laval*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *S. C. Stevenson* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntington*."

De *C. F. Vinet* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Wentworth*."

De *Jean-Baptiste Rolland* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de Papier *Rolland*."

De *Victor Langelier* et autres, du Village de *St Césaire* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Union *St Joseph de St Césaire*."

De *F. Wolferstan Thomas* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The *Montreal General Trusts Company*."

De la Compagnie Manufacturière *Lawlor* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à changer son nom en celui de "Compagnie Manufacturière Canadienne."

Du Maire, des Echevins et Citoyens de la Cité de *Québec* ; demandant des amendements à sa charte.

Du Maire, des Echevins et des Citoyens de la Cité des *Trois-Rivières* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite Cité.

De *Robert McDougall* et autres, du Village de *Drummondville* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à construire un pont sur la rivière *St François* à *Drummondville*.

De *Léonard Martineau* et autres, de la Paroisse de *St François de la Rivière du Sud*, Comté de *Montmagny* ; demandant que le Bill pour autoriser *François-Xavier Gendron* à construire un pont de péage sur la *Rivière du Sud*, ne devienne pas loi.

De la Société d'Agriculture No 2 du Comté de *Beauce* ; demandant un amendement à l'acte concernant l'Agriculture et les Travaux Publics.

Du Conseil de Ville de la Ville de *Longueuil* et de la Municipalité du Village du Bassin de *Chambly*, dans le Comté de *Chambly* ; demandant la remise de leur dette au Fonds d'Emprunt Municipal, etc.

De la Municipalité du Village de *St Gabriel*,—et du Conseil de Ville de la Ville de *Ste Cunégonde* ; demandant des amendements à l'acte 38 *Victoria*, chap. 73.

De la Corporation des Cantons de *Melbourne*, *Brompton* et *Gore*,—et de *W. H. Webb* et autres, des Cantons de *Melbourne* et *Brompton*, Comté de *Richmond* ; demandant respectivement que le Bill pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du Pont de *St François* ne devienne pas loi.

De l'Honorable *L. J. Beaudry* et autres ; demandant la construction d'un embranchement de Chemin de Fer depuis le Village de *l'Assomption* jusqu'au tracé du Chemin de Fer Provincial.

Du Révérend *J. F. R. Arnauld* et autres de la Paroisse de *Sainte Marguerite*, Comté de *Torrebbonne* ; du Révérend *T. Thibodeau* et autres, de la Paroisse de *Ste Agathe des Monts* ; et du Révérend *A. G. Bérard* et autres, de la Paroisse de *Saint Donat* ; demandant respectivement de l'aide pour le Chemin de Fer de Colonisation du Nord de *Montréal*.

Du Révérend *J. A. E. Chaperon*, Curé de la Paroisse de *Ste Marie de la Beauce* ; demandant de l'aide pour le soutien d'une Ecole de Sourds Muets.

Du Révérend *J. Brissette* et autres, de la Paroisse de *St Thimothée* ; du Révérend *F. J. Prud'homme* et autres, de la Paroisse de l'*Epiphanie* ; du Révérend *Jos. Graton* et autres, de la Paroisse de *St Henri de Mascouche* ; du Révérend *F. X. Sauriol* et autres, de la Paroisse de *Ste Adèle* ; du Révérend *F. Aubry* et autres, de la Paroisse de *St Jean* ; du Révérend *N. Piché* et autres, de la Paroisse de *Lachine* ; du Révérend *F. Perrault* et autres, de la Paroisse de *Ste Geneviève* ; et du Révérend *G. Thibault* et autres, de la Paroisse de *St Antoine* ; demandant respectivement de l'aide pour la reconstruction du Collège *Ste Thérèse*.

De l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*,—de l'Hôpital de *Sorel*,—et de l'Asile des Dames Protestantes, *Québec* ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Hôpital *St Joseph de Beauharnois* ; demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

De *William Heeney* et autres, du Canton *Aylwin* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Kaguabagua*.

De *N. H. Dubois* et autres, de *Durham Sud*, Comté de *Drummond* et de *St André d'Acton*, Comté de *Bagot* ; demandant de l'aide pour l'ouverture d'une route dans le Canton d'*Acton*.

Du Révérend *F. L. Pelletier* et autres, de la Paroisse de *Ste Germaine du Lac Etchemin* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le Canton de *Cranbourne*.

Du Révérend *E. La Flèche* et autres, des Cantons de *Bulstrode* et *Stanford*, Comté d'*Arthabaska* ; et de *Thomas Fitzgerald* et autres, du Canton de *Frampton*, Comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Quatrième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a pris en considération le Bill pour valider certains actes notariés, et y a fait des amendements.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Würtele* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte concernant la déclaration que doivent faire les Compagnies incorporées, (40 *Victoria*, chap. 15).

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le Bill pour valider certains actes notariés soit réimprimé, tel que rapporté par le Comité Permanent de Législation.

Ordonné, Que *M. Blanchet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 41 *Vict.*, chap. 5, amendant l'Acte 32 *Vict.*, chap. 15, concernant l'Agriculture et les Travaux Publics.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Laberge,

Ordonné, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable M. Marchand, l'Honorable Secrétaire-Provincial Paquet, M. LeCavalier, M. Marcotte, M. Marion, M. Picard M. Trudel et M. Gagnon pour prendre en considération tous les Bills concernant le notariat, faire rapport de temps à autre, avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que M. Fortin ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dumoulin ait la permission d'introduire un Bill pour pourvoir à l'approvisionnement de sujets pour les Ecoles d'Anatomie.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dumoulin ait la permission d'introduire un Bill pour prévenir la propagation des incendies, par les toitures en bois, de certains édifices, dans les Cités, Villes et Villages incorporés, en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire Flynn ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 34 Vict., chap. 19, concernant le défrichements des terres et la protection des forêts contre les incendies.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire Flynn ait la permission d'introduire un Bill pour protéger les colons.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des divers Bills Privés :

Bill pour incorporer "*The Quebec Hotel Company*."

Bill pour amender l'acte incorporant l'Association de Québec et du Lac Supérieur, pour l'exploitation des mines.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Marion.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'émaner bientôt une proclamation ordonnant la mise en force des cadastres faits dans les Comtés ou partie de Comtés pour les fins d'enregistrement, depuis le mois d'Octobre 1879 ?

Réponse de l'Honorable Commissaire Flynn,—C'est l'intention du Gouvernement.

Par M. Duhamel.—Est l'intention du Gouvernement de mettre les Districts Judiciaires d'Ottawa, de Kamouraska et de Montréal sur le même pied que les autres Districts Judiciaires de la Province, au sujet de certains droits payables en timbres, sur certaines procédures, dans les Cours de Juridiction Civile, imposés par des Ordres en Conseil du 26 Avril 1850, et du 30 Novembre 1861, en vertu de la 12 Victoria, chap. 112, pourvoyant à l'érection de Palais de Justice et de Prisons, ou d'abolir complètement la dite taxe?

Réponse de l'Honorable Procureur Général Loranger,—La taxe en question cessera dans le District de Kamouraska, dès que le transfert du chef-lieu aura eu lieu, conformément à l'acte 44-45 Victoria, chap. 23. Quant aux Districts Judiciaires de Montréal et Ottawa, le Gouvernement a la question sous examen.

Par M. Bernard.—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer, pendant cette session, une mesure pour indemniser les grands et les petits jurés de leurs services, sans en charger les Municipalités?

Réponse de l'Honorable Trésorier Wirtle,—Le fonds de bâtiesse et de jurés de chaque District a été créé pour subvenir au maintien et à la réparation de la Cour et de la prison, et aussi, au paiement des jurés, dans les affaires criminelles. Les Municipalités Locales dans un District doivent contribuer chacune \$12.00 par année à ce fonds, et ce n'est pas l'intention du Gouvernement de proposer une mesure pour les en exempter.

Par M. Demers.—Est-ce l'intention du Gouvernement de reformer la rédaction du tarif des Régistrateurs, de manière à en faire disparaître les ambiguïtés, dont profitent quelques Régistrateurs, pour exiger des surcharges dans l'enregistrement de certains documents, tels que les quittances.

Réponse de l'Honorable Procureur Général Loranger,—Le Gouvernement a actuellement sous étude un projet de tarif concernant les Régistrateurs.

Par M. Demers.—Est-il à la connaissance du Gouvernement, que le nommé Léon Kirouac, ancien Instituteur, indiqué dans l'état financier du Surintendant de l'Instruction Publique, comme ayant reçu sa pension de retraite, pour l'année fiscale terminée le 30 Juin 1881, est décédé le 21 Février 1880; si oui, est-ce l'intention du Gouvernement d'exiger le remboursement du montant de cette pension que l'on aurait ainsi obtenu illégalement, en son nom?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet,—Le Gouvernement n'ayant pas été informé du décès de M. Kirouac, a adressé, à son Procureur, comme d'habitude, sa pension pour 1880-1881, et se fera rembourser s'il y a lieu.

Sur motion de l'Honorable M. Irvine, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un rapport de toutes les ventes de terres de phosphate, faites à l'enchère, dans la Province, depuis le 1er juillet dernier; les montants payés, le nom des acheteurs et la date des paiements.

Sur motion de M. Martel, secondé par M. Poulin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie

de toutes correspondances, ordre en Conseil, etc., concernant la nomination de *Janvier Dussault*, comme Conseiller municipal du Village du *Bassin de Chambly*.

Sur motion de *M. Blanchet*, secondé par *M. Faucher de Saint Maurice*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et le Ministre de la Justice à Ottawa, au sujet de la demande en désaveu de l'Acte des Mines d'Or de *Québec*, de 1880, et des requêtes, mémoires et autres documents se rapportant à cette demande.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Laberge*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes les sommes perçues, à compte du fonds consolidé d'emprunt municipal et de toutes les dépenses encourues, en rapport avec le dit fonds, depuis la passation de l'Acte 43-44 *Victoria*, chap. 13. Le dit état donnant les noms de toutes les personnes auxquelles aucune sommes d'argent a été payée ; le montant payé à chacune d'elles et la nature des services par elles rendus.

Sur motion de *M. Asselin*, secondé par *M. Riopel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant le nombre de Paroisses établies et érigées civilement dans la Province de *Québec*, ci-devant *Bas-Canada*, depuis le 30 mars 1853 jusqu'à ce jour (23 mars 1882) ; la date de l'érection, les noms, bornes, limites ou lignes de division, étendue de chacune de ces Paroisses, le dit état indiquant aussi le nom des comtés, districts, diocèses, seigneurie ou canton dans lesquels se trouve située chacune de ces Paroisses.

Sur motion de *M. Blanchet*, secondé par *M. Faucher de Saint Maurice*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant :

1. Le montant perçu par la Couronne pour l'émanation des licences et pour des fins minières, dans la division aurifère de la Chaudière, pendant les années 1878, 79, 80, 81.

2. Le montant des dépenses encourues, pendant les mêmes années, pour le maintien du bureau de l'inspecteur des mines et de la police, dans la même division.

Le Bill pour amender l'Acte de cette Province 37 *Victoria*, chap. 33 concernant le Notariat, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills concernant le notariat.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi des licences de *Quebec* de 1878, 41 *Vict.* Chap. 3, en soumettant les licences pour hôtels de tempérance aux formalités prescrites par la section 7 de la dite loi, pour l'obtention des licences d'auberge, étant lu ;

M. Demers secondé par *M. Bernard*, propose que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Laberge*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion proposée, Vendredi dernier, à l'effet que cette Chambre se forme immédiatement en Comité Général, pour considérer la résolution suivante :

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits débats ajournés.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Wartle*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés de nouveau.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 28 Mars, 1882.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Duckett*,—La Pétition des Sœurs de l'Asile de *St Ignace du Coteau du Lac*.

Par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—La Pétition du Dispensaire Ophthalmique établi à l'Asile *Nazareth, Montréal* ; la Pétition de la Société des Artisans Canadiens-Français ; et la Pétition de l'Hopital *St Charles*, tous de la Cité de *Montréal* ; et la Pétition du Révérend A. H. *Coutu* et autres, de la Paroisse de *St Vincent de Paul*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *Sainte Malachie*, Comté d'*Ottawa*.

Par M. *Owens*,—La Pétition de *Gustav Heinrich Von Ruffer* et *Hugo Von Ruffer*, tous deux de *Breslau*, en *Silésie, Allemagne*, marchands et co-associés, faisant affaires ensemble sous le nom et raison de *Maschinenbau Austalt, G. H. Von Ruffer*.

Par M. *Houde*,—La Pétition d'*Abraham Décoteau* et autres, de la Paroisse de *St Samuel*, Comté de *Nicolet*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *The Woman's Hospital, Montréal* ; et la Pétition de *C. Melançon* et autres, actionnaires des Sociétés de Construction.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Sixième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du Chemin de Fer à Passagers de la Cité de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Stephen Couperie* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie Française des Phosphates du Canada."

De *O. E. Gauvreau* et autres, de la Cité de *Québec*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de *Septuor Haydn*.

De *J. Remington* et autres, demandant l'incorporation de "La Compagnie du Chemin de Fer *Trois-Rivières* et *Nord-Ouest*."

De la Municipalité du Village de *Richmond*, demandant que le dit Village soit incorporé en Ville.

Du Conseil-de-Ville de la Ville de *St Henri* et de la Municipalité du Village du Côteau *St Louis*, demandant des amendements à l'acte 38 *Victoria*, chap. 73.

De *F. X. Gendron* et autres, demandant la permission de construire un pont de péage sur la *Rivière du Sud*, dans la Paroisse de *St François*, Comté de *Montmagny*.

De *S. C. Stevenson* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*."

De *J. B. Rolland* et autres, de la Cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de papier *Rolland*."

De *Victor Langelier* et autres, du Village de *St Césaire*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Union *St Joseph* de *St Césaire*."

De la Compagnie Manufacturière "*Lawlor*," demandant la passation d'un acte l'autorisant à changer son nom en celui de "Compagnie Manufacturière Canadienne."

M. Champagne, du Comité Permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Troisième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour permettre à la Compagnie de Sucre de Betterave "*Pioneer*" d'augmenter son capital et d'emprunter sur débentures, auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtel* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie des Chars Urbains, de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Stephens* ait la permission d'introduire un Bill pour changer le nom de la Compagnie Manufacturière *Lawlor*, en celui de "La Compagnie Manufacturière Canadienne."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Picard* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Ville de *Richmond*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Paradis* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*, *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Fortin* ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser *François-Xavier Gendron*, de la Paroisse de *St François*, à ériger un pont sur la rivière du Sud, en la dite Paroisse et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer le *Septuor Haydn*, de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Dumoulin*, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer "*Trois-Rivières et Nord-Ouest*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien*, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Société Française des Phosphates du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien*, ait la permission d'introduire un Bill pour permettre à la Ville de *St Henri*, aux municipalités des villages de *St Gabriel*, de *Ste Cuntégonde*, de *St Jean-Baptiste*, de la *Côte St Louis* et de la *Côte St Antoine*, de se servir des égoûts de la Cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Würtele*, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de Papier Rolland.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Piquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre en date du 21 mars 1882, pour un Etat, donnant, par Comtés, le détail de la somme de \$57,000 entrée, à la page 61, des Comptes Publics, pour 1880-81, comme ayant été dépensée, dans le cours de cette année fiscale pour chemins de Colonisation. (Documents de la Session, No 21.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative en date du 27 1882, demandant; copies des correspondances, Ordre en Conseil, etc., concernant la nomination de *Janvier Dussault*, comme Conseiller Municipal du Village du *Bassin de Chambly*. (Documents de la Session, No 22.)

L'Honorable Trésorier *Würtele*, met devant la Chambre,—Etat des remises et amendes imposées en vertu de l'Acte des Licences de *Québec* de 1878, tel qu'amendé, pour l'année écoulée au 31 décembre 1881, tel que requis par la section 61 de l'Acte du Département du Trésor, lequel est lu comme suit :

État des remises d'amendes imposées en vertu de l'acte des licences de *Québec*, 1878, tel qu'amendé, pour l'année finissant au 31 Décembre, 1881 ; tel que requis par la section 61 de l'acte du Département du Trésor.

NOMS.	RÉSIDENCES.	OFFENCE.	Montant de l'amende imposée.	REMISE.	ORDRE EN CONSEIL.	
					No	Date.
L. M. Bougie.....	Montréal.....	Vendant des boissons sans licence.....	\$ cts. 95 00	Part du Gouvernement.....	31	Février 7.
Club St Joseph.....	do	do	95 00	do	41	do 16.
Joseph Mahieu.....	Ste Marie.....	do	75 00	do	42	do 16.
Joseph Lemelin.....	Montréal.....	do	95 00	do	117	Avril 7.
Charles Lefebvre.....	St Pierre.....	do	75 00	do	189	Juin 14.
Wm Nellan.....	St Alphonse.....	Vendant à l'enchère sans licence.....	50 00	do	196	do 22.
L. Dussault.....	St Jean.....	Vendant des boissons sans licence.....	75 00	do	254	Août 8.
John Liggett.....	Montréal.....	do	95 00	do	256	do 8.
A. Bergeron.....	Hall.....	do	75 00	do	257	do 25.
E. Garsault.....	Montréal.....	do	95 00	do	300	do 25.
A. Mulligan.....	do	do	95 00	do	301	do 25.
Mary Cahill.....	Albion Island.....	do	75 00	do	302	do 25.
C. Pilon.....	Soulanges.....	do	95 00	do	303	do 25.
S. Berthelot.....	Montréal.....	do	95 00	do	304	do 25.
F. Lehoucadère.....	St Joseph.....	do	75 00	do	305	do 25.
M. Guillet.....	St John.....	do	75 00	do	360	Octobre 13.
C. Dumais.....	Montréal.....	do	95 00	do	371	do 20.
Granel et Smith.....	New-Liverpool.....	do	75 00	do	400	do 29.
Wm Andrews.....	St Romain.....	do	75 00	do	392	do 27.
R. Marion.....	Montréal.....	do	95 00	do	415	Novembre 17.
I. Shanahan.....	do	do	95 00	do	437	Décembre 19.
				Montant total remis.....		
				\$1,020		

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier, P. Q.

Département du Trésor,
Québec, 27 Mars 1882.

M. Stephens, Membre pour le District Electoral de *Montréal-Centre*, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

" Je suis informé d'une manière digne de foi, et aie lieu de croire, que récemment, et tandis que des négociations se poursuivaient, entre le Gouvernement et des personnes désignées sous le nom de Syndicat *Allan-Rivard*, pour la vente et l'affermage du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ; *L. A. Sénécal*, alors Surintendant Général du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, agissant alors ou prétendant agir, au nom du Gouvernement dans les dites négociations, proposa au dit Syndicat *Allan-Rivard*, ou à quelques unes des personnes composant le dit Syndicat, de lui payer, à lui, le dit *Sénécal*, la somme de soixante quinze mille piastres, en sus du prix qu'elles offraient pour le dit chemin, comme profit personnel ou compensation pour lui, le dit *L. A. Sénécal*.

Que le dit *L. A. Sénécal* était alors employé du Gouvernement, en sa qualité de Surintendant Général du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et est une des personnes auxquelles il est proposé de vendre la partie Est du dit chemin.

G. W. STEPHENS.

M. Stephens propose, secondé par M. Laberge, Que M. Stephens, Membre pour le District Electoral de *Montréal-Centre*, ayant déclaré de son siège, qu'il est informé d'une manière digne de foi et a lieu de croire que récemment et tandis que des négociations se poursuivaient, entre le gouvernement et des personnes désignées sous le nom de Syndicat *Allan-Rivard*, pour la vente ou l'affermage du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, *Louis A. Sénécal*, alors Surintendant Général du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, agissant alors, ou prétendant agir, au nom du gouvernement dans les dites négociations, proposa au dit Syndicat *Allan-Rivard*, ou à quelques-unes des personnes composant le dit Syndicat, de lui payer, à lui, le dit *Sénécal*, la somme de soixante-quinze mille piastres, en sus du prix qu'elles offraient pour le dit chemin, comme profit personnel ou compensation pour lui, le dit *L. A. Sénécal*.

Que le dit *L. A. Sénécal* était alors employé du gouvernement, en sa qualité de Surintendant Général du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et est une des personnes auxquelles il est proposé de vendre la partie Est du dit chemin.

Qu'en conséquence, un Comité Spécial composé de l'Honorable M. Robertson, M. Champagne, M. Duhamel, M. Gagnon et M. Laberge, soit nommé avec instruction de s'enquérir de tous les faits relatifs à la déclaration faite par le dit M. Stephens ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'un avis aurait du être donné pour la formation du dit Comité.

M. l'Orateur décide comme suit :

L'Honorable député de *Montréal-Centre* a fait sa déclaration, et la motion qui l'accompagne, après les affaires de routine, c'est-à-dire dans le temps indiqué par *May* (pages 254, 255) pour soumettre des questions de privilège dont l'urgence ne requiert pas l'action immédiate de la Chambre :

" But in other cases, equally affecting the privileges of the house, but of less immediate urgency, the matter is ordinarily brought forward, without notice, at the commencement of public business."

Aucun n'avis n'a été donné de cette motion.

Cependant, elle a été l'objet d'une discussion qui dure depuis plus de deux heures. Il est vrai que quelques députés ont fait remarquer l'absence d'avis ; mais ça n'a été qu'incidemment, ils n'en ont pas moins discuté le mérite de la question.

L'Honorable député de *Montréal-Centre* au cours de la discussion, a lu des articles de journaux, lançant contre certains députés (qu'on ne nomme pas) des accusations qui portent atteinte à l'honneur de cette Chambre ; puis l'Honorable député a ajouté que le but de sa motion était de mettre fin à ces accusations.

Dans ces circonstances, je crois qu'il vaut autant permettre que la motion soit décidée maintenant.

Et la motion,—Qu'un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Robertson*, M. *Champagne*, M. *Duhamel*, M. *Gagnon* et M. *Laberge*, soit nommé avec instruction de s'enquérir de tous les faits relatifs à la déclaration faite par le dit M. *Stephens*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records,—étant mise aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Richard,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Watts.—14.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Riopel,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Faucher de St Maurice,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Wärtele.—47.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Pâquet,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion qui a été proposée, vendredi dernier, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution proposée suivante :

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars ;

Et la question étant de nouveau proposée ;—La Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 29 Mars 1882.

Et des Débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, *Ordonné*, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 29 Mars 1882.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Carbray,—La Pétition des Sœurs de la Charité de la Cité de Québec.

Par M. Lavallée,—La Pétition de L. A. Roberge et autres.

Par l'Honorable M. Robertson,—La Pétition de Chas. Lionais et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De J. R. Woodward et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie du Chemin de Fer de Leeds et des Cantons de l'Est."

Des Religieux Trappistes du Lac des Deux-Montagnes ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes."

De W. McPherson et autres,—de Jeremiah Jones et autres,—du Révérend N. Levesque et autres, tous du Canton de Port Daniel,—de Philip Actesan et autres,—et de Ed. Bein et autres, tous de l'Anse au Gascon,—de L. Robitaille et autres, de New Carlisle,—de Walter C. Ross et autres, de Hopetown,—du Révérend Cyp. Larivée et autres,—de LeBoutillier Brothers,—de Charles Robin et Cie, tous de Paspébiac,—de Edward Legallais et autres,—et de Andrew S. Young et autres, tous de Shegawake ; demandant respectivement que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Chaleurs devienne loi.

Du Révérend M. Mireault et autres, de la Paroisse de St Hermas,—du Révérend L. J. Guyon et autres, de la Paroisse de St Eustache,—du Révérend M. Tassé et autres, de la Paroisse de Ste Scholastique, tous du Comté des Deux-Montagnes,—et du Révérend J. J. Desautels et autres, de la Paroisse de Ste Rose, Comté de Laval ; demandant respectivement de l'aide pour la reconstruction du Collège de Ste Thérèse.

De l'Hospice St Joseph de la Délivrance, de la Paroisse de Notre-Dame de la Victoire ; demandant de l'aide.

De Jean Godbout et autres, de la nouvelle mission de St Nérée, et du deuxième rang de St Lazare, Comté de Bellechasse ; demandant un octroi pour aider à l'ouverture de certaines routes.

Du Révérend J. O. Soucy et autres, de St Ephrem de Tring, Comté de Beauce ; demandant de l'aide pour un Chemin de colonisation dans le Canton d'Adstock.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas : de la Compagnie Canadienne Electrique, demandant des amendements à son acte d'incorporation ; de la Compagnie du Chemin de Fer de jonction St André, demandant l'autorisation d'émettre des débetures ; de la Compagnie de l'Aqueduc de Louiseville, demandant la passation d'un Bill Privé aux fins de ratifier un certain règlement passé par le Conseil Municipal de la Ville de Louiseville.

L'Honorable M. Robertson, du Comité Permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour ratifier et confirmer certaines procédures de La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Comtés de *Richmond*, *Drummond* et *Yamaska*, et pour conférer certains pouvoirs spéciaux à la dite Compagnie ; et

Bill pour autoriser *Jean Cyrille Bédard* à construire et maintenir des escatades en travers de la rivière de *St François*, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond*, et pour d'autres fin.

Ordonné, Que *M. Trudel* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les dispositions du Code Civil et du Code de Procédure Civile, concernant les lois d'hypothèque et d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Poulin* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer *L'Union St Joseph de St Césaire*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Caron* ait la permission d'introduire un Bill pour confirmer le privilège de cinquante ans accordé à la Compagnie de l'Aqueduc de *Louiseville* par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Owens* ait la permission d'introduire un pour autoriser la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *St André* d'émettre des débentures et de s'amalgamer avec d'autres Compagnies de Chemin de Fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Cdambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Champagne* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de *M. Fortin*, secondé par *M. Dumoulin*,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable Procureur Général *Loranger*, l'Honorable Trésorier *Wurtele*, *M. Champagne*, *M. Blanchet*, *M. Fortin*, *M. Watts* et *M. Laberge*, pour prendre en considération l'Acte Electoral de *Québec*, 1875, et l'Acte des Elections Contestées de *Québec*, 1875, et faire rapport par Bill ou autrement sur les amendements qu'il est nécessaire de leur faire subir.

Sur motion de *M. Lavallée*, secondé par *M. Marion*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état constatant les argents perçus par chacun des agents et sous-agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des terres du domaine public aux colons, dans les différentes parties de la Province, depuis le 1er Mars 1881 jusqu'au 1er Mars 1882.

Sur motion de *M. Watts*, secondé par l'Honorable *M. Irvine*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant :

1. Le nombre de chars plateforme.
2. do do à marchandises.
3. do do à passagers.
4. Le total des chars.
5. Le total des locomotives que possède maintenant le Gouvernement sur le chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. McShane*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, —Copies des Ordres en Conseil, Correspondances et autres Documents se rattachant à la nomination de l'Honorable *Hector Fabre*, représentant de la Province, en *France*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Laberge*, secondé par *M. Rinfret dit Malouin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état du montant payé, depuis la Confédération jusqu'à ce jour, par le Gouvernement, aux Municipalités, surtout aux Municipalités dans les Seigneuries, pour encourager l'empierrement des chemins. Le nom des Municipalités qui ont reçu de l'argent pour le but mentionné plus haut, et le montant reçu par chaque Municipalité.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur la motion qui a été proposée, Lundi dernier, que le Bill pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878, 41 *Victoria*, chap. 3, en soumettant les licences pour hôtels de tempérance aux formalités prescrites par la section 7 de la dite loi, pour l'obtention des licences d'auberge, soit maintenant lu la seconde fois ;

La Chambre reprend les dits Débats ajournés.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable Trésorier *Wurtele*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, propose sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "d'hui en six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois d'hui en six mois.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois ; et renvoyés au Comité Permanent de Législation :

Bill pour régler certaines successions légitimes.

Bill pour amender de nouveau le chapitre soixante et onze des Statuts Refondus du *Canada*.

Le Bill pour amender de nouveau l'Acte Electoral de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération l'Acte Electoral de *Québec*, 1875, et l'Acte des Elections Contestées de *Québec*, de 1875.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant la législation et la garde des Registres de Sépulture, tenus par la

Congrégation de Notre Dame, à *Villa-Maria*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour permettre à la Compagnie de Sucre de Betteraves "*Pioneer*" d'augmenter son Capital et d'emprunter sur Débentures; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour incorporer la Ville de *Richmond*.

Bill pour autoriser *François Xavier Gendron*, de la Paroisse de *St François*, Comté de *Montmagny*, à ériger un pont sur la Rivière du Sud, en la dite Paroisse, et pour d'autres fins.

Bill pour incorporer le "*Le Septuor Haydn*", de *Québec*.

Bill pour permettre à la Ville de *St Henri*, et aux municipalités des Villages de *St Gabriel*, de *Ste Cunégonde*, de *St Jean-Baptiste*, de la Côte *St Louis*, et de la Côte *Saint Antoine*, de se servir des égouts de la Cité de *Montréal*.

Bill pour incorporer la Compagnie de papier *Rolland*.

Bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la Ville de *Sorel*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté d'*Huntingdon*, *Québec*.

Bill pour incorporer la "*Société Française des Phosphates du Canada*."

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 15 mars 1882, demandant : Copie de toutes plaintes, correspondances, factums, enquêtes, reçus par le Gouvernement ou aucuns de ses membres, au sujet de la révocation de *Thiburce Dessaint*, écuyer, comme l'un des protonotaires conjoints de la Cour Supérieure de la Province de *Québec*, pour le District de *Kamouraska*, avec copies du rapport de *J. A. Defoy*, écuyer, Commissaire, nommé pour s'enquérir des plaintes portées contre le dit *Thiburce Dessaint*, écuyer. (Documents de la Session No 23.)

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1882, pour un Etat détaillé des octrois de colonisation donnés au Comté de *Bellechasse*, depuis 1878. (Documents de la Session No 24.)

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année 1881. (Documents de la session No 6.)

L'Honorable Trésorier *Wartle* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre du 21 Mars 1882, pour un état détaillé des sommes payées annuellement, par le gouvernement, depuis la Confédération jusqu'à ce jour, aux différentes compagnies de chemins de fer subventionnées par le gouvernement, ainsi que des sommes dépensées et payées, par le gouvernement, tant pour la confection du Chemin de Fer du Nord, que pour son matériel roulant. (Documents de la session No. 25).

L'ordre du jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion qui a été proposée, vendredi dernier, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution proposée suivante :

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Et la question étant de nouveau proposée,—La Chambre reprend les dits débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la Province de *Québec*, appelle *C. L. Champagne*, Ecuier, Membre pour le District Electoral des *Deux-Montagnes*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Champagne* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet*,
Ordonne Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi 30 Mars 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Marcotte*,—La Pétition du Révérend *E. Demers* et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame du Mont-Carmel*, Comté de *Kamouraska*.

Par M. *Martel*,—La Pétition *E. A. Généreux* et autres.

Par M. *Blanchet*,—La Pétition de *G. Rodrigue* et autres, de la Paroisse de *St Côme*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*; et la Pétition de la Société Numismatique et Archéologique, *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De la Société des Artisans Canadiens-Français, de la Cité de *Montréal*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *C. Melançon* et autres, actionnaires de Sociétés de Construction ; demandant des amendements à l'acte de cette Province, 42-43 *Victoria*, chap. 32, intitulé : " Acte décrétant de nouvelles dispositions relativement aux Sociétés de Construction dans la Province de *Québec* et pourvoyant à la liquidation de leurs affaires. "

Pétition de *Gustave Heinrich Von Ruffer* et *Hugo Von Ruffer*, tous deux de *Breslau*, en *Silésie*, *Allemagne*, marchands et co-associés, faisant affaires ensemble sous le nom et raison de *Maschinenbau Austalt, G. H. Von Ruffer* ; demandant que le Bill pour permettre à la Compagnie de Sucre de *Betteraves Pioneer* d'augmenter son capital et d'emprunter sur débentures, ne devienne pas loi.

Du Révérend *A. H. Coutu* et autres, de la Paroisse de *Saint Vincent de Paul* ; demandant de l'aide pour la reconstruction du Collège de *Ste Thérèse*.

Des Sœurs de l'Asile du *Coteau du Lac*,—et du Dispensaire Ophtalmique établi à l'Asile *Nazareth, Montréal* ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Hospice *Saint Charles, Montréal*,—et de *The Woman's Hospital*, aussi de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De la Municipalité de la Paroisse de *Saint Malachie*, Comté d'*Ottawa*,—et d'*Abraham Décoteau* et autres, de la Paroisse de *Saint Samuel*, comté de *Nicolet* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la Société de l'Eglise du Diocèse de *Québec* ; demandant un acte amendant la loi concernant l'administration des dotation paroissiales.

Des Religieux Trappistes du *Lac des Deux-Montagnes* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *La Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes*.

De *C. F. Vinet* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *La Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de Wentworth*.

De *F. Wolferstan Thomas* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Montreal General Trusts Company*.

De la Compagnie de Sucre de *Betteraves* de la Province de *Québec* ; demandant un acte l'autorisant à augmenter son Fonds Social et pour d'autres fins.

L'Honorable *M. Robertson*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du Pont de *St François*, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

1. Qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre le chapitre soixante et onze des Statuts Refondus du *Canada* et l'Acte Provincial 32 *Victoria*, chap. 43, " et y a fait des amendements.

2. Qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte pour régler certaines successions légitimes, " et que l'Honorable *M. Marchand*, le moteur du Bill, a déclaré le retirer.

Sur motion de *M. Dumoulin*, secondé par *M. Houde*,

Ordonné, Que le Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre le chapitre soixante et onze des Statuts Refondus du *Canada*, soit ré-imprimé tel que rapporté ce jour, par le Comité de Législation.

Ordonné, Que l'Honorable M. Beaubien, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer "La Compagnie du Chemin de Fer de colonisation de *Wentworth*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer "La Trappe de Notre-Dame des Deux-Montagnes."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer "La Compagnie Générale de Dépôts, de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Würtele*, secondé par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*,

Ordonné, Que la Réponse à un Ordre de la Chambre, du 27 mars courant, pour un état détaillé des sommes payées annuellement, par le Gouvernement, depuis la Confédération jusqu'à ce jour, aux différentes Compagnies du Chemin de Fer subventionnées par le Gouvernement, ainsi que des sommes dépensées et payées par le Gouvernement, tant pour la confection du Chemin de Fer du Nord, que pour son matériel roulant, soit imprimé pour l'usage des Membres.

Ordonné, Que M. Paradis ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 24 *Vict.*, chap. 32, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 41 *Vict.*, chap., 52, incorporant "La Compagnie de Sucre de *Betteraves* dans la Province de *Québec*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Sawyer*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'acquérir un nombre suffisant d'exemplaires du Code Municipal, tel que révisé par M. *DeBellefeuille*, lequel code a été imprimé en langue Anglaise, pour en fournir aux comtés de la Province où la langue Anglaise est parlée, et pour en distribuer dans ces localités aux mêmes conditions que dans les autres comtés qui en ont eu ?

Réponse par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*.—C'est l'intention du Gouvernement, pourvu qu'il soit facile de faire des arrangements satisfaisants avec les éditeurs.

Par M. *Faucher de St Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de nommer des inspecteurs de fromageries et de beurreries ?

Réponse par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*.—Non, pas d'autres que les personnes qui sont déjà chargées de remplir cette fonction.

Par M. *Faucher de St Maurice*.—Quelles sont les mesures que le Gouvernement se propose de prendre pour donner des statistiques sur les manufactures de beurre et de fromage déjà établies en cette Province ?

Réponse par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*.—Le Département de l'Agriculture a, par une lettre, du 16 Novembre dernier, prié le Président du Conseil d'Agriculture de faire donner instructions aux Secrétaires des Sociétés d'Agriculture, d'ajouter à leur Rapport ordinaire du mois de Décembre un Rapport Spécial sur le nombre de beurreries et de fromageries établies dans chaque Comté, avec les noms des propriétaires respectifs de ces établissements et des localités où ils sont situés.

Les Secrétaires des Sociétés d'Agriculture ont reçu des instructions en conséquence et le Secrétaire du Conseil d'Agriculture a été, ce jour, chargé de préparer et de transmettre au Département de l'Agriculture, un résumé du rapport des sociétés sur les beurreries et fromageries, lequel résumé sera mis devant la Chambre aussitôt qu'il aura été reçu.

L'Honorable M. *Marchand*, membre pour le District Electoral de *Saint Jean*, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

" Je soussigné, Député du District Electoral de *St Jean*, déclare, que je suis informé d'une manière croyable, et que je crois vraiment que l'Honorable E. J. *Flynn*, Commissaire des Terres de la Couronne a mal informé la Chambre, en lui déclarant, le 27 Mars courant, qu'un billet ou un chèque de L. A. *Sénécal*, au montant de douze mille piastres, donné en paiement du prix d'adjudication de certains terrains à phosphates à *Charles de Molon*, l'avait été à son insu, et hors sa connaissance, et que de fait, le billet ou chèque en question, fut reçu par le Département des Terres de la Couronne avec le consentement de l'Honorable E. J. *Flynn*. "

F. G. Marchand.

L'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*, propose,

Que l'Honorable M. *Marchand*, membre pour le District Electoral de *St Jean*, ayant déclaré de son siège qu'il est informé d'une manière croyable, et qu'il croit vraiment que l'Honorable E. J. *Flynn*, Commissaire des Terres de la Couronne a mal informé la Chambre, en lui déclarant, le 27 Mars courant, qu'un billet ou un chèque de L. A. *Sénécal*, au montant de douze mille piastres, donné en paiement du prix d'adjudication de certains terrains à phosphates à *Charles de Molon*, l'avait été à son insu, et hors sa connaissance, et que de fait, le chèque ou billet en question, fut reçu par le Département des Terres de la Couronne avec le consentement de l'Honorable E. J. *Flynn*.

Qu'en conséquence la dite déclaration soit renvoyée à un Comité Spécial, composé de M. *Champagne*, M. *Trudel*, M. *Picard*, M. *Stephens* et M. *Laberge*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et objection étant faite, par l'Honorable M. *Chapleau*, que cette motion n'est point dans l'ordre, parce qu'elle ne peut être considérée comme impliquant une question de privilège.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à la séance de ce soir.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Poulin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie d'une résolution du Conseil Municipal du Bassin de *Chambly*, ajournant la prise en considération de l'avis de L. A. *Sénécal*, déclarant qu'il y avait vacance dans la charge du conseiller *Martel*, etc ;

2. Copie de la réponse de *William Vallée*, secrétaire-trésorier du même conseil, à l'Honorable *M. Marchand*, lui demandant de préciser en quoi le rapport, fait à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, concernant la nomination de *Janvier Dussault*, comme Conseiller Municipal, était en contradiction avec les archives du conseil ;

3. Les lettres de l'Honorable *M. Joly*, ex-Premier-Ministre, concernant la même affaire.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 24 Mars 1882, demandant : Copie de l'Ordre en Conseil et des Correspondances échangées entre le Gouvernement et les Municipalités du Village de *Longueuil* et de *Chambly*, concernant la vente du Chemin de Péage de *Longueuil* et *Chambly*. [Documents de la session No 26.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 29 Mars 1882, demandant : Copies des Ordres en Conseil, Correspondances et autres Documents se rattachant à la nomination de l'Honorable *Hector Fabre*, représentant de la Province de *Québec* en *France*. [Documents de la session No 27.]

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour valider certains actes notariés ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier pour le Bill au Conseil Législatif, et en demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*.

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer "*Trois-Rivières* et *Nord-Ouest*."

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour incorporer la Compagnie manufacturière et agricole de *Témiscouata*.

Bill pour changer le nom de la Compagnie Manufacturière "*Lawlor*" en celui de "*La Compagnie Manufacturière Canadienne*."

Bill pour confirmer le privilège de cinquante ans, accordé à la Compagnie de l'aqueduc de *Louiseville*, par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville*.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion proposée, Vendredi dernier, à l'effet que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution suivante :

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits Débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *D. Martel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Martel prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, de Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Duhamel*, Ecuyer, membre pour le District Electoral d'*Ottawa*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Duhamel prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de l'Honorable *M. Beaubien*, secondé par *M. Champagne*,
Ordonné Que les débats soient ajournés.

M. l'Orateur, (sur objection faite, aujourd'hui) que la motion pour renvoyer à un Comité Spécial la déclaration de l'Honorable membre pour *St Jean* n'est point dans l'ordre, parce qu'elle ne peut-être considérée comme impliquant une question de privilège, décide comme suit :

L'Honorable député de *St Jean* a soumis, à la Chambre, sa déclaration, et la motion dont il l'a fait suivre, comme question de privilège.

L'Honorable Premier Ministre soulève un point d'ordre, prétendant que la question n'en est pas une de privilège, et qu'elle ne doit pas avoir la préséance sur les autres affaires de la Chambre.

Je suis appelé à décider ce point.

La déclaration fait par l'Honorable député de *St Jean* s'attaque à la conduite de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, dans un débat en cette Chambre ; je suis d'avis que cette question peut être soumise à la Chambre, comme une question de privilège, afin que la Chambre ait l'occasion de prononcer immédiatement, s'il y a eu, en réalité, une violation de ses privilèges, qui requière son intervention, et s'il y a des raisons suffisantes pour qu'elle s'occupe de l'affaire comme une question de privilège.

L'Honorable Commissaire *Flynn* se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

En réponse à la déclaration faite aujourd'hui par l'Honorable député de *St Jean*, je, *Edmond James Flynn*, Commissaire des Terres de la Couronne, déclare ici solennellement, sur ma parole d'honneur, comme membre du gouvernement et comme membre de cette Chambre, que l'accusation qu'elle contient, est tout à fait dénuée de fondement, fausse et mensongère, et je réaffirme la vérité de la déclaration que j'ai faite l'autre jour, que le chèque de *M. Sénécal* a été accepté dans mon département sans ma connaissance et sans mon autorisation.

E. J. FLYNN.

Ce 30ème jour de Mars, 1882.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 31 Mars 1882.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le dit Comité Spécial soit nommé.

M. *Champagne* propose sous forme d'amendement, secondé par M. *LeCavalier*, Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Cette Chambre satisfaite des explications données par l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, de son siège ; et ayant pleine confiance dans la déclaration écrite qu'il met devant " cette Chambre, passe à l'ordre du jour."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se devise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Fortin,
Frégeau,
Gauthier,
Lavallée,
LeCavalier,

Leduc,
Leranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Owens,
Pâquet,
Paradis,
Picard,

Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
Spencer,
St Hilair,
Trudel ete
Wärtele.—39.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Cameron,
Demers,

Gagnon,
Irvine,
Joly,

Laberge,
Marchand,
McShane,

Stephens et
Watts.—11.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 31 Mars 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Martel*,—La Pétition du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel.

Par M. *Champagne*,—La Pétition de *Benj. Globensky* et autres ; la Pétition du Révérend A. *Labelle* et autres ; et la Pétition du Comte de *Wazières* et autres.

Par M. *Poupore*,—La Pétition de C. H. *McIntosh* et autres.

Par l'Hon. M. *Beaubien*,—La Pétition de W. B. *Nantel* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par M. Deschênes,—La Pétition du Révérend J. M. Moreau et autres, de la Paroisse de *St Modeste*, Comté de *Rimouski*.

Par M. LeCavalier,—La Pétition de G. L. Chèvrefils et autres, de la Paroisse de *Ste Anne du Bout de l'Isle*, Comté de *Jacques-Cartier*.

Par M. Riopel,—La Pétition du Révérend Oct. Drapeau et autres, de *Ste Anne de Ristigouche*.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

De L. A. Roberge et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " *La Compagnie Minière de l'Isle d'Orléans*."

De Charles Lionais et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " *La Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux de Sherbrooke*."

De l'Hospice des Sœurs de la Charité, de la Cité de *Québec* ; demandant de l'aide.

M. Champagne, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Sixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour détacher de la Paroisse de *Varennnes*, Comté de *Verchères*, trois îles situées dans le Fleuve *Saint-Laurent* et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, Comté de *L'Assomption*, pour les fins électorales, municipales, scolaires et autres fins quelconques.

Bill pour incorporer " *The West End Free Dispensary*."

Bill pour incorporer " *L'Orphelinat de Marieville*."

M. LeCavalier, du Comité Permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Neuvième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Du Maire, des Echevins et citoyens de la Cité des *Trois-Rivières*, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite Cité.

De la Corporation de *Québec*, demandant des amendements à sa charte.

Ordonné, Que M. Dumoulin ait la permission d'introduire un Bill amendant l'acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières*, (38 *Victoria*, chap. 76.)

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Irvine, ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser la société de l'église incorporée du diocèse de *Québec* à faire certains arrangements concernant le Fonds de Dotations Paroissiales.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour incorporer l'Union Saint Joseph, de *St Césaire*.

Bill pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts, de *Montréal*.

Bill pour amender l'acte 41 *Victoria*, chap. 52, incorporant " *La Compagnie de Sucre de Betteraves*, dans la Province de *Québec*."

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 27 Mars 1882, pour un rapport de toutes les ventes de terres de phosphates, faites à l'enchère, dans la Province, depuis le 1er Juillet dernier ; les montants payés, le nom des acheteurs et la date des paiements. (Documents de la session No 28).

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 2267 du Code Civil du *Bas-Canada*, étant lu :

M. *Gagnon*, secondé par M. *McShane*, propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion proposée, Vendredi dernier, à l'effet que cette Chambre se forme immédiatement en Comité, pour considérer la résolution suivante :

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aymer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *N. H. E. Faucher de St Maurice*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Faucher de St Maurice* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 1er Avril, 1882.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. N. Fortin*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Montmagny*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Fortin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. *Shehyn*, secondé par M. *Cameron*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 3 Avril, 1882.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Riopel.—La Pétition du Révérend F. A. Blouin et autres, et la Pétition de N. Arseneau et autres, tous du Canton de Carleton ; la Pétition de Joseph Doherty et autres, et la Pétition de Daniel Brown et autres, tous d'Excuminac ; la Pétition du Révérend P. N. Thivierge et autres, et la Pétition de Z. Bourdages et autres, tous de St Bonaventure ; la Pétition du Révérend J. N. Chrétien et autres ; la Pétition de David Kerr et autres, et la Pétition de N. Dion et autres, tous de St Charles de Caplan ; la Pétition de Robert Fair et autres, de Black Cape ; la Pétition de André Leblanc et autres ; et la Pétition du Révérend P. Lindsay et autres, tous de New Richmond ; la Pétition du Révérend J. Gagné et autres, de Maria ; la Pétition du Révérend P. Moreau et autres, de Shoolbred ; la Pétition du Révérend J. F. Audet et autres, des Saints Anges de Cascapédia ; la Pétition de J. Robinson et autres, de Restigouche ; la Pétition de W. Smith et autres, de New Carlisle ; et la Pétition de Octave Martin et autres, de St Alexis de Métapédia.

Par l'Honorable M. Irvine.—La Pétition du Révérend F. A. Smith et autres, de New Liverpool ; la Pétition du Révérend F. J. Boyle et autres, de Frampton East ; la Pétition du Révérend James S. Sykes et autres, de Frampton West ; la Pétition du Révérend W. King et autres, de St Sylvestre ; la Pétition du Révérend J. H. Jenkins et autres, des Trois-Rivières ; la Pétition du Révérend Thos Blaylock et autres, de New Carlisle, Paspébiac ; la Pétition du Révérend J. R. Walters et autres, de la Malbaie ; la Pétition du Révérend R. C. Tambs et autres, de la Rivière du Loup (en bas) ; la Pétition du Révérend R. W. Coleston et autres, de Halesboro et Portneuf ; la Pétition du Révérend Thomas L. Ball et autres, de Ireland et Inverness Sud ; la Pétition du Révérend Arthur Wilcocks et autres, de Melbourne et Richmond ; la Pétition du Révérend James Hepburn et autres, de Magog et Georgeville ; la Pétition du Révérend Peter Roe et autres, d'Inverness ; la Pétition du Révérend Louis C. Würtele et autres, d'Acton ; la Pétition du Révérend John Foster et autres, de Coaticook ; la Pétition du Révérend George Thornloe et autres, de Stanstead Plain ; la Pétition du Révérend Henry Roe et autres, de Brompton et Windsor ; la Pétition du Révérend Albert Stephens et autres, de Hailey ; la Pétition du Révérend Ghs Briggs Washer et autres, de Barford et Hereford ; la Pétition du Révérend W. G. Lyster et autres, de Cape Cove et Percé ; la Pétition du Révérend John P. Richmond et autres, du Bassin de Gaspé ; la Pétition du Révérend Clément D. Brown et autres, de Shigawake et Port Daniel ; la Pétition du Révérend Matthew Kerr et autres, de Sandy Beach ; la Pétition du Révérend H. J. Petry et autres, de Shipton ; la Pétition du Révérend Thomas S. Chapman et autres, de Dudswell ; la Pétition du Révérend Henry Roe et autres, de Ascot Corner et Westbury, tous ministres et custodes, de l'Eglise d'Angleterre.

Par M. Laberge.—La Pétition du Révérend E. H. Blyth et autres, de la Paroisse de Ste Martine, Comté de Chateauguy.

Par l'Honorable M. Lynch.—La Pétition de la Faculté Médicale de l'Université McGill, Montréal.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De E. A. Généreux et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie de Chemin de Fer, de Quais et d'Elévateurs de Richelieu et de Longueuil."

De Ben. Globensky et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie d'Exploitation et de Transport des Minerais de Québec."

Du Comte de Wazières et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Crédit Mobilier Canadien."

Du Révérend A. Labelle et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Grande Loterie Nationale de Québec."

De C. H. McIntosh et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation d'Ottawa."

De la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De W. B. Nantel et autres, de la Cité de Montréal ; demandant la passation d'un Acte pour confirmer la vente d'immeubles faite par " L'Evêque Catholique Romain de Montréal, dans la Province du Bas Canada," à Georges Washington Stephens, Ecuyer, M. P. P., le 3 de Février 1882, ainsi que toutes autres ventes d'immeubles déjà faites par la même corporation à divers acquéreurs, et pour d'autres fins.

De George Rodrigue et autres, de la Paroisse de St Côme ; demandant des amendements à l'Acte des Mines d'Or de 1880.

Du Révérend Jos. Magloire Moreau et autres, de la Paroisse de St Modeste, Comté de Rimouski,—et du Révérend Oct. Drapeau et autres, de la Paroisse de Ste Anne de Ristigouche ; demandant respectivement de l'aide pour le Séminaire de St Germain de Rimouski.

Du Révérend G. L. Chèvrefils et autres, de la Paroisse de Sainte du Bout de l'Isle, Comté de Jacques-Cartier ; demandant de l'aide pour le Collège de Ste Thérèse.

Des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université, Montréal ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société de Numismatique et d'Archéologie, Montréal ; demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

Du Révérend E. Demers et autres, de la Paroisse de Notre Dame du Mont Carmel, Comté de Kamouraska ; demandant de l'aide pour un chemin.

L'Honorable M. Joly, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer " The Quebec Hotel Company," auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill, intitulé : " Acte pour amender l'Acte de cette Province 33 Vict., chap. 30, intitulé : " Acte pour protéger les Manufactures de Fromage et de Beurre dans cette Province," auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :—De la Compagnie d'Abattoirs de Montréal ; demandant des amendements à sa charte,—De C. F. Burnett et autres, de la Ville de St Hyacinthe ; demandant un Acte pour incorporer " La Compagnie pour l'Eclairage au Gaz de St Hyacinthe,—De Robert McDougall et autres, du Village de Drummondville ; demandant un Acte d'incorporation pour construire un pont sur la rivière St François, à Drummondville.

De J. R. Woodward et autres, demandant à être incorporés sous le nom de " La Compagnie de Chemin de Chemin de Fer de Leeds et des Cantons de l'Est ;

De L. H. Roberge et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie Minière de l'Isle d'Orléans ;

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de *Charles Lionais* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux de *Sherbrooke*," et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants, mais comme un Bill, portant le même titre, a déjà été adopté par votre Honorable Chambre, pendant cette présente session, et comme les promoteurs du dit Bill désirent changer le nom de leur Bill en celui de "la Compagnie de *Sherbrooke* pour l'extraction et le traitement des minerais de fer." Votre Comité est convenu de suggérer à Votre Honorable Chambre qu'elle permette que le dit Bill soit introduit sous ce dernier titre, afin d'éviter toute erreur.

Sur motion de M. *Casavant*, secondé par M. *Martel*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette Province, 33 *Victoria*, chap. 30, intitulé : 'Acte pour protéger les Manufactures de Fromage et de Beurre de cette Province,' soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Blanchet* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Leeds* et des *Cantons de l'Est*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lavallée* ait la permission d'introduire un Bill pour constituer en corporation la Compagnie Minière de l'*Isle d'Orléans*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de *Sherbrooke* pour l'extraction et le traitement des Minerais de Fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie pour l'Eclairage au Gaz, de *St Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que M. *Watts* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Pont de *Drummondville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser la Compagnie des Abattoirs de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à émettre des débentures.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer *The West End Free Dispensary* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer *l'Orphelinat de Marieville* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour incorporer *l'Union St Joseph de St Césaire*.

Bill pour incorporer *La Trappe de Notre-Dame des Deux-Montagnes*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de *l'Union St Joseph de St Sauveur*, de Québec, pour l'année 1881. (Documents de la session No 6.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Blanchet*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer les livres des différents cadastres des Comtés de cette Province, avec copies des plans qui les accompagnent, afin de permettre aux officiers de cours, avocats, notaires et hommes d'affaires, en général, de profiter des renseignements importants qu'ils renferment, dans les transactions relatives aux immeubles et dans les procédures judiciaires affectant la propriété ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Flynn*,—Cette question recevra la considération la plus sérieuse du gouvernement.

Par M. *Martel*,—Est-ce l'intention du gouvernement de donner un remplaçant comme garde-forestier à feu *Chs L. de Salaberry*.

Réponse de l'Honorable Commissaire *Flynn*,—Telle n'est pas l'intention du gouvernement.

Par M. *Martel*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'introduire une mesure, durant cette session, pour venir en aide à l'empierrement de certaines grandes routes conduisant aux grands centres de commerce ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*,—Pas pendant cette session.

Par M. *Blanchet*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'introduire une mesure, durant la présente session, pour mettre les employés des Cours de Justice, sur le même pied que les employés Civils, en leur accordant l'avantage de participer au système de pensions établi en faveur de ces derniers.

Réponse de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*,—Le gouvernement a sous étude un projet de loi à cet effet.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Laberge,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant les sommes dépensées, depuis le 1er Juillet 1867, pendant chaque année fiscale, pour le maintien des édifices et des terrains et pour la construction des bâtiments à *Spencer Wood*; aussi toutes les sommes dépensées pour le maintien de la résidence du Lieutenant-Gouverneur, et aussi la somme payée par la Province pour ses dépenses personnelles, durant la même espace de temps, et indiquant aussi le montant dépensé, pendant chaque année fiscale, par chaque Lieutenant-Gouverneur.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant l'étendue et le prix des limites, terrains à phosphates ou autres terrains miniers, vendus pendant l'année 1880-1881, par le gouvernement, et les montants qui lui ont été payés, sur les prix de telles ventes.

Sur motion de l'Honorable M. Irvine, secondé par M. Watts,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances et instructions relativement à la production d'un bref de *nolle prosequi* dans la cause de la *Reine vs Lépine*, devant la Cour Criminelle du District de *Montmagny*, le 27 mars 1882.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'Honorable M. Joly,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un Etat détaillé du charbon consumé pendant l'année 1880, pour l'usage du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. Le dit état comprenant le temps écoulé, du mois de Juillet 1880 au mois de Juin 1881 inclusivement, et devant spécifier la quantité et le prix; de qui il a été acheté et à quelle station il a été livré.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en le Comité sur le Bill pour amender de nouveau le chapitre soixante et onze des Statuts Refondus du *Canada*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et l'Honorable M. Marchand fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender le chapitre soixante et onze des Statuts Refondus du *Canada* et l'acte provincial, 32 *Victoria*, chap. 43."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion qui a été proposée, vendredi dernier, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution proposée suivante:

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars;

Et la question étant de nouveau proposée;—La Chambre reprend les dits débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *S. Dumoulin*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Trois-Rivières*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Dumoulin, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 4 Avril 1882.

Et les Débats se continuant ;

Sur motion de *M. McShane*, secondé par *M. Gagnon*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Wurtele*, secondé par l'Honorable *M. Chapleau*, il est

Résolu, Qu'il soit présentée une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat, en faveur de l'Honorable Trésorier Provincial, pour la somme de dix mille dollars, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 4 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par *M. Fortin*.—La Pétition de *J. E. Alfred de St Georges* et autres.

Par *M. Bernard*.—La Pétition du Révérend *J. Séguin* et autres, de la Paroisse de *Verchères*, Comté de *Verchères*.

Par *M. LeCavalier*.—La Pétition du Révérend *Jos. St Aubin* et autres, du Village de la *Pointe Claire*.—Comté de *Jacques-Cartier*.

Par *M. Champagne*.—La Pétition de *Nap. Héton* et autres, de la Cité de *Montréal*.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

✓ Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer " La Compagnie de Papier *Rolland*.

Bill pour incorporer " Le Septuor *Haydn*," de *Québec*.

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour confirmer le privilège de cinquante ans accordé à la Compagnie de l'Aqueduc de *Louiseville*, par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai, pour la présentation des Pétitions pour les Bills Privés soit prolongé jusqu'au six courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Onzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition du Révérend *L. Z. Lambert* et autres, de la Paroisse de *Ste Anastasie de Nelson* ; demandant à être incorporée en municipalité séparée,—et la Pétition de la Société des Artisans Canadiens-Français, de la Cité de *Montréal* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation ; et a trouvé que dans le premier cas, les avis n'avaient été, par erreur, publiés qu'une fois dans les journaux de la localité, et que dans le second cas, aucun avis n'avait été publié. Mais comme il appert, d'après les explications données à votre Comité, que les parties intéressées ont été suffisamment informées de la nature de ces demandes, votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51ème règle.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de *W. B. Nantel* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte pour confirmer la vente d'immeubles, faite par l'Evêque Catholique Romain, de *Montréal*, dans la Province du *Bas Canada*, à *George Washington Stephens*, Ecuier, M. P. P., le trois de Février 1882, ainsi que toutes autres ventes d'immeubles déjà faites par la même corporation à divers acquéreurs et pour permettre à la dite corporation de vendre, à l'avenir, tous biens immeubles qu'elle possède ou pourra posséder, sans observer d'autres formalités que celles prescrites par le chapitre 136 de la 12e *Victoria*, et a trouvé que les avis requis avaient été publiés.

M. *Champagne*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*.

Votre Comité désire recommander à votre Honorable Chambre, que le délai pour la présentation des Pétitions sur Bills Privés soit étendu au six Avril courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Gauthier*, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre, le rapport du Sous-Comité, lequel est lu comme suit :

Après avoir délibéré avec soin sur la proposition qui lui a été soumise, relativement aux avantages qu'offre la culture de la betterave dans la Province de *Québec*, votre Sous-Comité a l'honneur de faire le rapport suivant :

Considérant qu'il est urgent, vu l'intérêt tout spécial que le gouvernement porte aux fabriques de sucre de betteraves, de modifier les conditions de la fabri-

que de sucre de betteraves de *Farnham*, incorporée sous le nom de Compagnie de sucre de betteraves de la Province de *Québec*, de façon à ce que les quatre derniers installlements sur cette subvention soient payés par anticipation, nous recommandons que le montant de ces quatre installlements à payer, par anticipation, et formait la somme de \$28,000, soient payés à la Compagnie, en deux versements de \$14,000 simultanément, avec la subvention annuelle de sept mille piastres accordée à la dite Compagnie, et que ces \$28,000 soient offertes en primes aux cultivateurs, à raison de 75 centins par tonne, de betteraves vendues, à la Compagnie ou produites par elle, pour les induire à cultiver la betterave à sucre nécessaire pour alimenter les usines de la Compagnie; la dite Compagnie devant être payée comme susdit, à l'époque fixée pour le paiement du dit subside annuel.

Votre Sous-Comité est d'opinion; que la modification et les paiements par anticipation mentionnés ci-haut produiraient les avantages suivants:

1o. Amélioreraient la position financière de la Compagnie de sucre de betterave de la Province de *Québec*.

2o. Encourageraient les agriculteurs à cultiver la betterave dans le but de la vendre pour la fabrication du sucre.

Ordonné, Que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill pour amender l'acte 40 *Victoria*, chap. 63, intitulé: "Acte incorporant la Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de *Montréal*."

Ordonné, Que l'Honorable Procureur Général *Loranger*, ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur la motion proposée, Vendredi, le 24 Mars dernier, à l'effet que cette Chambre se forme immédiatement en Comité, pour considérer la résolution suivante:

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *W. J. Poupore*, Ecuier, Membre pour le District électoral de *Pontiac*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Poupore, en conséquence, prend le Fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur prend le Fauteuil.

Et les débats se continuant;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de *St François*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer "*The Quebec Hotel Company*;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur repred le fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amedement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill amendant l'acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières*, (38 *Victoria*, chap. 76).

Bill pour autoriser la Compagnie d'abattoirs de *Montréal* à emprunter de l'argent et à émettre des débentures.

La Chambre résume les Débats sur la motion qui a été proposée Vendredi le 24 Mars dernier, a l'effet, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution proposée suivante :

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Laberge*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés jusqu'à 4 heures, P. M., demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 5 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Cameron*,—La Pétition de *Thomas Haire* et autres du Village de *Franklin*, Comté de *Huntingdon*.

Par l'Honorable Trésorier *Würtele*,—La Pétition de *La Société du Crédit Foncier Franco-Canadien*.

Par l'Honorable Commissaire Flynn,—Deux Pétitions du Révérend J. A. Pérusse et autres, de *St Michel de Percé* ; la Pétition du Révérend A. Lacasse et autres, du *Cap d'Espoir* ; la Pétition du Révérend J. Paradis, de *Ste Adélaïde de Pabos* ; la Pétition du Révérend J. O. Normandin et autres, de la *Grande Rivière* ; la Pétition du Révérend C. E. Trudel et autres, de *St Pierre de Malbaie* ; la Pétition de Geo. Prevel et autres ; et la Pétition du Révérend J. L. Rioux et autres, de *Ste Cécile de Claridorme*.

Par M. Asselin,—La Pétition du Révérend P. Thérberge et autres, de *Ste Félicité Comté de Rimouski* ; la Pétition du Révérend P. Audet et autres, de *St Fabien* ; la Pétition du Révérend J. Rioux et autres, de *St Joseph de Lepage* ; la Pétition du Révérend Thos. Bérubé et autres, de *St Simon* ; la Pétition du Révérend L. Rouleau et autres, de *St Jérôme de Motane* ; la Pétition du Révérend A. Chouinard et autres de *St Octave* ; la Pétition du Révérend C. G. Fournier et autres de *Ste Flavie* ; la Pétition du Révérend Thos. Gravel et autres, de *St Mathieu* ; la Pétition du Révérend J. O. Drapeau et autres, de *St Ulric* ; et la Pétition des Sœurs de la Charité de *St Germain de Rimouski*.

Par M. Désaulniers,—La Pétition de Hector Biron et autres, de la Paroisse de la *Pointe-au-Lac* ; la Pétition du Révérend A. D. Gélinas et autres, de la Paroisse d'*Yamachiche* ; et la Pétition d'Elzéar Milot et autres, tous du Comté de *St Maurice*.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de l'Institut National des Beaux-Arts, *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend F. A. Blouin et autres ; et de N. Arseneau et autres, tous de *Carleton* ; de Joseph Doherty et autres ; et de Daniel Brown et autres, tous d'*Écuminac* ; du Révérend P. N. Thivierge et autres ; et de Z. Bourdages et autres, tous de *St Bonaventure* ; du Révérend J. N. Chrétien et autres ; de David Kerr et autres ; et de N. Dion et autres, tous de *St Charles de Caplan* ; de Robert Fair et autres, de *Black Cape* ; de André LeBlanc et autres ; et du Révérend P. Lindsay et autres, tous de *New-Richmond* ; du Révérend J. Gagné et autres, de *Maria* ; du Révérend P. Moreau et autres, de *Shoobred* ; du Révérend J. F. Audet et autres, des *Saints Anges de Cascapédia* ; de J. Robinson et autres, de *Ristigouche* ; de W. Smith et autres, de *New-Carlisle* ; et de Octave Martin et autres, de *St Alexis de Métapédia* ; demandant respectivement que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*, devienne loi.

Du Révérend F. A. Smith et autres, de *New-Liverpool* ; du Révérend Félix J. Boyle et autres, de *Frampton Est* ; du Révérend James S. Sykes et autres, de *Frampton Ouest* ; du Révérend W. King et autres, de *St Sylvestre* ; du Révérend John H. Jenkins et autres, des *Trois-Rivières* ; du Révérend Thos. Blaylock et autres, de *New-Carlisle et Paspébiac* ; du Révérend G. R. Walters et autres, de la *Malbaie* ; du Révérend R. C. Tams et autres, de la *Rivière du Loup* (en bas) ; du Révérend R. W. Colston et autres, de *Halesboro et Portneuf* ; du Révérend Thomas L. Ball et autres, de *Ireland et Inverness Sud* ; du Révérend Arthur Wilcocks et autres, de *Melbourne et Richmond* ; du Révérend James Hepburn et autres, de *Magog et Georgeville* ; du Révérend Peter Roe et autres, d'*Inverness* ; du Révérend Louis C. Wirtle et autres, d'*Acton* ; du Révérend John Foster et autres, de *Coaticook* ; du Révérend George Thorneloe et autres, de *Stantead Ptain* ; du Révérend Henry Roe et autres, de *Brompton et Windsor* ; du Révérend Albert Stevens et autres, de *Hatley* ; du Révérend Chas Briggs Washer et autres, de *Barford et Hereford* ; du Révérend W. G. Lyster et autres, de *Cape Cove et Percé* ; du Révérend John P. Richmond et autres, du *Bassin de Gaspé* ; du Révérend Clément D. Brown et autres, de *Shigawake et Port Daniel* ; du Révérend Mathew Ker et autres, de *Sandy Beach* ; du Révérend H. J. Petry et autres, de *Shipton* ; du Révérend Thos S. Chapman et autres, de *Dudswell* ; et du Révérend Henry Roe et autres, de *Ascot Corner* et

Westbury, tous ministres et custodes de l'Eglise d'Angleterre ; demandant respectivement que le Bill autorisant la Société de l'Eglise incorporée du Diocèse de *Québec*, à faire certains arrangements concernant le fonds des dotations paroissiales, devienne loi.

Du Révérend *E. H. Blyth* et autres, de la Paroisse de *Ste Martine*, Comté de *Châteauguay* ; demandant de l'aide pour le Collège de *Ste Thérèse*.

De la Faculté Médicale de l'Université *McGill*, *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle, soit continuée.

Ordonné, Que la Pétition de *J. E. Alfred de Saint George* et autres, présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant la passation d'un acte pour incorporer le "Crédit Mobilier et Agricole, de *Québec*."

Ordonné, Que la Pétition du "Crédit Foncier Franco-Canadien" présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre, le Douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de *C. H. McIntosh* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de : "Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation d'*Ottawa*," et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

Votre Comité a aussi la Pétition de la Compagnie des Chemins de Péage de l'*Isle Jésus* ; demandant la passation d'un acte lui accordant de nouveaux pouvoirs et l'autorisant à augmenter son capital ; et a trouvé que les avis publiés ne mentionnaient pas tous les amendements demandés par la dite Pétition ; mais comme la preuve a été faite, devant Votre Comité, que les parties intéressées ont été bien informées de la nature de ces amendements, votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51ème règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer l'Hospice *St Joseph de la Délivrance*.

Bill pour amender l'acte 41 *Victoria*, chap. 52, concernant la Compagnie de Sucre de *Betterave*, de la Province de *Québec*.

Bill pour permettre à la Ville de *St Henri*, et aux Municipalités des Villages de *St Gabriel*, *Ste Cunégonde*, *St Jean-Baptiste*, *Côte St Louis* et *Côte St Antoine* de se servir des égouts de la Cité de *Montréal*.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Beaubien* ait la permission d'introduire un Bill concernant l'administration des biens de l'Evêque Catholique Romain, de *Montréal*, dans la Province du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que M. Poupore ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de l'*Ontario*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet ait la permission d'introduire un Bill pour ériger la Paroisse de *Ste Anastasie de Nelson*, en une Municipalité séparée.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un Bill, intitulé : "Acte pour faire cesser les doutes sur le Comté auquel appartient l'*Ile aux Lièvres*, située dans le fleuve *St Laurent*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

L'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 14 Mars 1882, pour un état indiquant, avec ordre de dates, les sommes tirées du Trésor Provincial, par l'administration du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour dépenses générales, depuis le 1er Novembre 1879 jusqu'au 15 Mars courant. [Documents de la session No 30.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 23 Mars 1882, demandant un état détaillé des montants payés aux diverses sociétés d'agriculture, depuis le 30 juin 1881. [Documents de la session No 31.]

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 22 Mars, 1882, pour un tableau indiquant tous les Comtés et parties de Comtés où le cadastre officiel pour fins d'enregistrement est en force ; avec mention, dans chaque cas, de la date du dépôt du cadastre, de la date de la proclamation le mettant en force, et de l'époque précise de sa mise en force. [Documents de la session No 32.]

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Trudel.—Est-ce l'intention du Gouvernement de mettre à exécution les sections 32, 33 et 34 de l'acte 43 et 44 *Victoria*, chap. 14, dans les Municipalités qui ont intérêt des aliénés dans les asiles de cette Province, et de faire payer, par ces municipalités, la moitié des frais d'entretien de ces aliénés, sans en exempter aucune ? Et, si quelques-unes de ces Municipalités ont été exemptées de ce paiement, quelles sont-elles ?

Réponse par l'Honorable Procureur Général Loranger,—Le Gouvernement ne croît pas devoir amender le statut en question ; aucune Municipalité n'a été exemptée de la contribution à l'entretien des aliénés réglée par le dit acte.

Par M. Deschênes.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'acheter quelques milliers d'exemplaires des différents traités sur la culture du tabac canadien, pour être distribués aux cultivateurs, afin d'encourager la dite culture du tabac ?

Réponse par l'Honorable M. Chapleau.—Cette culture intéresse surtout le Gouvernement qui en retire un revenu. Néanmoins le Gouvernement, comme par le passé, donnera quelque encouragement à ces publications.

Par M. Bergevin.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'acheter, pour distribuer dans les campagnes, un certain nombre d'exemplaires du *Traité sur l'élevage et les maladies des bestiaux*, par J. A. Couture. Ouvrage qui semble très précieux pour nos cultivateurs ?

Réponse par l'Honorable M. Chapleau.—Telle est l'intention du Gouvernement.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Copies de tous Ordres en Conseil, Correspondances, Arrangements et Documents quelconques, relatifs à la vente ou concession des lots à phosphate, par le Gouvernement, à M. Charles de Molon.

2. Copie de toutes procurations ou pouvoirs quelconques, de la part de M. Charles de Molon, aux personnes qui ont agi pour lui, en son nom, hors de la vente publique des lots à phosphate du 16 Novembre 1881, fournis au Gouvernement soit avant, soit après la dite vente.

3. Copie de la décision du Commissaire des Terres de la Couronne, révoquant la vente des terrains à phosphates adjugés à M. Charles de Molon, ou à ses représentants, lors de la vente et adjudication du 16 Novembre 1881, et copie de l'avis de cette révocation donné au dit M. Charles de Molon, ou à ses représentants.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable Trésorier Wurtelle,

Ordonné, Que la considération de la motion pour que la Chambre se forme maintenant en comité pour considérer certaine résolution décrétant et confirmant la vente de la partie du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, s'étendant depuis Montréal jusqu'à St Jérôme, Aylmer et la Cité d'Ottawa, ait préséance sur tous les Ordres du Jour, à commencer ce jour (mercredi) jusqu'à ce qu'il ait été disposé de la dite résolution par cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. Marchand ait la permission d'introduire un Bill pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Compagnie des Chemins de Péage de l'Isle Jésus.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

L'Ordre du jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion qui a été proposée, vendredi dernier, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution proposée suivante :

Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, s'étendant depuis Montréal jusqu'à St Jérôme, Aylmer et la Cité d'Ottawa, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien,

transmis à cette Chambre par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Et la question étant de nouveau proposée,

L'Honorable M. *Irvine*, propose comme amendement, secondé par M. *Trudel*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu que les arrangements maintenant soumis à la Chambre ne sont pas les plus avantageux qu'il était au pouvoir du Gouvernement d'obtenir."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Brousseau,
Demers,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,
Marchand,

McShane,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn,

Stephens,
Trudel et
Watts.—15.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Cameron,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,

Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,

Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,

Owens,
Pâquet,
Paradis,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St Hilaire,
Thornton et
Wartele.—44.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Cameron,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,

Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
McShane,

Owens,
Pâquet,
Paradis,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St Hilaire,
Thornton et
Wartele.—45.

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Brousseau,
Daners.
Gagnon,*

*Irvine,
Joly,
Laberge,
Marchand,*

*Richard,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn,*

*Stephens,
Trudel et
Watts.—14.*

Ainsi, elle est résolu affirmativement.
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 16 Mars.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Garneau fait, en conséquence, rapport de la résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, conformément aux conditions du traité conclu avec la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message du 16 Mars.

Et la question étant mise aux voix, que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente ;

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que l'Honorable M. Chapleau ait la permission d'introduire un Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa* ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, la préposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Mardi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Chapleau, secondé par l'honorable Trésorier *Wartele*,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à Mardi prochain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 6 Avril 1882.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Treizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De *J. E. Alfred de Saint-George* et autres ; demandant la passation d'un acte pour incorporer le "Crédit Mobilier et Agricole, de Québec."

Du "Crédit-Foncier Franco-Canadien ;" demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que *M. Fortin* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer le Crédit Mobilier et Agricole de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Mardi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtel* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 60, incorporant la société du Crédit-Foncier Franco-Canadien.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Mardi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 11 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Procureur-Général *Loranger*,—La Pétition de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*.

Par M. *Shehyn*,—La Pétition de *Nazaire Turcotte* et autres, épiciers de la Cité de Québec.

Par M. *Audet*,—La Pétition du Révérend *P. M. Meunier* et autres, du Canton de *Watford*, Comté de *Dorchester*.

Par M. *Champagne*,—La Pétition de *B. Bourgeois* et autres,—et la Pétition de la Communauté de l'Hôpital Général, communément appelée Sœurs Grises.

Par M. *Désaulniers*,—La Pétition du Révérend *F. Verville* et autres, de la Paroisse de *St Elie*, Comté de *St Maurice*.

Par M. *Houde*,—La Pétition du Révérend *P. Devillers* et autres, de la Paroisse de *Ste Gertrude*, Comté de *Nicolet*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—La Pétition de *Robert G. Leekie* et autres, du District de *St François*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *Thomas Haire* et autres, du Village de *Franklin*, comté de *Huntingdon* ; demandant que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*, devienne loi.

Du Révérend *J. A. Pérusse* et autres, de *St Michel de Percé*,—du Révérend *M. A. Lacasse* et autres, du *Cap d'Espoir*,—du Révérend *J. Paradis* et autres, de *Ste Aélaide de Pabos*,—du Révérend *J. O. Normandin* et autres, de la *Grande Rivière*,

—du Révérend *M. C. E. Trudel* et autres, de *St Pierre de Malbaie*,—et de *Geo. Prevel* et autres, tous du Comté de *Gaspé* ; demandant respectivement que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*, devienne loi.

Du Révérend *J. A. Pérusse* et autres, de *St Michel de Percé*,—du Révérend *J. L. Rioux* et autres, de *Ste Cécile de Cloridorme*,—du Révérend *P. Théberge* et autres, de *Ste Félicité*,—du Révérend *P. Audet* et autres, de *St Fabien*,—du Révérend *J. Rioux* et autres, de *St Joseph-de-Lepage*,—du Révérend *Thomas Bérubé* et autres, de *St Simon*,—du Révérend *L. Rouleau* et autres, de *St Jérôme de Matane*,—du Révérend *A. Chouinard* et autres, de *St Octave*,—du Révérend *C. G. Fournier* et autres, de *Ste Flavie*,—du Révérend *Thomas Gravel* et autres, de *St Mathieu*,—et du Révérend *J. O. Drapeau* et autres, de *St Ulric* ; demandant respectivement de l'aide pour le séminaire de *Saint Germain de Rimouski*.

Du Révérend *J. Séguin* et autres, de la Paroisse de *Verchères*, Comté de *Verchères*,—et du Révérend *Jos St Aubin* et autres, du Village de la *Pointe-Claire*, Comté de *Jacques-Cartier* ; demandant respectivement de l'aide pour le collège de *Ste Thérèse*.

De *Napoléon Hélon* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant de l'aide pour l'Institution des Sourds-Muets, à *Mile End*, près *Montréal*.

Des Sœurs de la Charité de *St Germain de Rimouski* ; demandant de l'aide.

De l'Institut National des Beaux Arts, *Montréal* ; demandant de l'aide.

De *Hector Biron* et autres, de la Paroisse de *Pointe du Lac*,—du Révérend *A. D. Gélinas* et autres, de la Paroisse de *Yamachiche*,—et de *Elzéar Milot* et autres, tous du Comté du *St Maurice* ; demandant respectivement que le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ne soit pas vendu.

L'Honorable Solliciteur-Général *Lynch*, du Comité Permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dixième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour autoriser la Compagnie des Abattoirs de *Montréal* à emprunter de l'argent et à émettre des débentures, auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a, le quatre Avril courant, examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer "la Compagnie du Chemin de Fer *Trois-Rivières* et du *Nord-Ouest*."

Ordonné, Que la Pétition de l'Hôpital Général communément appelée Sœurs Grises, de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant certains amendements au Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Municipalité du Village de la *Côte Saint-Antoine*.

Ordonne, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité Permanent des divers Bills Privés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance appelée : "*The Liverpool and London and Globe Insurance Company*" à faire des contrats, à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province

de Québec, en son propre nom et pour d'autres fins," auquel il demande le concours de cette Chambre.

M. l'Orateur met devant cette Chambre,—Etat des affaires de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, et de La Société des Menuisiers de Québec, tous deux pour l'année 1881. (Documents de la session No 6).

Sur motion de l'Honorable Trésorier Würtele, secondé par l'Honorable Solliciteur Général Lynch,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance " The Liverpool and London and Globe Insurance Company " à faire des contrats, à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province de Québec, en son propre nom et pour d'autres fins," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable Commissaire Flynn, secondé par l'Honorable Solliciteur Général Lynch,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les lois de la chasse.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que les personnes non domiciliées en cette Province, devront payer un honoraire de \$20.00 pour faire la chasse de tous les animaux à fourrures, gibier ou oiseaux, mentionnés dans l'acte qui sera présenté concernant la chasse en cette Province.

Résolu, 2. Que les personnes domiciliées en cette Province, devront payer un honoraire de \$2.00 pour faire la chasse de la loutre, du castor, du vison, de l'original et du caribou et du chevreuil.

Résolu, 3. Que les personnes habitant cette partie de la Province à l'ouest de l'endroit connu sous le nom de : Pot-à-l'eau-de-vie, devront payer un honoraire de \$1.00 pour faire la chasse des oiseaux suivants : le coq de Bruyère, le ptarmigan, la bécasse ou bécassine, le cygne sauvage, l'oie sauvage, l'outarde, le canard sauvage d'aucune espèce et la macreuse ou sarcelle.

Résolu, 4. Que ces permis, n'auront de valeur que dans les limites de la division pour laquelle ils auront été délivrés et ne pourront être donnés pour une période excédant quatre mois.

Résolu, 5. Que tout agent ou sous-agent des Terres de la Couronne, ou toute autre personne nommée à cette fin par le Commissaire des Terres, pourra accorder ces permis de chasse.

Résolu, 6. Que toutefois, le Commissaire ou l'Assistant-Commissaire des Terres de la Couronne pourra, sur paiement d'un honoraire de \$50, délivrer, pour la même période de quatre mois, des permis valables dans toute la Province.

Résolu, 7. Que le Commissaire des Terres de la Couronne, ou toute personne autorisée par lui à cet effet, pourra accorder des permis par écrit à quiconque désirera se procurer *bona fide*, des oiseaux, des œufs, ou des animaux à fourru-

res, pour des objets scientifiques, *durant le temps de la prohibition*—et tels permis devront être contre-signés par le surintendant de la chasse ; et la personne qui aura obtenu un semblable permis, ne sera passible d'aucune pénalité imposée par le présent acte, pourvu qu'elle produise, dans les deux mois qui suivront l'époque à laquelle elle aura chassé, en vertu de tel permis, un état assermenté, spécifiant l'espèce et la quantité du gibier ou des animaux à fourrure par elle pris dans un but scientifique.

Et pour ce permis, il sera exigé un honoraire de \$4.00.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu, Que le rapport soit reçu demain.

Ordonné, Que la Pétition de *Robert G. Leckie* et autres, du District de *Saint-François*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçu et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Sherbrooke Turf Club*."

L'Honorable Commissaire *Flynn*, secondé par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, propose, que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant les Terres Publiques.

L'Honorable Commissaire *Flynn*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ;

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative en date du 23 mars 1882 ; demandant copies de toutes correspondances et documents concernant la démission de l'Agent de la station de *Berthierville*, sur le Chemin de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (Document de la Session No 33.)

Aussi Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 29 mars 1882, pour un état indiquant le nombre de chars plateforme ; le nombre de chars à marchandises ; le nombre de chars à passagers ; le total des chars ; le total des locomotives que possède maintenant le Gouvernement sur le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (Documents de la Session No 34.)

Le Bill pour incorporer *The West End Free Dispensary*, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier pour le Bill au Conseil Législatif, et en demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en le Comité sur le Bill pour incorporer " La Compagnie de Papier *Rolland* " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Houdé* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Houdé* fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer " Le Septuor Haydn de *Québec* ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la *Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Chaleurs* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lalonde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'Hospice St Joseph de la Délivrance ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 41 *Victoria*, chap. 52, incorporant la Compagnie de Sucre de *Beteraves* de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois ; et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill ayant pour objet de constituer en corporation la Compagnie Minière de *l'Isle d'Orléans*.

Bill pour incorporer la Compagnie de *Sherbrooke* pour l'extraction et le traitement des minerais de fer.

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Leeds* et des *Cantons de l'Est*.

Le Bill pour ériger la Paroisse de *Sainte Anastasie de Nelson*, en Municipalité séparée, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre reprend les Débats sur la motion qui a été proposée, aujourd'hui,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant les Terres Publiques.

Et la dite motion étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Qu'il y aura, à l'avenir, une réserve du bois de pin, sur les Terres Publiques acquises par vente, concession, location, bail ou permis d'occupation. Ce bois sera la propriété de la Couronne, et la réserve en sera mentionnée dans les billets de location et dans les Lettres-Patentes.

Et toute personne possédant maintenant ou qui possèdera, à l'avenir, une licence pour la coupe du bois sur telles terres, pourra, pendant toute la durée de sa licence, en se conformant aux règlements concernant les bois sur les Terres de la Couronne, maintenant en force ou qui le deviendront à l'avenir, pénétrer dans les endroits non défrichés pour y couper ce bois et faire, sans causer de dommages inutiles à la propriété, tous les chemins pour les enlever et pour y passer les approvisionnements.

Nonobstant la réserve ci-dessus, les concessionnaires, porteurs ou non de Lettres-Patentes ou leurs ayans cause, pourront cependant, couper et employer le bois de pin qui leur sera nécessaire pour la construction de leurs bâtisses et clôtures sur ces terrains ;—et, en payant le même prix que les porteurs de licence pour la coupe du bois, ils pourront disposer en outre, à leur gré, de celui qu'ils abattront dans les défrichements nécessaires pour l'obtention des Lettres-Patentes.

Résolu, 2. Que lorsqu'il n'y aura pas de licence pour la coupe du bois sur telles terres, le Commissaire pourra, dans ce cas, vendre à l'enchère, le bois de pin réservé par les présentes résolutions, en se conformant aux dispositions de l'acte 36 *Victoria*, chap. 9.

Résolu, 3. Que la Couronne paiera, à même le fonds consolidé du revenu de la Province, aux personnes qui acquierront, à l'avenir, des terres publiques, par vente concession, location, bail ou permis d'occupation ou à leurs héritiers ou ayans cause, pour le bois de pin coupé sur ces terres et sur lesquelles elle a retiré des droits de coupe de bois, la somme de 25 pour cent des droits ainsi perçus pour le bois coupé sur ces terres, depuis leur vente.

Des règlements seront faits de temps à autres, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, dans le but de connaître et désigner les personnes qui devront recevoir ces paiements, les sommes qui leur seront payées et la date du paiement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Carbray* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Carbray* fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'il y aura, à l'avenir, une réserve du bois de pin, sur les Terres Publiques acquises par vente, concession, location, bail ou permis d'occupation.

Ce bois sera la propriété de la Couronne, et la réserve en sera mentionnée dans les billets de location et dans les Lettres-Patentes.

Et toute personne possédant maintenant ou qui possèdera, à l'avenir une licence pour la coupe du bois sur telles terres, pourra, pendant toute la durée de sa licence, en se conformant aux règlements concernant les bois sur les terres de la Couronne, maintenant en force ou qui le deviendront à l'avenir, pénétrer dans les endroits non défrichés pour y couper ce bois et faire, sans causer de dommages inutiles à la propriété, tous les chemins pour les enlever et pour y passer les approvisionnements.

Nonobstant la réserve ci-dessus, les concessionnaires, porteurs ou non de Lettres-Patentes ou leurs ayans cause, pourront cependant, couper et employer le bois de pin qui leur sera nécessaire pour la construction de leurs bâtisses et clôtures sur ces terrains ;—et, en payant le même prix que les porteurs de licence pour la coupe du bois, ils pourront disposer en outre, à leur gré, de celui qu'ils abattront dans les défrichements nécessaires pour l'obtention des Lettres-Patentes.

Résolu, 2. Que lorsqu'il n'y aura pas de licence pour la coupe du bois sur telles terres, le Commissaire pourra, dans ce cas, vendre à l'enchère, le bois de pin réservé par les présentes résolutions, en se conformant aux dispositions de l'acte 36 Victoria, chap. 9.

Résolu, 3. Que la Couronne paiera, à même le fonds consolidé du revenu de la Province, aux personnes qui acquierront, à l'avenir, des terres publiques, par vente, concession, location, bail ou permis d'occupation ou à leurs héritiers ou ayans cause, pour le bois de pin coupé sur ces terres et sur lesquelles elle a retiré des droits de coupe de bois, la somme de 25 pour cent des droits ainsi perçus pour le bois coupé sur ces terres, depuis leur vente.

Des règlements seront faits de temps à autres, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, dans le but de connaître et désigner les personnes qui devront recevoir ces paiements, les sommes qui leur seront payées et la date du paiement.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire Flynn, ait la permission d'introduire un Bill pour amender les actes concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable Trésorier Warteke,

Résolu, Que, dorénavant, les Ordres du Gouvernement auront préséance sur les Ordres du Jour, les Mercredis et Jedis, et que ces jours seront considérés comme jours du Gouvernement.

Le Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurance provinciales, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité spécial composé de l'Honorable Solliciteur Général Lynch, l'Honorable M. Robertson, l'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet, et M. Champagne, M. Laberge, M. Sawyer, M. Duhamel, M. Spencer et M. Picard, avec instruction de l'examiner et de faire rapport de temps à autres.

Le Bill concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le feu, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé sur le Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurances Provinciales.

Le Bill pour amender l'acte 34 Victoria, ch. 19, concernant le défrichement des terres et la protection des forêts contre les incendies, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *St Hilaire* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour permettre à la Ville de *St Henri*, aux Municipalités des Villages de *St Gabriel*, de *Ste Cunégonde*, de *St Jean Baptiste*, de la *Côte St Louis* et de la *Côte St Antoine*, de se servir des égouts de la Cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour confirmer le privilège de cinquante ans accordé à la Compagnie de l'aqueduc de *Louiseville* par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Désaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le Bill pour amender et refondre les dispositions concernant la confection des listes électorales, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération l'acte électoral de *Québec*, 1875, et l'acte des élections contestées de *Québec*, de 1875.

Le Bill pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Le Bill pour amender l'acte concernant la déclaration que doivent faire les Compagnies incorporées, 40 *Victoria*, chap. 15, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Blanchet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Le Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial pour prendre en considération l'acte électoral de *Québec*, 1875, et l'acte des élections contestées de *Québec*, de 1875.

Le Bill pour procurer des sujets aux écoles d'anatomie est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial sur le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la Profession Médicale et la Chirurgie.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour prévenir la propagation des incendies par les toitures en bois de certaines édifices, dans les Cités, Villes et Villages incorporés en cette province, étant lu ;

M. Dumoulin, secondé par M. Fortin, propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial nommé aux fins de recevoir et étudier les amendements à faire au Code Municipal.

Le Bill pour amender les disposition du Code Civil et du Code de Procédure Civil, concernant les lois d'hypothèque et d'enregistrement est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Le Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 32, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération le Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurances Provinciales.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Rinfret dit Malouin.—Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, étant autorisé, par l'acte 40 *Victoria*, chap. 4, à prendre sur le fonds consolidé de la Province, une somme de soixante-quinze mille piastres, et à l'employer à la construction du Palais de Justice de la Cité de Québec ; Est-ce l'intention du Gouvernement de mettre à exécution le dit acte 40 *Victoria*, chap. 4.

Réponse par l'Honorable M. Chapleau,—Le Gouvernement considère favorablement cette question.

Sur motion de M. Lalonde, secondé par M. Deschênes,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes dûes au Fonds de Bâtisse et de Jurés, au 31 Décembre 1881, par les Corporations, spécifiant : 1. Le montant dû par chacune des Corporations, dans chacun des Comtés de la Province ;

2. Le nom des Corporations qui ont été poursuivies, depuis le 1er Janvier 1881 ;

3. Le montant de chaque poursuite ;

4. Le montant des frais dans chaque cause ;

5. La date de chaque poursuite.

Sur motion de M. Laberge, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute Lettres, Correspondances, Requêtes, Certificats et Documents échangés, entre le Gouvernement et certaines personnes du Comté de Montmagny relatifs à l'admission d'Arsène Collin, dans l'Asile de Beauport ; et aussi toutes Correspondances échangées, comme susdit, pour le paiement des frais d'entretien dans l'asile, du dit Arsène Collin.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Laberge,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

Copie de toute Correspondance, de tous Arrêtés en Conseil et de toutes Décisions Ministérielles, au sujet de louage de l'édifice dans lequel se tiennent actuellement les termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit, pour le District de *Kamouraska*, depuis l'incendie du Palais de Justice du dit District de *Kamouraska* ; avec un état des sommes payées jusqu'ici pour le loyer du dit édifice.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 12 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—la Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Paradis*.—La Pétition de la Municipalité du Village de *Napierville*.

Par M. *Marion*.—La Pétition du Révérend *T. Dagenais* et autres, de *St Roch de l'Acchigan*.

Par M. *Sawyer*.—La Pétition du Révérend *J. C. F. Corriveau* et autres, du *Canton de Chesham*.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Onzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender l'acte incorporant l'Association de *Québec* et du *Lac Supérieur*, pour l'exploitation des Mines, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre sans amendement.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer "La Société Française des Phosphates du Canada," auquel il a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à votre Honorable Chambre.

M. *Laberge*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre, le Quatorzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :—de *E. A. Généreux* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "la Compagnie de Chemin de Fer, de Quais et d'Élévateurs de *Richelieu* et de *Longueuil* ; de *Benj. Globensky* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie d'Exploitation et de Transport des Minerais de *Québec* ;" du Comte de *Wazières* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de *Crédit Mobilier Canadien* ; du Révérend *A. Labelle* et autres, demandant un acte d'incorporation

sous le nom de La Grande Loterie Nationale de *Québec*; de la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de *Robert G. Leckie* et autres, du District de *St François*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Sherbrooke Turf Club* et a trouvé qu'elle était de la nature de celles qui ne demandent pas d'avis. Votre Comité recommande en conséquence à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51e Règle.

Ordonné, Que *M. Champagne* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer Le Crédit Mobilier Canadien.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Martel* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer La Compagnie de Chemin de Fer, de Quais et d'Elévateurs de *Richelieu* et de *Longueuil*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Martel* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51e Règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle se rapporte au Bill pour incorporer "*The Sherbrooke Turf Club*."

Ordonné, Que l'Honorable *M. Robertson* ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Champagne* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer La Grande Loterie Nationale de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Champagne* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer La Compagnie d'Exploitation et de transport des Minerais de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de La Compagnie du Chemin Macadamisé de *Laprairie*, pour l'année finissant le 31 Décembre 1881. (Documents de la session No 6.)

M. Blanchet, du Comité de toute la Chambre, pour considérer certaines résolutions proposées, concernant les lois de la chasse, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que les personnes non domiciliées en cette Province, devront payer un honoraire de \$20.00 pour faire la chasse de tous les animaux à fourrures, gibier ou oiseaux, mentionnés dans l'acte qui sera présenté concernant la chasse en cette Province.

Résolu, 2. Que les personnes domiciliées en cette Province, devront payer un honoraire de \$2.00 pour faire la chasse de la loutre, du castor, du vison, de l'original, du caribou et du chevreuil.

Résolu, 3. Que les personnes habitant cette partie de la Province à l'Ouest de l'endroit connu sous le nom de : *Pot-à-l'eau-de-vie*, devront payer un honoraire de \$1.00 pour faire la chasse aux oiseaux suivants : le coq de bruyère, le ptarmigan, la bécasse ou bécassine, le cygne sauvage, loie sauvage, l'outarde, le canard sauvage d'aucune espèce et la macreuse ou sarcelle.

Résolu, 4. Que ces permis, n'auront de valeur que dans les limites de la division pour laquelle ils auront été délivrés et ne pourront être donnés pour une période excédant quatre mois.

Résolu, 5. Que tout agent ou sous-agent des Terres de la Couronne ou toute autre personne nommée à cette fin par le Commissaire des Terres, pourra accorder ces permis de chasse.

Résolu, 6. Que toutefois, le Commissaire ou l'Assistant-Commissaire des Terres pourra, sur paiement d'un honoraire de \$50, délivrer, pour la même période de quatre mois, des permis valables dans toute la Province.

Résolu, 7. Que le Commissaire des Terres de la Couronne, ou toute personne autorisée par lui à cet effet, pourra accorder des permis par écrit à quiconque désirera se procurer *bonâ fide*, des oiseaux, des œufs, ou des animaux à fourrures, pour des objets scientifiques, *durant le temps de la prohibition*—et tels permis devront être contre-signés par le Surintendant de la chasse ; et la personne qui aura obtenu un semblable permis, ne sera passible d'aucune pénalité imposée par le présent acte, pourvu qu'elle produise, dans les deux mois qui suivront l'époque à laquelle elle aura chassé, en vertu de tel permis, un état assermenté, spécifiant l'espèce et la quantité du gibier ou des animaux à fourrure par elle pris dans un but scientifique.

Et pour ce permis, il sera exigé un honoraire de \$4.00.

Et la première résolution jusqu'à la septième inclusivement, étant lues une seconde fois séparément, elles sont adoptées sur division sur chacune.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender et consolider les lois de la chasse en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois ; et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender l'acte 34 *Victoria*, chap. 19, concernant le défrichement des terres et la protection des forêts contre les incendies ; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Blanchet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Ordonné, Que le Bill soit ré-imprimé, tel qu'amendé.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, étant lu ;

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, propose que le Bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et objection étant faite que ce Bill n'est pas dans l'ordre, vu que certaines clauses de ce Bill ayant trait à des droits et des intérêts privés qui doivent faire le sujet d'une législation privée, ce Bill doit être régi par les règles de cette Chambre touchant les Bills Privés.

Et des Débats s'en suivant.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le Fauteuil.

A sept heures et demi P. M., conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés, sont lus.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*.

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée, — Que le Rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots : "le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher la Onzième section," soient mis à la place.

Et des Débats s'en suivant ;

Et l'heure fixée par la 19e Règle pour la considération des Bills Privés étant expirée, les autres Ordres du Jour sont appelés.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la motion qui a été proposée aujourd'hui, — que le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, soit maintenant lu pour la seconde fois, et de l'objection que ce Bill n'est pas dans l'ordre, vu que certaines clauses de ce Bill ayant trait à des droits et à des intérêts privés qui doivent faire le sujet d'une législation privée, ce Bill doit être régi par les règles de cette Chambre touchant les Bills Privés.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Ce projet de loi a été présenté non sur requête, mais sur des résolutions qui ont été adoptées par cette Chambre, et sur message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

"Il me semble que les règles de la Chambre concernant les Bills Privés ne doivent pas s'appliquer au cas qui nous occupe. Le Gouvernement n'est pas ici comme l'individu ou la Compagnie qui demande de la législation privée. Il soumet un projet de loi d'un intérêt général ; et quoique, pour servir l'intérêt public, il croie devoir toucher aux intérêts privés, on ne doit pas moins lui permettre de procéder comme dans le cas d'un Bill public.

"Je permets la deuxième lecture du Bill pour que la Chambre ait l'occasion de juger s'il y a, entre la partie de ce Bill qui ne concerne que les intérêts publics, et celle qui affecte aussi les intérêts privés, une liaison assez étroite, une connexion suffisante pour justifier l'action du Gouvernement ; et dans le cas où la Chambre serait d'opinion que oui, c'est à elle qu'il appartiendra d'établir l'harmonie entre ces intérêts contraires."

Et la question étant mise aux voix, — que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 13 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Shehyn*.—La Pétition de *Pierre Laliberté* et autres ; la Pétition de *Louis Poulin* et autres ; la Pétition de *Paul Gobeil* et autres, tous de *St Jean, Isle d'Orléans* ; la Pétition de *François X. Letourneau* et autres, de la Paroisse de *Ste Famille* ; la Pétition de *Joseph Cloutier* et autres, de la Paroisse du *Chateau-Richer* ; la Pétition de *Joseph Gagnon* et autres, de la Paroisse de *Laval* ; et la Pétition de *Flavien Goulet* et autres, de la Paroisse de *St-Ferréol*, tous du Comté de *Montmorency*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *Nazaire Turcotte* et autres, tous épiciers, de la Cité de *Québec* ; demandant des amendements à la loi des licences.

De l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, de *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *F. Verville* et autres, de la Paroisse de *St-Elie*, Comté de *St Maurice* ; demandant que le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ne soit pas vendu.

De *B. Bourgeois* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant de l'aide pour le Chemin de Fer de Colonisation du Nord de *Montréal*.

Du Révérend *P. M. Meunier* et autres, du Canton de *Watford*, Comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour des ponts et des chemins dans le dit Canton.

Du Révérend *P. Devillers* et autres, de la Paroisse de *Ste Gertrude*, dans le Comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin de colonisation traversant le Douzième et le Treizième Rangs du Township de *Madison*.

L'Honorable Procureur Général *Loranger*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour ériger le Premier Rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse* en Municipalité séparée, auquel il a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Quinzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*, demandant des amendements à la charte de la dite cité, et a trouvé que les avis donnés ne mentionnaient pas la nature de tous les amendements demandés par la Pétition.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un Bill pour définir la position et l'étendue de certains rangs du Canton de *Tring*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un Bill concernant les Arpenteurs de la Province de *Québec* et les arpentages.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le Bill pour ériger le Premier Rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse* en municipalité séparée, soit ré-imprimé.

Ordonné, Que *M. LeCavalier* ait la permission d'introduire un Bill concernant les renouvellements d'enregistrement après la mise en vigueur des Cadastres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51^e Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un Bill pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*.

Ordonné, Que *M. Stephens* ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable *M. Chapleau*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,

Ordonné, Que le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, ait, à ses diverses phases, la priorité, après les affaires de routine, tous les jours, jusqu'à ce que la Chambre en ordonne autrement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Champagne* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour permettre à la Ville de *St Henri*, aux Municipalités des Villages de *St Gabriel*, de *Ste Cunégonde*, de *St Jean-Baptiste*, de la Côte *St Louis* et de la Côte *St Antoine*, de se servir des égoûts de la Cité de *Montréal*, étant lu;

L'Honorable *M. Beaubien*, secondé par *M. Champagne*, propose que le Bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. Stephens, secondé par l'Honorable *M. Joly*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "Bill" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par les suivants: "soit renvoyé de nouveau au Comité Permanent des Divers Bills Privés pour y être reconsidéré."

Et l'amendement étant mise aux voix; il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix;

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau au Comité Permanent des Divers Bills Privés pour y être reconsidéré.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé hier, à la motion portant,—Que le rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Chaleurs soit maintenant reçu; lequel amendement comporte,—

que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction de retrancher la Onzième Section."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Deschênes fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Deschênes fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill du Conseil Législatif, intitulé : Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance appelée : " *The Liverpool and London and Globe Insurance Company* " à faire des contrats, à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province de Québec, en son propre nom et pour d'autres fins.

Bill incorporant le " Crédit Mobilier Canadien."

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer, de Quais et d'Élévateurs de Richelieu et Longueuil.

Bill pour incorporer *The Sherbrooke Turf Club*.

Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de Québec.

La Chambre, en conformité de l'Ordre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, s'étendant depuis Montréal jusqu'à Saint Jérôme, Aylmer et la Cité d'Ottawa.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, Vendredi matin.

Vendredi, 14 Avril 1882.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 14 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable Trésorier *Würtele*.—La Pétition de la Compagnie d'Ardoise de *New Rockland* ; et la Pétition de *Strachan Bethume* et autres.

Par M. *Stephens*.—La Pétition de *Roméo H. Stephens* et autres ; la Pétition de *Gustave R. Fabre* et autres ; et la Pétition de *Edmond Lamothe* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De la Corporation de la Cité de *Montréal* ; demandant que le Bill pour permettre à la Ville de *St Henri*, aux Municipalités des Villages de *St Gabriel*, de *Ste Cunégonde*, de *St Jean Baptiste*, de la *Côte St Louis* et de la *Côte St Antoine*, de se servir des égouts de la Cité de *Montréal*, ne devienne pas loi.

De la Municipalité du Village de *Napierville* ; demandant que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*, devienne loi.

Du Révérend *T. Dagenais* et autres, de *St Roch de l'Achigan* ; demandant de l'aide pour la construction du Collège de *Ste Thérèse*.

Du Révérend *J. C. F. Corrivault* et autres, du Canton de *Chesham* ; demandant la remise d'une partie des intérêts dûs au Gouvernement sur leurs lots de terre et pour d'autres fins.

M. Champagne, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Treizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour changer le nom de la Compagnie Manufacturière *Lawlor*.

Bill pour incorporer la *Trappe de Notre-Dame-du-Lac-des-Deux-Montagnes*.

Bill pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts, de *Montréal*.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les Divers Bills Privés, soit prolongé jusqu'au vingt-quatre avril courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Sixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : Qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*," et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, soit ré-imprimé, tel que rapporté par le Comité de Législation.

Ordonné, Que *M. Paradis* ait la permission d'introduire un Bill concernant les Sociétés de Fabrication de Beurre et de Fromage en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 21 Mars, 1882, pour un détail de la somme de \$92.50 entrée à la page 77, des Comptes Publics, pour 1880-81, comme payée à *J. A. Defoy*, écuier, pour services et déboursés, pour l'enquête, à *Kamouraska*, in re *Thiburce Dessaint*. (Documents de la Session, No 36.)

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 27 Mars 1882, pour un état indiquant :

1. Le montant perçu par la Couronne, pour l'émanation des licences et pour des fins minières, dans la division aurifère de la *Chaudière*, pendant les années 1878, 1879, 1880 et 1881.

2. Le montant des dépenses encourues, pendant les mêmes années, pour le maintien du Bureau de l'Inspecteur des Mines et de la Police, dans la même division. (Documents de la Session, No 37.)

Le Bill pour amender l'Acte 34 *Victoria*, chap. 19, concernant le défrichement des terres et la protection des forêts contre les incendies, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa* ;

L'Honorable M. *Chapleau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wärtele*, Que le Rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Irvine* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher la 3e clause," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Demers,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Marchand,
Mercier,

Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,

Shehyn,
Stephens et
Trudel.—14.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,

Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Dukamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,

Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,

Pâquet,
Paradis,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St Hilaire,
Thornton et
Wärtele.—43.

Ainsi, il est résolu négativement.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

M. *Marion*, du Comité spécial nommé aux fins de recevoir et d'étudier les amendements à faire au Code Municipal, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : Qu'il a pris en considération les amendements proposés au Code Municipal qui ont été référés à ce Comité. Que, de ces amendements au nombre de quatre-vingt-cinq, trente ont été adoptés et cinquante-cinq ont été rejetés. Qu'il a réuni en un seul Bill, sous le No 53, les amendements adoptés qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que le dit Bill soit ré-imprimé.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le Sixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les divers Bills Privés soit prolongé au vingt-quatre Avril courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour détacher de la paroisse de *Varenes*, Comté de *Verchères*, trois îles situées dans le Fleuve *St Laurent* et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, Comté de l'*Assomption*, pour les fins électorales, municipales, scolaires et autres fins quelconques ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Charlebois* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre se forme en Comité sur le Bill pour autoriser la Compagnie des Abattoirs de *Montréal* à emprunter de l'argent et à émettre des débentures ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Trois-Rivières* et *Nord-Ouest* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Houde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu :

M. *Houde* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

- *Résolu*, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte incorporant l'Association de *Québec* et du *Lac Supérieur*, pour l'exploitation des Mines ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le Bill pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Spécial nommé sur le Bill pour amender l'Acte 42-43 *Vict.*, chap. 37, concernant la profession Médicale et la Chirurgie, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills qui lui ont été envoyés et a l'honneur de rapporter le Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 42-43 *Vict.*, chap. 37, " concernant la profession Médicale et la Chirurgie," avec plusieurs amendements.

Votre Comité a aussi examiné un Bill concernant la santé Publique et les Statistiques Hygiéniques qui lui ont été soumises par le Dr *LaRoque* et autres.

Votre Comité approuve le principe du dit Bill et le rapporte tel qu'amendé.
Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Spécial nommé sur le Bill pour pourvoir à l'Inspection des Compagnies d'Assurance Provinciales, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire Rapport qu'il a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill pour pourvoir à l'Inspection des Compagnies d'Assurance Provinciales.
Bill concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelles contre le Feu.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Ordonné, Que le Bill concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelles contre le feu soit ré-imprimé.

Ordonné, Que le Bill pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la profession Médicale et la Chirurgie, soit ré-imprimé.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la motion qui a été proposée aujourd'hui, à l'effet, Que le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*, soit maintenant reçu ;

Et la question étant de nouveau proposée, Que le Rapport soit maintenant reçu ;

M. *Gagnon*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu que cette Chambre regrette que le Gouvernement n'ait pas conduit les négociations pour la vente du Chemin de Fer de *Quebec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, officiellement, au lieu de les conduire secrètement et confidentiellement, comme il l'a fait, privant par là, la Chambre d'informations qu'elle devait avoir sur cet important sujet."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Demers.
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Marchand,

Richard,
Rinfret dit Malouin,

Shehyn et
Trudel.—10.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Desaulniers,
Desjardins,*

*Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Mercier,
Pâquet,*

*Paradis,
Picard,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Thornton et
Wärtele —41.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ; L'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Marchand, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la clause 3 de l'appendice A, de manière à décharger la Puissance de l'obligation de compléter, à ses risques, les ouvrages mentionnés dans la dite clause, laissant à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique le soin de les compléter moyennant la somme de \$240,000.00, montant de l'estimé des dits ouvrages, laquelle somme sera déduite sur le prix de vente, au lieu d'être payée à la Province pour compléter les dits ouvrages," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Bernard,
Brousseau,*

*Demers,
Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Marchand,
Richard,*

*Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Trudel.—12.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Desaulniers,
Desjardins,*

*Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Pâquet,*

*Paradis,
Picard,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Thornton et
Wärtele.—39.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—que le Rapport soit maintenant reçu ;

M. *Richard*, secondé par M. *Trudel*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant la section suivante :

" Les employés sur cette partie du chemin de fer, dont la vente est ratifiée par le présent acte, devront posséder l'usage de la langue française, afin de pouvoir communiquer avec le public voyageur canadien français, sans le secours d'interprète, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Demers,
Gagnon,

Joly,
Marchand,

Richard,
Rinfret dit Malouin,

Shehyn et
Trudel.—9.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Désaulniers,

Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St-Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Houde,

Irvine,
Lalonde,
Lavallee,
LeClerc,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcolte,
Marion,
Martel,

Pâquet,
Paradis,
Picard,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Thornton et
Wartelle.—42.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le dit bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'y ajouter une clause pourvoyant, à ce que, dans le cas où quelqu'une des conditions du contrat qui forment l'appendice A ne serait pas accomplie, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura le pouvoir, après avis, d'annuler ce contrat, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots " que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre, avec instruction d'y insérer une clause refusant la sanction de la Chambre à la 4e clause du contrat, formant l'appendice A, concernant l'embranchement avec le Grand Tronc, qui doit appartenir à la Section Est du Chemin, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Desautniers,*

*Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,*

*Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,*

*Piquet,
Paradis,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Thornton et
Wartels.—39.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Brousseau,
Demers,*

*Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Marchand,
Richard,
Rinfret dit Malouin,*

*Shehyn et
Watts.—11.*

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

M. Champagne fait Rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la Chambre continuant à siéger en comité jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 15 Mai 1882.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'Ordre, parce que le Bill ne peut pas passer plus d'une phase le même jour.

M. l'Orateur décide comme suit :

La 42^e règle dit : " chaque Bill subit trois lectures, à des jours différents, avant sa passation. "

Il est vrai qu'il n'est pas fait mention de la référence du Bill au Comité de toute la Chambre, ni à la réception du Rapport du Comité; mais suivant la règle 116, (je consulte " les règles, usages et formalités " de la Chambre des Communes en Angleterre,) et je trouve dans *May*, 8^e éd., page 528 : " *When the report has been received, if no amendments have been made, the Bill is ordered to be read a third time on a future day. If amendments have been made by the Committee, the report is a formal proceeding, and the Bill, as amended, is ordered to be taken into consideration on a future day.* "

Je crois donc que la troisième lecture d'un Bill ne peut pas être demandée, comme de droit, immédiatement après la réception du Rapport du Comité général.

Mais notre 43^e règle dit : " Mais dans les circonstances extraordinaires ou urgentes, un Bill peut, en un seul jour, subir deux ou trois lectures, ou avancer de deux phases ou plus, le même jour. "

Cette règle serait inutile si, pour s'en prévaloir, il fallait le consentement unanime de la Chambre.

Elle est une exception à la règle générale qui la précède.

Mais qui décidera si les circonstances sont extraordinaires ou urgentes, et s'il est à propos de déroger à la règle 42e ? Ce doit être la Chambre et non l'Orateur. On trouve dans le recueil des décisions des Orateurs de l'Assemblée Législative et de la Chambre des Communes du *Canada*, depuis 1841 à 1872, par *Auguste Laperrière*, des décisions dans ce sens, sous les Nos. 40, 139, 140, 188.

L'Honorable Trésorier *Würtele*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose, Que cette Chambre est d'opinion qu'il y a urgence pour la passation du Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *St Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa* ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de St Maurice,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Riopel,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Würtele.—39.</i>
<i>Desaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Trudel.—11.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Sawyer,</i>	

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, s'étendant depuis *Montréal* jusqu'à *Saint Jérôme, Aylmer* et la Cité d'*Ottawa* ; " la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 17 Avri 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Robertson*.—La Pétition des Commissaires d'Ecole du Canton de *Cleveland*.

Par M. Caméron.—La Pétition de *David Boyd* et autres, du Comté de *Huntingdon*.

Par M. Gagnon.—La Pétition de *Joseph Moore* et autres, de la Paroisse de *Laval*; la Pétition de *Eugène Raymond* et autres, de la Paroisse de *Sainte Anne de Beaupré*; et la Pétition de *Isaïe Ferland* et autres, de la Paroisse de *Saint Tite des Caps*, tous du Comté de *Montmorency*.

Par M. Paradis.—La Pétition de la Municipalité du Village de *Hemmingford*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *Romeo H. Stephens* et autres; de *Gustave R. Fabre* et autres; et de *Edmond Lamothe*; demandant respectivement des amendements aux lois de la chasse.

De *Strachan Bethune* et autres; demandant la passation d'un acte autorisant les administrateurs à prêter sur propriétés foncières.

De la Compagnie d'Ardoise de *New-Rockland*; demandant que le Bill autorisant *Jean Cyrille Bédard* à construire et à maintenir des estacades en travers de la rivière *St François*, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins, ne devienne pas loi.

De *Pierre Laliberté* et autres; de *Louis Poulin* et autres; et de *Paul Gobeil* et autres, tous de la Paroisse de *St Jean, Isle d'Orléans*; de *F. X. Létourneau* et autres, de la Paroisse de *Ste Famille*; de *Joseph Cloutier* et autres, de la Paroisse du *Château-Richer*; de *Joseph Gagnon* et autres, de la Paroisse de *Laval*; et de *Flavien Goulet* et autres, de la Paroisse de *St Féréol*, tous du Comté de *Montmorency*; demandant respectivement que le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ne soit pas vendu.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quatorzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de *Macadam*, de *St Hyacinthe*.

Bill pour incorporer la Ville de *Richmond*.

Bill pour incorporer *The Sherbrooke Turf Club*.

Bill pour incorporer l'*Union Saint Joseph*, de *Saint Césaire*.

L'Honorable M. *Robertson*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie pour l'Eclairage au Gaz, de *St Hyacinthe*.

Ordonné, Que M. *Leduc*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission d'introduire un Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame des Anges*, de *Montauban*, dans le Comté de *Portneuf*, et la Paroisse de *St Cajetan d'Armagh*, dans le Comté de *Bellechasse*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : “ Acte pour incorporer le Collège Commercial de *Varennés*.”

Bill intitulé : “ Acte pour incorporer l'Académie des Garçons, de *St Joseph de Lévis*.”

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux, de *Sherbrooke*,” sans amendement.

Sur motion de M. *Bernard*, secondé par M. *Demers*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte pour incorporer le Collège Commercial de *Varennés*,” soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte pour incorporer l'Académie des Garçons de *St Joseph de Lévis*,” soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour détacher de la Paroisse de *Varennés*, Comté de *Verchères*, trois îles situées dans le fleuve *Saint Laurent* et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, Comté de l'*Assomption*, pour les fins électorales, municipales, scolaires et autres fins quelconques.

M. *Marion* propose, secondé par M. *Duhamel*, que le Rapport soit maintenant reçu :

M. *Bernard*, secondé par M. *Demers*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la Question, soient retranchés et que les mots “ le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant à la fin de la première clause, les mots suivants : “ Mais que les propriétaires des dites îles ou ceux qui en deviendront propriétaires dans la suite, continueront à contribuer, en proportion de leur évaluation, au paiement annuel de la somme de mille piastres, due à Monseigneur l'Evêque de *Montréal*, par les commissaires d'écoles de *Varennés*, en vertu d'un Acte de cession et convention, daté du 11 Avril 1855, passé devant Maître *J. B. Houle*, notaire,” soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Demers,

Gagnon,
Joly,

Marchand,
Mercier,

Rinfret dit Malouin et
Shehyn.—8.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Désaulniers,
Deschênes,

Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St-Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Houde,

Lalonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Martel,
Pâquet,
Paradis,
Picard,

Poulin,
Richard,
Riopel,
Robertson,
Spencer,
St Hilaire,
Thornton
Trudel et
Wartele.— 39.

Ainsi, il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Charlebois fait Rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour changer le nom de la Compagnie Manufacturière *Lawlor*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Rinfret dit Malouin, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Rinfret dit Malouin fait Rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour changer le nom de la Compagnie Manufacturière *Lawlor*, en celui de Compagnie Manufacturière Belmont."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Trappe de *Notre-Dame des Deux Montagnes*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Picard fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Picard fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour incorporer La Trappe de *Notre-Dame du Lac des Deux Montagnes*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill autorisant la Société de l'Eglise incorporée du Diocèse de Québec à faire certains arrangements concernant le fonds des dotations paroissiales.

Bill pour incorporer la Compagnie du pont de Drummond.

Bill pour incorporer "Le Crédit Mobilier et Agricole de Québec."

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de présenter des amendements à la loi d'éducation, dans le sens indiqué par le Surintendant de l'Instruction Publique, dans son dernier rapport ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*.—Le gouvernement a, sous sa favorable considération, les suggestions faites par le Surintendant de l'Instruction Publique dans son dernier rapport.

Par M. *Demers*.—Est-ce l'intention du gouvernement de rembourser aux Sociétés d'Agriculture, les sommes qu'il a retenues sur leur allocation annuelle, pour prix des phosphates, dénués de toutes qualités fertilisantes, qu'il leur a fournis l'an dernier ?

Réponse de l'Honorable Procureur-Général *Loranger*.—Le goémon biphosphaté que le Gouvernement, sur la recommandation du Conseil d'Agriculture, a fait distribuer aux Sociétés d'Agriculture, possédait toutes les qualités fertilisantes que comporte un engrais complet, et partout où il a été appliqué dans des conditions favorables, il a produit d'excellents résultats. Le don qui en a été fait aux Sociétés représente, pour le prix de l'engrais, le même montant sur l'allocation annuelle, et cette somme ne sera pas remboursée aux Sociétés d'Agriculture.

Par M. *Poupore*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de payer à la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Pontiac* et du *Pacifique*, le subside mentionné dans la 44-45 *Victoria*, chap. 2, section 19, pour toute partie de son chemin, construit en dehors des limites de la Province de Québec ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement, tout en respectant la volonté de la Législature telle qu'exprimée dans les Statuts de cette Province, s'efforcera de rendre justice aux légitimes prétentions du Comté de *Pontiac*.

Par M. *Robillard*.—Est-ce l'intention du Gouvernement, de continuer les travaux du Chemin de Fer, depuis *Joliette*, passant par *St Félix de Valois*, jusqu'au Village de *St Gabriel de Brandon*, dans le Comté de *Berthier* ? Ou, est-ce l'intention du Gouvernement d'obliger le Syndicat Canadien de faire ces travaux et d'introduire une clause, à cet effet, dans le contrat de vente de la Section Est du Chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; et dans ce cas, quand commenceront les travaux ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement avait promis certains avantages à une Compagnie qui construirait ce Chemin avec l'aide des Municipalités intéressées, et il fera les démarches convenables pour donner suite à ces promesses.

Sur motion de M. Deschênes, second par M. Lalonde,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un Etat des sommes perçues et des sommes transmises chaque année, au Gouvernement, par Wenceslas Taché, ancien Shérif du District de Kamouraska, depuis la date de sa nomination, jusqu'au 1er Janvier 1877.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes dépensées pour les réparations faites à une certaine bâtisse, dans le Village St Louis de Kamouraska, pour y tenir les bureaux judiciaires du District; et faisant connaître les noms des personnes à qui ces sommes ont été payées, depuis le 1er Mars 1881 jusqu'au 1er Avril 1882, y compris les loyers.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un Rapport indiquant la superficie de cette portion du terrain connu sous le nom de terrain de la Prison, dans la Cité de Montréal, cédée par le Gouvernement aux acquéreurs du Chemin de Fer Provincial.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Etat indiquant le revenu provenant du quai de la Pointe à Carcy, pour amarrage, délestage, déchargement, emmagasinage ou pour toute autre cause que ce soit, depuis le 1er Mai 1880; le dit état donnant la liste de toutes les personnes ou sociétés de personnes qui ont ainsi contribué au revenu de la Province, le montant payé par chacune d'elles, le nom du percepteur de tel revenu et le montant payé pour ses services, le montant du loyer payé par le Gouvernement pour le dit quai, avec aussi, copie de toutes correspondances, ordres en conseil et marchés quelconques, au sujet du louage du dit quai, en tout ou en partie, à aucune partie quelconque.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et toute personne quelconque, au sujet de l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer, autorisée par la section 16, chap. 2, 44-45 Vict., avec copie des lettres patentes incorporant la dite Compagnie.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—La liste des actionnaires de la Compagnie du Chemin de Fer des Laurentides, communément appelée "Branche de St Lin."

Sur motion de M. LeCavalier, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Le rapport fait par le registrateur de la division d'enregistrement du Comté d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, en vertu du chap. 111 des Statuts Refondus du Bas Canada, avec un état indiquant le montant perçu en vertu de la 43-44 Vict., ch. 11, et le montant versé dans le trésor public, d'après le chiffre des honoraires perçus et fournis par lui, et cela, depuis la mise en opération de la loi jusqu'à ce jour.

Le Bill pour amender l'Acte concernant la déclaration que doivent faire les Compagnies incorporées, (40 Vict., chap. 15.), est, en confirmation de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender et suppléer à l'Acte concernant la déclaration que devront faire les Compagnies incorporées. (40 Vict., ch. 15.)"

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour abolir la qualification foncière des membres de l'Assemblée Législative, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre, pour demain :

Bill pour amender certaines dispositions du Code Municipal.

Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette Province.

Bill pour abroger l'article 480 du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité spécial nommé pour prendre en considération l'Acte Electoral de *Québec*, 1875, et l'Acte des Elections contestées de *Québec*, de 1875 :

Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*.

Bill pour amender la 12^{ème} section de l'Acte Electoral de *Québec*.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur la motion qui a été proposée, Vendredi, le trente et unième jour de Mars dernier,—que le Bill pour amender l'article 2267 du Code Civil du *Bas-Canada*, soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits Débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Joseph Marion*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de l'*Assomption*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Marion* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Bernard,
Demers,
Deschênes,

Gagnon,
Houde,
Marchand,

Marcotte,
Martel,
Paradis,

Poulin et
Rinfret dit Malouin.
—12.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Desautels,

Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Irvine,

Joly,
Lalonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Mercier,
Piquet,

Picard,
Richard,
Riopel,
Shehyn,
Spencer,
St Hilaire,
Trudel et
Wartele.—35.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Le dit Bill est retiré, avec le consentement de la Chambre.

L'Honorable Trésorier *Würtele* propose, secondé par l'Honorable *M. Chapleau*, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant l'Orateur du Conseil Législatif.

L'Honorable Trésorier *Würtele* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Onézime Gauthier*, Ecuier, Membre pour le District électoral de *Charlevoix*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Gauthier prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Mercier,
Owens,
Pâquet,

Paradis,
Picard,
Poulin,
Richard,
Riopel,
Robillard,
Spencer,
Stephens,
St Hilaire,
Trudel et
Würtele.—45.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Demers,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
LaBerge,

Marchand,
McShane,

Rinfret dit Malouin et
Shehyn.—10.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il soit payé à l'Orateur du Conseil Législatif un traitement annuel de deux mille piastres, sans préjudice de son indemnité sessionnelle.
Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé une résolution.
Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il soit payé à l'Orateur du Conseil Législatif un traitement annuel de deux mille piastres, sans préjudice de son indemnité sessionnelle.
La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés en Comité Général, pour demain :

Bill pour amender les actes concernant la vente et l'administration des Terres Publiques.

Bill concernant les arpenteurs de la Province de Québec, et les Arpentages.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 29 Mars 1882, pour un état montrant le montant payé, depuis la Confédération jusqu'à ce jour, par le Gouvernement, aux Municipalités, surtout aux Municipalités dans les seigneuries, pour encourager l'empierrement des chemins. Le nom des Municipalités qui ont reçu de l'argent pour le but mentionné plus haut et le montant reçu par chaque Municipalité. [Documents de la Session No 38.]

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 21 Mars 1882, pour copie des relations des faits recueillis par M. le Comte *Henri de Puyjalon*, pendant le cours de son exploration géologique officielle, le long de la côte nord du golfe *Saint Laurent*, pendant les années 1880 et 1881. [Documents de la Session No 39.]

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 11 Avril 1882, pour copie de toutes lettres, correspondances, requêtes, certificats et documents échangés, entre le Gouvernement et certaines personnes du Comté de *Montmagny*, relatifs à l'admission d'*Arsène Collin*, dans l'Asile de *Beauport* ; et aussi toutes correspondances échangées, comme susdit, pour le paiement des frais d'entretien dans l'Asile, du dit *Arsène Collin*. Documents de la Session, No 40.]

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 18 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Dumoulin*.—La Pétition de *Gédéon Desilets* et autres, de la Cité des *Trois-Rivières*.

Par M. Robillard.—La Pétition du Révérend Edm. Moreau et autres, du Comité de Berthier.

Par M. Stephens.—La Pétition du Club pour la protection de la pêche et de la chasse de la Province de Québec.

L'Honorable Solliciteur Général Lynch, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quinzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour permettre à la Ville de St Henri et aux Municipalités des Villages de St Gabriel, Ste Cunégonde, St Jean Baptiste, de la Côte St Antoine et Côte St Louis, de se servir des égouts de la ville de Montréal, lequel Bill avait été de nouveau référé à ce Comité, pour être reconsidéré, et à l'honneur de le rapporter à Votre Honorable Chambre, avec quelques amendements.

En examinant le Bill pour incorporer la Compagnie Manufacturière et Agricole de Témiscouata, Votre Comité a trouvé, que la majeure partie de ses dispositions se rapportaient strictement aux sujets qui sont du ressort du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières; en conséquence, Votre Comité renvoie ce Bill à Votre Honorable Chambre et suggère qu'il soit référé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, sans cependant qu'il soit nécessaire de l'afficher de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte pour abolir la qualification foncière des Députés à l'Assemblée Législative de Québec, " y a fait des amendements et l'a adopté sur division.

Qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte pour amender les dispositions du Code Civil et du Code de Procédure Civile, concernant les lois d'hypothèque d'enregistrement, " et qu'il est d'opinion qu'il n'est pas opportun d'adopter le dit Bill maintenant.

M. Gagnon, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills concernant le notariat, présente à la Chambre, le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a examiné le Bill pour amender les actes concernant le Notariat.

Que le dit Bill contient tous les amendements que Votre Comité croit devoir suggérer aux lois organiques du Notariat. Que Votre Comité se réserve le droit de faire rapport ultérieurement, sur les autres projets de loi qui lui sont soumis.

L'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Mines et Corporations Manufacturières, présente à la Chambre, le Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de Huntingdon, Québec.

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de l'Outaouais.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser la création d'une société sous le nom de " Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour permettre à la Compagnie de Sucre de Betteraves *Pioneer*, d'augmenter son capital et d'emprunter sur débetures," avec un amendement auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer *The Quebec Hotel Company*," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour permettre à la Compagnie de Sucre de Betteraves *Pioneer* d'augmenter son capital et d'emprunter sur débetures, lequel est lu comme suit :

Clause 1, ligne 3, retrancher le mot " Cent."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Wurtele*, secondé par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Casavant*, secondé par M. *Charlebois*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser la création d'une Société sous le nom de " Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *McShane*,

Ordonné, Que le Bill pour amender les Actes concernant le Notariat, soit renvoyé au Comité Permanent de Législation, tel que rapporté par le Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills concernant le Notariat.

Ordonné, Que M. *Champagne* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 639 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *McShane*,

Ordonne, Que le Bill pour abolir la qualification foncière des Députés à l'Assemblée Législative, soit réimprimé, tel que rapporté par le Comité de Législation.

L'Honorable Trésorier *Würtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité général pour prendre en considération une certaine Résolution proposée concernant le Fonds de Bâtisses et de Jurés.

L'Honorable Trésorier *Würtele*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill autorisant *Jean Cyrille Bédard* à construire et à maintenir des estacades en travers de la rivière *St François*, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duckett* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Duckett* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour ériger le Premier Rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse*, en municipalité séparée; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Riopel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Riopel* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts, de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le Bill pour autoriser la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *St André* à émettre des débentures et à s'amalgamer avec d'autres Compagnies de Chemins de Fer, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 60, incorporant la Société de Crédit Foncier Franco-Canadien.

Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer le Collège Commercial de *Varennas*."

Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer l'Académie des Garçons, de *St Joseph de Lévis*."

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie pour l'Eclairage au Gaz, de *St Hyacinthe*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Piquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 29 Mars 1882, pour un état constatant les argents perçus par chacun des agents et sous-agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des terres du domaine public aux colons, dans les différentes parties de la Province, depuis le 1er Mars 1881 jusqu'au 1er Mars 1882. [Documents de la Session, No 41.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 13 Mars 1882, demandant :

1. Copie de l'Ordre en Conseil en date du 1er Avril et approuvé le sept Avril 1881, concernant la requête de la Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance, pour l'achat de certaines terres du domaine public, en cette Province.
2. Copie de toute Correspondance entre les promoteurs et les officiers de la dite Compagnie et le Commissaire des Terres de la Couronne et autres officiers du Gouvernement, relativement à cet octroi.
3. Copie de toute Décision ou Ordre émis par le Commissaire des Terres de la Couronne concernant le dit octroi.
4. Copie de toute Réclamation contre le Gouvernement pour compensations, et aussi, Copie de la Correspondance à ce sujet, de la part de la Compagnie de Colonisation et des Terres du *Canada*, concernant le bois de construction sur les dites terres. [Documents de la Session, No 42.]

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les actes concernant la vente et l'administration des Terres Publiques; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant les Arpenteurs de la Province de *Québec* et les Arpentages; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Fréreau* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 19 Avril 1882.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De la Municipalité du Village de *Hemmingford* ; et de *Daniel Boyd* et autres, tous du Comté de *Huntingdon* ; demandant respectivement que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*, devienne loi.

De *Joseph Moore* et autres, de la Paroisse de *Laval* ; de *Eugène Raymond* et autres, de la Paroisse de *Ste Anne de Beaupré* ; et de *Isaïe Ferland* et autres, de la Paroisse de *St Tite des Caps*, tous du Comté de *Montmorency* ; demandant respectivement que le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ne soit pas vendu.

Des Commissaires d'Ecole du Canton de *Cleveland* ; demandant que certaines Clauses du Bill pour incorporer la Ville de *Richmond*, ne deviennent pas loi.

M. Duhamel, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie Agricole et Manufacturière de *Témiscouata*.

Bill pour constituer en Corporation la Compagnie Minière de l'*Isle d'Orléans*.

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer, des Quais et Élévateurs de *Richelieu* et de *Longueuil*.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Seizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance *Liverpool and London and Globe*, à faire des contrats, à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province de *Québec*, en son propre nom et pour d'autres fins, " auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour valider certains actes notariés. "

Bill intitulé : " Acte concernant la légalisation et la garde des Régistres de Sépulture, tenus par la Congrégation de Notre-Dame de *Montréal, à Villa-Maria*. "

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance *Liverpool and London and Globe*, à faire des contrats, à poursuivre ou à être poursuivie, dans la Province de *Québec*, en son propre nom et pour d'autres fins, " soit ré-imprimé.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 5 Avril 1882 ; pour 1. Copies de tous Ordres en Conseil, Correspondances, Arrangements et Documents quelconques, relatifs à la vente ou concession des lots à phosphates, par le Gouvernement, à *M. Charles de Molon*.

2. Copie de toutes procurations ou pouvoirs quelconques, de la part de M. *Charles de Molon*, aux personnes qui ont agi pour lui, en son nom, lors de la vente publique des lots à phosphate du 16 Novembre 1881, fournis au Gouvernement, soit avant, soit après la dite vente.

3. Copie de la décision du Commissaire des Terres de la Couronne, révoquant la vente des terrains à phosphates adjugés à M. *Charles de Molon*, ou à ses représentants, lors de la vente et adjudication du 16 Novembre 1881, et copie de l'avis de cette révocation donné au dit M. *Charles de Molon*, ou à ses représentants. [Documents de la Session, No 28.]

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurance Provinciales; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant les Arpenteurs de la Province de *Québec* et les Arpentages; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la profession Médicale et la Chirurgie; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour ériger le Premier Rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse*, en Municipalité séparée, étant lu;

M. *Faucher de Saint Maurice*, secondé par M. *Blanchet*, propose que le Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Société Française des Phosphates du *Canada*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robillard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Macadam, de *St Hyacinthe*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Poupore* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Ville de *Richmond*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Poupore* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer *The Sherbrooke Turf Club*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Picard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'*Union St Joseph, de St Césaire*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Paradis* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Ed. Laberge*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Châteauguay*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Laberge* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. *Marchand*, du Comité Conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents suivants et qu'il en recommande l'impression, dans les deux langues, pour la distribution ordinaire, et comme documents de la Session :

Document No. 11. Etat de la dette fondée de la Province de *Québec*, depuis 1867.

- " 12. Correspondance, au sujet de certaines maladies épidémiques, dont seraient atteints quelques habitants de cette Province, séjournant aux *Etats-Unis*.
- " 14. Correspondances et documents échangés, depuis le 1er Novembre 1879, relativement aux comptes de l'ancienne Province du *Canada*.
- " 16. Documents relatifs à la nomination de *Ernest Racicot*, Ecr., Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal.
- " 21. Etat donnant, par Comtés, le détail de la somme de \$57,000 entrée à la page 61 des comptes publics pour 1880-81.
- " 26. Correspondances, etc., concernant la vente du chemin de péage de *Longueuil* et *Chambly*.
- " 27. Correspondances, etc., se rattachant à la nomination de l'Honorable *Hector Fabre*, représentant de la Province, en *France*.
- " 32. Tableau indiquant tous les Comtés où le cadastre est en force pour fins d'enregistrement.
- " 34. Etat indiquant le nombre de chars plateforme ;
De chars à marchandises ;
De chars à passagers, etc., etc., sur le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*.
- " 37. Etat indiquant : 1. Le montant reçu par la Couronne, pour l'émanation des licences pour des fins minières, dans la division aurifère de *Beauce*, pendant les années 1878-79-80-81.
2. Le montant des dépenses encourues, pendant les mêmes années.
- " 39. Relations des faits recueillis par M. le Comte de *Puy Jalon*, pendant le cours de son exploration géologique officielle.
- " 42. 1. Ordre en Conseil concernant l'application de la Compagnie de colonisation et des Terres de la Puissance pour l'achat de certaines terres du domaine public.
2. Correspondance relativement à cet octroi.

3. Décision ou ordre émis par le Commissaire des Terres, au sujet de cet octroi.
4. Réclamation envers le Gouvernement pour compensation, etc.

Votre Comité recommande de plus que les documents suivants ne soient pas imprimés :

Document No. 15. Documents relatifs à l'admission de l'aliénée *Marie Primeau*, dans l'Asile St Jean de Dieu.

- " 17. Tarif des honoraires exigés sur l'émission de Lettres-Patentes et Lettres-Patentes supplémentaires.
- " 20. Correspondances concernant l'octroi d'une licence à *Aimé René*, à *St Guillaume d'Upton*.
- " 22. Correspondance, etc., concernant la nomination de *Janvier Dussault*, comme conseiller municipal du Bassin de *Chambly*.
- " 23. Révocation de *Thiburce Dessaint*, Ecuyer, comme l'un des Protonotaires-Conjoints pour le District de *Kamouraska*.
- " 24. Etat détaillé des octrois de colonisation donnés au Comté de *Bellechasse*, depuis 1878.
- " 31. Etat détaillé des montants payés aux diverses sociétés d'agriculture, depuis le 30 juin 1881.
- " 33. Documents concernant la démission de l'agent de la station de *Berthierville*, sur le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.
- " 36. Détail de la somme de \$92.50 payée à *J. A. Defoy*, Ecuyer, pour service et déboursés pour l'enquête *in re Thiburce Dessaint*.
- " 38. Montant payé, depuis la Confédération, pour encourager l'empierrement des Chemins.
- " 40. Documents relatifs à l'admission d'*Arsène Collin*, dans l'Asile de *Beauport*.
- " 41. Etat constatant les argents perçus par chacun des agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des terres, depuis le 1er Mars 1881 au 1er Mars 1882.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative en date du 13 Mars 1882, demandant : Rapport de toutes décisions du Conseil Privé Fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes de cette Législature, depuis l'existence de la Confédération Canadienne, avec indication de la date de chaque désavœu, copies des Ordres en Conseil et de toutes correspondances intervenues entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement de cette Province relativement à ces désavœux ; aussi copies de toutes correspondances entre les deux Gouvernements se rattachant à la législation de cette Province. (Documents de la Session No. 43.)

Réponse à un Ordre de la Chambre en date du 17 Avril 1882, pour un rapport indiquant la superficie de cette portion du terrain connu sous le nom de Terrain

de la prison, dans la Cité de *Montréal*, cédée par le Gouvernement aux acquéreurs du Chemin de Fer Provincial. (Documents de la Session No. 44.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Martel* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de l'*Outaouais*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie d'Éclairage Électrique, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

La Chambre en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant le fonds de de bâtisse et de jurés.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 10. Que le premier paragraphe de la sous-section 12, de la section 15, du chap. 109, des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, soit abrogé et remplacé par le paragraphe suivant :

“ Une contribution annuelle de douze piastres de chaque Municipalité dans le District, sujet aux exceptions et dispositions suivantes, c'est à savoir.”

Résolu, 20. Que la section 10 de l'Acte 31 *Victoria*, chap. 16, les Actes 41 *Victoria*, chap. 16, 42-43 *Victoria*, chap. 7, et la section du chap. 109 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, soient abrogés et qu'à l'avenir, la contribution annuelle qui sera faite par les Municipalités Locales, au Fonds de Bâtisse et de Jurés, pour le District dans lequel elles sont respectivement situées, ne sera exigible, dans aucun District, lorsque les autres sources de revenus constituant le fonds, seront suffisantes, sans cette contribution, pour rencontrer les charges imposées sur le dit fonds.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le premier paragraphe de la sous-section 12, de la section 15, du chap. 109, des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, soit abrogé et remplacé par le paragraphe suivant :

“ Une contribution annuelle de douze piastres de chaque Municipalité dans le District, sujet aux exceptions et dispositions suivantes, c'est à savoir.”

Résolu, 20. Que la section 10 de l'Acte 31 *Victoria*, chap. 16, les Actes 41 *Victoria*, chap. 16, 42-43 *Victoria*, chap. 7, et la section 16 du chap. 109 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, soient abrogés et qu'à l'avenir, la contribution annuelle qui sera faite par les Municipalités Locales, au Fonds de Bâtisse et de Jurés, pour le District dans lequel elles sont respectivement situées, ne sera exigible, dans aucun district, lorsque les autres sources de revenus constituant le fonds, seront suffisantes, sans cette contribution, pour rencontrer les charges imposées sur le dit fonds.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont, en conséquence lues une seconde fois, et adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission d'introduire un Bill concernant la contribution annuelle payable par les Municipalités, au Fonds de Bâtisse et de Jurés.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Martel.—Le Gouvernement a-t-il aidé à la construction d'un pont, sur la rivière *Jacques-Cartier*, dans le Comté de *Portneuf*, entre le *Cap Santé* et les *Ecureuils* ? Si oui, quel montant d'argent le gouvernement a-t-il donné ?

Réponse par l'Honorable M. Loranger,—Le Gouvernement a payé pour la reconstruction du pont *Jacques-Cartier*, la somme de \$4,637.50 dont \$2,400.00 en 1874-75 et \$2,237.50 en 1875-76.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte pour autoriser la création d'une société sous le nom de “ Société d'Industrie Laitière de la Province de *Québec*, ” est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant les Officiers Publics de la Province de *Québec*.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.
La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 13 et la section 2 de l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 19, soient abrogés, et qu'à l'avenir, tout officier public de cette Province qui est payé par honoraires ou partie par honoraires et partie par traitement fixe, devra transmettre au Trésorier de la Province, avec le rapport qu'il est tenu de faire en vertu de la section première de l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 19, vingt pour cent de la balance au-dessus de mille piastres, du montant net des honoraires reçus par lui, pour la période de temps couverte par tel rapport, après déduction faite des dépenses nécessaires et indispensables du bureau (lesquelles dépenses ainsi déduites, ne devront, en aucun cas, pour les fins des présentes, excéder un quart du montant total des honoraires reçus.)

Résolu, 2. Que toute personne qui remplira deux ou plusieurs charges, paiera le pourcentage mentionné dans la résolution précédente, sur la balance au-dessus de mille piastres du montant collectif net des honoraires et des émoluments de toutes les charges ainsi remplies par lui.

Résolu, 3. Que lorsque deux ou plusieurs personnes rempliront conjointement un emploi ou une charge, le pourcentage de vingt pour cent, sera calculé sur la balance du montant net des honoraires et émoluments restant, déduction faite de mille piastres pour chacune de telles personnes.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Et la question, que le rapport soit maintenant reçu, étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Garneau fait rapport des dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 13 et la section 2 de l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 19, soient abrogés, et qu'à l'avenir, tout Officier Public de cette Province qui est payé par honoraires ou partie par honoraires et partie par traitement fixe, devra transmettre au Trésorier de la Province, avec le rapport qu'il est tenu de faire en vertu de la section première de l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 19, vingt par cent de la balance au-dessus de mille piastres, du montant net des honoraires reçus par lui, pour la période de temps couverte par tel rapport, après déduction faite des dépenses nécessaires et indispensables du bureau (lesquelles dépenses ainsi déduites, ne devront, en aucun cas, pour les fins des présentes, excéder un quart du montant total des honoraires reçus.)

Résolu, 2. Que toute personne qui remplira deux ou plusieurs charges, paiera le pourcentage mentionné dans la résolution précédente, sur la balance au-dessus de mille piastres du montant collectif net des honoraires et des émoluments de toutes charges ainsi remplies par lui.

Résolu, 3. Que lorsque deux ou plusieurs personnes rempliront conjointement un emploi ou une charge, le pourcentage de vingt par cent, sera calculé sur la balance du montant net des honoraires et émoluments restant, déduction faite de mille piastres pour chaque telles personnes.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission d'introduire un Bill concernant le pourcentage payable par les Officiers Publics sur leurs honoraires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 20 Avril 1882.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " La Compagnie des Chaux et Phosphates du *Canada*."

Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre soixante et onze des Statuts Refondus du *Canada*, et l'acte provincial, 32 *Victoria*, chap. 43."

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Carbray*,—La Pétition de l'Institut Littéraire St Patrice, *Québec*.

Par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*,—La Pétition du Collège *Morrin*, de la Cité de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—La Pétition de *Jas. Addie* et autres, tous arpenteurs de la Province de *Québec*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal* et de la Maison de Refuge.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Club pour la protection de la pêche et de la chasse de la Province de *Québec*; demandant des amendements aux lois de la chasse.

Du Révérend *Edm. Moreau* et autres, de *St Berthélemy*, Comté de *Berthier*; demandant que la loi de chasse ne soit pas amendée.

Ordonné, Que la Pétition de *James Addie* et autres, de la Province de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite Pétition est reçue et lue; demandant que le Bill concernant les Arpenteurs de la Province de *Québec* et les Arpentages, ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la Pétition du Collège *Morrin*, de la Cité de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue; et que la 49^{ème} Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette Pétition;

Et la dite Pétition est reçue et lue; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants :

Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43 et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la Côte St Antoine.

Bill pour amender l'acte incorporant la Cité des *Trois-Rivières*, 38 *Victoria*, chap. 76, et a fait à ces deux Bills certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a, le Quinze Avril courant, examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Leeds et des Cantons de l'Est*.

Bill pour incorporer la Compagnie de *Sherbrooke* pour l'extraction et le traitement des Minerais de Fer.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie des Chaux et Phosphates du *Canada*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, ligne 6, retrancher le mot " permanents."

Clause 4, ligne 2, retrancher le mot " permanents."

Clause 5, ligne 10, retrancher les mots " n'excédant pas six pour cent."

Clause 5, retrancher le dernier mot de la ligne 13 et tous les mots des lignes 14 et 15.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender le Chapitre Soixante et Onze des Statuts Refondus du *Canada* et l'Acte Provincial, 32 *Victoria*, chap. 43," lequel est lu comme suit :

Ajouter après le mot " orphelins " à la ligne 6, de la clause 1, telle que refondue les mots suivants : " ou leurs représentants légaux."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 3 Avril 1882, pour un état indiquant l'étendue et le prix des limites, des terrains à phosphates ou autres terrains miniers, vendus pendant l'année 1880-1881, par le Gouvernement et les montants qui lui ont été payés, sur les prix de telles ventes. [Documents de la Session, No 28.]

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*;

Résolu, Qu'à compter de Vendredi, le Vingt-Huit Avril courant, cette Chambre siégera chaque Samedi, jusqu'à la fin de la Session, et que les Ordres du Gouvernement auront la priorité ce jour là.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la profession Médicale et la Chirurgie, étant lu ;

M. Shehyn fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4 des Statuts de la Province de Québec, appelle V. P. Lavallée, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de Joliette, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Lavallée prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurance Provinciales ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Owens fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour protéger les Colons, étant lu ;

L'Honorable Commissaire Flynn, secondé par l'Honorable Solliciteur Général Lynch, propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'en suivent ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour incorporer la Société Française des Phosphates du Canada, étant lu ;

M. Robillard, fait, en conséquence, rapport du Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la Ville de Lachine ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et l'Honorable M. Beaubien fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill ayant pour objet de constituer en Corporation la Compagnie Minière de l'Isle d'Orléans; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

La Chambre reprend les Débats sur la Question qui a été proposée aujourd'hui,—Que le Bill pour protéger les Colons, soit maintenant lu la seconde fois; Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

Le Bill pour amender et consolider les lois de la chasse en cette Province, est, en Conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un Comité Spécial composé de l'Honorable Commissaire Flynn, l'Honorable Trésorier Warteke, l'Honorable M. Joly, M. Stephens, M. Gauthier, M. Blanchet, M. Picard, M. Gagnon, M. Leduc et M. Owens, avec instruction de prendre le dit Bill en considération et de le rapporter, avec ou sans amendements.

Le Bill autorisant Jean Cyrille Bédard à construire et à maintenir des estacades en travers de la rivière St François, près de "Maher's Mill," dans le canton de Melbourne, dans le Comté de Richmond et pour autres fins, est, en Conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour autoriser la création d'une Société, sous le nom de "Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Marcotte fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 21 Avril, 1882.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le *Septuor Haydn*, de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Orphelinat de *Marieville*."

Aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer *The West-End Free Dispensary*," sans amendement.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité spécial nommé sur le Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurance Provinciales, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité ayant pris en considération le Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 32, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle, croit devoir le rapporter sans amendement, et sans exprimer d'opinion sur le mérite de la mesure, afin que la question de l'Assurance Mutuelle contre le Feu, puisse être discutée dans tous ses détails.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Seizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition du Collège *Morrin*, de la Cité de *Québec*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été publiés ; mais vu que les pétitionnaires sont les seuls intéressés et qu'il y a urgence à la passation de cette mesure, Votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51e Règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender les divers actes relatifs à la Corporation de la Ville de *Sorel*, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer le *Septuor Haydn*, de *Québec*," lequel est lu comme suit :

Clause 5, ajouter après le dernier mot de la ligne 1, le mot " personnelle-ment."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Orphelinat de *Marieville*," lesquels sont lus comme suit :

Dans le préambule, ligne 2, remplacer le mot "*Boivin*" par le mot "*Bouvier*" et dans la ligne 3, remplacer le nom "*Laurette*" par le nom "*Saurette*."

Clause 4, ligne 3, après le mot " agent," ajouter les mots " ou au bureau de la dite Corporation."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que la 49e Règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle se rapporte au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant le Collège *Morrin*, de *Québec*."

Ordonné, Que l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Blanchet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 26, et autres, concernant la Cour du Recorder de *Québec*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Dumoulin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Dumoulin* fait, en conséquence, rapport du Bill et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser la création d'une société, sous le nom de " Société d'Industrie Laitière de la Province de *Québec*"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bergevin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

Le Bill amendant la loi concernant les témoins dans les causes civiles, est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'Acte de cette Province, 33 *Vict.*, chap. 30, intitulé : " Acte pour protéger les manufactures de Fromage et de Beurre dans cette Province," est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation.

Le Bill concernant les Manufactures de Beurre et de Fromage en cette Province, est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Martel.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire faire l'application immédiate de l'Acte 40 Vict., chap. 16, à la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal, Portland et Boston ; et ce, en particulier, pour le Comté de Chambly ?

Réponse par l'Honorable M. Flynn.—Le Gouvernement demandera incessamment à cette Compagnie de se conformer à la loi.

Par M. Poupore.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire remise des intérêts dûs, par les Colons du Comté de Pontiac, dans le cas où ils paieraient le capital. Si oui, quel temps leur sera-t-il accordé pour faire ce paiement ?

Réponse par l'Honorable M. Flynn.—Le Gouvernement prendra en considération toutes les Pétitions présentées à cet effet.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly, Ordonné, Que la Réponse à l'Adresse datée le 13 Mars 1882,—pour le rapport de toutes décisions du Conseil Privé Fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes de cette Législature, depuis l'existence de la Confédération canadienne, avec indication de la date de chaque désaveu, copies des Ordres en Conseil et de toutes correspondances intervenues entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement de cette Province relativement à ces désaveux ; aussi copies de toutes correspondances entre les deux Gouvernements se rattachant à la Législation de cette Province, soit renvoyée au Comité Permanent de Législation.

Sur motion de M. Martel, secondé par M. Poulin, Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute Correspondance concernant la nomination des substituts du Procureur Général, pour le terme criminel actuel, en la Cité de Québec.

Sur motion de M. Laberge, secondé par M. Rinfret dit Malouin, Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1o. Un état détaillé, pour chaque cause criminelle, des sommes payées par le Greffier de la Couronne et de la Paix, ou par le Shérif du District de Beauharnois, durant les cinq dernières années, comprenant le dernier terme de la Cour Criminelle et le nombre de jours qu'a duré chaque terme.

2o. Copie des comptes des substituts du Procureur Général, dans le même District, et durant la même période de temps, avec les noms des dits substituts. Le dit état faisant voir le nombre de jours qu'a duré chaque terme de la cour criminelle, les montants payés, ceux non payés et les raisons pour lesquelles les paiements ont été faits ou refusés.

3o. Copie des comptes des médecins assignés par la Couronne, comme témoins, dans les différentes cours criminelles, ainsi que les noms de ces médecins et le nombre de jours qu'a duré chaque assignation, toujours durant les cinq dernières années.

4o. Copie de toutes correspondances échangées durant les cinq ans, entre le Gouvernement, le dit Greffier et les dits substituts.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de Leeds et des Cantons de l'Est ; et

après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Beaubien* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de *Sherbrooke*, pour l'extraction et le traitement des minerais de fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Frégeau* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill amendant l'acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières*, 38 *Victoria*, ch. 76 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Houde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 27 Mars 1882, demandant copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province et le Ministre de la Justice, à *Ottawa*, au sujet de la demande, en désaveu, de l'acte des mines d'or de *Québec*, de 1880, et des requêtes, mémoires et autres documents se rapportant à cette demande. (Documents de la session No 45).

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 17 Avril 1882, pour un état des sommes perçues et des sommes transmises chaque année, au Gouvernement par *Wencelas Taché*, ancien shérif du District de *Kamouraska*, depuis la date de sa nomination, jusqu'au 1er Janvier 1877. (Documents de la session, No 46.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 Avril 1882, pour un état des sommes dépensées, pour les réparations faites à une certaine bâtisse, dans le Village de *Saint-Louis* de *Kamouraska*, pour y tenir les bureaux judiciaires du district faisant connaître les noms des personnes à qui ces sommes ont été payées depuis le 1er Mars 1881 jusqu'au 1er Avril 1882, y compris les loyers. (Documents de la session No 47).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 24 Avril 1882.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. Poupore.—La Pétition de *Joseph Smith*, du Canton de *Hull*, Comté d'*Ottawa*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De l'Institut Littéraire *St Patrice*, de *Québec*,—et de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal* et de la Maison de Refuge ; demandant respectivement de l'aide.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Onzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, et les soumet à Votre Honorable Chambre sans amendement ;

Bill pour autoriser la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *St André*, à se fusionner et à émettre des obligations hypothécaires.

Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel.

Votre Comité désire aussi recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les Bills Privés, soit prolongé jusqu'au 1er Mai prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill pour autoriser la Société Ecclésiastique de *Québec*, à consolider certains fonds de dotation.

Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer l'Académie des Garçons, de *St Joseph de Lévis*."

Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer le Collège Commercial de *Varenes*."

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour incorporer " La Compagnie de Flottaison et de mise en Radeaux des Bois du *St Maurice*," auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre Comité a de plus examiné le Bill pour amender l'Acte incorporant le "Crédit Foncier Franco Canadien," et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements. Votre Comité a réservé les sections trois, quatre, cinq, sept et trente-deux du dit Bill, croyant, que ces sections devraient être soumises à l'examen du Comité de Législation, et votre Comité suggère à Votre Honorable Chambre que le Bill lui soit référé, à cet effet.

Votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour les rapports des Bills Privés, soit prolongé jusqu'au premier jour de mai prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que le Bill pour incorporer la Compagnie de Flottaison et de mise en Radeaux des Bois du *Saint Maurice*, soit ré-imprimé.

Sur motion de l'Honorable Trésorier, *Wurtele*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat, en faveur de l'Honorable Trésorier Provincial, pour la somme de quinze mille dollars, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Honneur, que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Papier *Rolland*."

Bill intitulé : " Acte pour confirmer le privilège de cinquante ans accordé à la Compagnie de l'Aqueduc de *Louiseville*, par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*," lesquels sont lus comme suit :

Clause, 6, ligne 5, après le mot " compagnie " ajouter les mots " trois d'entre eux formant un quorum."

Clause 14, ligne 6, après le mot " revenus " insérez les mots " déduction faite sur tels péages et revenus des frais d'exploitation."

Clause 14, ligne 9, retrancher tous les mots après le mot " bons " jusqu'à la fin de la ligne et tous les mots de la ligne suivante.

Clause 20, ligne 3, après le mot " être " ajouter le mot " faits."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour confirmer le privilège de cinquante ans accordé à la Compagnie de l'Aqueduc de *Louiseville*, par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville*."

Ajouter à la fin de la clause 1, les mots suivants : " Et la dite Compagnie est reconnue par les présentes comme corps politique et incorporé, légalement constitué, pour les fins pour lesquelles elle a été créée."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Papier *Rolland*," lequel est lu comme suit :

Clause 8, ligne 2, après le mot " Directeurs " ajouter les mots " ce nombre pourra être porté à sept par un vote des actionnaires à cet effet."

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer, de Quais et d'Élévateurs de *Richelieu* et *Longueuil* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lavallée* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance appelée : " *The Liverpool and London and Globe Insurance Company*, " à faire des contrats, à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province de *Québec*, en son propre nom et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *St Hilaire* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

M. *St Hilaire* fait, en conséquence, Rapport du Bill et l'amendement est lu comme suit :

Dans le Préambule, Page 1, ligne 15 et 16, retrancher les mots " soit comme propriétaire absolu ou autrement."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill, avec l'amendement, passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec un amendement, auquel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de *Sherbrooke* pour l'extraction et le traitement des Minerais de Fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Desaulniers* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les divers actes relatifs à la Corporation de la Ville de *Sorel* ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour amender l'acte 40 *Victoria*, chap. 63, intitulé : " Acte incorporant la Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de *Montréal*. "

Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie des Chars Urbains de *Montréal*.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender l'article 1033 du Code de procédure Civile du *Bas-Canada*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'Instruction Publique en cette Province et pour autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Le Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'Education en cette Province, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Le Bill pour amender l'Acte 41 *Vict.*, chap. 5, amendant l'Acte 32 *Vict.*, chap. 15, concernant l'Agriculture et les Travaux Publics, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Le Bill pour incorporer la Compagnie d'Exploitation et de Transport des Minerais de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill concernant les Arpenteurs de la Province de *Québec* et les Arpentages ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instructions d'amender les sections suivantes :

Section 3.—Second paragraphe, en ajoutant, après les mots : “ de passer des règlements,” les suivants : “ non incompatibles avec les dispositions du présent acte.”

Section 4.—En ajoutant après les mots : “ de la corporation,” les suivants : “ concernant les honoraires pour services professionnels.”

Section 6.—Retrancher tous les mots après le mot “ secrétaire,” jusqu'au mot, “ le commissaire,” au commencement de la 7e ligne.

Section 9.—En ajoutant les mots suivants, avant les mots : “ dans la Cité de *Québec*.” “ A dix heures de l'avant midi, dans l'appartement réservé jusqu'à présent, pour les séances du bureau d'examineurs des arpenteurs, dans les bâtisses neuves du parlement.”

Section 10.—En ajoutant, après les mots : “ jour de fête,” à la 6e ligne les suivants : “ à l'endroit et à l'heure fixés par les règlements de la corporation.”

Section 20.—En ajoutant après le mot : “ membre ” à la 7e ligne du troisième paragraphe, les mots suivants : “ Il peut aussi, dans chaque cas, exiger de la partie poursuivante ou plaignante, le dépôt entre les mains du secrétaire, d’une somme déterminée pour la garantie des frais de la partie adverse.”

Section 25.—En ajoutant après le mot : “ conseil,” (ajouté par le comité général) le mot “ ou.”

Section 41.—A la seconde ligne, après le mot : “ directeur,” ajoutez, “ s’il ne s’est conformé aux règlements de la corporation.”

Section 63.—En ajoutant dans la 2e ligne, après les mots : “ des copies ” les suivants : “ moyennant rémunération, basée sur le tarif des arpenteurs.”

De plus, en ajoutant après la section 63, la section suivante :

63a. “ Les arpenteurs devront faire, dans l’année qui suivra la mise en force du présent acte, et tenir ensuite, d’année en année, en bon ordre, un répertoire ou index de leurs procès-verbaux dans lequel ils entreront consécutivement, par ordre de dates et de numéros, les noms des parties aux dits procès-verbaux et le ou les numéros des terrains arpentés, sous peine d’une amende de \$20.”

Section 81.—En ajoutant à la 4e ligne, après les mots : “ des particuliers,” les suivants : “ moyennant rémunération basée sur le tarif des arpenteurs.”

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Blanchet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L’Ordre du Jour étant lu pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour protéger les Colons ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l’amender comme suit :

Section 1.—En retranchant, après le mot : “ par ” à la seconde ligne, les mots : “ vente, concession, location, bail, ou permis d’occupation,” et en insérant, à la troisième ligne, avant les mots : “ ne pourront,” les suivants : “ instruments, sous forme de billets de location, permis d’occupation, certificat de vente ou autres titres semblables ou aux mêmes fins, en vertu des dispositions de l’acte 32 *Victoria*, chap. 11, concernant la vente et l’administration des terres publiques et ses amendements, et en conformité des Ordres en Conseil et règlements faits en vertu du dit acte.”

De plus, en ajoutant, avant les mots : “ comme susdit,” à la fin de l’amendement fait en marge, au deuxième alinéa, de la section première susdite, les suivants : “ certificat de vente ou autre titre semblable.”

Section 2.—En retranchant les mots : “ comme susdit,” qui se trouvent à la fin de l’amendement en marge de la section 2, et en y ajoutant les suivants

“ certificat de vente ou autre titre semblable émis, soit en son nom, soit au nom d'une autre personne, dont il est devenu le cessionnaire ou le représentant légal. ”

Section 6.—En ajoutant les mots suivants à la fin de cette section, après le mot : “ abrogés, ” “ et toutes les dispositions des actes mentionnés en la présente section continueront de s'appliquer aux terres publiques concédées ou octroyées à des colons de bonne foi, avant la passation du présent acte et tant et aussi longtemps que ces concessions ou octrois n'auront pas été révoqués suivant la loi. ”

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Gauthier* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 25 Avril 1882.

* L'Honorable Procureur Général *Loranger*, avec la permission de la Chambre, met sur la Table du Greffier, un extrait des Minutes d'une assemblée du Conseil de la Cité de *Montréal*, tenue le 24 Avril 1882, relativement au Bill pour permettre aux Municipalités des Villages dans les environs de la Cité de *Montréal*, de se servir des égouts de la dite Cité.

Sur motion de l'Honorable Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*,

Le dit extrait est reçu et lu. (Appendice No 3.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Blanchet*,—La Pétition du Révérend L. M. *Morissette* et autres, de la Paroisse de *St Côme de Kennébec*, Comté de *Beauce*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition du Révérend *Elisée Marcellin* et autres, du canton de *Bouchette*.

M. *Gauthier*, du Comité Spécial auquel a été renvoyé le Bill pour amender et consolider les Lois de la Chasse en cette Province, fait rapport,—Que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de la Chambre.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le Vingtième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender les Actes relatifs à la cité de *Montréal*, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre Comité désire informer votre Honorable Chambre qu'après l'adoption, sur division, par votre Comité, de l'amendement proposé à la septième clause, du Bill, le promoteur du dit Bill a déclaré que son intention était de faire biffer la dite clause, mais que votre Comité a refusé de la biffer.

Ordonné, Que le Bill intitulé : "Acte pour amender les Actes relatifs à la cité de *Montréal*," soit ré-imprimé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour constituer en corporation la Compagnie du Chemin de Fer de *Wentworth*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 41 *Vict.*, chap. 52, incorporant "la Compagnie de Sucre de Betterave de la Province de *Québec*," sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Champagne*,
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour constituer en corporation la Compagnie du Chemin de Fer de *Wentworth*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill pour protéger les Colons, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif," étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wärtele*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Laberge*, propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot : "maintenant" soit retranché, et que les mots : "d'aujourd'hui en six mois," soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant les Fonds de Bâtisse et de Jurés, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wärtele*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, propose, que le Bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *LeCavalier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

Le Bill concernant le pourcentage payable par les officiers publics sur leurs honoraires, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Garneau* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union Commerciale de *Québec*, pour l'année 1881. [Documents de la Session, No 6.]

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender l'article 1033 du Code de procédure Civile du *Bas-Canada*, étant lu ;

M. *Blanchet*, secondé par M. *Champagne*, propose, que le Rapport soit maintenant reçu ;

Et des débats s'ensuivant ;

Etant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le Fauteuil.

— — —
A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie Manufacturière et Agricole de *Témiscouata* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lalonde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Lalonde* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43 et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte St Antoine* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Dumoulin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Dumoulin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction de *St André* d'émettre des débetures et de s'amalgamer avec d'autres Compagnies de Chemin de Fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poulin* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser la Société de l'Eglise incorporée du Diocèse de *Québec*, à faire certains arrangements concernant le Fonds des Dotations Paroissiales ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour autoriser la Société Ecclésiastique du Diocèse de *Québec* à consolider certains Fonds de Dotation. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer l'Académie des Garçons, de *St Joseph de Lévis* ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer le Collège Commercial de

Varennas ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Demers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

Le Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 109, incorporant le Collège *Morrin*, *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre reprend les Débats sur la motion qui a été proposée, aujourd'hui,—Que le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, soit maintenant reçu ;

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Piquet*, propose sous forme d'amendement,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender, en retranchant les mots : "vendus en vertu des articles 997 à 1031 inclusivement du Code de Procédure Civile," soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* s'étendant de *Montréal* à *St Jérôme*, *Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*," sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 26 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Champagne*,—La Pétition de l'Institution Catholique des Sourds Muets pour la Province de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de *Joseph Barrette* et autres ; la Pétition de *J. Barsalou* et autres ; la Pétition de *Paul Corbeille* et autres ; la Pétition de *Théodule Desjardins* et autres ; la Pétition de *J. Gagnon* et autres ; la Pétition de *Alarie Lacaille* et autres ; et la Pétition de *H. J. Lachapelle* et autres, tous de la Cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue :

De *Joseph Smith*, du Canton de *Hull*, Comté d'*Ottawa* ; demandant un Comité pour s'enquérir des faits relatifs à une réclamation faite par lui, pour pertes et dommages causés par une erreur dans l'Arpentage et le Plan de la rivière du *Moine*.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le Vingt et unième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Compagnie des Chemins de Péage de l'Isle Jésus, et l'autoriser à augmenter son capital.

Bill pour ériger la Paroisse de *Ste Anastasie de Nelson*, en une municipalité séparée.

Votre Comité a de plus examiné le Bill concernant l'administration des biens de l'évêque catholique romain de *Montréal*, dans la Province du *Bas Canada*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill à votre Honorable Chambre, sans amendement.

M. *Duhamel*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le Douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, et le soumet à votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie Canadienne de l'éclairage électrique.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill concernant le pourcentage payable par les officiers publics sur leurs honoraires, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, —Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill concernant les fonds de bâtisse et de jurés, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Würtele*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gagnon*, secondé par M. *McShane*, propose sous forme d'amendement que le mot " maintenant " soit effacé et que les mots " d'hui en trois mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la motion étant mise aux voix,—Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

M. *LeCavalier*, fait en conséquence, rapport du Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 41 *Vict.*, chap. 5, amendant l'Acte 32 *Vict.*, chap. 15, concernant l'Agriculture et les Travaux Publics ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau l'Acte 41 *Vict.*, chap. 5, amendant l'Acte 32 *Vict.*, chap. 15, concernant l'Agriculture et les Travaux Publics. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif ; "

L'Honorable Trésorier *Würtele*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise, et la Question est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender et refondre les Lois de la Chasse en cette Province ; et après avoir siégé, quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil,—et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la Question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, propose sous forme d'amendement, Que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la Question, soient retranchés, et que les mots " le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'amender le paragraphe C, de manière que les mots " : 15e jour de Mars " soient substitués aux mots " 1er jour de Mai, " dans la seconde ligne, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Champagne,
Demers,
Duckett,*

*Dukamel,
Frégeau,
Gagnon,
Garneau,
Irvine,
Joly,
Laberge,*

*Lynch,
Marchand,
McShane,
Mercier,
Owens,
Poupore,*

*Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Shehyn,
Spencer,
Stephens et
Thornton.—26.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Bergevin,
Bernard,
Casavant,
Chapleau,
Charlebois,
Desautniers,*

*Deschênes,
Dumoulin,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,*

*LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Marcotte,
Martel,
Pâquet,
Paradis,*

*Picard,
Poulin,
Richard,
Robillard,
Trudel et
Wartele.—27.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. Mercier, secondé par M. Stephens, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'amender le paragraphe C, de manière que les mots " 15 avril " soient substitués aux mots " 1^{er} de mai, " dans la troisième ligne, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Bernard,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Champagne,*

*Demers,
Duckett,
Dukamel,
Flynn,
Frégeau,
Gagnon,
Garneau,
Gauthier,*

*Irvine,
Joly,
Laberge,
Lynch,
Marchand,
McShane,
Mercier,
Owens,*

*Paradis,
Poupore,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Shehyn,
Spencer,
Stephens et
Thornton.—32.*

CONTRE :

Messieurs

*Casavant,
Chapleau,
Charlebois,
Desautniers,
Deschênes,
Dumoulin,*

*Fortin,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,*

*Loranger,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Pâquet,
Picard,*

*Poulin,
Richard,
Riopel,
Robillard,
Trudel et
Wartele.—24.*

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Alors la Question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau a un Comité de toute la Chambre avec instruction d'amender le paragraphe C, de manière que les mots " 15 Avril " soient substitués aux mots " 1er Mai," dans la troisième ligne.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Désaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Hospice St Joseph de la Délivrance," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Hospice St Joseph de la Délivrance," lesquels sont lus comme suit :

Clause 5, ligne 4, après le mot " Ecuyers " ajouter " ainsi que les bâtisses dessus érigées."

Après le mot " Acte " de la même ligne, effacer tous les mots jusqu'à la fin de la clause et les remplacer par les mots suivants " aussi longtemps qu'ils seront possédés par la dite Corporation, exemptés de toutes taxes municipales ou scolaires et de toutes contributions pour la construction ou l'entretien de toute église ou presbytère.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour autoriser la Compagnie de Jonction de *St André* d'émettre des débetures et de s'amalgamer avec d'autres Compagnies de Chemin de Fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Spencer* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour autoriser la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *St André* à se fusionner et à émettre des obligations hypothécaires."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour constituer en corporation *La Compagnie du Chemin de Fer de Wentworth* est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Stephens*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de permettre qu'un appel du Conseil de *Lachute*, concernant le paiement du bonus du Chemin de Fer, au montant de \$25,000, au Gouvernement, soit jugé par défaut ?

Réponse par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—Telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

Par M. *Stephens*,—Le Gouvernement a-t-il autorisé l'Honorable J. J. C. *Abbott*, d'assurer le dit Conseil, qu'en payant les frais d'appel, se montant à \$300, le Gouvernement ne mettrait aucun obstacle à ce que le Conseil soit exempté de payer ce bonus.

Réponse par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—Non.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* met devant la Chambre par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport des Médecins Propriétaires-Directeurs de l'Asile des Aliénés de *Québec*, pour l'année 1880-81. (Documents de la Session No 29.)

Sur motion de l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé dans les deux langues pour distribution ordinaire et comme document de la Session.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 11 Avril 1882, demandant copie de toute correspondance, de tous arrêtés en Conseil et de toutes décisions ministérielles, au sujet du louage de l'édifice dans lequel se tiennent actuellement les termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit, pour le District de *Kamouraska*, depuis l'incendie du Palais de Justice du dit District de *Kamouraska*. (Documents de la Session No 48.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 17 Avril 1882, demandant copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et toute personne quelconque, au sujet de l'incorporation de la Compagnie de Chemin de Fer, autorisée par la section 16, chap. 2. 44-45 *Vict.*, avec copie des lettres-patentes incorporant la dite Compagnie. (Documents de la Session No 49.)

Sur motion de M. *Poupore*, secondé par M. *Martel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies de toutes Pétitions, Rapports, Correspondances ou autres Documents échangés entre *Joseph Smith* et le Commissaire des Terres de la Couronne, ou entre le Commissaire des Terres et aucun officier du Département des Terres de la Couronne, concernant la réclamation pour indemnité demandée par *Joseph Smith*, pour pertes et dommages à lui causés par une erreur dans l'arpentage et le plan de la Rivière *Du Moine*.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts de *Montréal*, étant lu ;

M. *Stephens*, propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

Et des Débats s'ensuivant ;

Ordonné, Que les Débats soient ajournés à demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile du *Bas Canada* ;

M. *Champagne* fait Rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas Canada*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

Ordonné, Que le dit Bill soit ré-imprimé.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender certaines dispositions du Code Municipal ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

Le Bill concernant les renouvellements d'enregistrement après la mise en vigueur des cadastres, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 27 Avril 1882.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Commissaire *Flynn*.—La Pétition de *Chs LeBoutillier* et autres, du *Bassin de Gaspé* ; et la Pétition du Révérend *F. X. Bossé* et autres, de *Douglas-town*, Comté de *Gaspé*.

Par M. *Stephens*.—La Pétition du Bureau des Commissaires d'Ecoles Protestantes de la Cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *Elisée Marcellin* et autres, du Canton de *Bouchette* ; demandant de l'aide pour le Chemin de Fer de Colonisation du Nord de *Montréal*.

Du Révérend *L. J. Morisset* et autres, de la Paroisse de *St Côme* ; demandant de l'aide pour un chemin de colonisation.

M. *Dumoulin*, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

1. Qu'il a examiné le Bill, intitulé : " Acte pour amender les actes concernant le Notariat, " et y a fait des amendements ;

2. Qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 15 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant l'instruction publique, " ainsi que le Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les lois scolaires en cette Province, " les a amendés et refondus en un seul Bill, intitulé : " Acte pour amender de nouveau les lois scolaires en cette Province. "

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le Vingt-Deuxième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie du Pont de *Drummondville*.

Bill pour autoriser *François-Xavier Gendron*, de la Paroisse de *Saint François*, District de *Montmagny*, à ériger un Pont sur la Rivière du Sud, en la dite Paroisse, et pour d'autres fins.

Sur motion de *M. Dumoulin*, secondé par *M. Fortin*.

Ordonné, Que le Bill pour amender de nouveau les lois scolaires en cette Province, soit ré-imprimé, tel que rapporté par le Comité Permanent de Législation.

Ordonné, Que le Bill pour amender l'acte de cette Province, 37 *Victoria*, chap. 33, concernant le Notariat, soit ré-imprimé, tel que rapporté par le Comité Permanent de Législation.

Sur motion de l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, secondé par l'Honorable Commissaire *Flynn*,

Ordonné, Que le Bill pour autoriser *François-Xavier Gendron*, de la Paroisse de *St François*, District de *Montmagny*, à ériger un Pont sur la rivière du Sud, en la dite Paroisse, et pour d'autres fins, soit ré-imprimé.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif, " étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Würtele*, secondé par l'Honorable *M. Chapleau*, propose, que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Champagne fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu comme suit :

Clause 6, ligne 2, après les mots : " salaire de " insérez les mots : " deux mille. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le Bill passe et que son titre soit : " Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif ; " la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneur que cette Chambre a passé ce Bill avec un amendement auquel elle désire leur concours.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender et consolider les Lois de la Chasse en cette Province, étant lu ;

Et la Question,—Que le Rapport du Comité soit maintenant reçu, étant proposée ;

M. Caron, propose en amendement, secondé par M. Houde, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de cette Question soient retranchés, et que les mots, "le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender, en ajoutant à la fin du paragraphe C de la 3e section, les mots suivants : "excepté dans les Comtés de Nicolet, Yamaska, Richelieu, l'Assomption, Berthier, Maskinongé, St Maurice et Champlain ; et dans ces Comtés, entre le premier jour de Mai et le premier jour de Septembre, de chaque année," soient mis à la place.

Et objection étant faite, que cette Question a déjà été décidée durant la présente session, et que, conséquemment l'amendement n'est point dans l'Ordre.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il prononcera sa décision sur l'objection, plus tard.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender certaines dispositions du Code Municipal ;

M. Fortin fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Et la Question,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois, étant proposée.

M. Gagnon, secondé par M. McShane, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" soient effacés, et que les mots "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher les sections 1 et 8," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelles contre le Feu ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Thornton fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

L'Ordre du Jour pour la reprise des Débats ajournés sur la question, qui a été proposée hier, que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts de Montréal, étant lu ;

Et la question,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, étant mise aux voix ; est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Laberge fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Riopel* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur (sur l'objection faite, aujourd'hui, à l'amendement proposé à la question,—Que le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender et consolider les lois de la chasse en cette Province, soit maintenant reçu ; lequel amendement comporte,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender, en ajoutant à la fin du paragraphe C de la 3e section, les mots suivants : "excepté dans les Comtés de *Nicolet, Yamaska, Richelieu, l'Assomption, Berthier, Mnskinongé, St Maurice et Champlain* ; et dans ces Comtés, entre le premier jour de Mai et le premier jour de Septembre, de chaque année.)"—Décide comme suit :

"Cette question n'est pas la même que celle déjà décidée, et cette Chambre peut la prendre en considération."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Caron,
Casavant,
Chapleau,
Desautniers,
Deschênes,

Desjardins,
Duckett,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Fortin,
Frégeau,

Gauthier,
Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Marion,
Picard,

Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire,
Trudel et
Wartele.—24.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Bernard,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Carbray,
Champagne,

Charlebois,
Demers,
Duhamel,
Flynn,
Gagnon,
Garneau,
Irvine,
Joly,

Laberge,
Lavallée,
Lynch,
Marchand,
Marcotte,
Martel,
McShane,
Owens,

Pâquet,
Paradis,
Poulin,
Poupore,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn
Spencer, et
Stephens.—32.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

M. *Desautniers* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Houde.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire la remise des intérêts dûs, sur le capital, par les colons des Cantons d'*Aston*, *Maddington* et *Wendover*, dans le Comté de *Nicolet*, dans le but de les encourager à payer le capital ? Si oui, quel délai leur sera-t-il accordé pour faire ce paiement ?

Réponse par l'Honorable Commissaire *Flynn*.—Cette question recevra de la part du Gouvernement toute l'attention qu'elle mérite.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 28 Avril, 1882.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de la Providence *St Charles*, à *Joliette*, pour l'année 1881. (Documents de la Session, No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Lavallée*.—La Pétition de l'Hospice de la Ville de *Joliette*.

Par M. *Stephens*.—La Pétition de *E. Alf. de Bellefeuille* et autres ; la Pétition de *O. Painchaud* et autres, tous de la Cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*.—La Pétition de *Emile Hubert* et autres, de *St Jean Baptiste de Montréal*, Comté d'*Hochelaga*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De l'Institut Catholique des Sourds-Muets, pour la Province de *Québec* ; demandant une aide de \$80,000 pour la construction d'une bâtisse.

De *Joseph Barrette* et autres,—de *J. Barsalou* et autres,—de *Paul Corbeille* et autres,—de *Théodule Desjardins* et autres,—de *J. Gagnon* et autres,—de *Alarie Lacaille* et autres,—de *H. J. Lachapelle* et autres, tous de la Cité de *Montréal* ; demandant respectivement qu'il ne soit passé aucune loi autorisant l'augmentation des taxes scolaires, dans la Cité de *Montréal*.

L'Honorable M. *Robertson*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender l'acte incorporant la Société des Artisans Canadiens-Français, de la Cité de *Montréal*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill à votre Honorable Chambre, sans amendement.

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour incorporer "*La Grande Loterie Nationale de Québec*," auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

M. *Duhamel*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Treizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la " Compagnie pour l'Exportation et le Transport des Minerais de Québec."

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les clauses trois, quatre, cinq, sept et trente-deux du Bill intitulé : " Acte pour amender la charte du " *Crédit Foncier Franco-Canadien*, " et les a amendées.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurance Provinciales, étant lu ;

L'Honorable Solliciteur Général Lynch informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance des dispositions de ce Bill, il le redemande à la considération de la Chambre.

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Owens fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Owens fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelles contre le Feu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau à renvoyé un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Thornton fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la Question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu ;

M. Gagnon, secondé par M. McShane, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la Question soient retranchés, et que les mots " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre, avec instruction d'en retrancher toutes les dispositions qui permettent aux Compagnies d'Assurance Mutuelles, tombant sur son opération, d'effectuer, des Assurances sur les propriétés situées, en dehors des districts judiciaires ou elles se trouvent situées, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Bernard,
Charlebois,
Demers,*

*Duhamel,
Gagnon,
Garneau,
Joly,*

*Laberge,
Marchand,
McShane,
Poulin,*

*Rinfret dit Malouin,
et
Shehyn.—14.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Cameron,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Desaulniers,
Desjardins,*

*Duckett,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Gauthier,
Houde,
Irvine,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,*

*Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Mercier,
Owens,
Pâquet,
Paradis,
Picard,
Poupore,
Richard,*

*Riopel,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Stephens,
St Hilaire,
Thornton,
Trudel et
Würtele—46.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Sur motion de l'Honorable Solliciteur *Lynch*, secondé par l'Honorable Commissaire *Flynn*,

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Thornton* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Thornton* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour détacher de la Paroisse de *Varennas*, Comté de *Verchères*, trois Isles situées dans le fleuve *St Laurent*, et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, Comté de l'*Assomption*, pour les fins électorales, municipales scolaires et autres fins quelconques."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 34 *Vict.*, chap. 19, concernant le défrichement des terres et la protection des forêts, contre les incendies."

Bill intitulé : " Acte pour amender et suppléer à l'Acte concernant la déclaration que devront faire les compagnies incorporées. (40 Vict., chap. 15.)"

Bill intitulé : " Acte pour incorporer La Compagnie pour l'Eclairage au Gaz de *St Hyacinthe*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant l'Association de *Québec* et du *Lac Supérieur*, pour l'exploitation des mines."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Union *St Joseph* de *St Césaire*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des *Trois-Rivières* et du *Nord-Ouest*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer *La Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux Montagnes*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de l'*Outaouais*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de l'*Outaouais*," lesquels sont lus comme suit :

Dans le Préambule, ligne 10, après le mot : " de " ajouter les mots : " se fusionner ou de. "

Clause 2, ligne 11, avant le mot : " de " ajouter " de la fusionner ou. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse supplémentaire à un Ordre de la Chambre, en date du 5 Avril 1882, pour 1. Copies de tous Ordres en Conseil, Correspondances, Arrangements et Documents quelconques ; relatifs à la vente ou concession des lots à phosphate, par le Gouvernement, à *M. Charles de Molon*.

2. Copie de toutes procurations ou pouvoirs quelconques, de la part de *M. Charles de Molon*, aux personnes qui ont agi pour lui, en son nom, lors de la vente publique des lots à phosphate du 16 Novembre 1881, fournis au Gouvernement soit avant, soit après la dite vente.

3. Copie de la décision du Commissaire des Terres de la Couronne, révoquant la vente des terrains à phosphates adjugés à *M. Charles de Molon*, ou à ses représentants, lors de la vente et adjudication du 16 Novembre 1881, et copie de l'avis de cette révocation donné au dit *M. Charles de Molon*, ou à ses représentants. (Documents de la Session, No 28.)

Le Bill concernant l'indépendance des Juges des Sessions de la Paix, à *Montréal* et à *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Le Bill pour définir la position et l'étendue de certains rangs du Canton de *Tring* est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité de toute la Chambre pour la séance de ce soir.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour incorporer la Compagnie Générale des Dépôts, de *Montréal*, étant lu ;

M. *Stephens*, secondé par M. *McShane*, propose, Que le Rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la Question, soient retranchés et que les mots "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable Procureur Général *Loranger* présente à la Chambre,—Réponse à une Adresse, en date du 13 Mars 1882, demandant le Rapport de toutes les décisions judiciaires, déclarant inconstitutionnels tous Actes ou parties d'Actes de cette Législature ; avec indication des tribunaux et des noms des juges qui ont rendu ces jugements, des Appels intervenus ; avec, en outre, une mention ou analyse sommaire de tels jugements, tant en première instance qu'en Appel. (Documents de la Session No 50.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit renvoyé au Comité Permanent de Législation.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marion* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Flottaison et de Mise en Radeaux des Bois du *St Maurice* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desautniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Desautniers* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Riopel* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le Bill pour faire cesser tous doutes, sur le Comté auquel appartient l'*Île aux Lièvres*, située dans le Fleuve *Saint Laurent*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Cameron*.—Quels sont les profits nets et les dépenses courantes de la Section Ouest du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, durant l'année fiscale finissant le 30 juin 1881 ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Des états seront déposés devant cette Chambre, donnant ces détails.

Par M. *Stephens*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'obtenir du Syndicat du Pacifique Canadien, un vote des actionnaires de cette Corporation, consentant à l'achat de la partie Ouest du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, en vertu de la 44 *Victoria*, chap. 1er, section 25 ? Si, non, y a-t-il eu aucune assemblée spéciale générale des actionnaires du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, convoquée pour autoriser tel achat ? Si telle démarche a été faite par les dits actionnaires, le Gouvernement fournira-t-il à cette Chambre une copie officielle de ces procédures ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement a déjà pris et prendra, à l'avenir, les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du contrat que les deux branches de la Législature viennent de ratifier.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement a-t-il acheté la propriété située, au coin de la Grande Allée et de la rue *St Augustin*, dans la Cité de *Québec* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Non.

M. *Stephens* propose, secondé par M. *Gagnon*.—Qu'un Comité Spécial composé des Honorables MM. *Beaubien* et *Irvine* et de MM. *Charlebois, Stephens* et *Thornton*, soit nommé, pour s'enquérir et s'assurer quelles sommes d'argent ont été dépensées par L. A. *Sénécal*, lorsqu'il était au service de la Province de *Québec*, comme Surintendant Général du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, dans le but de favoriser ou aider l'élection des Membres de cette Chambre.—Et aussi de s'enquérir, si aucun des Membres de cette Chambre a reçu aucune aide pécuniaire, sous forme de prêt d'argent ou autrement, du dit *Louis A. Sénécal*, pour les fins de leur élection comme Membre de cette Chambre, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes et papiers.

L'Honorable M. Garneau propose en amendement, secondé par M. Thornton, Que tous les mots après "Que" dans la première ligne de la motion, soient omis et que les suivants leur soient substitués : "la motion du député de *Montréal Centre*, étant contraire à la procédure prescrite par les lois de la Province, et la pratique parlementaire, et comportant un sens injurieux, en ce qu'elle insinue malicieusement, que des Membres de cette Chambre ont obtenu leur élection, au moyen de fonds fournis par un fonctionnaire public et contracteur, constitue un libelle scandaleux et malicieux contre la dignité et le caractère de cette Chambre, et mérite à son auteur, la censure immédiate et sévère de cette Chambre.

Et objection étant faite par l'Honorable M. Joly, que cette motion en amendement n'est pas dans l'Ordre, en autant qu'elle comporte des expressions injurieuses.

M. l'Orateur déclare : "que la Chambre peut prendre cette motion en considération."

Et l'amendement étant proposé de nouveau,

Et des Débats s'ensuivant ;

L'Honorable M. Chapleau, Membre pour le District Electoral de *Terrebonne*, se lève de son siège et demande, que les paroles qui viennent d'être prononcées par l'Honorable Membre pour *Montréal Ouest* soient entrées dans les journaux de cette Chambre.

Et ces paroles sont inscrites comme suit : "*Such a censure, does not amount to much.*" (Cette censure, ne veut pas dire grand chose.)

Et l'Honorable Membre pour *Montréal-Ouest* s'étant levé, déclare, que s'il a dit quelque chose contre la dignité de la Chambre, il était prêt à le rétracter, et il finit en s'exprimant comme suit : "*But what I can say as a Citizen of Montreal and the Citizens of Montreal will also say it, we do not care much about that censure, with a House elected as it has been.*" (Mais ce que je puis dire, comme Citoyen de *Montréal*, et les Citoyens de *Montréal* le diront aussi, c'est que nous ne nous occupons pas beaucoup de cette censure, prononcée par une Chambre élue, comme celle-ci l'a été.)

Et M. l'Orateur ayant demandé au député de *Montréal-Ouest* s'il retirait les expressions dont il venait de se servir ;

L'Honorable Membre pour *Montréal-Ouest*, ajoute alors : "*If those expressions are unparliamentary, I withdraw them.*" (Si ces expressions ne sont pas parlementaires, je les retire.)

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,

Résolu, Que cette déclaration soit considérée comme suffisante.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle D. Martel, Ecuier, Membre pour le District électoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Martel prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 29 Avril 1882.

M. Champagne propose comme sous amendement, secondé par M. Desjardins,

Que les mots suivants soient ajoutés à la fin du dit amendement : "et que la dite motion du député de *Montréal-Centre* soit effacée des journaux et autres registres de cette Chambre."

Et objection étant faite par M. Gagnon, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle est un sous amendement ; et que l'amendement original tendant à laisser de côté la motion principale pour la remplacer, aucun sous amendement ne peut être proposé, avant que la Chambre ait décidé que les mots que l'on se propose de laisser de côté ne forment pas partie de la question.

M. l'Orateur décide : " que le sous amendement n'est pas dans l'ordre."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,

Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Pâquet,
Paradis,

Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire,
Thornton,
Trudel et
Wartele.—43.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Demers,

Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,

Marchand et
Rinfret dit Malouin.—8

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La Question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ; Que la motion du député de *Montréal-Centre* étant contraire à la procédure prescrite par les lois de la Province, et la pratique parlementaire, et comportant un sens injurieux en ce qu'elle insinue malicieusement que des Membres de cette Chambre ont obtenu leur élection au moyen de fonds fournis par un fonctionnaire public et contracteur, constitue un libelle scandaleux et malicieux contre la dignité et le caractère de cette Chambre et mérite à son auteur la censure immédiate et sévère de cette Chambre ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

Et des débats s'ensuivant ;

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie d'Eclairage Électrique ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Charlebois*

fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Samedi, 29 Avril, 1882.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Bureau des Commissaires d'Ecoles Protestantes de la Cité de *Montréal* ; demandant que la taxe scolaire dans la dite Cité, soit augmentée.

Du Révérend *Chs LeBoutillier* et autres, du *Bassin de Gaspé* ; et du Révérend *F. X. Bossé* et autres, de *Douglastown*, tous du Comté de *Gaspé* ; demandant respectivement la construction d'une voie ferrée, de *Métapédia*, au *Bassin de Gaspé*.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le Vingt Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 109, incorporant le Collège *Morrin*, de *Québec*, et à l'honneur de rapporter le dit Bill, à Votre Honorable Chambre, sans amendement.

Ordonné, Que l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, ait la permission d'introduire un Bill pour permettre aux compagnies incorporées par statuts spéciaux, d'augmenter leur fonds social et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour changer le nom de la Compagnie Manufacturière *Lawlor*, en celui de la Compagnie Manufacturière *Belmont*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer *The Sherbrooke Turf Club*."

Et de plus le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de *Macadam*, de *St Hyacinthe*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de *Macadam*, de *St Hyacinthe*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 8, retrancher le mot : " jusqu'à " et le remplacer par les mots : " qui va à. "

Page 2, lignes 3 et 4 effacer les mots : " à l'endroit où la dite Compagnie " jusqu'à " à propos de terminer le dit chemin " et les remplacer par les mots : " vis-à-vis la terre du Séminaire de *St Hyacinthe*. " Même page, lignes 14 et 15, retrancher les mots : " vis-à-vis la terre du Séminaire de *St Hyacinthe*. "

A la fin de la clause 11, ajouter les mots suivants : " tout propriétaire de terre dans la paroisse de *St Dominique*, ayant aussi une terre sur le parcours du dit chemin, pourra communiquer d'une terre à l'autre, en ne payant les péages que dans la proportion de la distance parcourue, depuis la barrière qui pourrait être placée à l'extrémité du chemin, dans *St Dominique*, jusqu'à sa propriété sur le dit chemin. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneur que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable M. *Chapleau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération la Résolution proposée suivante :

Résolu, 1. Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de : Section Est, et s'étendant depuis la Jónction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat du Chemin de Fer de la Rive Nord, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 23 Mars dernier ;

L'Honorable M. *Beaubien*, propose comme amendement, secondé par M. *Charlebois*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu :

" Que vu que, par la vente proposée, les revenus de la Province ne sont nullement augmentés ;

" Que vu que la Section Est doit accroître considérablement en valeur et que la Province doit garder pour elle le bénéfice de cette augmentation de valeur ;

" Que vu que dans le projet actuel la Province n'a pas les garanties nécessaires pour assurer le paiement du prix de vente ;

" Dans les circonstances présentes, il est de l'intérêt de la Province d'ajourner la vente de cette partie du chemin. "

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Duhamel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral d'*Ottawa*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Duhamel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant,
Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*.

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à Lundi prochain.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée hier, portant, —Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender les Actes relatifs à la Cité de Montréal);

Et la question étant mise aux voix, —Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Riopel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, Lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable Trésorier Wurtelle.

Résolu, Que la résolution décrétant et confirmant la vente de la Section Est du Chemin de Fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, y compris ses embranchements, aura, à ses diverses phrases, la priorité, après les affaires de routine, tous les jours, jusqu'à ce que la Chambre en ordonne autrement; la priorité, ne devant durer, Lundi, que depuis trois heures à six heures, et la soirée réservée aux Bills Privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 1^{er} Mai 1882.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Trudel, —La Pétition du Révérend M. Proulx et autres, du territoire du Saint Maurice.

Par l'Honorable M. Beaubien, —La Pétition de A. Chabot et autres; la Pétition de J. Comte et autres; la Pétition de P. Lamontagne et autres; et la Pétition de David Lepage et autres, tous de la Cité de Montréal.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De l'Hospice de la ville de Joliette; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De E. Alf. de Bellefeuille et autres, —de O. Painchaud et autres, tous de la Cité de Montréal, —et de Émile Hubert et autres, de St Jean-Baptiste de Montréal, Comté d'Hochelaga; demandant respectivement de l'aide pour le Chemin de Fer de Colonisation du Nord de Montréal.

M. Gauthier, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en considération les Bills pour amender l'Acte de cette Province, 33 Vict., chap. 30, intitulé : " Acte pour protéger les Manufactures de Beurre et de Fromage dans cette Province "; et le Bill concernant les Sociétés de Fabrication de Beurre et de Fromage en cette Province " qui ont été référés à ce Comité.

Qu'il a réuni en un seul Bill toutes les clauses de ces deux Bills, que votre Comité a cru devoir adopter avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender les Actes incorporant la Compagnie des Chars Urbains de *Montréal*.

Bill pour incorporer "*Le Crédit Mobilier Canadien*."

Bill pour incorporer le "*Crédit Mobilier et Agricole de Québec*."

Votre Comité désire attirer l'attention de votre Honorable Chambre sur les pouvoirs demandés par ces deux derniers Bills et spécialement sur les sous-sections 4 et 5 des sections 2 de ces dits Bills.

Votre Comité désire recommander à votre Honorable Chambre, que les sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills Privés pour traduction, correction des épreuves, et maintenant entre les mains du Greffier de ce Comité, ou qui lui seront payées pour cet objet, seront remises pour distribution aux chefs des traducteurs français et anglais, et qu'un honoraire de cinq pour cent, sur ces sommes, soit payé au Greffier du Comité des Bills Privés, conformément à la pratique suivie depuis plusieurs années.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Quatorzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour constituer en corporation, la Compagnie du Chemin de Fer de *Wentworth*."

Sur motion de l'Honorable M. *Wurtelle*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,
Ordonné, Que le Bill intitulé : "Acte pour amender les Actes incorporant la Compagnie des Chars Urbains de *Montréal*", soit ré-imprimé.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette Honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux Ordres de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur, dans la salle des séances au Conseil Législatif, où il a plu à Son Honneur de donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills suivants :

Acte pour amender l'acte 31 *Victoria*, ch. 19, concernant le défrichement des terres et la protection des forêts contre les incendies.

Acte pour valider certains actes notariés.

Acte pour amender le chapitre soixante et onze des statuts refondus du *Canada*, et l'acte Provincial 32 *Victoria*, chap. 43.

Acte pour détacher de *Varennas*, Comté de *Verchères*, trois îles situées dans le fleuve *Saint-Laurent*, et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, Comté de l'*Assomption*, pour les fins électorales, municipales, scolaires et autres fins quelconques.

Acte pour amender l'acte incorporant " l'Association de *Québec* et du *Lac Supérieur*, pour l'exploitation des mines."

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*.

Acte pour incorporer " *The Sherbrooke Mining and Smelting Company*." [La Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux de *Sherbrooke*.]

Acte pour incorporer " La Compagnie des Chaux et Phosphates du *Canada*."

Acte pour incorporer " *The West End Free Dispensary*."

Acte pour incorporer " L'Orphelinat de *Marievalle*."

Acte pour incorporer " La Compagnie pour l'éclairage au gaz de *Saint-Hyacinthe*."

Acte pour incorporer " Le Septuor *Haydn*," de *Québec*.

Acte concernant la légalisation et la garde des registres de sépulture tenus par la congrégation de Notre-Dame de *Montréal*, à *Villa-Maria*.

Acte pour permettre à " La Compagnie de sucre de betterave " *Pioneer* " d'augmenter son capital et d'emprunter sur débentures."

Acte pour changer le nom de " La Compagnie Manufacturière *Lawlor*, en celui de : " La Compagnie manufacturière *Belmont*."

Acte pour incorporer " *The Quebec Hotel Company*."

Acte pour incorporer " La Compagnie de Papier *Rolland*."

Acte pour confirmer le privilège de cinquante ans accordé à la " Compagnie de l'aqueduc de *Louiseville* " par le Conseil Municipal de la Ville de *Louiseville*.

Acte pour incorporer la " Compagnie du Chemin de Fer des *Trois-Rivières* et du *Nord-Ouest*."

Acte pour amender l'acte 41 *Victoria*, chap. 52, incorporant " La Compagnie de sucre de betterave de la Province de *Québec*."

Acte pour incorporer l'Union St-Joseph de *Saint-Césaire*.

Acte pour amender et suppléer à l'acte concernant la déclaration que devront faire les Compagnies incorporées, 40 *Victoria*, chap. 15.

Acte pour incorporer La Trappe de Notre-Dame-du-Lac-des-Deux-Montagnes.

Acte pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, s'étendant de *Saint-Jérôme*, *Aylmer* et la Cité d'*Ottawa*.

Acte pour incorporer " *The Sherbrooke Turf Club*."

Acte pour incorporer le " Collège Commercial de *Varennas*."

Acte pour incorporer " L'académie des garçons de *Saint-Joseph de Lévis*."

Acte pour autoriser la création d'une société sous le nom de " Société d'Industrie laitière de la Province de *Québec*."

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Résolu, Que cette Chambre concoure dans le Second Rapport du Comité conjoint des impressions, présenté à cette Chambre, le 19 Avril dernier ; et que les documents portant le No. 28, concernant la vente des terrains à phosphate soient aussi imprimés, tant pour distribution ordinaire, que pour faire partie des documents sessionnels de cette Chambre.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé samedi dernier à la motion portant,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution suivante :

" *Résolu*, Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de : section Est, et s'étendant depuis la jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat du Chemin de Fer de la rive Nord, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 23 Mars dernier," lequel amendement comporte que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : il soit résolu :

" Que vu que, par la vente proposée, les revenus de la Province ne sont nullement augmentés ;

" Que vu que la section Est doit accroître considérablement en valeur et que la Province doit garder pour elle le bénéfice de cette augmentation de valeur ;

" Que vu que, dans le projet actuel, la Province n'a pas les garanties nécessaires pour assurer le paiement du prix de vente ;

" Dans les circonstances présentes, il est de l'intérêt de la Province d'ajourner la vente de cette partie du chemin."

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. G. Desjardins*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Desjardins prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les Débats se continuant ;

Sur motion de l'Honorable *M. Chapleau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wartelle*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés à ce soir.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour accorder de nouveaux pouvoirs à " La Compagnie des Chemins de Péage de l'Isle-Jésus " et l'autoriser à augmenter son capital ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Richard fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant l'administration des biens de l'Evêque Catholique Romain de *Montréal*, dans la Province du *Bas Canada* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 40 *Victoria*, chap. 63, intitulé : "Acte incorporant la Société des Artisans Canadiens-Français, de la Cité de *Montréal*"; et après y avoir siégé, quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil,—et M. *Paradis* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'Acte incorporant "La Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de *Montréal*." (40 *Vict.*, chap. 63.)

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec*, étant lu ;

M. *Champagne*, secondé par M. *Desjardins*, propose,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie d'Exploitation et de transport des minerais de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Asselin* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 60, incorporant la Société du Crédit Foncier Franco-Canadien ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte incorporant le Collège *Morrin*, *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte 24 Victoria, chap. 109, incorporant le Collège *Morrin*, de *Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

M. Spencer.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'amender la loi des licences de *Québec* ; et si oui, quand le Gouvernement introduira-t-il un Bill à cet effet ?

Réponse par l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—C'est l'intention du Gouvernement d'amender l'acte des licences, de *Québec*, 1878 ; mais comme l'année des licences commence au premier de Mai, et que les amendements que l'on pourrait faire durant cette session, n'auraient d'effet qu'en l'année des licences qui commencera en 1883, le Gouvernement n'introduira aucune mesure à cet effet avant la session prochaine, et profitera du temps qui doit s'écouler avant cette époque pour examiner cette question, et préparer les amendements qu'il croira nécessaires.

Par *M. Blanchet*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de réunir les archives si importantes du Conseil Supérieur et des différents sièges de la Prévoté de *Québec*, de la justice royale des *Trois-Rivières*, de la justice seigneuriale de *Montréal*, au bureau du Régistrare Provincial, pour y être transcrites ou imprimées.

Réponse par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*.—C'est l'intention du Gouvernement de faire déposer au Bureau du Régistrare Provincial, copie de ces archives.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour abolir la qualification foncière des Députés à l'Assemblée Législative de *Québec*, étant lu ;

M. Gagnon propose, secondé par *M. Laberge*,—Que *M. l'Orateur* laisse maintenant le Fauteuil ;

M. Champagne secondé par l'Honorable *M. Beaubien*, propose comme amendement, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre se formera en le dit Comité d'aujourd'hui en trois mois.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Brousseau,
Caron,
Casavant,

Champagne,
Charlebois,
Houde,
Lavallée,
Leduc,
Loranger,

Marcotte,
Martel,
Owens,
Picard,
Poulin,

Riopel,
Robillard,
Shehyn,
Spencer, et
Trudel.—22.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Bernard,
Blanchet,
Cameron,
Chapleau,
Demers,
Désautniers,*

*Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Frégeau,*

*Gagnon,
Garneau,
Gauthier,
Joly,
Laberge,
Lalonde,
Lynch,*

*Marchand,
Mercier,
Pâquet,
Paradis,
Richard, et
Rinfret dit Malouin,
—27.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Picard* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Le Bill pour amender l'Acte 42-43 *Vict.*, chap. 39, intitulé : Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelles, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

Ordonné, Que le Bill pour amender les divers Actes relatifs à la Corporation de la Ville de *Sorel*, soit ré-imprimé.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'Education en cette Province ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

— Sur motion de M. *Gagnon* secondé par M. *Laberge*,

Ordonné, Que l'Ordre du Jour pour le renvoi à demain de la troisième lecture du Bill pour abolir la qualification foncière des Députés à l'Assemblée Législative de *Québec*, soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame des Anges de Montauban*, dans le Comté de *Portneuf*, et la Paroisse de *St Cajétan d'Armagh*, dans le Comté de *Bellechasse*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 2 Mai 1882.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 24 Mars 1882, demandant : copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement et l'Exécutif du *Canada* et toute personne quelconque, au sujet de la construction de l'embranchement projeté de l'Intercolonial, de *St Charles à Lévis*, et de l'établissement, entre *Québec et Lévis*, d'un système de bateaux traversiers, devant relier l'Intercolonial au Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (Documents de la Session No 51.)

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal*, étant lu ;

L'Honorable *M. Mercier*, secondé par *M. Gagnon*, propose que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Blanchet propose comme amendement, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants " renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender, en retranchant tous les mots dans le paragraphe trois, de la section sept, après le mot " estampe, " dans la sixième ligne, et en les remplaçant par les suivants :

" Pourvu toujours, qu'aucun règlement de la Cité de *Montréal*, n'aura l'effet d'empêcher les cultivateurs et les commerçants de la campagne, d'apporter aux marchés et d'y vendre, de la viande en carcasse ou en quartiers, en détail ou en gros."

" Telle viande devra cependant être inspectée, avant d'être mise en vente, par les inspecteurs des marchés."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les Débats sur l'amendement qui a été proposé, samedi dernier, à la motion portant,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution suivante :

" *Résolu*, Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de section Est, et s'étendant depuis la jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat du Chemin de Fer de la rive Nord, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 23 Mars dernier ;—lequel amendement comporte que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit

" *Résolu*, Que vu que, par la vente proposée, les revenus de la Province ne sont nullement augmentés ;

" Que vu que la section Est doit accroître considérablement en valeur et que la Province doit garder pour elle le bénéfice de cette augmentation de valeur ;

" Que vu que, dans le projet actuel, la Province n'a pas les garanties nécessaires pour assurer le paiement du prix de vente ;

“ Dans les circonstances présentes, il est de l'intérêt de la Province d'ajourner la vente de cette partie du chemin.”

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *C. L. Champagne*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral des *Deux-Montagnes*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Champagne, en conséquence, prend le Fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant ;
Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur laisse le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a agréé à l'amendement fait par cette Chambre au Bill intitulé : “ Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif ”, sans amendement.

L'Ordre du Jour pour recevoir le rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec*, étant lu ;

M. Champagne, secondé par *M. Faucher de St Maurice*, propose, que le rapport soit maintenant reçu ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Riopel,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>St Hilaire et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Trudel.—27.</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Faucher de St Maurice,</i>	<i>Paradis,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Demers.</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sawyer,</i>	<i>Watts.—13.</i>
<i>Joly,</i>			

Ainsi la question est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Beaubien* fait rapport du Bill, en conséquence.

Et la question étant mise aux voix, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la compagnie de Chemin de Fer, des Quais et d'Élévateurs de *Richelieu* et *Longueuil*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poulin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Casavant* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la compagnie du Pont de *Drummondville*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Cameron* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour constituer en corporation la Compagnie du Chemin de Fer de *Wentworth*"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lalonde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Lalonde* fait, en conséquence, rapport du Bill et l'amendement est lu comme suit:

La clause 20 est retranchée.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Bill, avec l'amendement, soient maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill, avec l'amendement, passent.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill avec un amendement auquel elle désire leur concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer *L'Hospice Saint Joseph de la Délivrance*," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'Education en cette Province, étant lu ;

M. Laberge fait rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender de nouveau les lois scolaires en cette Province."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, samedi dernier, à la motion portant,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution suivante :

"*Résolu*, Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie "du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom "de : section Est, et s'étendant depuis la jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de "*Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat du "*Chemin de Fer de la rive Nord*, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le "*Lieutenant-Gouverneur*, par son Message daté du 23 Mars dernier," lequel amendement comporte que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "il soit résolu :

"Que vu que, par la vente proposée, les revenus de la Province ne sont nullement augmentés ;

"Que vu que la section Est doit accroître considérablement en valeur et que la Province doit garder pour elle le bénéfice de cette augmentation de valeur ;

"Que vu que, dans le projet actuel, la Province n'a pas les garanties nécessaires pour assurer le paiement du prix de vente ;

"Dans les circonstances présentes, il est de l'intérêt de la Province d'ajourner la vente de cette partie du chemin."

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle C. E. Houde; Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Nicolet*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Houde prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, Mercredi matin ;

Mercredi, 3 Mai 1882.

Et les Débats se continuant ;
Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Procureur-
Général *Loranger*,
Ordonné, Que les Débats soient ajournés jusqu'à la prochaine séance de la
Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 3 Mai 1882.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—La Pétition du Révérend A. *Jodoin* et autres
de la Paroisse de *St Sauveur*, et du Canton *Howard*, Comté de *Terrebonne*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend M. *Proulx* et autres, du territoire du *Saint Maurice* ; demandant
de l'aide pour un Chemin de Colonisation, depuis les *Grandes Piles* jusqu'à
Makinac.

De A. *Chabot* et autres ; de J. *Comte* et autres ; de P. *Lamontagne* et autres ; de
David Lepage et autres, tous de la Cité de *Montréal* ; demandant respectivement,
qu'il ne soit passé aucune loi pour autoriser l'augmentation des taxes scolaires,
dans la Cité de *Montréal*.

Ordonné, Que M. *Spencer* ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser
les Conseils Municipaux à passer des règlements pour taxer la propriété person-
nelle.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu
pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a
apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " La Société Française des Phosphates
du *Canada*."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser la Compagnie des Abattoirs de *Montréal*,
à emprunter de l'argent et à émettre des débetures. "

Bill intitulé : " Acte pour constituer en corporation " La Compagnie Minière
de l'*Ile d'Orléans*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amen-
dements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant
la Profession Médicale et la Chirurgie. "

Et Bill intitulé : " Acte pour protéger les Colons."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le
Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour protéger les Colons, " lequel est
lu comme suit :

Clause 2, ligne 15, après le mot "enregistrée" ajouter les mots "dans le dit délai de trois mois depuis l'émission des lettres patentes."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la Profession Médicale et la Chirurgie," lequel est lu comme suit :

Clause 8, ligne 1, après le mot "Cinq" ajouter les mots "de la section 28."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé, samedi dernier, à la motion portant, — Que la Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la résolution suivante :

Résolu, 1. Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette "partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* connue sous le "nom de Section Est, et s'étendant, depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité "de *Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat "du Chemin de Fer de la Rive Nord, transmis à cette Chambre, par Son "Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 23 Mars dernier," lequel amendement comporte que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la Question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants ; "il soit résolu :

"Que vu que, par la vente proposée, les revenus de la Province ne sont nullement augmenté ;

"Que vu que la section Est doit accroître considérablement en valeur et que la Province doit garder pour elle le bénéfice de cette augmentation de valeur ;

"Que vu que, dans le projet actuel, la Province n'a pas les garanties nécessaires pour assurer le paiement du prix de vente ;

"Dans les présentes circonstances, il est de l'intérêt de la province d'ajourner la vente de cette partie du chemin."

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Onésime Gauthier*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Charlevoix* pour le remplacer temporairement au Fauteuil

M. Gauthier, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les Débats se continuant ;

Et étant six heures P. M. M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender l'Acte 43-44 *Vict.*, chap. 60, incorporant la Société de *Crédit Foncier Franco-Canadien*, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Solliciteur-Général *Lynch*,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

M. Marcotte fait rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender la charte du *Crédit Foncier Franco Canadien*.”

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les Actes incorporant la Compagnie des Chars Urbains de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *LeCavalier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *LeCavalier* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : “ Acte pour amender les Actes concernant la Compagnie des Chars Urbains de *Montréal*, et pour lui conférer de nouveaux pouvoirs.”

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer “ Le *Crédit Mobilier et Agricole de Québec* ” ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint Maurice*, fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Samedi dernier, à la motion portant,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer la Résolution suivante :

Résolu, 1. Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de : Section Est, et s'étendant depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat du Chemin de Fer de la Rive Nord, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 23 Mars dernier,” lequel amendement comporte que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ il soit résolu,

“ Que vu que, par la vente proposée, les revenus de la Province ne sont nullement augmentés ;

“ Que vu que la Section Est doit accroître considérablement en valeur et que la Province doit garder pour elle le bénéfice de cette augmentation de valeur ;

“ Que vu que, dans le projet actuel, la Province n'a pas les garanties nécessaires pour assurer le paiement du prix de vente ;

“ Dans les circonstances présentes, il est de l'intérêt de la Province d'ajourner la vente de cette partie du chemin.”

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Jean Blanchet*, Ecuyer, Membre pour le District électoral de *Beauce*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Blanchet* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Richard,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de St Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Riopel,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Wurtele.—38.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lalonde,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de St Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Riopel,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Thornton, et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Wurtele.—38.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lalonde,</i>		

CONTRE :

Messieurs

*Beaubien,
Bernard,
Brousseau,
Cameron,
Caron,*

*Charlebois,
Demers,
Desautniers,
Gagnon,
Houde,*

*Joly,
Laberge,
Marchand,
Richard,
Rinfret dit Malouin,*

*Robillard,
Shehyn,
Stephens,
Trudel et
Watts.—20.*

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de Section Est, et s'étendant, depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat du Chemin de Fer de la rive Nord, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 23 Mars dernier.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il est expédient de décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de Section Est, et s'étendant, depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, conformément aux conditions du contrat conclu avec le Syndicat du Chemin de Fer de la rive Nord, transmis à cette Chambre, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par son Message daté du 23 Mars dernier.

La dite résolution étant lue une seconde fois ; et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Chapleau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*, qu'il lui soit permis d'introduire un Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de Section Est, et s'étendant depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec* ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Chapleau* présente, en conséquence le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 4 Mai 1882.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le *Bas Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* met devant la Chambre,—Etat indiquant le nombre de Fabriques de Beurre et de Fromage, en opération dans la Province de *Québec*, pendant l'année 1881. (Documents de la Session No 52.)

Sur motion de *M. Blanchet*, secondé par *M. Faucher de St Maurice*,
Ordonné, Que le dit état soit imprimé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : “ Acte autorisant *Jean Cyrille Bédard* à construire et à maintenir des estacades en travers la Rivière *St François*, près de *Maher's Mills*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins, avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé, sans amendeement, les Bills suivants :

Bill intitulé : “ Acte concernant les Arpenteurs de la Province de *Québec* et les Arpentages.”

Bill intitulé : “ Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers Actes concernant l'incorporation de la Ville de *Lachine*.”

Bill intitulé : “ Acte pour incorporer “ La Compagnie du Chemin de Fer de *Leeds* et des Cantons de l'Est.”

Bill intitulé : “ Acte concernant les Fonds de Bâtisse et de Jurés.”

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour définir la position et l'étendue de certains rangs du Canton de *Tring* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Leduc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Leduc* fait rapport du Bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour permettre aux Compagnies incorporées par statuts spéciaux, d'augmenter leurs fonds social et pour d'autres fins, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Sawyer* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer "la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux Montagnes," soit remis au promoteur du Bill, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Laberge*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous les Documents reçus par le Gouvernement, sous l'autorité de la section 26 du chap. 47, 43-44 *Victoria* ; intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel" ; avec copie de la proclamation mettant le dit acte en force.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des recettes et des dépenses de la Province, depuis le 4 Mars dernier, jusqu'au 1er Mai courant, inclusivement.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour permettre à la Ville de *St Henri*, et aux Municipalités des Villages de *St Gabriel*, de *Ste Cunégonde*, de *St Jean Baptiste*, de la Côte *St Louis* et de la Côte *Saint Antoine*, de se servir des égoûts de la Cité de *Montréal*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais de traduction et d'impression.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec* ;

Ordonné. Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Watts*, secondé par M. *Stephens*, propose sous forme d'amendement, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots, "le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender," soient mis à la place.

Et l'amendement, étant mis aux voix ; la Chambre se divise et il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,
Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Rinfret dit Malouin fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte autorisant *Jean Cyrille Bédard* à construire et à maintenir des estacades en travers la Rivière *Saint François*, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins," lequel est lu comme suit :

Clause 4, lignes 6 et 7, retrancher les mots suivants : "excepté durant le temps que les billots descendront et seront conduits en flottaison sur la dite rivière."

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 24 *Vict.*, chap. 32, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et *M. Bergevin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte de cette Province, 37 *Victoria*, chap. 33, concernant le Notariat ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Deschênes* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender les Actes concernant le Notariat."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame des Anges de Montauban*, dans le Comté de *Portneuf*, et la Paroisse de *St Cajétan d'Armagh*, dans le Comté de *Bellechasse* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant les Sociétés de Fabrication de Beurre et de Fromage en cette Province ; et après avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Casavant* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Casavant fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte concernant les sociétés et établissements de fabrication de beurre ou de fromage, ou des deux combinés, en cette Province."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette Province, est, en Conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les divers actes relatifs à la Corporation de la Ville de *Sorel* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robillard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Robillard* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour autoriser *François Xavier Gendron*, de la Paroisse de *St François*, à ériger un pont sur la *Rivière du Sud*, en la dite Paroisse et pour d'autres fins, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Faucher de Saint Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Faucher de Saint Maurice*, fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour autoriser *Jean Baptiste Roy* et autres, de la Paroisse de *St François*, District de *Montmagny*, à ériger un pont sur la *Rivière du Sud*, en la dite Paroisse et pour d'autres fins."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender les Actes concernant la vente et l'administration des terres publiques ;

Et la Question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable Commissaire *Flynn*, secondé par l'Honorable Solliciteur *Lynch*, propose, sous forme d'amendement, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la Question soient retranchés, et que les mots "le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *N. H. E. Faucher de St Maurice*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Faucher de St Maurice prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu dans l'affirmative.

La Question principale ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et *M. Fortin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Et la Question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu ;

M. Watts, secondé par *M. Cameron*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la Question, soient retranchés, et que les mots "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante :

"Que les porteurs de permis d'occupation résidant sur la propriété occupée en vertu des dits permis de location, auront le droit de couper et de vendre, chaque année, toute espèce de bois, excepté le pin, sur une étendue de quatre acres de terrain avoisinant la partie du lot qui doit être défrichée, pour être mise en culture.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la Question étant de nouveau proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu ;

M. Gagnon, secondé par *M. Laberge*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la Question, soient retranchés et que les mots, "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher la deuxième section," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Fortin, fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender les actes concernant la vente et l'administration des Terres Publiques" ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie de Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de Section Est, et s'étendant depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, étant lu ;

L'Honorable M. *Chapleau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

L'Honorable M. *Joly* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, Que les Débats soient ajournés ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 5 Mai 1882.

Et la question,—Que les débats soient ajournés, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Beaubien,
Bernard,
Brousseau,

Gagnon,
Joly,
Laberge,

Marchand,
Richard,
Rinfret dit Malouin,

Trudel et
Watts.—11.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Cameron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Désaulniers,

Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,

Garneau,
Lalonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,

Owens,
Pâquet,
Paradis,
Picard,
Poulin,
Foupore,
Spencer,
St Hilaire et
Wurtele.—36.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Et la question,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, étant proposée de nouveau ;

Et de nouveaux Débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle N. M. *LeCavalier*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *LeCavalier* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Deschênes,
Desjardins,*

*Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Lalonde,*

*LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Owens,*

*Pâquet,
Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,
Spencer,
St Hilaire et
Wartele.—34.*

CONTRE :

Messieurs

*Beaubien,
Bernard,
Brousseau,
Cameron,*

*Desaulniers,
Gagnon,
Joly,*

*Laberge,
Marchand,
Richard,*

*Rinfret dit Malouin,
Trudel et
Watts.—13*

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 5 Mai, 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—La Pétition de l'Asile *Bethléem*, de la Paroisse de *St Joseph*, de *Montréal*.

Par *M. Sawyer*.—La Pétition de la Municipalité des Cantons Unis de *Ditton* et *Clinton*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue :

Du Révérend *A. Jodoin* et autres, de la Paroisse de *St Sauveur* et du Canton *Howard*, Comté de *Terrebonne* ; demandant de l'aide pour le parachèvement du Chemin de Fer du *Lac St Joseph*.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn*, ait la permission d'introduire un Bill pour établir la position de certaines lignes, dans le Canton de *Chester Ouest*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de "Section Est," et s'étendant depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*, étant lu :

Et la question,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint Maurice* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

M. *Blanchet*, du Comité Spécial nommé pour prendre en considération l'Acte Electoral de *Québec*, de 1875, et l'Acte des Elections Contestées de *Québec*, de 1875, présente à la Chambre le second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a pris en considération les amendements proposés à l'Acte Electoral de *Québec*, de 1875, et l'Acte des Elections Contestées de *Québec*, de 1875, qui ont été référés à ce Comité. Qu'il a réuni en un seul Bill les amendements adoptés, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que le dit Bill soit ré-imprimé.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Onzième Rapport des Inspecteurs de Prisons, Asiles, etc., etc., de la Province de *Québec*, pour l'année 1880. (Documents de la session No 35).

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a agréé les amendements faits par la Chambre au Bill intitulé : "Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance appelée "the *Liverpool and London and Globe Insurance Company*" a faire des contrats, à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province de *Québec*, en son propre nom et pour d'autres fins," sans amendement.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé, sans amendement, les Bills suivants :

Bill intitulé : "Acte pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'assurance dans la Province."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer "The *Sherbrooke Iron Manufacturing Company*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer "La Compagnie de Flottaison et de mise en radeaux des bois du *Saint Maurice*."

Bill intitulé : "Acte pour amender certaines dispositions du Code Municipal."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte 41 *Victoria*, chap. 5, amendant l'acte 32 *Victoria*, chap. 15, concernant l'Agriculture et les Travaux Publics."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Saint André*, à se fusionner et à émettre des obligations hypothécaires."

Bill intitulé : "Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette Province."

Et Bill intitulé : "Acte concernant le Pourcentage payable par les Officiers Publics sur leurs honoraires."

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de Section Est, et s'étendant depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur, reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Et la question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu;

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Laberge*,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants: "le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre, avec instruction d'ajouter le paragraphe suivant, à la Section 19, de l'annexe du contrat:

"La dite Compagnie devra en outre, accorder à la Compagnie du Chemin de Fer du *Lac St Jean*, tous les avantages qu'elle aura accordés à la Compagnie la plus favorisée, pourvu que la dite Compagnie du Chemin de Fer du *Lac St Jean* lui accorde réciprocité d'avantage."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

La motion principale,—Que le Rapport soit maintenant reçu, étant mise aux voix; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Faucher de St Maurice* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de Section-Est, et s'étendant depuis la Jonction *St Martin*, jusqu'à la Cité de *Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Würtele*,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à mardi prochain.

L'Honorable Trésorier *Würtele* présente—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 24 Mars 1882, pour un état détaillé de toutes les souscriptions municipales en faveur des divers Chemins de Fer, formant maintenant le *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*; donnant en regard, le montant des débetures et autres valeurs reçues, en à compte, de chaque municipalité, le montant de ces débetures entre les mains du trésorier de la Province, et la balance due par chaque municipalité, etc. (Documents de la Session No 53.)

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Mardi prochain.

Mardi, 9 Mai 1882.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues:

De la Municipalité des Cantons de *Ditton* et *Clinton*; demandant de l'aide pour canaliser une partie de la *Rivière aux Saumons*.

De l'Asile *Bethléem*, de la Paroisse de *St Joseph de Montréal* : demandant que son allocation annuelle soit continuée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a agréé les amendements faits par l'Assemblée Législative, au Bill intitulé : " Acte pour constituer en corporation la Compagnie du Chemin de Fer de *Wentworth*," sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte concernant l'administration des biens de l'Evêque Catholique Romain de *Montréal*, dans la Province du *Bas Canada*."

Bill intitulé : " Acte d'incorporation de la Compagnie Agricole et Manufacturière de *Témiscouata*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Compagnie des chemins de péage de l'*Isle Jésus*, et l'autoriser à augmenter son capital."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 24 *Victoria*, chap. 109, incorporant le collège *Morrin*, de *Quebec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte incorporant, " La Société des Artisans Canadiens-Français, de la Cité de *Montréal*," (40 *Vict.*, chap. 63.)

Bill intitulé : " Acte pour autoriser la Société Ecclésiastique du diocèse de *Quebec*, à consolider certains fonds de dotation."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le Feu."

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet* met devant la Chambre,—Rapport du Troisième Congrès International de Géographie, tenu à Venise, en Septembre 1881. (Documents de la Session No 54).

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé dans les deux langues pour distribution ordinaire, plus deux cent cinquante exemplaires pour échanger à l'étranger.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 26 avril, 1882, pour copies de toutes les pétitions, rapports, ou autres documents échangés entre *Joseph Smith* et le Commissaire des Terres de la Couronne, ou entre le Commissaire des Terres et aucun officier du Département des Terres de la Couronne, concernant la réclamation, pour indemnité, demandée par *Joseph Smith*, pour pertes et dommages à lui causés, par une erreur dans l'arpentage et le plan de la rivière *Du Moine*. (Documents de la session No 55.)

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte concernant l'administration des biens de l'Evêque Catholique Romain de *Montréal*, dans la Province du *Bas Canada*." lequel est lu comme suit :

Clause 2, ligne 8, après le mot " conformément " ajouter le mot " seulement. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Honorable Trésorier *Wurttele* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 4 mai 1882, pour un état des recettes et des dépenses de la Province,

depuis le 4 mars dernier, jusqu'au 1er mai courant inclusivement. (Documents de la session No 56.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé pour distribution.

Le Bill pour établir la position de certaines lignes dans le Canton de *Chester Ouest*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie Agricole et Manufacturière de *Témiscouata*," lesquels sont lus comme suit :

Après la clause 2, ajouter les mots suivants : " Cependant la dite Compagnie ne pourra acquérir du Gouvernement plus de vingt mille acres de terrain, mais aussitôt que la dite Compagnie aura disposé, pour les fins de la colonisation, de cette étendue de terrain, elle pourra acquérir du Gouvernement une nouvelle étendue de vingt mille acres et ainsi de suite, à mesure que les terrains seront vendus pour les fins sus-mentionnées."

Ajouter à la fin du Bill les mots suivants qui forment la clause 10.

" 10. Cet acte deviendra en force le jour de sa sanction."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Duhamel*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de remettre aux colons, l'intérêt sur les lots achetés au prix de soixante centins l'acre ?

Réponse par l'Honorable Commissaire *Flynn*.—Les demandes qui pourront être faites, dans ce sens, recevront de la part du Gouvernement toute l'attention qu'elles méritent.

Par M. *Duhamel*.—Est-il vrai que la vente des Terres de la Couronne, propres à l'agriculture et autres, est suspendue dans certaines régions du Comté d'*Ottawa* ?

Réponse par l'Honorable Commissaire *Flynn*.—En l'année 1877-78, certains Cantons renfermant des gisements de phosphate ont été retirés de la vente, pour les fins agricoles, mais depuis cette époque, il n'y a pas eu de suspension générale de la nature de celle mentionnée en cette question.

Par M. *Martel*.—Le Gouvernement a-t-il reçu des demandes d'indemnités, pour prétendus dommages, soufferts par *Joseph Robillard* et *Ed. Caron* et Compagnie ?

Le Gouvernement a-t-il remis l'examen de ces réclamations à des arbitres ?
Y a-t-il eu une sentence arbitrale sur ces réclamations et quel est le montant de cette sentence arbitrale ?

Le Gouvernement a-t-il l'intention de payer le montant accordé par cette sentence arbitrale, sans soumettre cette dernière à la législature ?

Réponse par l'Honorable Procureur-Général *Loranger*,—Des réclamations ont été faites par ces Messieurs et soumises à des arbitres qui n'ont pas produit leur rapport.

Sur motion de *M. Richard*, secondé par *M. Asselin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents concernant la destitution de *M. Rivard*, comme inspecteur du revenu, pour le District de *Joliette*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Faucher de St Maurice*, secondé par *M. Blanchet*,

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au Greffier de l'Assemblée Législative de conserver une série des Bills Privés et Publics comprenant ;

1o Le texte de chaque Bill privé ou public, tel que déposé sur le Bureau de la Chambre ;

2o. Les amendements et sous-amendements faits à ces Bills, en Comité Général, Spécial ou Permanent de cette Chambre, avec le nom du promoteur ;

3o. Un exemplaire de chaque Bill Privé ou Public, tel qu'amendé et ré-imprimé, par ordre de la Chambre ;

4o. Un exemplaire de chaque Bill Privé ou Public, tel qu'envoyé au Conseil Législatif.

Qu'il soit donné instruction au Greffier de l'Assemblée Législative, de faire déposer, à la fin de chaque Session, cette série de Bills privés et publics à la bibliothèque du Parlement, pour y être gardée, par le conservateur de la bibliothèque.

Ordonné, Que la dite motion soit référée au Comité Spécial nommé pour aider *M. l'Orateur* à réviser les Règlements et Ordres Permanents, pour la régie de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Paradis* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Paradis fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte autorisant *Jean Cyrille Bédard*, à construire et

à maintenir des estacades en travers de la Rivière *St François*, près de *Maher's Mills*, dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins," étant élu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle se rapporte au Bill pour amender de nouveau les Actes incorporant la Cité de *Québec*.

Ordonné, Que *M. Rinfret dit Malouin* ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 10 Mai 1882.

M. Duhamel, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre, le Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu. (Appendice No 4.)

Sur motion de *M. Duhamel*, secondé par *M. Lavallée*,

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé pour l'usage des membres ; plus 500 exemplaires additionnels, dans les deux langues, pour distribution.

Ordonné, Que *M. Blanchet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 43-44 *Vict.*, chap. 12.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant l'Acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières*, 38 *Vict.*, chap. 76. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte incorporant la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique. "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, connue sous le nom de " *Section-Est*, " et s'étendant, depuis la jonction *St Martin* jusqu'à la Cité de *Québec*, " sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant l'Acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières*, 38 *Vict.*, chap. 76, " lequel est lu comme suit :

Clause 7 ligne 10 retrancher les mots " le juge du tribunal compétent " et les remplacer par les mots. " le juge de la Cour Supérieure ou autre tribunal compétent. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie d'Eclairage Electrique, " lesquels sont lus comme suit :

Après la clause trois, ajouter les mots suivants qui formeront la clause quatre : " Toutes les dispositions de l'Acte refondu des Chemins de Fer de *Québec*, 1880, relatives aux expropriations, sont incorporées dans le présent Acte. "

La clause 4 deviendra la clause 5.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un Bill pour faciliter l'intervention de la Couronne dans les causes civiles dans lesquelles la constitutionnalité des lois fédérales ou provinciales est mise en question.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur Général *Loranger* ait la permission d'introduire un Bill concernant certains employés publics.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, que l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que le prix de la vente du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, sera affecté au paiement de la dette consolidée de la Province.

Résolu, 2. Que ce prix entrera dans les fonds créés pour l'amortissement des emprunts effectués en vertu des actes 37 *Victoria*, chap. 2 ; 39 *Victoria*, chap. 4 et 41 *Victoria*, chap. 1.

Résolu, 3. Que la somme de trois millions de piastres payable suivant les termes du contrat, après avis de six mois ou après l'expiration de vingt années,

par la Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique, sera appliquée au paiement de l'emprunt de trois millions de piastres fait en vertu de l'acte 41 *Victoria*, chap. 1, ce qui comblera le fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Résolu, 4. Que la somme de trois millions cinq cent mille piastres payable à terme, par la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, sera appliquée au paiement pour autant de l'emprunt fait en vertu de l'acte 39 *Victoria*, chap. 4 ; et que la somme de cinq cent cinquante neuf mille sept cent soixante et treize piastres et trente trois centins sera prise sur le reste du prix de vente des deux sections, pour combler le fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Résolu, 5. Que la balance du prix de vente sera appliquée au paiement pour autant de l'emprunt fait en vertu de l'acte 37 *Victoria*, chap. 2, et fera partie du fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Résolu, 6. Que le Trésorier de la Province, devra, de temps à autre, faire des placements conformément aux instructions qui pourront lui être données par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, de toutes sommes qui seront payées à-compte du prix de la vente ; et ces placements appartiendront au fonds d'amortissement dont ils doivent faire partie suivant leur origine.

Résolu, 7. Que les intérêts des balances entre les mains des acquéreurs, et ceux provenant des placements qui seront faits par le Trésorier, des sommes qui seront payées à compte du prix de la vente, seront appliqués au paiement des intérêts sur les emprunts ci-dessus mentionnés, suivant l'affectation des capitaux.

Résolu, 8. Qu'il sera interdit au Trésorier de la Province, d'employer les deniers du prix de la vente du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* et les intérêts qui en proviendront, à aucune autre fin qu'à celle ci-dessus décrétée.

Résolu, 9. Qu'il sera rendu compte à Sa Majesté de l'emploi régulier des sommes provenant du prix de la vente du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ainsi que des intérêts.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Blanchet* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le prix de la vente du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sera affecté au paiement de la dette consolidée de la Province.

Résolu, 2. Que ce prix entrera dans les fonds créés pour l'amortissement des emprunts effectués en vertu des actes 37 *Victoria*, chap. 2 ; 39 *Victoria*, chap. 4 et 41 *Victoria*, chap. 1.

Résolu, 3. Que la somme de trois millions de piastres payable suivant les termes du contrat, après avis de six mois ou après l'expiration de vingt années, par la Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique sera appliquée au paiement de l'emprunt de trois millions de piastres fait en vertu de l'acte 41 *Victoria*, chap. 1, ce qui comblera le fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Résolu, 4. Que la somme de trois millions cinq cent mille piastres payable à terme, par la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, sera appliquée au paiement pour autant de l'emprunt fait en vertu de l'acte 39 *Victoria*, chap. 4; et que la somme de cinq cent cinquante neuf mille sept cent soixante et treize piastres et trente trois centins sera prise sur le reste du prix de vente des deux sections, pour combler le fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Résolu, 5. Que la balance du prix de vente sera appliquée au paiement pour autant de l'emprunt fait en vertu de l'acte 37 *Victoria*, chap. 2, et fera partie du fonds d'amortissement créé pour le rachat de cette emprunt.

Résolu, 6. Que le Trésorier de la province, devra, de temps à autre, faire des placements conformément aux instructions qui pourront lui être données par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, de toutes sommes qui seront payées à-compte du prix de la vente; et ces placements appartiendront au fonds d'amortissement dont ils doivent faire partie suivant leur origine.

Résolu, 7. Que les intérêts des balances entre les mains des acquéreurs, et ceux provenant des placements qui seront faits par le Trésorier, des sommes qui seront payées à compte du prix de la vente, seront appliqués au paiement des intérêts sur les emprunts ci-dessus mentionnés, suivant l'affectation des capitaux.

Résolu, 8. Qu'il sera interdit au Trésorier de la Province, d'employer les deniers du prix de la vente du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et les intérêts qui en proviendront, à aucune autre fin qu'à celle ci-dessus décrétée.

Résolu, 9. Qu'il sera rendu compte à Sa Majesté de l'emploi régulier des sommes provenant du prix de la vente du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ainsi que des intérêts.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission d'introduire un Bill affectant le prix de la vente du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* au paiement de la dette consolidée de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de *St François*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Frégeau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Frégeau* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie Manufacturière et Agricole de *Témiscouata*," étant lu;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois et adoptés.
Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable M. *Chapleau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,
 Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées concernant le Conseil Exécutif.

L'Honorable M. *Chapleau* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle C. E. *Houde*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Nicolet*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Houde* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, propose sous forme d'amendement, que les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la Question soient effacés et que les mots " il n'est opportun d'augmenter le salaire des Ministres au moment même où la Province vend ses Chemins de Fer pour un montant beaucoup moins élevé que leur coût, comme le seul moyen d'éviter l'imposition de la taxe directe, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Demers,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,

Marchand,
Rinfret dit Malouin,

Robertson et
Watts.—10.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Désautniers,
Deschênes,

Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Houde,

Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Martel,
 ✓ *Mercier,*
Pâquet,

Paradis,
Picard,
Poulin,
Riopel,
Robillard,
Sawyer,
St Hilaire,
Thornton,
Trudel et
Wurtele.—41.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la Question principale,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par cette Législature, les suivants seront les fonctionnaires formant partie du Conseil des aviseurs du Lieutenant-Gouverneur :

1. Le Procureur-Général ;
2. Le Secrétaire Provincial ;
3. Le Trésorier de la Province ;
4. Le Commissaire des Terres de la Couronne ;
5. Le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, et
6. Le Commissaire des Chemins de Fer ;

Lesquels six officiers recevront un traitement de \$4,000 par année chacun, sans préjudice de leur indemnité comme Membre de la Législature.

Résolu, 2. Que celui d'entre ces six officiers qui sera premier-ministre, recevra un traitement additionnel de mille piastres par année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Garneau fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par cette Législature, les suivants seront les fonctionnaires formant partie du Conseil des aviseurs du Lieutenant-Gouverneur :

1. Le Procureur-Général ;
2. Le Secrétaire Provincial ;
3. Le Trésorier de la Province ;
4. Le Commissaire des Terres de la Couronne ;
5. Le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, et
6. Le Commissaire des Chemins de Fer ;

Lesquels six officiers recevront un traitement de \$4,000 par année chacun, sans préjudice de leur indemnité comme Membres de la Législature.

Résolu, Que celui d'entre ces six officiers qui sera Premier Ministre, recevra un traitement additionnel de mille piastres par année.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Chapleau propose, secondé par l'Honorable Trésorier Württele, Qu'il lui soit permis d'introduire un Bill concernant le Conseil Exécutif ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Chapleau présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit Bill soit lu la seconde fois demain ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 32, concernant les Compagnies d'assurance mutuelle, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Martel* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame des Anges de Montauban*, dans le Comté de *Portneuf*, et la Paroisse de *St Cajétan d'Armagh*, dans le Comté de *Bellechasse*, étant lu ;

M. *Blanchet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 11 Mai 1882.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender et étendre les lois concernant l'Éducation en cette Province ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robillard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Robillard* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent de Législation :

Bill pour amender l'Acte 42-43 *Vict.*, chap. 32, concernant la liquidation des Sociétés de Construction.

Bill pour amender l'Acte 34 *Vict.*, chap. 26 et autres, concernant la Cour du Recorder de la Cité de *Québec*.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer *L'Union St Joseph de St Césaire*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer *L'Orphelinat de Marieville*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer le *Septuor Haydn de Québec*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeu*di*, 11 Mai 1882.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Ville de *Richmond*."

Bill intitulé : " Acte incorporant, " La Compagnie pour l'Exploitation et le Transport des Minerais, de *Québec*."

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender divers Actes concernant l'érection civile des paroisses sur le territoire de l'ancienne paroisse de *Notre-Dame de Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour pour recevoir le rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour définir la position de certaines lignes, dans le Canton de *Chester Ouest*, étant lu ;

M. *Desjardins* fait Rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour faciliter l'intervention de la Couronne dans les causes civiles ou la constitutionnalité des lois fédérales ou provinciales est mise en question, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour faciliter l'intervention de la Couronne dans les causes civiles ou la constitutionnalité des lois Fédérales ou Provinciales est mise en question."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le *Bas Canada*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie d'Exploitation et de Transport des Minerais de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Dans le Préambule, après le mot : " d'être " à la fin de la 3e ligne, ajouter les mots : " avec d'autres personnes."

Clause 4, ajouter à la fin de la ligne 8, les mots suivants : " quinze jours avant la date de cette assemblée, par avis public publié dans deux journaux quotidiens de la Cité de *Montréal*."

Clause 7, ligne 9, retrancher les mots : " sans enregistrement."

Ajouter à la fin du Bill les mots suivants qui formeront la clause 10.

10. Cet acte deviendra en force le jour de sa sanction.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Bill affectant le prix de la vente du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* au paiement de la dette consolidée de la Province, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Dumoulin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Dumoulin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant le Conseil Exécutif, étant lu ;

L'Honorable M. *Chapleau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois. ✱

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte concernant le Conseil Exécutif,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Laberge*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement, ou aucun de ces membres et MM. *Carter*, *Ouimet* et *Davidson*, Conseils de la Reine, *in re Regina vs. Gagnon et Regina vs. Laurier* ; avec un état des sommes payées à chacun de ces messieurs, comme représentants de la Couronne, dans chacune de ces causes.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer *L'Hospice St Joseph de la Délivrance*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour rappeler l'Acte passé dans la 43-44ème année du règne de Sa Majesté, chapitre cinq, étant lu ;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*, propose que le dit Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'Honorable Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Paquet*, propose sous forme d'amendement à la motion que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ d'aujourd'hui en six mois ” soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement, étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Desautniers,

Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Houde,

Lalonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Martel,
Paquet,
Paradis,

Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robertson,
Robillard,
Spencer, et
Trudel.—38.

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Cameron,
Demers,*

*Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Marchand,
Rinfret dit Malouin,*

*Shehyn et
Watts.—11.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois, d'aujourd'hui en six mois.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender la loi concernant le recours au civil dans les cas de libelle, étant lu ;

L'Honorable M. *Irvine* propose, secondé par M. *Watts*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable Procureur Général *Loranger*, propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " d'aujourd'hui en six mois," soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Desaulniers,*

*Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,*

*Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Martel,
Pâquet,*

*Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robertson,
Robillard et
Trudel.—38.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Cameron,
Demers,*

*Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Marchand,
Rinfret dit Malouin,*

*Shehyn,
Spencer et
Watts.—12.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois aujourd'hui en six mois.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 12 Mai, 1882.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. Houde, — La Pétition de *Moïse Doucet*, et autres, du Canton de *Bulstrode* ; et la Pétition du Révérend *Henri E. Julien* et autres, de la Paroisse de *St Léonard*.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre, le Dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les témoins dans les causes civiles," et qu'il ne croit pas devoir suggérer l'adoption de ce projet de loi maintenant, vu les réformes proposées sur ce sujet, par le Commissaire pour la codification des statuts.

Qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte concernant les Juges des Sessions de la Paix, de *Montréal* et de *Québec*." En vue des réformes judiciaires proposées, Votre Comité ne croit pas devoir suggérer l'adoption de ce projet de loi.

Qu'il s'est occupé du Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant l'érection des Paroisses," et qu'il ne croit pas opportun d'adopter ce Bill.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte de cette Province, 42-43 *Victoria*, chap. 32, concernant les Sociétés de construction.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Saint Antoine*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant la Législature de la Province de *Québec*, étant lu ;

M. Stephens propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Blanchet, secondé par M. Houde, propose comme amendement à la question que le mot : " maintenant " soit retranché et que les mots : " d'aujourd'hui en six mois " soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, — il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois d'aujourd'hui en six mois.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Rinfret dit Malouin. — Quel est le montant payé par M. Beaubien, (le locataire actuel), pour une partie de la propriété connue sous le nom de " Parc à bois du Gouvernement," au Palais, dans la Cité de *Québec* ; et par qui ce parc à bois lui a-t-il été loué ?

Réponse par l'Honorable Procureur Général *Loranger*.—A *Onésime Beaubien* pour une partie, \$150 par année; et à *Wm. Lemesurier* pour une autre partie, \$150, par année.

Ordonné, Que l'honoraire \$100 payé sur le Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 109, concernant le collège *Morrin*, de *Québec*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'Honoraire de \$100.00, déposé par la "*Church Society*," du diocèse de *Québec*, pour le Bill pour autoriser la Société Ecclésiastique du diocèse de *Québec* à consolider certains fonds de dotation, soit remis à la dite Société, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'Honoraire de \$100.00 payé pour le Bill sur amender l'Acte incorporant "*La Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal*," soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'Honoraire de \$100.00 payé sur le Bill concernant l'administration des biens de l'Evêque Catholique Romain de *Montréal*, dans la Province du *Bas Canada*, " soit remis au promoteur de ce Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour ériger la Paroisse de *Ste Anastasie de Nelson* en Municipalité séparée; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer le "*Crédit Mobilier Canadien*"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le Comité a examiné, le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Fortin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer le *Crédit Moblier et Agricole de Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Faucher de Saint Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Faucher de Saint Maurice* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender de nouveau les Actes incorporant la Cité de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant le subside accordé à la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de *Québec*, et le bonus à être payé sur ce subside, pour la production de la Betterave.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* informe la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de la Chambre.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Jean Blanchet*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Beauce*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Blanchet*, en conséquence, prend le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de *Québec*, qui a ses usines à *Farnham*, a représenté qu'elle a dépensé pour l'établissement de sa fabrique, un montant excédant de beaucoup celui qu'elle avait prévu, et que l'extention d'une avance de fonds sur la garantie de sa subvention assurerait la stabilité de son entreprise ;

Attendu que pour encourager la culture de la Betterave, la dite Compagnie a convenu de dépenser la somme de vingt-huit mille piastres durant la présente saison et la saison de 1883, pour payer une prime de soixante et quinze centins par tonneau, aux fermiers qui cultiveront telle betterave pour la compagnie ;

Et attendu que, dans le but d'encourager la culture de la Betterave dans la Province de *Québec*, il est à propos d'aider la Compagnie à faire cette dépense, il est :

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, soit autorisé à accepter, sans conditions le transport qui sera fait par la Compagnie, à une banque quelconque, des neuf versements annuels qui restent à faire sur la subvention accordée à la dite Compagnie.

Résolu, 2. Que ce transport sera accepté seulement sur telle garantie, donnée par la Compagnie, qui paraîtra au Lieutenant-Gouverneur en Conseil suffisante pour garantir les intérêts de la Province et le remboursement au gouvernement de tels versements auxquels la dite compagnie pourrait perdre son droit, par suite de son défaut de continuer dans ses usines la fabrication du sucre de betterave, et de plus, que la dite Compagnie entreprendra et s'obligera à payer, à même l'avance qu'elle pourra obtenir sur tel transport, la somme de vingt-huit

mille piastres, en prime, tel que ci-haut mentionné, durant la présente saison et la saison suivante.

Résolu, 3. Que les Septième, Huitième, Neuvième et Dixième Paiements de la subvention annuelle soient appropriés au paiement des primes, et que le Trésorier soit autorisé à payer un intérêt de 5 0/0, à la Compagnie sur le montant ainsi avancé pour primes, à dater de son emploi, jusqu'à ce que les dits paiements soient faits.

Résolu, 4. Que l'obligation de la dite Compagnie de rembourser les quatre derniers paiements du subside, à défaut de continuer la fabrication du sucre de betterave, cessera, lorsqu'elle aura dépensé ce montant, pour les primes ci-dessus mentionnées.

Résolu, 5. Que la dite Compagnie soit tenue de donner une première hypothèque, au montant de trente-cinq mille piastres, et une hypothèque subséquente, aux charges maintenant existantes, pour le montant des vingt huit mille piastres qui doivent être dépensées en primes ; et que la Compagnie soit de plus, tenue de transporter au Gouvernement, comme sûreté collatérale, une police d'assurance contre le feu, sur sa fabrique, pour une somme de cinquante mille piastres.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Spencer* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que la Compagnie de Sucre de Betterave, de la Province de Québec, qui a ses usines à *Farnham*, a représenté qu'elle a dépensé pour l'établissement de sa fabrique, un montant excédant de beaucoup celui qu'elle avait prévu, et que l'obtention d'une avance de fonds sur la garantie de sa subvention assurerait la stabilité de son entreprise ;

Attendu que pour encourager la culture de la Betterave, la dite Compagnie a convenu de dépenser la somme de vingt-huit mille piastres durant la présente saison et la saison de 1883, pour payer une prime de soixante et quinze centins par tonneau aux fermiers qui cultiveront telle betterave pour la Compagnie ;

Et attendu que, dans le but d'encourager la culture de la Betterave dans la Province de Québec, il est à propos d'aider la Compagnie à faire cette dépense, il est :

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, soit autorisé à accepter, sans conditions le transport qui sera fait par la Compagnie, à une Banque quelconque, des neuf versements annuels qui restent à faire sur la subvention accordée à la dite Compagnie.

Résolu, 2. Que ce transport sera accepté seulement sur telle garantie, donnée par la Compagnie, qui paraîtra au Lieutenant-Gouverneur en Conseil suffisante pour garantir les intérêts de la Province et le remboursement au gouvernement de tels versements auxquels la dite Compagnie pourrait perdre son droit, par suite de son défaut de continuer dans ses usines la fabrication du sucre de betterave, et de plus, que la dite Compagnie entreprendra et s'obligera à payer, à même l'avance qu'elle pourra obtenir sur tel transport, la somme de vingt-huit mille piastres, en prime, tel que ci-haut mentionné, durant la présente saison et la saison suivante.

Résolu, 3. Que les Septième, Huitième, Neuvième et Dixième paiements de la subvention annuelle soient appropriés au paiement des primes, et que le Trésorier soit autorisé à payer un intérêt de 5 0/0, à la Compagnie sur le montant ainsi avancé pour primes, à dater de son emploi, jusqu'à ce que les dits paiements soient faits.

Résolu, 4. Que l'obligation de la dite Compagnie de rembourser les quatre derniers paiements du subside, à défaut de continuer la fabrication du sucre de

betterave cessera, lorsqu'elle aura dépensé ce montant, pour les primes ci-dessus mentionnées.

Résolu, 5. Que la dite Compagnie soit tenue de donner une première hypothèque, au montant de trente-cinq mille piastres, et une hypothèque subséquente, aux charges maintenant existantes, pour le montant des vingt-huit mille piastres qui doivent être dépensées en primes ; et que la Compagnie soit de plus, tenue de transporter au Gouvernement, comme sûreté collatérale, une police d'assurance contre le feu, sur sa fabrique, pour une somme de cinquante mille piastres.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Würtele* ait la permission d'introduire un Bill concernant le subside accordé à la Compagnie de sucre de betterave de la Province de *Québec*, et le bonus à être payé, sur ce subside, pour la production de la betterave.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, secondé par l'Honorable Trésorier *Würtele*,

Résolu, Que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à Lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montreal*," lequel est lu comme suit :

1. Le proviso commençant au premier mot de la ligne 22, de la clause 7, est retranché jusqu'à la fin de la clause et remplacé par les mots suivants qui formeront la clause 8 :

8. Nonobstant toutes dispositions à ce contraire, il sera permis aux cultivateurs d'apporter aux marchés dans la dite Cité et d'y vendre, en entier ou par morceaux, après inspection par un officier préposé à cet effet par la dite Cité, de la viande d'aucune espèce d'animaux engraisés ou tués par eux-mêmes.

2. Les numéros des clauses suivantes seront changés en conséquence de l'amendement ci-dessus.

Et la question étant proposée,—Que le dit amendement soit maintenant lu la seconde fois ;

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*,—Qu'il soit nommé un Comité Spécial, composé de l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Garneau*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Beaubien*, M. *Martel*, M. *Poulin* et M. *LeCavalier* pour préparer les raisons à offrir à une conférence avec le Conseil Législatif pour lesquelles cette Chambre ne concoure pas dans le dit amendement ; et la Question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 15 Mai 1882.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérénd *E. Julien* et autres, de la Paroisse de *St Léonard* ; demandant de l'aide pour un pont, sur la rivière *Nicolet*, dans le Canton de *Wendower*.

De *Moïse Doucet* et autres, du Canton de *Bulstrode* ; demandant qu'il leur soit accordé un nouvel octroi, cette année, pour continuer l'ouverture d'un chemin de Colonisation.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un Bill pour encourager la plantation des arbres forestiers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Chapleau* ait la permission d'introduire un Bill pour détacher les Paroisses de *St Faustin* et de *St Jovite*, situées dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et autres fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Commissaire *Flynn* met devant la Chambre, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport Général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la Province de *Québec*, pour l'année financière expirée le 30 Juin 1881. (Documents de la Session No 2.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé.

Ordonné, Que *M. Blanchet* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 31 *Vict.*, chap. 7, concernant l'interprétation des statuts de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Richmond*," lesquels sont lus comme suit :

Retrancher la dernière partie de la clause 5, depuis le premier mot de la ligne 31 jusqu'à la fin de la clause. Ajouter à la fin de la sous-section 1 de la clause 23 les mots suivants : " Mais les arrangements ci-dessus mentionnés quant à tout pont ou tous ponts devront être soumis à l'approbation de la majorité des contribuables."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par *M. Sawyer*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de nommer sous peu une personne compétente pour remplir la place laissée vacante, dans le Département de l'Instruction Publique, par la mise à la retraite du *Dr Miles* ?

Réponse de l'Honorable Solliciteur Général Lynch,—*M. Elson J. Rexford, B. A.* Secrétaire de l'Association Provinciale des Instituteurs, a été nommé l'un des Secrétaires du Département de l'Instruction Publique. Il est qualifié, sous tous les rapports, pour occuper cette position, et il entrera en fonction, après le premier Juillet prochain.

Sur motion de l'Honorable *M. Joly* secondé par *M. Stephens*,

Résolu, Qu'attendu que la question du reboisement est à l'Ordre du Jour, non-seulement dans les anciens pays de l'Europe, mais aux *Etats Unis d'Amérique* et dans une grande partie des Colonies de l'Angleterre et de la France, et qu'elle mérite d'attirer l'attention sérieuse de cette Chambre ;

Que, sans faire aucune dépense, il y a un moyen facile de réveiller l'intérêt et d'attirer graduellement l'attention du peuple, sur l'importance du reboisement ; moyen qui a déjà obtenu des résultats extraordinaires chez nos voisins des *Etats-Unis* ; c'est de mettre à part, un jour de l'année, fixé par une proclamation du Gouverneur, pour faire la plantation d'arbres forestiers ; ce jour est désigné, aux *Etats-Unis* sous le nom de "Arbor Day" "Fête des Arbres".

Résolu, Qu'il serait désirable de suivre cet exemple ; que l'on donnerait ainsi à l'entreprise du reboisement, un caractère d'utilité publique, et qu'en la plaçant sous la sanction de l'autorité, l'on en ferait peu à peu, une de nos institutions nationales.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *N. H. E. Faucher de St Maurice*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Faucher de St Maurice prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable *M. Mercier*, du Comité Spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans l'amendement fait par Leurs Honneurs, au Bill intitulé : "Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal*", fait rapport que le Comité offre les raisons suivantes :

1. Parce que ce Bill est un Bill Privé, affectant spécialement les citoyens de *Montréal* ; et qu'à une assemblée publique, tenue et convoquée, au désir de la loi, le sept Mai courant, la clause 7 du dit acte, telle qu'adoptée par l'Assemblée Législative a été approuvée par les citoyens de *Montréal*, tel qu'il appert au procès-verbal ci-annexé ; et que cette opinion devrait être respectée par la Législature, à moins de très fortes raisons, au contraire.

2. Parce que la protection due à la Santé Publique, n'exigeait autre chose, dans l'opinion du Comité de Santé, adoptée par le Conseil de Ville en 1879, que la prohibition des Abattoirs privés des limites de la Cité ; tel qu'il appert au dit rapport ci-annexé.

3. Parce qu'il est juste d'expliquer les pouvoirs du Conseil de la dite Cité et de l'empêcher de s'arroger les pouvoirs de créer un monopole en faveur des Abattoirs publics et au détriment des citoyens en général.

4. Parce que la section 7 du dit Acte, telle qu'adoptée par cette Chambre, maintient cette prohibition, y ajoute celle de l'inspection préalable des viandes et adopte les trois conditions réclamées par la Compagnie des Abattoirs, avant le commencement de leurs travaux et accordées par le Rapport du Comité des

finances et des marchés fait le 26 Avril 1880 et adopté le 10 Mai de la même année, tel qu'il appert par la copie d'icelui, ci-annexé, savoir : 1. Prohibition des Abattoirs privés des limites de la Cité ; 2. Inspection des animaux vivants abattus aux Abattoirs ; 3. Inspection des viandes d'animaux qui n'ont pas été abattus aux dits Abattoirs.

5. Parce que l'amendement fait par leurs Honneurs, tout en maintenant des prohibitions injustes contre les bouchers et les commerçants, n'aura pour effet de protéger les cultivateurs, que si le Conseil de Ville veut bien faire inspecter leurs viandes, ce qu'il est libre de faire ou de ne pas faire.

6. Parce qu'à défaut de telle inspection, cette viande des cultivateurs ne pourra être vendue par eux sans les exposer à la punition prévue par le règlement No 129, c'est-à-dire quarante piastres d'amende ; et à défaut de paiement immédiat, à un emprisonnement de deux mois.

7. Parce que de semblables prohibitions sont des restrictions illégales et injustes contre la liberté du commerce, que cette Législature n'a pas le droit de faire, et pour la mise en force desquelles, conséquemment, elle ne peut transmettre de pouvoir aux corporations municipales.

CONSEIL.

" 22 septembre 1879.—Pétition de MM. *Hogan* et *Beaufort*, offrant de construire un Abattoir public et un marché aux bestiaux, sous certaines conditions, Renvoyée aux Comités des marchés et des finances.

3 novembre 1879.—Soumis un Rapport du Comité de Santé, concernant le transfert des Abattoirs, en dehors des limites.—A la séance prochaine.

" 2 Février 1880.—L'Ordre du Jour pour prendre en considération le Rapport du Comité de santé concernant l'érection d'abattoirs, étant lu ;

" Sur motion de l'échevin *Allard*, secondé par l'échevin *Mooney*, il est,

" Résolu, Que le dit Rapport soit adopté.

" Rapport.—Le Bureau de Santé a l'honneur de faire rapport, qu'à une assemblée tenue le 24 Octobre 1879, il fut résolu unanimement, que ce Bureau ayant souvent condamné la pratique d'abattre les animaux dans les limites de la Cité, comme étant souverainement contraire à la sante publique, a vu avec plaisir s'accroître la conviction que cette pratique ne pouvait être tolérée plus longtemps, et demande en conséquence instamment au Conseil de mettre fin à l'abattage des animaux dans les limites de la Cité, sous le plus court délai possible.

" Le tout respectueusement soumis,

(signé)

LOUIS ALLARD,
J. H. MOONEY,
E. GÉNÉREUX,
J. FAIRBAIN.

" 26 Avril 1880.—Rapport du Comité des Finances et des Marchés, présenté, sur la question des abattoirs publics. A la séance prochaine.

" 10 Mai 1880.—L'Ordre du Jour pour prendre en considération le Rapport du Comité des Finances et des Marchés, étant appelé, le Rapport suivant est lu :

" Le Comité conjoint des Finances et des Marchés a l'honneur de faire rapport, qu'il a tenu plusieurs séances et a eu des pourparlers avec MM. *Hogan*, *Beaufort*, *Thomas Peel* et autres parties intéressées dans l'établissement des abattoirs, et comme résultat de ces travaux, Votre Comité en est venu à la conclusion, qu'il est grandement désirable, dans l'intérêt de la Cité et la santé de ses habitants, que des abattoirs publics et convenables soient construits et placés en dehors des limites de la Cité ; que les abattoirs que MM. *Hagan* et *Beaufort* proposent d'ériger à Hochelaga sur le terrain mentionné dans leur

“ requête, sont, dans l'opinion de Votre Comité, convenables sous tous les rapports à l'objet pour lequel ils sont destinés.

“ Votre Comité recommande, en conséquence, que la demande de MM. *Hogan* et *Beaufort*, telle qu'elle a été modifiée par leur lettre du 19 Avril courant, soit favorablement accueillie.

“ Votre Comité recommande de plus, qu'il soit passé un règlement : 1. Pour défendre l'abattage d'animaux de toutes sortes dans les limites de la Cité le et après le Premier Jour de Mai 1881, ou aussitôt après cette date, que des abattoirs publics, sur un pied assez considérable pour suffire à tous besoins de la Cité, seront établis en dehors des limites de la Ville, en bon état de fonctionnement et prêts à effectuer l'abattage des animaux.

“ 2. Qu'il ne soit pas permis d'établir des abattoirs publics en dehors des limites de la Cité à une distance moindre de trois milles, excepté s'ils sont pourvus d'un bon système de drainage, ne communiquant point avec les égouts de la ville, comme dans le cas de MM. *Hogan* et *Beaufort*, et s'ils sont pourvus d'un bon approvisionnement d'eau, et l'établissement d'équarrissage nécessaire, etc, pour fondre les suifs et autres matières de rebut, et le tout en conformité des Statuts et Règlements que le Conseil de Ville et le Conseil d'hygiène pourront passer, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par la 34e sous-section de la section 123, de la charte de la Cité ;

“ 3. Qu'il ne soit pas permis à aucune Compagnie ni à aucun particulier d'abattre aucun animal, dans les Abattoirs Publics, à moins que cet animal n'ait été d'abord inspecté, par l'inspecteur nommé à cette fin par la Corporation, et n'ait été déclaré, par cet inspecteur, être en état convenable pour faire de la viande bonne et saine ;

“ 4. Qu'il ne soit permis de vendre, pour être consommé dans la Cité, aucune viande abattue en dehors des Abattoirs Publics, sous le contrôle de la Corporation, à moins qu'elle n'ait d'abord été inspectée par le dit inspecteur et qu'on ait obtenu de lui un certificat constatant que cette viande est saine.

“ Respectueusement soumis,

“ *Montréal*, 21 Avril 1880.

(Signé),

H. A. NELSON,
J. GRENIER,
H. GAUTHIER,
R. HOLLAND,
J. H. MOONEY,
P. KENNEDY,
E. K. GREEN,
M. LAURENT,
LOUIS ALLARD,
EMERY LAVIGNE,
E. A. GÉNÉREUX,

“ L'échevin *Nelson* propose, secondé par l'échevin *Grenier*,

“ Que le Rapport précédent soit maintenant reçu et adopté.

“ L'échevin *Holland* propose en amendement, secondé par l'échevin *Robert*,

“ Que ce Rapport soit amendé en y ajoutant ce qui suit :

“ Avec l'entente qu'il s'appliquera à l'établissement des abattoirs et à leurs dépendances exclusivement, et qu'il n'affectera pas nos marchés à bestiaux, à moins qu'il ne soit autrement prescrit par un vote de ce conseil,” et que ce Rapport soit ainsi amendé.

“ L'échevin *Fairbairn* propose de plus, en amendement, secondé par l'échevin *Mooney*,

“ Qu'en tant qu'il appert, qu'à raison de certaines inadvertances, de la part du Comité Spécial des abattoirs, ce Comité n'a eu ni communication ni correspondance avec les autorités de la Compagnie du Chemin de Fer du Grand Tronc, ainsi qu'il en a reçu instruction de ce Conseil par une résolution passé le 12 du mois dernier, il soit résolu. ”

“ Que le Rapport maintenant soumis au Conseil soit renvoyé de nouveau en Comité avec instruction d'en retrancher les 2e et 3e paragraphes, c'est-à-dire depuis la quinzième ligne jusqu'à la vingt-neuvième inclusivement. ”

“ A une assemblée publique des citoyens de *Montréal* tenue au marché *Saint Jacques*, le 7 Mai 1882, après convocation officielle du Maire et présidée par lui ; Les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée :

Proposé par *O. Barcelo*, *A. Boudrias*, ex-échevin *Frs Contant*, *Frs Martineau*, *J. Plamondon*, ex-échevin *Emery Lavigne*, secondé par *Léon Perreault*, *Moïse Lavigne*, ex-échevin *Jos. Brunette*, *O. M. Massicotte*, *L. Gauthier*, *M. Narbonne* :

“ Attendu que le Conseil de Ville de *Montréal* s'est arrogé le droit d'adopter, le 21 novembre dernier, un règlement concernant la clause suivante :

“ sec. 9. Aussitôt après que les conditions ci-dessus mentionnées pour la prohibition des abattoirs ou boucheries privées, en dedans de la Cité de *Montréal*, auront été remplies, il ne sera point permis de vendre pour être consommée dans la dite Cité, de la viande fraîche d'aucun animal de la description mentionnée au cahier des charges ci-annexé, qui aurait été tué ailleurs que dans les abattoirs publics ; pourvu que rien de contenu dans cette section ne soit interprété comme s'appliquant aux cochons parés, apportés durant l'hiver, de pays étrangers pour être vendus dans la dite Cité, et comme défendant aux cultivateurs d'apporter aux marchés dans la dite Cité et d'y vendre, en entier ou par morceaux, comme ci-devant, de la viande d'aucune espèce d'animaux élevés et tués par eux-mêmes. ”

“ Attendu que, par cette disposition arbitraire, un monopole dangereux est créé en faveur des abattoirs et des produits étrangers, au détriment des citoyens de *Montréal*, des bouchers des cultivateurs et des commerçants en général ;

“ Attendu qu'en vertu de cette disposition toute la viande fraîche, nécessaire à la consommation des citoyens de *Montréal*, doit provenir des abattoirs publics, à l'exception de cochons parés venant des pays étrangers et de la viande provenant d'animaux élevés et tués par le cultivateur qui l'offre en vente ;

“ Attendu que l'application de ce règlement serait ruineuse pour le commerce de *Montréal*, et qu'elle a déjà fait hausser les prix des viandes fraîches au détriment des classes pauvres ;

“ Attendu que ces règlements prohibitifs ne doivent être permis dans aucune Cité dans un but de monopole, mais qu'en autant qu'ils sont nécessaires à la Santé Publique. ”

“ Attendu que telles dispositions ne sont en force dans aucune ville civilisée du monde ;

“ Attendu qu'un bon système d'inspection des viandes, tel qu'en vigueur dans les principales Cités du monde suffit pour protéger la Santé Publique ;

“ Attendu que la section sept du Bill 110, actuellement soumis à la Législature de *Québec*, et intitulé : “ Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal* ” telle qu'adoptée par l'Assemblée Législative, est de nature à protéger la Santé Publique d'une manière efficace tout en détruisant le monopole créé par le règlement susdit ;

“ Attendu que cette section sept, telle qu'adoptée, protège les cultivateurs, les bouchers, les commerçants et les citoyens en général ;

“ Attendu que les Compagnies des abattoirs ont droit à la protection de la Cité de *Montréal*, telle qu'elle leur a été promise par le Rapport du Comité

“ des Finances et des marchés, adopté le 26 Avril 1880 ; et que c'est uniquement sur la foi de ce rapport que ces entreprises publiques ont été faites ;

“ Attendu que ce rapport ne promet à ces compagnies que trois choses ; 1, prohibition des abattoirs privés dans les limites de la Ville ; 2, inspection des animaux vivants qui seront abattus aux abattoirs ; 3, inspection de toute viande ne provenant pas des abattoirs ;

“ Attendu que la clause sept du dit acte telle qu'adoptée, maintient ces conventions ;

“ Attendu que la résolution passée par le Conseil de Ville de *Montréal*, le premier Mai courant, et communiquée à l'Assemblée Législative de cette Province, ne représente par les vues des citoyens de *Montréal* ;

“ Qu'il soit résolu :

“ Que Son Honneur le Maire soit prié de défendre cette clause sept, devant le Conseil Législatif, d'en presser l'adoption, et de ne pas consentir à ce qu'elle soit retirée ;

“ Qu'il soit résolu de plus :

“ Que les Membres de l'Honorable Conseil Législatif de cette Province soient informés, qu'ils feraient un acte de justice à l'égard des citoyens de *Montréal*, des cultivateurs et des commerçants des campagnes voisines de *Montréal*, en adoptant cette clause telle qu'elle leur est actuellement soumise.”

Ordonné, Que les dites raisons soient lues la seconde fois, demain.

Le Bill concernant le subside accordé à la Compagnie de sucre de betteraves de la Province de *Québec*, et le bonus à être payé sur ce subside, pour la production de la betterave, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'Honorable M. le Trésorier *Wurtele* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des rapports en Conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de la 31 *Victoria*, chap. 9, clause 47, émis depuis le premier Juillet 1881, et les montants payés sur iceux, au 12 Mai 1882, lequel est lu comme suit :

DÉTAILS	RAPPORTS EN CONSEIL			Montant des mandats spéciaux	Montant payé	Balances non dépendées
	Nos	Dates	Montant			
		\$	cts			
Chemins de Colonisation	391	1881 Octobre 27	6,000 00	6,000 00	6,000 00	
Arpentages	38	Novembre 17	14,000 00	14,000 00	370 77	
Sociétés d'Agriculture.....	436	Décembre 19	8,863 26	8,863 26		
Déménagement, ameublement et instal. des nouveaux Départ. Publics.....	458	Décembre 31 1882	2,551 80	2,551 80	125 00	
Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, sa construction et son équipement.....	64	Mars 2	122,391 73	122,391 73		
Immigration et Repatriement.....	70	do 7	4,600 00	4,600 00	2,847 76	
Dépenses contingentes des Départements Publics.....	71	do 7	3,400 00	3,400 00	700 00	
Inspection des Bureaux Publics	75	do 6	2,300 00	2,300 00	1,204 69	
Gouvernement Civil.....	76	do 6	2,750 00	2,750 00	250 00	
			\$166,866 79	166,866 79	11,498 22	
				155,358 57		

Ordonné, Que le dit état soit imprimé.

L'Honorable Trésorier *Wartle*, remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, [tous les Membres de cette Chambre étant découverts,] et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative un état détaillé de certains services pour l'année fiscale qui doit se terminer le 30 juin 1883, les estimations supplémentaires pour l'année courante, et celles pour l'année fiscale, finissant le 30 juin 1883 ; et conformément aux dispositions de la 54^e clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, il recommande ces estimations à l'Assemblée Législative. [Documents de la Session No. 1.]

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 13 Mai 1882.

Ordonné, Que ce Message et les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au Comité des Subsidés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris \$3000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. *Garneau*, informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 16 Mai 1882.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente, — Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 22 Juin 1881, demandant : Copie des documents concernant les arrangements faits par le Gouvernement avec M. *Mauvois*, au sujet d'un pouvoir d'eau connu sous le nom de "*Chute Minée*," sur le

lot No. 27 du 1er rang du Canton de *Suffolk*, Comté d'*Ottawa*, à la suite desquels M. *Maurois* a fait tous les préparatifs et dépenses nécessaires pour construire un moulin sur le dit pouvoir d'eau ; et les raisons pour lesquelles ces arrangements ont été mis de côté, et en faveur de qui. [Documents de la Session No. 57.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 5 Mai 1882, demandant : copie de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents, concernant la destitution de M. *Rivard*, comme inspecteur du revenu, pour le District de *Joliette*. [Documents de la Session, No 58.]

La Chambre en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant le subside accordé à la Compagnie de sucre de betteraves, de la Province de *Québec*, et le bonus à être payé sur ce subside, pour la production de la betterave ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher les Paroisses de *St Faustin* et de *St Jovite*, situées dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et autres fins quelconques, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que, comme ce Bill tombe sous l'opération de la section 80 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, il soit renvoyé à un Comité spécial, composé de l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Chapleau* et M. *Owens*, M. *Duhamel*, M. *Thornton*, M. *Spencer*, M. *Frégeau*, M. *Cameron*, M. *Picard*, M. *Poupore* et M. *Sawyer* ; et que les 45e et 51e Régles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au dit Bill.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Solliciteur *Lynch*,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Jos. Marion*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de l'*Assomption*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Marion* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des raisons à offrir, dans une conférence avec le Conseil Législatif, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans l'amendement fait par leurs Honneurs au Bill intitulé : "Acte pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*" étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que les dites raisons soient maintenant lues une seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites raisons sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Et la question étant mise aux voix, — Qu'il soit, Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable, afin de lui communiquer les raisons qui ont induit cette Chambre à ne pas concourir dans l'amendement fait par leurs Honneurs au Bill intitulé : "Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal*," la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mereier*, l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Garneau*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Beaubien*, M. *Martel*, M. *Poulin*, et M. *LeCavalier* se rendent au Conseil Législatif et demandent la dite conférence.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre au Comité nommé pour se rendre au Conseil Législatif et demander une conférence au sujet de l'amendement fait par Leurs Honneurs au Bill intitulé : "Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal* ;" et que le dit Comité se rende au Conseil Législatif pendant cette suspension.

Et des débats s'ensuivant ;

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*, Que les débats soient ajournés à demain ; et la question, étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif prie l'Assemblée Législative de lui renvoyer le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntington*, *Québec*," afin de lui permettre de reconsidérer les amendements qu'il a faits à ce Bill.

Aussi, le Conseil Législatif, a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender les divers actes relatifs à la Corporation de la Ville de *Sorel*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour autoriser *Jean-Baptiste Roy* et autres, de la Paroisse de *St François*, district de *Montmagny*, à ériger un Pont sur la Rivière du Sud, en la dite Paroisse et pour d'autres fins."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer, La Compagnie du Pont de *Drummondville*."

Bill intitulé : "Acte pour définir la position et l'étendue de certains rangs du Canton de *Tring*."

Bill intitulé : "Acte concernant les Sociétés et Etablissements de fabrication de Beurre ou de Fromage, ou des deux combinés, en cette Province."

Bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la vente et l'administration des Terres Publiques."

Bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant le Notariat."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender les divers actes relatifs à la Corporation de la Ville de *Sorel*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 60, ligne 2, retrancher les mots " le maire ou "

Après la clause 60, ajouter les mots suivants qui formeront la clause 61.

61. Le Conseil de Ville pourra, lorsqu'il le jugera à propos, nommer un inspecteur agraire, qui aura à remplir tous les devoirs et sera revêtu de tous les pouvoirs conférés à l'inspecteur agraire en vertu des dispositions du Code Municipal de cette Province.

Clause 62 (telle qu'amendée), ligne 3 retrancher le mot " femme " et insérer le mot " ferme. "

Les clauses 61 et 62 deviennent respectivement 62 et 63.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Würtele*,

Résolu, Que le message du Conseil Législatif, relatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*, *Québec*," soit pris en considération, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour abolir la qualification foncière des Députés à l'Assemblée Législative de *Québec*," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour abolir la qualification foncière des Députés à l'Assemblée Législative," lequel est lu comme suit :

Clause 4, après le dernier mot de la ligne 3, ajouter les mots suivants : " ou jugés, résultant du défaut de qualification foncière, soit pour un parlement antérieure, soit pour le parlement actuel."

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, demain.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle N. M. *LeCavalier*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *LeCavalier* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée aujourd'hui, —Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidies.)

Et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité additionnelle aux Conseillers Législatifs, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix neuf mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité additionnelle des députés à l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Prisons de Réforme de Montréal, et Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent cinquante quatre piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Dépôt de Livres, Cartes, Globes, etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Prison des femmes, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille six cent soixante et quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Asiles des Aliénés, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles Industrielles, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Service du Cadastre, par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille quatre cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des frais généraux, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'entretien du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

Résolutions à rapporter.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin,

Mercredi, 17 Mai, 1882.

M. l'Orateur reprend le Fautueil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, demain.

L'Honorable M. Garneau informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit Comité, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 17 Mai 1882.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. Leduc.—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal* et *Sorel*.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, du Comité spécial, nommé sur le Bill pour détacher les Paroisses de *St Faustin* et de *St Jovite*, situées dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et autres fins quelconques, présente à la Chambre le rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Le Comité spécial auquel a été référé le Bill intitulé : " Acte pour détacher les Paroisses de *St Faustin* et de *St Jovite*, situées dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques," a l'honneur de faire rapport qu'il a considéré ce Bill et qu'il y a fait certains amendements.

En autant que le dit Comté d'*Argenteuil*, est l'un des Comtés mentionnés dans la Cédula à laquelle il est fait allusion dans la section 80, de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, les Membres du Comité représentant les dits Comtés, consentent à la seconde et à la troisième lecture du dit Bill; l'Honorable M. *Robertson*, *Sherbrooke*; l'Honorable M. *Lynch*, *Brome*; Dr *Duhamel*, *Ottawa*; M. *Poupore*, *Pontiac*; M. *Owens*, *Argenteuil*; Dr *Cameron*, *Huntingdon*; M. *Spencer*, *Missisquoi*; M. *Picard*, *Richmond* et *Wolfe* et M. *Frégeau*, *Shefford*.

M. *Champagne*, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Onzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : Qu'après avoir examiné les deux Bills concernant les Sociétés de Construction, qui lui ont été référés par Votre Honorable Chambre, il les a réunis en un seul, lequel accompagne le présent Rapport et qu'il est d'opinion de ne pas en recommander l'adoption.

La Chambre procède à prendre en considération le Message du Conseil Législatif, priant cette Chambre de vouloir bien renvoyer à leurs Honneurs le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*, *Québec*," afin de leur permettre de reconsidérer les amendements faits par Leurs Honneurs à ce Bill.

M. *Fortin* propose, secondé par M. *Robillard*, qu'il soit nommé un Comité spécial composé de M. *Fortin*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, M. *Cameron*, M. *Faucher de Saint Maurice* et M. *Houde* pour faire des recherches dans les journaux de l'Honorable Conseil Législatif au sujet du Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon*, *Québec*," et faire rapport de ces recherches à cette Honorable Chambre; Que la Chambre suspende ses délibérations; et que le dit Comité se retire immédiatement pour cette fin,—et la question étant mise aux voix; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps, la Chambre reprend ses délibérations.

M. Fortin, du Comité spécial nommé pour faire des recherches dans les journaux de l'Honorable Conseil Législatif au sujet du Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*", et faire rapport de ces recherches à cette Honorable Chambre, fait rapport :

Qu'il s'est rendu au Bureau du Greffier du Conseil Législatif et qu'il a fait des recherches dans les journaux du Conseil au sujet du Bill en question ;

Qu'il a constaté, par ces recherches que le Bill a été lu une première et une deuxième fois et renvoyé au Comité des Bills Privés ; qu'il a été amendé par le Comité et rapporté devant le Conseil tel qu'amendé ; que le vingt-sept Avril il a été amendé de nouveau par le Conseil en Comité Général ; qu'il a été rapporté avec ces amendements ; que ces amendements ont été lus deux fois, et qu'ensuite le Bill a subi sa troisième lecture et a été passé et qu'il a été envoyé tel que passé, à cette Honorable Chambre, avec un Message demandant le concours de cette Chambre aux amendements qu'il avait subis,

Que votre Comité spécial soumet avec le présent rapport un extrait du procès-verbal de la séance de l'Honorable Conseil Législatif du 27 avril dernier.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Jeudi, 27 Avril 1882.

" L'Honorable M. Archambault, du Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, auquel a été référé le Bill [No 69] intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*," fait rapport que le dit Bill a été examiné en entier et qu'il le rapporte à cette Chambre avec certains amendements qu'il soumettra à cette Chambre aussitôt qu'elle le désirera.

" Les dits amendements sont alors lus par le Greffier deux fois et la question de concours étant mise sur iceux, la Chambre y a acquiescé.

" Sur motion de l'Honorable M. Laviolette, il est

" Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé à un Comité Général de toute la Chambre maintenant.

" Conformément à cet Ordre.

" La Chambre s'ajourne à loisir et se met en Comité Général sur le dit Bill.

" Quelque temps après, la Chambre reprend sa séance.

" L'Honorable M. Bryson, de la part du Comité, fait rapport que le dit Bill a été examiné en entier et qu'il a été chargé de le rapporter à cette Chambre avec certains amendements qu'il soumettra à cette Chambre aussitôt qu'elle le désirera.

" Les dits amendements sont alors lus par le Greffier deux fois,

" Et la question de concours étant mise sur iceux, la Chambre y a acquiescé.

" Sur motion de l'Honorable M. Laviolette, il est

" Ordonné, Que le dit Bill soit lu la troisième fois maintenant.

" Le dit Bill, tel qu'amendé, est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

" La question est mise, ce Bill tel qu'amendé passera-t-il ?

" Elle est résolue dans l'affirmative.

" Ordonné, Que le Greffier se rende à l'Assemblée Législative et informe cette Chambre que le Conseil Législatif a passé ce Bill avec certains amendements auxquels il demande le concours de l'Assemblée Législative."

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Fortin propose, secondé par M. Houde, Que le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon* " soit renvoyé à l'Honorable Conseil Législatif, mais que, pour ne pas créer de précédent dangereux, cette Chambre tout en accédant à la demande des Honorables Membres du Conseil Législatif, telle qu'exprimée dans leur message transmis à cette Chambre, désire constater, 1. Que ce Message ne contient aucune raison pour laquelle cette Chambre devrait renvoyer ce Bill aux Honorables Membres du Conseil ; 2. Qu'il apparait, par l'examen des journaux du Conseil Législatif, que ce Bill a été lu une troisième fois et passé avec certains amendements, mais qu'il n'apparaît pas, par cet examen, qu'il y ait eu aucune erreur ou omission, ni dans le Bill ni dans les amendements que les Honorables Membres du Conseil Législatif ont introduits dans ce Bill ; 3. Que cette Chambre n'a pas eu encore occasion de se prononcer sur le mérite des dits amendements ; 4. Que cette Chambre n'a pas d'objection à s'occuper de la considération des dits amendements ; 5. Qu'en vertu des anciennes libertés et privilèges de cette Chambre c'est seulement la Chambre qui est en possession d'un projet de loi qui peut demander l'intervention de l'autre Chambre dans le cours régulier de ses délibérations.

M. Gagnon propose en amendement, secondé par M. Laberge, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Attendu que le Conseil Législatif ne donne aucune raison constitutionnelle pour que la Chambre lui retourne le Bill, et attendu que le Comité Spécial nommé pour faire des recherches dans les journaux du Conseil Législatif a fait rapport à cette Chambre qu'il n'y a eu aucune erreur ou omission dans les procédés du Conseil Législatif, cette Chambre n'accède au dit message que par courtoisie, et pour ne pas compromettre les intérêts concernés dans le Bill.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,

Résolu, Que le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon* " soit renvoyé à l'Honorable Conseil Législatif, mais que, pour ne pas créer de précédent dangereux, cette Chambre tout en accédant à la demande des Honorables Membres du Conseil Législatif, telle qu'exprimée dans leur message transmis à cette Chambre, désire constater, 1o Que ce message ne contient aucune raison pour laquelle cette Chambre devrait renvoyer ce Bill aux Honorables Membres du Conseil ; 2o Qu'il apparait, par l'examen des journaux du Conseil Législatif, que ce Bill a été lu une troisième fois et passé avec certains amendements, mais qu'il n'apparaît pas, par cet examen, qu'il y ait eu, aucune erreur ou omission, ni dans le Bill ni dans les amendements que les Honorables Membres du Conseil Législatif ont introduits dans ce Bill ; 3o Que cette Chambre n'a pas eu encore occasion de se prononcer sur le mérite des dits amendements ; 4o Que cette Chambre n'a pas d'objection à s'occuper de la considération des dits amendements ; 5o Qu'en vertu des anciennes libertés et privilèges de cette Chambre c'est seulement la Chambre qui est en possession d'un projet de loi qui demande l'intervention de l'autre Chambre dans le cours régulier de ses délibérations.

L'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de cette Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur transmet à l'Assemblée Législative copie d'une dépêche du Secrétaire d'Etat pour les Colonies à Son Excellence le Gouverneur

Général, contenant un accusé de réception de l'Adresse Conjointe des deux Chambres à Sa Majesté la Reine ; et aussi copie de la lettre par laquelle Son Excellence lui demande de communiquer cette dépêche au Conseil Législatif et à l'Assemblée Législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 17 Mai 1882.

Ottawa, 11 Mai, 1882.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous transmettre, par ordre du Gouverneur Général, copie d'une dépêche reçue par Son Excellence, du Secrétaire d'Etat pour les Colonies, et contenant l'expression de la satisfaction avec laquelle Sa Majesté a reçu les félicitations et les souhaits que renfermait l'Adresse du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à l'occasion du récent attentat à la vie de la Reine.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre très obéissant serviteur,

[Signé],

J. DE WINTON.

Lt. Col. R. A.

Secrétaire du Gouverneur Général.

SON HONNEUR

Le Lieutenant-Gouverneur de Québec.

LE COMTE DE KIMBERLEY AU MARQUIS DE LORNE.

DOWNING STREET, 17 AVRIL 1881.

MILORD,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche de votre Seigneurie, No 69, du 23 Mars, et de vous prier de vouloir bien informer le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative de la Province de Québec, que j'ai mis devant la Reine leur adresse à l'occasion du récent attentat à sa vie, et que Sa Majesté a reçu avec beaucoup de plaisir leurs félicitations et leurs bons souhaits.

J'ai l'honneur, etc.,

[Signé,]

KIMBERLEY,

GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Le Très Honorable

Marquis de Lorne, K. T. G. C. M. G.
etc., etc., etc.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*," lequel est lu comme suit :

Ajoutez à la fin de la Clause 1, les mots suivants : "sur des procédures prises en vertu du Chapitre 10 du présent Code."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Laberge,

Ordonné, Que le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, Chap. 32, concernant la liquidation des Sociétés de Construction, rapporté du Comité de Législation, soit ré-imprimé et placé sur les Ordres du Jour, pour Comité Général.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill concernant le subside accordé à la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de *Québec*, et le bonus à être payé sur ce subside, pour la production de la Betterave, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Joly*, secondé par M. Gagnon, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre pour y être amendé, en retranchant les mots, "sept, huit, neuf et dix" dans la première ligne de la quatrième section, et les remplaçant par les mots, "second, troisième, quatrième et cinquième."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Spencer* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : "Acte concernant le subside accordé à la Compagnie du Sucre de Betteraves de la Province de *Québec*, et le bonus à être payé sur ce subside, pour la culture de la Betterave."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à Vendredi prochain, à 3 heures P. M., et qu'il y ait deux séances distinctes ce jour-là ; la première commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M. et la seconde commençant à 7½ heures P. M. et se continuant jusqu'à l'ajournement ; et qu'à compter de Vendredi prochain jusqu'à la fin de la session, il y ait trois séances distinctes chaque jour : la première commençant à 11 heures A. M. et finissant à 1 heure P. M., la seconde commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M. ; et la troisième commençant à 7.30 P. M. et finissant à l'ajournement ; et que les Ordres du Gouvernement aient la priorité tous les jours.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour ratifier et confirmer certaines procédures de la Compagnie Mutuelle contre le Feu des Comtés de *Richmond*, *Drummond* et *Yamaska* et pour conférer certains pouvoirs spéciaux à la dite Compagnie, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte St Antoine*, est retiré, du consentement de la Chambre.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le dit Bill soit remis au promoteur, moins les frais d'impression et de traduction.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, bureaux de police, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer l'indemnité additionnelle des Membres du Conseil Législatif, (\$300 à chacun) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille quatre cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et relieures y comprises, etc, du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer l'indemnité additionnelle des députés à l'Assemblée Législative, (\$300 à chacun) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante huit mille cent soixante et sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et relieures y comprises, etc, de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la Bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, relieure et distribution des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes, y compris un employé sessionnel surnuméraire pour le bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante quatre mille deux cent dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et deux mille sept cent douze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, [bureaux de police, Québec et Montréal,] pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réforme et des prisons de réforme de Montréal et Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des bureaux publics pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Education Supérieure, proprement dite, [5 pour cent sur le montant payé de l'Education aux écoles ou institutions catholiques sera approprié à l'achat d'ouvrages de Littérature Canadienne pour être distribués comme prix aux institutions d'après le montant de contribution qui leur est alloué], pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *High Schools*, Québec et Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux Institutions Catholiques Romaines pour l'octroi au *High Schools*, dont \$2000 pour l'Ecole de Droit de l'Université Laval de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Et la Chambre continuant de siéger en Comité, jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 18 Mai 1882.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles dans les Municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille sept cent quarante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Fonds destiné aux Instituteurs en Retraite, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles pour les Sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les Sourds-muets, *Mile End, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil de l'Instruction Publique pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole Polytechnique, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication du Journal de l'Instruction Publique, en français, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication du *Journal of Public Instruction*, en anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à reconstruire le Collège de *Rimouski*, \$8000 payables pendant 4 ans, \$2000 par année, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à reconstruire le Collège *Ste Thérèse*, \$8000 payables pendant 4 ans, \$2000 par année, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à reconstruire le *St Francis Collège à Richmond*, \$2000 payables \$1000 par année pendant 2 ans, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

37. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de *Varennas*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

38. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Collège *McGill, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

39. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université *Laval, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, *Bishop's College Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut National des Beaux-Arts, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Antiquaires, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Bienveillante des Jeunes Irlandais de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Québec*, pour l'année finissant le 30 Juin, 1883.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *L'Académie de Musique, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire de *St Patrice, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions des Tribunaux, à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour la publication des Décisions des Tribunaux, à *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Décisions de la Cour d'Appel, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*La Revue Légale*," pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*La Thémis*," pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*The Legal News*," pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme un aide pour faire copier, imprimer et publier les Archives Canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de Tir, Province de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Métiers, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Journal d'Agriculture, en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, [3 à \$800 chacune], pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement de bourses aux écoles d'Agriculture, [15 à \$60 chacune,] pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux manufactures de beurre et de fromage, pour payer les traitements et les dépenses de voyage, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'association des laitiers de la Province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses en rapport avec l'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'abonnements à divers traités spéciaux, brochures ou publications concernant l'agriculture, la colonisation, etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de Chemins de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St Patrice, Montréal pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Protestant pour les Femmes abandonnées, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St Patrice pour les Orphelins, Montréal pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Magdeleine*, (*Ben-Pasteur*), *Montréal* pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de Charité *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des Enfants Trouvés, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Rue *Bonaventure*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les Enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole pour les Aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Atelier pour les Aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire annexé à l'Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins [comprenant la ci-devant Maison de Refuge], *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et l'Ecole d'industrie et de Refuge, [Institut *Harvey*], *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une Aide à l'Asile Ste *Brigitte*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *Saint Vincent de Paul*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Bethléem*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Church Home," *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour les maladies des yeux et des oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

112. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

113. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

114. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

115. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

116. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

117. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

118. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

119. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

120. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

121. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Christian Association*, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

122. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Retraite de *Belmont* pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

123. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

124. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

125. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

126. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

127. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

128. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Hyacinthe*, *Saint Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

129. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins de *Saint Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

130. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

131. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour le placement des Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

132. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville*, *St Benoît*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

133. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

134. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St Joseph*, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

135. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie*, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

136. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

137. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St Jean, St Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

138. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

139. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *LaJemmerais, Varennes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

140. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *St Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

141. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

142. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

143. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

144. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

145. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, de N.-D de l'*Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

146. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

147. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

148. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

149. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

150. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

151. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

152. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

153. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1883.

154. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

155. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

156. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

157. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

158. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université Laval, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

159. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, vendredi prochain.

L'Honorable M. *Garneau* informe alors la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, Vendredi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec un amendement à chacun, auquel il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 24 *Vict.* chap. 32, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle. "

Bill intitulé : " Acte pour amender et étendre les lois concernant l'Education en cette Province. "

Bill intitulé : " Acte concernant le Conseil Exécutif. "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour ériger civilement les Paroisses de *Notre-Dame des Anges*, de *Montauban*, dans le Comté de *Portneuf*, et de *St Cajétan d'Armagh*, dans le Comté de *Bellechasse*. "

Bill intitulé : " Acte affectant le prix de vente du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, au paiement de la dette consolidée de la Province. "

Bill intitulé : " Acte pour définir la position de certaines lignes dans le Canton de *Chester Ouest*. "

Bill intitulé : " Acte pour faciliter l'intervention de la Couronne dans les causes civiles, dans lesquelles la constitutionnalité des lois Fédérales ou Provinciales est mise en question. "

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 24 *Vict.*, chap. 32 concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle, " lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin de la dernière clause les mots suivants " pourvu qu'un avis soit, au préalable, donné dans la *Gazette Officielle de Québec*. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé: " Acte concernant le Conseil Exécutif, " lequel est lu comme suit :

Clause 2, après le dernier mot de la ligne 4, ajouter les mots " et registraire. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé: " Acte pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette Province, "—lequel est lu comme suit :

Le titre du Bill est amendé de manière à se lire comme suit : " Acte pour autoriser les Commissaires d'Ecoles Catholiques de la Ville de *Sorel*, de faire certains emprunts. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Vendredi prochain.

Vendredi, 19 Mai, 1882.

Trois heures P. M.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Houde*.—La Pétition de *Cyrille Hardy* et autres, du Canton de *Madington*, Comté de *Nicolet*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*.—La Pétition de *E. P. Germain* et autres ; et la Pétition de *Philias Jérôme* et autres, tous de la Paroisse de *Ste Thérèse de Blainville*, Comté de *Terrebonne*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue :

De la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal* et *Sorel* ; demandant que la dite Compagnie ne soit pas taxée, vu qu'elle n'a eu aucune assistance du Gouvernement.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée, mardi dernier, portant,—Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre au Comité nommé pour se rendre au Conseil Législatif et deman-

der une conférence au sujet de l'amendement fait par Leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*," et que le Comité se rende au Conseil Législatif pendant cette suspension.

Et la question étant mise aux voix ; elle est résolue affirmativement.

La Chambre suspend ses délibérations, en conséquence.

L'Honorable M. *Marchand*, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre, le Douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

1. Qu'il a pris en considération le Bill intitulé : " Acte pour faire cesser les doutes sur le Comté auquel appartient l'*Isle aux Lièvres*, située dans le fleuve *St Laurent*," y a fait des amendements et l'a adopté ;

2. Qu'il s'est occupé du Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 39, intitulé : " Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle," et qu'il est d'opinion de ne pas recommander l'adoption de cette mesure ;

3. Qu'il a examiné le Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 26, et autres actes concernant la Cour de Recorder de la Cité de *Québec*," y a fait des amendements et l'a adopté.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Piquet* présente, — Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative en date du 11 Mai, 1882, demandant : Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres et MM. *Carter*, *Ouimet* et *Davidson*, conseils de la Reine, in *re Regina vs. Gagnon*, et *Regina vs Laurier* ; avec un état de sommes payées à chacun de ces Messieurs, comme représentants de la Couronne, dans chacune de ces causes. [Documents de la Session No. 59.]

Réponse à un Ordre de la Chambre en daté du 24 Mars 1882, pour une liste des noms et prénoms de tous les employés sessionnels nommés pour la présente Session, en faisant connaître leur résidence ainsi que le nom de leur Comté. [Documents de la Session No. 60.]

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Expositions Provinciales d'Horticulture et de Pomologie [41 *Victoria*, ch. 5, s. 13], pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement aux autres fabriques de sucre de betteraves, aux conditions qui pourront être imposées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Immigration et du Repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses pour les Sociétés de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Richieu* entre *Lacolle* et *St Thomas* [\$6000 payables \$2000 par année durant trois ans] pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille quatre cent soixante et quatorze soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour terminer la construction des départements publics, y compris le nivelage du terrain, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction des fondations des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction des nouvelles bâtisses du Parlement [devant coûter \$300,000] moins les fondations, payables par un emprunt, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'acquisition du terrain pour prolonger la rue *Sainte-Julie*, jusqu'à l'Avenue *Dufferin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Blanchet* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que la Chambre se formera de nouveau en le dit Comité, aujourd'hui.

Et étant six heures de l'après-midi, M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., sans que la Question soit mise aux voix.

A sept heures et demie P. M.

Sur motion de M. *Faucher de St Maurice*, secondé par M. *Blanchet*,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de M. *Faucher de Saint Maurice*, l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Marchand*, et M. *Blanchet* pour faire des recherches dans les Journaux du Conseil Législatif de cette Session au sujet du Bill intitulé : "Acte pour ériger le premier rang de la Paroisse de *Saint Michel de Bellechasse* en municipalité séparée" et faire Rapport à cette Chambre : Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations, et que le dit Comité se retire immédiatement pour cette fin.

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps, la Chambre reprend ses délibérations.

M. *Faucher de Saint-Maurice*, du Comité spécial nommé pour faire des recherches dans les Journaux du Conseil Législatif de cette session, au sujet du Bill intitulé : "Acte pour ériger le Premier Rang de la Paroisse de *Saint Michel de Bellechasse* en Municipalité séparée," fait rapport : Qu'il s'est rendu au Bureau de l'Assistant-Greffier du Conseil Législatif, et qu'il a fait des recherches dans les Journaux du Conseil au sujet du Bill en question.

Qu'il a constaté, par ces recherches, que le Bill a été lu une première et une deuxième fois, et renvoyé au Comité des Bills Privés ;

Qu'il a été rapporté le 1er Mai, par le Comité des Bills Privés, faisant rapport que le dit Bill a été examiné en entier, et que le Comité a trouvé que le Préambule du Bill n'a pas été prouvé ;

Que le 1er Mai, il a été ordonné, par le Conseil Législatif, que le dit rapport fut pris en considération, demain ;

Que le deux Mai, l'Ordre du Jour étant appelé, pour la considération du Rapport du Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, sur le Bill intitulé : "Acte pour ériger le Premier Rang, dans la Paroisse de *St Michel de Bellechasse*, en Municipalité séparée," il a été proposé que le dit rapport soit adopté ;

Qu'en amendement, il a été proposé,—Que le dit Rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que ce Bill soit renvoyé de nouveau au Comité des Ordres Permanents et Bills Privés pour considération, avec instruction de faire rapport sur icelui ;

"Que la question de concours étant mise sur le dit amendement, elle a été résolue dans la négative ;

"Que la question de concours étant alors mise sur la motion principale, elle a été résolue dans l'affirmative ;

"Que le Conseil Législatif a ordonné que le dit Rapport soit adopté.

Que votre Comité Spécial soumet avec le présent Rapport, un extrait du Procès-verbal des séances de l'Honorable Conseil Législatif du premier Mai dernier et du deux Mai dernier.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du Lundi, 1er Mai 1882.

L'Honorable M. *Archambault*, du Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, auquel a été référé le Bill (No 40), intitulé : "Acte pour ériger le premier rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse*, en Municipalité séparée," fait Rapport que le dit-Bill a été examiné en entier et que le Comité a trouvé que le préambule du dit Bill n'a pas été prouvé.

Ordonné, Que le dit Rapport soit pris en considération demain.

Séance du 2 Mai 1882.

L'Ordre du Jour étant appelé, pour la prise en considération du Rapport du Comité des Ordres Permanents Bills Privés, sur le Bill (No 40), intitulé : "Acte pour ériger le premier rang de la Paroisse de *St Michel de Bellechasse*, en Municipalité séparée."

L'Honorable M. *Rémillard* propose :

Que le dit Rapport soit adopté.

L'Honorable M. *Lacoste*, propose en amendement :

Que le dit Rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que ce Bill soit renvoyé de nouveau au Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, pour reconsidération avec instruction de faire rapport sur icelui.

Et la question de concours étant mise sur le dit amendement, elle est résolue dans la négative.

La question de concours étant alors mise sur la motion principale, elle est résolue dans l'affirmative, et il est ordonné :

Que le dit Rapport soit adopté.

Et le dit Comité fait de plus rapport :

Que la règle 64 des règles et règlements de l'Honorable Conseil Législatif se lit comme suit :

“ 64. Lorsque le Comité auquel a été renvoyé un Bill Privé fait rapport à la Chambre, que le préambule de ce Bill n'est pas prouvé à sa satisfaction, il doit ainsi exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie, pour en venir à cette décision, et nul Bill, dont il est ainsi fait rapport, doit être porté sur les Ordres du Jour, à moins d'un ordre spécial de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Ordonné, Que M. Lalonde ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent de Législation.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Flynn*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant la taxe des écoles dans la Cité de *Montréal*.

L'Honorable Solliciteur Général *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité; la Chambre se divise: et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

[EN COMITÉ.]

Résolu, 1. Que pour les dix années scolaires, à dater du premier jour de Mars dernier, la Corporation de la Cité de *Montréal*, paiera, pour l'entretien des Ecoles dans la Cité, au lieu de la somme mentionnée dans la première section de l'acte 34 *Vict.*, Chap. 12, telle qu'amendée par l'acte 36 *Vict.*, Chap. 33, une somme égale à un tiers de centin dans la piastre, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable pour les fins des Ecoles dans la dite Cité; et pendant ces dix années scolaires, la Corporation devra prélever, pour le soutien des dites Ecoles, une taxe spéciale d'un tiers de centin dans la piastre, au lieu de la taxe d'un cinquième de centin, tel que pourvu par la 1ère section, telle que amendée, de l'acte en premier lieu ci-dessus cité, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable de la Cité.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait, en conséquence, rapport de la résolution laquelle est lue comme suit:

Résolu, 1. Que les dix années scolaires, à dater du premier jour de Mars dernier, la Corporation de la Cité de *Montréal*, paiera, pour l'entretien des écoles dans la Cité, au lieu de la somme mentionnée dans la première section de l'acte 34 *Vict.*, Chap. 12, telle que amendée par l'acte 36 *Vict.*, Chap. 33, une somme égale à un tiers de centin dans la piastre, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable pour les fins des Ecoles dans la dite Cité; et pendant ces dix années scolaires, la Corporation devra prélever, pour le soutien des dites Ecoles, une taxe spéciale d'un tiers de centin dans la piastre, au lieu de la taxe d'un cinquième de centin, tel que pourvu par la 1ère section, telle que amendée, de l'acte en premier lieu ci-dessus cité, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable de la Cité.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue une seconde fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

[EN COMITÉ.]

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour venir en aide aux industries agricoles, y compris \$500 pour encourager la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la reconstruction des étables, clôtures etc., à *Spencer Wood*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un nouveau Palais de Justice à *Québec*, payable à même un emprunt spécial, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme prix d'achat du Musée de Géologie de *Montréal*, [prix d'achat \$12,400, commission \$224 et les actes,] pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Palais de Justice du District de *Kamouraska*, *Fraserville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la surveillance de la construction d'un Palais de Justice et de la Prison du District de *Kamonraska*, à *Fraserville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction de voûtes à l'épreuve du feu dans le palais de justice et prisons dans les nouveaux districts pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une maison pour le géolier de la Prison de *Gaspé* et pour la Prison à *Percé*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achat de Serrures et Cadences pour les Palais de Justice et Prisons, tels que recommandés par les Inspecteurs, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et de Jurés), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents sept piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Loyers des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et de Jurés, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Assurances des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et des Jurés); pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Alinés de *Beauport*, *St Jean de Dieu* et *St Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Et la Chambre continuant à siéger en Comité jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 20 Mai 1882. —

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles d'Industrie, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, y compris \$300 pour le monument de *Salaberry*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer des Ingénieurs pour les Mines, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un Agent en *France*, Traitement, Loyer de Bureau, etc., etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal du *Bas Canada*, (43-44 *Victoria*., chap. 13) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des Municipalités (Statuts Refondus, *Bas-Canada*, chapitre 110, Section 7), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille neuf cent quatre-vingt treize piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du service des Cadastres, pour le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'Arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et huit mille quarante deux piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales, Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une Police spéciale pour les fins du Revenu, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les frais sur les Timbres, Licences, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du déplacement de la voie de

la rue *Prince Edouard* et prolongement sur la *Jetée Louise*, etc, (payable par la souscription de la Cité de *Québec*,) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de règlement de comptes non soldés, se rattachant à la construction du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, (payable par un emprunt), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt dix-neuf mille sept cent trente sept piastres et trente centins, soit accordé à Sa Majesté pour défrayer la balance due sur des terrains et propriétés pour le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, (payable par un emprunt), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. *Garneau* informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

L'Honorable M. *Chapleau* présente,—Réponse à un ordre de la Cambre en date du 3 avril 1882, pour un état indiquant les sommes dépensées, depuis le 1er Juillet 1867, pendant chaque année fiscale, pour le maintien des édifices et des terrains et pour la construction des bâtiments à *Spencer Wood*; aussi, toutes les sommes dépensées pour le maintien de la résidence du Lieutenant-Gouverneur, et aussi la somme payée, par la Province, pour ses dépenses personnelles, durant le même espace de temps, et indiquant aussi le montant dépensé, pendant chaque année fiscale, par chaque Lieutenant-Gouverneur. (Documents de la session No 61.)

Le Bill pour détacher les Paroisses de *St Faustin* et de *St Jovite*, situées dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne* pour les fins électorales judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois du consentement de l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, représentant le District Electoral de *Brôme*, l'Honorable M. *Robertson*, représentant le District Electoral de *Sherbrooke*, l'Honorable M. *Irvine*, représentant le District Electoral de *Mégantic*, M. *Owens*, représentant le District Electoral d'*Argenteuil*, M. *Duhamel*, représentant le District Electoral d'*Ottawa*, M. *Thornton*, représentant le District Electoral de *Stanstead*, M. *Spencer*, représentant le District Electoral de *Missisquoi*, M. *Frégeau*, représentant le District Electoral de *Shefford*, M. *Cameron*, représentant le District Electoral de *Huntingdon*, M. *Picard*, représentant le District Electoral de *Richmond* et *Wolfe*, M. *Poupore*, représentant le District Electoral de *Pontiac*, M. *Sawyer*, représentant le District Electoral de *Compton*.

Le Bill est alors renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois du consentement de l'Honorable Solliciteur Général *Lynch* représentant le District Electoral de *Brôme*, l'Honorable M. *Robertson* représentant le District Electoral de *Sherbrooke*, l'Honorable M. *Irvine*, représentant le District Electoral de *Mégantic*, M. *Owens* représentant le District Electoral d'*Argenteuil*, M. *Duhamel* représentant le District Electoral

d'Ottawa, M. Thornton, représentant le District Electoral de Stanstead, M. Spencer représentant le District Electoral de Missisquoi, M. Frégeau, représentant le District Electoral de Shefford, M. Cameron, représentant le District Electoral de Huntingdon, M. Picard, représentant le District Electoral de Richmond et Wolfe, M. Poupore, représentant le District Electoral de Pontiac, M. Sawyer, représentant le District Electoral de Compton.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour détacher les Cantons de Wolfe, Salaberry et Grandison, situés dans le Comté d'Argenteuil, et les annexer au Comté de Terrebonne, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 20 Mai 1882.

Onze heures, A. M.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De C. P. Germain et autres, et de Philias Jérôme et autres, tous de la Paroisse de Ste Thérèse de Blainville, Comté de Terrebonne ; demandant respectivement de l'aide pour le Collège Ste Thérèse.

De Cyrille Hardy et autres, colons du Canton de Madington ; demandant de l'aide pour ouvrir une route de Colonisation, connue sous le nom de route de la Rivière Sauvage.

L'Honorable Solliciteur Général Lynch, du Comité Permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-sixième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender de nouveau les actes qui incorporent la Cité de Québec, auquel il a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre."

L'Honorable M. Marchand, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre, le Treizième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a pris en considération le Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill pour amender de nouveau les divers actes incorporant la Cité de Québec, soit ré-imprimé.

L'Honorable Secrétaire Provincial Pâquet met devant la Chambre, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le Douzième Rapport des Inspecteurs des Prisons, Asiles, etc., de la Province de Québec, pour l'année 1881. (Documents de la Session No 35.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé pour distribution.

L'Honorable M. Garneau, du Comité des Subsidés, rapporte une Résolution, laquelle est lue comme suit :

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris \$3,000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite Résolution soit maintenant lue la seconde fois—la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

L'Honorable M. Garneau, du Comité des Subsidés, fait Rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité additionnelle aux Conseillers Législatifs, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix neuf mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité additionnelle des députés à l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Prisons de Réforme de Montréal, et Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent cinquante quatre piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Dépôt de Livres, Cartes, Globes, etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Prison des femmes, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille six cent soixante et quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Asiles des Aliénés, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles Industrielles, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Service du Cadastre, par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille quatre cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des frais généraux, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'entretien du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

Et la question étant proposée,—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois.

L'Honorable M. Joly propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : il soit Résolu

"Que, vu l'état des finances de la Province, il n'est pas opportun d'augmenter l'indemnité des Membres de la Législature, et que, dans tous les cas, il n'y a aucune raison valable pour la porter à un montant plus élevé que celui de l'indemnité des Membres de la Législature d'Ontario."

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *C. L. Champagne*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral des *Deux-Montagnes*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Champagne* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.
Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'en déclarant, " que, dans tous les cas, il n'y a aucune raison valable pour porter l'indemnité, des membres de cette Législature à un montant plus élevé que celui de l'indemnité des membres de la Législature d'Ontario," c'est affirmer un fait dont cette Chambre n'est pas régulièrement saisie.

M. l'Orateur déclare l'objection fondée.

Et la question étant proposée de nouveau,—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois.

L'Honorable M. *Joly* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu

" Que, vu l'état des finances de la Province, il n'est pas opportun d'augmenter maintenant, l'indemnité des Membres de cette Législature."

Et l'amendement, étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn.</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>Faucher de St Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Riopel,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>St Hilaire et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Wartele.—35.</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Pâquet,</i>	

Aussi, il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Beaubien,
Bergevin,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,*

*Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,*

*Lalonde,
Lavallée,
Leduc,
Lynch,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Martel,
Pâquet,*

*Paradis,
Picard,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire et
Wärtele.—35.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Bernard,
Blanchet,
Demers,
Faucher de St Maurice,*

*Gagnon,
Joly,
Laberge,
Marchand,
Marcotte,*

*Mercier,
Owens,
Poulin,
Rinfret dit Malouin,*

*Shehyn,
Spencer,
Trudel et
Watts.—18.*

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Et la Question étant mise aux voix,—Que la seconde Résolution soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Beaubien,
Bergevin,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,*

*Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Leduc,
Lynch,
Marion,
Martel,
Pâquet,*

*Paradis,
Picard,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire et
Wärtele.—35.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Bernard,
Blanchet,
Demers,
Gagnon,*

*Joly,
Laberge,
Marchand,
Marcotte,*

*Mercier,
Owens,
Poulin,
Rinfret dit Malouin,*

*Shehyn,
Spencer,
Trudel et
Watts.—17.*

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.
Et alors la Chambre s'ajourne.

3 Heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporter le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les lois scolaires en cette Province.

Bill intitulé : " Acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du Pont *St François*."

Bill intitulé : " Acte pour amender la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les lois scolaires en cette Province," lesquels sont lus comme suit :

1. Le titre du Bill est amendé de manière à se lire comme suit : " Acte pour permettre aux Commissaires et aux Syndics des Ecoles dans cette Province, à faire remise, dans certains cas, des taxes d'Ecoles et pour d'autres fins."

2. Page 2, après le mot : " résolution " insérez les mots : " passée par les dits Commissaires ou Syndics par un vote des deux tiers."

3. Page 2, ligne 10, retrancher les mots : " vingt-cinq " et les remplacer par les mots : " dix."

4. A la fin du Bill, ajouter les mots suivants : " pourvu que tel arrangement ou commutation, à être aussi faite, soit ensuite confirmée et ratifiée par les Commissaires ou Syndics, comme susdit."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien," lesquels sont lus comme suit :

1. Clause 2, ligne 4, retrancher les mots : " Puissance du Canada," et les remplacer par les mots : " Province de Québec."

2. Ajouter à la fin de la même clause : " mais il y aura au moins une succursale à *Montréal* et à *Québec*."

3. Clause 5, lignes 2 et 3, retrancher les mots suivants : " dans les onzième et douzième lignes les mots : " dans la Province de *Québec* et " et les remplacer par les mots : " chaque fois qu'ils se rencontreront dans cette section et en retranchant."

4. Clause 18, lignes 2 et 3, retrancher les mots suivants : " et les mots dans la Province de *Québec* " et les lignes 4 et 5 effacer les mots : " et les mots : " au *Canada*."

Même ligne après le mot : " mai " ajouter le mot : " et."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de M. *Lalonde*, secondé par M. *Deschênes*,

Ordonné, Que l'Ordre de cette Chambre du 19 courant, renvoyant le Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile," au Comité Permanent de Législation soit rescindé ; et que le dit Bill soit mis sur les Ordres du Jour pour être considéré en Comité Général à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui ; et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à ce Bill.

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées aujourd'hui du Comité des Subsidés.

Et la question étant mise aux voix que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La Quatrième résolution et les suivantes jusqu'à la douzième inclusivement étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Garneau, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, bureaux de police, *Québec et Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer l'indemnité additionnelle des Membres du Conseil Législatif, (\$300 à chacun) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille quatre cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et relieures y comprises, etc, du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer l'indemnité additionnelle des députés à l'Assemblée Législative, (\$300 à chacun) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante huit mille cent soixante et sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et relieures y comprises, etc, de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la Bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, relieure et distribution des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes, y compris un employé sessionnel surnuméraire pour le bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante quatre mille deux cent dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et deux mille sept cent douze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, [bureaux de police, Québec et Montréal,] pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réforme et des prisons de réforme de Montréal et Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des bureaux publics pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Education Supérieure, proprement dite, [5 pour cent sur le montant payé de l'Education aux écoles ou institutions catholiques sera approprié à l'achat d'ouvrages de Littérature Canadienne pour être distribués comme prix aux institutions d'après le montant de contribution qui leur est alloué], pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *High Schools*, Québec et Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux Institutions Catholiques Romaines pour l'octroi au *High Schools*, dont \$2000 pour l'Ecole de Droit de l'Université Laval de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles dans les Municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille sept cent quarante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Fonds destiné aux Instituteurs en Retraite, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles pour les Sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les Sourds-muets, *Mile End*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil de l'Instruction Publique pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole Polytechnique, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication du Journal de l'Instruction Publique, en français, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication du *Journal of Public Instruction*, en anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à reconstruire le Collège de *Rimouski*, \$8000 payables pendant 4 ans, \$2000 par année, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à reconstruire le Collège *Ste Thérèse*, \$8000 payables pendant 4 ans, \$2000 par année, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à reconstruire le *St Francis Collège à Richmond*, \$2000 payables \$1000 par année pendant 2 ans, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

37. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

38. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Collège *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

39. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

40. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université *Laval*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

41. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, *Bishop's College Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

42. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

43. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

44. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut National des Beaux-Arts, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

45. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Antiquaires, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

46. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Bienveillante des Jeunes Irlandais de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

47. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

48. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

49. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Québec*, pour l'année finissant le 30 Juin, 1883.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *L'Académie de Musique, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire de *St Patrice, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions des Tribunaux, à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Décisions des Tribunaux, à *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Décisions de la Cour d'Appel, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*La Revue Légale*," pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*La Thémis*," pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*The Legal News*," pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme un aide pour faire copier, imprimer et publier les Archives Canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de Tir, Province de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Métiers, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Journal d'Agriculture, en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, [3 à \$800 chacune], pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement de bourses aux écoles d'Agriculture, [15 à \$60 chacune], pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux manufactures de beurre et de fromage, pour payer les traitements et les dépenses de voyage, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'association des laitiers de la Province de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses en rapport avec l'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'abonnements à divers traités spéciaux, brochures ou publications concernant l'agriculture, la colonisation, etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de Chemins de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St Patrice, *Montréal* pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Protestant pour les Femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St Patrice pour les Orphelins, *Montréal* pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine, (*Bon-Pasteur*), *Montréal* pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des Enfants Trouvés, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Rue *Bonaventure*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les Enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole pour les Aveugles, *Asile Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Atelier pour les Aveugles, *Asile Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire annexé à l'Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins [comprenant la ci-devant Maison de Refuge], *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et l'Ecole d'industrie et de Refuge, [Institut *Harvey*], *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une Aide à l'Asile *Ste Brigitte*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *Saint Vincent de Paul*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Bethléem*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Saint-Joseph du Bon Pasteur*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Church Home," *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour les maladies des yeux et des oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

112. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

113. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

114. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

115. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

116. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

117. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

118. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

119. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

120. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

121. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Women's Christian Association, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

122. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Retraite de *Belmont* pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

123. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

124. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

125. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

126. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

127. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

128. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Hyacinthe*, *Saint Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

129. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins de *Saint Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

130. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

131. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour le placement des Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

132. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville*, *St Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

133. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

134. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St Joseph*, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

135. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie*, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

136. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

137. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St Jean*, *St Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

138. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

139. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *LaJemmerais*, *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

140. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *St Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

141. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

142. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

143. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

144. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

145. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, de N.-D de l'*Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

146. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

147. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

148. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

149. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

150. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1883.

151. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

152. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

153. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1883.

154. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

155. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

156. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

157. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

158. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université Laval, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

159. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

La première et la seconde résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La quatrième résolution est lue la seconde fois, et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la cinquième résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Beaubien,
Bergevin,
Caron,
Casavant,
Chapleau,
Deschênes,
Desjardins,*

*Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Lalonde,*

*Lavallée,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Martel,
Pâquet,*

*Paradis,
Picard,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire et
Wartele.—30.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Bernard,
Blanchet,
Champagne,
Demers,*

*Gagnon,
Irvine,
Joly,
Laberge,*

*Marchand,
Mercier,
Owens,
Poulin,*

*Rinfret dit Malouin,
Spencer,
Trudel et
Watts.—17.*

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la sixième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La septième résolution et les suivantes jusqu'à la douzième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant proposée,—Que la treizième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. Bernard, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Le rapport soit renvoyé de nouveau au Comité des subsides, avec instruction d'en retrancher toutes les augmentations qui sont proposées dans les dépenses du Gouvernement Civil, au montant de \$32,184."

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre,—M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre.

Et la question étant proposée de nouveau, Que la treizième résolution soit maintenant lue la seconde fois;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. Bernard,

Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cet item, ne soit pas lu une seconde fois, mais qu'il soit renvoyé au Comité des subsides pour l'amender, en retranchant toutes les augmentations faites aux salaires des officiers publics."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que la dite Résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La quatorzième et la quinzième Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la seizième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La dix-septième, la dix-huitième et la dix-neuvième Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie, P. M.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender la charte du *Crédit Foncier Franco-Canadien*," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour étendre les pouvoirs et privilèges de la Compagnie du Pont de *St François*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, lignes 10 et 13, retrancher dans chacune de ces lignes, les mots : "dix-huit mois" et les remplacer dans chaque cas par les mots "cinq ans."

Clause 2, ligne 7, retrancher le mot "du" et insérer le mot "jusqu'au" et à la ligne 8, retrancher tous les mots après le mot "existant" jusqu'au mot "compagnie" inclusivement à la ligne 9.

Page 2, ajouter après le dernier mot de la ligne 6, les mots, "mais rien de contenu dans la présente section n'empêchera les municipalités susmentionnées de reconstruire le vieux pont dans le délai et tel que pourvu par le proviso ci-dessus mentionné."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Bernard,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie des instructions données aux différents inspecteurs des licences de la Province, relativement aux poursuites intentées par eux pour infractions à l'acte des licences de *Québec* ; et notamment les instructions qui doivent les guider, lorsqu'ils reçoivent des dénonciations ou informations non accompagnées de dépôt.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Blanchet*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre : le Rapport du député Arpenteur *Bouchette*, sur les droits des prétendus seigneurs de *Terra Firma*, de *Mingan*, avec la charte qui l'accompagne.

Sur motion de *M. Blanchet*, secondé par *M. Faucher de Saint-Maurice*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre : Copie du rapport de *A. L. de Martigny*, Ecr., inspecteur des bureaux publics concernant l'examen par lui fait, du Greffe de *Joseph Grondin*, de *St François*, dans le Comté de *Beauce*, Greffier de la Cour des Commissaires, Greffier des Juges de Paix et de la Cour de l'inspecteur des mines pour la Division de la *Chaudière*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour détacher de la Paroisse de *Varennas*, comté de *Verchères*, trois îles situées dans le fleuve *Saint-Laurent* et les annexer à la Paroisse de *Repentigny*, Comté de *L'Assomption*, pour les fins électorales, municipales, scolaires et autres fins quelconques, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Bernard*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes payées par le Gouvernement depuis le 1er Novembre, 1879, à *P. V. Taché*, Ecr., avocat de *Kamouraska*, en sa qualité d'avocat du revenu. Le dit état distinguant ce qui lui a été payé dans chaque cas, la date de chaque paiement, la nature du service rendu, l'action prise et le résultat obtenu dans chaque cas.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes payées par le Gouvernement, depuis le 1er Novembre 1879, à *P. V. Taché*, Ecr., avocat, de *Kamouraska*, en qualité de Substitut du Procureur Général. Le dit Etat distinguant ce qui lui a été payé pour chaque terme de la Cour du Banc de la Reine tenu à *Kamouraska*, et le nombre de jours qu'a duré chaque terme.

M. Champagne propose, secondé par l'Honorable *M. Beaubien*,

Que l'Honoraire de \$100 payé sur le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec*," soit remis au promoteur de ce Bill, moins les frais de traduction et d'impression ; et la motion étant mise aux voix, —la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'Honoraire de \$100.00 payé sur le Bill intitulé : "Acte pour ériger le premier rang de la Paroisse de *Saint Michel de Bellechasse*, en municipalité séparée," soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Shehyn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Shehyn fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Resolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour faire cesser tous doutes sur le comté auquel appartient l'*Ile aux Lièvres*, située dans le fleuve *St Laurent* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Laberge* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour détacher l'*Ile aux Lièvres*, du Comté de *Charlevoix*, et l'annexer au Comté de *Kamouraska*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender divers actes concernant l'érection civile des paroisses sur le territoire de l'ancienne paroisse de *Notre-Dame de Montréal*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour compléter les dispositions concernant l'érection civile des paroisses de *Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Houde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée, — Que le Rapport soit maintenant reçu ;

Et objection étant faite par M. *Gagnon*, que cette motion n'est pas dans l'ordre :

Parce que le Comité Général, sans ordre, ni instruction de la Chambre à cet égard, a fait au Bill des amendements complètement étrangers et constituant par eux-mêmes un Bill nouveau avec préambule, etc.

Parce qu'en fait, le Comité général a rejeté en entier le Bill qui lui avait été référé, et n'a rapporté que les amendements, non seulement introduisant un principe nouveau, mais découlant si peu du Bill ordinaire, qu'il faudrait changer le titre du Bill à sa troisième lecture ;

Parce que des amendements aussi importants ne peuvent, avec la procédure parlementaire particulière à l'Assemblée Législative, être soumis à la Chambre, avant d'avoir été référés au Comité de Législation ;

Parce qu'un Bill ne peut originer en Comité général, mais doit d'abord subir, devant la Chambre, une première et une seconde lectures, avant d'être référé au Comité général ;

Parce qu'en adoptant le Rapport du Comité on inaugurerait une procédure parlementaire pleine de dangers, pour la bonne et sage Législation de la Province.

M. l'Orateur maintient l'objection.

Et alors, du consentement de la Chambre, le dit Bill est retiré.

Ordonné, Que M. Fortin ait la permission d'introduire un Bill pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à l'Acte Electoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, Lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Vendredi, 22 Mai, 1882.

Onze heures A. M.

L'Honorable Trésorier Wurtelle remet à M. l'Orateur deux Messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtus de la signature de Son Honneur.

Et ces Messages sont lus par M. l'Orateur, (tous les Membres de cette Chambre étant découverts), et ils sont comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec autorise l'Honorable Trésorier de la Province, à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant l'emprunt projeté de \$3,000,000, et l'émission de débentures provinciales pour le paiement de la dette flottante de la Province, ~~des réclamations résultant de la construction du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, des subventions aux chemins de Fer, et l'achèvement des édifices pour les ministères publics et pour les Chambres,~~ et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 20 Mai 1882.

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, autorise l'Honorable Trésorier de la Province, à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant la construction d'un Palais de Justice pour le District de Québec, l'émission de débentures provinciales pour cet objet, et l'imposition d'une taxe spéciale sur les Municipalités de la Cité de Québec, et des Comtés dans le District de Québec, et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 20 Mai 1882.

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions, rapportées, Samedi, le 20 du courant, du Comité des subsides.

Et la vingtième Résolution et les suivantes jusqu'à la trente et unième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La trente deuxième et la trente troisième Résolutions étant séparément lues la seconde fois, et la question étant séparément mise aux voix sur chacune,—

Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites Résolutions, la Chambre se divise sur chaque Résolution, et elle est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, adoptées.

La trente quatrième résolution et les suivantes jusqu'à la cent cinquante neuvième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité des Subsidés sur les résolutions adoptées en Comité, vendredi, le 19 du courant, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable *M. Joly* propose comme amendement, secondé par l'Honorable *M. Marchand*, Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu, qu'avant de recevoir le rapport du Comité des Subsidés, la Chambre désire exprimer son regret, de ce que les estimés pour l'année prochaine, soumis par le gouvernement à la Chambre, comportent une augmentation importante de dépenses dans presque toutes les branches du service public, au moment où la prudence nous fait un devoir de les réduire. "

Et des Débats s'ensuivant :

Sur motion de l'Honorable Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Piquet*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne.

3 heures, P. M.

M. Gauthier du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

" Votre Comité a l'honneur de recommander à votre Honorable Chambre, qu'il soit acheté, pour l'usage de ses Membres, mille exemplaires de la deuxième édition de l'ouvrage de Monsieur le Docteur *LaRocque*, intitulé : " Manuel d'Horticulture pratique et d'Arboriculture fruitière, " aussitôt que le dit ouvrage sera complété et terminé, à raison de quatre cents piastres.

De plus votre Comité informe votre Honorable Chambre, que l'auteur de l'ouvrage susdit, s'oblige d'en fournir mille autres exemplaires, de cette deuxième édition, au prix coûtant, en aucun temps qu'il en sera requis par les Membres de votre Honorable Chambre, pour distribution parmi leurs constituants. "

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant,—" Que le rapport du Comité des subsidés sur les résolutions adoptées en Comité, Vendredi, le 19 du courant, soit maintenant reçu " lequel amendement comporte que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : il soit résolu, Qu'avant de recevoir le rapport du Comité des subsidés, la Chambre désire exprimer son regret de ce que les estimés pour l'année prochaine, soumis par le Gouvernement à la Chambre, comportent une augmentation importante de dépenses dans presque toutes les branches du service public, au moment où la prudence nous fait un devoir de les réduire."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Demers.**Gagnon,
Joly,**Laberge,
Marchand,**Mercier et
Watts.—8.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,**Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Houde,**Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Martel,
Pâquet,**Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire,
Trudel et
Wärtele.—37.*

Ainsi, la Question est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Blanchet fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, et elles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Expositions Provinciales d'Horticulture, et de Pomologie [41 Victoria, ch. 5, s. 13], pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement aux autres fabriques de sucre de betteraves, aux conditions qui pourront être imposées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Immigration et du Repatriement, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses pour les Sociétés de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Richieu* entre *Lacolle* et *St Thomas* [\$6000 payables \$2000 par année durant trois ans] pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille quatre cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour terminer la construction des départements publics, y compris le nivelage du terrain, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction des fondations des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction des nouvelles bâtisses du Parlement [devant coûter \$300,000] moins les fondations, payables par un emprunt, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'acquisition du terrain pour prolonger la rue *Sainte-Julie*, jusqu'à l'Avenue Dufferin, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

La première et la seconde résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La quatrième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la cinquième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe la Chambre qu'il accepte la conférence demandée au sujet de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal* ; " qu'il enverra des délégués rencontrer ceux de l'Assemblée Législative, à 4 heures P. M., ce jour, dans la chambre No 3 du Conseil Législatif, et que ces délégués seront les Honorables Messieurs *Archambault*, *Beaudry*, *Proulx*, *Rémillard*, *Ross* et *Dostaler*.

Et la question étant mise aux voix,—Que la sixième résolution rapportée aujourd'hui du Comité des Subsidés, soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence lue la seconde fois et adoptée.

La septième et la huitième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la neuvième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La dixième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la onzième résolution soit maintenant lue une seconde fois ; la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Résolu, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre aux Délégués nommés par cette Chambre d'assister à une conférence avec ceux du Conseil Législatif aux sujets de l'amendement fait par leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal*."

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps, la Chambre reprend ses délibérations.

L'Honorable M. Garneau, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour venir en aide aux industries agricoles, y compris \$500 pour encourager la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la reconstruction des étables, clôtures etc., à *Spencer Wood*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un nouveau Palais de Justice à *Québec*, payable à même un emprunt spécial, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme prix d'achat du Musée de Géologie de *Montréal*, [prix d'achat \$12,400, commission \$224 et les actes,] pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Palais de Justice du District de *Kamouraska*, à *Fraserville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la surveillance de la construction d'un Palais de Justice et de la Prison du District de *Kamouraska*, à *Fraserville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction de voûtes à l'épreuve du feu dans les palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une maison pour le géolier de la Prison de *Gaspé* et pour la Prison à *Percé*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achat de Serrures et Cadenas pour les Palais de Justice et Prisons, tels que recommandés par les Inspecteurs, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et de Jurés), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent sept piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Loyers des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et de Jurés, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Assurances des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et de Jurés), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Asiles des Alinés de *Beauport*, *St Jean de Dieu* et *St Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres, soit

accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles d'Industrie, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, y compris \$300 pour le monument de *Salaberry*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer des Ingénieurs pour les Mines, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un Agent en *France*, Traitement, Loyer de Bureau, etc., etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal du *Bas Canada*, (43-44 *Victoria*, chap. 13) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des Municipalités (Statuts Refondus, *Bas-Canada*, chapitre 110, Section 7), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille neuf cent quatre-vingt treize piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du service des Cadastres, pour le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'Arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et huit mille quarante deux piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales, Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une Police spéciale pour les fins du Revenu, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les frais sur les Timbres, Licences, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du déplacement de la voie de la rue *Prince Edouard* et prolongement sur la *Jetée Louise*, etc, (payable par la souscription de la Cité de *Québec*,) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de règlement de comptes non soldés, se rattachant à la construction du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, (payable par un emprunt), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt dix-neuf mille sept cent trente sept piastres et trente centins, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer la balance due sur des terrains et propriétés pour le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, (payable par un emprunt), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Et la première résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

Et la question étant proposée,—Que la seconde résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante :

Québec, 16 Mai 1882.

A l'Honorable Orateur
de l'Assemblée Législative,
Québec.

MONSIEUR,

Je suis autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à communiquer à cette Chambre les observations suivantes, résultant de communications entre Son Honneur et moi, au sujet des dépenses encourues pour la restauration et l'entretien de Spencer Wood, afin qu'il soit possible à cette Chambre, d'envisager avec connaissance de cause l'alternative de tenir convenablement notre résidence d'Etat, tant pour notre propre dignité qu'au point de vue des visiteurs distingués qui s'arrêtent dans notre Province, ou de choisir une maison plus modeste.

Dans l'hiver de 1879-80, le Lieutenant-Gouverneur soumettait à l'Honorable Premier Ministre, alors Ministre des Travaux Publics, un mémoire relatif à l'état de Spencer Wood et de ses dépendances.

Son Honneur y décrivait le délabrement de certaines parties des édifices, y mentionnait l'insalubrité de l'établissement et indiquait les améliorations et réparations qui lui semblaient nécessaires pour rendre Spencer Wood, non pas seulement d'une apparence convenable, mais aussi habitable.

Sur réception de ce mémoire, l'Honorable Premier Ministre donna ordre à l'architecte du département, M. *Gauvreau*, de faire un examen des lieux et de rédiger un rapport.

M. *Gauvreau* procéda, en conséquence, à cet examen, et fit au département un rapport en date du 31 mai 1880.

Il confirmait entièrement l'exposé du Lieutenant-Gouverneur, et donnait un état détaillé des réparations à faire (avec coût d'icelles) à la maison et aux dépendances de Spencer Wood. Ce rapport est endossé sous le No. 1344, 1880, au département des Travaux Publics. Les principales réparations et améliorations indiquées par l'architecte du Gouvernement étaient les suivantes : la réparation et le peinturage de la toiture en bardeaux,—le renouvellement du plancher de la cave et l'établissement d'un système de ventilation,—le creusement des caves,—le renouvellement du plancher de la galerie du château,—le peinturage du devant du château,—la pose d'un calorifère à eau chaude,—le creusement d'un canal de drainage en arrière du château,—la reconstruction des vieilles écuries, remises, poulaillers, etc., du caveau à légumes qui était pourri,—de 20 à 24 arpens de clôture neuve, etc., etc.

Conformément aux indications de ce rapport et du mémoire du Lieutenant-Gouverneur, des travaux importants de réparation et d'amélioration furent faits. D'abord on s'occupa de l'insalubrité de la maison. Cette insalubrité peut avoir été une des causes de la mort du regretté M. *Caron*. Il y avait de l'eau dans les caves et les planchers en bois étaient pourris. On y substitua un pavage en briques. On perça des soupiraux, on construisit en arrière du château un puisard et un canal très profond. On éleva à l'intérieur un contre-mur pour empêcher les infiltrations, et comme les miasmes s'exhalaient toujours, ou finit par constater que les canaux d'égoûts, faits en bois, étaient pourris et bouchés. Il fallut alors construire tout un réseau de tuyaux en terre cuite.

L'architecte ayant ensuite constaté, comme il le dit dans son dernier rapport, en date du 31 Juillet 1881, que deux des fontaines qui fournissaient l'eau à Spencer Wood étaient en très mauvais état, on dut les vider et les réparer. Il en fut de même pour la cave à charbon qui se trouve dans la cour et pour le caveau à légumes, qu'on refit à neuf en grande partie.

Trois maisons (dépendances) trop délabrées pour être réparées économiquement furent démolies. On reconstruisit cinq ou six arpents de clôture en bois qui tombaient en ruines.

Les avenues et les chemins, qui avaient été négligés depuis plusieurs années, nécessiteront des travaux qu'il était impossible de différer.

Des réparations indispensables furent faites à la cuisine, à la buanderie et au garde-manger. Après un commencement d'incendie, en décembre 1880, on examina les cheminées et l'on constata qu'elles devaient être réparées, ce qui fut fait. En même temps on posa des foyers neufs. Tous ces changements occasionnèrent des réparations considérables, en peinture, plâtrerie, menuiserie.

La menuiserie à l'intérieur de la serre, étant pourrie, fut remplacée par du fer, et les planchers en bois par des planchers en béton. On posa en même temps dans la serre un calorifère plus économique et plus sûr. Dans le château, on établit aussi un appareil de chauffage à eau chaude.

Cette amélioration si importante a naturellement nécessité encore des réparations en menuiserie, plâtrerie et peinture.

À l'extérieur du château le plancher de la grande galerie a été renouvelé, le portique a été pavé en pierre, et l'on a tout peinturé à neuf, la peinture n'ayant pas été renouvelée depuis longtemps. On a planté enfin sur le haut de la falaise une haie de 30,000 snelliers, les clôtures en bois n'y pouvant tenir à cause des éboulis.

Tous ces ouvrages, suivant le témoignage de l'architecte, ont été exécutés avec économie; mais malgré tout, ils étaient trop importants pour ne pas être coûteux. Il est facile de concevoir que ces travaux, surtout ceux de l'intérieur, ont dû être très gênants pour les habitants de *Spencer Wood*, et leur causer une foule d'embarras et de désagréments. Mais ils étaient tellement nécessaires pour rendre l'établissement habitable et convenable, qu'on ne pouvait plus longtemps les différer, à moins de se résoudre à voir la propriété tomber dans un état de dégradation peu digne de la Province, ou même d'un particulier soigneux.

Voilà ce qui a été fait à *Spencer Wood*, d'après les suggestions du Lieutenant-Gouverneur et de l'architecte du Gouvernement. Et c'est pour bien dessiner la position du Lieutenant-Gouverneur, que l'on a rendue difficile en parlant d'extravagance et de gaspillage, que je donne ces détails. *Spencer Wood* et ses dépendances ne sont pas construits d'hier. Ce qui précède démontre que lorsque le Lieutenant-Gouverneur actuel en a pris possession, à son entrée en office, l'état de la propriété était déplorable. Depuis plusieurs années on avait, par économie sans doute, négligé beaucoup de choses, et aucun architecte, aucun homme d'expérience en ces matières, n'aurait pu alors s'empêcher de déclarer que l'établissement était en complète décadence.

Le Lieutenant-Gouverneur et ses aviseurs ont cru qu'il fallait arrêter cette décadence, et comme on ne semblait pas alors disposé à se défaire de cette propriété devenue historique, qu'il fallait la remettre dans un état convenable. En effet, de deux choses l'une: ou bien on veut garder la propriété, et alors il faut la mettre et la tenir en bon ordre; ou bien on trouve cela trop coûteux, et alors, qu'on s'en débarrasse au plus tôt. Il n'y a pas d'autre alternative.

Le Lieutenant-Gouverneur et ses aviseurs, s'en rapportant à la première alternative qui semblait adoptée, ont demandé qu'on fit les travaux plus haut énumérés, qui étaient tous urgents et indispensables pour l'occupation de la propriété. Le Lieutenant-Gouverneur a eu à cœur de faire servir à la restauration de *Spencer Wood* ses connaissances hygiéniques, et l'expérience qu'il avait acquise dans l'entretien de grandes propriétés. Ces améliorations ont été pour lui, on le concevra facilement, la cause de beaucoup d'inconvénients.

Maintenant, d'après l'architecte lui-même, dans son rapport du 31 juillet 1881, pour mettre *Spencer Wood* en bon ordre, voici les travaux qui restent à faire: la reconstruction des écuries, le renouvellement de la plus grande partie des clôtures en bois,—et la reconstruction de deux grandes barrières sur le chemin *Saint-Louis*, la réparation des clôtures en fer,—la démolition de deux

grandes remises, le parachèvement des avenues et des chemins,—le prolongement du principal canal d'égout, jusqu'au bord du cap,—l'engrais du jardin de la ferme, et l'amélioration du parc où les arbres dépérissent par suite de la pauvreté du sol, la reconstruction de la maison du concierge, le renouvellement de la couverture des meubles qui a vingt années de durée, et qui tombent en lambeaux,—l'addition de quelques meubles d'un goût moderne,—le renouvellement des tentures et de la peinture à l'intérieur du château,—lesquelles tentures et peintures ont déjà duré dix ans.

L'exécution de tous ces travaux et réparations mettrait *Spencer Wood* en bon état, et il n'y aurait plus alors qu'à entretenir l'établissement, mais naturellement cela serait encore assez coûteux. Les dépenses faites à *Spencer Wood* n'ont donc été ni inutiles, ni extravagantes. Elles ont été faites pour relever la propriété du Gouvernement, et le Lieutenant-Gouverneur actuel n'en a, pour ainsi dire, eu que les inconvénients et sera probablement à la veille de laisser le château, quand tous ces inconvénients auront disparu.

Par suite de sa résidence dans un établissement aussi considérable, le Lieutenant-Gouverneur est en outre obligé de faire des dépenses beaucoup plus grandes que s'il demeurait ailleurs.

La bâtisse a 200 pieds de long sur 50 de large. Elle est à deux étages, avec une aile pour les cuisines. Une aussi vaste demeure est très coûteuse à entretenir. Qu'on juge d'un seul détail. Il y a plus de 132 ouvertures, fenêtres et portes-fenêtres, qui ont leurs doubles châssis et leurs persiennes, ce qui représente 396 morceaux. Il faut que tout cela soit lavé et maintenu en bon ordre. Un autre inconvénient, c'est la visite des maraudeurs. *Spencer Wood* étant en pleine campagne et sans garde, est exposé constamment aux incursions des rôdeurs peu scrupuleux. Le fait est que la propriété en est infestée. Et souvent le Lieutenant-Gouverneur a eu des rencontres fort désagréables avec ces déprédateurs. Comme on a donné à entendre que les dépenses plus hauts mentionnées avaient été encourues pour l'usage et le bénéfice personnel du Lieutenant-Gouverneur, il est de mon devoir d'informer cette Chambre que rien n'est plus injuste. La seule somme qui ait été votée et dépensée pour le Lieutenant-Gouverneur personnellement est la somme de \$1,500, destinée à aider à la réception des marins français en 1879, et aux dépenses extraordinaires faites à l'occasion de la *St Jean-Baptiste* en 1880. Mon prédécesseur en office, l'Honorable M. Joly, avait lui-même déclaré au Lieutenant-Gouverneur qu'il était entendu avec M. Letellier que le Gouvernement ferait les frais de la réception des marins français, et l'avait prié de mettre à exécution cet arrangement tout à fait légitime.

Quand à l'entretien annuel de la propriété, pour donner une idée de ce qu'il peut être, je ne mentionnerai que quelques détails. Il faut quarante mille plantes pour garnir les jardins, les massifs et les plates-bandes, moitié en plantes bouturées, moitié en plantes semées en serre-chaude, répiquées et plantées. Il faut chaque année 1,000 à 1,200 voyages d'engrais sur la propriété. Il faut nettoyer le parc, en enlever les feuilles mortes, tailler et soigner les arbres. La propriété a 80 arpents en superficie, et il y a 70 arpents d'avenues à entretenir. On ne se figure pas les revenus qu'exigent l'occupation d'un si grand établissement.

Voici maintenant quelles sont les conclusions que le Lieutenant-Gouverneur me permet de faire connaître : ou bien le Gouvernement veut garder *Spencer Wood* comme résidence du Gouverneur, et alors il faut mettre et maintenir l'établissement sur un pied convenable ; ou bien le Gouvernement, acceptant la suggestion qui a été faite devant la Chambre, veut se débarrasser de l'établissement, et alors qu'on prenne les moyens nécessaires pour atteindre ce but.

Quant à ce qui le concerne, le Lieutenant-Gouverneur m'autorise à déclarer qu'il ne s'opposera à aucune solution par laquelle on lui assignerait une autre résidence que *Spencer Wood*.

Il serait prêt à quitter Spencer Wood dès le mois d'octobre, et dans ce cas, il désirerait que le gouvernement lui communiquât sa décision d'ici au premier Juillet.

Je n'hésite pas à dire que, abstraction faite de la question d'économie, l'abandon de Spencer Wood ferait peu d'honneur à la Province, et que si elle a le moyen de garder pour ses Lieutenants-Gouverneurs la plus belle résidence d'Etat qui soit dans toute la Puissance, elle devrait le faire ; mais je soumets ces réflexions sans vouloir préjuger en quoi que ce soit la question d'économie.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Votre très humble serviteur,

J. A. CHAPLEAU,

Premier-Ministre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que la seconde résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Laberge propose comme amendement, secondé par M. Gagnon, que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ il soit résolu, Que le maintien de Spencer Wood devient de plus en plus onéreux pour la Province, et que le moment est arrivé de penser sérieusement à réduire ces dépenses, au plus strict nécessaire. ”

Et objection étant faite, que cet amendement n'est pas dans l'ordre,—M. l'Orateur déclare qu'il est dans l'ordre.

L'Honorable M. Mercier propose comme sous amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, que les mots “ il est résolu que le maintien de Spencer Wood devient de plus en plus onéreux pour la Province, et que le moment est arrivé de penser sérieusement à réduire ces dépenses au plus strict nécessaire. ” soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ cette Chambre après avoir eu lecture de la lettre de l'Honorable Premier Ministre, qui vient d'être faite, croit devoir accepter la suggestion qui y est contenue, de donner au Chef de l'Exécutif de cette Province, une résidence convenable à sa dignité et plus en harmonie avec les ressources de cette Province ; et se déclare prête à voter toute somme nécessaire pour obtenir ce résultat. ”

Et le sous amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion principale étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et il est aussi résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence lue la seconde fois, et adoptée.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie, P. M.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender les sections 92 et 94 de l'acte des licences de *Québec*, de 1878.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées aujourd'hui du Comité des Subsidés.

Et la quatrième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant proposée,—Que la cinquième résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par *M. Laberge*, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " l'octroi de la somme de \$5000 pour la construction du Palais de Justice pour le District de *Kamouraska*, à *Fraserville* est une violation de l'arrangement sanctionné par la section 2 du chap. 23, 44 et 45 *Vict.*, qui se lit comme suit :

2. " La construction du dit Palais de Justice et Prison devra être faite aux frais de la Corporation de la Ville de *Fraserville*, et terminée dans les deux ans à compter de la passation du présent Acte. "

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Demers,
Gagnon,

Joly,
Laberge,
Marchand,

Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Shehyn et
Watts.—10.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,

Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de St Maurice,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,

Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,

Martel,
Pâquet,
Paradis,
Picard,
Poupore,
Richard,
Robillard,
St Hilaire
Trudel et
Wurtele.—40.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—Que la cinquième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La sixième résolution et les suivantes jusqu'à la trentième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. N. Fortin*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmagny*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Fortin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Quatorzième Résolution et les suivantes jusqu'à la Dix-Septième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Dix-Huitième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Fouppore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de St Maurice,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Riopel,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>St Hilaire et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Wärtele —41.</i>
<i>Charlebois,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Demers,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.—8.</i>

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La Dix-Neuvième Résolution et les suivantes ainsi que la Vingt-deuxième Résolution, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Vingt-troisième Résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La Vingt-quatrième Résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la Question étant mise aux voix,—Que la Vingt-cinquième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La Vingt-sixième Résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Vingt-septième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Vingt-huitième Résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Vingt-neuvième Résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de cette Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, de nouvelles estimations supplémentaires de certaines dépenses, requises pour le service public de la Province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 Juin 1882, et des estimations supplémentaires de certaines dépenses, requises pour l'exercice de l'année fiscale finissant le 30 Juin 1883.

Et conformément aux exigences de la 5^{ème} section de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, il recommande ces estimations supplémentaires à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 22 Mai 1882.

Ordonné, Que le dit Message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au Comité des Subsides.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsides.

[EN COMITÉ.]

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour compléter le montant requis pour salaires et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme indemnité de retraite à *Louis Giard*, ci-devant secrétaire du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

3. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Assurances des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et de Jurés), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour secourir la population en détresse de l'*île Amherst (Îles de la Magdeleine)*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature, par *G. A. Desjardins*, à condition qu'il en soit fourni 400 exemplaires pour distribution publique, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention pour l'établissement d'une institution pour la production du vaccin animal, à *Montréal* pour l'année financière, finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour augmenter l'allocation aux sociétés horticoles et pomologiques, pour leurs expositions (y compris la société d'horticulture de *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme subvention pour la construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, entre *Saint-Nicolas* et *Saint-Romuald* (\$8,000 payables \$2,000 par année durant quatre ans) pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour augmenter la subvention de l'hôpital de *Notre-Dame*, à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, l'honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. *Garneau*, fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour compléter le montant requis pour salaires et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme indemnité de retraite à *Louis Giard*, ci-devant secrétaire du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des Assurances des Palais de Justice et des Prisons (imputable au Fonds de Bâtisses et de Jurés), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour secourir la population en détresse de l'île *Amherst* (*Isles de la Magdeleine*), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature, par *G. A. Desjardins*, à condition qu'il en soit fourni 400 exemplaires pour distribution publique, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme subvention pour l'établissement d'une institution pour la production du vaccin animal, à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour augmenter l'allocation aux sociétés horticoles et pomologiques, pour leurs expositions (y compris la société d'horticulture de *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme subvention pour la construction d'un pont sur la Rivière *Chaudière*, entre *Saint-Nicolas* et *Saint-Romuald* (\$8,000, payables \$2,000 par année durant quatre ans), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour augmenter la subvention de l'hôpital *Notre-Dame*, à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1883.

Et la première Résolution et les suivantes jusqu'à la septième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la Question étant mise aux voix,—Que la Huitième Résolution soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Chapleau,
Charlebois,
Desautniers,*

*Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Pâquet,*

*Paradis,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire,
Trudel et
Wärtele.—37.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Demers.*

*Gagnon,
Joly,*

*Laberge,
Marchand,*

*Mercier et
Watts.—8.*

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La Neuvième et la Dixième Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Garneau informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité des Voies et Moyens, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wärtele*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Laberge*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette, que les montants qui ont déjà été dépensés, pour l'encouragement de l'émigration européenne, n'aient pas donné de résultats plus satisfaisants ; lesquels résultats n'ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées, et à moins que le Gouvernement, par ses moyens, ne parvienne à retenir plus d'émigrants dans la Province, cette Chambre est d'opinion, qu'à l'avenir, un montant aussi considérable ne soit pas continué."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise et il est résolu négativement.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, Mardi matin ;

Mardi, 23 Mai 1882.

Alors la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil,—la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement. La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

[EN COMITÉ.]

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$170,149.00, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre vingt deux, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,365,619.30, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre-vingt-trois, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolu, 3. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux cent vingt mille piastres soit prise sur le fonds consolidé des Chemins de Fer de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Garneau fait rapport des dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$170,149.00, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre vingt deux, soit prise sur le fonds consolidé du Revenu de cette Province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,365,619.30, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre-vingt-trois, soit prise sur le fonds consolidé du Revenu de cette Province.

Résolu, 3. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux cent vingt mille piastres soit prise sur le fonds consolidé des Chemins de Fer de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Garneau informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier Wurtelle ait la permission d'introduire un Bill intitulé : " Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin, 1882, et le 30 Juin, 1883, et pour d'autres fins du service public. "

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative qu'il insiste sur son amendement au Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de Montréal."

Aussi, le Conseil Législatif, a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de Québec," avec un amendement auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de Québec " lequel est lu comme suit :

16a. Après le mot " représentation " dans l'article 599, ligne 2, ajouter les mots " et réunions publiques pour amusements."

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit amendement ne soit pas maintenant lu la seconde fois, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Martel,

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne concoure pas dans l'amendement fait par Leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de Québec ; " En autant qu'il pourrait donner lieu à une interprétation qui tendrait à supprimer les réunions sociales, nationales et dans un but de charité, autant que d'amusement, permises par les autorités civiles et religieuses, et pour prier les Honorables Membres du Conseil Législatif de ne pas insister sur le dit amendement.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit Message au Conseil Législatif.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture de la résolution concernant les taxes des Ecoles dans la Cité de Montréal;

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que la dite résolution soit renvoyée de nouveau à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que pour une année scolaire, à dater du premier jour de Mai 1882, la Corporation de la Cité de Montréal paiera, pour l'entretien des Ecoles, dans la Cité, au lieu de la somme mentionnée dans la première section de l'Acte 34 Vict., chap. 12, telle qu'amendée par l'Acte 36 Vict., chap. 33, une somme égale à un tiers de centin dans la piastre, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable pour les fins des Ecoles, dans la dite Cité ; et pendant ces dix années scolaires, la Corporation devra prélever pour le soutien des dites écoles, une taxe spéciale d'un tiers de centin dans la piastre, au lieu de la taxe d'un cinquième de centin, tel que pourvu par la 1ère section, telle qu'amendée, de l'Acte en premier lieu ci-dessus cité, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable de la Cité.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que, pour une année scolaire, à dater du premier jour de Mai 1882, la Corporation de la Cité de *Montréal*, paiera, pour l'entretien des écoles, dans la Cité, au lieu de la somme mentionnée, dans la première section de l'acte 34 *Victoria*, chap. 12, telle qu'amendée par l'acte 36 *Victoria*, chap. 33, une somme égale à un tiers de centin dans la piastre, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable, pour les fins des écoles, dans la dite Cité ; et pendant ces dix années scolaires, la Corporation devra prélever pour le soutien des dites écoles, une taxe spéciale d'un tiers de centin dans la piastre, au lieu de la taxe d'un cinquième de centin, tel que pourvu par la première section, telle qu'amendée, de l'acte en premier lieu ci-dessus cité, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable de la Cité.

La dite résolutions, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill concernant les taxes des écoles, dans la Cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 26 et autres, concernant la Cour du Recorder de la Cité de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Duckett fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte 31 *Victoria*, chap. 7, concernant l'interprétation des statuts de cette Province, est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité de Législation et à un Comité de toute la Chambre, pour la première séance de la Chambre aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à l'acte électoral de *Québec* ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent de Législation et à un Comité de toute la Chambre pour la première Séance, aujourd'hui.

Ordonné, Que M. Martel ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 23 Mai 1882.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St Joseph de Lachine, pour l'année 1881. (Documents de la Session, No 6.)

M. Champagne, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre le Quatorzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a fait l'examen des Bills suivants et qu'il les soumet à la considération de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 31 Vict., chap. 7, concernant l'interprétation des Statuts de cette Province. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte Electoral de Québec. "

Bill intitulé : " Acte pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à l'Acte Electoral de Québec. "

L'Honorable Trésorier Wurtel propose, secondé par l'Honorable Procureur Général Loranger,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées, autorisant l'émission de Débentures Provinciales, pour trois millions de piastres ; et la Question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

[EN COMITÉ.]

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province de Québec, à obtenir de l'argent pour les usages de la province, jusqu'à un montant n'excédant pas trois millions de piastres, au moyen d'obligations ou débentures, qui seront émises sur le crédit de la province, et dont il sera disposé, de temps à autre, selon que les besoins de la province le demanderont et selon que l'opportunité s'en présentera.

Résolu, 2. Que le produit de l'émission de ces obligations ou débentures, sera appliqué au paiement de la dette non consolidée de la province, des réclamations résultant de la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et des subventions qui pourront devenir payables aux compagnies de chemin de fer, en vertu d'octrois faits par la législature, et pour la construction des édifices publics et du parlement.

Résolu, 3. Que, ces obligations ou débetures, seront émises pour des montants de cinq cent piastres chacune, et porteront intérêt au taux de cinq pour cent par année, payable semi-annuellement, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet de chaque année, à l'endroit, dans la province, où les obligations ou débetures auront été respectivement enregistrées.

Résolu, 4. Que, ces obligations ou débetures, porteront toutes la date du premier juillet mil huit cent quatre vingt-deux, et après l'expiration de trente années de cette date, seront rachetables, en tout temps, au choix du gouvernement de la province.

Que le trésorier de la province donnera avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, de l'intention du gouvernement de racheter ces obligations ou débetures ; et qu'à dater du paiement semi-annuel de l'intérêt, suivant l'expiration d'une année à dater de la publication de cet avis, l'intérêt cessera de courir sur ces obligations ou débetures.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, M. Blanchet fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Blanchet fait, en conséquence, rapport des Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province de *Québec*, à obtenir de l'argent pour les usages de la province, jusqu'à un montant n'excédant pas trois millions de piastres, au moyen d'obligations ou débetures, qui seront émises sur le crédit de la province, dont il sera disposé, de temps à autre, selon que les besoins de la province le demanderont et selon que l'opportunité s'en présentera.

Résolu, 2. Que le produit de l'émission de ces obligations ou débetures, sera appliqué au paiement de la dette non consolidée de la province, des réclamations résultant de la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et des subventions qui pourront devenir payables aux compagnies de chemin de fer, en vertu d'octrois faits par la législature, et pour la construction des édifices publics et du parlement.

Résolu, 3. Que, ces obligations ou débetures, seront émises pour des montants de cinq cents piastres chacune, et porteront intérêt au taux de cinq pour cent par année, payable semi-annuellement, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet de chaque année, à l'endroit, dans la province, où les obligations ou débetures auront été respectivement enregistrées.

Résolu, 4. Que, ces obligations ou débetures, porteront toutes la date du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-deux, et après l'expiration de trente année de cette date, seront rachetables en tout temps, au choix du gouvernement de la province.

Que, le trésorier de la province donnera avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, de l'intention du gouvernement, de racheter ces obligations ou débetures ; et qu'à dater du paiement semi-annuel de l'intérêt, suivant l'expiration d'une année à dater de la publication de cet avis, l'intérêt cessera de courir sur ces obligations ou débetures.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites Résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

L'Honorable Trésorier *Wartle* propose, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, —Qu'il lui soit permis d'introduire un Bill autorisant l'émission de Débetures

Provinciales pour trois millions ; et la Question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable Trésorier *Wartele* présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*.

Ordonné, Que le rapport de la Commission de la codification des Statuts Refondus sur les réformes judiciaires, soit référé au Comité Permanent de Législation, pour considération et pour faire rapport.

L'Honorable Trésorier *Wartele* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Loranger*, que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant l'imposition d'une taxe spéciale sur le District de *Québec*, pour rembourser le prix de la construction d'un Palais de Justice pour le District ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire ériger sur le site qui sera choisi, un Palais de Justice convenable dans la Cité de *Québec*, pour le District de *Québec*.

Résolu, 2. Que le coût de la construction de ce Palais de Justice ne sera pas défrayé à même le fonds du Revenu Consolidé de la Province ; mais que, dans le but de le défrayer, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pourra autoriser le Trésorier de la Province, à contracter un emprunt de pas plus de cent cinquante mille piastres. Que cet emprunt sera prélevé sur le crédit de la Province, au moyen d'obligations ou débiteures, qui seront émises à cette fin, et l'intérêt et le principal de ces obligations ou débiteures, seront imputables aux fonds spéciaux ci-après mentionnés.

Résolu, 3. Que ces obligations ou débiteures porteront intérêt au taux de cinq pour cent par année, payable semi annuellement, et qu'elles seront émises dans la forme du cours monétaire, et payables en tels endroits, que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, jugera à propos de prescrire.

Résolu, 4. Que, pour le rachat de ces obligations ou débiteures, il sera pourvu à la formation d'un fonds d'amortissement, équivalant à un pour cent par année sur le montant de l'émission, lequel amortissement, ajouté à l'intérêt, formera une charge annuelle de six pour cent par année sur la totalité de l'émission, et ces obligations ou débiteures seront rachetées en principal et intérêt, au moyen de telle annuité, payable par versements semi-annuels, durant trente-sept ans.

Résolu, 5. Que, les obligations ou débiteures à racheter, lors de chaque versement semi-annuel, seront désignées par un tirage au sort, qui se fera un mois avant la date de chaque versement. Qu'il sera donné avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, des numéros des obligations ou débiteures tirées au sort semi-annuellement, et qu'à compter de l'échéance du versement qui suivra chaque tel tirage, l'intérêt cessera de courir sur les obligations ou débiteures ainsi tirées.

Résolu, 6. Que, pour pourvoir à l'annuité pour le paiement du capital et des intérêts des obligations ou débiteures, il sera, jusqu'à leur rachat, prélevé sur la Corporation de la Cité de *Québec*, sur la Corporation de la Ville de *Lévis* et sur les Municipalités de Comté comprises dans le District de *Québec*, et payé par elles, une somme annuelle égale à six pour cent par année, sur le montant des obligations ou débiteures émises, dans les proportions suivantes :—la Cité de *Québec* paiera deux tiers de cette somme annuelle, et la Ville de *Lévis*, et les muni-

cipalités de Comté des Comtés de *Portneuf, Québec, Montmorency, No 1, Montmorency No 2, (Ile d'Orléans), Lévis et Lotbinière*, paieront l'autre tiers, chacune de ces municipalités de Comté et la Ville de *Lévis* payant en proportion de sa propriété immobilière cotisable.

Résolu, 7. Que, chaque année, dans le mois de juillet, le Trésorier de la Province répartira le montant à prélever, et déterminera et fixera le montant des deux tiers qui devra être supporté par la corporation de la Cité de *Québec*, et la part de la Ville de *Lévis*, et de chaque municipalité de Comté dans le tiers, qui devra être supportée par cette ville et par ces municipalités de Comté; et qu'il transmettra une copie certifiée de l'Acte de répartition au Shérif du District de *Québec*.

Qu'en recevant cet Acte de répartition, le Shérif transmettra de suite au Trésorier de la Cité de *Québec*, et au Secrétaire-Trésorier de la Ville de *Lévis* et de chaque municipalité de Comté, un avis spécifiant la contribution payable par leurs corporations respectivement.

Résolu, 8. Que la contribution annuelle payable par la corporation de la Cité de *Québec*, par la Ville de *Lévis*, et par les municipalités de Comté du District de *Québec*, sera payable le premier jour juridique du mois d'octobre de chaque année, et sera payée au Shérif du District de *Québec*.

Résolu, 9. Que, au cas de défaut de paiement de cette contribution, par la corporation de la Cité de *Québec*, par la corporation de la Ville de *Lévis*, ou par toute municipalité de Comté du District de *Québec*, l'Acte de répartition aura, contre chaque corporation en défaut, le même effet que le bref d'exécution mentionné à l'article 1030 du Code Municipal; et le montant de cette contribution sera prélevé par le Shérif, sur les contribuables de la municipalité en défaut, au moyen d'une répartition égale sur les biens-fonds cotisables, d'après le rôle d'évaluation alors en force. Et pour percevoir cette contribution et les frais de perception, le Shérif aura tous les pouvoirs qui lui sont conférés par le Code Municipal, pour l'exécution des jugements rendus contre les corporations municipales.

Résolu, 10. Que le Shérif rendra compte et paiera au Trésorier de la Province, toutes les sommes reçues par lui en vertu du présent Acte, et le Trésorier de la Province tiendra un compte séparé de toutes les recettes et de tous les paiements, se rattachant aux obligations ou débentures qui seront émises en vertu des présentes Résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Et la Question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport des Résolutions, lesquelles sont lues comme suit:

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire ériger sur le site qui sera choisi, un Palais de Justice convenable dans la Cité de *Québec*, pour le District de *Québec*.

Résolu, 2. Que le coût de la construction de ce Palais de Justice ne sera pas défrayé à même le fonds du Revenu Consolidé de la Province; mais que, dans le but de le défrayer, le Lieutenant Gouverneur en Conseil pourra autoriser le Trésorier de la Province, à contracter un emprunt de pas plus de cent cinquante mille piastres. Que cet emprunt sera prélevé sur le crédit de la Province, au moyen d'obligations ou débentures, qui seront émises à cette fin, et l'intérêt et le principal de ces obligations ou débentures, seront imputables aux fonds spéciaux ci-après mentionnés.

Résolu, 3. Que ces obligations ou débetures porteront intérêt au taux de cinq pour cent par année, payable semi-annuellement, et qu'elles seront émises dans la forme du cours monétaire, et payables en tels endroits, que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, jugera à propos de prescrire.

Résolu, 4. Que, pour le rachat de ces obligations ou débetures, il sera pourvu à la formation d'un fonds d'amortissement, équivalant à un pour cent par année sur le montant de l'émission, lequel amortissement, ajouté à l'intérêt, formera une charge annuelle de six pour cent par année sur la totalité de l'émission, et ces obligations ou débetures seront rachetées en principal et intérêt, au moyen de telle annuité, payable par versements semi-annuels, durant trente-sept ans.

Résolu, 5. Que, les obligations ou débetures à racheter, lors de chaque versement semi-annuel, seront désignées par un tirage au sort, qui se fera un mois avant la date de chaque versement. Qu'il sera donné avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, des numéros des obligations ou débetures tirées au sort semi-annuellement, et qu'à compter de l'échéance du versement qui suivra chaque tel tirage, l'intérêt cessera de courir sur les obligations ou débetures ainsi tirées.

Résolu, 6. Que, pour pourvoir à l'annuité pour le paiement du capital et des intérêts des obligations ou débetures, il sera, jusqu'à leur rachat, prélevé sur la Corporation de la Cité de Québec, sur la Corporation de la Ville de Lévis et sur les Municipalités de Comté comprises dans le District de Québec, et payé par elles, une somme annuelle égale à six pour cent par année, sur le montant des obligations ou débetures émises, dans les proportions suivantes :—la Cité de Québec paiera deux tiers de cette somme annuelle, et la Ville de Lévis, et les municipalités de Comté des Comtés de Portneuf, Québec, Montmorency, No 1, Montmorency No 2, (Ile d'Orléans), Lévis et Lotbinière, paieront l'autre tiers, chacune de ces municipalités de Comté et la Ville de Lévis payant en proportion de sa propriété immobilière cotisable.

Résolu, 7. Que, chaque année, dans le mois de juillet, le Trésorier de la Province répartira le montant à prélever, et déterminera et fixera le montant des deux tiers qui devra être supporté par la corporation de la Cité de Québec, et la part de la Ville de Lévis, et de chaque municipalité de Comté dans le tiers, qui devra être supporté par cette ville et par ces municipalités de Comté ; et qu'il transmettra une copie certifiée de l'Acte de répartition au Shérif du District de Québec.

Qu'en recevant cet Acte de répartition, le Shérif transmettra de suite au Trésorier de la Cité de Québec, et au Secrétaire-Trésorier de la Ville de Lévis et de chaque municipalité de Comté, un avis spécifiant la contribution payable par leurs corporations respectivement.

Résolu, 8. Que la contribution annuelle payable par la corporation de la Cité de Québec, par la Ville de Lévis, et par les municipalités de Comté du District de Québec, sera payable le premier jour juridique du mois d'octobre de chaque année, et sera payée au Shérif du District de Québec.

Résolu, 9. Que, au cas de défaut de paiement de cette contribution, par la corporation de la Cité de Québec, par la corporation de la Ville de Lévis, ou par toute municipalité de Comté du District de Québec, l'Acte de répartition aura, contre chaque corporation en défaut, le même effet que le bref d'exécution mentionné à l'article 1030 du Code Municipal ; et le montant de cette contribution sera prélevé par le Shérif, sur les contribuables de la municipalité en défaut, au moyen d'une répartition égale sur les biens-fonds cotisables, d'après le rôle d'évaluation alors en force. Et pour percevoir cette contribution et les frais de perception, le Shérif aura tous les pouvoirs qui lui sont conférés par le Code Municipal, pour l'exécution des jugements rendus contre les corporations municipales.

Résolu, 10. Que le Shérif rendra compte et paiera au Trésorier de la Province, toutes les sommes reçues par lui en vertu du présent Acte, et le Trésorier de la Province tiendra un compte séparé de toutes les recettes et de

tous les paiements, se rattachant aux obligations ou débentures qui seront émises en vertu des présentes Résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission d'introduire un Bill concernant la construction du Palais de Justice de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

3 heures, P. M.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de cette Chambre étant découverts), et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* autorise l'Honorable Trésorier de la Province, à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant l'imposition de taxes directes, sur certaines corporations commerciales, afin de pourvoir aux exigences du service public de cette Province, et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 20 Mai 1882.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'imposition de taxes sur certaines corporations commerciales.

L'Honorable M. *Marchand* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu, " Que cette Chambre regrette que le Gouvernement ait recours à l'imposition de nouvelles taxes pour rétablir la condition financière de cette Province, au lieu de recourir à une stricte et judicieuse économie, dans les dépenses publiques."

Et l'amendement, étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Demers,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,

Marchand,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Shehyn et
Watts.—11.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,

Charlebois,
Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,

Garneau,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Marcotte,
Marion,
Martel,

Pâquet,
Paradis,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire
Trudel et
Wartelle.—41.

Ainsi, il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées, concernant l'imposition de taxes sur certaines corporations commerciales."

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

[EN COMITÉ.]

Résolu, 1. Que, afin de pourvoir au besoin du service public de cette Province, toute banque faisant des affaires de banque dans cette Province ; toute Compagnie d'assurance acceptant des risques et faisant des affaires d'assurance dans cette Province ; toute Compagnie incorporée faisant un commerce ~~ou~~ négoce quelconque dans cette Province ; toute Compagnie incorporée de prêt faisant des prêts dans cette Province ; toute compagnie incorporée de navigation exploitant une ligne régulière de paquebots, de bateaux à vapeurs ou autres navires, dans les eaux de cette Province ; toute Compagnie de télégraphe exploitant une ligne ou partie d'une ligne de télégraphe dans cette Province ; toute Compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans cette Province ; toute Compagnie de chemin de Fer Urbain exploitant une ligne de tel Chemin dans cette Province ; et toute Compagnie de Chemin de Fer ou *Tramway* exploitant un Chemin de Fer ou partie d'un chemin de fer ou *Tramway* dans cette Province, paiera annuellement, les diverses taxes mentionnées et spécifiées dans la résolution suivante :

Résolu, 2. Que les taxes annuelles imposées sur les Corporations Commerciales mentionnées et spécifiées dans la résolution précédente et payables par elles, seront comme suit :

I.—BANQUES.

(a) Cinq cents piastres, lorsque le capital versé de la banque sera de cinq cent mille piastres ou moins que cette somme ; mille piastres, lorsque le capital versé de la banque sera de cinq cent mille piastres à un million de piastres, et une somme additionnelle de deux cents piastres pour chaque million ou fraction d'un million de piastres du capital versé, depuis un million jusqu'à trois millions de piastres ; et une autre somme additionnelle de cent piastres pour chaque million ou fraction de million de piastres du capital versé, au-delà de trois millions de piastres.

(b) Une taxe additionnelle de cent piastres, sur chaque bureau ou place d'affaires, dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

II.—COMPAGNIES D'ASSURANCE.

(a) Une compagnie d'assurance faisant affaires comme assurance sur la vie seulement, cinq cents piastres.

(b) Une compagnie d'assurance faisant des affaires d'assurance de tout autre espèce, quatre cents piastres, et faisant des affaires de deux ou plusieurs espèces d'Assurance à la fois, une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque espèce d'Assurance en sus de une.

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires établie dans tout autre endroit.

III.—COMPAGNIES INCORPORÉES.

(a) Cent piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres, pour chaque montant de deux cent cinquante mille piastres ou fraction de ce montant de deux cent cinquante mille piastres du capital versé de la Compagnie, au-dessus de deux cent cinquante mille piastres.

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier, dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier, dans tout autre endroit.

IV.—COMPAGNIES INCORPORÉES DE PRÊT.

(a) Une Compagnie à capital social fixe, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres, pour chaque million de piastres ou fraction d'un million de piastres du capital versé de la Compagnie, au delà d'un million de piastres.

(b) Une Compagnie sans capital social fixe, cent piastres.

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

V.—COMPAGNIES INCORPORÉES DE NAVIGATION.

(a) Cent piastres, lorsque le capital versé est de cent mille piastres ou moins ; deux cents piastres, lorsque le capital versé est de cent mille piastres à cinq cent mille piastres, avec une somme additionnelle de cent piastres pour chaque cinq cent mille piastres ou fraction de cinq cent mille piastres du capital versé de la Compagnie, au-delà de cinq cent mille piastres, sans toutefois excéder un maximum de mille piastres.

VI.—COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE.

(a) Mille piastres.

(b) Une taxe additionnelle de cinq piastres, pour chaque bureau d'affaires.

VII.—COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE.

(a) Cinq cents piastres.

(b) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour la station principale dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinquante piastres pour la station principale dans tout autre endroit.

VIII.—COMPAGNIES INCORPORÉES DE CHEMIN DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY.

(a) Cinquante piastres, pour chaque mille de chemin de fer ou de tramway en opération.

IX.—COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.

(a) Les compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédule A de ces résolutions, vingt piastres par chaque mille de chemin de fer en opération.

(b) Les autres compagnies de chemin de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération.

Résolu, 3. Que, les taxes imposées par les présentes résolutions, formeront partie du fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolu, 4. Qu'une partie quelconque de ces taxes pourra être appliquée, de temps à autre, par le Trésorier de la Province, d'après les instructions du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, au paiement des dépenses encourues pour la mise en force de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions.

CÉDULE A.

CHEMINS DE FER POUR LA CONSTRUCTION DESQUELS DES DENIERS PUBLICS ONT ÉTÉ DÉPENSÉS OU APPROPRIÉS, SOIT PAR CETTE PROVINCE OU PAR LA CI-DEVANT PROVINCE DU CANADA.

La Compagnie du Chemin de Fer Canadien du *Pacifique*, pour la partie de son Chemin s'étendant de *Montréal* à *St Jérôme*, *Aylmer* et la *Cité d'Ottawa* y compris les embranchements de *St Lin* et de *St Eustache*.

La Compagnie du Chemin de Fer du *Nord* ;

La Compagnie du Chemin de Fer du *Grand Tronc* du *Canada*, pour la partie de son Chemin qui se trouve dans la Province ;

La Compagnie du Chemin de Fer de *Jonction* de *Pontiac* au *Pacifique*, pour la partie de son Chemin qui se trouve dans la Province ;

La Compagnie du Chemin de Fer *International* ;

“ “ de *Québec Central* ;

“ “ de *Montréal*, *Portland* et *Boston* ;

“ “ de *Waterloo* et *Magog* ;

“ “ du *Sud-Est* ;

“ “ de la *Vallée de Missisquoi* ;

“ “ de *Jonction* du *Lac Champlain* et du *St Laurent* ;

“ “ de *Colonisation* de *Montréal* et des *Laurentides* ;

“ “ de *Québec* et du *Lac St Jean*.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Garneau fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que, afin de pourvoir aux besoins du service public de cette Province, toute banque faisant des affaires de banque dans cette Province ; toute Compagnie d'assurance acceptant des risques et faisant des affaires d'assurance dans cette Province ; toute Compagnie incorporée faisant un commerce ou négoce quelconque dans cette Province ; toute Compagnie incorporée de prêt faisant des prêts dans cette Province ; toute Compagnie incorporée de navigation exploitant une ligne régulière de paquebots, de bateaux à

vapeurs ou autres navires, dans les eaux de cette Province ; toute Compagnie de télégraphe exploitant une ligne ou partie d'une ligne de télégraphe dans cette Province ; toute compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans cette Province ; toute Compagnie de Chemin de Fer Urbain exploitant une ligne de tel Chemin dans cette Province ; et toute Compagnie de Chemin de Fer ou *Tramway* exploitant un Chemin de Fer ou partie d'un Chemin de Fer ou *Tramway* dans cette Province, paiera annuellement les divers taxes mentionnées et spécifiées dans la résolution suivante :

Résolu, 2. Que les taxes annuelles imposées sur les Corporations Commerciales mentionnées et spécifiées dans la résolution précédente et payables par elles, seront comme suit :

I.—BANQUES.

(a) Cinq cents piastres lorsque le capital versé de la banque sera de cinq cent mille piastres ou moins que cette somme ; mille piastres lorsque le capital versé de la banque sera de cinq cent mille piastres à un million de piastres, et une somme additionnelle de deux cents piastres pour chaque million ou fraction d'un million de piastres du capital versé, depuis un million jusqu'à trois millions de piastres, et une autre somme additionnelle de cent piastres pour chaque million ou fraction de million de piastres du capital versé, au-delà de trois millions de piastres.

(b) Une taxe additionnelle de cent piastres, sur chaque bureau ou place d'affaires, dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque bureau ou places d'affaires dans tout autre endroit.

II.—COMPAGNIES D'ASSURANCE.

(a) Une Compagnie d'Assurance faisant affaire comme Assurance sur la vie seulement, cinq cents piastres.

(b) Une Compagnie d'Assurance faisant des affaires d'Assurance de tout autre espèce, quatre cents piastres, et faisant des affaires de deux ou plusieurs espèces d'Assurances à la fois, une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque espèce d'Assurance en sus de une.

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires établie dans tout autre endroit.

III.—COMPAGNIES INCORPORÉES.

(a) Cent piastres avec une somme additionnelle de cinquante piastres, pour chaque montant de deux cent cinquante mille piastres ou fraction de ce montant de deux cent cinquante mille piastres du capital versé de la Compagnie, au-dessus de deux cent cinquante mille piastres.

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier, dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier, dans tout autre endroit.

IV.—COMPAGNIES INCORPORÉES DE PRÊT.

(a) Une Compagnie à capital social fixe, quatre cents piastres avec une somme additionnelle de cinquante piastres, pour chaque million de piastres ou fraction d'un million de piastres du capital autorisé de la Compagnie au delà d'un million de piastres.

(b) Une Compagnie sans capital social fixe, cent piastres.

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

V.—COMPAGNIES INCORPORÉES DE NAVIGATION.

(a) Cent piastres, lorsque le capital versé est de cent mille piastres ou moins ; deux cents piastres, lorsque le capital versé est de cent mille piastres à cinq cent mille piastres, avec une somme additionnelle de cent piastres pour chaque cinq cent mille piastres ou fraction de cinq cent mille piastres du capital versé de la Compagnie, au delà de cinq cent mille piastres, sans toutefois excéder un maximum de mille piastres.

VI.—COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE.

- (a) Mille piastres.
- (b) Une taxe additionnelle de cinq piastres, pour chaque bureau d'affaires.

VII.—COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE.

- (a) Cinq cents piastres.
- (b) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour la station principale dans les Cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinquante piastres dans tout autre endroit.

VIII.—COMPAGNIES INCORPORÉES DE CHEMIN DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY.

- (a) Cinquante piastres, pour chaque mille de chemin de fer ou de tramway en opération.

IX.—COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.

(a) Les compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédulé A de ces résolutions, vingt piastres par chaque mille de chemin de fer en opération.

(b) Les autres compagnies de chemin de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération.

Résolu, 3. Que, les taxes imposées par les présentes résolutions, formeront partie du fonds consolidé du revenu de la Province.

Résolu, 4. Qu'une partie quelconque de ces taxes pourra être appliquée, de temps à autre, par le Trésorier de la Province, d'après les instructions du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, au paiement des dépenses encourues pour la mise en force de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions.

CÉDULE A.

CHEMINS DE FER POUR LA CONSTRUCTION DESQUELS DES DENIERS PUBLICS ONT ÉTÉ DÉPENSÉS OU APPROPRIÉS, SOIT PAR CETTE PROVINCE OU PAR LA CI-DEVANT PROVINCE DU CANADA.

La Compagnie du Chemin de Fer Canadien du *Pacifique*, pour la partie de son Chemin s'étendant de *Montréal* à *St Jérôme*, *Aylmer* et la Cité d'*Ottawa* y compris les embranchements de *St Lin* et de *St Eustache*.

La Compagnie du Chemin de Fer du *Nord* ;

La Compagnie du Chemin de Fer du *Grand Tronc* du *Canada*, pour la partie de son Chemin qui se trouve dans la Province.

La Compagnie du Chemin de Fer de *Jonction de Pontiac* au *Pacifique* ; pour la partie de son Chemin qui se trouve dans la Province ;

La Compagnie du Chemin de Fer *International* ;

"	"	de <i>Québec Central</i> ;
"	"	de <i>Montréal, Portland et Boston</i> ;
"	"	de <i>Waterloo et Magog</i> ;
"	"	du <i>Sud-Est</i> ;
"	"	de la <i>Vallée de Missisquoi</i> ;
"	"	de Jonction du <i>Lac Champlain</i> et du <i>St Laurent</i> ;
"	"	de colonisation de <i>Montréal</i> et des <i>Laurentides</i> ;
"	"	de <i>Québec</i> et du <i>Lac St Jean</i> .

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wirtelle*, ait la permission d'introduire un Bill pour imposer certaines taxes directes sur certaines Corporations Commerciales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant les taxes des écoles dans la Cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en cette Province, est en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise : et elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marion* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Marion* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Piquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 20 Mai 1882, demandant : Le Rapport du député arpenteur *Bouchette*, sur les droits des prétendus seigneurs de *Terra Firma*, de *Mingan*, avec la charte qui l'accompagne. (Documents de la Session, No 63.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 4 Mai 1882, demandant copies de tous les documents reçus par le Gouvernement, sous l'autorité de la section 26 du ch. 47, 43-44 *Vict.*, intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel," avec copie de la Proclamation mettant le dit Acte en force. (Documents de la Session, No 64.)

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie, P. M.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, informant Son Honneur que le Bill, intitulé : " Acte pour détacher les Cantons *Wolfe, Salaberry et Grandison*, situés dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques," a été passé par l'Assemblée Législative, du consentement de la majorité des Députés des Comtés indiqués dans la seconde cédule de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif, au Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes relatifs à la Cité de *Montréal*, étant lu ;

M. *Blanchet*, propose, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Que le dit amendement soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " d'aujourd'hui en trois mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Bernard,
Casavant,
Demers,

Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Frégeau,
Gagnon,

Irvine,
Laberge,
LeCavalier,
Marchand,
Martel,
Mercier,

Poulin,
Poupore,
Richard,
Trudel et
Watts.—23.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Blanchet,
Caron,
Champagne,
Charlebois,

Dumoulin,
Fortin,
Houde,
Joly,
Lalonde,

Leduc,
Loranger,
Marion,
Pâquet,
Paradis,

Riopel,
Robillard,
St Hilaire et
Wurtele.—19

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois d'aujourd'hui en trois mois.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill autorisant l'émission de débentures provinciales pour trois millions de piastres ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Et la Question étant mise aux voix.—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Blanchet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte autorisant l'émission des débetures provinciales. ”

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en cette Province, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif demande le concours de l'Assemblée Législative aux amendements faits par le Conseil au Bill intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*. ”

Et aussi le Conseil Législatif, informe la Chambre, qu'il n'insiste pas sur son amendement fait au Bill intitulé : “ Acte pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de *Québec*. ”

M. *Paradis* propose, secondé par M. *Casavant*, Que les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*, ” soient maintenant pris en considération.

L'Honorable M. *Chapleau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*, que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et que les mots “ le Message du Conseil Législatif au sujet du Bill intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*, ne soit pris en considération que Jeudi prochain à la seconde séance de la Chambre, ” soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis voix, il est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le Message du Conseil Législatif, au sujet du Bill intitulé : “ Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*, ” ne soit pris en considération que Jeudi prochain à la seconde séance de la Chambre.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 32 concernant la liquidation des Sociétés de Construction ;

M. Gagnon propose, secondé par M. Bernard, —Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

M. Blanchet propose comme amendement, secondé par M. Desjardins, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants, " Cette Chambre se formera en le dit Comité d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, —la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Chapleau,
Charlebois,
Desautniers,

Deschênes,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,

Houde,
Lalonde,
Leduc,
Loranger,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Pâquet,

Paradis,
Poulin,
Foupore,
Richard,
St Hilaire
Trudel
Watts et
Wärtele —34.

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,
Bernard,
Champagne,

Demers,
Gagnon,
Gauthier,

Irvine,
Joly,
Laberge,

Rinfret dit Malouin et
Shekyn.—11.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La Question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,
Résolu, Que cette Chambre se formera en le dit Comité d'aujourd'hui en six mois.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte 31 Victoria, chap. 7, concernant l'interprétation des Statuts de cette Province ; et après y avoir siégé quelque temps, l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Dumoulin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Dumoulin fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte d'interprétation de Québec, (31 Victoria, chapitre 7.)"

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, étant lu pour que la Chambre se forme en Comité, sur le Bill pour faire disparaître certaines inhabilités, provenant d'infractions à l'Acte Electoral de Québec.

M. Fortin propose, secondé par M. Blanchet, —Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Houde fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, Jeudi prochain.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, Mercredi matin ;

Mercredi, 24 Mai 1882.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif, au Bill pour abolir la qualification foncière des Membres de l'Assemblée Législative, étant lu ;

L'Honorable Procureur Général *Loranger* propose, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet*, Que le dit amendement soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Chapleau,
Charlebois,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Duhamel,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
Leduc,
Loranger,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Pâquet,
Paradis,*

*Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire,
Trudel et
Wârtele.—34.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Demers.*

*Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Laberge,*

*Rinfret dit Malouin et
Watts.—8.*

Ainsi, la Question est résolue affirmativement.

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois, et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Le Bill pour amender l'Acte 43-44 Vict., chap. 12, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour la première séance, Jeudi prochain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernard*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— Copie du titre ou des titres en vertu duquel ou desquels le Gouvernement détient l'emplacement du Corps Législatif.

Sur motion de M. Fortin, secondé par M. Dumoulin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant Cette Chambre,— Copie de toutes correspondances, réclamations, comptes et autres documents reçus par le Gouvernement ou aucun de ses membres, de *Philippe Auguste Choquette*, écuyer, avocat, de *Montmagny*, se rattachant à une enquête préliminaire, tenue par *Joseph Nicole*, juge de paix à *Montmagny*, dans les mois de décembre et janvier dernier.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le Bill concernant la construction du Palais de Justice de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour la première séance, Jeudi prochain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Jeudi prochain.

Jeudi, 25 Mai, 1882.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte incorporant Le Crédit Mobilier Canadien ; "

Bill intitulé : " Acte pour ériger la Paroisse de *Ste Anastasie de Nelson*, en une Municipalité séparée ; "

Bill intitulé : " Acte pour incorporer Le Crédit Mobilier et Agricole de *Québec* ; "

Bill intitulé : " Acte concernant le subside à accorder à la Compagnie de Sucre de Betterave de la Province de *Québec* et le bonus à être payé sur ce subside, pour la culture de la betterave ; "

Bill intitulé : " Acte pour détacher les Cantons de *Wolfe*, *Salaberry* et *Grandison*, situés dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques. "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel, " avec des amendements auxquels il demande le concours de l'Assemblée Législative.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel, " lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 1, retrancher les mots " Le premier paragraphe de, " et dans les lignes 2 et 3, effacer les mots " retranché et le suivant lui est substitué " et remplacer ces derniers mots par les suivants " amendée en retranchant tous les mots depuis le commencement de la section, jusqu'aux mots " *Fleuve St Laurent* " inclusivement dans la 14e ligne et en y substituant les mots suivants. "

Clause 6 (version anglaise seulement) après le premier mot effacer le chiffre " 3 " et le remplacer par le chiffre " 2. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 23 Mai, 1882, demandant : Copie du titre ou des titres, en vertu desquels le Gouvernement détient l'emplacement du Corps Législatif. [Document de la Session, No 65.]

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant la construction du Palais de Justice de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Blanchet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement. Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin, 1882, et le 30 Juin, 1883, et pour d'autres fins du service public, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour imposer certaines taxes directes sur certaines Corporations Commerciales ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Flynn*,—Que le dit Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Desjardins* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le Bill pour amender les sections 92 et 94 de l'Acte des Licences de *Québec*, de 1878, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre, pour la seconde séance, aujourd'hui.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernard*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la liste ou catalogue des ouvrages canadiens publiés ou achetés par le Département de l'Instruction Publique pour donner en prix.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la liste ou catalogue de tous les livres et brochures publiés ou achetés par les différents Départements Publics depuis le 1er novembre, 1879, non compris le Département de l'Instruction Publique, la dite liste, donnant, par chaque Département, et dans autant de colonnes, le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur, le nombre de copies et le coût.

L'Ordre du Jour pour recevoir le rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à l'Acte Electoral de *Québec*, étant lu ;

M. *Fortin* propose, secondé par M. *Desjardins*,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Houde* fait rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 43-44 *Vich.*, chap. 12 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le Bill pour encourager la plantation des arbres forestiers, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour la seconde séance aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill suivant sans amendement : " Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 24 *Victoria*, chap. 26 et autres, concernant la Cour du Recorder de la Cité de *Québec*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour permettre aux Compagnies incorporées par Statuts Spéciaux, d'augmenter leur capital-action et pour d'autres fins," avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour permettre aux Compagnies incorporées par des Statuts spéciaux d'augmenter leur capital-actions et pour d'autres fins." lesquels sont lus comme suit :

La Clause 2 est effacée.

Clause 3, ligne 1, effacer les mots " ou diminuer. "

Page 2, ligne 5, effacer les mots " ou de la diminution."

Clause 5, lignes 6 et 7, effacer les mots " ou diminuer selon le cas " et ligne 9 effacer les mots " ou diminué."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour imposer certaines taxes directes sur certaines Corporations Commerciales, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Würtele* propose, secondé par l'Honorable *M. Chapleau*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par *M. Bernard*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après la section 2, le paragraphe suivant : "Les mots "Compagnie incorporée" ne comprennent pas les Compagnies publiant des journaux et des revues."

Et l'amendement étant mis aux voix, Il est résolu affirmativement.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender, en ajoutant, après la section 2, le paragraphe suivant : "les mots Compagnie incorporée," ne comprennent pas les Compagnies publiant des journaux et des revues."

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Champagne fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour encourager la plantation des arbres forestiers ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Blanchet* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de l'Honorable Commissaire *Flynn*, secondé par l'Honorable Trésorier *Würtele*,

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit retiré.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la plantation des arbres forestiers.

L'Honorable Commissaire *Flynn* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que quiconque, étant propriétaire ou en possession à titre de propriétaire ou d'usufruitier d'un terrain, complantera une partie de ce terrain, de pas moins d'un acre d'étendue, d'arbres forestiers, aura droit de recevoir pour

chaque acre de terrain ainsi complanté, un permis d'acquisition de terrain qui l'autorisera à faire l'acquisition, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas douze piastres, de tout terrain public appartenant à la Province qui pourra être en vente dans l'Agence des Terres de la Couronne du District où ces arbres auront été plantés, ou si cette agence n'existe pas, dans l'Agence la plus voisine, sujet aux règles et règlements alors en force concernant la vente et l'aliénation des terrains publics de la Province.

Qu'il ne sera accordé aucun permis d'acquisition tant qu'il n'aura pas été démontré d'une manière satisfaisante, que le terrain a été employé pour cette culture, durant au moins trois ans, que les arbres sont vigoureux et en voie de croissance et que le terrain est entouré de bonnes clôtures pour le protéger contre les moutons et les bêtes à cornes.

Pourvu, toujours, que s'il est cultivé des plantes racines parmi les arbres forestiers plantés sur un terrain quelconque, ce terrain ne sera pas, seulement à raison de la culture de ces plantes-racines, censé n'être pas employé seulement à la culture des arbres forestiers conformément au présent Acte.

Résolu, 2. Que tout permis d'acquisition, sera transportable et pourra être utilisé dans les deux ans à compter de sa date, et s'il n'est pas utilisé durant cette période, il deviendra absolument nul et de nul effet et il ne sera pas renouvelé.

Résolu, 3. Que, du moment qu'un terrain sera complanté en arbres forestiers, il ne donnera pas à celui qui l'aura ainsi complanté droit à plus d'un permis d'acquisition.

Résolu, 4. Que, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, de temps à autre, faire des règlements concernant :

1. Le nombre et l'espèce des arbres qui pourront être cultivés dans chaque acre ;

2. Le nombre d'années durant lesquelles les arbres ainsi cultivés devront être conservés sans les abattre ;

3. Les autres termes et conditions à remplir par les personnes réclamant des permis d'acquisition.

Et le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra désigner par proclamation un jour qui sera observé comme jour de la fête des arbres, pour la plantation des arbres forestiers.

Résolu, 5. Que ces règlements pourront être modifiés ou révoqués, sans cependant affecter aucun droit acquis en vertu de ces règlements.

Résolu, 6. Le Commissaire, chaque fois qu'un de ces permis d'acquisition lui sera offert en paiement du prix d'achat de certains terrains de la Couronne, devra le mentionner sur le dos de ce permis d'acquisition et donner au porteur un reçu ou certificat qui aura le même effet que si le prix d'achat de ce terrain avait été payé en argent, conformément à la loi et aux règlements concernant la vente des Terres de la Couronne.

Résolu, 7. Que, lorsque le permis d'acquisition aura été pleinement utilisé, il sera remis au Commissaire des Terres de la Couronne.

Résolu, 8. Que aucun terrain ne pourra être acquis en vertu du présent Acte à moins qu'il n'ait une étendue de pas moins de cinquante et de pas plus de deux cents acres ; mais que si une personne a droit à un permis d'acquisition pour moins de cinquante acres, elle pourra payer la balance en argent aux mêmes formes et conditions que ceux auxquels les terres publiques sont acquises.

Résolu, 9. Semer des graines ou des noix ou planter des tiges, sera considéré comme une observation des dispositions du présent Acte.

Résolu, 10. Le présent Acte viendra en force par proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil dans telles parties de la Province qui seront désignées dans cette proclamation, ou par toute proclamation qui sera ci-après émanée.

CÉDULE.

Dans l'exercice des pouvoirs qui me sont conférés par l'Acte 45 Vict., chap. 13, j'autorise par les présentes de dans la District de , à acheter au montant de piastres, aucunes des terres publiques dans l'Agence des Terres de la Couronne de , offertes en vente ou en choix, sans paiement en argent, sujet, toutefois, aux dispositions contenues dans le dit Acte.

Date à ce jour de , 18

Commissaire des Terres de la Couronne.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Blanchet* fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que quiconque, étant propriétaire ou en possession à titre de propriétaire ou d'usufruitier d'un terrain, complantera une partie de ce terrain, de pas moins d'un acre d'étendue, d'arbres forestiers, aura droit de recevoir, pour chaque acre de terrain ainsi complanté, un permis d'acquisition de terrain qui l'autorisera à faire l'acquisition jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas douze piastres, de tout terrain Public appartenant à la Province qui pourra être en vente dans l'Agence des Terres de la Couronne du District où ces arbres auront été plantés ou si cette agence n'existe pas, dans l'agence la plus voisine, sujet aux règles et règlements alors en force concernant la vente et l'aliénation des terrains publics de la Province.

Qu'il ne sera accordé aucun permis d'acquisition tant qu'il n'aura pas été démontré d'une manière satisfaisante, que le terrain a été employé pour cette culture, durant au moins trois ans, que les arbres sont vigoureux et en voie de croissance et que le terrain est entouré de bonnes clôtures pour le protéger contre les moutons et les bêtes à cornes.

Pourvu toujours que s'il est cultivé des plantes-racines parmi les arbres forestiers plantés sur un terrain quelconque, ce terrain ne sera pas, seulement à raison de la culture de ces plantes-racines, censé n'être pas employé seulement à la culture des arbres forestiers conformément au présent Acte.

Résolu, 2. Que tout permis d'acquisition, sera transportable et pourra être utilisé dans les deux ans à compter de sa date, et s'il n'est pas utilisé durant cette période, il deviendra absolument nul et de nul effet et il ne sera pas renouvelé.

Résolu, 3. Que, du moment qu'un terrain sera complanté en arbres forestiers, il ne donnera pas à celui qui l'aura ainsi complanté droit à plus d'un permis d'acquisition.

Résolu, 4. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, de temps à autre, faire des règlements concernant :

1. Le nombre et l'espèce des arbres qui pourront être cultivés dans chaque acre ;

2. Le nombre d'années durant lesquelles les arbres ainsi cultivés devront être conservés sans les abattre ;

3. Les autres termes et conditions à remplir par les personnes réclamant des permis d'acquisition.

Et le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra désigner par proclamation un jour qui sera observé comme jour de la fête des arbres, pour la plantation des arbres forestiers.

Résolu, 5. Que ces règlements pourront être modifiés ou révoqués, sans cependant affecter aucun droit acquis en vertu de ces règlements.

Résolu, 6. Le Commissaire, chaque fois qu'un de ces permis d'acquisition lui sera offert en paiement du prix d'achat de certains terrains de la Couronne, devra le mentionner sur le dos de ce permis d'acquisition et donner au porteur un reçu ou certificat qui aura le même effet que si le prix d'achat de ce terrain avait été payé en argent, conformément à la loi et aux règlements concernant la vente des Terres de la Couronne.

Résolu, 7. Que, lorsque le permis d'acquisition aura été pleinement utilisé, il sera remis au Commissaire des Terres de la Couronne.

Résolu, 8. Que, aucun terrain ne pourra être acquis en vertu du présent Acte à moins qu'il n'ait une étendue de pas moins de cinquante et de pas plus de deux cents acres ; mais que si une personne a droit à un permis d'acquisition pour moins de cinquante acres, elle pourra payer la balance en argent aux mêmes formes et conditions que ceux auxquels les terres publiques sont acquises.

Résolu, 9. Semer des graines ou des noix ou planter des tiges, sera considéré comme une observation des dispositions du présent Acte.

Résolu, 10. Le présent Acte viendra en force par proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil dans telles parties de la Province qui seront désignées dans cette proclamation, ou par toute proclamation qui sera ci-après émanée.

CÉDULE.

Dans l'exercice des pouvoirs qui me sont conférés par l'Acte 45 Vict., chap. 13, j'autorise par les présentes de dans le District de à acheter au montant de piastres, aucune des terres publiques dans l'Agence des Terres de la Couronne de offertes, en vente ou en choix, sans paiement en argent, sujet, toutefois, aux dispositions contenues dans le dit Acte.

Daté à ce jour de , 18

Commissaire des Terres de la Couronne.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un Bill pour encourager la culture des arbres forestiers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité : et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Würtele*,

Résolu, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre du 16 Mai courant, relativement à un Message du Conseil Législatif, priant l'Assemblée Législative de renvoyer à leurs Honneurs le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*," afin de leur permettre de reconsidérer les amendements faits par leurs Honneurs à ce Bill, soit maintenant lue ;

Et la dite entrée est, en conséquence, lue ;

L'Honorable M. Chapleau propose, secondé par l'Honorable Trésorier Würtel, —Qu'un Message soit envoyé au Conseil Législatif, lui faisant connaître, qu'il appert dans le procès-verbal de la séance du 16 Mai 1882, de l'Assemblée Législative, à la page 339, qu'il a été reçu un Message du Conseil Législatif, priant l'Assemblée Législative de lui renvoyer le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*," afin de lui permettre de reconsidérer les amendements qu'il a faits à ce Bill ;

Qu'il appert dans le procès-verbal de la séance du 17 Mai 1882, que cette Chambre a consenti à renvoyer le dit Bill au Conseil Législatif, pour lui permettre de reconsidérer ces amendements ;

Que ce Bill est maintenant encore devant cette Chambre dans la même forme que la première fois, et qu'il n'appert pas quelle reconsidération le Conseil Législatif a donné aux amendements qu'il a faits à ce Bill, ou s'il a même reconsidéré ces amendements.

Que le Bill soit renvoyé au Conseil Législatif, avec prière de vouloir bien donner effet à son Message du 16 Mai courant, et de faire connaître à cette Chambre s'il a reconsidéré ces amendements, avant que cette Chambre ne prenne action sur les dits amendements ; et la Question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Champagne,
Chapleau,*

*Charlebois,
Desaulniers,
Desjardins,
Duckett,
Duhamel,
Dumoulin,
Flynn,
Fortin,
Frégeau,
Garneau,*

*Gauthier,
Houde,
Latonde,
LeCavalier,
Leduc,
Loranger,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Pâquet,*

*Paradis,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Riopel,
Robillard,
St Hilaire
Trudel et
Würtel.—39.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Demers,*

*Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Laberge,*

*Rinfret dit Matouin et
Shehyn.—8.*

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit Message au Conseil Législatif.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les sections 92 et 94 de l'Acte des Licences de *Québec*, de 1878 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *LeCavalier* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender la Loi des Licences de *Québec*, de 1878. (41 *Vict.*, chap. 3.)

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer, des Quais et Elévateurs de *Richelieu* et de *Longueuil*, " avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 556, du Code de Procédure Civile, " sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer, des Quais et Elévateurs de *Richelieu* et de *Longueuil*, " lesquels sont lus comme suit :

1. Le titre du Bill est amendé de manière à se lire comme suit : " Acte pour incorporer la Compagnie des Quais et Elévateurs de *Longueuil*."

2. Dans le Préambule, lignes 1 et 2, effacer les mots " que la construction d'un Chemin de Fer, telle que ci-après exposée ainsi."

3. Dans les lignes 6 et 7 du Préambule, effacer les mots suivants " Cette partie du pays que ce Chemin de Fer traversera ainsi que pour. "

4. Ligne 10 du Préambule, effacer les mots " un Chemin de Fer, ainsi que."

5. Clause 1, ligne 3, après le nom " *Alphonse* " effacer le nom " *Beaudry* " et le remplacer comme suit : " *U. Beaudry*."

6. Clause 1, ligne 8, effacer les mots " de Chemin de Fer, " et même ligne et ligne suivante, effacer les mots " du *Richelieu*."

7. Clause 2,—Effacer tous les mots des lignes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 excepté les deux derniers mots de la ligne 7 et dans ligne 8, effacer le mot " aussi. "

8. La Clause 3 est effacée.

9. Clause 5, ligne 1, effacer le mot " six et le remplacer par le mot " cinq."

10. Clause 6, ligne 2, effacer les mots " de son dit Chemin de Fer ou."

11. Clause 7, ligne 1,—Effacer le mot " soixante " et le remplacer par le mot " dix."

12. Même clause, lignes 9 et 10,—Effacer les mots " et dans le District d'*Iberville*."

13. Clause 9, ligne 2, effacer le mot " vingt " et le remplacer par le mot " dix."

14. Clause 10,—Effacer le dernier mot de la ligne 12 tous les mots des lignes 13 et 14 et les trois premiers mots de la ligne 15.

15. Même clause, ligne 17, avant le mot " cent " ajouter le mot " trois " et ligne 19, effacer le mot " soixante " et le remplacer par le mot " dix."

16. La clause 11 est effacée.

17. Les clauses 15 et 17 sont effacées.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse supplémentaire à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 20 Mai 1882, demandant copie du rapport du Duputé-Arpenteur *Bouchette*, sur les droits des prétendus seigneurs de *Terra firma de Mingan*, avec la charte qui l'accompagne. [Documents de la Session, No 63.]

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur, du Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les Règles et Ordres Permanents pour la Régie de cette Chambre, présente le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : Qu'ayant pris en considération la motion adoptée par Votre Honorable Chambre, le 9 Mai courant, pour qu'il soit fait une série des Bills Privés et Publics, croit devoir recommander le règlement suivant :

Le Greffier de l'Assemblée Législative devra conserver une série des Bills Privés et Publics, comprenant :

1. Le texte de chaque Bill Privé ou Public, tel que déposé sur le Bureau de la Chambre ;

2. Les amendements et sous amendements faits à ces Bills en Comité Général, Spécial ou Permanent de cette Chambre avec le nom du Promoteur ;

3. Un exemplaire de chaque Bill Privé ou Public, tel qu'amendé et ré-imprimé par ordre de la Chambre ;

4. Un exemplaire de chaque Bill Privé ou Public, tel qu'envoyé au Conseil Législatif.

Le Greffier de l'Assemblée Législative fera déposer, à la fin de chaque session, cette série de Bills Privés et Publics à la Bibliothèque du Parlement, pour y être gardée par le conservateur de la Bibliothèque.

Ce règlement ne sera mis à effet qu'au commencement de la prochaine session.

Votre Comité croit devoir recommander, de plus, que la Règle 50 soit amendée en retranchant dans les sixième et septième lignes, les mots : " et en substance, dans d'autres journaux anglais et français," et dans les onzième et douzième lignes les mots : " et dans d'autres journaux de la Province."

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 12,

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau à renvoyé un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Desjardins fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte général des mines de Québec, de 1880."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Honorable M. Chapleau propose, secondé par l'Honorable Trésorier Wurtele, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant certains subsides à être accordés à certains chemins de fer.

L'Honorable M. *Chapleau* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle J. D. *Brousseau*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Portneuf*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Brousseau* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, Vendredi matin

Vendredi, 26 Mai 1882.

Et la motion étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu., 10. Qu'il est opportun d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, à accorder les subsides suivants, pour aider à la construction des Chemins de fer ci-après désignés :

a. La somme de mille piastres par mille en sus du subside déjà accordé par la Législature, et une quantité de cinq mille acres de terre par mille, pourvu que le nombre total de milles ne dépasse pas 170 milles, pour un Chemin de fer partant du Chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à 4 milles de *Québec*, et allant au *Lac St-Jean*. Le subside de \$4000 piastres accordé par des statuts antérieurs, devant être accordé pour tout le parcours de ce Chemin, savoir pour 170 milles ;

b. Une quantité de 10,000 acres de terre par mille, pour un Chemin de Fer partant de la station *Métapédia*, comté de *Bonaventure*, sur le Chemin de Fer *Intercolonial*, jusqu'au bassin de *Gaspé*, en passant par le port de *Paspébiac*, comté de *Bonaventure* sur la *Baie des Chaleurs*, pourvu que la longueur de ce Chemin n'excède pas cent quatre-vingt milles ;

c. Une quantité de 10,000 acres de terre par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point quelconque entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, ou dans le voisinage de l'une ou l'autre de ces deux localités, jusqu'à un point sur la frontière du *Nouveau-Brunswick*, dans la direction d'*Edmonton*, dans le *Nouveau-Brunswick*, pourvu que la longueur de ce Chemin n'excède pas soixante-six milles ;

d. Une quantité de 8,000 acres de terre par mille, pour un Chemin de Fer partant de l'extrémité Nord du Chemin de Fer des *Piles*, et allant vers le Nord, jusqu'à un point de réunion avec le Chemin de Fer du *Lac St-Jean*, vers l'extrémité Sud du *Lac Edouard*, pourvu que la longueur de ce Chemin n'excède pas soixante milles ;

e. Une quantité de 6,000 acres de terres par milles, pour un Chemin de Fer partant de la station de *Hull*, comté d'*Ottawa*, sur le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au village *Le Désert*, dans le comté d'*Ottawa*, pourvu que la longueur de ce Chemin n'excède pas soixante-et-quinze milles ;

f. Une quantité de 4'000 acres de terres par mille pour un Chemin de Fer partant d'un point entre *Buckingham*, et *Rockland*, sur le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au village d'*Aylwin*, dans le comté d'*Ottawa*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas cinquante-deux milles ;

g. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du village de *La Chute*, à un point de jonction avec le Pacifique Canadien, jusqu'au village de *St-André*, dans le comté d'*Argenteuil*, pourvu que la longueur total de ce Chemin n'excède pas sept milles ;

h. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du village de *St-Jérôme*, à un point de jonction avec l'embranchement du Pacifique Canadien, jusqu'au village de *St-Agathe* au nord, et jusqu'au ou près du village de *New-Glasgow*, dans le comté de *Terrebonne*, pourvu que la longueur de ce Chemin n'excède pas quarante cinq milles ;

i. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point sur un embranchement du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'à un point dans le township *Wentworth*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt-et-un milles ;

j. Une quantité de terres de 4,000 acres par mille, pour un Chemin de Fer partant du Village de *St Lin*, Comté de l'*Assomption*, à un point de jonction avec l'embranchement du Pacifique Canadien, jusqu'au Village de *Ste Julienne*, dans le Comté de *Montcalm*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles ;

k. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille pour un Chemin de Fer partant du Village de *St Félix de Valois*, à un point de jonction avec l'embranchement du *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* jusqu'au Village de *St Gabriel de Brandon*, dans le Comté de *Berthier*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas dix milles ;

l. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de la Station de *Louiseville*, sur le Chemin de Fer du *Nord*, passant par le Village de *Hunterstown*, jusqu'à un point sur la Rivière *Mattawin*, près du Township *Brassard*, dans le Comté de *Maskinongé*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles ;

m. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un endroit sur le bord de la Rivière *St Charles*, dans la Cité de *Québec*, jusqu'au Village de la *Malbaie*, dans le Comté de *Charlevoix*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quatre-vingt-dix milles ;

(n). Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point dans le Township de *Leeds*, Comté de *Mégantic*, jusqu'à un point sur le *Québec Central* ou le *Grand Tronc*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles ;

(o). Une quantité de 4,000 acres de terres par milles, pour un Chemin de Fer passant d'un point à la frontière de la Province de *Québec*, pour opérer une jonction avec le Chemin de Fer de *Boston*, *Concord* et *Montréal*, jusqu'à un point à dix milles de *Hall's Stream*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trente milles ;

(p). Une quantité de 3,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de la station de l'*Epiphanie* ou l'*Assomption*, sur le *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, jusqu'au Village de l'*Assomption*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trois milles et demi ;

(q). Qu'une période de deux années, à partir de la passation du présent Acte, soit accordée au Chemin de Fer *Missisquoi* et *Black River*, pour avoir droit, en terminant, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la portion de son chemin exigée par un Ordre en Conseil, à un Subside en argent de quatre mille piastres par mille, conformément et en vertu de l'Acte 41 *Victoria*, chapitre 2, section 3 ;

(r). Qu'une quantité de 8,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point sur la ligne principale du Chemin de Fer de *Montréal*,

Portland et Boslon, au Village ou près du Village de *Marieville*, et se dirigeant jusqu'à un point sur le Chemin de Fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *Saint Laurent*, en la Paroisse de *St Paul d'Abbottsford*, dans le comté de *Rouville*, pourvu que la longueur de chemin n'excède pas quinze milles, cet octroi sujet aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra établir.

Résolu, 2. Que le choix des terrains pour être ainsi donnés en subsides, sera laissé entièrement au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, qui devra autant, que possible, les fixer sur le parcours ou dans le voisinage de chaque ligne respectivement, en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou de quatre milles en superficie ; sujet aux conditions suivantes :

1. Dans les deux années qui suivront la passation du présent Acte, les compagnies auxquelles les subsides écherront, devront fournir au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la preuve de leurs ressources pour la construction de leurs chemins respectifs, et sur telle preuve, fonder leur demande du subside présentement accordé ; et, à l'expiration de ces deux années, si telle preuve n'a pas été faite à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, tel subside sera nul et non avenu et cessera d'être autorisé par la loi ;

2. Si dans ce délai de deux années suivant la passation du présent Acte, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, juge à propos de fixer les blocs alternatifs qui devront être accordés respectivement à chaque Compagnie, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil devra en même temps, établir la quantité de travaux que chaque Compagnie devra exécuter dans les six mois suivant l'expiration des deux années plus haut mentionnées, et à défaut de l'exécution de tels travaux, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, sur un rapport du Commissaire des Chemins de Fer, annuler par proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'Ordre en Conseil fixant les blocs de terre pour telle compagnie en défaut, et dans ce cas tel subside sera également nul et non avenu, et cessera d'être autorisé par la loi.

Résolu, 3. Que la détermination de ces blocs alternatifs ne privera pas les possesseurs de limites, des droits d'exploitation qu'ils ont acquis du Gouvernement, tant que les Compagnies de Chemin de Fer, n'auront pas complété la construction de leur chemin, et, quant aux terres actuellement sous licences de coupes de bois, tant qu'elles n'installeront pas sur les terrains ainsi concédés des colons de bonne foi qui défricheront le dit terrain d'une manière conforme aux règlements du Département des Terres de la Couronne, lesquels, pour les fins du présent Acte, pourront être modifiés de manière à permettre de donner des lots de 500 acres à chaque colon de bonne foi.

Résolu, 4. Que le Gouvernement ne pourra vendre moins d'une piastre l'acre, les terrains contigus aux blocs ainsi concédés et livrés aux Chemins de Fer.

Résolu, 5. Que dans le cas où parmi les terrains ainsi mis en réserve pour les Compagnies de Chemin de Fer se trouveraient des terrains miniers, il sera loisible aux Compagnies de garder ces terrains en payant au Gouvernement une somme de deux piastres de l'acre, pour toute étendue de terrain que le Commissaire des Terres de la Couronne déclarera être d'une nature minière ou de diminuer d'une quantité proportionnelle, en calculant la valeur des terres à une piastre l'acre, l'octroi auquel elles auraient droit ; mais, cette option ne sera permise qu'en autant que les autres conditions imposées aux Compagnies auront été remplies, et que celles-ci auront fourni la preuve qu'elles peuvent compléter leur entreprise.

Résolu, 6. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra évaluer le prix et régler la quantité d'acres de terres ainsi concédés par mille de Chemin de Fer, de manière à ce que ce subside en terres ne représente pas plus, lors de la concession, que la somme de :

\$10,000 par mille pour le Chemin de *Métapédia* au *Bassin de Gaspé* ;

\$10,000 par mille pour le Chemin de la *Rivière-du-Loup*, (en bas), à la Frontière du *Nouveau-Brunswick* ;

\$8,000 par mille pour le Chemin du terminus des *Piles* au *Lac Edouard* ;

\$6,000 par mille pour le Chemin de la Station de *Hull* au *Désert* ;

\$5,000 par mille pour le Chemin d'un point d'intersection sur le Chemin de Fer du Nord, dans le Comté de Québec au Lac St Jean ;

\$4,000 par mille pour les Chemins :

D'un point d'intersection entre *Buckingham* et *Rockland* à *Aylwin* ;

De *Lachute* à *St André* ;

De *St Jérôme* à *Ste Agathe* ;

D'un point d'embranchement du Pacifique Canadien à *Wentworth* ;

De *St Lin* à *Ste Julienne* ;

De *St Félix de Valois* à *St Gabriel de Brandon* ;

De *Louiseville* à la *Mattawin* ;

De la Rivière *St Charles*, vis-à-vis Québec, à la *Malbaie* ;

D'un point dans le Township de *Leeds* jusqu'au Québec Central ou au Grand Tronc ;

D'un point sur la Frontière en jonction avec le Chemin de Fer de *Boston*, *Concord* et *Montréal*, jusqu'à dix milles de *Hall's Stream* ;

\$3,000 par mille pour un Chemin partant d'un point entre les Stations de l'*Assomption* et de l'*Epiphanie* jusqu'à l'*Assomption* ;

Pourvu toujours que le minimum de cette évaluation pour aucune des terres concédées soit d'une piastre l'acre.

Résolu, 7. Que des Lettres-Patentes n'émaneront pas pour les terres que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourrait accorder en vertu du présent acte, tant que les Chemins de Fer ayant droit aux dits subsides n'auront pas été complétés ; à moins que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ne juge expédient d'accorder une proportion de ces subsides pour chaque section de vingt milles de Chemin ainsi complétés.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fautenil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu à la première séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 26 Mai 1882.

L'Honorable Procureur Général *Loranger* présente à la Chambre le Second Rapport de la Commission nommée pour réviser et refondre les Statuts de la Province, lequel est lu comme suit :

*A l'Honorable Assemblée Législative
de la Province de Québec.*

La Commission nommée pour réviser et refondre les Statuts de la Province a l'honneur de vous faire son Troisième Rapport.

Comme votre Honorable Chambre pourra le voir, en référant au Premier Rapport de votre Commission, en date du 27 Avril 1881, qui cite un rapport précédent fait par l'Ancienne Commission révoquée le 12 Mai 1878, l'œuvre qui lui a été confié se divise en trois parties distinctes ;

1. Le choix des lois d'un ordre permanent en force en cette Province, et leur compilation ou collection en un seul volume, contenant dans un contexte successif et continu, toute la loi sur chacun des sujets qui entre dans le cadre de la révision.

2. La proposition des amendements à faire au droit existant.

3. Une rédaction nouvelle de toute la législation statutaire.

La Commission croit pouvoir invoquer ces deux rapports pour faire comprendre la somme de travail qu'a dû lui coûter la première partie de son œuvre, c'est-à-dire la compilation qui est maintenant terminée et qu'elle a l'honneur de vous présenter.

Cette compilation serait complétée depuis quelque temps, si pendant la dernière Session, votre Honorable Chambre n'avait pas chargé la Commission d'un projet de réformes judiciaires, qu'il était nécessaire de terminer pour la présente Session et qui vous a été soumis.

La Commission a donc dû faire marcher de front les deux ouvrages dont l'importance et le volume formeront, elle espère, une preuve du zèle qu'elle a apporté à l'accomplissement du double devoir qui lui a été imposé.

Si les principes adoptés, pour reconnaître la compétence de notre législation Provinciale, sont acceptés par votre Honorable Chambre et qu'elle reconnaisse sa juridiction sur les matières du présent rapport, votre Commission se mettra immédiatement en mesure d'achever aussi promptement que possible les deux dernières parties de son œuvre, qui, dans son état actuel, serait déjà d'une grande utilité, par l'indication et le rapprochement de la loi en force sur chaque matière, mais qui le sera bien davantage quand cette compilation aura été suivie des deux autres parties de ses attributions.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre, le Quinzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a examiné le Bill intitulé : "Acte concernant les renouvellements d'enregistrement, après la mise en vigueur des cadastres," et qu'il n'en recommande pas l'adoption.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. Dumoulin, du Comité Permanent de Législation, présente à la Chambre, le Seizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a pris en considération la référence à lui faite par cette Honorable Chambre, le vingt-huit Avril 1882, ordonnant que le rapport de toutes les décisions judiciaires, déclarant inconstitutionnels tous actes ou parties d'actes de cette Législature, avec indication des tribunaux et des noms des juges qui ont rendu ces jugements, des appels intervenus, avec en outre, une mention ou analyse sommaire de tels jugements, tant en première instance qu'en appel, soit référé au Comité de Législation et vu le défaut des protonotaires de produire les documents ci-haut cités,

Il a l'honneur de vous faire rapport, qu'il n'a pu prendre d'action sur la matière de cette référence, mais qu'il suggère à votre Honorable Chambre d'autoriser l'Honorable Procureur Général à adopter sur le sujet, telles mesures qu'il jugera convenable pendant la vacance de cette Honorable Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité de toute la chambre sur certaines Résolutions proposées, concernant certains Subsidés à être accordés à certains chemins de fer, étant lu ;

L'Honorable M. Chappleau propose, secondé par l'Honorable Solliciteur Général Lynch,—Que le Rapport soit maintenant reçu.

La dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que les dites Résolutions soient de nouveau renvoyées à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité,
La chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

[EN COMITÉ.]

Résolu,—1 Qu'il est opportun d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, à accorder les Subsidés suivants, pour aider à la construction des Chemins de Fer ci-après désignés :

(a). La somme de mille piastres par mille en sus du Subside déjà accordé par la Législature, et une quantité de cinq mille acres de terre par mille, pourvu que le nombre total de milles ne dépasse pas 170 milles, pour un Chemin de Fer partant du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à 4 milles de *Québec*, et allant au *Lac St Jean*.

Le Subside de \$4,000 piastres accordé par des statuts antérieurs, devant être accordé pour tout le parcours de ce chemin, savoir 170 milles ;

(b). Une quantité de 10,000 acres de terre par mille, pour un Chemin de Fer partant de la station *Métapédia*, Comté de *Bonaventure*, sur le chemin de fer *Intercolonial*, jusqu'au bassin de *Gaspé*, en passant par le port de *Paspébiac*, Comté de *Bonaventure* sur la *Baie des Chaleurs*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas cent quatre-vingt milles ;

(c). Une quantité de 10,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer, partant d'un point quelconque entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville* ou dans le voisinage de l'une ou de l'autre de ces deux localités, jusqu'à un point sur la frontière du *Nouveau-Brunswick*, dans la direction d'*Edmonton*, dans le *Nouveau-Brunswick*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante-six milles ;

d. Une quantité de 8,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de l'extrémité *Nord* du Chemin de Fer des *Piles* et allant vers le *Nord*, jusqu'à un point de réunion avec le Chemin de Fer du *Lac St Jean*, vers l'extrémité *Sud* du *Lac Edouard*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles ;

e. Une quantité de 6,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de la Station de *Hull*, Comté d'*Ottawa*, sur le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au Village *Le Désert*, dans le Comté d'*Ottawa*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante-et-quinze milles ;

f. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point entre *Buckingham* et *Rockland*, sur le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au Village d'*Aylwin*, dans le Comté d'*Ottawa*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas cinquante-deux milles ;

g. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille pour un Chemin de Fer partant du Village de *Lachute*, à un point de jonction avec le Pacifique Canadien jusqu'au Village de *St André*, dans le Comté d'*Argenteuil*, pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles ;

h. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du Village de *St Jérôme*, à un point de jonction avec l'embranchement du Pacifique Canadien, jusqu'au Village de *Ste Agathe* au nord, et jusqu'au ou près du Village de *New-Glasgow*, dans le Comté de *Terrebonne*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quarante-cinq milles ;

i. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point sur un embranchement du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'à un point dans le Canton *Wentworth*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt-et-un milles ;

j. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille pour un Chemin de Fer partant du Village de *St Lin*, Comté de l'*Assomption*, à un point de jonction avec l'avec l'embranchement du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au Village de *Ste Julienne*, dans le Comté de *Montcalm*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles ;

k. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du Village de *St Félix de Valois*, à un point de jonction avec l'embranchement du *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, jusqu'au Village de *St Gabriel de Brandon*, dans le Comté de *Berthier*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas dix milles ;

l. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de la Station de *Louiseville*, sur le Chemin de Fer du *Nord* passant par le Village de *Hunterstown*, jusqu'à un point sur la Rivière *Mattawin*, près du Canton *Brassard*, dans le Comté de *Maskinongé*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles ;

m. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un endroit sur le bord de la Rivière *St Charles*, dans la Cité de *Québec*, jusqu'au Village de la *Malbaie*, dans le Comté de *Charlevoix*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quatre-vingt-dix milles ;

n. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point dans le Canton de *Leeds*, Comté de *Mégantic*, jusqu'à un point sur le *Québec Central* ou le *Grand Tronc*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles ;

o. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer passant d'un point à la frontière de la Province de *Québec*, pour opérer une jonction avec le Chemin de Fer de *Boston, Concord et Montréal*, jusqu'à un point à dix milles de *Hall's Stream*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trente milles ;

p. Une quantité de 3,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de la Station de l'*Épiphanie* ou de l'*Assomption*, sur le *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, jusqu'au Village de l'*Assomption*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trois milles et demi ;

q. Si, en aucun temps durant une période de deux ans à compter de la passation du présent Acte, la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire*, paracheve, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, cette partie de son Chemin de Fer qui lui donne droit à un subside de quatre mille piastres par mille, en vertu du Statut de cette Province, 41 *Victoria*, chap. 2, section 3, la Compagnie aura droit de recevoir telle autre somme additionnelle qui lui assurera un subside de quatre mille piastres par mille de la partie alors non-achevée de son Chemin de Fer.

(r). Qu'une quantité de 8,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point sur la ligne principale du Chemin de Fer de *Montréal, Portland et Boston*, au Village ou près du Village de *Marieville*, et se dirigeant jusqu'à un point sur le Chemin de Fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *Saint Laurent*, en la Paroisse de *St Paul d'Abbottsford*, dans le comté de *Rouville*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quinze milles, ces octrois sujets aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra établir.

Résolu,—2. Que le choix des terrains pour être ainsi donnés en subsides, sera laissé entièrement au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, qui devra, autant que possible, les fixer sur le parcours ou dans le voisinage de chaque ligne respectivement, en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou de quatre milles en superficie ; sujets aux conditions suivantes ;

1. Dans les deux années qui suivront la passation du présent Acte, les compagnies auxquelles les subsides écherront, devront fournir au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la preuve de leurs ressources pour la construction de leurs chemins respectifs, et sur telle preuve, fonder leur demande du subside présentement accordé ; et, à l'expiration de ces deux années, si telle preuve n'a pas été faite à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, tel subside sera nul et non avenue et cessera d'être autorisé par la loi ;

2. Si dans ce délai de deux années suivant la passation du présent Acte, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, juge à propos de fixer les blocs alternatifs qui devront être accordés respectivement à chaque compagnie, le Lieutenant-

Gouverneur en Conseil devra en même temps, établir la quantité de travaux que chaque compagnie devra exécuter dans les six mois suivant l'expiration des deux années plus hauts mentionnées, et à défaut de l'exécution de tels travaux, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, sur un rapport du Commissaire des Chemins de Fer, annuler par proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'Ordre en Conseil fixant les blocs de terre pour telle compagnie en défaut, et dans ce cas tel subside sera également nul et non avenue, et cessera d'être autorisé par la loi.

3. Que la détermination de ces blocs alternatifs ne privera pas les possesseurs de limites, des droits d'exploitation qu'ils ont acquis du Gouvernement, tant que les compagnies de chemin de fer, n'auront pas complété la construction de leur chemin, et, quant aux terres actuellement sous licences de coupes de bois, tant qu'elles n'installeront pas sur les terrains ainsi concédés des colons de bonne foi qui défricheront le dit terrain d'une manière conforme aux règlements du Département des Terres de la Couronne, lesquels, pour les fins du présent Acte, pourront être modifiés de manière à permettre de donner des lots de 500 acres à chaque colon de bonne foi.

4. Que le Gouvernement ne pourra vendre moins d'une piastre l'acre, les terrains contigus aux blocs ainsi concédés et livrés aux chemins de Fer.

5. Que, dans le cas où parmi les terrains ainsi mis en réserve pour les compagnies de chemin de fer se trouveraient des terrains miniers, il sera loisible aux compagnies de garder ces terrains en payant au Gouvernement une somme de deux piastres de l'acre, pour toute étendue de terrain que le Commissaire de Terres de la Couronne déclarera être d'une nature minière ou de diminuer d'une quantité proportionnelle, en calculant la valeur des terres à une piastre l'acre, l'octroi auquel elles auraient droit ; mais, cette option ne sera permise qu'en autant que les autres conditions imposées aux compagnies auront été remplies, et que celles-ci auront fourni la preuve qu'elles peuvent compléter leur entreprise.

6. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra évaluer le prix et régler la quantité d'acres de terre ainsi concédés par mille de chemin de fer, de manière à ce que ce subside en terres ne représentera pas plus, lors de la concession, que la somme de

\$10,000 par mille pour le chemin de *Métapédia* au *Bassin de Gaspé* ;

\$10,000 par mille pour le chemin de la *Rivière-du-Loup*, en bas, à la frontière du *Nouveau-Brunswick* ;

\$8,000 par mille pour le chemin du terminus des *Piles* au *Lac Edouard* ;

\$6,000 par mille pour le chemin de la station de *Hull* au *Désert* ;

\$5,000 par mille pour le chemin d'un point d'intersection sur le chemin de fer du Nord, dans le comté de *Québec*, au *Lac St Jean* ;

\$4,000 par mille pour les chemins d'un point d'intersection entre *Buckingham* et *Rockland* à *Aylwin* ;

De *Lachute* à *St André* ;

De *St Jérôme* à *Ste Agathe* ;

D'un point d'embranchement du *Pacifique Canadien* à *Wentworth* ;

De *St Lin* à *Ste Julienne* ;

De *St Félix de Valois* à *St Gabriel de Brandon* ;

De *Louiseville* à la *Mattawin* ;

De la *Rivière St Charles*, vis-à-vis *Québec*, à la *Malbaie* ;

D'un point dans le Township de *Leeds* jusqu'au *Québec Central* ou au *Grand Tronc* ;

D'un point sur la frontière en jonction avec le chemin de Fer de *Boston*, *Concord* et *Montréal*, jusqu'à dix milles de *Hall's Stream* ;

\$3,000 par mille pour un chemin partant d'un point entre les stations de *l'Assomption* et de *l'Epiphanie* jusqu'à *l'Assomption* ;

Pourvu toujours que le minimum de cette évaluation pour aucune des terres concédées soit d'une piastre l'acre.

7. Que des lettres patentes n'émaneront pas pour les terres que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourrait accorder en vertu du présent Acte, tant que les chemins de Fer ayant droits aux dits subsides n'auront pas été complétés; à moins que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ne juge expédient d'accorder une proportion de ces subsides pour chaque section de vingt milles de chemin ainsi complétés.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Et la Question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu; la Chambre se divise: et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Garneau fait, en conséquence, rapport des dites résolutions lesquelles sont lues comme suit:

Résolu,—1. Qu'il est opportun d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, à accorder les subsides suivants, pour aider à la construction des Chemins de Fer ci-après désignés:

(a). La somme de mille piastres par mille en sus du subside déjà accordé par la Législature, et une quantité de cinq mille acres de terres par mille, pourvu que le nombre total de milles ne dépense pas 170 milles, pour un Chemin de Fer partant du Chemin de Fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à 4 milles de Québec, et allant au Lac St Jean.

Le Subside de \$4,000 piastres accordé par des statuts antérieurs, devant être accordé pour tout le parcours de chemin, savoir 170 milles;

(b). Une quantité de 10,000 acres de terre par mille, pour un Chemin de Fer partant de la station Matapédia, Comté de Bonaventure, sur le Chemin de Fer Intercolonial, jusqu'au bassin de Gaspé, ou passant par le port de Paspébiac, comté de Bonaventure sur la Baie des Chaleurs, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas cent quatre-vingt milles;

(c). Une quantité de 10,000 acres de terre par mille, pour un Chemin de Fer, partant d'un point quelconque entre la Rivière-Onelle et Fraserville ou dans le voisinage de l'une de l'autre de ces deux localités, jusqu'à un point sur la frontière du Nouveau-Brunswick, dans la direction d'Edmonton, dans le Nouveau-Brunswick, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante-six milles;

d. Une quantité de 8,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de l'extrémité Nord du Chemin de Fer des Piles et allant vers le Nord, jusqu'à un point de réunion avec le Chemin de Fer du Lac St Jean, vers l'extrémité Sud du Lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles;

e. Une quantité de 6,000 acres de terres par milles pour un Chemin de Fer partant de la Station de Hull, Comté d'Ottawa, sur le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au Village Le Désert, dans le Comté d'Ottawa, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante-et-quinze milles;

f. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille pour un Chemin de Fer partant d'un point entre Buckingham et Rockland, sur le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au Village d'Aylwin, dans le Comté d'Ottawa, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas cinquante-deux milles;

g. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du Village de Lachute, à un point de jonction avec le Pacifique Canadien, jusqu'au Village de St André, dans le Comté d'Argenteuil, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas sept milles;

h. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du Village de St Jérôme, à un point de jonction avec l'embranchement du Pacifique Canadien, jusqu'au Village de Ste Agathe au nord, et jusqu'au ou près du Village de New-Glasgow, dans le Comté de Terrebonne, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quarante-cinq milles;

i. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point sur un embranchement du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'à un point dans le Canton de *Wentworth*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt-et-un milles ;

j. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du Village de *St Lin*, Comté de l'*Assomption*, à un point de jonction avec l'embranchement du Chemin de Fer du Pacifique Canadien, jusqu'au Village de *Ste Julienne*, dans le Comté de *Montcalm*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles ;

k. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant du Village de *St Félix de Valois*, à un point de jonction avec l'embranchement du *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, jusqu'au Village de *St Gabriel de Brandon*, dans le Comté de *Berthier*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas dix milles ;

l. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de la Station de *Louiseville*, sur le Chemin de Fer du *Nord* passant par le Village de *Hunterstown*, jusqu'à un point sur la Rivière *Mattawin*, près du Canton *Brassard*, dans le Comté de *Maskinongé*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles ;

m. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un endroit sur le bord de la Rivière *St Charles*, dans la Cité de *Québec*, jusqu'au Village de la *Malbaie*, dans le Comté de *Charlevoix*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quatre-vingt-dix milles ;

n. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point dans le Canton de *Leeds*, Comté de *Mégantic*, jusqu'à un point sur le *Québec Central* ou le *Grand Tronc*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles ;

o. Une quantité de 4,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer passant d'un point à la frontière de la Province de *Québec*, pour opérer une jonction avec le Chemin de Fer de *Boston, Concord et Montréal*, jusqu'à un point à dix milles de *Hall's Stream*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trente milles ;

p. Une quantité de 3,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant de la Station de l'*Épiphanie* ou de l'*Assomption*, sur le *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, jusqu'au Village de l'*Assomption*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trois milles et demi ;

q. Si, en aucun temps durant une période de deux ans à compter de la passation du présent Acte, la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi et Noire* paracheve, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, cette partie de son Chemin de Fer qui lui donne droit à un subside de quatre milles piastres par mille, en vertu du Statut de cette Province, 41 *Victoria*, chap. 2, section 3, la Compagnie aura droit de recevoir telle autre somme additionnelle qui lui assurera un subside de quatre mille piastres par mille de la partie alors non-achevée de son Chemin de Fer.

(r). Une quantité de 8,000 acres de terres par mille, pour un Chemin de Fer partant d'un point sur la ligne principale du chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*, au Village ou près du Village de *Marieville*, et se dirigeant jusqu'à un point sur le chemin de fer de jonction du *Lac Champlain* et du *Saint Laurent*, en la Paroisse de *St Paul d'Abbottsford*, dans le Comté de *Rouville*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quinze milles, ces octrois sujets aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra établir ;

Résolu—2. Que le choix des terrains pour être ainsi donnés en subsides, sera laissé entièrement au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, qui devra, autant que possible, les fixer sur le parcours ou dans le voisinage de chaque ligne respectivement, en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou de quatre milles en superficie ; sujets aux conditions suivantes ;

1. Dans les deux années qui suivront la passation du présent acte, les compagnies auxquelles les subsides écherront, devront fournir au Lieutenant-Gouver-

neur en Conseil, la preuve de leurs ressources pour la construction de leurs chemins respectifs, et sur telle preuve, fonder leur demande du subside présentement accordé ; et, à l'expiration de ces deux années, si telle preuve n'a pas été faite à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, tel subside sera nul et non avenu, et cessera d'être autorisé par la loi ;

2. Si dans ce délai de deux années suivant la passation du présent Acte, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil juge à propos de fixer les blocs alternatifs qui devront être accordés respectivement à chaque compagnie, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil devra en même temps, établir la quantité de travaux que chaque compagnie devra exécuter dans les six mois suivant l'expiration des deux années plus hauts mentionnées, et à défaut de l'exécution de tels travaux, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, sur un rapport du Commissaire des Chemins de Fer, annuler par proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'Ordre en Conseil fixant les blocs de terre pour telle compagnie en défaut, et dans ce cas tel subside sera également nul et non avenu, et cessera d'être autorisé par la loi.

3. Que la détermination de ces blocs alternatifs ne privera pas les possesseurs de limites, des droits d'exploitation qu'ils ont acquis du Gouvernement, tant que les compagnies de chemin de fer, n'auront pas complété la construction de leur chemin, et, quant aux terres actuellement sous licences de coupes de bois, tant qu'elles n'installeront pas sur les terrains ainsi concédés des colons de bonne foi qui défricheront le dit terrain d'une manière conforme aux règlements du Département des Terres de la Couronne, lesquels, pour les fins du présent Acte, pourront être modifiés de manière à permettre de donner des lots de 500 acres à chaque colon de bonne foi.

4. Que le Gouvernement ne pourra vendre moins d'une piastre l'acre, les terrains contigus aux blocs ainsi concédés et livrés aux chemins de Fer.

5. Que, dans le cas où parmi les terrains, ainsi mis en réserve pour les compagnies de chemin de fer, se trouveraient des terrains miniers, il sera loisible aux compagnies de garder ces terrains en payant au Gouvernement une somme de deux piastres de l'acre, pour toute étendue de terrain que le Commissaire des Terres de la Couronne déclarera être d'une nature minière ou de diminuer d'une quantité proportionnelle, en calculant la valeur des terres à une piastre l'acre, l'octroi auquel elles auraient droit ; mais, cette option ne sera permise qu'en autant que les autres conditions imposées aux compagnies auront été remplies, et que celles-ci auront fourni la preuve qu'elles peuvent compléter leur entreprise.

6. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra évaluer le prix et régler la quantité d'acres de terre ainsi concédés par mille de chemin de fer, de manière à ce que ce subside en terres ne représentera pas plus, lors de la concession, que la somme de

\$10,000 par mille pour le chemin de *Métapédia* au *Bassin de Gaspé* ;

\$10,000 par mille pour le chemin de la *Rivière-du-Loup*, en bas, à la frontière du *Nouveau-Brunswick* ;

\$8,000 par mille pour le chemin du terminus des *Piles* au *Lac Edouard* ;

\$6,000 par mille pour le chemin de la station de *Hull* au *Désert* ;

\$5,000 par mille pour le chemin d'un point d'intersection sur le chemin de fer du Nord, dans le comté de *Québec*, au *Lac St Jean* ;

\$4,000 par mille pour les chemins d'un point d'intersection entre *Buckingham* et *Rockland à Aylwin* ;

De *Lachute* à *St André* ;

De *St Jérôme* à *Ste Agathe* ;

D'un point d'embranchement du *Pacifique Canadien* à *Wentworth* ;

De *St Lin* à *Ste Julienne* ;

De *St Félix de Valois* à *St Gabriel de Brandon* ;

De *Louiseville* à la *Mattawin* ;

De la *Rivière St Charles*, vis-à-vis *Québec*, à la *Malbaie* ;

D'un point dans le Township de *Leeds* jusqu'au *Québec Central* ou au *Grand Tronc* ;

D'un point sur la frontière en jonction avec le chemin de Fer de *Boston, Concord* et *Montréal*, jusqu'à dix milles de *Hall's Stream* ;

\$3,000 par mille pour un chemin partant d'un point entre les stations de l'*Assomption* et de l'*Epiphanie* jusqu'à l'*Assomption* ;

Pourvu toujours que le minimum de cette évaluation pour aucune des terres concédées soit d'une piastre l'acre.

7. Que des lettres patentes n'émaneront pas pour les terres que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourrait accorder en vertu du présent Acte, tant que les chemins de Fer ayant droits aux dits subsides n'auront pas été complétés ; à moins que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ne juge expédient d'accorder une proportion de ces subsides pour chaque section de vingt milles de chemin ainsi complétés.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un Bill accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte pour permettre aux compagnies incorporées par des Statuts Spéciaux, d'augmenter leur capital-actions et pour d'autres fins,” étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures, P. M.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer à Passagers de la Cité de *Montréal*, et pour lui conférer de nouveaux pouvoirs, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender les actes relatifs à la Cité de *Montréal*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de *Huntingdon, Québec*, soit remis au promoteur du Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Le Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin, 1882, et le 30 Juin, 1883, et pour d'autres fins du service public, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill concernant certains subsides à être accordés à certains Chemins de Fer, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Blanchet fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Blanchet fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne à 11 heures P. M., aujourd'hui.

Onze heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les actes qui incorporent la Cité de *Québec*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Aussi, le Conseil Législatif, a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte autorisant l'émission des débetures provinciales. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'interprétation de *Québec*, 31 *Vict.*, chap. 7. "

Bill intitulé : " Acte pour détacher l'*Isle aux Lièvres*, du Comté de *Charlevoix* et l'annexer au Comté de *Kamouraska*. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte général des Mines de *Québec*, 1880. "

Bill intitulé : " Acte pour encourager la culture des arbres forestiers. "

Bill intitulé : " Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines Corporations Commerciales. "

Bill intitulé : " Acte concernant la construction du Palais de Justice de *Québec*. "

Bill intitulé : " Acte pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à l'acte électoral de *Québec*. "

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi des licences de *Québec*, de 1878, (41 *Vict.*, chap. 3.) "

Bill intitulé : " Acte pour compléter les dispositions concernant l'érection civile des Paroisses de *Montréal*. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les Actes qui incorporent la Cité de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, ligne 7, après le mot " obligations " effacer tous les mots de la clause jusqu'à la fin et les remplacer par les suivants :

" Les obligations émises pour le rachat de la dette de la dite corporation pourront être émises soit avant, soit après le rachat de celles qu'elles sont destinées à éteindre.

" Si elles sont émises après, elles ne le seront que jusqu'à concurrence du montant de celles rachetées.

" Si elles ont été émises avant tel rachat elles devront, ainsi que leurs coupons, à peine de nullité, être faites payables nominativement à une compagnie ou à une institution financière qui se chargera de payer le capital et les intérêts d'un montant égal à la dette actuelle consolidée.

En ce dernier cas, les intérêts sur les obligations données à telles compagnies, ou institutions financières, cesseront d'être payables dès qu'elle cessera de payer les intérêts des obligations qu'elle se sera chargée de payer.

" Il en sera de même si telle compagnie ou institution manque à échéance de payer le capital des obligations qu'elle aura entrepris de payer.

" Dans ces deux cas, les obligations ainsi données à telle compagnie ou institution, ainsi que leurs coupons, deviendront nulles et de nul effet."

A la fin de la clause 6, ajouter les mots suivants " ou qu'il pourra trouver des obligations de la corporation de Québec au pair ou à un taux représentant un intérêt de cinq pour cent."

Dans la version anglaise, remplacer le mot " débentures " de la ligne 4 de la clause 12 par le mot " obligations."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec, étant lu ;

M. Martel propose, secondé par M. Bergevin, — Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bil est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour la première séance, demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger après minuit, Samedi matin ;

Samedi, 27 Mai 1882.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer" ; lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 1, après le mot " subsides " ajouter les mots " sera fait à même les terres qui ne sont pas sous licences pour la coupe du bois et autrement."

La clause 3 est effacée.

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, — elle est résolue négativement.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable M. Chapleau, l'Honorable Procureur Général Lorange, l'Honorable Trésorier Würtele, l'Honorable M. Beaubien, l'Honorable M. Garneau, M. Shehyn, M. St Hilaire, et M. Gagnon pour préparer les raisons à offrir, dans une Conférence avec le Conseil Législatif, pour ne pas concourir dans les dits amendements.

L'Honorable M. Chapleau, du Comité Spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, à une Conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans les amendements faits par leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer " fait

rapport que le Comité a préparé les raisons en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. Parce que les droits et privilèges des possesseurs de licences de coupe de bois, sont déjà suffisamment protégés par les dispositions du Bill.

2. Parce que cet amendement ôte toute valeur aux subsides que la Législature veut donner aux compagnies de chemins de fer, en les privant de terrains sur leur parcours.

3. Parce que cet amendement tend à priver le Gouvernement du droit de disposer, en faveur des compagnies de chemins de fer que la Législature veut aider, des terres qui appartiennent à la Couronne et dont l'établissement, par ces compagnies, serait très désirable.

4. Parce que les permis de coupe de bois n'affectant que le bois et non le fonds des terres, il n'y a pas de raison qui doive empêcher l'octroi de ces terres pour des fins d'utilité public.

5. Parce que cet amendement a pour effet de rendre illusoire l'encouragement à la construction de ces chemins de fer, et tend à détruire l'objet que ce Bill a en vue.

Les dites raisons, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable afin de lui communiquer les raisons qui ont induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par Leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer."

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau se rende au Conseil Législatif, et demande la dite Conférence.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable M. Würtele,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à 10 heures A. M.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 27 Mai, 1882.

10 heures, A. M.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable Trésorier Würtele,

Résolu, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre aux délégués nommés par cette Chambre de se rendre au Conseil Législatif à une Conférence, au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer."

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps la Chambre reprend ses délibérations.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Marcotte* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif accepte la Conférence demandée au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au Bill intitulé : “ Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer ; ” que les conférenciers rencontreront ceux de l'Assemblée Législative, dans la Chambre de Comité No 3 de ce Conseil, à onze heures et demi A. M., aujourd'hui, et que les conférenciers de la part de ce Conseil sont les Honorables Messieurs *Dionne, Starnes, Lacoste, Hearn* et *Beaudry*.

Résolu, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre aux conférenciers nommés par cette Chambre, de se rendre au Conseil Législatif et assister à une Conférence au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au Bill intitulé : “ Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer. ”

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

A l'heure indiquée, les Membres nommés de la part de cette Chambre pour rencontrer les délégués de la part du Conseil Législatif, à la Conférence au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au Bill intitulé : “ Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer ” se rendent à la dite Conférence.

Et étant de retour,

L'Honorable M. *Chapleau* fait rapport,—Qu'en conformité des instructions qui leur ont été données, ils ont rencontré les Honorables Membres du Conseil Législatif au sujet des dits amendements, et en sont venus à une entente avec les Honorables Messieurs ; et le Conseil Législatif fera connaître à cette Honorable Chambre le résultat de ses délibérations sur cette entente.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par M. *Poulin*,—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Sa Majesté, lui exposant respectueusement :

Que par le Statut Impérial intitulé : “ Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867,” passé dans la trentième année du règne de Sa Majesté, un Conseil Législatif, composé de vingt-quatre Membres, nommés par le Lieutenant-Gouverneur, a été donné à la Province de *Québec* ;

Que le même acte décrète, que la Législature d'*Ontario* ne se composera que d'un Lieutenant-Gouverneur et d'une Assemblée Législative ; et que, par la section 92 de cet acte, il est déclaré que, dans chaque Province, la Législature pourra amender, de temps à autre, la constitution locale ;

Que de vastes entreprises publiques, faites dans cette Province, depuis quelques années, ont occasionné la création d'une dette de plusieurs millions de piastres, et que les revenus ne sont plus en rapport avec les dépenses, des déficits considérables se découvrant chaque année dans l'exercice financier ;

Qu'il pourrait devenir urgent d'adopter des mesures tendant à simplifier les rouages trop compliqués de notre constitution locale, de manière à mettre le Gouvernement en état de faire cesser ces déficits et de payer notre dette ;

Qu'il est possible, sans affecter la stabilité des institutions que nous désirons conserver intactes, et qu'il est nécessaire, dans le but de faire face à nos difficultés financières, de modifier prudemment notre constitution provinciale et notre Législature, de manière à en rendre le fonctionnement moins dispendieux et plus facile ;

Que, pour arriver à ce résultat désirable, le Statut Impérial ci-dessus cité devrait être changé de manière à donner à la branche populaire de cette Législature, le pouvoir d'amender la constitution locale, (sans le concours de l'autre Chambre, chaque fois que, sur Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, présenté d'après l'avis du Conseil Exécutif, ces changements seront devenus nécessaires à l'amélioration de l'état de nos finances, et pour empêcher l'imposition de nouvelles taxes ;

Que, pour toutes ces raisons, il soit présenté une humble Adresse à Sa Majesté, la priant d'ordonner qu'il soit soumis au Parlement Impérial une mesure dans le sens ci-dessus indiqué.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*,
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

L'Honorable Procureur Général *Loranger* présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 23 Mai 1882, demandant : Copie de toutes correspondances, réclamations, comptes et autres documents reçus par le Gouvernement ou aucun de ses membres, de *Philippe Auguste Choquette*, Ecuier, avocat, de *Montmagny*, se rattachant à une enquête préliminaire, tenue par *Joseph Nicole*, Juge de Paix à *Montmagny*, dans les mois de Décembre et Janvier derniers. (Documents de la Session No 66).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté le rapport des délégués à la Conférence au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au Bill intitulé : " Acte accordant de l'aide pour la construction de certains chemins de fer, " et a fait de nouveaux amendements au dit Bill auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte accordant de l'aide pour la construction de certains chemins de fer, " lesquels sont lus comme suit :

Le Conseil Législatif n'insiste pas sur l'amendement qu'il a fait à la clause 2 de ce Bill et la clause 3 qui a été effacée par un amendement de cette Chambre est remplacée par la suivante :

3. La détermination de ces blocs alternatifs ne privera pas les possesseurs de limites sous licences de leurs droits, acquis du Gouvernement, et ces personnes auront droit, sujet aux conditions en force, au renouvellement de leurs licences sur telles terres, jusqu'à ce que les compagnies de chemins de fer aient complété la construction de leurs chemins et jusqu'à ce qu'elles aient établi sur telles terres, ainsi concédées, des colons de bonne foi, qui devront défricher conformément aux règles et règlements du Département des Terres de la Couronne.

La clause 7 est retranchée.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion qui a été proposée aujourd'hui, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Sa Majesté lui exposant respectueusement :

Que par le Statut Impérial, intitulé : " Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, " passé dans la trentième année du règne de Sa Majesté, un Conseil Législatif, composé de vingt-quatre Membres, nommés par le Lieutenant-Gouverneur, a été donné à la Province de Québec :

Que le même acte décrète que la Législature d'Ontario ne se composera que d'un Lieutenant-Gouverneur et d'une Assemblée Législative ; et que, par la Section 92 de cet acte, il est déclaré que, dans chaque Province, la Législature pourra amender, de temps à autre, la constitution locale ;

Que de vastes entreprises publiques, faites dans cette Province, depuis quelques années, ont occasionné la création d'une dette de plusieurs millions de piastres, et que les revenus ne sont plus en rapport avec les dépenses, des déficits considérables se découvrant chaque année dans l'exercice financier ;

Qu'il pourrait devenir urgent d'adopter des mesures tendant à simplifier les rouages trop compliqués de notre constitution locale, de manière à mettre le Gouvernement en état de faire cesser ces déficits et de payer notre dette ;

Qu'il est possible, sans affecter la stabilité des institutions que nous désirons conserver intactes et qu'il est nécessaire, dans le but de faire face à nos difficultés financières, de modifier prudemment notre constitution provinciale et notre législature, de manière à en rendre le fonctionnement moins dispendieux et plus facile ;

Que, pour arriver à ce résultat désirable, le Statut Impérial ci-dessus cité, devrait être changé de manière à donner à la branche populaire de cette Législature, le pouvoir d'amender la constitution locale, sans le concours de l'autre Chambre, chaque fois que, sur Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, présenté d'après l'avis du Conseil Exécutif, ces changements seront devenus nécessaires à l'amélioration de l'état de nos finances, et pour empêcher l'imposition de nouvelles taxes ;

Que, pour toutes ces raisons, il soit présenté une humble Adresse à Sa Majesté, la priant d'ordonner qu'il soit soumis au Parlement Impérial une mesure dans le sens ci-dessus indiqué.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle *Joseph Marion*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de l'*Assomption*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Marion* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les Débats se continuant.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Sur motion de l'Honorable Commissaire *Flynn*, secondé par l'Honorable Solliciteur Général *Lynch*,

Ordonné, Que les documents suivants soient imprimés dans les deux langues pour l'usage des Membres de cette Chambre, et comme papiers sessionnels :

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 13 Mars 1882, demandant le Rapport de toutes décisions du Conseil Privé Fédéral désavouant tous Actes ou partie d'Actes de cette Législature, depuis l'existence de la Confédération canadienne, avec indication de la date de chaque désaveu ; copie des Ordres en Conseil et de toutes correspondances intervenues, entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement de cette Province, relativement à ces désaveux ; aussi copies de toutes correspondances entre les deux Gouvernements se rattachant à la Législation de cette Province.

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 27 Mars 1882, demandant copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province et le Ministre de la Justice, à *Ottawa*, au sujet de la demande, en désaveu, de l'Acte des mines d'or de *Québec*, de 1880, et des requêtes, mémoires et autres documents se rapportant à cette demande.

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 13 Mars, 1882, demandant le rapport de toutes les décisions judiciaires, déclarant inconstitutionnels, tous Actes ou parties d'Actes, de cette Législature, avec indication des tribunaux et des noms des juges qui ont rendu ces jugements, des appels intervenus ; avec, en outre, une mention ou analyse sommaire de tels jugements, tant en première instance qu'en appel.

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 24 Mars, 1882, demandant : copie de toute correspondance échangée, entre le Gouvernement et l'Exécutif du *Canada* et toute personne quelconque, au sujet de la construction de l'embranchement projeté de l'*Intercolonial*, de *St Charles à Lévis*, et de l'établissement, entre *Québec* et *Lévis*, d'un système de bateaux traversiers, devant relier l'*Intercolonial* au Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*.

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 26 Avril, 1882, pour copies de toutes les pétitions, rapports, correspondances ou autres documents échangés entre *Joseph Smith* et le Commissaire des Terres de la Couronne, ou entre le Commissaire des Terres et aucun officier du Département des Terres de la Couronne, concernant la réclamation, pour indemnité, demandée par *Joseph Smith*, pour pertes et dommages à lui causés, par une erreur dans l'arpentage et le plan de la *Rivière du Moine*.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative en date du 20 Mai 1882 demandant le rapport du député arpenteur *Bouchette*, sur les droits des prétendus seigneurs de *Terra Firma*, de *Mingan*, avec la Charte qui l'accompagne.

Supplément à une adresse de la Chambre, en date du 20 Mai 1882, demandant copie du rapport du député-arpenteur *Bouchette*, sur les droits des prétendus seigneurs de *Terra Firma*, de *Mingan*, avec la Charte qui l'accompagne.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 22 Mai, 1882 demandant : Copie du titre ou des titres en vertu duquel ou desquels le Gouvernement détient l'emplacement du Corps Législatif.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par l'Honorable M. Joly,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de l'Ordre en Conseil nommant le Comte *Viola*, Commissaire du Gouvernement de *Québec*, à l'exposition de Géographie tenue à *Venise* en Septembre 1881.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les Membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Honneur qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royal aux Bills Publics et Privés qui suivent :

Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance : "*The Liverpool and London and Globe Insurance Company*," à faire des contrats, à poursuivre et à être poursuivie, dans la Province de *Québec*, en son propre nom et pour d'autres fins.

Acte pour constituer en Corporation la Compagnie du Chemin de fer de *Wentworth*.

Acte concernant l'Orateur du Conseil Législatif.

Acte pour protéger les Colons.

Acte pour amender les Actes concernant la vente et l'administration des Terres Publiques.

Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette Province.

Acte pour amender la loi des licences de 1878 (41 *Victoria*, chap. 3.)

Acte concernant les Fonds de Bâtisse et de Jurés.

Acte pour permettre aux Compagnies incorporées par des Statuts Spéciaux d'augmenter leur capital-actions et pour d'autres fins.

Acte concernant les arpenteurs de la Province de *Québec* et les arpentages.

Acte pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurance dans la Province.

Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le feu.

Acte pour amender de nouveau les lois scolaires en cette Province.

Acte pour accorder de nouveaux pouvoirs à "*La Compagnie des Chemins de Péage de l'Isle Jésus*," et l'autoriser à augmenter son capital.

Acte autorisant *Jean Cyrille Bédard* à construire et à maintenir des estacades en travers de la Rivière *Saint François*, près de "*Maher's Mill*" dans le Canton de *Melbourne*, dans le Comté de *Richmond* et pour autres fins.

Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la Ville de *Lachine*.

Acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de *Saint François*.

Acte pour incorporer la Ville de *Richmond*.

Acte pour incorporer "*la Compagnie de flottaison et de mise en radeaux des bois du Saint Maurice*."

Acte pour incorporer la Compagnie de Macadam de *Saint Hyacinthe*.

Acte pour incorporer "*La Société Française des Phosphates du Canada*."

Acte pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 37, concernant la profession Médicale et la Chirurgie.

Acte pour amender les actes concernant le Notariat.

Acte pour abolir la qualification foncière des députés à l'Assemblée Législative de *Québec*.

Acte pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Acte pour amender les divers Actes relatifs à la Corporation de la Ville de *Sorel*.

Acte pour incorporer l'Hospice St Joseph de la Délivrance.

Acte pour autoriser "*la Compagnie des Abattoirs de Montréal*" à emprunter de l'argent et à émettre des débentures.

Acte incorporant le Crédit Mobilier Canadien.

Acte d'incorporation de la Compagnie Agricole et Manufacturière de *Témiscouata*.

Acte pour autoriser *Jean-Baptiste Roy* et autres, de la Paroisse de *St François*, District de *Montmagny*, à ériger un pont sur la Rivière du Sud, en la dite Paroisse et pour d'autres fins.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières*, 38 *Victoria*, chap 76.

Acte pour amender certaines dispositions du Code Municipal.

Acte pour ériger la Paroisse de *Ste Anastasie de Nelson* en une Municipalité séparée.

Acte pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts de *Montréal*.

Acte pour amender l'Acte incorporant la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique.

Acte pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*.

Acte pour amender de nouveau l'acte 41 *Vict.*, chap. 5, amendant l'acte 32 *Vict.*, chap. 15, concernant l'Agriculture et les Travaux Publics.

Acte pour autoriser la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Saint André* à se fusionner et à émettre des obligations hypothécaires.

Acte pour autoriser la Société Ecclésiastique du Diocèse de *Québec* à consolider certains fonds de dotation.

Acte pour amender l'Acte Général des Mines de *Québec*, de 1880.

Acte pour amender l'Acte 24 *Victoria*, chap. 32, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle.

Acte pour détacher " *l'Isle aux Lièvres* " du Comté de *Charlevoix*, et l'annexer au Comté de *Kamouraska*.

Acte pour définir la position et l'étendue de certains Rangs du Canton de *Tring*.

Acte concernant les Sociétés et Etablissements de Fabrication de Beurre ou de Fromage, ou des deux combinés, en cette Province.

Acte pour ériger civilement la Paroisse de *Notre Dame des Anges de Montauban*, dans le Comté de *Portneuf*, et la Paroisse de *St-Cajetan d'Armagh*, dans le Comté de *Bellechasse*.

Acte pour incorporer " *La Compagnie de Chemin de Fer de Leeds et des Cantons de l'Est.* "

Acte pour incorporer *The Sherbrooke Iron Manufacturing Company*.

Acte pour incorporer " *La Compagnie du Pont de Drummondville.* "

Acte pour constituer en Corporation " *La Compagnie Minière de l'Île d'Orléans.* "

Acte pour incorporer " *La Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de l'Outaouais.* "

Acte pour amender l'Acte incorporant " *La Société des Artisans canadiens-français de la Cité de Montréal.* " (40 *Victoria*, chap. 63).

Acte concernant l'Administration des Biens de l'Evêque Catholique Romain de *Montréal*, dans la Province du *Bas-Canada*.

Acte pour incorporer " *La Compagnie des Quais et Elévateurs de Longueuil.* "

Acte pour incorporer le " *Crédit Mobilier et Agricole de Québec.* "

Acte pour amender la charte du " *Crédit Foncier Franco-Canadien.* "

Acte incorporant " *La Compagnie pour l'Exploitation et le Transport des Minerais de Québec.* "

Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la rive Sud et du Tunnel.

Acte pour autoriser les Commissaires d'écoles Catholiques de la Ville de *Sorel* de faire certains emprunts.

Acte affectant le prix de la Vente du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* au paiement de la dette consolidée de cette Province.

Acte concernant le Conseil Executif.

Acte pour amender l'Acte 24 *Victoria*, chap. 26, et autres Actes concernant la Cour du Recorder de la Cité de *Québec*.

Acte concernant le pourcentage payable par les Officiers Publics sur leurs Honoraires.

Acte pour amender l'Acte 24 *Victoria*, chapitre 109, incorporant le Collège *Morrin*, de *Québec*.

Acte pour décréter et confirmer la Vente de cette partie du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, connue sous le nom de Section-Est, et s'étendant depuis la Jonction *Saint Martin* jusqu'à la Cité de *Québec*.

Acte pour définir la position de certaines lignes dans le Canton de *Chester Ouest*.

Acte pour faciliter l'intervention de la Couronne dans les Causes Civiles où la constitutionnalité des lois Fédérales ou Provinciales est mise en question.

Acte pour amender de nouveau les Actes qui incorporent la Cité de *Québec*,

Acte pour compléter les dispositions concernant l'Erection Civile des Paroisses de *Montréal*.

Acte concernant le subside accordé à la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de *Québec*, et le bonus à être payé sur ce subside, pour la culture de la betterave.

Acte pour détacher les Cantons de *Wolfe*, *Salaberry* et *Grandison*, situés dans le Comté d'*Argenteuil*, et les annexer au Comté de *Terrebonne* pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques.

Acte concernant la Construction du Palais de Justice de *Québec*.

Acte autorisant l'Emission des Débentures Provinciales.

Acte pour amender l'Acte d'Interprétation de *Québec*, 31 *Victoria*, chap. 7.

Acte pour amender l'Article 556 du Code de Procédure Civile.

Acte pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infraction à l'Acte Electoral de *Québec*.

Acte pour imposer certaines Taxes Directes sur certaines Corporations Commerciales.

Acte accordant de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer.

Acte pour encourager la Culture des Arbres Forestiers.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative, s'est adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur comme suit :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement pour les années fiscales, expirant le 30 Juin 1882, et le 30 Juin 1883, et pour d'autres fins du Service Public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

A ce bill la Sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je désire vous offrir mes félicitations sur vos longs travaux pendant la présente Session.

Cette Session, la première du cinquième Parlement de cette Province, comptera parmi les Sessions remarquables de la Législature de *Québec* ; et je suis heureux de constater qu'elle a été féconde en mesures importantes, pour le bien-être futur de la Province.

Je vois, avec plaisir, que vous n'avez pas oublié, dans vos octrois, la classe la plus intéressante de notre population, et que l'Agriculture et les nouvelles Industries qu'elle développe, ont reçu une large part des crédits que vous avez votés.

Vous avez réussi à équilibrer les recettes et les dépenses en assurant à la Province un revenu fixe, par la vente du Chemin de Fer que le Gouvernement avait été autorisé à construire, et par l'impôt de taxes légères qui ne portent que sur les classes qui ont le plus profité des améliorations publiques, et qui sont le plus en état de supporter cette charge.

Vous avez réduit, par cette vente, la dette provinciale, sans que pour cela, la province ne soit, en aucune manière, exposée à perdre les avantages qu'elle est en lieu d'attendre de l'exploitation de cette grande voie ferrée.

Vous avez couronné votre œuvre par la conversion de la dette flottante, en rentes de l'Etat, offrant ainsi, à notre population, l'occasion de faire des placements sûrs et commodes.

Ces résultats sont d'autant plus heureux, que la Province pourra seconder, plus efficacement les Industries naissantes que vous avez encouragées jusqu'aujourd'hui, et engager les capitalistes à en établir de nouvelles, sur notre sol.

Vous avez compris les besoins de notre époque, en attribuant une portion de notre immense territoire, encore inexploité, à la construction de nouvelles voies ferrées qui, en retour, décupleront nos ressources et développeront la Colonisation, l'Agriculture, nos Mines et notre Commerce.

Je suis heureux de constater qu'en faisant ces octrois généreux, vous avez pris soin de protéger la plus grande et la plus productive de nos Industries nationales, le Commerce des bois.

L'autonomie de notre Province a reçu un gage nouveau de protection dans la mesure que vous avez passée, réclamant l'intervention du Ministère Public de la Province, devant les tribunaux, dans les cas où la constitutionnalité des lois provinciales et fédérales est mise en question.

La Capitale, grâce à votre libéralité, aura, bientôt, son Palais Législatif et son Palais de Justice, dont la construction était demandée depuis si longtemps.

Les grands travaux que nécessiteront les mesures que vous avez prises, concernant l'achèvement de la ligne du Chemin de Fer Provincial et son raccordement avec le Chemin de Fer de l'Intercolonial, inaugureront une ère nouvelle pour le Commerce, et fourniront aux classes ouvrières, des éléments de bien-être et de prospérité, dont elles devront vous être reconnaissantes.

En modifiant la constitution, en ce qui regarde le personnel du Conseil Exécutif et la présidence du Conseil Législatif, vous avez satisfait à des exigences légitimes, tout en n'augmentant pas les charges de l'Etat.

Les autres mesures que vous avez adoptées pour perfectionner notre système Législatif, Administratif et Politique, devront être appréciées favorablement par la population de cette Province.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez votés avec autant d'empressement, et je n'oublierai pas que vous désirez les voir employés avec la plus sage économie.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative :

En prenant congé de vous, je forme des vœux pour que la Providence vous récompense, vous et vos familles, du travail énergique et consciencieux que vous avez consacré à l'Etat et à votre Souveraine.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Messieurs de l'Assemblée Législative.

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que cette Législature Provinciale soit prorogée à Mardi, le Dix-Huitième jour de Juillet prochain, pour être ici tenue, et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée, à Mardi, le Dix-Huitième jour de Juillet prochain.

APPENDICES.

LISTE DES APPENDICES.

No. 1.—RAPPORT DE L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

No. 2.—ETAT montrant toutes les nominations et promotions faites dans le Service Civil, depuis la dernière Session.

No. 3.—EXTRAIT des Minutes du Conseil de la Cité de Montréal.

No. 4.—QUATRIÈME RAPPORT du Comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation.

APPENDICE No 1.

—ooo—

RAPPORT
DE
L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

A l'Honorable Théodore Robitaille, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

En conformité du Statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Honneur, le rapport suivant, au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des Statuts de la Législature de cette Province, pour la Session de 1881 et des balancés en mains et de ceux des années 1868, 1869, 1870 (1ère Session), 1870 2e (Session), 1871, 1872, 1874 et 1875 (1ère Session), 1875, (2ème Session), 1876, 1878 (1ère Session), 1878 (2ème Session), 1879 et 1880.

Suivant un Ordre en Conseil, quatre mille cinq cents exemplaires Français et trois mille cinq cents exemplaires Anglais des Statuts ont été imprimés pour le besoin ordinaire, et en vertu d'un ordre en Conseil Spécial, il en a été fait un tirage de cinq cent quatre-vingt exemplaires Français et soixante et quinze exemplaires Anglais pour les Notaires. Ces dernières quantités figurent à la Cédule des Statuts vendus.

Les Cédules A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N et O, indiquent respectivement la distribution et les ventes des Statuts de 1868 à 1881 inclusivement, et la Cédule P fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière Session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçus pour l'impression des Bills Privés comme Actes de la Législature, la balance est le coût total des Statuts.

Le tout respectueusement soumis.

C. F. LANGLOIS,
Imprimeur de la Reine.

Québec, 8 Mars 1882.

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,

POUR L'ANNÉE 1881.

	Français	Anglais
Gouverneur Général, Ottawa.....	2	2
Membres du Cabinet Fédéral.....	3	9
Lieutenant Gouverneur, Québec.....	2	2
Membres du Cabinet, do	8	8
Conseil Exécutif et Greffier, do	16	16
Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur, Québec.....	1	1
Juges de la Cour du Banc de la Reine.....	5	5
Chambres des Juges do	5	5
Juge de la Cour d'Amirauté	1	1
Chambres des Juges do	1	1
Juges de la Cour Supérieure.....	27	27
Chambres des Juges do	27	27
Juges des Sessions.....	2	2
Recorders	2	2
Magistrats de District.....	5	5
Orateur du Conseil Législatif.....	2	2
Membres do Anglais.....		31
do do Français.....	41	
Orateur de l'Assemblée Législative.....	2	2
Membres do Anglais.....		81
do do Français.....	111	
Greffier de la Cour d'Appel, Montréal.....	1	1
A reporter.....	264	230

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,

POUR L'ANNÉE 1881.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	264	230
Député Greffier de la Cour d'Appel, Québec.....	1	1
Greffier de la Cour de Vice-Amirauté, Québec.....	1	1
Shérifs.....	21	21
Protonotaires.....	21	21
Régistrateurs.....	69	69
Greffiers des Cours de Circuit	63	63
Do de la Couronne.....	2	2
Do de la Paix.....	3	3
Orateur du Sénat.....	2	2
Membres do	16	59
Orateur de la Chambre des Communes.....	2	2
Membres do	52	153
Conseil Législatif, Officiers, Québec.....	8	8
Do Bureaux, do	30	50
Assemblée Législative do	16	16
Do Officiers, do	6	6
Greffier en Loi, Québec.....	3	3
Do en Chancellerie, Québec.....	2	2
Secrétaire de l'Orateur, do	1	1
Départements Ministériels, do	8	8
Députés Chefs do	8	8
Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, Québec.	20	15
A reporter.....	619	744

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,

POUR L'ANNÉE 1881.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	619	744
Auditeur des Comptes Publics, Québec.....	4	4
Départements Fédéraux, Ottawa.....	12	12
Greffier en Loi et imprimeur de la Reine, Ottawa.....		3
Coroner, Québec.....	1	1
Surintendant de Police, Québec.....	1	1
Inspecteurs des Prisons.....	1	- 1
Corporations des Cités.....	2	2
Do Villes.....	19	19
Journaux.....	33	18
Inspecteurs du Revenu de l'Intérieur.....	2	2
Inspecteurs des licences.....	22	22
Inspecteurs d'écoles.....	26	10
Conseil de l'Instruction Publique.....	31	31
Conseil de l'Agriculture.....	24	24
Institutions d'Education.....	33	33
Municipalités de Comté.....	45	18
Do Rurales.....	545	170
Cours de Commissaires.....	316	316
Magistrats qualifiés.....	1639	978
Bibliothèque du Parlement, Ottawa.....	2	4
Do Québec.....	24	24
Bibliothèques du Barreau.....	5	5
A reporter.....	3406	2442

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC.

POUR L'ANNÉE 1881.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	3406	2442
Sociétés	6	6
Consuls	2	10
Clergé du Diocèse Catholique de Québec.....	120	1
Do do Montréal.....	155	2
Do do Ottawa.....	32	1
Do do Rimouski.....	71	.....
Do do Chicoutimi.....	29	.....
Do do Sherbrooke.....	35	.....
Do do St Hyacinthe.....	66	.....
Do do Trois-Rivières.....	74	.....
Clergé Protestant.....	.....	209
Province d'Ontario.....	1	9
Do de la Nouvelle-Ecosse.....	.....	12
Do du Nouveau-Brunswick.....	.....	12
Do de Manitoba.....	.....	9
Do de la Colombie.....	.....	8
Do de l'Isle du Prince-Edouard.....	.....	9
Angleterre et pays étrangers.....	9	67
Juges de la Cour Suprême.....	6	6
Divers.....	21	70
Total.....	4033	2823

CÉDULE A.

STATUTS DE 1868.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			667	589
Ventes.....	1	2		
Distribués par ordre de l'Honorable Secrétaire Provincial.....	36	19		
Balance en mains.....	620	568		

CEDULE B.

STATUTS DE 1869.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			647	578
Ventes.....		3		
Distribués par ordre de l'Honorable Secrétaire Provincial.....	38	18		
Balance en mains.....	609	557		

CÉDULE C.

STATUTS DE 1870 (1ère session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			790	797
Ventes.....	1	1		
Distribués par ordre de l'Honorable Secrétaire Provincial.....	37	18		
Balance en mains.....	752	778		

CÉDULE D.

STATUTS DE 1870 (2me session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			631	896
Ventes.....		3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	37	16		
Balance en mains.....	594	877		

CÉDULE E.

STATUTS DE 1871.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			823	758
Ventes.....		1		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	37	16		
Balance en mains.....	786	741		

CÉDULE F.

STATUTS DE 1872.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			829	799
Ventes.....		5		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	39	16		
Balance en mains.....	790	778		

CÉDULE G.

STATUTS DE 1874.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			711	739
Ventes.....		2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	38	22		
Balance en mains.....	673	715		

CÉDULE H.

STATUTS DE 1875, (1ère session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			658	594
Ventes.....		2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	40	15		
Balance en mains.....	618	577		

CÉDULE I.

STATUTS DE 1875, (2me session),

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			683	583
Ventes.....		2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	39	18		
Balance en mains.....	644	563		

CEDULE J.
STATUTS DE 1876.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			589	591
Ventes.....	2	3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	35	15		
Balance en mains.....	552	573		

CEDULE K.

STATUTS DE 1878 (1ère session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			608	529
en Vtes.....	1	2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	36	19		
Balance en mains.....	572	508		

CÉDULE L.

STATUTS DE 1878 (2ème session.)

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			538	539
Ventes.....	1	7		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	35	19		
Balance en mains.....	507	513		

CÉDULE M.
STATUTS DE 1879.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			368	499
Ventes.....	3	6		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	40	21		
Balance en mains.....	325	472		

CÉDULE N.
STATUTS DE 1880.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			388	542
Ventes.....	1	6		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	74	33		
Balance en mains.....	313	503		

CÉDULE O.
STATUTS DE 1881.

	F.	A.	F.	A.
Imprimés par ordre en Conseil.....	5080	3575		
Renvoyés au Bureau.....	41	39	5121	3614
Distribution générale.....	4033	2823		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.....	53	44		
Envoyés à l'Hon. Secrétaire Provincial (reliure extra).....	75	75		
Ventes.....	592	125		
Balance en mains.....	368	547	5121	3614

CÉDULE P.

Impression, reliure et distribution des Statuts de 1881.

	\$	cts.	\$	cts.
Payé à L. Brousseau pour impression et reliure de 5,080 Statuts français.....	2224	41		
Payé à G. T. Cary, pour impression et reliure de 3575 Statuts anglais. (Le payement a été fait au syndic à la faillite de G. T. Cary.).....	1633	81		
			3908	22
Reçu par la Chambre d'Assemblée pour impression de bills privés comme Actes de la Législature.....			457	59
Coût total des Statuts de 1881, y compris le tirage extra pour la Chambre des notaires.....			3450	63
Payé pour distribution et frais de port des Statuts au temps de la distribution générale et pour la distribution partielle jusqu'à la présente date.....	23	99		

ETAT

Montrant toutes les nominations et promotions faites dans le Service Civil depuis la dernière Session, ainsi que Copie des Ordres en Conseil concernant telles promotions, conformément à l'Acte 40 Victoria, chap. 9.

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 Juillet 1881, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 8 Août 1881.

No. 32.

PRÉSENTS :

L'Honorable M. ROBERTSON, au Fauteuil.
 " " ROSS,
 " " LYNCH,
 " " FLYNN,
 " " PAQUET,

EN CONSEIL.

Concernant la modification de certains salaires dans le Département des Terres de la Couronne.

L'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, dans un Rapport en date du 22 Juillet courant (1881) expose que, dans le cours de la dernière année fiscale, certains employés permanents au Départements des Terres de la Couronne ont été mis à la retraite, et partant des économies effectuées ;

Que pour le bon fonctionnement du service public, et dans le but d'établir une proportion plus juste entre les salaires de plusieurs employés, il a été jugé nécessaire de faire quelques modifications dans le traitement de ces mêmes employés, sans toutefois augmenter ni même atteindre la somme totale des salaires tels qu'ils existaient auparavant ;

Que trois des employés dont le salaire doit être modifié, savoir : MM. Parent, Audette et Garneau, ont été dans le service public en qualité de surnuméraires pendant plusieurs années à raison de sept cent trente piastres (\$730) par an et n'ont reçu qu'un salaire annuel de six cent (\$600) lorsqu'ils ont été nommés permanents.

Que ces remaniements de salaires ont été sanctionnés par un vote de la Législature à sa dernière session, et qu'ils convient de donner suite à ce vote.

L'Honorable Commissaire recommande, en conséquence, qu'à dater du 1er Juillet courant le salaire annuel des employés ci-après nommés soit, en conformité du dit vote de la Législature, celui inscrit en regard de chaque nom respectivement, savoir :

C. E. Gauvin, arpenteur et dessinateur, mille piastres	\$1000 00
J. E. Lepage, assistant comptable, neuf cent cinquante piastres..	950 00
C. A. Parent, clerc, six cent cinquante piastres.....	650 00
A. Paré, surintendant des bois et forêts, seize cents piastres.....	1600 00
V. Derome, premier clerc, mille piastres.....	1000 00
T. P. Morin, clerc, sept cent piastres.....	700 00
G. J. Audette, clerc, six cent cinquante piastres.....	650 00

J. M. Turcotte, clerc, huit cent cinquante piastres.....	850 00
J. N. Proulx, registrateur, mille deux cent cinquante piastres...	1250 00
L. H. B. Garneau, clerc, six cent cinquante piastres.....	650 00
Jos. Caron, messenger, cinq cent soixante et quinze piastres.....	575 00
Jos. Fiset, messenger, quatre cent cinquante piastres.....	450 00

Le Comité concourt dans le Rapport ci-dessus, et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

Certifié,

FÉLIX FORTIER,
Greff. Cons. Ex.

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 1er Février 1882, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 18 Février, 1882.

No 43.

PRÉSENTS :

L'Honorable M. CHAPLEAU, au Fauteuil,
 " ROSS,
 " LORANGER,
 " LYNCH,
 " FLYNN,
 " PAQUET,
 " WÜRTELE.

Sur la nomination d'un Messenger au Département des Chemins de Fer.

EN CONSEIL.

L'Honorable Commissaire des Chemins de Fer, dans un Rapport en date du Quatorze Février courant, (1882), expose, que M. Isaïe Véronneau, de Québec, est depuis Octobre 1880, employé et Messenger au Gouvernement, dans les nouvelles Bâtisses Publiques, et qu'il s'est acquitté de ses devoirs comme tel avec diligence, et a donné entière satisfaction.

Que le dit Véronneau a été Messenger du Département des Officiers en Loi de la Couronne depuis Novembre 1869, jusqu'en Septembre 1879, temps où il fut démis, et Wilbrod Dubé nommé en son lieu et place.

Un nouveau Messenger étant nécessaire dans le Département des Chemins de Fer, l'Honorable Commissaire recommande que le dit Isaïe Véronneau soit réintégré dans sa charge de Messenger et attaché en cette qualité au dit Département, et ce, avec un salaire annuel de cinq cents piastres [\$500] au lieu de cinq cent soixante et quinze piastres [\$575] qu'il recevait en 1879, le dit salaire devant courir du premier Mars prochain.

Le Comité concourt dans le rapport ci-dessus, et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

Certifié,

FÉLIX FORTIER,
Gref. Cons. Ex

EXTRACTS FROM THE MINUTES OF THE MONTREAL CITY COUNCIL.

* CITY CLERK'S OFFICE.

City Hall, Montreal, 24th April, 1882.

SIR,

I have the honor to transmit to you herewith an extract from the Minutes of a Meeting of the Council held on the 24th April, 1882.

I have the honor to be,
Sir,
Your most obedient Servant,

CHS. GLACKMEYER,
City Clerk.

ROUER ROY, ESQ.,
City Attorney.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF A MEETING OF THE COUNCIL
HELD ON THE 24TH APRIL, 1882.

Proposed by Alderman Grenier, seconded by Alderman Brown,
Qu'ayant pris communication du Bill No 77, ayant pour but de permettre aux municipalités voisines, l'usage des canaux de la Cité, lequel Bill est maintenant devant l'Assemblée Législative de la Province de Québec, tel qu'il a été amendé au Comité des Bills Privés de la dite Assemblée, ce Conseil est d'opinion que l'adoption d'un tel bill serait très préjudiciable aux intérêts de la Cité—et il s'y oppose complètement; de plus que ce Conseil croit vraiment qu'en laissant la question à être réglée par ces Municipalités et la dite Cité, il sera possible d'en venir à un arrangement amiable avant la prochaine session.

And the Question being put, the Council divides :

YEAS :—Messrs. Roy, Beausoleil, Stevenson, Rainville, Dubuc, Beauchamp, Tansy, Brown, Farrell, Prevost, Jeannotte, Proctor, T. Wilson, Roberge, Laberge, Donovan, Kennedy, Laurent and Grenier.—19.

NAYS : Messrs. McCord, Mooney and Hood.—3.

So it was carried and resolved accordingly.

(Certified,)

Seal of the City }
Council, }

CHS. GLACKMEYER,
City Clerk.

BUREAU DE L'ARPENTEUR DE LA CITÉ.

Montréal, 24 Avril, 1882.

MONSIEUR,

En réponse à la demande que vous m'avez faite, concernant les égouts de la Cité de Montréal, je dois vous dire, qu'ils n'ont pas été construits pour recevoir les eaux sales provenant des Municipalités voisines, mais seulement celles de cette Cité, ainsi que les eaux naturelles qui s'y écoulent; et que je considère que ces égouts sont insuffisants pour recevoir les eaux sales des villes environnantes, tel que proposé dans le bill qui est maintenant soumis à la Chambre.

J'ai l'honneur d'être,
Votre obéissant serviteur,

GEO. D. ANSLEY,
Arpenteur de la Cité,

L'Honorable L. J. BEAUDRY,
Maire,

QUATRIÈME RAPPORT

DU COMITÉ PERMANENT

De l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation

— 000 —

Votre Comité à l'honneur de faire rapport, que son attention ayant été attirée sur le fait que certaines difficultés et malentendus regrettables existaient dans les relations du Conseil d'Agriculture et aussi entre le Directeur de l'Agriculture et quelques uns des officiers du dit Conseil d'Agriculture, difficultés et malentendus qui sont une entrave au bon fonctionnement du dit Conseil ; votre Comité a cru de son devoir d'assigner devant lui le secrétaire du Conseil M. Georges Leclerc et M. E. A. Bernard, Directeur de l'Agriculture et rédacteur du Journal d'Agriculture afin de se renseigner sur la nature de ces difficultés et y chercher un remède.

Qu'après avoir entendu les explications données par ces messieurs, et celles qu'ont bien voulu lui donner l'Honorable Commissaire de l'Agriculture et son député M. Lesage.

Considérant que dans un pays aussi vaste que le notre présentant des contrastes aussi frappants que ceux qui existent entre le climat de la Gaspésie et celui des Cantons de l'Est, la culture du sol doit se faire, dans des conditions trop différentes et en suivant des systèmes trop variés pour qu'il soit possible d'appliquer un seul et même système d'Agriculture à toute la Province.

Que pour aider le Conseil d'Agriculture à rendre justice à toutes les parties, et pour rendre plus efficaces les mesures adoptées par lui pour l'encouragement de l'Agriculture, le Conseil devrait être composé de manière à représenter toutes les régions agricoles de la Province, et que la sub-division de la Province en districts judiciaires pourrait servir de base pour fixer la représentation de nos différents intérêts agricoles.

Que pour ces raisons votre Comité exprime respectueusement l'opinion qu'il est désirable :

1o Que le Conseil d'Agriculture soit réorganisé de manière à ce qu'il contienne un représentant pour chacun des Districts Judiciaires de cette Province résidant dans le dit District, à être nommé par le Gouvernement et dix membres, au moins, choisis parmi les Agronomes les plus distingués de la Province.

2o Que le siège du Conseil soit fixé à Québec et que le bureau du dit Conseil soit aussi transféré à Québec.

3o Que le Commissaire et le Député Commissaire de l'Agriculture soient *ex-officio* membres du dit Conseil.

4o Qu'aucun des règlements du dit Conseil d'Agriculture ne soient mis à exécution avant qu'il ait été approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Votre Comité est aussi d'opinion que le système d'exposition régionale ayant pour effet de mettre en contact les cultivateurs de plusieurs Comtés, aura d'excellents résultats et il en recommande l'adoption dans les cas où la distance ne le rendra pas impraticable.

Votre Comité a aussi étudié l'importante question des meilleurs moyens à adopter pour promouvoir l'industrie laitière en cette Province. Sur demande de Votre Comité, M. S. M. Barré, Directeur de l'Ecole de laiterie de Ste Marie de la Beauce lui a donné d'intéressants détails sur cette industrie et a soumis en même temps au Comité un mémoire contenant un résumé des suggestions, qu'il croit les plus propres à faire progresser cette importante industrie.

Votre Comité sans vouloir se prononcer sur le mérite de toutes les suggestions contenues dans ce rapport, croit néanmoins devoir les soumettre avec le présent Rapport à la considération de votre Honorable Chambre.

Ste Marie, Beauce, 1er Mai, 1882.

A l'Honorable Comité d'Agriculture de l'Assemblée Législative de Québec.

Messieurs,

Dans le but de promouvoir l'amélioration, le progrès de l'industrie laitière de cette Province, j'ai l'honneur de vous soumettre les suggestions suivantes :

1. Prendre les moyens d'améliorer les constructions utilisées comme beurrieres et fromageries en les rendant plus efficaces contre les changements atmosphériques.

2. Propager les connaissances utiles et nécessaires à l'établissement de beurrieres et fromageries par des publications et des conférences publiques.

3. S'assurer les services d'un professeur ambulant pour enseigner la fabrication du fromage par le procédé *Cheddar* dans nos fromageries actuelles et en même temps faire l'inspection et un rapport sur l'état de chacune.

4. Recommander au Département de l'Agriculture et des Travaux Publics l'impression de Cédules ou Formules de comptabilité facile à remplir et de faire la distribution gratuite d'un exemplaire, à chaque fabrique de Beurre et de fromage.

5. Le Comité pourrait aussi recommander à la Législature l'adoption d'une loi obligeant les propriétaires d'exploitation de ce genre à faire au Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, un Rapport annuel, basé sur les Cédules ci-dessus mentionnées, sous peine d'une amende suffisante pour assurer l'exécution de la loi.

6. Subventionner l'association des fabricants de beurre et de fromage de cette Province. Cette subvention aura pour but de fournir à l'association ci-haut mentionnée, les moyens de déléguer des Commissaires aux expositions et conventions étrangères, et publier des rapports, etc.

7. Subventionner l'Ecole de laiterie de Ste Marie, Beauce. Cette dernière subvention aura pour but d'établir à l'Ecole de laiterie une station expérimentale, permettra de faire des recherches sur les meilleurs procédés de fabrication de produits de laiterie, de faire l'acquisition d'appareils, ustensils et instruments de construction différente, d'en connaître la valeur réelle et l'efficacité auparavant que d'en introduire et recommander l'usage dans les nouvelles fabriques.

8. Provoquer une exposition spéciale et générale de produits de laiterie dans la Province, et en même temps une convention générale des fabricants de beurre et de fromage et des agriculteurs de ce pays.

9. Former un musée d'appareils d'ustensils et d'instruments de laiterie.

(Signé)

S. M. BARRÉ.

INDEX

DU

SEIZIÈME VOLUME.

45, VICTORIA, 1882.

ABATTOIRS DE MONTRÉAL, Compagnie des :—Voir *Montréal*, 1.

ACADÉMIE des garçons de Saint-Joseph de Lévis, incorporée :—Voir *Lévis*, 4.

ACTES DÉCLARÉS INCONSTITUTIONNELS :—Voir 1, *des documents*.

ACTES DÉSAVOUÉS :—Voir 2 et 79, *des documents*.

ACTE général des mines de Québec, amendé :—Voir *Mines d'or*, 1.

ACTES NOTARIÉS, validés :—Voir *Notariat*, 2.

ACTE 38 Victoria, chap. 73 :—Pétitions demandant des amendements à l'—77, 82.

ACTE 43-44 Vict., ch. 5 :—Bill pour rappeler l'acte passé dans la 43-44ème année du règne de Sa Majesté, chapitre cinq. (L'Honorable M. Irvine,) 18. Seconde lecture renvoyée à six mois sur division, 239.

ADMINISTRATEURS :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant les— à prêter sur propriétés foncières, 145.

ADMINISTRATION des terres publiques, acte amendé :—Voir *Terres Publiques*.

Adresses :

A SA MAJESTÉ :—Relatives —

1. Message du Conseil transmettant une Adresse félicitant Sa Majesté d'avoir échappé providentiellement à l'attentat contre sa vie, 13. La Chambre concourt unanimement dans le projet d'une adresse conjointe ; Adresse à Son Honneur le priant de la transmettre au Gouverneur-Général ; Ordonnée ; Grossoyée, 14. Message du Conseil, 27. Réponse du Lieutenant-Gouverneur, 45.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

2. *Constitution provinciale* :—Motion pour une adresse à Sa Majesté demandant qu'une mesure soit soumise au Parlement Impérial, aux fins de modifier notre constitution provinciale, 358. Débats, 359. Ajournés, 360.

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Relatives—*

3. *Dépenses contingentes* :—Mandat en faveur de l'Honorable Trésorier Provincial, pour la somme de \$10,000 pour faire face aux dépenses contingentes de la Chambre, 111.
4. Mandat en faveur de l'Honorable Trésorier Provincial, pour la somme de quinze mille dollars, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, 174.
5. *Discours du Trône* :—Motion pour une Adresse en réponse au discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 9. Motion adoptée ; Comité chargé de rédiger l'Adresse, 11 ; Rapportée, adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les Membres du Conseil Exécutif, 13 ; Réponse, 45.
6. *Wolfe, Salaberry et Grandison* :—Informant le Lieutenant-Gouverneur de la passation, par la majorité des membres énumérés dans la cédule 2, de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, du Bill pour détacher Wolfe, Salaberry et Grandison, du Comté d'Argenteuil et les annexer au Comté de Terrebonne, 329.
7. Voir *Documents de la Session au sujet des Adresses en général.*

AGENTS DES TERRES DE LA COURONNE :—Voir 114 *des Documents.*

AGENT D'IMMIGRATION :—Pétition demandant la nomination d'un,—pour la région du Lac St Jean, 78.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité Permanent nommé, 9, 17. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* réduit à sept membres, 29. Membre ajouté à ce Comité, 76. Instruction à ce Comité, au sujet de la culture de la betterave, 74. Rapport du Sous-Comité, 112. Troisième rapport, 202. Quatrième rapport, imprimé, 230. (Appendice No 4, page 384.) Cinquième rapport, 300.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—

1. Pétition demandant un amendement à l'Acte concernant l',—82.
2. Bill pour amender l'acte 41 Vict., chap. 5, amendant l'acte 32 Vict., chap. 15, concernant l'Agriculture et les Travaux Publics, [M. Blanchet], 83. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 176. Considéré ; Rapporté ; Passé, 184. Par le Conseil, 225. S. R., 363, [45 Vict., chap. 8.]
3. Voir 3 *des documents.*

ARBRES FORESTIERS :—

1. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la plantation des Arbres Forestiers ; Signification de la recommandation du Lieutenant Gouverneur ; Le Comité délibère, 336.—Résolutions rapportés, adoptés, 338. Bill basé sur ces résolutions, 339, [Voir *infra* 3].
2. Bill pour encourager la plantation des Arbres Forestiers, [l'Honorable M. Flynn], 246. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 335. Considéré ; Bill retiré, 336.
3. Bill pour encourager la culture des Arbres Forestiers, [l'Honorable M. Flynn] ; Présenté ; Lu la seconde fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 339. Par le Conseil, 355. S. R., 364, [45 Vict., chap. 13].

ARBOR DAY :—Voir *Fête des Arbres*.

ARGENTEUIL, Cantons de Wolfe, Salaberry et Grandison, détachés du Comté d'— et annexés au Comté de Terrebonne. [Voir *St Faustin*].

ARMAGH, Saint-Cajétan d'—, paroisse érigée civilement. [Voir *Notre Dame des Anges*].

ARPENTEURS ET ARPENTAGES :—

1. Bill concernant les arpenteurs de la Province de Québec et les arpentages, [l'Honorable M. Flynn], 134. Renvoyé à un Comité général, 152. Considéré, 156. Amendé, 158. Ordre pour la réception du Rapport, déchargé ; Bill renvoyé à un Comité général. Amendé ; Rapporté ; Passé, 176. Par le Conseil, 218. S. R., 362, [45 Vict., chap. 16].
2. Pétition contre ce Bill ; Reçue et lue, 165.

ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS de la Cité de Montréal, Sociétés des—, 40 Vict., chap. 63, amendé. [Voir *Montréal*, 32].

ASILE DES ALIÉNÉS DE QUÉBEC :—Voir 4 et 5 *des documents*.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur ; A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 3. Pour la sanction des Bills, 203, 362. A la clôture de la session, 362.

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 6.

3. Message du Lieutenant-Gouverneur, nommant les Commissaires pour la régie interne de l'Assemblée Législative, 24.

Réunions et ajournements de la Chambre :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.*

4. Continue à siéger après minuit, 92, 105, 112, 121, 136, 143, 198, 212, 223, 236, 257, 263, 279, 314, 332. En Comité, 136, 264.
5. Siége le samedi, 143, 198, 200.
6. Suspend ses délibérations, 258, 274, 275, 357.
7. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 262. Trois séances, 252.
8. Ajourne du 16 au 21 Mars, 45.
9. Ajourne du 5 au 11 d'Avril, 120.
10. Ajourne du 5 au 9 de Mai, 226. Du 12 au 15 Mai, 245.
11. Ajourne pour plus d'un jour, 45, 120, 226, 245.
12. Candidats à l'Assemblée Législative, inhabiles pour infraction à l'acte électoral, réhabilités. (Voir *Elections*, 10.)
13. Qualification foncière, abolie. (Voir *Qualification foncière*.)
14. Bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la Province de Québec. (M. Stephens), 49. Seconde lecture renvoyée à 6 mois sur division, 241.

ASSOCIATION de Québec et du Lac Supérieur pour l'exploitation des mines—acte d'incorporation, amendé. Voir *Québec et Lac Supérieur*.

ASSURANCE :—

1. Bill pour amender l'acte 42-43 Vict., chap. 39, intitulé : Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle. (M. Gagnon), 49. Renvoyé au Comité de Législation, 208. Rapport que le Comité n'en recommande pas l'adoption, 274.
2. Bill pour amender l'acte 24 Vict., chap. 32, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle. (M. Paradis), 99. Renvoyé au Comité Spécial sur assurance, 129. Rapporté, 169. Considéré en Comité Général ; Rapporté, 220. Ordre pour 3ème lecture rescindé ; Bill renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 236. Par le Conseil avec un amendement, 272. Considéré et Adopté, 273. S. R., 363. (45 Vict., ch. 50.)
3. Bill concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le feu. (L'Honorable M. Lynch), 48. Ré-imprimé, 140. Renvoyé au Comité Spécial sur assurance, 127. Rapporté amendé, 140. Considéré en Comité Général ; Amendé, 190. Ordre pour réception du Rapport rescindé ; Bill renvoyé de nouveau en Comité ; Considéré ; Amendé ; Motion pour réception du Rapport ; Amendement rejeté sur division ; Autre motion adoptée ; Renvoyé de nouveau à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 193. Par le Conseil, 227. S. R., 362. (45 Vict., ch. 51.)

ASSURANCE :—*Suite.*

4. Bill pour pourvoir à l'inspection des Compagnies d'Assurance Provinciales. (L'Honorable M. Lynch), 48. Renvoyé à un Comité Spécial, 127. Rapporté Amendé, 140. Considéré en Comité Général, 158, 167. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur recommande ce Bill, 193. Ordre pour la réception du rapport déchargé ; Bill renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 193. Par le Conseil, 225. S. R., 362. [45 Vict., ch. 49.]

Voir *Liverpool and London and Globe.*

Richmond, Drummond et Yamaska.

Stanstead and Sherbrooke.

BAIE DES CHALEURS :—

1. Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Chaleurs, 47. Avis, 55. Bill [M. Riopel], 55 renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 101. Rapporté amendé, 112. Considéré en Comité Général ; Amendé, 125. Ordre pour la réception du rapport déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un Comité Général ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général ; débats, 133. Débats repris ; Amendement adopté ; Bill considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté et Passé, 135. Par le Conseil avec amendements, 174. Considérés et adoptés, 174. S. R., 204. [45 Vict., ch. 53.]

2. Pétitions en faveur du Bill, 93, 115, 121.

BATISSES DU PARLEMENT. Voir 6 des Documents.

BEAUHARNOIS :—

1. Hopital St Joseph ; Pétition ; demande d'aide, 83.
2. Sommes payées par le Shérif, etc. Voir 7 des Documents.

BÉDARD, J. C. :

1. Pétition demandant un acte l'autorisant à construire et à maintenir des estacades en travers de la rivière St François, près de *Maher's Mill*, dans le Canton de Melbourne, 47. Avis, 59. Bill [M. Picard], 60. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 81. Rapporté amendé, 94. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté, 155. Passé, 168. Par le Conseil avec un amendement, 218. Considéré, 220. Adopté, 229. S. R., 362. [45 Vict., ch. 105.]

2. Pétition contre ce Bill, 45.

BELMONT, Compagnie Manufacturière. Voir *Lawlor.*

BELLECHASSE, octrois de colonisation. Voir 8 des Documents.

BERTHIER ET JOLIETTE, embranchement de—, vendus au Chemin de Fer du Nord. Voir 32 *des Documents*.

BERTHIERVILLE, au sujet de la démission de l'agent de la station à—. Voir 37 *des Documents*.

BETTERAVES A SUCRE :—Instruction au Comité Permanent d'Agriculture, d'Immigration et de Colonisation, de s'enquérir des moyens les plus efficaces de propager, dans la Province, la culture des betteraves à sucre, 74.

BETTERAVES, compagnie de sucre de—, de la Province, 41 Vict., ch. 52, amendé. Voir *Sucre de Betteraves*.

BEURRE ET FROMAGE :—

Bill concernant les sociétés de fabrication de Beurre et de Fromage en cette Province, [M. Paradis], 137. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité d'Agriculture, 170. Rapporté, combiné avec un autre Bill, 202. Considéré en Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 220. Par le Conseil, 255. S. R., 363.

2. Bill pour amender l'acte de cette Province, 33 Vict., ch. 30, intitulé : "Acte pour protéger les Manufactures de Fromage et de Beurre dans cette Province. [Du Conseil Législatif], 107. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité d'Agriculture, 170. Rapporté combiné avec un autre Bill, 202.

3. Bill pour autoriser la création d'une société sous le nom de Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec. [Du Conseil Législatif], 154. Renvoyé à un Comité Général, 163. Considéré; Rapporté progrès, 168. Considéré de nouveau; Lu la 3ème fois et passé, 170. S. R., 204. [45 Vict., ch. 66.]

4. Fabrique de—. Voir 9 *des Documents*.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—, 8. Voir 10 *des Documents*.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—Membres nommés par l'Assemblée, 18. Message envoyé au Conseil, 18. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 30.

BOUCHETTE, arpenteur. Voir 11 et 12 *des Documents*.

BRANCHE DE SAINT-LIN, Chemin de Fer des Laurentides—. Voir 33 et 36 *des Documents*.

Bills :

1. Instructions au Greffier au sujet des Bills, Publics ou Privés, 229.

2. Bill sous l'opération de la section 80 de l'acte de l'Am. Brit. du Nord, 246, 254, 280.

3. Bills retirés, 98, 151, 263, 298.

BILIS :—*Suite.*

4. Renvoyés à des comités spéciaux, 50, 127, 129, 168, 254.
5. Renvoyés à un comité spécial sur un autre Bill, 45, 127, etc.
6. Seconde lecture d'un Bill, renvoyée à six mois, 95, 239, 240, 241, 331.
7. Motion pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un Bill, négative, 179.
8. Motion pour seconde lecture, renvoyée sur division, 150.
9. Bills combinés en un seul, 138, 189, 202, 258.
10. Motions pour le renvoi d'un rapport du comité général à trois mois, négatives, 183, 207. Comité général renvoyé à 6 mois, 330.
11. Renvoyés de nouveau à un Comité général, 133, etc.
12. Lus la 2^{ème} fois sur division et renvoyés à un Comité général, 168, 179, 223, 239, etc.
13. Lus la 2^{ème} fois, renvoyés à un Comité général ; Considérés ; Amendés ; Rapportés et passés à la même séance, 124, 147, 180, 218, etc.
14. Renvoyés de nouveau à un Comité général ; Amendés ; Considérés ; Rapportés et Passés, 193, 196, 219, 236, 238.
15. Passés plus vite qu'à l'ordinaire, 218, 339.
16. Honoraires sur Bills remboursés, 219, 237, 239, 242, 263.
17. Rapport concernant la traduction, etc, des Bills, 203.
18. Bills ré-imprimés, 83, 98, 132, 137, 138, 140, 154, 157, 174, 179, 188, 189, 203, 208, 225, 262, 281.
19. Bills du Conseil Législatif, 107, 122, 146, 154, 179.
20. Bills du Conseil amendés en Comité général, 211.
21. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 210.
22. Passés par le Conseil, 146, 154, 157, 165, 169, 174, 179, 186, 194, 200, 210, 213, 218, 225, 227, 230, 237, 241, 245, 255, 261, 272, etc.
23. Amendés par le Conseil, 154, 165, 169, 174, 186, 194, 200, 218, 227, 230, 237, 241, 245, 262, 272, etc.
24. Amendements adoptés de suite par la Chambre, 154, 166, 169, 174, 194, 200, 213, 227, 231, 238, 255, 262, 273.
25. Amendements considérés, 186, 220, 227, 245, 256, 285.
26. Amendements adoptés, 212, 229, 233, 296, 322.

BILLS — Suite.

27. Conférence demandée au sujet des amendements du Conseil, 245. Seconde lecture des amendements du Conseil, renvoyée à trois mois, 329.

28. Sanctionnés, 203, 362.

Bills Privés :

1. Comité Permanent des Divers Bills Privés nommé, 6, 17. Premier rapport demandant une réduction du *quorum*, 27. *Quorum* réduit à sept membres, 23. Membres ajoutés, 56. Autres rapports sur Divers Bills, 54, 88, 93, 98, 104, 107, 111, 116, 122, 130, 134, 137, 145, 153, 157, 165, 169, 173, 179, 200, 203.

2. Bills renvoyés à ce Comité, 42, 43, 52, 76, 96, 101, 104, 109, 114, 136, 147, 182, etc.

3. Rapports recommandant que le délai pour la réception des Bills Privés et des rapports sur iceux soit prolongé, 54, 112, 137, 139, 173.

4. Rapport concernant la traduction des Bills Privés, 203.

5. Pétition renvoyée à ce Comité, 122.

6. Rapport recommandant qu'il soit permis de retirer un Bill, 98.

7. Rapport recommandant qu'un certain Bill soit renvoyé à un autre Comité, 153, 173.

CADASTRES :—

1. Bill concernant les renouvellements d'enregistrement après la mise en vigueur des cadastres, [M. LeCavalier], 135. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 188.

2. Tableau des— : Voir 13 *des documents*.

CANAL ; RIVIÈRE AUX SAUMONS :—Pétition ; demande d'aide pour canaliser une partie de la—226.

CARTER, OUMET & DAVIDSON :—Voir 14 *des documents*.

CAUSES CIVILES :—Intervention de la Couronne dans les—. Voir *Intervention de la etc*

CHAMBLY, BASSIN DE :—

1. Pétition demandant la remise de leur dette au Fonds d'Emprunt Municipal, 82.

2. Au sujet de la nomination d'un Conseiller Municipal :—Voir 15 et 53 *des documents*.

CHAUDIÈRE, LICENCES MINIÈRES POUR LA— : Voir 16 *des documents*.

CHASSE :—

1. Pétitions demandant des amendements aux lois de la Chasse, 145, 155.
2. Pétition demandant que la loi de la chasse ne soit pas amendée, 165.
3. Pétition demandant que la chasse du printemps ne soit pas abolie, 28.
4. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la chasse ; Le Comité délibère, 123. Série de résolutions à rapporter, 124. Rapportées, 131. Adoptées sur division, 132. Bill basé sur ces résolutions, 132. [Voir *infra*, 5].
5. Bill pour amender et consolider les lois de la chasse en cette Province, [l'Honorable M. Flynn], 132. Renvoyé à un Comité Spécial, 168. Rapporté amendé, 178. Considéré en Comité général ; amendé ; motion pour la réception du Rapport ; amendement [à l'effet de renvoyer le Bill à un Comité général] rejeté sur division ; autre amendement au même effet, adopté sur division ; Considéré ; Amendé, 184. Motion pour la réception du Rapport ; amendement ; objection à l'amendement ; M. l'Orateur diffère pour donner sa décision, 190. Décide contre l'amendement, 191. Rapporté ; Passé, 191. Par le Conseil, 235. S. R., 362, [45 Vict., chap. 15].

CHAUX ET PHOSPHATES DU CANADA :—Pétition demandant un Acte pour incorporer la Compagnie des Chaux et Phosphates du Canada, 15. Avis, 33.—Bill [l'Honorable M. Robertson] ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 42. Rapporté amendé, 54. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 81. Par le Conseil avec amendements, 165. Considérés et adoptés, 166. S. R., 204, [45 Vict., chap. 68].

CHESHAM :—Pétition des Colons du Cantons de,—demandant la remise d'une partie des intérêts dus au Gouvernement sur leurs lots, 137.

CHESTER OUEST :—Bill pour définir la position de certaines lignes dans le Canton de Chester Ouest, [l'Honorable M. Flynn], 224. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré, 228. Rapporté ; Passé, 238. Par le Conseil, 272. S. R. 364. [45 Vict., chap. 46].

CHEMINS DE COLONISATION—. Voir 17 *des documents*.

CHEMINS :—

1. Empierrement des—. Voir 18 *des documents*.
2. Pétitions demandant de l'aide pour chemins :
 1. *Acton* :—Aide pour ouvrir un chemin dans ce Canton, 83.
 2. *Adstock* :—Aide pour un chemin de colonisation dans ce Canton, 93.
 3. *Armagh* :—Aide pour ouvrir et réparer les chemins de ce Canton, 59.
 4. *Bellechasse* :—Aide pour chemins dans ce Comté, 33.

CHEMINS :—Suite.

5. *Buckland, Standon et Mailloux* :—Aide pour chemins dans ces Cantons, 33.
6. *Bulstrode* :—Aide pour continuer l'ouverture d'un chemin de colonisation, 246.
7. *Bulstrode et Stanfold* :—Aide pour chemins dans ces Cantons, 83.
8. *Cranbourne* :—Aide pour un chemin dans ce Canton, 29, 83.
9. *Frampton* :—Aide pour un chemin dans ce Canton, 83.
10. *L'Assomption* :—Aide pour exécution de certains travaux sur une certaine partie du chemin de front dans cette Paroisse, 48.
11. *Madington* :—Aide pour un chemin de colonisation traversant les 12ème et 13ème rangs du Canton de—, 134.
12. *Notre-Dame du Mont-Carmel* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 107.
13. *Québec Central* :—Aide pour un chemin de colonisation conduisant au Chemin de Fer du—, 17.
14. *Route de la Rivière Sauvage* :—Aide pour un chemin de colonisation connu sous le nom de—, 281.
15. *St Alphonse* :—Aide pour chemins dans cette paroisse, 59.
16. *St Côme de Kennebec* :—Aide pour un chemin de colonisation, 188.
17. *Ste Emmelie de l'Energie* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 48.
18. *St Malachie* (Comté d'Ottawa) :—Aide pour chemins, 98.
19. *Ste Marie de Blanford* :—Aide pour un chemin de colonisation de Ste Marie à Ste Gertrude, 17.
20. *St Maurice* (territoire du) :—Aide pour un chemin de colonisation depuis les grandes Piles jusqu'à Makinac, 213.
21. *St Nérée et St Lazare* :—Aide pour chemins, 93.
22. *St Norbert* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 48.
23. *St Samuel* (Comté de Nicolet) :—Aide pour chemins, 98.
24. *St Sauveur* :—Aide pour compléter le chemin du Lac St Joseph, 224.
25. *Watford* :—Aide pour ponts et chemins dans ce Canton, 134.
26. *Wendover* :—Aide pour un chemin dans ce Canton, 29.

CHEMINS DE FER :—

1. Nomination du Comité des Chemins de Fer, 9, 17. Membres ajoutés, 24, 56. Premier rapport; quorum réduit à sept membres, 23. Autres rapports sur divers Bills, 54, 112, 130, 137, 145, 153, 157, 166, 173, 183, 192, 203. Bills renvoyés à ce Comité, 96, 101, 117, 125, 155, 162, 158, 186.
2. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant certains subsides à être accordés à certains Chemins de Fer, 342. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Le Comité délibère, 343. Résolutions à rapporter, 346. Ordre pour la réception du rapport rescindé; La Chambre de nouveau en Comité, 347. Résolutions rapportées, 351. Adoptées, 354. Bill basé sur ces résolutions, 3. (Voir *Infra*, 354).
3. Bill pour accorder de l'aide pour la construction de certains Chemins de Fer, (L'Hon. M. Chapleau), 354. Renvoyé à un Comité Général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 355. Par le Conseil avec amendements, 356. Considérés, 356. Message au Conseil demandant une conférence, 356. Raisons à offrir, 357. La Chambre suspend ses procédés, 357. Message du Conseil acceptant la conférence, 358. Rapport des Conférenciers, 358. Bill adopté par le Conseil avec amendements, 359. Considérés et adoptés, 359. S. R., 364. (45 Vict., ch. 23).
4. Sommes payées annuellement aux Compagnies de—. Voir 19 *des Documents*.
5. Incorporation d'une Compagnie de—, en vertu de l'acte 44-45 Vict., ch. 2, Sect. 16. (Voir 20 *des Documents*).
6. Pour divers sujets en rapport avec les—. (Voir 19 à 40 incl. *des Documents*).

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU NORD DE MONTRÉAL :—Pétitions demandant de l'aide pour ce Chemin, 33, 48, 58, 78, 83, 134, 188, 202.

CHEMIN DE FER DU NORD :—

Sommes payées pour le—. Voir 22 *des Documents*.

Sommes dues ou réclamées par les entrepreneurs du—. Voir 23 *des Documents*.

CHEMIN DE FER PROVINCIAL :—Etat des recettes et des dépenses du—, depuis le 1er Juillet 1881 au 15 mars 1882. Voir 23 *des Documents*.

CHIRURGIE :—Profession médicale et—, (42-43 Vict., chap. 37), amendé. Voir *Médecine etc.*

CHOQUETTE, PHILIPPE AUGUSTE :—Voir 41 *des Documents*.

CHUTE MINÉE :—Voir 77 *des Documents*.

CLUB DE TURF de Sherbrooke, incorporé :—Voir *Sherbrooke*.

CODE CIVIL :—

1. Bill pour amender l'article 2267 du Code Civil du Bas-Canada. (M. Gagnon), 48. Motion pour 2ème lecture; débats; ajournés, 105. Débats repris; Motion pour 2ème lecture rejetée sur division, 150. Bill retiré, 151.
2. Bill pour amender les dispositions du Code Civil et du Code de Procédure Civile, concernant les lois d'hypothèque et d'enregistrement. (M. Trudel), 94. Lu la 2ème fois, renvoyé au Comité de Législation, 129. Rapport qu'il n'est pas opportun d'adopter ce Bill maintenant, 153.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill pour amender l'article 1033 du Code de Procédure Civile. (M. Blanchet), 78. Renvoyé au Comité de Législation, 128. Rapporté amendé, 137. Ré-imprimé, 137. Considéré en Comité Général, Amendé; Rapporté, 170. Ordre pour 3ème lecture déchargé; Bill renvoyé à un Comité Général; Amendé, 176. Ordre pour la réception du rapport; Débats, 180. Débats repris; Motion [pour renvoyer le Bill à un Comité Général] adoptée; Considéré; Amendé, 182. Rapporté; Passé, 183. Par le Conseil avec un amendement, 261. Considéré et adopté, 262. S. R., 363. (45 Vict., ch. 33.)
2. Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile. (M. Lalonde); Présenté; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 277. Ordre pour renvoi au Comité rescindé; Bill remis sur les Ordres du Jour pour Comité Général, 285. Considéré; Rapporté; Passé, 316. Par le Conseil, 341. S. R., 364. (45 Vict., ch. 34.)
3. Bill pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada. Voir *Supra*, 1.

CODE MUNICIPAL :—

1. Comité Spécial pour prendre en considération tous les amendements à faire au Code Municipal, 31. Bills renvoyés à ce Comité, 45, 60, 76, 129. Premier rapport; *quorum* réduit, 59. Membres ajoutés à ce Comité, 55. Second rapport, déclarant que le Comité a réuni en un seul Bill une partie des amendements proposés au Code Municipal, 138. (Voir *Infra*, 10.)
2. Bill pour amender certaines dispositions du Code Municipal. [L'Honorable M. Pâquet], 49. Renvoyé à un Comité Général, 150. Considéré; Amendé, 188. Motion pour la réception du rapport; Amendement [à l'effet, de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général] négative; Rapporté; Passé, 190. Par le Conseil, 225. S. R., 363. [45 Vict., ch. 36.]
3. Bill pour amender l'article 639 du Code Municipal. [M. Champagne.] Présenté; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité Général, 154.
4. Bill pour abroger l'article 480 du Code Municipal de la Province de Québec. [L'Honorable M. Pâquet], 78. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité Général, 150.
5. Bill pour amender certains articles du Code Municipal. [M. Gagnon], 29. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial sur Code Municipal, 45. [Voir *Supra*, 1.]

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

6. Bill pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de Québec. [M. Houde], 42. Lu la 2ème fois renvoyé au Comité Spécial sur Code Municipal, 57. [Voir *Supra*, 1.]
7. Bill pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de Québec, [M. Martel], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial sur Code Municipal, 60. [Voir *Supra*, 1.]
8. Bill pour amender le Code Municipal, [M. Trudel], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial sur Code Municipal, 60. [Voir *Supra*, 1.]
9. Bill pour amender l'article 1061 du Code Municipal de la Province de Québec, [M. Fortin], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial sur Code Municipal, 76. [Voir *Supra*, 1.]
10. Bill pour amender le Code Municipal de la Province de Québec, [M. Marion], 30. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial sur Code Municipal, 45. Rapporté ; Amendé et ré-Impression ordonnée, 138. Considéré en Comité Général, 182. Amendé, 188. Ré-imprimé, 188. Ordre pour réception du rapport rescindé ; Bill renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté sur division ; Lu la 3ème fois et passé, 219. Par le Conseil avec un amendement, 315. Considéré ; Motion pour qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne concoure pas dans leur amendement, 315. Message du Conseil retirant leur amendement, 330. S. R., 362. [45 Vict., ch. 35.]

CODIFICATION DES STATUTS. Voir 42 des Documents.

COLLÈGE COMMERCIAL DE VARENNES, incorporé. Voir *Varennés*.

COLLÈGE MORRIN de Québec [24 Vict., ch. 109], amendé Voir Québec Collège *Morrin*.

COLLIN, Arsène. Voir 43 des Documents.

COLONS :—

Bill pour protéger les Colons, [l'Honorable M. Flynn], 84. Motion pour 2me lecture ; Débats, 167. Débats repris ; Bill lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé, 168. Ordre pour la réception du rapport, déchargé ; Bill renvoyé à un Comité Général ; Amendé ; Rapporté, 177. Passé, 179. Par le Conseil avec un amendement, 213. Considéré et adopté, 214. S. R., 362. [45 Vict., ch. 12.]

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de neuf Comités Permanents, 6. Motion pour la formation d'un Comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer : Adoptée, 9. Rapportée, 17. Adoptée, 17. Voir *Privileges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc., Bills Privés, Législation, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industries*. Voir aussi *Bibliothèque*.

COMITÉS :—*Suite.*

2. *Quorums* réduits, 23, 29, etc.
3. Membres ajoutés à des Comités, 24, 56, 76.
4. Comités généraux, 123, 126, 152, 155, 162, 164, 231, 235, 243, 277, 315, 318, 319, 323, 336.
5. Procédés de Comités généraux entrés dans les journaux, 123, 126, 152, 155, etc.
6. Instruction au Comité d'Agriculture, 74.
7. Rapporte progrès et demande permission de siéger de nouveau, 114, 128, 135, 155, etc.
8. Motion [pour la nomination d'un Comité Spécial] négative, 91, 100.
9. Comité Spéciaux, 31, 56, 84, 94, 258, 275. Voir *Code Municipal, Acte Electoral, Notariat*, etc.
10. Pétitions renvoyées à des Comités, 112.
11. Comité Spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif et s'enquérir d'un Bill rejeté par le Conseil, 258, 275.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Pétition demandant la passation d'un acte limitant la responsabilité des Compagnies à fonds social à être créées par taxes scolaires, 28.

COMPAGNIE DE COLONISATION des Terres de la Puissance. Voir 44-45 *des Documents*.

COMPAGNIES INCORPORÉES :—

1. Bill pour amender l'acte concernant la déclaration que doivent faire les Compagnies incorporées, [l'Honorable M. Würtele], 83. Lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 128. Passé, 149, Par le Conseil, 195. S. R., 204. [45 Vict., ch. 47.]
2. Bill pour permettre aux Compagnies incorporées par statuts spéciaux, d'augmenter leur fonds social et pour d'autres fins, [l'Honorable M. Lynch], 200. Renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 218. Par le Conseil avec amendements, 335. Considérés, 335. Adoptés, 354. S. R., 362. [45 Vict., ch. 48.]

Compagnie Agricole et Manufacturière de Témiscouata, incorporée. Voir *Témiscouata*.

Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique (Acte d'incorporation, amendé). Voir *Eclairage Electrique*.

Compagnie de Flottaison, etc., du St Maurice, incorporée. Voir *St Maurice*.

- Compagnie de Macadam de St Hyacinthe, incorporée. Voir *St Hyacinthe*, 1.
- Compagnie pour l'éclairage au Gaz de St Hyacinthe, incorporée. Voir *St Hyacinthe*, 3.
- Compagnie de l'Aqueduc de Louiseville. Voir *Louiseville*.
- Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province (41 Vict., chap. 52) amendé e
Voir *Sucre de Betteraves*, 1.
- Compagnie de Sucre de Betteraves *Pioneer*. Voir *Pioneer*.
- Compagnie des Abattoirs de Montréal. Voir *Montréal*, 1.
- Compagnie des Chaux et Phosphates du Canada, incorporée. Voir *Chaux et Phosphates*.
- Compagnie des Chemins de péage de l'Isle Jésus. Voir *Isle Jésus*.
- Compagnie des Quais et Elévateurs de Longueuil, incorporée. Voir *Richelieu*.
- Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de l'Outaouais, incorporée.
Voir *Outaouais*.
- Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de St André. Voir *St André*.
- Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Chaleurs, incorporée. Voir
Baie des Chaleurs.
- Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel (Acte d'incorporation amendé). Voir *Rive Sud et Tunnel*.
- Compagnie du Chemin de Fer de Leeds et des Cantons de l'Est, incorporée.
Voir *Leeds*.
- Compagnie du Chemin de Fer de Wentworth, incorporée. Voir *Wentworth*.
- Compagnie du Chemin de Fer des Laurentides, embranchement de St Lin, vente de son Chemin de Fer au Pacifique. Voir *Laurentides*.
- Compagnie du Chemin de Fer de St Eustache, embranchement vendu au Chemin de Fer du Pacifique. Voir *St Eustache*.
- Compagnie du Chemin de Fer des Trois-Rivières et du Nord Ouest, incorporée. Voir *Trois-Rivières*.
- Compagnie du Chemin de Fer du Nord, incorporée. Voir *Q. M. O. et O. et ch. fer du Nord*.
- Compagnie du Pont de Drummondville, incorporée. Voir *Drummondville*.
- Compagnie du Pont de St François. Voir *St François*.
- Compagnie Générale de Dépôts de Montréal, incorporée. Voir *Montréal, Dépôts de—*.

Compagnie Manufacturière Belmont. Voir *Lawlor*.

Compagnie Manufacturière Lawlor (nom changé). Voir *Lawlor*.

Compagnie Minière de l'Isle d'Orléans, incorporée. Voir *Isle d'Orléans*.

Compagnie Papier Rolland, incorporée. Voir *Papier Rolland*.

Compagnie pour l'Exploitation et Transport des Minerais de Québec, incorporée. Voir *Minerais de Québec*.

Compagnies d'Assurance, Inspection des—. Voir *Assurance*.

Compagnie d'Assurance Mutuelle (24 Vict., chap. 32, amendé). Voir *Assurance*.

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu. Voir *Assurance*.

Company, Liverpool and London, and Globe Insurance. Voir *Liverpool, etc.*

Company, Sherbrooke Mining and Smelting, incorporée. Voir *Sherbrooke*.

Company, Sherbrooke Iron Manufacturing, incorporée. Voir *Sherbrooke*.

Company, The Quebec Hotel, incorporée. Voir *Québec*.

COMPTES de l'Ancienne Province du Canada. Voir 46 *des Documents*.

COMPTES PUBLICS :

1. Comité Permanent nommé, 9, 17. Premier rapport ; *Quorum* réduit à sept membres, 29.

2. Voir 47 *des Documents*.

CONFÉRENCES :

1. Comité nommé pour préparer les raisons à offrir à une conférence avec le Conseil Législatif pour lesquels cette Chambre ne concourt pas dans l'amendement fait par Leurs Honneurs au Bill pour amender les actes relatifs à la Cité de Montréal, 345. Rapport du Comité, 247. Raisons lues la 1ère fois, 247. La 2ème fois et adoptées, 255. Conférence demandée ; Motion pour que la Chambre suspende ses délibérations ; Débats ; ajournés, 255. Débats repris ; La Chambre suspend ses délibérations, 273. Le Conseil insiste sur son amendement, 315.

2. Comité nommé pour préparer les raisons à offrir, à une conférence avec le Conseil Législatif, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par Leurs Honneurs au Bill pour accorder de l'aide à certains Chemins de Fer, 356. Rapport du Comité, 357. Raisons lues et adoptées, 357. Conférence demandée, 357. La Chambre suspend ses délibérations, 357. Conférence acceptée, 358. Rapport, 358. Nouveaux amendements, 360. Adoptés par la Chambre, 360.

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL, autorisée à tenir registre de sépulture à Villa Maria. Voir *Montréal*.

CONGRÈS INTERNATIONAL DE GÉOGRAPHIE. Voir 48 des Documents.

CONSEIL EXÉCUTIF :

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le Conseil Exécutif ; Signification de la recommandation de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; Débats ; Amendement proposé et négativé, 234 ; Motion principale adoptée ; La Chambre en Comité, 334. Résolutions rapportées et adoptées, 235. Bill basé sur ces résolutions, 235. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant le Conseil Exécutif, [l'Honorable M. Chapleau], Présenté, 235. Lu la 2ème fois sur division et passé, 239. Par le Conseil avec un amendement, 272. Considéré et adopté, 273. S. R., 363. [45 Vict., ch. 2.]

Conseil Législatif :

Messages envoyes au Conseil ;

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du Comité collectif au sujet de la Bibliothèque, 18 ; Au sujet des impressions, 18.
2. Priant Leurs Honneurs de ne pas insister sur leur amendement à un Bill, 315.
3. Renvoyant un Bill, 340.

Messages du Conseil ;

2. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du Comité collectif de la bibliothèque, 30.
3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du Comité collectif des impressions, 30.
4. Communiquant leurs Bills, et demandant le concours de la Chambre, 107, 122, 146, 154, 179.
5. Adoptant les Bills de la Chambre, 146, 154, 165, 169, 174, 186, 194, 200, 218, 227, 230, 237, 241, 245, 262, 272, etc.
6. Adoptant les amendements faits par l'Assemblée, 210.
7. Demandant le concours de l'Assemblée Législative au sujet d'une Adresse à Sa Majesté, 14.
8. Comité Spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif et s'enquérir de certains Bills, 258, 275. Rapports, 259, 275. Adoptés, 260, 277.
9. Acceptant une conférence, 358. Voir *Conférences*.
10. Bill concernant l'Orateur du Conseil Législatif. Voir *Orateur du Conseil*, etc.

CONSEILS MUNICIPAUX :—Bill pour autoriser les Conseils Municipaux à passer des règlements pour taxer la propriété personnelle, [M. Spencer], 213.

CONSTRUCTION des Chemins de Fer, aide pour la—. Voir *Chemins de Fer*, 2 et 3.

CONSTRUCTION du Palais de Justice de Québec. Voir *Québec*.

CORPORATIONS COMMERCIALES, taxes directes sur les—. Voir *Taxes directes*.

CÔTEAU DU LAC :—

Pétition des Sœurs de l'asile du— ; demande d'aide, 98.

CÔTEAU ST LOUIS :—Pétitions demandant des amendements à l'acte 38 Vict., chap. 73, 77.

CÔTE ST ANTOINE :—

1. Pétition demandant un acte pour amender l'acte 42-43 Victoria, chap. 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la Côte Saint Antoine, 33. Avis, 55. Bill [l'Honorable M. Beaubien], 54. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté, 166. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 181. Par le Conseil avec amendements, 241. Bill retiré et honoraire remboursé, 263.

2. Pétition contre le Bill, 122.

CÔTÉ ET CIE, A.— Voir 49 des *Documents*.

COUR DU RECORDER DE QUÉBEC. Voir *Québec*.

COURONNE, intervention de la—, dans les causes civiles. Voir *Intervention de*, etc

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN : Pétition demandant un acte pour amender l'acte 43-44 Vict., chap. 60, incorporant la Société de Crédit Foncier Franco-Canadien ; Reçue et lue, 116. Avis, 121. Bill [l'Honorable M. Würtele], 121. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 156. Rapporté amendé, 173. Rapporté du Comité de Législation, 193. Considéré en Comité Général 206. Rapporté sur division et Passé, 214. Par le Conseil avec amendements, 285. Considérés, 285. Adoptés, 296. S. R., 363. [45 Vict., ch. 84.]

CRÉDIT MOBILIER CANADIEN : Pétition demandant un acte incorporant le—, 106. Avis, 130. Bill [M. Champagne], 131. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 136. Rapporté amendé, 203. Considéré en Comité Général ; amendé ; Rapporté ; Passé, 242. Par le Conseil, 333. S. R., 363. [45 Vict., ch. 86.]

CRÉDIT MOBILIER ET AGRICOLE : Pétition demandant un acte pour incorporer le Crédit Mobilier et Agricole de Québec ; Reçue et lue, 116. Avis, 121. Bill [M. Fortin], 121. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 148. Rapporté amendé, 203. Considéré en Comité Général, 215. Amendé ; Rapporté ; Passé, 242. Par le Conseil, 333. S. R., 363. [45 Vict., ch. 85.]

DÉBENTURES PROVINCIALES :—

1. Motion (pour que la Chambre se forme en Comité, pour prendre en considération certaines résolutions autorisant l'émission de \$3,000,000 de débentures provinciales,) adoptée sur division, 317 ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 299. Le Comité délibère, 317. Résolutions rapportées et adoptées ; Bill basé sur ces résolutions, 318. [Voir *infra*, 2].
2. Bill autorisant l'émission de débentures provinciales pour trois millions. [L'Honorable M. Würtele], 318. Lu la 2ème fois sur division ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté sur division et Passé, 329. Par le Conseil, 255. S. R., 364. [45 Vict., chap. 18].

DÉCISIONS JUDICIAIRES :—Voir 1 *des documents*.

DÉCLARATION PAR CERTAINES COMPAGNIES INCORPORÉES :—Voir *Compagnies incorporées*

DEFOY, J. A. :—Voir 51 *des documents*.

DÉFRICHEMENT DES TERRES :—Bill pour amender l'Acte 34 Vict., ch. 19, concernant le défrichement des terres et la protection des forêts contre les incendies, [l'Honorable M. Flynn], 84. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 127. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté, 132. Bill réimprimé, 132. Passé, 157. Par le Conseil, 193. S. R., 204. [45 Vict., chap. 11].

DE MARTIGNY, A. L. :—Voir 62 *des documents*.

DÉPENSES CONTINGENTES :—Voir *adresses*, 3 et 4.

Députés :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, xiii à xvi, 8, 32.
2. Prêtent serment et prennent leur siège, 1, 32.
3. Résolutions relatives : 1. à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2. à la corruption et aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3. à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 6.
4. M. Stephens se lève de son siège et déclare qu'il est informé que, tandis que des négociations se poursuivaient entre le Gouvernement et le Syndicat Allan-Rivard pour la vente ou l'affermage du Q. M. O. et O., M. L. A. Sénécal demanda au dit Syndicat de lui payer une certaine somme comme profit personnel ; Motion pour la formation d'un Comité Spécial pour s'enquérir des faits mentionnés dans la dite déclaration ; Objecté que la motion n'est pas dans l'ordre, vu qu'aucun avis n'a été donné ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 91. Motion rejetée sur division, 92.

DÉPUTÉS :—Suite.

5. L'Honorable M. Marchand se lève de son siège et dit qu'il est informé que l'Honorable Commissaire des Terres a mal informé la Chambre en déclarant qu'un billet ou chèque de L. A. Sénécal pour Charles de Molon, a été donné au Département sans son consentement, 100 ; Motion pour la nomination d'un Comité Spécial ; Objecté que cette motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 100. Décide que la question doit être soumise à la Chambre, 102. Déclaration de l'Honorable Commissaire, que l'accusation est tout à fait dénuée de fondement, fausse et mensongère, et qu'il affirme la vérité de la déclaration qu'il a faite l'autre jour que le chèque de M. Sénécal a été accepté dans son Département sans sa connaissance et sans son autorisation, 102. Motion que la Chambre satisfait des explications données par l'Honorable Commissaire, de son siège ; et ayant pleine confiance dans la déclaration écrite qu'il met devant cette Chambre, passe à l'ordre du jour ; adoptée sur division, 103.
6. Motion pour la formation d'un Comité Spécial chargé de s'enquérir quelles sommes d'argent ont été dépensées par L. A. Sénécal dans le but de favoriser ou aider l'élection des membres de cette Chambre, 197. Amendement ; Objection à l'amendement ; M. l'Orateur déclare qu'il peut être pris en considération ; Sous amendement proposé et déclaré hors d'ordre. Amendement adopté sur division ; Motion principale, ainsi amendée, adoptée sur division, 198.
7. L'Honorable M. Chapleau se lève de son siège et demande que les paroles qui viennent d'être prononcées par M. Stephens soient entrées dans les Journaux de cette Chambre ; et ces paroles étant inscrites, l'Honorable Membre déclare que s'il a dit quelque chose contre la dignité de la Chambre il est prêt à le retracter et finit par quelques paroles, lesquelles sont aussi entrées dans les Journaux de la Chambre ; et sur demande de M. l'Orateur elles sont retirées, 198.
8. Qualification foncière des députés. Voir *Qualification*.
9. Députés à l'Assemblée Législative, inhabiles par l'Acte Electorale, réhabilités. Voir *Elections*, 10.
10. Députés à l'Assemblée Législative, qualifications foncière des—abolie. Voir *Qualification foncière*.

DÉPÔTS DE MONTRÉAL :—Compagnie Générale de—, incorporée. Voir *Montréal*.

DESALABERRY, MONUMENT :—Pétition demandant de l'aide pour finir le—16.

DESSAINT, THIBURCE :—Voir 50, 51 *des documents*.

DETTES :—Bill pour pourvoir à de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes, [l'Honorable M. Irvine], 18.

DETTE CONSOLIDÉE DE LA PROVINCE :—Voir 52 *des documents*.

DITTON ET CLINTON :—Pétition demandant de l'aide pour canaliser une partie de la Rivière aux Saumons, 226.

DOTATIONS PAROISSIALES :—Voir *Québec, Société Ecclésiastique*.

DRUMMONDVILLE :—Pétition demandant un Acte pour incorporer la Compagnie du Pont de Drummondville, 82. Avis, 107. Bill [M. Watts], 108. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 148. Rapporté ; Amendé ; Considéré en Comité général. Amendé ; Rapporté ; Passé, 211. Par le Conseil, 255. S. R., 363. [45 Vict., chap. 106].

DUSSAULT, JANVIER :—Voir 15 et 53 des documents.

Documents :

MIS DEVANT LA CHAMBRE, RELATIFS A—

1. *Actes déclarés inconstitutionnels* :—Rapport de toutes décisions judiciaires déclarant inconstitutionnels certains actes de cette Législature, etc. Renvoyé au Comité de Législation, 196. Rapport du Comité, 347. Document No 50 ; Imprimé, 361.).....

Adresse
22.

196

2. *Actes désavoués* :—Rapport de toutes décisions du Conseil Privé Fédéral, désavouant tous actes ou parties d'acte de cette Législature, etc. Renvoyé au Comité de Législation, 171. (Document No 43 ; Imprimé, 361.).....

Adresse
22.

161

2½. Voir aussi *Mines d'Or*.

Agents des Terres de la Couronne. Voir *Terres de la Couronne*.

3. *Agriculture et Travaux Publics* :—Rapport Général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la Province de Québec, pour l'année financière expirée le 30 Juin, 1881. (Document No 2 ; Imprimé, 246).....

Par ordre
du
Lieut. Gov.

246

4. *Asile des Aliénés de Québec* :—Rapport des médecins propriétaires de l'—, pour 1879-80. (Document No 27 ; Imprimé, 21.).....

Par ordre
du
Lieut. Gov.

21

5. Rapport des médecins propriétaires-directeurs de l'Asile des Aliénés de Québec, pour l'année 1880-81. (Document No 29 ; Imprimé, 187.).....

Par ordre
du
Lieut. Gov.

187

6. *Batisses du Parlement* :—Copie du titre ou des titres en vertu duquel ou desquels le Gouvernement détient l'emplacement du Corps Législatif. (Document No 65 ; Imprimé, 361).....

Adresse
332.

334

7. *Beauharnois* :—Etat détaillé, pour chaque cause criminelle, des sommes payées par le Greffier de la Couronne et de la Paix, ou par le Shérif du District de Beauharnois, durant les cinq dernières années, comprenant le dernier terme de la Cour Criminelle et le nombre de jours qu'a duré chaque terme, etc.....

Par ordre
171.

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
8. <i>Bellechasse</i> :—Etat détaillé des octrois de colonisation donnés au Comté de Bellechasse, depuis 1878. (<i>Document No 24 ; non imprimé, 161.</i>).....	Par ordre 52.	96
9. <i>Beurre et Fromage</i> :—Etat indiquant le nombre de Fabriques de Beurre et de Fromage, en opération dans la Province de Québec, pendant l'année 1881. (<i>Document No 52 ; Imprimé, 218.</i>).....	.....	218
10. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport du Bibliothécaire.	111 Règle.	8
11. <i>Bouchette</i> :—Rapport du député-arpenteur Bouchette, sur les droits des prétendus seigneurs de Terra Firma, de Mingan, avec la charte qui l'accompagne. (<i>Document No 63 ; Imprimé, 361.</i>).....	Adresse 297.	328
12. Rapport supplémentaire. (<i>Imprimé, 361.</i>).....	.....	341
13. <i>Cadastre</i> :—Tableau des Comtés ou partie de Comté où le Cadastre Officiel est en force. (<i>Document No 32 ; Imprimé, 160.</i>).....	Par ordre 57.	117
14. <i>Carter, Ouimet et Davidson</i> :—Correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres et MM. Carter, Ouimet et Davidson, conseils de la Reine, in re Regina vs Gagnon, et Regina vs Laurier, avec un état des sommes payées à chacun de ces messieurs, comme représentants de la Couronne, dans chacune de ces causes. (<i>Document No 59.</i>).....	Adresse 239.	274
15. <i>Chambly, Bassin de</i> :—Papiers et Documents ayant rapport au remplacement du conseiller municipal Martel par le conseiller Janvier Dussault, etc, pour la municipalité du village du—. Voir <i>Dussault, Janvier.</i>	Par ordre 100.	
16. <i>Chaudière</i> :—Etat indiquant : 1. Le montant perçu par la Couronne, pour l'émanation des licences et pour des fins minières, dans la division aurifère de la Chaudière, pendant les années 1878, 1879, 1880 et 1881. 2. Le montant des dépenses encourues, pendant les mêmes années, pour le maintien du Bureau de l'Inspecteur des Mines et de la Police, dans la même division. (<i>Document No 37 ; Imprimé, 160.</i>).....	Par ordre 86.	137
17. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Etat donnant par Comtés, le détail de la somme de \$57,000 entrée, à la page 61, des Comptes Publics, pour 1880-81, comme ayant été dépensée pour des Chemins de Colonisation. (<i>Document No 21 ; Imprimé, 160.</i>).....	Par ordre 51.	98
18. <i>Chemins, Empierrement des</i> :—Etat du montant payé, depuis la Confédération jusqu'à ce jour, par le Gouvernement, aux Municipalités, surtout aux Municipalités dans les Seigneuries, pour encourager		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
L'empierrement des chemins. (<i>Document No 38 ; Non imprimé, 161.</i>).....	Par ordre 51.	152
<i>Chute Minée :—Voir Maurois, M.</i>		
CHEMINS DE FER :—		
19. Etat détaillé des sommes payées annuellement par le Gouvernement, depuis la Confédération jusqu'à ce jour, aux différentes Compagnies de Chemin de Fer subventionnées par le Gouvernement. (<i>Document No 25 ; Imprimé, 99.</i>).....	Par ordre 52.	97
20. Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et toute personne quelconque, au sujet de l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer, autorisée par la section 16, chap. 2, 44-45 Victoria, avec copie des Lettres-Patentes incorporant la dite Compagnie. (<i>Document No 49.</i>).....	Adresse 149.	187
21. Etat des Recettes et des Dépenses du Chemin de Fer Provincial, depuis le commencement de la présente année fiscale, jusqu'au 15 Mars 1882.....	Par ordre 26.	
22. <i>Chemin de Fer du Nord :—</i> Etat des sommes payées par le Gouvernement tant pour la confection du chemin que pour son matériel roulant. (<i>Document No 25 Imprimé, 99.</i>).....	Par ordre 52.	97
23. <i>Chemin de Fer du Nord :—</i> Etat détaillé des sommes dues par le Gouvernement aux entrepreneurs du,— et du montant de leur réclamations.....	Par ordre 80.	
24. <i>Q. M. O. et O.—</i> Etat indiquant les sommes tirées du Trésor Provincial pour l'administration du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., pour dépenses générales, du 1er Novembre 1881 au 15 Mars 1882. (<i>Document No 30.</i>).....	Par ordre 26.	117
25. <i>Q. M. O. et O. :—</i> Etat détaillé de toutes les souscriptions municipales en faveurs des divers Chemins de Fer formant maintenant le Q. M. O et O. (<i>Document No 53.</i>).....	Par ordre 80.	226
26. <i>Q. M. O. et O. :—</i> Traité concernant la vente de la Section Ouest du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. au Pacifique Canadien.....	Par Message.	33
27. <i>Q. M. O. et O. :—</i> Traité conclu pour la vente d'une partie du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. à la Compagnie du Pacifique Canadien.....	Par Message.	33
28. <i>Q. M. O. et O. :—</i> Contrat projeté de la vente de la Section Est du Chemin de Fer de Q. M. O et O. à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord.....	Par Message.	62

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
29. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Correspondance, soumissions et autres documents se rattachant à l'affermage et à la vente du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. (<i>Document No 13.</i>)....	.....	42
30. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Correspondances, rapports, Ordres en Conseil et autres documents, depuis le 1er Novembre 1879, au sujet de la vente du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. au Gouvernement Fédéral.....	Adresse 51.	
31. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Correspondance échangée entre le Gouvernement de la Province et le Syndicat du Pacifique Canadien, au sujet, soit de l'affermage ou de la vente du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. ; aussi la correspondance échangée avec cette Compagnie, au sujet de la vente et de l'achat de la partie Ouest.....	Adresse 75.	
32. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Copie du contrat d'acquisition par le Gouvernement des embranchements de Berthier et de Joliette.....	Par ordre 26.	
33. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Copie du contrat d'acquisition par la Compagnie du Pacifique Canadien des embranchements de St-Eustache et de St-Lin.....	Par ordre 57.	
34. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Nombre de chars-plateforme, à marchandise, à passagers, et de locomotives que possède maintenant le Gouvernement sur le Chemin de Fer Q. M. O. et O. (<i>Document No 34 ; Imprimé, 160.</i>).....	Par ordre 94.	124
35. <i>Q. M. O. et O.</i> —Charbon :—Etat détaillé du charbon consommé pendant l'année 1880, pour l'usage du Chemin de Fer de Q. M. O. et O.	Par ordre 111.	
36. <i>Laurentides</i> :—Liste des actionnaires de la Compagnie du Chemin de Fer des Laurentides, communément appelée " Branche de St-Lin	Par ordre 149.	
37. <i>Berthierville</i> :—Correspondance, etc., concernant la démission de l'agent de la station de Berthierville, sur le Chemin de Q. M. O. et O. (<i>Document No 33 ; non-imprimé, 161.</i>)	Adresse 74.	124
38. <i>Intercolonial</i> :—Correspondance au sujet de la construction de l'embranchement projeté de l'Intercolonial, de St-Charles à Lévis, et de l'établissement entre Québec et Lévis, d'un système de bateaux traversiers, devant relier l'Intercolonial au Chemin de Fer de Q. M. O. et O. (<i>Document No 51 ; Imprimé, 361.</i>)	Adresse 80.	209
39. <i>Pontiac et Pacifique</i> :—Ordres en Conseil, documents relatifs à l'octroi d'un subside de six mille piastres par mille, pour la Compagnie du Chemin de Fer d'embranchement de Pontiac et du Pacifique.....	Adresse 75.	

DOCUMENTS :—Suite.	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
40. <i>Rive Sud et Tunnel</i> :—Copies de tous les documents reçus par le Gouvernement, sous l'autorité de la section 26 du chap. 47, 43-44 Victoria; intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel": avec copie de la proclamation mettant le dit acte en force. (<i>Document No 64</i>)...	Adresse 219.	328
41. <i>Choquette, Philippe Auguste</i> :—Copie de toutes correspondances, réclamations, comptes et autres documents reçus par le Gouvernement ou aucun de ses membres, de Philippe Auguste Choquette, écuyer, avocat, de Montmagny, se rattachant à une enquête préliminaire, tenue par Joseph Nicole, juge de paix à Montmagny, dans les mois de Décembre et Janvier dernier. (<i>Document No 66</i>).....	Adresse 333.	359
42. <i>Codification des Statuts</i> :—Rapport de la Commission. Renvoyé au Comité de Législation, 319. (<i>Document No 18; Imprimé, 79</i>).....		78
43. <i>Collin Arsène</i> :—Lettres, Correspondances, etc., etc., relatives à l'admission d'Arsène Collin, dans l'Asile de Beauport; et aussi Correspondances pour le paiement des frais d'entretien dans l'Asile, du dit Arsène Collin. (<i>Document No 40; non imprimé, 161</i>).....	Par ordre 129.	152
44. <i>Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance</i> :—Ordre en Conseil, Correspondances etc., concernant certains octrois à la—. (<i>Document No 42; Imprimé, 160</i>).	Adresse 22.	156
45. Correspondance, Ordres en Conseil, Télégrammes etc., se rapportant à la vente de terrains à la—.....	Par ordre 56.	
46. <i>Comptes de l'ancienne Province du Canada</i> :—Correspondance etc., relativement aux comptes de l'ancienne province du Canada. (<i>Document No 14; Imprimé, 160</i>).	Adresse 26.	50
47. <i>Comptes Publics</i> :—Comptes Publics de la Province de Québec pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881. (<i>Document No 3; Imprimé, 24</i>).....	Par ordre du Lieut. Gov.	24
48. <i>Congrès International de Géographie</i> :—Rapport du Troisième Congrès International de Géographie, tenu à Venise, en Septembre 1881. (<i>Document No 54; Imprimé, 227</i>).....		227
49. <i>Côté & Cie A.</i> :—Motion pour une adresse demandant Etat de toutes les sommes payées par Gouvernement à A. Côté & Cie., depuis le 1er Novembre 1879, pour impressions et papeterie; Amendement proposé et adopté demandant que les sommes payées par le Gouvernement Joly soient incluses dans le dit état	Par ordre 74.	
De Martigny, A. L. :—Voir Grondin Joseph.		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
50. <i>Dessaint, Thiburce</i> :—Plaintes, Correspondances, Fac-tums, etc., au sujet de la révocation de Thiburce Dessaint, Ecr., comme Protonotaire conjoint de Kamouraska. (<i>Document No 23 ; non imprimé, 161</i>)...	Adresse 31.	96
51. Détail de la somme de \$92.50 entrée à la page 77, des Comptes Publics, pour 1880-81, comme payée à J. A. Defoy, Ecuyer, pour services et déboursés, pour l'enquête, à Kamouraska, <i>in re</i> Thiburce Dessaint. (<i>Document No 36 ; non imprimé, 160</i>).....	Par ordre 52.	137
52. <i>Dette consolidée</i> :—Etat de la,—de la Province de Québec, depuis 1867. (<i>Document No 11 ; Imprimé, 160</i>).	Par ordre du 22 Juin 1881.	30
53. <i>Dussault, Janvier</i> :—Correspondances, Ordres en Conseil, etc., concernant la nomination de Janvier Dussault, comme Conseiller Municipal du Village du Bassin de Chambly. (<i>Document No 22 ; non imprimé, 161</i>).....	Adresse 86.	89
54. <i>Economie Interne</i> :—Ordre en Conseil nommant les Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative.....	Par Mes- sage du Lieut. Gov.	25
<i>Empierrement des Chemins</i> :—Voir <i>Chemins</i> .		
<i>Employés Civils</i> :—Voir <i>Service Civil</i> .		
55. <i>Employés Sessionnels</i> :—Liste des noms et prénoms de tous les—nommés pour la présente session. (<i>Document No 60</i>).....	Par ordre 80.	274
56. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante [supplémentaires] et estimés pour l'année financière finissant le 30 Juin 1883. Renvoyés au Comité des subsides (Voir <i>Subsides. Document No 1</i>).....	Message.	253
57. <i>Estimés supplémentaires</i> :—(<i>Document No 1</i>).....	Message.	311
58. <i>Fabre, L'Hon. Hector</i> :—Copies des Ordres en Conseil, Correspondances et autres Documents se rattachant à la nomination de l'Honorable Hector Fabre, représentant de la Province, en France. (<i>Document No 27 ; Imprimé, 160</i>).....	Adresse 95.	101
<i>Fonctionnaires Publics</i> :—Voir <i>Officiers Publics</i> .		
59. <i>Fonds de Bâtisses et de Jurés</i> :—Etat des recettes et des dépenses à compte du,—pour le District de Montréal au 31 Déc. 1881. (<i>Document No 10 ; Imprimé, 27</i>).....	Par ordre 27.	27
60. Etat des sommes dues au Fonds de Bâtisses et de Jurés, au 31 Décembre 1881, par les Corporations, spécifiant : le montant dû par chacune des Corporations, dans chacun des Comtés de la Province ; le		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
nom des Corporations qui ont été poursuivies, depuis le 1er Janvier 1881 ; le montant de chaque poursuite ; le montant des frais dans chaque cause ; la date de chaque poursuite.....	Par ordre 129.	
61. <i>Fonds consolidé d'Emprunt Municipal</i> :—Etat détaillé de toutes les sommes perçues, à compte du Fonds consolidé d'Emprunt Municipal et de toutes les dépenses encourues, en rapport avec le dit Fonds, depuis la passation de l'Acte 43-44 Vict., chap. 13.....	Par ordre 86.	
62. <i>Grondin, Joseph</i> :—Copie du rapport de A. L. de Martigny, Ecr., inspecteur des Bureaux Publics, concernant l'examen par lui fait, du Greffe de Joseph Grondin de St François, dans le Comté de Beauce.....	Adresse 297.	
63. <i>Hochelaga et Jacques-Cartier</i> :—Rapport fait par le Régistrateur de la Division d'enregistrement du Comté d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, en vertu du chap. 141 des Statuts Refondus du Bas-Canada, avec un état indiquant le montant perçu en vertu de la 43-44 Vict., chap. 11, et le montant versé dans le Trésor Public, d'après le chiffre des honoraires perçus et fournis par lui, et cela, depuis la mise en opération de la loi jusqu'à ce jour.....	Par ordre 149.	
64. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des Actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, le nombre de ceux qui lui restent en mains, avec le compte détaillé des frais encourus pour l'impression et distribution des dits Statuts. (<i>Appendice No 1 ; Page, 369</i>).....	Par Message.	24
65. <i>Impressions et Papeteries</i> :—Etat de tous montants payés pour impressions et papeterie durant les années 1879, 1880 et 1881. A qui payés. Le dit état renfermant tous les montants payés pour impressions et papeterie pour le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.....	Par ordre 80.	
Voir aussi <i>Côté, A. & Cie.</i>		
66. <i>Institutions Littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des Institutions Littéraires, de charité, et des hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :	Par acte.	
L'Hospice de la Providence (St Charles Borromée) Joliette.....		192
Union St Joseph, Lachine.....		317
Asile de la Providence St Joseph, Lanoraie.....		7
Compagnie du Chemin Macadamisé, Laprairie.....		131
Hospice de la Providence, L'Assomption.....		7
Union St Joseph, Lévis.....		57
L'Asile de St Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, Montréal.....		7
Hospice de la Miséricorde, do.....		7

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Le Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Montréal.	7
Refuge Ste Brigitte, do	7
Ecole de Médecine et Chirurgie, do	123
Hospice de la Maternité, do	7
Asile de la Providence, do	7
Hôpital de Femmes, do	7
Asile des Dames Protestantes, Québec.	86
Asile du Bon Pasteur, do	7
Asile des Orphelins, do	7
Hospice St Charles ou Ecole de Réforme, do	7
Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre, do	7
Société Littéraire et Historique, do	45
Union St Joseph à St Sauveur de do	109
Union Commerciale, do	180
Women's Christian Association, do	23
Club de la Garnison, do	45
Hospice de la Maternité, do	7
Union St Joseph à St Roch, do	45
Société des Menuisiers, do	123
Congrégation des Sœurs des Petites Ecoles, Rimouski.	7
Hospice des Sœurs de la Charité, do	7
Hôpital Général, District de Richelieu, Sorel.	81
Hospice St Joseph, Ste Anne de la Pocatière.	7
Asile de la Providence, Ste Elizabeth.	7
Asile de la Providence, St Vincent de Paul.	7
Hospice du Sacré Cœur, Sherbrooke.	7
L'Hôpital des Ursulines, Trois-Rivières.	7
Hospice Ste Anne, Yamachiche.	23
(Document No 6.)		
67. <i>Instruction Publique</i> :—Etat financier, donnant un état des mandats de paiements reçus et des dépenses faites pour l'année fiscale terminée le 30 Juin 1881. (<i>Document No 5</i> ; <i>Imprimé</i> , 21).....	Par ordre du Lieut. Gov.	21
68. <i>Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique</i> pour l'année 1880-81. (<i>Document No 5</i> ; <i>Impression ordonnée</i> , 49).....	Par ordre du Lieut. Gov.	49
69. <i>Kamouraska, Cour de</i> :—Correspondance, Ordres en Conseil, etc., au sujet du louage de l'édifice dans lequel se tiennent actuellement les termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit, pour le District de Kamouraska, depuis l'incendie du Palais de Justice du dit District de Kamouraska; avec un état des sommes payées jusqu'ici pour le loyer du dit édifice. (<i>Document No 48</i>).....	Adresse 129.	187
70. <i>Kamouraska, St Louis de</i> :—Etat des sommes dépensées pour les réparations faites à une certaine bâtisse, dans le Village St Louis de Kamouraska, pour y tenir les Bureaux Judiciaires du District; et faisant connaître les noms des personnes à qui ces sommes ont été payées, depuis le 1er Mars 1881, jusqu'au 1er Avril 1882, y compris les loyers. (<i>Document No 47</i>).....	Par ordre 149.	172

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
71. <i>Lettres - Patentes</i> :—Tarif des honoraires exigés sur l'émission de lettres-patentes et de lettres-patentes supplémentaires. (<i>Document No 17</i>)	51.	74
72. <i>Laprairie</i> :—Etat des affaires de la Compagnie du Chemin Macadamisé de Laprairie, pour l'année finissant le 31 Décembre 1881. (<i>Document No 6</i>).....	Par acte.	131
73. <i>Lépine</i> :—Copie de toutes correspondances et instructions relativement à la production d'un bref de <i>nolle prosequi</i> dans la cause de la Reine <i>vs</i> Lépine, devant la Cour Criminelle du District de Montmagny, le 27 Mars 1882.....	Par ordre 110.	
74. <i>Licences</i> :—Copie des instructions données aux différents Inspecteurs des Licences de la Province, relativement aux poursuites intentées par eux pour infractions à l'Acte des Licences de Québec ; et notamment les instructions qui doivent les guider, lorsqu'ils reçoivent des dénonciations ou informations non accompagnées de dépôt.....	Adresse 296.	
<i>Licences Minières</i> :—Voir <i>Chaudière</i> .		
75. <i>Livres et Brochures</i> :—Liste ou catalogue de tous les livres et brochures publiés ou achetés par les différents Départements Publics depuis le 1er novembre, 1879, non compris le Département de l'Instruction Publique, la dite liste, donnant, par chaque Département, et dans autant de colonnes, le titre de l'ouvrage le nom de l'auteur, le nombre de copies et le coût....	Par ordre 335.	
76. <i>Longueuil et Chambly</i> :—Ordre en Conseil, Correspondance, etc., concernant la vente du Chemin de Péage de Longueuil et Chambly. (<i>Document No 26 ; Imprimé, 160</i>).....	Adresse 80.	101
77. <i>Maladies Epidémiques</i> :—Correspondance au sujet de certaines—. (<i>Document No 12 ; Imprimé, 160</i>).....	Adresse. 22.	31
<i>Mandats Spéciaux</i> :—Voir <i>Opinions Légales</i> .		
78. <i>Maurois, M.</i> :—Documents concernant les arrangements faits par le Gouvernement avec M. Maurois au sujet d'un pouvoir d'eau connu sous le nom de "Chute Minée" sur le lot No 27, du premier rang du Township de Suffolk. (<i>Document No 57</i>).....	Adresse 22 Juin 1881.	253
79. <i>Mines d'or, Acte des</i> :—Correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province et le Ministre de la Justice à Ottawa, au sujet de la demande en désaveu de l'acte des Mines d'Or de Québec, de 1880, etc. (<i>Document No 45 ; Imprimé, 361</i>).....	Adresse 86.	172
<i>Mingan, Terra Firma de</i> :—Voir <i>Bouchette</i> .		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
80. <i>Molon Charlès</i> :—Ordres en Conseil, Correspondance, etc., concernant la vente ou concession de terrains à phosphate à—. (<i>Document No 28 ; Imprimé, 204</i>).....	Adresse 118.	157
81. Rapport Supplémentaire sur le même sujet. (<i>Document No 28 ; Imprimé, 204</i>).....		195
82. <i>Montréal</i> :—Extrait des minutes d'une assemblée du Conseil de la Cité de Montréal, tenue le 24 Avril 1882, relativement au Bill pour permettre aux villages dans les environs de la Cité de Montréal de se servir des égoûts de la dite Cité. (<i>Appendice No. 3 ; Page, 385</i>).....		178
83. <i>Montréal, Terrain de la Prison</i> :—Rapport indiquant la superficie de cette portion du terrain connu sous le nom de terrain de la Prison, dans la Cité de Montréal, cédée par le Gouvernement aux acquéreurs du Chemin de Fer Provincial. (<i>Document No. 44.</i>).....	Par ordre 149.	161
84. <i>Officiers Publics</i> :—Cautionnements donnés par les Officiers Publics, du 1er Mai 1881 au 10 Mars 1882...	Par ordre du Lieut. Gov.	20
85. Etat indiquant le montant perçu par les fonctionnaires publics en vertu de la 43-44 Vict., ch. 19). [<i>Document No 19</i>].....	Adresse 43.	79
86. <i>Opinions légales, etc</i> :—Etat des opinions légales, rapports de Conseil et Mandats Spéciaux préparés en vertu de la clause 47, chap. 9, 31 Vict.....	Par ordre de S. H.	18
87. Etat des rapports de Conseil et Mandats Spéciaux, sous l'autorité de la 31 Vict., chap. 9, clause 47, émis le 1er Juillet 1881. (<i>Imprimé, 252</i>)	Par acte.	251
88. <i>Ouvrages Canadiens</i> :—Liste ou catalogue des ouvrages canadiens publiés ou achetés par le Département de l'Instruction Publique pour donner en prix.....	Par ordre 334.	
89. <i>Paroisses</i> :—Etat indiquant le nombre de Paroisses établies et érigées civilement dans la Province de Québec, ci-devant Bas-Canada, depuis le 30 Mars 1853 jusqu'à ce jour (23 mars 1882).....	Par ordre 86.	
90. <i>Phosphate</i> :—Rapport de toutes les ventes de terres à phosphate, faites à l'enchère, dans la Province, depuis le 1er Juillet dernier ; les montants payés, le nom des acheteurs et la date des paiements. (<i>Document No. 28 ; imprimé 204</i>).....	Par ordre 85.	105
91. Etat indiquant l'étendue et le prix des limites, terrains à phosphates ou autres terrains miniers, vendus pendant l'année 1880-1881, par le Gouvernement et les montants qui lui ont été payés, sur les prix de telles ventes. (<i>Document No. 28 ; imprimé, 204</i>).....	Par ordre 110.	166

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
92. <i>Pointe à Carcy</i> :—Etat indiquant le revenu provenant du quai de la Pointe à Carcy, pour amarrage, délestage, déchargement, emmagasinage ou pour toute autre cause que ce soit, depuis le 1er Mai 1880.....	Adresse 149.	
93. <i>Primeau, Marie</i> :—Lettres, correspondances, requêtes au sujet de l'admission de l'aliénée—dans l'asile de St Jean de Dieu. (<i>Document No. 15 ; non imprimé</i>).....	Adresse 31.	50
94. <i>Prisons, asiles, etc.</i> :—Onzième Rapport des Inspecteurs de Prisons, Asiles, etc., de la Province de Québec, pour l'année 1880. [<i>Document No. 35 ; imprimé, 225</i>]..	Par. ordre du Lieut. Gov.	225
95. Douzième Rapport, etc., pour l'année 1881. [<i>Document No. 35 ; imprimé, 281</i>].....	do	281
96. <i>Puyjalon, Comte Henri de</i> :—Copie des relations des faits recueillis par M. le Comte Henry de Puyjalon, pendant le cours de son exploration géologique officielle le long de la Côte Nord du Golfe Saint-Laurent, pendant les années 1880 et 1881. [<i>Document No. 39 ; Imprimé, 160</i>].....	Par ordre 52.	152
97. <i>Racicot, Ernest</i> :—Ordres en Conseil, Correspondances et Documents, se rattachant à la nomination de Ernest Racicot, Ecuyer, Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal. [<i>Document No. 16 ; Imprimé, 160</i>].	52.	74
<i>Rapports de Conseil :—Voir Opinions légales.</i>		
98. <i>Rapports municipaux</i> :—De la Province de Québec, pour l'année 1881. [<i>Document No. 8 ; non imprimé</i>].....	Par acte.	22
99. <i>Recettes et Dépenses de la Province</i> :—Etat des—pour la présente année fiscale jusqu'au 4 Mars 1882. [<i>Document No. 9 ; Imprimé, 26</i>].....	Par ordre 26.	26
100. Etat des Recettes et des Dépenses de la Province, depuis le 4 Mars dernier, jusqu'au 1er Mai courant inclusivement. [<i>Document No. 56 ; Imprimé, 228</i>].....	Par ordre 219.	227
<i>Regina vs Gagnon</i> :—Voir <i>Carter, etc.</i>		
<i>Regina vs Laurier</i> :—Voie <i>Carter, etc.</i>		
<i>Regina vs Lépine</i> :—Voir <i>Lépine.</i>		
101. <i>Remises d'amendes</i> :—Etat des remises d'amendes imposées en vertu de l'Acte des Licences de Québec de 1878, tel qu'amendé, pour l'année écoulée au 31 Décembre 1881.....	Par acte.	89
102. <i>René, Aimé</i> :—Correspondances, Pétitions et Ordres en Conseil, concernant l'octroi d'une ou plusieurs licen-		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
ces à Aimé René, à St Guillaume d'Upton, dans le Comté d'Yamaska, depuis le 30 Octobre 1879. [<i>Document No. 20 ; non imprimé, 161</i>].....	Adresse 74.	79
103. <i>Rivard M.</i> :—Ordres en Conseil, correspondances et documents, concernant la destitution de M. Rivard, comme inspecteur du revenu pour le District de Joliette. [<i>Document No. 58.</i>].....	Adresse 229.	254
104. <i>Sénécal L. A.</i> :—Etat des montants payés à—à compte de son indemnité comme surintendant, depuis sa nomination jusqu'au 15 Mars 1882.....	Par ordre 26.	
105. <i>Service Civil</i> :—Etat montrant toutes les nominations et promotions faites dans le Service Civil depuis la dernière session. [<i>Appendice No. 2, Page, 380</i>].....	Par acte.	26
106. <i>Smith, Joseph</i> :—Pétitions, Correspondances ou autres Documents, concernant la réclamation pour indemnité demandée par Joseph Smith, pour pertes et dommages à lui causés par une erreur dans l'arpentage et le plan de la Rivière Du Moine. [<i>Document No. 55 ; imprimé, 361</i>].....	Par ordre 187.	227
107. <i>Sociétés d'Agriculture</i> :—Etat détaillé des montants payés aux diverses Sociétés d'Agriculture, depuis le 30 Juin 1881. [<i>Document No. 31 ; non imprimé, 161</i>].....	Adresse 74.	117
108. <i>Spencer Wood</i> :—Etat indiquant les sommes dépensées, depuis le 1er Juillet 1867, pendant chaque année fiscale, pour le maintient des édifices et des terrains et pour la construction des bâtiments à Spencer Wood. [<i>Document No 61</i>].....	Par ordre 110.	280
<i>Statuts, Codification des :—Voir Codification, etc.</i>		
109. <i>Substituts du Procureur Général</i> :—Correspondance concernant la nomination des substituts du Procureur Général, pour le terme criminel actuel, en la Cité de Québec.....	Par ordre 171.	
110. <i>Taché, Wenceslas</i> :—Etat des sommes perçues et des sommes transmises chaque année, au Gouvernement, par Wenceslas Taché, ancien Shérif du District de Kamouraska, depuis la date de sa nomination, jusqu'au 1er Janvier 1877. [<i>Document No. 46</i>].....	Par ordre 149.	172
111. <i>Taché, P. V.</i> :—Etat de toutes les sommes payées par le Gouvernement depuis le 1er Novembre, 1879, à P. V. Taché, Ecr., avocat de Kamouraska, en sa qualité d'avocat du revenu.....	Par ordre 297.	
112. Etat de toutes sommes payées par le Gouvernement, depuis le 1er Novembre, 1879, à P. V. Taché, Ecr.,		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
avocat, de Kamouraska, en sa qualité de Substitut du Procureur Général.....	Par ordre 297.	
<i>Terrain de la Prison :—Voir Montréal.</i>		
<i>Terrains Miniers :—Voir Phosphate.</i>		
113. <i>Terres de la Couronne :—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 Juin, 1881. [Document No. 4 ; imprimé 49].....</i>	Par ordre du Lieut. Gov.	49
114. <i>Etat constatant les argents perçus par chacun des agents et sous agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des terres du domaine public aux colons, dans les différentes parties de la Province, depuis le 1er Mars 1881, jusqu'au 1er Mars 1882. [Document No. 41 ; non imprimé, 161]</i>	Par ordre 94.	156
115. <i>Trois-Rivières :—Etat indiquant les sommes d'argent payées à la Compagnie d'Imprimerie des Trois-Rivières pour impressions, depuis le 1er Mai 1881 jusqu'à ce jour.....</i>	Par ordre 50.	
116. <i>Viola, Comte :—Ordre en Conseil nommant le—Commissaire du Gouvernement de Québec, à l'exposition de Géographie, tenue à Venise, en Septembre, 1881</i>	Adresse 361.	

ECOLES D'ANATOMIE :—Bill pour pourvoir à l'approvisionnement de sujets pour les Ecoles d'Anatomie, [M. Dumoulin], 84. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial sur profession Médicale, 128. Voir *Médecine*.

ECLAIRAGE ÉLECTRIQUE :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique, 58. Avis, 93. Bill [M. Champagne], 94. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 162. Rapporté, 183. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 199. Par le Conseil avec amendements, 230. Considérés et adoptés, 231. S. R., 363. [45 Vict., ch. 80.]

ECONOMIE INTERNE :—Voir 54 *des documents*.

EDUCATION :—

1. Bill pour amender et étendre les lois concernant l'Education en cette Province, [M. Leduc], 145. Renvoyé à un Comité général, 221. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 236. Par le Conseil avec un amendement, 272. Considéré et adopté, 273. S. R., 363. [45 Vict., ch. 28].

2. Pétition demandant des amendements à l'Acte 32 Vict., ch. 16 concernant l—, 47.

Voir *Instruction Publique*.

ELECTIONS :—

1. Liste des députés élus, xii à xvi.
2. Certificat de l'élection de certains membres, 7, 32.
3. Motion pour la formation d'un Comité Spécial chargé de s'enquérir quelles sommes d'argent ont été dépensées par L. A. Sénécal dans le but de favoriser ou aider l'élection des membres de cette Chambre, 197. Amendement,—Que la motion étant contraire à la pratique parlementaire et comportant un sens injurieux, mérite à son auteur la censure immédiate et sévère de la Chambre. Objection à l'amendement. M. l'Orateur décide que la Chambre peut le prendre en considération, 198 ; Autre amendement proposé et, sur objection, déclaré hors d'ordre ; Premier amendement adopté sur division, 199.
4. Comité Spécial pour prendre en considération l'Acte Electoral de 1875, et l'Acte des Elections Contestées de Québec, 1875, 94. Bills renvoyés à ce Comité, 95, 128, 150. Rapport, 225.
5. Bill pour amender de nouveau l'Acte Electoral de Québec, 38 Vict., ch. 7, [M. Gagnon], 49. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial, 95. (Voir *supra*, 4).
6. Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec, [M. Martel], 60. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial, 150. [Voir *supra*, 4].
7. Bill pour amender la 12ème section de l'Acte électoral de Québec, [M. Frégeau], 78. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial, 150. [Voir *supra*, 4].
8. Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec, [M. Fortin], 84. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité Spécial sur *Acte Electoral*, 128. Rapporté amendé, 225. Ré-imprimé, 225. Rapporté amendé du Comité de Législation, 281. Considéré en Comité général ; Amendé ; Motion pour la réception du Rapport ; Objecté que cette motion n'est pas dans l'ordre ; de M. l'Orateur maintien l'objection ; Bill retiré, 298.
9. Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec, [M. Martel], 317 ; Rapporté, 317. La la 2ème sur division et renvoyé à un Comité général, 317. Considéré et rapporté progrès, 358.
10. Bill pour faire disparaître certains inhabiletés provenant d'infractions à l'Acte Electoral [M. Fortin], 299. Renvoyé au Comité de Législation, 316. Rapporté, 317 ; Considéré en Comité général, 331. Rapporté sur division ; Passé, 335. Par le Conseil, 355. S. R., 364. [45 Vict., ch. 6].

EMBRANCHEMENT DE BERTHEIR :—Vente de l'—, à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord. Voir 32 des *documents*.

EMBRANCHEMENT DE JOLIETTE :—Vente de l'—, à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord. Voir 32 des *documents*.

EMBRANCHEMENT DE SAINT-EUSTACHE :—Vente de l'—, à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien. Voir 33 des *documents*.

EMBRANCHEMENT DE SAINT-LIN :—Vente de l'—, à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien. Voir 33 des *documents*.

ELECTRIQUE :—Compagnie Canadienne de l'Eclairage—, Acte d'incorporation, amendé. Voir *Eclairage Electrique*.

EMISSION DE DÉBENTURES PROVINCIALES :—Voir *Débentures provinciales*.

EMPLOYÉS CIVILS :—Voir 105 des *documents*.

EMPLOYÉS PUBLICS :

Bill concernant certains employés publics, [l'Honorable M. Loranger], 231.

EMPLOYÉS SESSIONNELS. Voir 55 des *Documents*.

EMPRUNTS par les Commissaires d'Ecoles catholiques de la Ville de Sorel. Voir *Education*, 1.

ENREGISTREMENT, Renouvellement d'— Voir *Cadastrés*, 1.

ERECTION de la Paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban. Voir *Notre Dame*, etc.

ERECTION de la Paroisse de Saint-Cajétan d'Armagh. Voir *Notre-Dame*, etc.

ERECTION de la Paroisse de Sainte-Anastasie-de-Nelson en municipalité séparée. Voir *Sainte-Anastasie*.

ERECTION Civile des Paroisses de Montréal. Voir *Montréal*, Paroisses de—.

ERECTION DES PAROISSES. Voir *Statuts Refondus*, B. C., ch. 18 et 89 des *documents*.

ESTACADES sur la Rivière Saint-François. Voir *Bédard*, J. C.

ESTIMÉS. Voir 56 et 57 des *Documents*.

EVÊQUE CATHOLIQUE DE MONTRÉAL, administration de ses biens. Voir *Montréal*.

FABRE, l'Honorable Hector. Voir 58 des *Documents*.

FARNHAM :—Hospice Ste Elisabeth :—Pétition ; demande d'aide, 48.

FÊTE DES ARBRES :—Motion, qu'il serait désirable de fixer un jour dans l'année pour faire la plantation d'arbres forestiers ; adoptée, 247.

FLOTTAISON ET BOIS DU ST MAURICE, Compagnie de—, incorporée. Voir *St Maurice*.

FLYNN, l'Honorable E. J.— Déclaration de—, 102. Voir *Députés*, 5.

FONCTIONNAIRES PUBLICS. Voir 85 des *Documents*.

FONDS DE BATISSE ET DE JURÉS :—

1. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaine résolution concernant les— ; Signification de la recommandation de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Rapporte progrès, 155. Considéré de nouveau ; Série de Résolutions, 162. Rapportées et adoptées sur division, 163. Bill basé sur ces résolutions, 163. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant les Fonds de Bâtisse et de Jurés, [l'Honorable M. Würtele], 163. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un Comité Général ; Considéré, 179. Ordre pour la réception du rapport ; Amendement rejeté sur division ; Rapporté ; Passé, 183. Par le Conseil, 218. S. R., 362. [45 Vict., ch. 25.]
3. Voir 59 et 60 des Documents.

FONDS CONSOLIDÉ D'EMPRUNT MUNICIPAL. Voir 61 des Documents.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Pétition de Longueuil et du Bassin de Chambly, demandant la remise de leur dette au—, 82.

FORÊTS : Protection des—, contre les incendies. Voir *Défrichement des Terres*.

FRASER, JOHN : Pétition demandant qu'une Commission Royale soit nommée pour examiner les affaires de la succession de feu Hugh Fraser, 58.

FROMAGE, Société de fabrication de Beurre ou de— Voir *Beurre et Fromage*.

GRANDISON, WOLFE ET SALABERRY :—Cantons annexés au Comté de Terrebonne. Voir *St Faustin*.

GENDRON :—

1. Pétition demandant un Acte autorisant F. X. Gendron à ériger un Pont sur la Rivière du Sud, en la dite paroisse de St François, 77. Avis, 88. Bill, [M. Fortin], 88. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 189. Ré-imprimé, 189. Considéré en Comité générale sur division ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 221. Par le Conseil, 255. S. R., 363. [45 Vict., ch. 107].
2. Pétition contre ce Bill, 82.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—Instructions au Greffier au sujets des Bills, Publics ou Privés, 229.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—

1. Remet au Greffier un rôle, accompagné d'un certificats contenant une liste des noms des membres, 1.
2. Tableau des députés élus, xiii à xvi.
3. Transmettant les certificats d'élection des membres, 7, 32.

GRONDIN JOSEPH :—Voir 62 des documents.

HAYDN :—Septuor—, de Québec, incorporé. Voir *Québec*.

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER :—Régistrateur de—. Voir 63 des *documents*.

HOMESTEAD :—Acte pour protéger les Colons. Voir *Colons*.

HOSPICE :—Saint-Joseph de la Délivrance, incorporée. Voir *Lévis*.

HUNTINGDON :—Pétition demandant un Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Comté de Huntingdon, Québec, 82. Avis, 88. Bill [M. Paradis], 88. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 96. Rapporté amendé, 153. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 162. Par le Conseil avec amendement, 195. Message du Conseil demandant que ce Bill leur soit renvoyé, 255. Motion,—Que ce Message ne soit pris en considération que le lendemain, 256. Considéré; Motion pour la formation d'un Comité chargé d'examiner les Journaux du Conseil Législatif au sujet de ce Bill; Adoptée sur division, 256. Rapport du Comité; Adopté, 259. Motion pour renvoyer le Bill au Conseil Législatif; Amendement, négatif; Motion principale adoptée, 260. Message du Conseil rapportant le Bill avec amendements; Motion pour lecture des amendements; Amendement pour remettre la considération des dits amendements à plus tard, adoptée sur division, 330. Entrée dans les journaux (au sujet de ce Bill), lue; Motion pour qu'un nouveau Message soit envoyé au Conseil Législatif, adopté sur division, 340. Honoraire remboursé, 354.

Pétitions en faveur du Bill, 121, 137, 157.

HYPOTHÈQUES ET ENREGISTREMENT :—Voir *Code Civil*, 2.

IMPRESSIONS :

1. Comité Permanent nommé, 9, 18. Comité collectif des—; Membres nommés par l'Assemblée, 18. Message envoyé au Conseil, 18. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 30. Premier rapport; Quorum réduit, 79. Second rapport, 160. Adopté, 204.
2. Documents dont l'impression est ordonnée [sans renvoi au Comité des impressions], 21, 24, 26, 49, 79, 99, 187, 218, 225, 230, 281, 361.
3. Documents dont l'impression est ordonnée par le Comité, 160.
4. Bills dont la ré-impression est ordonnée, 83, 98, 132, 137, 138, 140, 154, 157, 225, etc.

IMPRESSIONS ET PAPETERIES :—Voir 49, 65 et 115 des *Documents*.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport, p. 24. Voir 64, des *Documents et Appendice*, p. 369.

INDUSTRIES :—Comité Permanent nommé, 9, 17. Premier rapport; Quorum réduit à sept membres, 29. Adopté, 29.

INCENDIES :—Bill pour prévenir la propagation des incendies par les toitures en bois de certains édifices, dans les Cités, Villes et Villages incorporés en cette Province. [M. Dumoulin], 84. Lu la 2^{ème} fois sur division et renvoyé au Comité Spécial sur Code Municipal, 129.

INCENDIES, protection des forêts contre les—, [34 Victoria, chap. 19,] amendé. Voir *Défrichement des terres*.

INDUSTRIE laitière de la Province de Québec, société d'—. Voir *Beurre et Fromage*, 3.

INSPECTION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE. Voir *Assurance*, 4.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ, etc. Voir 66 *des Documents*.

INSTITUT CATHOLIQUE DES SOURDS-MUETS POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Pétition demandant une aide de \$80,000 pour la construction d'une bâtisse, 192.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

✓ 1. Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'Instruction Publique, [M. Thornton], 48. Renvoyé au Comité de Législation, 176. Rapporté combiné avec un autre Bill, 189. Ré-imprimé, 189. Considéré en Comité Général, 208. Rapporté ; Passé, 212. Par le Conseil avec amendements, 285. Considérés et adoptés, 285. S. R., 362. [45 Vict., ch. 29.]

1 2. Bill pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en cette Province, [l'Honorable M. Pâquet], 231. Lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un Comité Général sur division ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 328. Passé, 339.

3. Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'Instruction Publique en cette Province, [M. Gagnon], 60. Renvoyé à un Comité Général, 150. Considéré ; Amendé et renvoyé au Comité de Législation, 176. Rapporté combiné avec d'autres Bills, 189.

4. Voir 67 et 68 *des Documents*.

INTERCOLONIAL : Au sujet de l'embranchement St Charles. Voir 38 *des Documents*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Bergevin, 118.

Bernard, 85.

Blanchet, 109, 207.

Cameron, 197.

Demers, 85, 148.

Deschênes, 117.

Duhamel, 85, 228.

Faucher de Saint-Maurice, 51, 99, 100, 148.

✓ Gagnon, 21, 43, 51, 197.

Garneau, 21.

Gauthier, 56, 61.

Houde, 192.

Laberge, 50, 51.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Marchand, 56.
Marion, 31, 84.
Martel, 109, 163, 228.
McShane, 79, 80.
Picard, 31, 61.
Poupore, 61, 148.
Richard, 50.
Rinfret dit Malouin, 129, 241.
Robillard, 61, 148.
Sawyer, 99, 246.
Spencer, 207.
Stephens, 187, 197.
Thornton, 61.
Trudel, 117.
Watts, 61.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :—

Abbott, l'Honorable J. J. C., 187.
Aliénés, 117.
Archives de la Province, 207.
Asile d'Aliénés, 56.
Assemblée Législative, construction de l'—, 21.
Aston, Maddington et Wendover, remise aux colons de—, 192.

Beaubien, M., Montant payé à— pour loyer du Parc à bois, 241
Bestiaux, traité sur l'élevage et les maladies des—, 118
Bessey, Dr. 50.
Biens des débiteurs insolubles, 22.

Cadastres, mise en force des—, 84.
Cadastres, copies des—, 109.
Caron, Ed et Cie, 228.
Caution, personnes qui se sont portées—, 79.
Chaudière, pont sur la rivière—, 51.
Chemins, empierrement des—, 109.
Code Municipal, en anglais, distribution du—, 97.
Couture, J. A., traité par—, 118.

Débiteurs insolubles, 22.
Districts judiciaires, 85.
Drummond, Société d'Agriculture du Comté de—, 61.

Education, amendements à la loi d'—, 148.
Empierrement des chemins, 109.
Employés des Cours de Justice, 109.

Fàbre, l'Honorable Hector—, 51.
Fonds de pension, 109.

Grande Allée et St Augustin, propriété au coin de la—, 192.

Homestead, 61.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Iberville, Palais de Justice—, 56.

Inspecteurs de Fromageries et Beurreries, 99.

Jacques-Cartier, pont sur la rivière, 163.

Joliette, embranchement de—, à St Gabriel de Brandon, 148.

Jurés, grands et petits—, 85.

Kamouraska, chef-lieu—, rappeler l'acte changeant le—, 42.

Kirouac, Léon—, 85.

Lac St Jean, Chemin du—, 61.

Lachute, paiement d'un bonus de chemin de fer—, 187.

Lanoraie, convois sur le chemin de—, 61.

Lemesurier, W., 242.

Licences, la loi des—, sera-t-elle amendée, 207.

Licences, taux des—, 80.

Manufacture de Beurre et de Fromage, 100.

Miles, Dr, 246.

Ottawa, suspension de la vente des Terres de la Couronne dans le Comté d'—, 228.

Palais de Justice à Québec, construction d'un—, 22.

Parc à bois du Gouvernement à Québec, 241.

Phosphates fournis aux Sociétés d'Agriculture, 148.

Pont sur la rivière Chaudière, 51.

Pont sur la rivière Jacques-Cartier, 163.

Pontiac, octroi au Comté de—, 61.

Pontiac et Pacifique, subside à la Cie de—, 148.

Québec, construction d'un Palais de Justice à—, 22, 129.

Q. M. O. et O., réclamation des entrepreneurs, 50.

Q. M. O. et O., recettes et dépenses de la Section Ouest, 197.

Q. M. O. et O., vote des actionnaires au sujet de la Section-Est, 197.

Régistrateurs, tarif des—, 85.

Remise aux colons, 51, 192, 228.

Rivières Noire et Missisquoi, Cie de chemin de fer, 61.

Robillard, Joseph, 228.

Salaberry, Chas L de—, 109.

Section Ouest Q. M. O. et O., qu'elles sont les recettes et les dépenses de la—, 197.

Section Ouest Q. M. O. et O., vote des actionnaires au sujet de la—, 197.

Sénécal, L. A., 22.

Sociétés d'Agriculture, 148.

St Magloire, remise aux colons—, 51.

Tabac, traité sur la culture du—, 117.

Taux des licences, 80.

Vaccin, 50.

Vente des Terres de la Couronne, a-t-elle été suspendue, 228.

Wexford et Chertsey, 50.

INTERPRÉTATION DE QUÉBEC, acte amendé. Voir *Interprétation des Statuts*.

INTERPRÉTATION DES STATUTS :—Bill pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 7, (M. Blanchet), 246. Renvoyé à un Comité Général et au Comité de Législation, 316. Rapporté, 317. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 331. Par le Conseil, 355. S. R., 364. [45 Vict., ch. 5.]

INTERVENTION DE LA COURONNE :—Bill pour faciliter l'intervention de la Couronne dans les causes civiles où la constitutionnalité des lois fédérales ou provinciales est mise en question, [l'Honorable M. Loranger], 231. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 238. Par le Conseil, 272. S. R., 364. [45 Vict., ch. 4.]

IRON Manufacturing Company of Sherbrooke, incorporée. Voir *Sherbrooke*.

ISLES ANNEXÉES A LA PAROISSE DE REPENTIGNY :—Pétition demandant un Acte pour détacher de la paroisse de Varennes, Comté de Verchères, trois îles situées dans le fleuve Saint-Laurent et les annexer à la paroisse de Repentigny, 47. Avis, 55. Bill [M. Marion], 55. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté amendé, 104. Considéré en Comité général, 139. Motion pour la réception du Rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général, négatif ; Rapporté ; Passé, 146. Par le Conseil, 194. Honoraire remis, 297. S. R., 204.

Pétition contre ce Bill, 47. [45 Vict., ch. 44].

ISLE AUX LIÈVRES :—Acte pour faire cesser les doutes sur le Comté auquel appartient l'Isle aux Lièvres située dans le fleuve Saint Laurent [M. Gagnon], 117. Renvoyé au Comité de Législation, 197. Rapporté amendé, 274. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 298. Par le Conseil, 355. S. R., 363. [45 Vict., ch. 42].

ISLE D'ORLÉANS :—Pétition demandant un acte ayant pour objet de constituer en Corporation la Compagnie Minière de l'Isle d'Orléans, 104. Avis, 107. Bill [M. Lavallée], 105. Lu la 2ème et renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 125. Rapporté amendé, 157. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil, 213. S. R., 363. [45 Vict., ch. 71].

ISLE JÉSUS :—Pétition demandant un Acte pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Compagnie des Chemins de Péage de l'Isle Jésus, et l'autoriser à augmenter son capital, 58. Avis, 116. Bill [l'Honorable M. Marchand], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 118. Rapporté amendé, 183. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 205. Par le Conseil, 227. S. R., 362. [45 Vict., ch. 60].

JOLIETTE :—

1. Hospice de la Ville de— : Pétition ; demandant d'aide, 202.

2. Hospice de la Providence St Charles :—Etat d'affaires. Voir 66, *des Documents*.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :

1. Entrée dans les journaux lue, 339.
2. Comité Spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif, au sujet du Bill concernant le Chemin de Fer de Huntingdon, 258. Rapport, 259. Adopté, 260. Au sujet du Bill ayant rapport à St Michel de Bellechasse, 275. Rapport, 276. Adopté, 277.
3. L'Hon. M. Chapleau demande que certaines paroles prononcées par M. Stephens soient inscrites dans les journaux de la Chambre, 198.
4. Sous Amendement proposé [à l'effet qu'une motion soit effacée des journaux de la Chambre] et déclaré hors d'ordre, 198.

JUGES DES SESSIONS DE LA PAIX :—Bill concernant l'indépendance des Juges des Sessions de la Paix à Montréal et à Québec, [l'Honorable M. Loranger] 30. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 195. Rapporté, 241.

JURÉS, fonds de bâtisse et de—. Voir *Fonds de Bâtisse*.

KAMOURASKA :—

1. Cour de—. Voir 69, *des Documents*.
2. Isle aux Lièvres annexé à—. Voir *Isle aux Lièvres*.
3. St Louis de—. Voir 70, *des Documents*.

LAC DES DEUX-MONTAGNES :— La Trappe de Notre-Dame du—, incorporée. Voir *La Trappe*.

LAC ST JEAN :—Pétition demandant la nomination d'un agent d'immigration pour la région du—, 78.

LAC ST JOSEPH :—Pétition demandant de l'aide pour le parachèvement du Chemin de Fer du—, 224.

LAC SUPÉRIEUR :—Association de Québec et du—, pour l'exploitation de Mines, Acte d'incorporation, amendé. Voir *Québec et Lac Supérieur*.

LACHINE :—

1. Union St Joseph de—. Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.
2. Pétition demandant un Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers Actes concernant l'incorporation de la ville de Lachine, 16. Avis, 33. Bill [M. LeCavalier] ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 42. Rapporté ; amendé, 54. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil, 218. S. R., 362. [45 Vict., chap. 104].

LAPRAIRIE :—

1. Compagnie du Chemin macadamisé de—. Voir 11 des *documents*.
2. *Sœurs de la Providence* :—Pétition demandant de l'aide pour l'Hospice, l'Orphelinat et la Salle d'Asile, 281.

L'ASSOMPTION :—

1. Pétition demandant de l'aide pour certains travaux, 48, 59.
2. Pétition demandant la construction d'un embranchement de Chemin de Fer, 82.
3. Etat d'affaires de l'Hospice de la Providence de—. Voir 66 des *documents*

LA TRAPPE :—Pétition demandant un Acte pour incorporer La Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes, 93. Avis 98. Bill [M. Champagne], 99. Renvoyés au Comité des Bills Privés, 109. Rapporté amendé, 137. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 147. Par le Conseil, 195. Honoraire remis, 219. S. R., 204. [45 Vict., ch. 95].

LAURENTIDES :—Branche de St Lin :—Liste des actionnaires du Chemin de Fer des—. Voir 36 des *documents*.

LAWLOR :—Pétition demandant un Acte pour changer le nom de la Compagnie Manufacturière Lawlor en celui de la Compagnie Manufacturière Belmont, 82. Avis, 88. Bill [M. Stephens], 88. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 107. Rapporté amendé, 137. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 147. Par le Conseil, 200. S. R., 204. [45 Vict., ch. 75].

LEEDS ET CANTONS DE L'EST :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer Leeds et des Cantons de l'Est, 93. Avis, 107. Bill [M. Blanchet], 108. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 126. Rapporté amendé, 166. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 171. Par le Conseil, 218. S. R., 363. [45 Vict., ch. 58].

LÉGISLATION :—Comité Permanent de—, nommé, 9, 17. Premier rapport ; Quorum réduit à cinq membres, 23. Second rapport ; adopté, 53. Autres rapports, 59, 83, 98, 137, 153, 188, 193, 241, 258, 274, 281, 317, 347. Bills renvoyés à ce Comité, 95, 129, 150, 154, 170, 188, 195, 197, 208, 236, 239, 241, 316, 317. Réponse à une adresse renvoyée à ce Comité, 171, 196.

LÉGISLATURE :—Voir *Assemblée Législative*.

LÉPINE :—La Reine vs—, Voir 73 des *documents*.

LÉVIS :—

1. *Institut Canadien Français* de—. Pétition ; demande d'aide, 16.
2. *Hospice* :—Pétition ; demande d'aide, 93.

LÉVIS :—*Suite.*

3. Pétition demandant un acte pour incorporer l'Hospice St Joseph de la Délivrance, 33. Avis, 55. Bill [l'Honorable M. Pâquet], 55. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté amendé, 116. Considéré en Comité général; Passé, 125. Par le Conseil avec amendements, 186. Considérés, 186. Adoptés, 212. Honoraire remboursé, 239. S. R., 362. [45 Vict., ch. 93].
4. *St Joseph de Lévis* :—Pétition demandant un acte pour incorporer l'Académie des garçons de St Joseph de Lévis, 49. Avis, 55. Bill, [du Conseil Législatif], 146. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 156. Rapporté, 173. Considéré en Comité Général; Rapporté, Passé, 181. S. R., 204. [45 Vict., ch. 91].
5. *Union St Joseph* :—Etat d'affaires—. Voir 66 *des documents*.

LETTRES PATENTES :—Voir 71 *des documents*.

LIBELLE :—Bill pour amender la loi concernant le recours civil dans les cas de libelle. [l'Honorable M. Irvine], 24. Seconde lecture renvoyée à six mois sur division, 240.

LICENCES :—

- 1 Pétitions demandant des amendements aux lois des licences, 47, 134.
2. Bill pour amender les sections 92 et 94 de l'acte des licences de Québec, de 1878. [l'Honorable M. Wurtele], 309. Renvoyé à un Comité Général, 334. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 340. Par le Conseil, 355. S. R., 362. [45 Vict., ch. 9].
3. Bill pour amender la loi des Licences de Québec de 1878, etc. [M. Demers], 42. Motion pour 2^{ème} lecture; débats; ajournés, 86. Débats repris et 2^{ème} lecture renvoyée à 6 mois, 95.
4. Inspecteurs des—. Voir 74 *des documents*.
5. Montant perçu pour licences minières dans la région de la Chaudière. Voir 16, *des documents*.

LICENCES MINIÈRES :—Voir 16, *des documents*.**Lieutenant-Gouverneur :**

1. Son discours à l'ouverture de la Session, 4. Jour fixé pour la prise en considération, 5. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc., 9, 11. Voir 5, *des Adresses*.
2. Donne son assentiment, par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 124, 151, 155, 163, 193, 231, 234, 243, 277, 299, 322, 336, 343.
3. Son discours à la clôture de la Session, 364.
4. Il proroge le Parlement, 366.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

5. Sanctionne les Bills, 203, 364.

Messages de Son Honneur :—

6. Invite la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil, à l'ouverture de la Session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 3. Pour la sanction des Bills, 203. A la clôture de la Session, 361.
7. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 45.
8. En réponse à l'adresse conjointe de félicitations à la Reine, 45.
9. Transmettant les estimés, 253. Les estimés supplémentaires, 311.
10. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 24. Voir 64, *des Documents*.
11. Transmettant la nomination des Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 24. Voir 54, *des Documents*.
12. Transmettant son assentiment à certaines résolutions, 33, 62, 299, 322.
13. Transmettant le traité pour la vente de la Section Ouest du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., 33. Section Est, 62.
14. Transmettant copie d'une dépêche du Secrétaire d'Etat pour les Colonies, et d'une lettre du Gouverneur Général, accusant réception de l'adresse conjointe de félicitations à la Reine, 260.

LISTES ÉLECTORALES :—Bill pour amender et refondre les dispositions concernant la confection des listes électorales. [M. Gagnon], 48. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité sur acte électoral, 128. Voir *Elections*, 4.

LIVERPOOL, LONDON ET GLOBE :—Pétition demandant un acte pour autoriser la Compagnie d'assurance appelée : "*The Liverpool and London and Globe Insurance Company*" à faire des contrats, etc., 16. Avis, 55. Bill [Du Conseil], 122. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 136. Rapporté amendé, 157. Ré-imprimé, 157. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 175. Amendements adoptés par le Conseil, 225. S. R., 362. [45 Vict., ch. 64.]

LIVRES ET BROCHURES :—Voir 75 *des documents*.

LOI DE LA PREUVE EN MATIÈRE CIVILE :—Voir *Preuve en matière civile*.

LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent remplacé, en 1881, par le Comité de Législation. [Voir Page 277, *des Journaux* de 1881]. Décision de M. l'Orateur, en conformité d'un rapport du Comité de la dernière session, 43.

Voir *Législation*.

LONGUEUIL :—

1. Pétition du Conseil-de-Ville demandant la remise de leur dette au Fonds d'Emprunt Municipal, 82.

2 *Sœurs de la Charité :—*Pétition des—, demandant de l'aide, 16.

LONGUEUIL :—Compagnie des quais et élévateurs de—, incorporée. Voir *Richelieu, et Longueuil*.

LONGUEUIL ET CHAMBLY, Chemins de péage de :—Voir 76 *des documents*.

LOTÉRIE NATIONALE :—Pétition demandant un acte incorporant la Grande Loterie Nationale de Québec, 107. Avis, 130. Bill [M. Champagne], 131. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 136. Rapporté amendé, 192. Renvoyé à un Comité Général sur division; Considéré, 206. Rapporté et Passé sur division, 210. Honoraire remboursé, 297.

LOUISEVILLE :—Pétition demandant un Acte pour confirmer le privilège de cinquante ans accordé à la Compagnie de l'acqueduc de Louiseville, par le Conseil Municipal de Louiseville, 77. Avis, 93. Bill [M. Leduc], 94. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 101. Rapporté, 112. Considéré en Comité Général; Rapporté; Passé, 128. Par le Conseil avec un amendement, 174. Considéré et adopté, 174. S. R., 204. [45 Vict. ch. 81].

MAGOG : Pétition demandant la passation d'un acte afin de légaliser les résolutions passées par les Commissaires et Syndics d'Ecoles concernant les taxes scolaires, 28.

MANUFACTURES DE BEURRE ET DE FROMAGE. Voir *Beurre et Fromage*.

MALADIES ÉPIDÉMIQUES. Voir 77 *des Documents*.

MANDATS SPÉCIAUX. Voir 86 et 87 *des Documents*.

MARCHAND, l'Honorable F. G., déclaration de—, 100. Voir *Députés*, 5.

MARIEVILLE :—Pétition demandant un acte pour incorporer l'Orphelinat de Marieville, 16. Avis, 55. Bill [M. Poulin], 54. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté amendé, 104. Considéré en Comité Général; Rapporté; Passé, 109. Par le Conseil avec amendements, 169. Considérés et adoptés, 169. S. R., 204. [45 Vict., ch. 94.]

MARTEL, DR :—Remplacement du—, comme conseiller pour le Bassin de Chambly. Voir 15 *des Documents*.

MAROIS, M. Voir 78 *des Documents*.

MÉDECINE ET CHIRURGIE :—Bill pour amender l'acte 42-43 Vict., chap. 37, concernant la profession médicale et la chirurgie; [l'Honorable M. Lynch], 24. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité Spécial, 50. Rapporté amendé, 140. Ré-imprimé, 140. Considéré en Comité Général; Amendé, 158. Rapporté; Passé, 166. Par le Conseil avec un amendement, 213. Considéré et Adopté, 214. S. R., 362. [45 Vict., ch. 32.]

MÉTAPÉDIAC : Pétitions demandant la passation d'un acte autorisant la construction d'une voie ferrée depuis—, jusqu'au Bassin de Gaspé, 47.

MÉTAPÉDIAC AU BASSIN DE GASPÉ : Pétitions demandant la construction d'une voie ferrée de, 200.

MINÉRAIS : Acte incorporant la Compagnie pour l'exploitation et le transport des minerais de Québec, 106. Avis, 130. Bill [M. Champagne], 131. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 176. Rapporté amendé, 193. Considéré en Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 206. Par le Conseil avec amendements, 237. Considérés et adoptés, 238. S. R., 363. [45 Vict., chap. 70.]

MINES, association de Québec et du Lac Supérieur pour l'exploitation des—, acte d'incorporation, amendé. Voir *Québec et Lac Supérieur*.

MINES D'OR :—

1. Bill pour amender l'acte des Mines de Québec de 1880, et la loi relative à la vente des liqueurs dans les Mines, [43-44 Vict., ch. 12], [M. Blanchet], 230. Renvoyé à un Comité Général, 332. Considéré, 335. Ordre pour la réception du rapport, déchargé; Bill renvoyé à un Comité Général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 342. Par le Conseil, 355. S. R., 363 [45 Vict., ch. 14.]

Pétition en faveur du Bill, 107.

2. Acte des—. Voir 79 *des Documents*.

MINING AND SMELTING COMPANY OF SHERBROOKE, incorporée. Voir *Sherbrooke*.

MINGAN, Terra firma de—. Voir 11 et 12 *des Documents*.

MOLON, Chas de—. Voir 80 et 81 *des Documents*.

MONTAUBAN, Notre-Dame de—, Paroisse érigée civilement. Voir *Notre-Dame de*, etc.

Montréal :

1. *Abattoirs* :—Pétition; demandant un acte pour autoriser la Compagnie d'Abattoirs de Montréal à emprunter de l'argent et à émettre des dében- tures, 16. Avis, 107. Bill [l'Honorable M. Würtele], 108. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 114. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité. Général; Rapporté; Passé, 139. Par le Conseil, 213. S. R., 362. [45 Vict., ch. 82.]
2. *Asile de la Providence* :—Pétition; demande d'aide, 29. Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.
3. *Asile des Orphelins Catholiques Romains* :—Pétition; demande d'aide, 48.
4. *Asile des Orphelins Protestants* :—Pétition; demande d'aide, 83.
5. *Asile des Servantes Catholiques* :—Pétition; demande d'aide 48.
6. *Asile Ste Brigitte* :—Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.
7. *Asile St Joseph du Bon Pasteur* :—Pétition; demande d'aide, 17.
8. *Asile St Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum* :—Pétition; demande d'aide, 16. Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.

MONTREAL:—*Suite.*

9. *Asile St Vincent de Paul*:—Pétition ; demande d'aide, 29.
10. *Dépôts de Montréal*:—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie Générale de Dépôts de Montréal, 82. Avis, 98. Bill [M. Stephens], 99. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 104. Rapporté amendé, 137. Considéré en Comité Général, 155. Motion pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité Général ; Débats ; ajournés, 187. Débats repris ; Considéré ; Amendé, 190. Motion pour la réception du Rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, adopté ; Considéré ; amendé ; Rapporté ; Passé, 196. Par le Conseil, 227. S. R., 363. [45 Vict., ch. 78.]
11. *Cité de—*:—Pétition demandant un acte pour amender les actes relatifs à la Cité de—, 77. Avis, 134. 51^{ème} règle suspendue ; Bill présenté [M. Stephens], 135. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 139. Rapporté amendé, 179. Ré-imprimé, 179. Considéré en Comité Général ; Rapporté progrès, 197. Motion pour Comité ; Débats ; Ajournés, 199. Débats repris ; Motion adoptée ; Bill considéré de nouveau ; Rapporté, 202. Motion pour 3^{ème} lecture ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, négatif ; Lu la 3^{ème} fois et Passé, 209. Par le Conseil avec un amendement, 245. Considéré ; Motion pour préparer les raisons à offrir à une Conférence, adoptée sur division, 245. Rapport, 247. Raisons lues la 2^{ème} fois sur division, 255. Motion pour Conférence ; Membres nommés ; Débats ; Ajournés, 255. Débats repris ; La Chambre suspend ses procédés, 273. Conférence adoptée par le Conseil, 302. Message du Conseil informant la Chambre qu'il insiste sur son amendement, 315. Motion pour seconde lecture des amendements, renvoyée à 6 mois, 329. Honoraire remboursé, 384.
1. Extrait d'une assemblée du Conseil de la Cité—. Voir 82, *des Documents*.
12. *Compagnie des chars Urbains*:—Pétition demandant un acte pour amender les actes incorporant la Compagnie des chars Urbains de Montréal, 58. Avis, 87. Bill [L'Hon. M. Würtele], 88. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 176. Rapporté amendé, 203. Ré-imprimé, 203. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 215. Honoraire remis, 354.
13. *Congrégation de Notre-Dame*:—Bill concernant la légalisation et la garde des registres de sépulture tenus par la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, à Villa-Maria, 30. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité de Législation, 57. Rapporté amendé, 60. Ré-imprimé, 60. Considéré ; Rapporté ; Passé, 95. Par le Conseil, 157. S. R., 204. [45 Vict., ch. 38.]
14. *Dispensaire*:—Pétition du— ; demande d'aide, 16.
15. *Dispensaire Ophthalmique*:—Pétition du— ; demande d'aide, 98.
16. *Ecole de Médecine et de Chirurgie*:—
 1. Pétition de— ; demande d'aide, 134.
 2. Etat d'affaires—. Voir 66 *des Documents*.

MONTREAL:—*Suite.*

17. *Evêque de Montréal*:—Pétition demandant un acte concernant l'administration des biens de l'Evêque Catholique Romain de Montréal, dans la Province du Bas-Canada, 107. Avis, 112. Bill présenté, [L'Hon. M. Beaubien], Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 116. Rapporté, amendé, 183. Considéré en Comité Général; Rapporté; Passé, 205. Par le Conseil avec un amendement, 227. Considéré et adopté, 227. Honoraire remis, 242. S. R., 363, [45 Vict., ch. 87].
18. *Faculté Médicale de l'Université de Bishop's College*:—Pétition de la—; demande d'aide, 48.
19. *Faculté Médicale de l'Université McGill*:—Pétition de—, demandant de l'aide, 116.
20. *Hôpital des Femmes*:—Etat d'affaires—. Voir 66 des Documents.
21. *Hospice de la Maternité*:—
 1. Pétition des Sœurs de la Miséricorde; demande d'aide, 77.
 2. Pétition des Dames Directrices; demande d'aide, 107.
 3. Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
22. *Hospice de la Miséricorde*:—Etat d'affaires—. Voir 66 des Documents.
23. *Hospice St Charles*:—Pétition de l'—; demande d'aide, 98.
24. *Institut National des Beaux Arts*:—Pétition; demande d'aide, 122.
25. *Institution Provinciale des Sourdes-Muettes*:—Pétition; demande d'aide, 77.
26. *Institution des Sourds-Muets à Mile End*:—Pétition; demande d'aide, 122.
27. *N. D. du Bon-Pasteur*:—Pétition des Dames Religieuses; demande d'aide, 16.
28. *Paroisses de—*:—Bill pour amender divers actes concernant l'érection civile des paroisses sur le territoire de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal, [l'Honorable M. Beaubien], 237. Lu la 2ème fois; Renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 298. Par le Conseil, 355. S. R., 364. (45 Vict., ch. 39).
29. *The Protestant Home for Friendless Women*:—Pétition de—, demande d'aide, 16.
30. *Refuge Ste Brigitte*:—Etat d'affaires—. Voir 66 des Documents.
31. *Société d'Histoire naturelle*:—Pétition de la—, demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 29.
32. *Société des Artisans Canadiens Français*:—Pétition demandant un acte pour amender l'Acte 40 Vict., chap. 63, intitulé: Acte incorporant la Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de Montréal, 97. Avis, 112. 49ème règle suspendue; Bill présenté [l'Honorable M. Loranger], 113. Renvoyé

MONTREAL:—Suite.

au Comité des Bills Privés, 175. Rapporté, 192. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 206. Par le Conseil, 227. Honoraire remis, S. R., 363. 242. [45 Vict., ch. 76].

33. *Société de Numismatique et d'Archéologie*:—Pétition; demande d'aide, 107.

34. *Société Bienveillante des Dames et Maison de Refuge*:—Pétition; demande d'aide, 173.

35. *Société pour la prévention des mauvais traitements aux femmes et aux enfants*:—Pétition demandant un acte d'incorporation, 47. Avis, 59.

36. *Taxes Scolaires*:—

1. Pétition demandant une loi autorisant l'augmentation des taxes scolaires, dans la Cité de Montréal, 120.

2. Pétitions contre, 192, 213.

3. Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur une résolution concernant la taxe des écoles dans la Cité de Montréal; Signification de la recommandation du Lieut.-Gouv.; Motion adoptée; Le Comité délibère; Résolution rapportée, 277. Ordre pour la réception du rapport rescindé; La Chambre de nouveau en Comité, 315. Résolution rapportée et adoptée, 316. Bill basé sur cette résolution, 316. [Voir *Infra*, 4.]

4. Bill concernant la taxe des écoles de la Cité de Montréal [l'Hon. M. Lynch]; Présenté; Lu la 2^{ème} fois; Renvoyé à un Comité Général, 316. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 328.

37. *Terrain de la Prison*.— Voir 83, des Documents.

38. *The Women's Hospital*:—Pétition de—; demande d'aide, 98.

MONTREAL ET SOREL:—Pétition demandant que la Compagnie du Chemin de Fer de—, ne soit pas taxée, 273.

MORRIN Collège, de Québec, [24 Vict., chap. 109,] amendé.— Voir *Québec, Collège Morrin*.

NICOLE JOSEPH:—Voir 41 des documents.

NORD-OUEST:—Compagnie du Chemin de Fer des Trois-Rivières et du—, incorporée. Voir *Trois-Rivières*.

NOTARIAT:—

1. Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills concernant le—, 84. Bills renvoyés à ce Comité, 86. Premier rapport, 153.

2. Bill pour valider certains actes notariés, [M. Gagnon], 42. Renvoyé au Comité de Législation, 79. Rapporté; Amendé, 83. Ré-imprimé, 83. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 101. Par le Conseil, 157. S. R., 204. [45 Vict., ch. 31].

NOTARIAT :—*Suite.*

3. Bill pour amender les actes concernant le—, [M. Gagnon], 29. Renvoyé à un Comité Spécial. [Voir *supra*, 1], 86. Rapporté amendé, 153. Renvoyé au Comité de Législation, 154. Rapporté amendé, 189. Ré-imprimé, 189. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 220. Par le Conseil, 255. S. R., 362. [45 Vict., ch. 30].

NOTRE-DAME DES ANGES :—Bill pour ériger civilement la paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban, dans le Comté de Portneuf, et la paroisse de St Cajétan d'Armagh dans le Comté de Bellechasse, [M. Faucher de Saint-Maurice], 145. Renvoyé à un Comité général, 208. Considéré; Amendé, 220. Rapporté; Passé, 236. Par le Conseil, 272. S. R., 363. [45 Vict., ch. 41].

NOTRE-DAME DU LAC DES DEUX-MONTAGNES :—La Trappe de—, incorporée. Voir *La Trappe*.

OCTROI A LA COMPAGNIE DE SUCRE DE BETTERAVES :—Voir *Sucre de Betteraves*.

OCTROIS AUX CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de Fer* 2 et 3.

OCTROI DE COLONISATION :—Voir *Bellechasse*.

OFFICIERS PUBLICS :—

1. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer certaines résolutions concernant les—; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 163. Série de résolutions, 164. Rapportées et adoptées, 165. Bill basé sur ces résolutions, 165. (Voir *infra*, 2.)
2. Bill concernant le pourcentage payable par les Officiers Publics sur leurs honoraires. [L'Hon. M. Würtele], 165. Lu la 2ème fois; Renvoyé à un Comité Général; Considéré; Amendé; Rapporté, 180. Lu la 3ème fois sur division et Passé, 183. Par le Conseil, 225. S. R., 363. [45 Vict., ch. 17.]
3. Cautionnements des—. Voir 84 *des Documents*.

OPINIONS LÉGALES, ETC :—Voir 86 et 87 *des Documents*.

ORATEUR :—

1. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur informe la Chambre de choisir un Orateur, 1. L'honorable L. O. Taillon, nommé Orateur à l'unanimité, 2.
2. Il se rend avec la Chambre, auprès de Son Honneur et l'informe qu'il a été nommé Orateur; Il demande les privilèges usuels à l'ouverture d'un nouveau parlement, 3.
2. Fait rapport du discours du Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la session, 4.
3. Informe la Chambre que le Greffier a reçu des certificats d'élection de députés, 7.

ORATEUR:—Suite.

4. Communique le rapport du bibliothécaire, 8.
5. Met devant la Chambre divers états et rapports, 7, 22, 32, 45, 81, 96, 109, 123, 131, 180, 192, 305, 317.
6. Charge un député de le remplacer temporairement au Fautueil, 102, 105, 111, 113, 150, 151, 159, 167, 196, 198, 201, 205, 210, 212, 214, 216, 222, 223, etc.
7. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 43, 91, 102, 133, 143, 191, 194, 283. Voir *Questions* de 7 à 13.
8. Remet sa décision à plus tard, 100, 190.
- 9 Sa décision conformément à une suggestion du Comité des Lois expirantes que tous Bills, après leur première lecture, devraient être communiqués au Comité de Législation, 43.
10. Son discours en présentant le Bill des Subsidies, 364.

ORATEUR DU CONSEIL LÉGISLATIF:—

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur une résolution concernant l'—; Signification de la recommandation du Lieut.-Gouverneur débats; Motion adoptée; Le Comité délibère, 151. Résolution rapportée et adoptée, 152.
2. Bill concernant l'Orateur du Conseil Législatif. [Du Conseil Législatif], 154. Motion pour 2ème lecture; Amendement pour le renvoi de la 2ème lecture à 6 mois, rejeté sur division; Bill lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité Général, 179. Motion pour Comité Général adoptée sur division; Considéré; Amendé, 184. Rapporté sur division; Passé, 186. Amendement adopté par le Conseil, 210. S. R., 362. [45 Vict., chap. 3].

ORDRES DU JOUR:—

1. Ordres rescindés, 133, 176, 177, 193, 219, 236, 254, 285, 315, 342, 347.
2. Ordres relatifs aux Bills Privés appelés à certaine heure en vertu de la 19ème règle, 114, 124, 133, 135, 138, 155, 158, 167, 180, 186, 202, 210, etc.
3. Ordres du Gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 127. Pour le reste de la Session, 166, 262.
4. Certains items devant être les premiers sur l'Ordre du Jour, 118, 202.
5. Certains items replacés sur l'Ordre du Jour, 262, 285.
6. Motion pour que les Ordres du Gouvernement aient la priorité durant le reste de la Session, 262.

ORDRES PERMANENTS :—

1. Nomination du Comité des Ordres Permanents, 9, 17. Membre ajouté, 76.
2. Premier Rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum devant être de sept membres, 23.
3. Rapport sur différentes pétitions, 33, 55, 59, 78, 87, 93, 98, 107, 112, 116, 121.
4. Que les avis sont suffisants, 33, 55, 59, 78, 93, 98, 107, 112, 116, 121, 130.
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 112, 134, 169.
6. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 55, 131.
7. Recommande la suspension de la 51ème règle, 112, 116, 131, 169.

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 6.
2. Relatifs à l'élection des députés en certains cas, 6.
3. Prolongation du temps fixé pour la présentation des Pétitions pour Bills Privés, 112. Pour la réception des Rapports, 54, 112, 137, 139, 173.
4. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 262. Trois séances, 262.
5. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre ; Voir *Documents* 7, 8, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 32, 33, 34, 35, 36, 43, 45, 49, 51, 52, 55, 59, 60, 61, 63, 65, 70, 73, 75, 83, 86, 88, 89, 90, 91, 96, 97, 99, 100, 104, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 114, 115.

ORPHELINAT DE MARIEVILLE, incorporé. Voir *Marieville*.

OUTAOUAIS :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de l'Outaouais, 107. Avis, 116. Bill présenté [M. Poupore] ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 117. Rapporté amendé, 153. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 162. Par le Conseil avec amendements, 195. Considérés et adoptés, 195. S. R., 363. [42 Vict., ch. 57.]

OUVRAGES CANADIENS, donnés en prix. Voir 88 *des Documents*.

PALAIS DE JUSTICE DE QUEBEC, construction du—. Voir *Québec*, 18 et 19.

PAPIER ROLLAND :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Papier Rolland, 82. Avis, 88. Bill [l'Honorable M. Chapleau], 89. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 111. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 125. Par le Conseil avec un amendement, 174. Considéré et adopté, 184. S. R., 204. [45 Vict., ch. 77.]

PAROISSES :—

1. Erection civile des—. Voir *Statuts Refondus*, 1.
2. Erigées civilement depuis 1853. Voir 89 *des Documents*.

PAROISSES DE MONTRÉAL, érection civile des—. Voir *Montréal*, 28.

PERCENTAGE PAYABLE PAR LES OFFICIERS PUBLICS. Voir *Officiers Publics*.

PÉTITIONS :—

1. Reçues et lues le même jour sur motion spéciale, 116, 124.
2. Renvoyées à des Comités, 122.
3. Prolongation du délai pour la présentation des Pétitions pour Bills Privés, 112.

PHOSPHATES. Voir 90 et 91 *des Documents*.

PHOSPHATES DU CANADA :—

1. Incorporation de la Compagnie des Chaux et—. Voir *Chaux et Phosphates*.
2. Incorporation de la Société Française des—. Voir *Société Française des—*.

PIONEER :—Pétition demandant un acte pour permettre à la Compagnie de Sucre de Betterave *Pioneer* d'augmenter son capital et d'emprunter sur débentures, 47. Avis, 55. Bill [M. Thornton], 54. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté amendé, 88. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 96. Par le Conseil avec un amendement, 154. Considéré et adopté, 154. S. R., 204. [45 Vict., ch. 63.]

Pétition contre ce Bill, 98.

POINTE A CARCY. Voir 92 *des Documents*.

PONTIAC ET PACIFIQUE CANADIEN, octroi à la Compagnie du Chemin de Fer—. Voir 39 *des documents*.

PONTS :—

1. *Drummondville*, Cie du pont de—. Voir *Drummondville*.
2. *Dupuis et des Vallées* : demande d'aide pour la construction de deux ponts sur ces rivières, 16.
3. *Kaguabagua* : Pétition demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 83.
4. *Nicolet* : Pétition, demandant de l'aide pour un pont sur la rivière—, 246.
5. *Noire* : Demande d'aide pour un pont sur cette rivière, 16.

PONTS :—*Suite.*

7. *Sud, Rivière du*.— Voir *Gendron, F. X.*

7. *St François, Rivière*.— Voir *St François.*

8. *Watford* :—Pétition demandant de l'aide pour des ponts dans ce Canton, 134.

POUPORE, W. J. :—Certificat de l'élection de—, 32. Prête serment et prend son siège, 32.

PREUVES EN MATIÈRES CIVILES :—Bill concernant les témoins dans les causes civiles, [l'Honorable M. Irvine], 48. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 170. Rapport, 241.

PRIMEAU, MARIE :—Voir 93 *des Documents.*

PRISONS, ASILES, ETC. :—Voir 94 et 95 *des Documents.*

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité Permanent nommé, 9, 17. Premier rapport, 23.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant le Parlement, p. v à xii.

PROFESSION MÉDICALE ET CHIRURGIE [42-43 Vict., chap. 37], amendé. Voir *Médecine, etc.*

PROPRIÉTÉ PERSONNELLE :—Bill pour autoriser les Conseils Municipaux à passer des règlements pour taxer la propriété personnelle, [M. Spencer], 213.

PROTECTION DES COLONS :—Voir *Colons.*

PROTECTION DES FORÊTS CONTRE LES INCENDIES :—[34 Vict., chap. 19,] amendé. Voir *Défrichement des Terres.*

PUYJALON, COMTE HENRI DE :—Voir 96 *des Documents.*

QUALIFICATION FONCIÈRE : Bill pour abolir la qualification foncière des Membres de l'Assemblée Législative, [M. Gagnon], 30. Renvoyé au Comité de Législation, 150. Rapporté amendé, 153. Ré-imprimé, 154. Motion pour Comité Général ; Amendement négatif ; Bill considéré ; Amendé ; Rapporté, 207. Passé, 208. Par le Conseil avec un amendement, 256. Considéré, 256. Adopté sur division, 332. S. R., 362. [45 Vict., ch. 7.]

QUÉBEC :—

1. Acte Général des Mines de—, amendé. Voir *Mines d'Or.*

2. Acte d'incorporation de la Cité de—, amendé. Voir *Québec*, 9.

3. *Asile des Orphelins de* :—

1. Pétition ; demande d'aide, 59.

2. Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents.*

QUÉBEC:—Suite.

4. *Asile des Orphelines en rapport avec l'Eglise d'Angleterre* :—
 1. Pétition ; demande d'aide, 33.
 2. Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
5. *Asile des Dames Protestantes* :—
 1. Pétition ; demande d'aide, 83.
 2. Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
6. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
7. *Asile Finlay* :—
 1. Pétition ; demande d'aide, 59.
8. *Asile pour les enfants pauvres* :—Pétition ; demande d'aide, 48.
9. *Cité de—* :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau les actes incorporant la Cité de Québec, 82. Avis, 104. 49ème Règle suspendue ; Bill présenté [M. Rinfret dit Malouin], 230. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 243. Rapporté amendé, 281. Ré-imprimé, 281. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 297. Par le Conseil avec amendements, 355. Considérés et adoptés. 355. S. R., 364. [45 Vict., ch. 100.]
10. *Club de la Garnison* :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
11. *Collège Morrin* :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte 24 Vict., ch. 109, incorporant le Collège Morrin, Québec ; Reçue et lue, 165. Avis, 169. 49ème Règle suspendue ; Bill présenté [l'Honorable M. Lynch], 170. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 182. Rapporté, 200. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 206. Par le Conseil, 227. Honoraire remis, 242. S. R., 364. [45 Vict., ch. 90.]
12. *Cour du Recorder* :—Bill pour amender l'acte 24 Vict., ch. 26, et autres actes concernant la Cour du Recorder de la Cité de Québec, [M. Blanchet], 170. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 237. Rapporté amendé, 274. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 316. Par le Conseil, 335. S. R., 363. [45 Vict., ch. 27.]
13. *Hospice de la Maternité* :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
14. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Pétition de—; demande d'aide, 104.
15. *Hospice St Charles ou Ecole de Réforme* :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
16. *Institut-Canadien* :—Pétition de l'—; demande d'aide, 59.
17. *Institut Littéraire de St Patrice* :—Pétition de l'—, demande d'aide, 173.

QUÉBEC :—Suite.
18. Palais de Justice :—

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'imposition d'une taxe spéciale pour rembourser le prix de la construction d'un Palais de Justice à Québec, 319. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 299. Le Comité délibère, 319. Résolutions rapportées, 320. Adoptées, 321. Bill basé sur ces résolutions, 322. (Voir *infra*, 2).
2. Bill concernant la construction du [Palais de Justice de Québec. [L'Honorable M. Würtele], 322. Renvoyé à un Comité général, 334. Considéré ; Amendé ; Rapporté sur division et Passé, 334. Par le Conseil, 355. S. R., 364. [45 Vict., ch. 26].
19. *Quebec Hotel Company* :—Pétition demandant un acte pour incorporer The Quebec Hotel Company, 58. Bill [L'Honorable M. Garneau], 78. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 84. Rapporté amendé, 107. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 154. S. R., 204. [45 Vict., ch. 99].
20. *Septuor Haydn* :—Pétition demandant un acte pour incorporer le Septuor Haydn, de Québec, 77. Avis, 87. Bill [M. Faucher de Saint-Maurice], 89. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 111. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 125. Par le Conseil avec un amendement, 169. Considéré et adopté, 169. Honoraire remboursé, 237. S. R., 204. [45 Vict., ch. 97].

Pétition demandant de l'aide pour le—, 77.

21. *Société ecclésiastique* :—Pétition demandant un Acte pour autoriser la Société ecclésiastique du diocèse de Québec à consolider certains fonds de dotation, 58. Avis 98. Bill [L'Honorable M. Irvine], 104. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 148. Rapporté, 173. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 181. Par le Conseil, 227. Honoraire remis, 242. S. R., 363. [45 Vict., ch. 88].

Pétitions en faveur de ce Bill, 115.

22. *Société des Menuisiers* :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
23. *Société Littéraire et Historique* :—Pétition ; demande d'aide, 48. Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
24. *Union Commerciale* :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
25. *Union St Joseph* :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.
26. *The Women's Christian Association* :—Pétition ; demande d'aide, 48. Etat d'affaires. Voir 66 des Documents.

QUÉBEC ET LAC SUPÉRIEUR :—Pétition demandant un acte pour amender l'Acte incorporant l'association de Québec et du Lac Supérieur pour l'exploitation des mines, 58. Bill [M. Blanchet], 78. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 84. Rapporté amendé, 130. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 139. Par le Conseil, 195. S. R., 204. (45 Vict., ch. 74).

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :

1. Motion pour confirmer la vente de la Section Ouest; débats; ajournés, 79. Repris et ajournés de nouveau, 87, 92, 97, 101, 105, 110, 113, 114. Cette motion devant avoir la priorité sur les autres ordres du jour, 118. Débats repris, 118. Amendement proposé et négativé, 119; Motion principale adoptée, 120. La Chambre en Comité; Résolution rapportée et adoptée sur division; Bill basé sur la résolution, 120. (Voir *infra*, 2).
2. Bill [l'Honorable M. Chapleau] introduit sur division, 120. Motion pour la 2ème lecture; objection; débats, 132. Débats repris; M. l'Orateur décide en faveur de la 2ème lecture; Bill lu la 2ème fois sur division; Renvoyé à un Comité Général; Considéré; Rapporté progrès, 133. Ordonné que ce Bill ait la priorité sur les Ordres, 135. Considéré de nouveau, 135, 136. Amendé, 137. Motion pour la réception du rapport; divers amendements pour renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, négatifs, 138, 140; Rapporté; Motion pour la 3ème lecture; Objection; M. l'Orateur renvoi l'objection; lu la 3ème fois et Passé, 143. Par le Conseil, 182. S. R., 204. [45 Vict., ch. 19.]
3. Pétitions demandant que le Chemin de Fer de Q. M. O. et O. ne soit pas vendu, 122, 134, 145, 157.
4. Motion pour confirmer la vente de la Section Est; amendement; débats; ajournés, 201. Cette motion devant avoir la priorité après les affaires de routine, 202. Débats repris et ajournés de nouveau, 204, 209, 212, 215. Amendement négativé, 216. Motion principale adoptée, 247. La Chambre en Comité; Résolution rapportée et adoptée sur division, 217. Bill basé sur cette résolution. Voir *infra*, 5.
5. Bill pour décréter et confirmer la vente de cette partie du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, connu sous le nom de Section Est, et s'étendant depuis la Jonction St Martin jusqu'à la Cité de Québec, [l'Honorable M. Chapleau]; Introduit sur division, 217. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un Comité Général, 223. Considéré sur division; Rapporté progrès, 225. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté sur division et Passé sur division, 225. Par le Conseil, 230. S. R., 363. [45 Vict., ch. 20.]
6. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant le Chemin de Fer de Q. M. O. et O.; Signification de la recommandation de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur; Le Comité délibère, 231. Série de résolutions rapportées, 232. Adoptées, 233. Bill basé sur ces résolutions, 233. (Voir *infra*, 7).
7. Bill affectant le prix de la vente du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. au paiement de la dette consolidée de la Province, (l'Honorable M. Würtele), 233. Lu la 2ème fois; Renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 238. Par le Conseil, 272. S. R., 363. (45 Vict., chap. 21).
8. Dépenses générales du Chemin. Voir 24 des Documents.
9. Etat détaillé des souscriptions municipales. Voir 25 des Documents.
10. Charbon consommé sur le Chemin depuis 1880. Voir 35 des Documents.
11. Nombre de chars, locomotives, etc. Voir 34 des Documents.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—*Suite.*

12. Traité concernant la vente de la Section Ouest au Pacifique Canadien. Voir 26 *des Documents*.
13. Traité concernant la vente de la Section Est à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord. Voir 28 *des Documents*.
14. Traité concernant la vente d'une partie du Chemin au Pacifique Canadien. Voir 27 *des Documents*.
15. Traité concernant la vente ou le louage du Chemin au Gouvernement Fédéral. Voir 30 *des Documents*.
16. Traité concernant la vente ou le louage au Syndicat du Pacifique Canadien. Voir 31 *des Documents*.
17. Documents se rattachant à la vente ou affermage du Chemin. Voir 29 *des Documents*.
18. Contrat d'acquisition par le Gouvernement des embranchements de Berthier et de Joliette. Voir 32 *des Documents*.
19. Contrat d'acquisition par le Gouvernement des embranchements de St-Eustache et de St Lin. Voir 33 *des Documents*.
Voir *Documents* 24 à 40.

QUESTIONS :—

1. Débats sur Question ajournés, 79, 87, 92, 97, 101, 105, 187, 199, 201, 205, 213, 300, 359, 360. Par la levée de la Séance à six heures, 113, 124, 132, 167, 210, 214, 254.
2. Amendement à un amendement, 198, 308.
3. Motions écartées par un amendement, 103, 135, 199, 330, 334.
4. Motion retirée, 347.
5. Motion d'urgence pour la passation d'un Bill, 144.
6. Motion pour ajourner les débats, négative, 223.
7. L'attention de M. l'Orateur ayant été appelée, sur le Rapport du Comité Permanent des Lois expirantes ; lequel rapport suggère, que tout projet de loi devrait être soumis, après sa première lecture, au Comité Permanent de Législation, ce qui ne s'accorde point avec les règles de pratique de cette Chambre,—M. l'Orateur renvoie l'objection, 43.
8. Un député ayant déclaré de son siège, en Chambre, qu'il est informé que tandis que des négociations se poursuivaient entre le Gouvernement et le Syndicat Allan-Rivard pour la vente ou l'affermage du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., M. L. A. Sénécal, proposa au dit Syndicat de lui payer, à lui, le dit Sénécal, une certaine somme d'argent comme profit personnel ; —Motion est faite qu'un Comité Spécial soit nommé pour s'enquérir des faits relatifs à cette déclaration ; Objection que cette motion n'est pas dans l'ordre en autant qu'un avis aurait dû être donné ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 91. Motion négative, 92.
9. Un député ayant déclaré de son siège, en Chambre, qu'il est informé que l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne a mal informé la Chambre, en lui déclarant qu'un billet ou un chèque de L. A. Sénécal, donné en paiement du prix de certains terrains à phosphates, à Charles de

QUESTIONS :—*Suite.*

- Molon, l'a été à son insu et hors sa connaissance,—Motion est faite que cette déclaration soit renvoyée à un Comité Spécial; Objecté que cette motion n'est pas dans l'ordre—décision de M. l'Orateur à la prochaine séance, 100. Décision de M. l'Orateur; L'Honorable Commissaire ré-affirme la vérité de sa déclaration, 102. Amendement,—que cette Chambre ayant pleine confiance dans la déclaration écrite, faite par l'Honorable Commissaire, passe à l'Ordre du Jour; Adopté, 103.
10. Objection étant faite que le Bill pour décréter et confirmer la vente du Chemin de Q., M., O. et O., n'est pas dans l'Ordre, vu que certaines clauses de ce Bill, ayant trait à des intérêts privés, doivent faire le sujet d'une législation privée, 132. M. l'Orateur décide que les Règles concernant les Bills Privés ne doivent pas s'appliquer à ce Bill et permet la seconde lecture, 133.
 11. Objection qu'un amendement n'est pas dans l'Ordre parce qu'il affirme un fait dont la Chambre n'est pas régulièrement saisie; Objection maintenue, 283.
 12. Objection aux amendements faits en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec, parce que ces amendements sont complètement étrangers au Bill. Objection maintenue, 298.
 13. Objection est faite à la 3ème lecture du Bill pour confirmer la vente de la Section Ouest du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. M. l'Orateur laisse à la Chambre à décider la question d'urgence, 143. La Chambre décide contre l'objection, 144.

QUESTIONS RÉSOLUES DANS L'AFFIRMATIVE :—

14. Que les débats soient ajournés, 79, 87, 92, 97, 105, 111, 114, 187, 199, 201, 205, 213, 300, 359, 360.
15. Que des mots soient ajoutés à un ordre de la Chambre, 74.
16. Que des mots soient omis pour en ajouter d'autres, 103.
17. Qu'il soit permis à un membre de présenter un Bill, 217.
18. Que certains Bills soient lus la seconde fois d'hui en six mois, 95, 239, 240, 241. Voir *Licences; Libelle; Acte 43-44 Vict., ch. 5; Législature.*
19. Pour renvoyer de nouveau un Bill à un Comité général, 136, 182, 185, 196, 221, 336. Voir *Baie des Chaleurs, C. de Proc. C.; Chasse; Montréal, dépôts; Terres Publiques, Taxes Directes.*
20. Pour que M. l'Orateur laisse le Fauteuil afin que la Chambre se forme en Comité général, 151, 190, 207, 234, 256. Voir *Orateur du Conseil Législatif; Montréal, dépôts; Qualification foncière; Conseil Exécutif.*
21. Pour que certains amendements du Conseil Législatif soient lus la seconde fois, 332. Voir *Qualification foncière.* Ne soient lus que dans six mois, 329. Voir *Montréal, Cité de—.*
22. Pour renvoyer de nouveau un Bill au Conseil Législatif, 340. Voir *Huntingdon.*

QUESTIONS RÉSOLUES DANS LA NÉGATIVE :—

23. Que des débats soient ajournés, 223.
24. Amendements proposés à des résolutions du Comité des Subsidés, 282, 283, 295, 300, 308, 309, 310, 313. Voir *Subsidés, et Voies et moyens* sous le titre *Subsidés*.
25. Que certain Bill soit lu la seconde fois d'hui en six mois, 179. Voir *Orateur du Conseil Législatif*.
26. Pour la nomination d'un Comité Spécial, 91, 100, 197. Voir *Députés*, 4, 5 et 6.
27. Amendements proposés aux résolutions et au Bill concernant le Chemin de Fer de Q. M. O. et O., 119, 140, 141, 215, 226.
28. Amendements proposés à certaines résolutions, 322. Voir *Taxes directes*.
29. Pour renvoyer de nouveau un Bill à un Comité Général, 138, 140, 141, 145, 184, 193, 209, 219, 222, 226, 262. Voir *Q. M. O. et O.; Isles dans Varennes; Chasse; Assurance; Montréal, Cité de; Code Municipal; Terres Publiques; Sucre de Betteraves*.
30. Pour que la Chambre se forme en Comité sur un Bill, 331. Voir *Sociétés de Construction*.

RACICOT, ERNEST.— Voir 97 des Documents.

RAPPORTS DE CONSEIL. Voir 86 et 87 des Documents.

RAPPORTS MUNICIPAUX. Voir 98 des Documents.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE. Voir 99 et 100 des Documents.

REBOISEMENT. Voir *Réte des Arbres*.

RECORDER DE QUÉBEC, COUR DE—. Voir *Québec, Cour du Recorder*.

RECouvreMENT DES DETTES. Voir *Dettes*.

REGINA vs GAGNON. Voir 14 des Documents.

REGINA vs LAURIER. Voir 14 des Documents.

REGINA vs LÉPINE. Voir 73 des Documents.

REGISTRES de sépulture par la Congrégation Notre-Dame de Montréal à Villa Maria. Voir *Montréal*, 13.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. Comité Spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les—, 56. Rapport, 342.
2. Règles, concernant les pétitions, suspendues, 116, 124, etc.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—*Suite.*

3. 49ème Règle suspendue, 113, 165, 230.

4. 51ème “ “ 112, 131, 135.

REMISES D'AMENDES. Voir 101 *des Documents*.

REMISE DES INTÉRÊTS : Pétition demandant la remise d'une partie des intérêts dus au Gouvernement par les colons sur leurs lots de terre, 137.

REPENTIGNY, trois isles annexées à la Paroisse de—. Voir *Isles annexées*.

RÉNÉ, AIMÉ. Voir 102 *des Documents*.

RENOUVELLEMENT D'ENREGISTREMENT. Voir *Cadastrés*, 1.

RICHELIEU ET LONGUEUIL : Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer, de Quais et Elévateurs du Richelieu et Longueuil, 107. Avis, 130. Bill [M. Martel], 131. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 136. Rapporté amendé, 157. Considéré en Comité Général, 175. Rapporté ; Passé, 211. Par le Conseil avec amendements, 341. Considérés et adoptés, 341. S. R., 363. [45 Vict., ch. 56.]

RICHMOND :—

1. Pétition demandant un acte pour incorporer la ville de Richmond, 77. Avis 88. Bill (M. Picard), 88. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 145. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 159. Par le Conseil avec amendements, 237. Considérés et adoptés, 246. S. R., 362. (45 Vict., ch. 103).

2. Pétition contre ce Bill, 157.

RICHMOND, DRUMMOND ET YAMASKA :—Pétition demandant un acte pour ratifier et confirmer certains procédés de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, des Comtés de Richmond, Drummond et Yamaska et pour conférer certains pouvoirs spéciaux à la dite Compagnie, 16. Avis, 33. Bill (M. Picard), Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 42. Rapporté amendé, 94. Honoraire remboursé, 263.

RIMOUSKI :—St Germain de Rimouski : Pétitions demandant de l'aide pour le Séminaire de—, 29, 47, 48, 59, 77, 107, 122.

RIVARD, M. Voir 103 *des Documents*.

RIVE SUD ET TUNNEL :—

1. Pétition demandant un Bill acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud et du Tunnel, 107. Bill [M. Martel], 131. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 168. Rapporté, 173. Considéré en Comité, 196, 211. Amendé ; Rapporté ; Passé, 229. Par le Conseil avec amendements, 333. Considérés et adoptés, 333. S. R., 363. [45 Vict., ch. 55.]

2. Pétition demandant que cette Compagnie ne soit pas taxée, 273.

Voir *Documents*, 40.

RIVIÈRE AUX SAUMONS :—Pétition demandant de l'aide pour canaliser une partie de la—, 226.

RIVIÈRE DU SUD, pont Roy, sur la—. Voir *Gendron, F. X.*

RIVIÈRE ST FRANÇOIS, estacades sur la—. Voir *Bédard, J. C.*

ROLLAND, Compagnie de papier, incorporée—. Voir *Papier Rolland.*

ROY, J. B. :—Bill pour autoriser—, à ériger un pont sur la Rivière du Sud, en la Paroisse de St François et pour d'autres fins. Voir *Gendron, F. X.*

SALABERRY : Pétition demandant de l'aide pour terminer le monument de—, 16.

SALABERRY, WOLFE ET GRANDISON, Cantons annexés au Comté de Terrebonne. Voir *St Faustin.*

SAVANNE : Pétition de Ste Eulalie ; demande d'aide pour égouter une—, 29.

SECTION-EST du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, vente de la—. Voir *Q., M., O. et O.*

SECTION-OUEST du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, vente de la—. Voir *Q., M., O. et O.*

SÉNÉCAL, L. A. Voir 104 *des Documents* ; *Députés* 4, 5, 6 et *Interpellations.*

SEPTUOR HAYDN DE QUÉBEC, incorporé. Voir *Québec, Septuor Haydn.*

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office. [L'Honorable M. Chapleau], 3.

SERVICE CIVIL. Voir 105 *des Documents.*

SHERBROOKE :—

1. Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie pour l'extraction et le traitement des métaux de Sherbrooke, 15. Avis, 33. Bill [l'Honorable M. Robertson] ; Présenté ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 43. Rapporté amendé, 54. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 81. Par le Conseil, 146. S. R., 204. [45 Vict., ch. 73.]

2. Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Sherbrooke pour l'extraction et le traitement des minerais de fer, 104. Avis, 107. Bill [l'Honorable M. Robertson], 108. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 125. Rapporté amendé, 166. Considéré en Comité Général, 172, 175. Amendé ; Rapporté ; Passé, 175. Par le Conseil, 225. S. R., 363. [45 Vict., ch. 72.]

SHERBROOKE TURF CLUB : Pétition demandant un acte pour incorporer The—. Reçue et lue, 124. Avis, 131. 51ème Règle suspendue ; Bill présenté [l'Honorable M. Robertson], 131. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 136. Rapporté amendé, 145. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 159. Par le Conseil, 200. S. R., 204. [45 Vict., ch. 98.]

SMITH, JOSEPH : Pétition demandant un Comité pour s'enquérir des faits relatifs à une réclamation faite par lui, 183. Voir 106 *des Documents*.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION : 1 Bill pour amender l'acte 42-43 Vict., ch. 32, concernant la liquidation des Sociétés de Construction, [M. Gagnon], 49. Renvoyé au Comité de Législation, 236. Rapport, 258. Ordonné que le Bill soit ré-imprimé et placé sur les Ordres du Jour pour Comité Général, 262. Motion pour Comité Général renvoyée à 6 mois, 331.

2. Pétition en faveur du Bill, 98.

3. Bill pour amender l'acte de cette Province 42-43 Vict., ch. 32, concernant les Sociétés de Construction [M. Champagne], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 241. Rapport, 258.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE. Voir 107 *des Documents*.

SOCIÉTÉ de fabrication de Beurre ou de Fromage. Voir *Beurre et Fromage*.

SOCIÉTÉ des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal, (40 Vict., ch. 68, amendé). Voir *Montréal*, 32.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE. Voir *Beurre et Fromage*, 3.

SOCIÉTÉ Ecclésiastique du Diocèse de Québec, consolidation de fonds. Voir *Québec*, 21.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PHOSPHATES DU CANADA : Pétition demandant un acte pour incorporer la Société Française des Phosphates du Canada, 77. Bill présenté [l'Honorable M. Beaubien], 89. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 96. Rapporté amendé, 130. Considéré en Comité Général, 158. Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil, 213. S. R., 362. [45 Vict., ch. 67.]

SOCIÉTÉS philanthropiques, (statuts refondus du Canada, chapitre 71 et 32 Victoria, chap. 43, amendés.) Voir *Statuts Refondus*, 2.

SOREL :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la Ville de Sorel, 28. Avis, 33. Bill [M. Leduc], 42. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 169. Considéré en Comité Général, 175. Ré-imprimé, 208. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 221. Par le Conseil avec amendements, 256. Considérés et adoptés, 256. S. R., 362. [45 Vict., chap. 102.]

2. Bill pour autoriser les Commissaires d'Ecoles Catholiques de la Ville de Sorel à faire certains emprunts. Voir *Education*.

3. Collège du Sacré-Cœur :—Demande d'aide pour le—, 17.

SOREL :—*Suite.*

4. *Hôpital Général* :—Pétition de l'—; Demande d'aide, 83. Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.

5. Pétition ; demandant à être exemptés de payer une partie des taxes de la Ville de Sorel, 58.

SOURDS-MUETS : Pétition demandant de l'aide pour une Ecole de—, 83.

SPENCER WOOD :—

1. Lettre de l'Honorable M. Chapleau au sujet des réparations à faire à—, 305.

2. Etat des sommes dépensées pour—, depuis 1867. Voir 108 *des Documents*.

STANSTEAD ET SHERBROOKE :—Pétition demandant un acte concernant La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Comtés de Stanstead et de Sherbrooke et pour d'autres fins, 16. Avis, 33. Bill présenté [l'Honorable M. Robertson] ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 43.

STATUTS REFONDUS :—

1. Bill pour amender le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, [l'Honorable M. Pâquet], 218. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 238. Rapporté, 241.

2. Bill pour amender le chapitre 71 des Statuts Refondus du Canada et l'acte Provincial 32 Vict., ch. 43, [M. Stephens], 49. Renvoyé au Comité de Législation, 95. Rapporté amendé, 98. Réimpression ordonnée, 98. Considéré en Comité ; Rapporté ; Passé, 111. Par le Conseil avec un amendement 165. Considéré et adopté, 116. S. R., 204. [45 Vict., ch. 37].

STATUTS, CODIFICATION DES :—Voir 42 *des documents*.

STEPHENS, G. W. :—Déclaration de—, 91. Voir *Députés*, 4 et 7.

STE ANASTASIE DE NELSON :—Pétition demandant un acte pour ériger la paroisse de Ste Anastasie de Nelson en Municipalité séparée, 16. Avis, 112. Bill [M. Poupore], 117. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 126. Rapporté amendé, 183. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 242. Par le Conseil, 333. S. R., 363. [45 Vict., ch. 43].

ST ANDRÉ :—Compagnie du Chemin de Fer de jonction de—. Pétition demandant un acte pour autoriser la Compagnie du Chemin de Fer de jonction de St André à se fusionner et à émettre des obligations hypothécaires, 77. Avis, 93. Bill [M. Owens], 94. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 155. Rapporté, 173. Considéré en Comité Général, 181. Amendé ; Rapporté ; Passé, 186. Par le Conseil, 225. S. R., 363. [45 Vict., ch. 59].

ST CÉSaire :—Pétition demandant un acte pour incorporer l'Union St Joseph de Saint Césaire, 82. Avis, 88. Bill [M. Poulin], 94. Renvoyé au Comité des Bills Privés 104, 109. Rapporté amendé, 145. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 159. Par le Conseil, 195. Honoraire remboursé, 237. S. R., 204. [45 Vict., ch. 96].

ST CHARLES :—Embranchement de l'Intercolonial à—. Voir 38 *des Documents*.

STE ELISABETH :—Pétition de l'Hospice—, demande d'aide, 16.

STE ELISABETH DE FARNHAM :—Pétition de l'Hospice de—, demande d'aide, 48

STE EULALIE :—Pétition demandant de l'aide pour égoutter une savanne, 29.

ST EUSTACHE :—Embranchement de—. Voir 33 *des Documents*.

ST FAUSTIN ET ST JOVITE :—

1. Bill pour détacher les paroisses de St Faustin et de St Jovite, situées dans le Comté d'Argenteuil, et les annexer au Comté de Terrabonne, pour les fins électorales, etc., [l'Honorable M. Chapleau], 246. Ordre pour 2ème lecture déchargé; Bill renvoyé à un Comité Spécial, composé des Membres représentant les Comtés mentionnés dans la Cédule 2 de l'Acte A. B. du N., 254. 45ème et 51ème règles suspendues, 254. Rapporté amendé, 258. Considéré en Comité Général; Rapporté; Passé, 280. Par le Conseil, 333. S. R., 364. [45 Vict., ch. 40].

2. Adresse au Lieutenant-Gouverneur, au sujet de ce Bill, 329. Voir *Adresses*, 6.

ST FERDINAND D'HALIFAX :—Pétition de l'Hospice de—; demande d'aide, 29.

ST FRANÇOIS :—Pétition demandant un acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du Pont de St François, 33. Avis, 59. Bill [M. Picard], 60. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 81. Rapporté amendé, 98. Considéré en Comité, 114. Amendé; Rapporté; Passé, 233. Par le Conseil avec amendements, 285. Considérés et adoptés, 296. S. R., 362. [45 Vict., ch. 108].

Pétition contre ce Bill, 82.

ST FRANÇOIS DU LAC :—Pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général—; demande d'aide, 16.

ST GERMAIN DE RIMOUSKI :—

1. *Congrégation des Sœurs des Petites Ecoles* :—Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.

2. *Séminaire de* :—Pétitions demandant de l'aide pour le—, 29, 47, 48, 29, 77, 107, 122.

3. *Sœurs de la Charité* :—Pétition; demande d'aide, 122. Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.

ST HENRI :—Pétition demandant un acte pour permettre à la Ville de St Henri, aux Municipalités environnantes, de se servir des égouts de la Cité de Montréal, 77. Avis, 88. Bill [l'Honorable M. Beaubien], 89. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 116. Considéré en Comité Général; Rapporté, 128. Renvoyé du nouveau au Comité des Bills Privés, 135. Rapporté amendé, 153. Honoraire remboursé, 219.

ST HYACINTHE :

1. Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Macadam de St Hyacinthe, 47. Avis, 55. Bill [l'Honorable M. Mercier], 55. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté amendé, 145. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 158. Par le Conseil avec amendements, 200. Considérés et adoptés, 201. S. R., 362. [45 Vict., ch. 61].

Pétitions contre ce Bill, 77, 137.

2. Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie pour l'Eclairage au Gaz de St Hyacinthe, 58. Avis, 107. Bill [l'Honorable M. Mercier], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 108. Rapporté amendé, 145. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 156. Par le Conseil, 195. S. R., 204. [45 Vict., ch. 79].

ST JEAN :—

1. *Hôpital* :—Pétition ; demande d'aide, 16.
2. *Salle d'Asile* :—Pétition ; demande d'aide, 16.

ST JOSEPH DE BEAUHARNOIS :—Pétition ; demande d'aide pour l'Hôpital de—, 82.

ST JOSEPH DE LANORAIE :—Pétition ; demande d'aide pour le Couvent—, 16.

ST JOSEPH DE MONTRÉAL :—Asile Bethléem :—Pétition ; demande d'aide, 227.

ST JOVITE :—Voir *St Faustin*.

ST LIN, Embranchement de St Lin. Voir 33 et 36 *des Documents*.

ST MAURICE :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de flottaison et de mise en radeaux des bois du Saint Maurice, 16. Avis, 55. Bill [M. Dumoulin], 55. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté amendé, 173. Ré-imprimé, 174. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 196. Par le Conseil, 225. S. R., 362. [45 Vict., ch. 83.]

ST MICHEL DE BELLECHASSE :—

1. Pétition demandant un Bill pour ériger le premier rang de la Paroisse St Michel de Bellechasse en municipalité séparée, 47. Avis, 59. Bill présenté [M. Faucher de Saint Maurice], 76. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 81. Rapporté amendé, 134. Ré-imprimé, 135. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté, 155. Passé, 158. Comité Spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif au sujet de ce Bill, 275. Rapport, 276. Honoraire remis, 297.

2. Pétition contre ce Bill, 58.

ST PAULIN :—Pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge de—, Demande d'aide, 16.

STE ROSE :—Pétition demandant de l'aide pour la fondation d'une académie dans la Paroisse de—, 59.

STE THÉRÈSE :—Pétitions demandant de l'aide pour le Séminaire de—, 29, 48, 59, 77, 83, 93, 98, 107, 116, 122, 137, 281.

ST VINCENT DE PAUL :—Pétition des Sœurs de la Providence ; demande d'aide, 16.

SUBSIDES :—

1. Estimés pour l'année courante et l'année financière finissant le 30 juin 1883 ; Renvoyés au Comité, 253. [*Document No. 1.*] Estimés supplémentaires ; Renvoyés à ce Comité, 311.
2. La Chambre devant se former en Comité des Subsidés, 15.
3. La Chambre en Comité, 253, 257, 263, 274, 278, 311.
4. Résolutions rapportées et adoptées, 281, 282, 286, 299, 301, 303, 308, 309, 310, 312.
5. Motion pour que la Chambre se forme en Comité ; Débats ajournés, 254. Divers amendements proposés à la seconde lecture des résolutions sur les subsides négatifs, 283.
6. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en Comité des Voies et Moyens, 15. Motion pour Comité, 313. Divers amendements proposés, 313. La Chambre en Comité ; Rapport de trois Résolutions, 314. Adoptées, 314.
7. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1882, et le 30 Juin 1883, et pour d'autres fins du service public. [L'Honorable M. Würtele,] 314. Lu la 2ème fois, 334. Passé, 354. Par le Conseil, S. R., 364. [45 Vict., ch. 1.]

SUBSIDE à la Compagnie du sucre de betteraves. Voir *Sucre de Betteraves*, 2 et 3.

SUBSIDES aux Chemins de Fer. Voir *Chemins de Fer*, 2 et 3.

SUBSIDES à Sa Majesté. Voir *Subsidés*, 7.

Résolutions rapportées à la page 282.

3. Dépenses contingentes de l'Assemblée Législative y compris \$3,000 pour la codification	\$25,000 00
1. Conseil Législatif ; indemn. additionnelle aux conseillers	7,200 00
2. Assemblée Législative ; do do députés.....	19,500 00
4. Dépenses contingentes des départements publics.....	2,000 00
7. Institutions de réforme : prisons de réforme de Montréal et Sherbrooke.....	4,050 00
8. Dépôts de livres, cartes, globes, etc.....	1,854 00
9. Prisons des femmes, Montréal.....	1,250 00
10. Asiles d'aliénés.....	9,675 00
11. Ecoles industrielles.....	600 00
12. Dispensaire de Montréal.....	320 00
13. Service du cadastre, par le département des terres de la couronne.....	6,960 00

SUBSIDES :—*Suite.*

14. Frais généraux.....	13,440 00
15. Entretien du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.....	50,000 00

Résolutions rapportées à la page 286.

5. Administration de la justice.....	10,000 00
6. Bureaux de police de Québec et Montreal.....	1,000 00
1. Indemnité additionnelle des Conseillers Législatifs.....	7,200 00
12. Traitements et dépenses contingentes, y compris les impressions, la reliure, etc.....	12,405 00
2. Indemnité additionnelle des députés à l'Ass. Lég.....	19,500 00
21. Traitements et dépenses contingentes, y compris les impressions, la reliure, etc.....	68,167 00
3. Bibliothèque de la Législature.....	3,000 00
4. Frais d'élections	3,000 00
5. Traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie comprenant ses dépenses contingentes ordinaires.....	800 00
6. Impression, reliure et distribution des statuts.....	4,000 00
7. Traitements des employés du bureau du Greffier en Loi	3 100 00
8. Dépenses contingentes, y compris un employé sessionnel	500 00
9. Traitements des employés du Gouvernement Civil.....	3,150 00
10. Dépenses contingentes.....	54,219 00
11. Administration de la Justice.....	362,712 00
12. Police : Bureaux de police de Québec et Montréal.....	16,068 00
13. Institutions de réforme : prisons de réforme de Montréal et Sherbrooke.....	43,000 00
14. Inspection des bureaux publics.....	11,000 00
15. Education supérieure proprement dite, 5 par cent sur la part des catholiques dans le fonds de l'éducation sera affecté à l'achat de littérature canadienne, pour être distribuée comme prix, aux institutions contribuant à ce pourcentage	71,000 00
16. <i>High Schools</i> de Québec et Montréal.....	2,470 00
17. Compensation aux institutions catholiques pour l'allocation des <i>High Schools</i> , dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'université Laval à Montréal.....	4,940 00
17. Ecoles communes	155,000 00
19. Ecoles dans les municipalités pauvres.....	6,000 00
20. Ecoles normales.....	42,000 00
21. Inspection des écoles.....	28,745 00
22. Instituteurs à la retraite.....	8,000 00
23. Livres pour donner en prix.....	4,500 00
24. Ecoles pour les sourds-muets.....	12,000 00
25. Ecoles pour les sourds-muets Mile-End, Montréal.....	1,000 00
26. Conseil de l'instruction publique.....	1,500 00
27. Ecole polytechnique.....	1,000 50
28. Pour aider à la publication du "Journal de l'Instruction Publique" en français.....	500 00
29. Pour aider à la publication du "Journal de l'Instruction Publique," en anglais.....	500 00
30. Pour aider à reconstruire le collège de Rimouski, \$8,000 payables pendant 4 ans, \$2,000 par année.....	2,000 00
31. Pour aider à reconstruire le collège Sainte Thérèse, \$8,000 payables pendant 4 ans, \$2,000 par année.....	2,000 00

SUBSIDES :—*Suite.*

32. Pour aider à reconstruire le " St Francis College," à Richmond, \$2,000 payables \$1,000 par année pendant deux ans.....	1,900 00
33. Collège Commercial de Varennes.....	500 00
• 34. Faculté de médecine, Collège McGill, Montréal.....	750 00
35. Ecole de médecine et de chirurgie, do	750 00
36. Faculté de médecine, Université Laval do	750 00
37. Ecole de médecine, Bishop's College," do	750 00
38. Société d'histoire naturelle, do	700 00
39. Société historique de Montréal, do	350 00
40. Institut national des Beaux Arts, do	1,000 00
41. Société numismatique et d'archéologie, do	100 00
42. Société littéraire et bienveillante des jeunes irlandais de Montréal.....	200 00
43. Société littéraire et historique, Québec	750 00
44. Institut Canadien, do	700 00
45. Société géographique, do	200 00
46. Académie de musique, do	100 00
47. Septuor Haydn, do	200 00
48. Institut littéraire de St Patrice, do	300 00
49. Ecole de navigation, do	1,000 00
50. Aide pour assurer la publication des décisions des tribunaux, à Québec.....	1,000 00
51. Aide pour assurer la publication des décisions des tribunaux à Montréal	1,000 00
52. Aide pour assurer la publication des décisions de la Cour d'Appel.....	200 00
53. Aide pour la publication de " La Revue Légale ".....	400 00
54. do do do " La Thémis ".....	300 00
54½. do do do " Legal News ".....	100 00
55. do do do " Le Naturaliste Canadien ".....	400 00
56. Aide pour faire transcrire, imprimer et publier les archives canadiennes.....	2,460 00
57. Association de tir de la Province de Québec.....	500 00
58. Conseil des Arts et Métiers.....	10,000 00
59. Conseil Agricole.....	4,000 00
60. Journal d'Agriculture, français et anglais.....	7,000 00
61. Ecoles d'Agriculture, [3 à \$800 chacune].....	2,400 00
62. do do bourses [15 à \$60 chacune].....	900 00
63. Ecoles de médecine vétérinaire, française et anglaise....	2,800 00
64. Aide à <i>La Gazette des Campagnes</i>	400 00
65. Beurreries et fromageries; traitements et frais de voyage.	1,600 00
66. Association des laitiers de la Province de Québec.....	1,000 00
68. Diverses dépenses pour l'Agriculture.....	1,000 00
89. Abonnements à divers traités spéciaux, brochures ou publications concernant l'Agricult., la Colonisation, &c	1,000 00
72. Chemins de Colonisation.....	65,000 00
92. Corporation de l'Hôpital Général, Montréal..	4,000 00
93. Malades Indigents, do ..	3,200 00
94. Hôpital St Patrice, do ..	1,600 00
95. Sœurs de la Providence, do ..	1,120 00
96. Asile St Vincent de Paul, do ..	600 00
97. Protestant House of Industry and Refuge, do ..	800 00
98. Asile Protestant, pour les femmes abandonnées, do ..	200 00

SUBSIDES :—*Suete.*

99. Asile St Patrice pour les Orphelins,	Montréal..	640 00
100. Hospice de la Maternité de l'Université,	do ..	480 00
101. Asile de la Madeleine, [Bon Pasteur],	do ..	720 00
102. Asile des Orphelins Catholiques Romains,	do ..	320 00
103. Sœurs de la Charité,	do ..	800 00
104. Sœurs de la Charité, pour leur Hospice des enfants trouvés,	do ..	200 00
105. Asile des Orphelins Protestants,	do ..	640 00
106. Hospice de la Maternité, [Sœurs de la Miséricorde],	do ..	480 00
107. Asile de la rue Bonaventure,	do ..	430 00
108. Asile Nazareth pour les enfants pauvres,	do ..	400 00
109. Ecole pour les Aveugles, Asile Nazareth,	do ..	1,230 00
110. Ouvroir	do ..	300 00
111. Dispensaire,	do ..	160 00
112. do Montréal,	do ..	160 00
113. Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, y compris l'ancien Asile	do ..	850 00
114. Asile et Ecole d'Industrie, [Harvey Institute],	do ..	320 00
115. Asile de Ste Brigitte,	do ..	800 00
116. Frères de la Charité de St Vincent de Paul,	do ..	500 00
117. Hospice de Bethléem,	do ..	500 00
118. Hospice de St Joseph du Bon Pasteur,	do ..	200 00
119. Petites Sœurs des Pauvres,	do ..	100 00
120. Asile des enfants Protestants,	do ..	400 00
121. Hôpital des Femmes,	do ..	500 00
122. Church Home,	do ..	200 00
123. Inst. pour les maladies des yeux et des oreilles,	do ..	250 00
124. Hôpital St Charles,	do ..	500 00
125. Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphe- lins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth,	Québec..	1,140 00
126. Malades Indigents,	do ..	3,200 00
127. Asile du Bon Pasteur,	do ..	800 00
128. Ladies Protestant Home,	do ..	750 00
129. Male Orphan Asylum,	do ..	420 00
130. Finlay Asylum,	do ..	420 00
131. Protestant Female Orphan Asylum,	do ..	420 00
132. St Bridget's Asylum,	do ..	1,000 00
133. Dispensaire,	do ..	200 00
134. S. de la Charité pour les personnes vieilles et infirmes,	do ..	200 00
135. Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus,	do ..	1,000 00
136. do Dispensaire,	do ..	200 00
137. do pour les enfants trouvés,	do ..	200 00
138. Women's Christian Association,	do ..	200 00
139. Retraite de Belmont pour les Ivrognes,	do ..	700 00
140. Hôpital de la Marine et des émigrés,	do ..	2,666 67
141. Hospice de la Maternité, aux soins des Sœurs du Bon Pasteur,	do ..	2,013 33
142. Malades Indigents	Trois-Rivières..	2,500 00
143. Sœurs de la Charité, Hôpital des enfants trouvés,	do ..	400 00
144. Hôpital Général,	Sorel..	700 00
145. Hôpital de St Hyacinthe,	St Hyacinthe..	500 00

SUBSIDES :—*Suite.*

146. Asile des Orphelins de St Hyacinthe	do ..	200 00
147. Ouvroir de St Hyacinthe,	do ..	200 00
148. Asile de placement pour les orphelins,	Knowlton..	200 00
149. Hospice Youville,	St Benoit..	200 00
150. Asile de la Providence,	Côteau du Lac..	300 00
151. Hospice St Joseph,	Beauharnois..	200 00
152. Hospice Ste Marie,	Ste Marie de Monnoir..	200 00
153. Asile de la Providence,	Mascouche..	200 00
154. Hôpital St Jean,	St Jean..	200 00
155. Sœurs de la Charité,	do ..	200 00
156. Hospice la Jemmerais,	Varennas..	200 00
157. Hospice des Sœurs de la Providence, St Vincent de Paul..		200 00
158. Hôpital de la Providence,	Joliette..	200 00
159. Hospice de Laprairie,	Laprairie..	200 00
160. Hôpital St Joseph,	Chambly..	200 00
161. Asile de la Providence,	Ste Elizabeth..	200 00
162. Sœurs de la Providence de N. D. de l'Assomption.....		200 00
163. Asile de la Providence,	Ste Ursule..	200 00
164. Hôpital de Ste Anne Lapocatière,	Ste Anne..	200 00
165. Sœurs de la Charité,	Rimouski..	500 00
166. Hôpital de St Ferdinand d'Halifax,	St Ferdinand..	200 00
167. Hospice Yamachiche,	Yamachiche..	200 00
168. Hôpital et Asile des Orphel. de Sherbrooke, Sherbrooke..		500 00
169. Sœurs de la Charité,	Lanoraie..	200 00
170. Hôpital St Paulin,	St Paulin..	200 00
171. do de Longueuil,	Longueuil..	200 00
172. do de St François du Lac,	St François..	200 00
173. do St Louis,	St Denis..	200 00
174. Sœurs Grises de Farnham.....		200 00
175. Hôpital Notre-Dame, Montréal, annexé à l'Université Laval, Montréal.....		1,000 00
176. Hôpital de St Joseph de la Délivrance,	Lévis..	300 00

Résolutions rapportées à la page 301.

63½. Expositions provinciales d'horticultures et de pomologie, 41 Victoria, chapitre 5, section 13.....	1,000 00
67. Encouragement aux autres fabriques de sucre de betteraves aux conditions qui pourront être imposées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.....	7,000 00
71. Immigration et Repatriement.....	15,000 00
73. Sociétés de Colonisation.....	5,000 00
73½. Aide pour la construction d'un pont sur la rivière Richelieu entre Lacolle et St Thomas [\$6000 payables \$2000 par année durant trois ans].....	2,000 00
74. Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général.....	59,475 00
75. Inspections et examens.....	3,000 00
76. Edifices des départements, pour compléter le nivellement des terrains, etc.....	10,000 00
77. Fondations des nouveaux édifices du Parlement, pour les continuer et les compléter.....	13,000 00
78. Construction des nouvelles bâtisses du Parlement [devant coûter \$300,000] moins les fondations, payables par un emprunt.....	150,000 00
79. Acquisition du terrain pour prolonger la rue Ste Julie, jusqu'à l'Avenue Dufferin.....	2,500 00

SUBSIDES :—*Suite.**Résolutions rapportées à la page 303.*

70. Pour aider les industries agricoles, y compris \$500.00 pour encourager la culture des arbres fruitiers.....	2,000 00
80. Spencer Wood ; reconstruction des étables, clôtures, etc.	7,000 00
81. Nouveau palais de Justice de Québec, construction [payable à même un emprunt].....	150,000 00
82. Musée de géologie de Montréal [prix d'achat \$12,400, commission \$224, et les actes].....	12,700 00
83. Palais de justice et prison du district de Kamouraska, à Fraserville.....	5,000 00
84. Surveillance de la construction du palais de justice et de la prison, du district de Kamouraska, à Fraserville...	1,000 00
85. Palais de justice et prisons dans les nouveaux districts ; construction de voûtes à l'épreuve du feu.....	10,000 00
86. Maison pour le geôlier de la prison de Gaspé et prison à Percé.....	1,650 00
87. Serrures et cadenas pour les palais de justice et les prisons, tels que recommandés par les inspecteurs.....	6,600 00
88. Réparations aux palais de justice et aux prisons, imputables aux fonds de bâtisse et de jurés.....	19,000 00
89. Assurance des palais de justice et des prisons, imputables aux fonds de bâtisses et de jurés.....	9,000 00
90. Loyers des palais de justice et des prisons, imputables aux fonds de bâtisses et de Jurés.....	1,407 00
91. Asiles des aliénés, Beauport, St Jean de Dieu et St Ferdinand d'Halifax.....	232,000 00
177. Ecoles de Réformes.....	6,000 00
177½. Ecoles d'industrie.....	9,500 00
178. Divers, en général, y compris \$300.00 pour le monument de Salaberry.....	20,000 00
179. Ingénieurs des mines.....	4,000 00
180. Agent en France ; traitement et loyer de bureau, etc., etc	2,500 00
181. Commissaire du Fond d'Emprunt Municipal du B. C., 43-44 Vict., chap. 13. frais de voyage et dépenses contingentes.....	500 00
182. Salaire.....	3,000 00
183. Fonds de Municipalités, S. R. B. C., chap. 110, sect. 7	4,000 00
184. Service du Cadastre, par le Dép. des Terres de la Cour.	30,993 00
185. Arpentage, do do do	40,000 00
186. Dépenses Générales do do do	68,042 00
187. Gazette Officielle de Québec.....	13,200 00
188. Police spéciale pour les fins du Revenu.....	6,000 00
189. Timbres, Licences, etc.....	10,000 00
190. Déplacement de la voie du Chemin de Fer Q. M. O et O., de la rue Prince Edouard et prolongement sur la jetée Louise, etc., [payable par la souscription de la cité de Québec].....	220,000 00
191. Règlement de comptes non soldés, se rattachant à la construction [payable par un emprunt].....	100,000 00
192. Balance due sur des terrains et propriétés [payable par un emprunt].....	199,737 30

SUBSIDES :—*Suite.**Résolutions rapportées à la page 312.*

1. Pour compléter le montant requis pour traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative.....	15,000 00
2. Indemnité de retraite à Louis Giard, ci-devant secrétaire du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique.....	1,200 00
3. Assurance des Palais de Justice et des Prisons, imputables au fonds de Bâtisse et des Jurés.....	500 00
4. Pour secourir la population en détresse de l'île Amherst (Iles de la Magdeleine).....	600 00
1. Subvention pour la publication des débats de la Législature, par G. A. Desjardins, à condition qu'il en soit fourni 400 exemplaires pour distribution publique....	2,500 00
2. Subvention pour l'établissement d'une institution pour la production du vaccin animal, à Montréal.....	300 00
3. Pour augmenter l'allocation aux Sociétés Horticoles et Pomologiques, pour leurs expositions (y compris la Société d'Horticulture de Québec).....	250 00
4. Subvention pour la construction d'un pont sur la Rivière Chaudière, entre Saint Nicolas et Saint Romuald, (\$8,000, payables \$2,000 par année durant quatre ans).	2,000 00
5. Pour augmenter la subvention de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal	1,000 00
6. Pour les Sœurs de la Miséricorde, Montréal.....	250 00

SUBSTITUTS du Procureur-Général. Voir 109 *des Documents*.

SUCCESSIONS : Bill pour régler certaines successions légitimes, [l'Honorable M. Marchand], 42. Renvoyé au Comité de Législation, 95. Rapport que les promoteurs désirent retirer ce Bill, 98.

SUCRE DE BETTERAVES :—

1. Pétition demandant un acte pour amender l'acte 41 Vict., ch. 52, incorporant la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de Québec. 77. Avis, 98. Bill [l'Honorable M. Chapleau], 99. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 104. Rapporté amendé, 116. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 125. Par le Conseil, 179. S. R., 204. [45 Vict., ch. 62.]
2. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le subside accordé à la Compagnie de Sucre de Betteraves ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le Comité délibère, 243. Serie de résolutions, rapportées et adoptées, 244. Bill basé sur ces résolutions, 246. Voir *Infra*, 3.
3. Bill concernant le subside accordé à la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de Québec et le bonus à être payé sur ce subside, pour la production de la betterave, [l'Honorable M. Würtele], 245. Renvoyé à un Comité Général, 251. Considéré ; Amendé, 254. Motion pour la réception du rapport ; Amendement proposé et négatif ; Rapporté ; Lu la 3ème fois et Passé, 262. Par le Conseil, 333. S. R., 363. [45 Vict., ch. 24.]

SYNDICS D'ECOLE, Commissaires— et, de la Province, remise de taxes par les—. Voir *Instruction Publique*, 1.

TACHÉ, P. V. Voir 111 et 112 *des Documents*.

TACHÉ, WENCESLAS. Voir 110 *des Documents*.

TARIF DES MÉDECINS : Bill pour amender le tarif des Médecins et Chirurgiens. [M. Gagnon], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité Spécial, 54.

TAXES DIRECTES SUR CORPORATIONS COMMERCIALES : Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'imposition de certaines taxes directes sur certaines Corporations Commerciales ; Amendement proposé et négativé ; Motion principale adoptée, 322. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 322. Le Comité délibère, 323. Résolutions rapportées, 325. Adoptées, 328. Bill basé sur ces résolutions, 328. Voir *Infra*, 2.

2. Bill pour imposer certaines taxes directes, sur certaines Corporations Municipales, [l'Honorable M. Würtele], 328. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 334. Motion pour 3ème lecture ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, adopté ; Bill renvoyé à un Comité Général ; Amendé ; Rapporté et Passé, 336. Par le Conseil, 355. S. R., 364. [45 Vict., ch. 22.]

TAXES SCOLAIRES dans Montréal. Voir *Montréal*, 1, 2, 3, 4.

TAXES SCOLAIRES, Remise des—. Voir *Instruction Publique*, 1.

TÉMISCOUATA : Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie Agricole et Manufacturière de Témiscouata, 46. Avis, 55. Bill [M. Deschênes], 78. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 101. Rapport que ce Bill doit être renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 153. Rapporté amendé, 157. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 180. Par le Conseil avec amendements, 227. Considérés, 227. Adoptés, 233. S. R., 362. [45 Vict., ch. 69.]

TÉMOINS DANS LES CAUSES CIVILES : Bill amendant la loi concernant les témoins dans les Causes Civiles, [l'Honorable M. Irvine], 18. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 170. Rapport, 241.

TERRA FIRMA, de Mingan. Voir 11 et 12 *des Documents*.

TERRAIN DE LA PRISON, Montréal. Voir 83 *des Documents*.

TERRAINS MINIERS. Voir 91 *des Documents*.

TERRES DE LA COURONNE :

Argents reçus par les agents. Voir 114 *des Documents*.

Rapport du Commissaire. Voir 113 *des Documents*.

TERRES PUBLIQUES :

1. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les—. Signification de la recommandation de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; Motion pour Comité ; Débats, 124. Débats repris ; Le Comité délibère ; Série de résolutions rapportées, 124. Adoptées, 125. Bill basé sur ces résolutions. Voir *Infra*, 2.
2. Bill pour amender les actes concernant la vente et l'administration des Terres Publiques, [l'Honorable M. Flynn], 127. Renvoyé à un Comité Général, 152. Considéré ; Amendé, 156. Motion pour renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général, adoptée sur division ; Considéré ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; amendements (à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité Général) négatifs ; Rapporté ; Passé, 221 à 223. Par le Conseil, 255. S. R., 362. [45 Vict., ch. 10.]

TOITURES EN BOIS. Voir *Incendies*.

TRAPPE, LA—, de Notre-Dame du lac des Deux-Montagnes, incorporés. Voir *La Trappe*.

TRAPPISTES, RELIGIEUX. Voir *La Trappe*.

TRING : Bill pour définir la position et l'étendue de certains rangs du Canton de Tring, [l'Honorable M. Flynn], 134. Renvoyé à un Comité Général, 195. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 218. Par le Conseil, 255. S. R., 363. [45 Vict., ch. 45.]

TROIS-RIVIÈRES :

1. Pétition demandant un acte amendant l'acte d'incorporation de la Cité des Trois-Rivières, 82. Avis, 104. Bill [M. Dumoulin], 104. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 114. Rapporté amendé, 166. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 172. Par le Conseil avec un amendement, 230. Considéré et adopté, 230. S. R., 363. [45 Vict., ch. 101.]
2. Compagnie d'Imprimerie des—. Voir 115 des Documents.

TROIS-RIVIÈRES ET NORD-OUEST : Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Trois-Rivières et du Nord-Ouest, 77. Avis, 88. Bill [M. Dumoulin], 89. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 101. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 139. Par le Conseil, 195. S. R., 204. [45 Vict., ch. 54.]

TURF CLUB DE SHERBROOKE, incorporé. Voir *Sherbrooke*.

UNION ST JOSEPH DE ST CÉSaire, incorporée. Voir *St Césaire*.

UNION ST JOSEPH DE LACHINE :—Voir *Lachine*.

UNION ST JOSEPH DE ST SAUVEUR :—Etat d'affaires. Voir 66 des Documents

VARENNES :—Pétition demandant un acte pour incorporer le Collège Commercial de Varennes, 33. Avis, 55. Bill, 146. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 156. Rapporté, 173. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 181. S. R., 204. [45 Vict., ch. 89].
Pétition demandant de l'aide pour ce Collège, 48.

VARENNES, Trois isles détachées et annexées à la paroisse de Repentigny. Voir *Isles, etc.*

VENTE ET ADMINISTRATION des Terres Publiques, acte amendé. Voir *Terres Publiques*.

VICTORIA 43-44, chap. 12. Voir *Mines d'Or*.

VIOLA, COMTE :—Voir 116 *des Documents*.

VILLA-MARIA :—Voir *Montréal, Congrégation de Notre-Dame*.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 6.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS de la Chambre devant être imprimés chaque jour, 6.

WENTWORTH :—

1. Bill pour constituer en corporation la Compagnie du Chemin de Fer de Wentworth. [Du Conseil Législatif,] 179. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 186. Rapporté amendé, 203. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 211. Par le Conseil, 227. S. R., 362. [46 Vict., ch. 52.]

2. Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de Wentworth, 82. Avis, 98. Bill [L'Honorable M. Beaubien], 99.

WEST END FREE DISPENSARY :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 15. Avis, 33. Bill [L'Hon. M. Beaubien], 42. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapporté amendé, 104. Considéré en Comité Général ; Rapporté, 109. Passé, 124. Par le Conseil, 169. S. R., 204. [45 Vict., ch. 92.]

WOLFE, SALABERRY ET GRANDISON, Cantons annexés au Comté de Terrebonne. Voir *St Faustín*.

WURTELE—Rapport de l'élection de l'Hon. J. S. C.—, 7.

YAMACHICHE, HOSPICE STE ANNE :—

1. Etat d'affaires. Voir 66 *des Documents*.

2. Pétition ; demande d'aide, 20.

ERRATUM

Page 27, ligne 10,—au lieu de “1882”, lire “1881”.

Page 59, dernière ligne de la page,—au lieu de “second”, lire “troisième”.

Page 89, 3ème avant dernière ligne,—au lieu de “et amendes”, lire “d’amendés”.

Page 104, ligne 25,—au lieu de “divers Bills Privés”, lire “Ordres Permanents”.

Page 278, résolution 9,—au lieu de “cadences”, lire “cadenas”.

Dans l'Index ACTE ÉLECTORAL,—Pour tout ce qui se rapporte à l'—. Voir *Elections*.